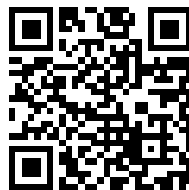

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

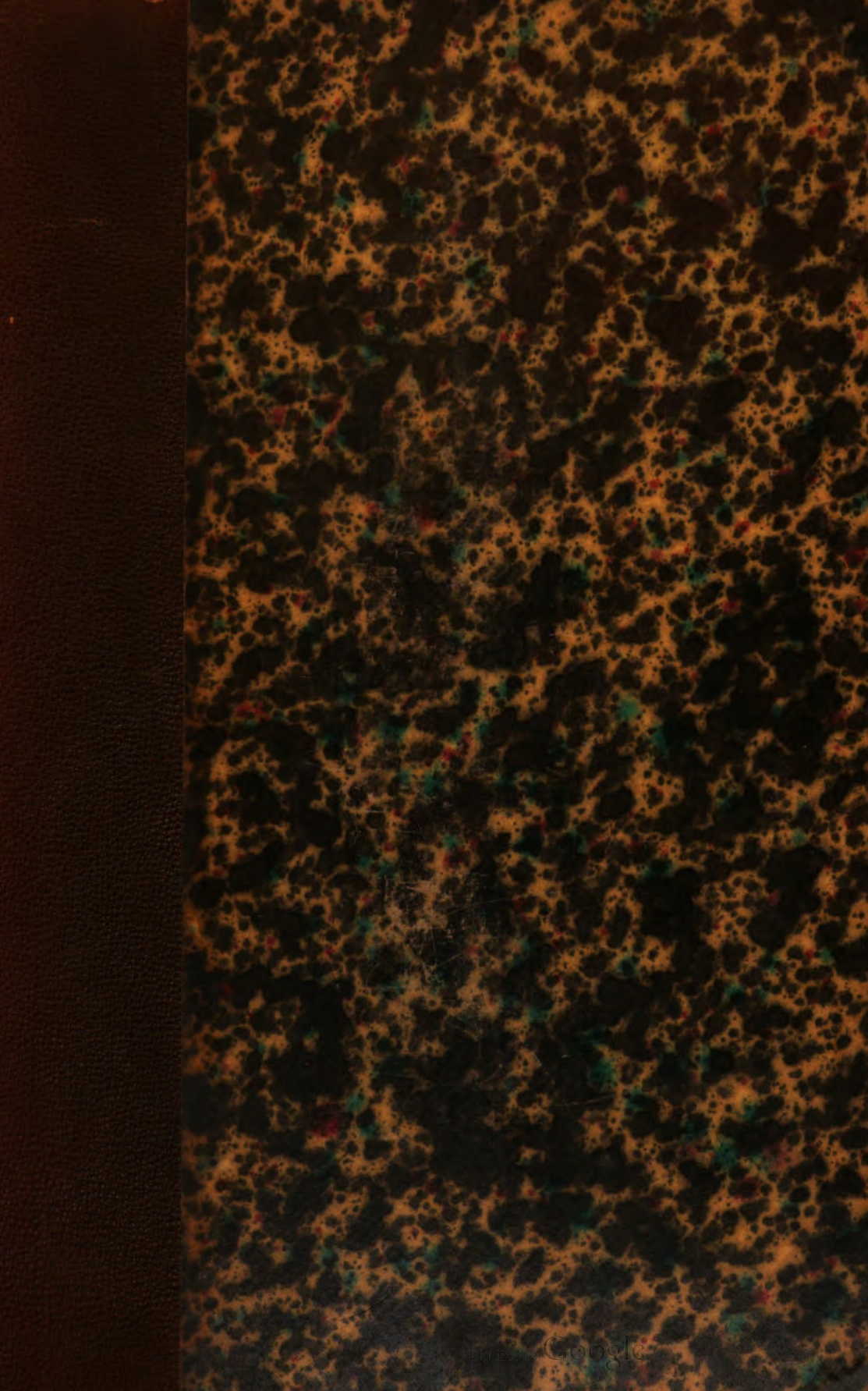
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



FR 42.3

Harvard College Library



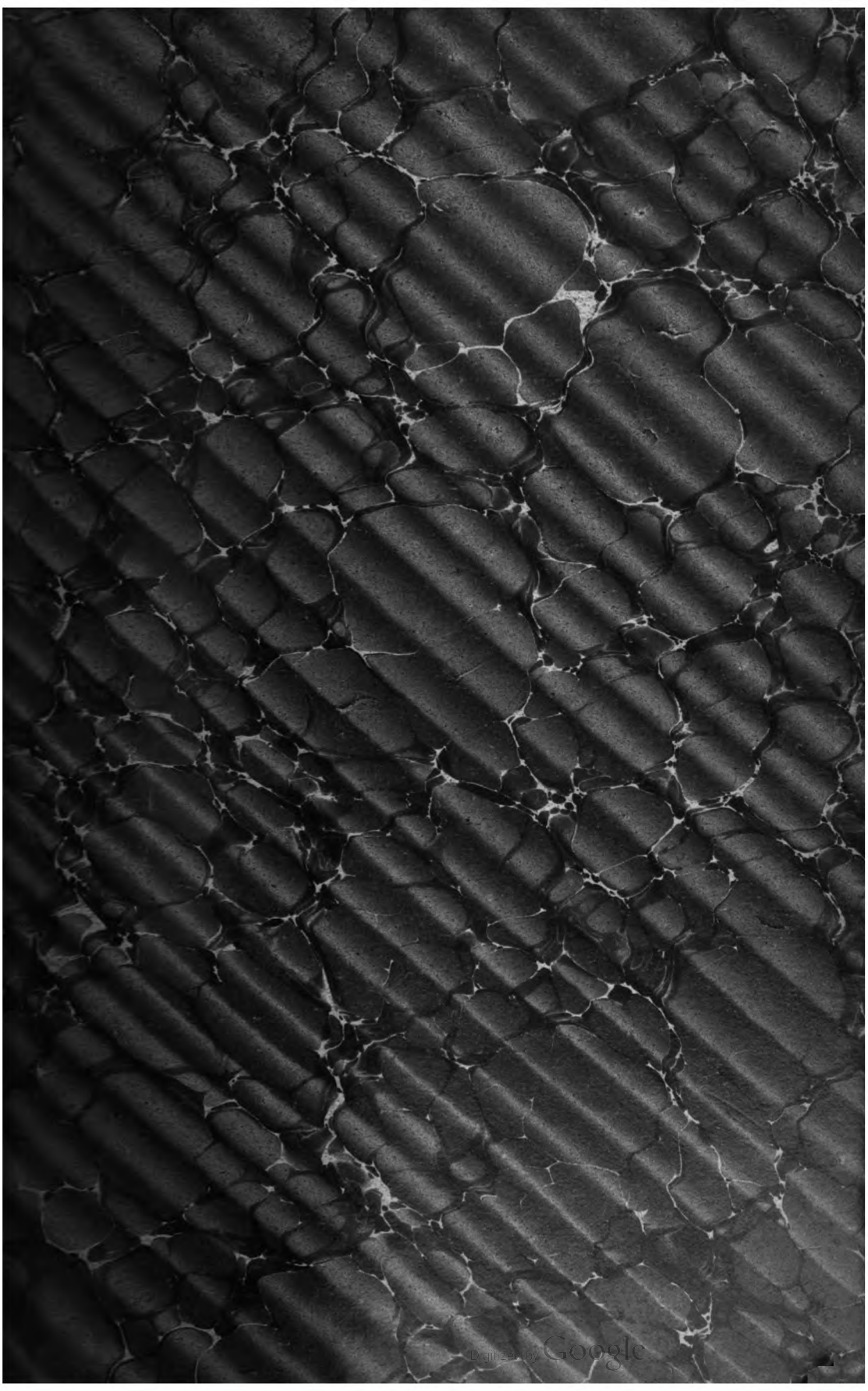
FROM THE GIFT OF

ARCHIBALD CARY COOLIDGE

(Class of 1887)

PROFESSOR OF HISTORY *

FOR BOOKS ON FRENCH HISTORY

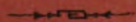


BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XV



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE ÉMILE LAPORTE (ANC. DUPONT ET C^e.)

1888.

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

TOME XV



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE E. LAPORTE (ANC. M^{on} DUPONT & C^{ie})

1888

Fr 42.3

Harvard College Library

JAN 19 1912

Gift of
Prof. A. C. Coolidge



STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par Décret du 19 Avril 1886.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de onze Membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Trois Secrétares-Adjointes ;
Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le président, deux vice-présidents, le secrétaire général et le trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le secrétaire général, signés de lui et du président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et de travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique du département : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 mars 1886.

LISTE DE MM. LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Présidents d'honneur.

M. BARDY DE FOURTOU,  I, ancien ministre, ancien sénateur de la Dordogne.

M. LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne.

M^{sr} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

Président.

M. Michel HARDY,  A, conservateur du Musée archéologique de la Dordogne.

Vice-Président honoraire.

M. DE FROIDEFOND DE BOULAZAC.

Vice-Présidents.

M. DE ROUMEJOUX.

M. Elie GONTIER MAINE DE BIRAN,  A.

M. le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU.

M. DUJARRIC-DESCOMBES,  A.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET,  A, archiviste du département.

Secrétaires-Adjoints.

M. l'abbé RIBOULET, curé de Chancelade.

M. le vicomte DE LESTRADE DE CONTI, ✕, avocat.

M. CRÉDOT.

Trésorier.

M. DE SAINT-PIERRE.

MEMBRES TITULAIRES.

MM.

Le marquis D'ABZAC DE LA DOUZE, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

Le comte Aymar D'ABZAC DE LA DOUZE, licencié en droit, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

M^{me} ALARY, à Eymet.

AMÉDIEU (Louis), maire de Ginestet, par Laforce.

Le comte Aymar D'ARLOT DE SAINT-SAUD, commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique, ancien magistrat, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUDEMARD (Gérald), ancien juge de paix, à Montanceix, par Razac.

AUZELY, boulevard des Sablons, 1, à Neuilly-sur-Seine (Seine).

Le docteur BARBANCEY, à Monpont.

BARDY DE FOURTOU (Oscar), ~~et~~ I, ancien ministre, ancien sénateur de la Dordogne, à Ribérac, et boulevard de Courcelles, 32, à Paris.

BARDY DE FOURTOU (Paul), ancien magistrat, à Ribérac.

BAREAU (Anatole), pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER, procureur de la République, au Hâvre (Seine-Inférieure).

BARRIÈRE (Hubert), pharmacien, à Belvès.

BASTIDE, pharmacien de la C^{ie} d'Orléans, à Périgueux.

BEAU-VERDENY (Alexis), boulevard Montparnasse, 13, à Paris.

L'abbé E. BEAU-VERDENY, missionnaire apostolique, supérieur du collège Saint-Joseph, à Sarlat.

Le comte DE BEAUFORT, O*, secrétaire-général de la Société de secours aux blessés militaires, rue de Verneuil, 43, à Paris.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand). rue de Paris, 2, à Périgueux.

BESSE (Léon), propriétaire à Saint-Méard de Drôme, par Tocane-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BIRAN-ARCHEZ (Louis), à Sainte-Alvère.

BLEYNIE (Aubin), pharmacien, conservateur des collections géologiques et minéralogiques du Musée départemental, conseiller municipal, à Périgueux.

BONNARD (Julien), contrôleur-adjoint des contributions directes, à Cahors.

BORIE (Edmond), commis principal à la préfecture de la Seine, à l'Hôtel-de-Ville, à Paris.

DE BOSREDON (Philippe), C *, ancien conseiller d'Etat, ancien conseiller général de la Dordogne, rue du Général Foy, 4, à Paris.

DE BOSREDON (Alexandre), *, ancien sénateur, conseiller général de la Dordogne, à la Fauconnie, par Terrasson.

Le comte Henri BOUDET, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

BOULANGER, chef de district de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, à Pontgibaud (Puy-de-Dôme).

L'abbé BOULEN, chanoine de la cathédrale, supérieur des missionnaires diocésains, rue de Paris, 2, à Périgueux.

BOULLE (E.), photographe, à Périgueux.

Le docteur J. BOUNY, au Fleix.

BOURGADE (Alban), *, ancien magistrat, avocat, au château de Gensac, par Condom (Gers).

Le P. BOUSCAILLOU, prêtre de l'Oratoire, professeur de philosophie au collège de Juilly (Seine-et-Marne).

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

DE BOYSSON (Bernard), *, colonel au 8^e régiment de dragons, à Meaux (Seine-et-Marne).

DE BOYSSON (Richard), ancien receveur particulier, à Cénac, près Domme.

M^{me} DE BRACHET DE LA MENUSE, à Château-l'Evêque, près Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, curé de Coulounieix, près Périgueux.

Le docteur BURETTE, au Bugue.

BUSSIÈRE (Georges), procureur de la République, à Rochefort-sur-Mer (Charente-Inférieure).

DE CARBONNIER DE MARZAC (Guy), ancien juge de paix, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, commandeur de l'ordre de Saint Grégoire le Grand, rue Esprit-des-Lois, 6, à Bordeaux.

DE CARDENAL, docteur en droit, ancien magistrat, avocat, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

L'abbé CARRIER, curé de St-Amand-de-Coly, par Montignac.

CARRIER DE LADEVÈZE (Louis), propriétaire, à Saint-Cyprien.

CARVÈS (Elie), propriétaire, à Bézenac, par Saint-Cyprien.

CARVÈS (Louis), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

Le comte DE CASTÉRAS-SEIGNAN, *, ancien préfet, à Menesplet, par Monpont.

M^{me} DE CAZENAVE, au château de Libersac, par Eymet.

CÉNAC (Emile), notaire, à Montanceix, par Razac.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

DE CERVAL (Julien), *, ancien magistrat, à Sarlat.

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

CHAMBON (Tony), banquier, à Sarlat.

CHAMINADE, propriétaire, au Vézinet (Seine-et-Oise).

L'abbé CHAMINADE, curé de Sainte-Croix, par Montferrand (Dordogne).

DE CHANAUD, ancien juge de paix, à Sigoulès.

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoin), C *, ancien conseiller d'Etat, rue de Bellechasse, 17, à Paris.

Le comte DE CHANTÉRAC (Victor), au château de Chantérac, par Saint-Vincent-de-Connezac.

CHAPGIER-DALAIR (Amédée), banquier, à Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

CHARBONNEL (Augustin), négociant, rue des Remparts, 50, à Bordeaux.

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHASTENET-DUCASTIN (Alphonse),  A, avocat, ancien conseiller général de la Dordogne, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, rue d'Angoulême, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Ernest), propriétaire, rue Saint-Thomas, à Excideuil.

L'abbé CHEYSSAC, * A, membre correspondant du Comité des Sociétés des beaux-arts des départements, chanoine honoraire de Constantine et d'Hippone, curé de La Roche-Chalais.

CLÉDAT (Jules), juge suppléant au tribunal de commerce, banquier, place Bugeaud, 2, à Périgueux.

CLÉDAT (Léon), * I, ancien élève de l'Ecole des Chartes, ancien membre de l'Ecole française de Rome, lauréat de l'Académie française, professeur à la Faculté des lettres, membre du conseil général des Facultés, rue Saint-Maurice, 30, à Lyon-Monplaisir (Rhône).

L'abbé COMBE, vicaire de la cathédrale, rue du Plantier, à Périgueux.

Le comte DE CONSTANTIN, à Beaumont-du-Périgord.

CORNEILHAN, * A, ancien conseiller de préfecture, cours Tourny, 12, à Périgueux.

COULOMBEIX, docteur en droit, ancien juge de paix, rue du Plantier, 15, à Périgueux.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

COURTEY (Léon), licencié en droit, notaire, à Nontron.

CRÉDOT (Julien), licencié en droit, agent principal de la C^e d'assurances l'*Urbaine*, boulevard Lakanal, 25, à Périgueux.

CROS-PUYMARTIN, * A, architecte, rue Saint-Martin, 22, à Périgueux.

Le comte DE CUMOND, au château de Cumond, par Saint-Privat.

Mgr DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

DAURIAC, percepteur, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Armand), docteur en médecine, directeur de la vaccination, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Marc), ancien procureur de la République, au château de Lasteyrie, par La Rochebeaucourt.

DECOUS DE LAPEYRIÈRE, *, ancien procureur général, à Périgueux.

L'abbé DELBOURG, chanoine honoraire, curé de Saint-Jacques de Bergerac.

DELPIT (Jules), membre de l'Académie de Bordeaux, à Izon, par Saint-Sulpice et Cameyrac (Gironde).

DELSUC, président de la Société de géographie commerciale, banquier, cours Tourny, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue du Pont-Saint-Nicolas, 7, à Périgueux, et au château de Maroite, commune du Grand-Brassac, par Montagrier.

DEMARTIAL (Alfred), O *, contrôleur général de 2^e classe de l'administration de l'armée, rue La Boétie, 21, à Périgueux.

DESCHAMPS (Romain), ancien maire, à Razac-sur-l'Isle.

L'abbé DESCHAMPS, professeur au grand séminaire, à Bergerac.

DESCHAMPS (Antoine),  A, directeur de l'école Saint-Martin, membre du conseil départemental de l'enseignement primaire, rue Louis-Blanc, à Périgueux.

DETHAN (Georges), avocat à la Cour d'appel de Paris, rue de Berlin, 32, à Paris, et au château de la Côte, par Bourdeilles.

DOCHE, juge de paix, à Coutras (Gironde).

DORSÈNE, photographe, cours Tourny, à Périgueux.

DOSÉ,  A, ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur de dessin au lycée, rue des Deux-Ponts, 22, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue du Palais-Gallien, 84, à Bordeaux.

DUBET, architecte, à Périgueux.

DUCREY (Eugène), conseiller-maitre à la Cour des comptes, rue Blanche, 11 bis, à Paris.

DUFOUR (Georges),  A, avocat, secrétaire général adjoint de la Société des Études historiques, rue d'Amsterdam, 99, à Paris.

DUFOUR aîné, *, négociant, à Périgueux.

Mgr DUFOUR, protonotaire apostolique, vicaire-général du diocèse, à Périgueux.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  A, licencié en droit, notaire, au Grand-Brassac, par Montagrier.

Le docteur Albert DUMONT, rue du Palais, à Périgueux.

DUPONT (Paul), imprimeur, rue J.-J. Rousseau, 41, à Paris.

DUPUIS (Jean), licencié en droit, notaire, à Tulle (Corrèze).

DURAND (Charles), conducteur des ponts et chaussées, rue Victor-Hugo, 72, à Périgueux.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeilles, 6, à Périgueux.

DUVERGIER DE HAURANNE (Emmanuel), *, conseiller général du Cher, au château d'Herry (Cher).

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur public, à Montagnier.

EYSSALET aîné, propriétaire, place des Prisons, à Périgueux.

FARGAUDIE, O *, inspecteur général des ponts et chaussées, place du Palais-Bourbon, 8, à Paris.

FARGEOT (Camille), avocat, à Ribérac.

FARGIS (Alexandre), professeur de dessin au lycée, rue Salinière, à Périgueux.

FAURE (Paul), négociant, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre.

FÉAUX (Maurice), agent-voyer, à Périgueux.

Le comte FERAY BUGEAUD D'ISLY, *, ancien officier, rue des Saussaies, 8, à Paris.

Le comte DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies.

Le vicomte DE FONTENAY, ingénieur de la Compagnie d'Orléans, au château de Puychenil, par Mareuil.

DE FONTENILLES (Paul), O A, chevalier de Pie IX, inspecteur général de la Société française d'archéologie, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, au château des Auriols, par Villemur (Haute-Garonne).

FOURNIER (Pierre), agent comptable de la C^{ie} des Forges et Chantiers de la Méditerranée, boulevard de la Barrière, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

FRENET (Ernest), licencié en droit, chef de division à la préfecture, rue Puynazeau, à Périgueux.

DE FROIDEFOND DE BOULAZAC (Alfred), propriétaire, à Périgueux.

FRUT (Joseph), avocat, à Vergt.

Le docteur GADAUD, *, député et conseiller général de la Dordogne, rue de la République, à Périgueux.

GALY (Paul), officier de l'ordre du Nicham, ancien attaché d'ambassade, ancien sous-préfet, à Périgueux.

GARÈS (Emile), président du tribunal civil, à Confolens (Charente).

Le comte Gabriel DU GARREAU, rue d'Angoulême, 41, à Périgueux.

GASSON BUGEAUD D'ISLY (Robert), secrétaire d'ambassade, au château de la Roche, par Coulaures.

GAUTHIER (François), agent de la C^{ie} d'assurances *le Soleil*, rue Puébla, 11, à Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

DE GÉNIS (Joseph), au château de Veyrignac, par Calviac.

Le comte René DE GÉRARD DU BARRY, ancien officier de cavalerie, au château de Giverzac, par Domme.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, avenue d'Antin, 16, à Paris, et rue de Paris, 10, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

GILLES-LAGRANGE (Fernand), *, notaire, à Périgueux.

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, avocat, à Périgueux.

DE GOMONDIE DE LA CHAUSSELIE, propriétaire, au château de la Faye, par La Tourblanche.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), * A, rédacteur principal au Ministère de l'Intérieur, rue Coëtlogon, 7, à Paris.

Le comte Henri DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé Goustat, curé de Pontours, par Lalinde.

Mgr Gouzot, chanoine d'honneur de la cathédrale de Saint-Front, archevêque d'Auch (Gers).

L'abbé GOYHENÈCHE, * A, docteur en théologie, chanoine honoraire de la cathédrale d'Auch, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, curé de Château-l'Evêque, par Périgueux.

GRENIER, notaire, à Saint-Barthélemy-de-Bellegarde, par Monpont.

GROS DE BÉLER (Albéric), lieutenant au 20^e de ligne, à Montauban (Tarn-et-Garonne).

GUILLIER (Ernest), avocat, conseiller municipal, à Périgueux.

HARDY (Michel),  A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, bibliothécaire-archiviste de la ville, conservateur du Musée départemental, rue Saint-Front, 23, à Périgueux.

HERMANN (Gustave),  A, conseiller de préfecture de la Dordogne, rue Sirey, 1, à Périgueux.

HOARAU DE LA SOURCE, conseiller général de la Dordogne, maire de Rouquette, au château de Pouthet, près Eymet.

JAUVINAUD, propriétaire, à Léguilhac-de-l'Auche, par Razac-sur-l'Isle.

DE LA BASTIDE (René), au château de Parcoult, par La Roche-Chalais.

L'abbé **LABORIE**, missionnaire apostolique, vicaire à Busnière-Badil.

Le baron Roger **DE LA BORIE DE LA BATUT**,  A, chevalier de l'ordre de Charles III, ancien secrétaire-général, rue de Villersexel, 7, à Paris.

Le docteur **DE LABROUSSE**, conseiller général de la Dordogne, à Mussidan.

LABROUSSE (Albert), pharmacien, à Sarlat.

LABUTHIE, licencié en droit, négociant, rue de Rivoli, 30, à Paris.

LACOMBE (Jules), receveur des postes, à Constantinople (Turquie d'Europe).

Le docteur **LACOMBE**,  A, président de la Société médicale de la Dordogne, rue Bourdeilles, à Périgueux.

LACROIX (Emile), notaire, à Sarlat.

Le docteur **LADEVI-ROCHE**, maire de Saint-Germain-du-Salembre, au château de St-Germain, par Neuvic-sur-l'Isle.

LAFARGUE (Jules), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, propriétaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

LAFOSSE, greffier du tribunal civil, à Bergerac.

Le comte Thibault DE LAGARDE SAINT-ANGEL, ✱, au château de Lapouyade, par Nontron.

Le marquis DE LAMBERTYE ET DE CONS-LA-GRANDVILLE, au château de Cons-la-Grandville (Meurthe-et-Moselle).

LAMOTHE-PRADELLE (Emile), ✱ A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le baron LAPEYRE DE LA PAGÉZIE, à Saint Lazare, par Condat-sur-Vézère.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

LAPORTE (Emile), officier de l'ordre du Nicham, rédacteur en chef de *l'Echo de la Dordogne et de Vézère*, imprimeur, rue Auberge, à Périgueux.

LARGUERIE (Calixte), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DE LARIGAUDIE (Jules), propriétaire, à Périgueux.

Le comte Charles DE LARMANDIE, ancien magistrat, à Pouyol, par Villamblard.

Le docteur LAROCHE, à Montignac-le-Comte.

LAROCHE (Léo), ancien conseiller d'arrondissement, au château de Labesse, par Saint-Pierre-de-Chignac.

DE LA SALLE DU MAIGNAUX, maire d'Eyzérat, par Thiviers.

DE LASSERVE (Maurice), au château d'Issac.

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, ✱, rue Neuve-des-Petits-Champs, 99, à Paris.

LAVIGNÉ, instituteur public, à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LAVY (François-Gustave), ancien adjoint, à Brantôme.

Le docteur LÉONARDON, ✱, ancien conseiller général de la Dordogne, à Monpont.

LÉONARDON (Léon), ancien juge de paix, à Villefranche-de-Longchapt.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, rue Saint-Pierre-ès-liens, 2, à Périgueux.

Le vicomte DE LESTRADE DE CONTI (Marcel), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, avocat, au château de Barrière, à Périgueux.

Le général LIAN, G O ✱, au château des Izards, près Périgueux.

LOROIS (Emile), *, ancien préfet de la Dordogne, député et conseiller général du Morbihan, rue d'Alger, 5, à Paris.

Le docteur **MACHENAUD**, cours St-Jean, 50, à Bordeaux.

Le docteur Augustin **MAGUEUR**, cours Montaigne, 27, à Périgueux.

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le marquis **DE MAILLARD-LAFAYE**, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, au château de Lafaye, par Mareuil-sur-Belle, et avenue de Villars, 14, à Paris.

Le marquis **DE MALET**, *, capitaine d'artillerie, au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil, et rue de Courty, 1, à Paris.

Le comte **DE MALEVILLE**, au château de Fénelon, par Calviac.

MALEVILLE (G.), libraire, rue Montesquieu, 22, à Libourne (Gironde).

MALLAT (Joseph), expert comptable, rue Tison d'Argence, 4, à Angoulême.

MANDIN (Jules), architecte, inspecteur des bâtiments de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, à Périgueux.

DE MARCILLAC (André), au château de Mellet, commune de Beauregard, par Condat-sur-Vézère.

MARÉCHAL, ancien député, conseiller général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier, et rue Châteaubriand, 14 bis, à Paris.

MARIAUD (Casimir), chevalier-officier de l'Académie de Humbert I^{er}, ancien percepteur, villa Turcan, aux Sieyès, près Digne (Basses-Alpes).

MARMIER (Gaston), *, vice-président du conseil général de la Dordogne, chef de bataillon du génie, attaché à l'état-major du Ministre de la guerre, rue de Babylone, 68, à Paris.

MÈGE-LAVIGNOTTE, avoué-licencié, à Ribérac.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

L'abbé **MERRIEN**, licencié ès-lettres, vicaire de Notre-Dame de la Gare, rue Jeanne d'Arc, 11, à Paris.

L'abbé MESTAÏEZ, curé-doyen, à Savignac-les-Eglises.

Le docteur Georges MILLET-LACOMBE, à Mialet.

MILLET-LACOMBE (Ferdinand), conseiller général de la Dordogne, avocat, à Périgueux.

L'abbé MONMONT, curé d'Azerat, par Thenon.

DE MONTAIGUT (Joseph), propriétaire, rue de la Préfecture, 10, à Périgueux.

DE MONTARDY (Gaston), propriétaire, rue Sirey, 4, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

Le baron P. DE MONTCHEUIL, avocat, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTÉGUT (Henri), correspondant du Ministère de l'Instruction publique, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien magistrat, rue Bonaparte, 55, à Paris.

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château de Cherval, par Verteillac.

L'abbé MONTET (Charles-Emile), aumônier de l'hôpital civil et militaire, directeur du cercle catholique, rue Chanzy, 45, à Périgueux.

Le marquis DE MONTFERRAND, au château de Montréal, par Issac.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, inspecteur des finances, place Vendôme, 22, à Paris.

MOURIÉ, *, conseiller honoraire de Cour d'appel, rue Neuve-des-Jacobins, à Périgueux.

Le marquis de NATTES, O *, ancien lieutenant-colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au château de Mas-de-Montet, par Ribérac, et avenue Montaigne, 26, à Paris.

PALUT (P.-P.), tonnelier, à Bergerac.

PAPPON, propriétaire, au château de La Vallade, par Tocane-Saint-Apre.

PARADOL (Raoul), avocat, place Francheville, à Périgueux.

Le docteur PARROT (Henri), O *, ~~Q~~ I, cours Montaigne, à Périgueux.

L'abbé PARROT (Ernest), curé doyen, à Monpont.

PASTOUREAU, O *, ingénieur en chef du génie maritime en retraite, rue de la Course, 17, à Bordeaux.

DU PAVILLON (Léon), vice-président de la Société d'agriculture, sciences et arts, rue Barbecane, à Périgueux.

DU PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

L'abbé PERGOT, chanoine honoraire, curé doyen de Terrasson.

DE PEYRONNY (Raoul), au château de Rastignac, par La Bachellerie.

L'abbé DU PLANTIER, curé doyen, à Saint-Cyprien.

PONTOU (Alcide), ancien juge de paix, au Port de Domme.

DE POURQUÉRY DE BOISSERIN, négociant, à Bergerac.

POUYADOU (Ferdinand),  A, licencié en droit, chef de division à la préfecture, rue du Jardin-Public, à Périgueux.

POUYAUD (Aubin), *, pharmacien, ancien président du tribunal de commerce, place du Coderc, à Périgueux.

POUYAUD (Henri), pharmacien, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur Samuel Pozzi, *,  A, professeur agrégé à la Faculté de médecine, place Vendôme, 10, à Paris.

DE PRESLE, propriétaire à Cherveix, par Cubas.

Le docteur PUYGAUTHIER, conseiller d'arrondissement à Tocane-Saint-Apre.

L'abbé REBIÈRE, chanoine honoraire, curé de la Cité, à Périgueux. .

RENAUD (Louis), *, architecte principal de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, boulevard Saint-Germain, 131, à Paris.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Brochard, commune de St-Front-d'Alemps, par Agonac.

REVERDIT, commis principal à la Manufacture des tabacs, à Toulouse (Haute-Garonne).

REYNAL, pharmacien, à Plancher, près Périgueux.

RIBETTE, chef de district de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, à Périgueux.

L'abbé RIBOULET, chanoine honoraire, curé de Chancelade près Périgueux.

DE RICARD (Raoul), avocat, à Bergerac.

L'abbé RICHARD, membre correspondant de la Société de Borda, curé de Pomponne-Lagny (Seine-et-Marne).

ROCHON DU VIGNAUD (Albert), maire d'Allemans, au château de La Rigaudie, par Ribérac.

Le comte DE ROFFIGNAC (Ferdinand), ancien sous-préfet, au Castel-Fadèze, près Périgueux.

ROLLAND DE DENUS (André),  A, officier de l'ordre du Nicham, président de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, banquier, rue du Palais, à Périgueux.

DE ROUMEJOUX (Anatole), inspecteur de la Société française d'archéologie pour la Dordogne, au château de Rossignol, par Bordas.

Le docteur ROUSSELOT-BEAULIEU, rue Maleville, à Périgueux.

ROUX (Eugène), rédacteur en chef de *l'Indépendant de la Dordogne*, à Périgueux.

Le marquis DE SAINT-ASTIER, propriétaire, au château des Bories, par Périgueux.

Le marquis DE SAINTE-AULAIRE,  , ancien député, à Périgueux.

Le comte DE SAINT-LÉGIER, maire de St-Crépin, au château de Richemont, par Brantôme.

DE SAINT-MARTIN (Albert), au château de Puyfaiteau, par Nontron.

SAINTMARTIN (André), licencié en droit, propriétaire, place Francheville, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), rue de Saint-Denis, 36, à Montmorency (Seine-et-Oise).

L'abbé SALLEIX, curé de Saint-Privat-les-Prés.

SALLEIX (Amédée), conseiller d'arrondissement, au château de La Brangelie, commune de Vanxains, par Ribérac.

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

Le marquis Adhémar DE SANZILLON, au château de Mensignac, par Saint-Astier.

SARLANDE (Albert), ancien député, rue de Monceau, 64 bis, à Paris.

SARLANDIE (Arthur),  A, chevalier de l'ordre de Saint-

Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, à Périgueux.

SARLAT (Ludovic), homme de lettres, greffier du tribunal civil de Sarlat.

SAUTET, propriétaire, directeur de l'usine de Chamiers, près Périgueux.

SCHOEFFER (Paul), chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand, ancien sous-préfet, avocat, rue La Boétie, 24, à Périgueux.

Le vicomte DE SEGONZAC, à Segonzac, par Ribérac.

Le général SERMENSAN, O  I, commandant la 69^e brigade d'infanterie, à La Rochelle (Charente-Inférieure).

DE SIORAC (Armand), , ancien inspecteur divisionnaire des lignes télégraphiques, aux Maurilloux, près Périgueux.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général, à Montignac-le-Comte.

SORBIER (Georges), licencié en droit, à Montignac-le-Comte.

TAILLEFER (Oswald), , ancien député, conseiller général de la Dordogne, à Costecalve, près Domme.

DE TARDE (Gabriel), juge d'instruction, à Sarlat.

Le docteur Léo TESTUT, professeur agrégé d'anatomie à la Faculté de médecine, quai Tilsitt, 7, à Lyon.

L'abbé TEYSSANDIER, curé d'Allemands, par Ribérac.

THÉLIGNY DU CASTAING, propriétaire, homme de lettres, rue Cyrano, 8, à Bergerac.

THIRION-MONTAUBAN, , ancien député de la Dordogne, rue Christophe-Colomb, 9, à Paris, et au château de Michel de Montaigne, par Lamothe-Montravel.

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ludovic), , capitaine au 124^e régiment d'infanterie, à Laval (Mayenne).

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ferdinand), archiviste-adjoint du département, rue de la Clarté, à Périgueux.

Le baron DE LA TOMBELLE,  A, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, vice-président de la Société des Amis des Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Domme, et rue Newton, 6, à Paris.

Le comte DE TOUCHEBOEUF-BEAUMOND, sous-intendant militaire, à Neufchâteau (Vosges).

Le docteur Ussel, médecin des épidémies, au Coux, par Siorac.

VACQUAND (Charles), propriétaire, rue de Bordeaux, 14, à Périgueux.

DE VALBRUNE (Ivan), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement, au château de La Batut, près Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

VASSEUR (Charles), propriétaire, à Saint-Germain, par Belves.

VENDEUIL (Emile), conseiller d'arrondissement, maire de Saint-Martial-d'Albarède, à Excideuil.

Le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers, et rue Montbazou, 19, à Bordeaux.

VIAULT (François), juge suppléant au tribunal de commerce, banquier, rue de Bordeaux, à Périgueux.

VIEILLEMARD père, imprimeur-lithographe, boulevard Port-Royal, 97, à Paris.

VILLEPELET (Ferdinand),  A, officier de l'ordre du Nicham, archiviste du département de la Dordogne, boulevard Lakanal, 2, à Périgueux.

DE VILLEPREUX (Louis), avocat, à Marmande (Lot-et-Garonne).

MEMBRES ASSOCIÉS.

MM.

BORRANI, libraire, rue des Saints-Pères, 9, à Paris.

GRELLET-BALGUERIE (Charles),  A, ancien magistrat, rue Saint-Sulpice, 38, à Paris.

MARANDAT (Henry), *, ancien officier de cavalerie, au château de Thé, près Magny-Cours (Nièvre).

RECOURS (Gaëtan), notaire honoraire, trésorier de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, rue des Juifs, 4, à Agen (Lot-et-Garonne).

DE VILLEMANDY (Joseph), à La Rochefoucauld (Charente).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

A. ALLMER, *, correspondant de l'Institut de France, quai Claude Bernard, 47, à Lyon.

L'abbé ARBELLOT, ☛ A, chanoine de la cathédrale, président de la Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges (Haute-Vienne).

DE BARTHÉLEMY (Anatole), *, membre honoraire de la Société nationale des Antiquaires de France, secrétaire du Comité des Travaux historiques et scientifiques, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris.

BERTRAND (Alexandre), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, au château de Saint-Germain (Seine-et-Oise).

BULLIOT (J.-G.), *, président de la Société Éduenne, à Autun (Saône-et-Loire).

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT, ☛ A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Rions (Gironde).

Le comte DE CESSAC, président de la Société des sciences naturelles et historiques de la Creuse, à Guéret.

CHABANEAU (Camille), ☛ I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur de philologie romane à la Faculté des lettres, à Montpellier (Hérault).

CHABOUILLET, O *, conservateur du département des Médailles, à la Bibliothèque nationale, rue Colbert, 12, à Paris.

Le comte Alexis DE CHASTEIGNER, ancien officier des haras, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, rue Duplessis, 5, à Bordeaux.

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS, ☛ A, professeur d'histoire à la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

DELISLE (Léopold), C *, membre de l'Institut, administrateur général, directeur de la Bibliothèque nationale, à Paris.

DROUYN (Léo), *, A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, rue Desfourniel, 30, à Bordeaux.

DRUÏLHET-LAFARGUE, boulevard de Caudéran, à Bordeaux.

DUCROCQ, *, correspondant de l'Institut de France, professeur de droit administratif à la Faculté de droit, rue Stanislas, 12, à Paris.

Le docteur GARRIGOU, paléontologiste, à Toulouse (Haute-Garonne), et à Tarascon (Ariège).

GUIBERT (Louis), A, vice-président de la Société archéologique et historique du Limousin, rue Sainte-Catherine, 8, à Limoges.

LALANNE (Ludovic), sous-bibliothécaire de l'Institut, rue de Condé, 14, à Paris.

LARTET (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à Toulouse (Haute-Garonne).

LE BLANT (Edmond), O *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, directeur de l'École française d'Archéologie, au palais Farnèse, à Rome, et rue Leroux, 7, à Passy-Paris.

MASSÉNAT, A, paléontologiste, à Brive (Corrèze).

RUPIN (Ernest), A, président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

L'abbé SAUVAGE, A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Ectot-l'Auber, par Yerville (Seine-Inférieure).

TAMIZEY DE LARROQUE (Philippe), *, A, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Journal des Savants.*
- *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques.*
- *Répertoire des travaux historiques sur l'histoire, les monuments et la langue de la France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des chartes.*
- *Annales du Musée Guimet.*

Hautes-Alpes.	<i>Société d'Études, à Gap.</i>
Alpes-Maritimes.	<i>Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.</i>
Ariège.	<i>Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, à Foix.</i>
Calvados.	<i>Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres, rue Elie de Beaumont, 5, à Caen.</i>
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.</i>
Charente-Inférieure.	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.</i>
Cher.	<i>Société des Antiquaires du centre, à Bourges.</i>
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.</i>
id.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.</i>
Drôme.	<i>Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.</i>
Haute-Garonne.	<i>Société archéologique du Midi de la France, place Saint-Sernin, 7, à Toulouse.</i>
Gard	<i>Société scientifique et littéraire d'Alais.</i>
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde, à Bordeaux.</i>
Id.	<i>Société d'Anthropologie de Bordeaux et du sud-ouest, rue du Manège, 33, à Bordeaux.</i>
Hérault.	<i>Société pour l'étude des Langues romanes, villa Marguerite, enclos Laffoux, à Montpellier.</i>
id.	<i>Société archéologique de Montpellier.</i>
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.</i>
Landes.	<i>Société de Borda, à Dax.</i>

Loiret.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais</i> , à Orléans.
Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot</i> , à Cahors.
Lot-et-Garonne.	<i>Société d'agriculture, sciences et arts du Lot-et-Garonne</i> , à Agen.
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts</i> , à Nevers.
Oise.	<i>Comité archéologique</i> de Senlis.
id.	<i>Société française d'Archéologie</i> , à Compiègne.
Basses-Pyrénées.	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts</i> , à Pau.
Rhône.	<i>Société littéraire, historique et archéologique</i> , à Lyon.
Saône-et-Loire.	<i>Société Éduenne</i> , hôtel Rolin, à Autun.
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine</i> , place du Château, 1, au Mans.
Savoie.	<i>Académie des sciences, belles-lettres et arts</i> , à Chambéry.
Seine.	<i>Société nationale des Antiquaires de France</i> , au palais du Louvre, à Paris.
id.	<i>Société des Études historiques</i> , boulevard de Courcelles, 92, à Paris.
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie</i> , à Amiens.
Tarn-et-Garonne.	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne</i> , faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest</i> , à Poitiers.
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin</i> , à Limoges.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

Belgique.	<i>Académie d'archéologie de Belgique</i> , rue Gounod, 23, à Anvers.
États-Unis de l'Amérique du Nord	<i>Smithsonian Institution</i> , à Washington.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du Jeudi 1^{er} Décembre 1887.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, Dujarric-Descombes, de Roumejoux, Crédot, F. de Bellussière, l'abbé Brugière, l'abbé Cheyssac, l'abbé Combe, Antony Délugin, le docteur Dumont, l'abbé Goyhenèche, André de Marcillac et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages offerts à notre bibliothèque dans le courant du mois dernier :

La Bibliothèque de l'École des Chartes, revue d'érudition, tome XLVIII, année 1887, cinquième livraison, in-8°, Paris librairie Picard ;

Le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1887, n° 3, in-8°, Amiens, Douillet et Cie, imprimeurs-libraires ;

Le deuxième fascicule du tome X de la *Société archéologique de Bordeaux*, in-8°, Bordeaux, Feret et fils, libraires-éditeurs, 1885 ;

Le Bulletin de la Société scientifique historique et archéologique de la Corrèze, tome IX, 3^e livraison, juillet-septembre 1887, in-8° Brive, Marcel Roche, imprimeur ;

L'Excursionniste, organe bi-mensuel de la Société amicale

d'Excursionnistes, numéros des 1^{er} et 15 novembre 1887, in-8°, Brive, imprimerie Verlhac ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome 1^{er}, juillet-août-septembre 1887, in-8°, Montpellier et Paris ;

Le *Catalogue d'une précieuse collection de lettres autographes*, qui a été vendue à la salle Drouot, le 12 novembre dernier, par M. Eugène Charavay, et dans laquelle se trouvait une lettre de l'évêque Belsunce, datée de Marseille le 25 avril 1736, brochure in-8°, Paris et Londres, 1887 ;

Par M. le docteur Gadaud, député de la Dordogne, le savant *Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, ayant pour objet l'institution d'un prix au profit de la personne qui découvrira un moyen pratique et usuel de déterminer, dans les spiritueux du commerce et les boissons alcooliques, la présence et la quantité des substances autres que l'alcool chimiquement pur ou alcool éthylique* ; in 4° de 98 pages, Paris, imprimerie Quantin ;

Par M. Lièvre, sa brochure sur *Les chemins botnés*, extrait de la *Revue Poitevine et Saintongeaise*, in-8°, Melle, imprimerie Lacuve, où l'auteur nous apprend que cette appellation était appliquée, au moyen-âge, en Angoumois, aux voies romaines, notamment à la voie de Périgueux à Saintes et même à celle de Périgueux à Rom, appelée plus tard la Chaussade ;

Par M. de la Verrie comte de Vivant, les *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant*, publiés d'après le manuscrit original par Adolphe Magen, correspondant du Ministère de l'instruction publique, secrétaire perpétuel de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, un volume broché in-8°, Agen, Michel et Médan, éditeurs, 1887 ;

Par M. l'abbé Montet, aumônier de l'hôpital civil et militaire, directeur du cercle catholique de Périgueux, *Six jours à Rome, Souvenirs du pèlerinage des Associations ouvrières françaises*, 14-20 octobre 1887, brochure in-8°, Périgueux, imprimerie Laporte, 1887, dont le journal l'*Autorité*, par la plume de M. Albert Rogat, a déjà fait l'éloge.

M. LE PRÉSIDENT prie M. Dujarric-Descombes de rendre compte, dans l'une de nos prochaines livraisons, des *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant*.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL lui signale un article de M. Tamizey de Larroque sur cet ouvrage, qui a paru aujourd'hui même dans l'*Indépendant de la Dordogne* et dont il pourra s'aider.

En nous envoyant les *Etudes sur les chevaux du Limousin, de l'Auvergne et de la Marche*, par le commandant de Sainthorent, ancien député de la Creuse, un volume in-8° broché, Montluçon, typographie Herbin, 1881 ; des *Notes sur la médecine morale et sur l'application de l'électricité à la médecine*, par Dujarric-Lasserve, docteur-médecin de l'université de Paris, médecin à Montignac-sur-Vézère, membre de plusieurs Sociétés savantes, brochure in-8°, à Périgueux, chez F. Dupont imprimeur de la préfecture, 1829 ; et un *Mémoire sur quelques cas pratiques de chirurgie*, avec six planches, par M. Dujarric-Lasserve, docteur en médecine de l'université de Paris, brochure in-4°, Périgueux, chez F. Dupont, imprimeur de la préfecture, 1830, — notre confrère M. le docteur LAROCHE, de Montignac, y joint les réflexions suivantes :

« Les *Etudes sur les chevaux du Limousin, de l'Auvergne et de la Marche*, par le commandant de Sainthorent, sont le fruit de longues et consciencieuses recherches dans les archives de Paris, Limoges, Guéret, Moulins, Tours, Aurillac et Clermont. L'auteur s'occupe de l'élevage des chevaux depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours ; il fournit les détails les plus complets sur la création et l'organisation des haras particuliers avant la Révolution de 1789 ; sur les haras de l'Etat et spécialement sur celui de Pompadour.

» Le livre de M. le commandant de Sainthorent n'est pas seulement un ouvrage technique du plus haut intérêt, pour notre région. C'est l'œuvre d'un savant et d'un écrivain distingué.

» Les deux autres livres que je vous ai adressés sont dus à la plume d'un médecin de Montignac-le-Comte, Jean Dujarric-Lasserve, né en 1797, mort en 1835.

» Jean Dujarric-Lasserve appartenait à une vieille famille bourgeoise qui avait fourni plusieurs médecins à notre ville. Son grand-père assistait comme chirurgien à la bataille de Fontenoy.

» Son père, médecin de l'hôpital, mourut victime du devoir professionnel, des suites d'une maladie qu'il avait contractée en soignant des prisonniers espagnols internés à Montignac, en 1809.

» A cette occasion, les membres de l'administration hospitalière de notre ville décidèrent qu'il ne serait pourvu que provisoirement à la place laissée vacante par la mort de Dujarric-Lasserve.

» Ce poste était réservé à son fils, qui commençait à peine ses humanités.

» Très jeune encore, J. Dujarric-Lasserve se faisait inscrire comme élève à la Faculté de médecine de Paris et partait quelques mois après comme chirurgien attaché à l'armée d'Espagne. A la chute du premier empire, il reprit le cours de ses études classiques et fut un des élèves les plus assidus de Dupuytren, de Roux et de Boyer. La plus étroite amitié l'unissait à notre grand anatomiste Jules Cloquet.

» De retour dans sa ville natale, il sut se créer une haute situation, et bien que très apprécié par une clientèle nombreuse et choisie, il conserva toujours les sympathies de ses collègues.

» Dans les rares loisirs que lui laissa la dure vie de médecin de campagne, il écrivit deux ouvrages :

» 1° Des *Notes sur la médecine morale*, œuvre d'un philosophe spiritualiste, où il expose plusieurs essais faits par différents auteurs et par lui-même, pour utiliser l'électricité comme agent thérapeutique.

» 2° Un *Mémoire sur quelques cas pratiques de chirurgie*. Les observations ont été recueillies avec le plus grand soin. Elles dénotent chez Dujarric-Lasserve une instruction solide, révèlent en lui de sérieuses qualités comme clinicien et nous permettent de dire qu'il fut à la fois habile et prudent. Mais l'attention doit aussi se porter sur une lettre qu'il écrivait à son fils appelé, lui aussi, à exercer la profession médicale.

« Cette profession, dit-il, ne conduit pas à la fortune, mais il ne tiendra » qu'à toi de gagner la considération.... Faire le bien aux pauvres, être » bienveillant envers tout le monde, approfondir son art, s'occuper sans » cesse de ses semblables, voilà ce qui fait gagner cette estime générale » qu'on nomme considération.... »

» En lisant ces lignes émues, ces conseils d'un père mort avant l'heure à son fils qu'attendait une fin prématurée, on ne peut se défendre d'une émotion poignante, et à un demi-siècle de distance, on se sent pénétré pour Dujarric-Lasserve de ces sentiments d'estime et de respect qui l'honorèrent pendant sa vie et après sa mort.

» C'était une âme généreuse, un esprit élevé, une de ces natures d'élite que des devoirs de famille obligèrent à se fixer dans une modeste ville de province, mais qui aurait eu une place honorable marquée sur un plus grand théâtre. »

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. l'abbé CHEYSSAC aurait voulu faire tirer à part le mémoire qu'il a lu au Congrès de Sorbonne, le 2 juin dernier, sur une tapisserie flamande du château de Vaugoubert, et en offrir aussi un exemplaire à la bibliothèque de la Société ; mais il s'y est pris trop tard, et il ne peut que communiquer un instant le volume de la *Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, à la Sorbonne, du 31 mai au 4 juin 1887, in 8°, broché, Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, où à la page 358 est inséré son mémoire sur la tapisserie de Samson du château de Vaugoubert, dernière épave du luxe accumulé par Armand d'Aydie, ancien gouverneur de Castille. Une étude comparative de cette tapisserie avec celles que possède la cathédrale d'Angers offre de curieux rapprochements qui permettent de fixer la date approximative de la tenture conservée dans le Périgord.

Néanmoins, M. l'abbé Cheyssac veut bien offrir à notre bibliothèque deux plans sur papier représentant l'intérieur de la Chambre des pairs et de la Chambre des députés en 1819, et indiquant les places de chacun. Celui de la Chambre des députés est entouré d'un assez grand nombre de figures allégoriques coloriées qui portent le nom des principaux journaux de Paris et de la province.

M. DUJARRIC-DESCOMBES demande à présenter une observation suggérée par la lecture dans le dernier *Bulletin* de la 1^{re} partie de l'intéressant mémoire de M. le D^r Laroche sur les guerres de la Réforme en Périgord.

A la page 423, l'auteur, parlant de François Bouchard, seigneur de Saint-Martin-de-la-Coudre, dit que ce vicomte d'Aubeterre, rentré de Genève en France, fut secondé dans sa propagande huguenote par Guy Bouchard, évêque de Périgueux, « qui, après avoir embrassé le calvinisme, se retira à La Prade, sur les confins de l'Angoumois. »

M. Dujarric pense qu'il y a lieu, en vue du tirage à part, de modifier ce passage, dont on pourrait induire que l'évêque Guy Bouchard aurait aidé au développement de l'hérésie lors du retour à Aubeterre de François Bouchard, qui ne rentra qu'à la suite de l'édit de janvier 1561. Or, Guy était mort à La Prade depuis le mois de novembre 1558.

De plus, M. Laroche fait erreur en avançant que ce François Bouchard était « frère » de l'évêque. Il était son neveu, ainsi qu'il résulte du petit tableau généalogique présenté par M. Dujarric :

Loys Bouchard, 12^e seigneur d'Aubeterre.

Marguerite de Mareuil et de Villebois.

Dont : François, qui suit.

Et Guy, évêque de Périgueux.

François II, 13^e seigneur d'Aubeterre, marié en premières noces à Isabeau de Saint-Seigne et de Villeufans et en deuxièmes noces à Marguerite dite Isabeau de Pompadour.

Dont : François, qui suit.

François III, 14^e seigneur d'Aubeterre, sieur de Saint-Martin-de-la-Coudre, marié à Gabrielle de Laurensane.

Son fils *David*, blessé mortellement au siège de Lisle en 1593, fut le dernier vicomte d'Aubeterre du nom de Bouchard.

D'autre part, M. Charles DURAND écrit à M. le Président pour rectifier aussi plusieurs erreurs de dates qu'aurait commises M. Dessalles dans son *Histoire du Périgord*. Dans le tome II, livre VI, chapitre 1^{er}, il attribue la date de 1370 à plusieurs jurades de la ville de Bergerac, dont les textes, d'ailleurs exactement rapportés, sont de 1378; mais cette rectification est importante en ce que Bergerac était sous la domination anglaise en 1370 et n'y était plus en 1378. Plus loin, au tome III, livre VIII, chapitre 1^{er}, p. 86, M. Dessalles commet deux autres erreurs au sujet de la reconstruction du pont de Bergerac : ce fut en 1501, et non en 1503, par lettres patentes du 18 avril, que les habitants furent autorisés à reconstruire le pont de Dordogne; en outre, le pont du xv^e siècle ne pouvait être encore debout en 1483, puisqu'il fut renversé entre 1441 et 1445, et que depuis cette époque jusqu'en 1504, un bac relia les deux rives de la Dordogne devant Bergerac.

La lettre rectificative de M. Durand sera publiée dans nos *Varia*.

M. LE PRÉSIDENT rend compte d'une excursion qu'il a faite à Saint-Astier, le 21 novembre dernier, et donne lecture d'une note, dans laquelle il décrit un souterrain-refuge, situé dans cette commune, et dont la découverte lui avait été signalée par notre confrère, M. Ivan de Valbrune.

Le coleau de Peyonent de Labatut, où ce nouveau *château* a été fortuitement rencontré, dans une exploitation de carrière, se trouve sur la rive droite de l'Isle, à peu près à mi-distance de Saint-Astier et de Crognac.

Situé à 15 mètres de la crête de la montagne et à 45 mètres au-dessus de la vallée, ce souterrain-refuge se compose d'une chambre unique assez spacieuse, à laquelle on accédait de la partie supérieure du Peyonent par une galerie sinueuse. Une autre galerie procurait aux habitants de ce sauvage réduit une issue vers la vallée.

M. le Président a joint à sa notice un plan et une coupe qui permettent de se rendre un compte exact de la disposition du refuge et de son mode de défense.

M. LE PRÉSIDENT dépose ensuite sur le bureau deux fragments de poterie et une anse d'amphore avec sigle figulin, trouvés, en 1884, à Périgueux dans les travaux de terrassements entrepris à l'extrémité du jardin de la Visitation, sur le prolongement de la rue Verte.

Ces intéressants débris sont offerts au Musée départemental par un jeune antiquaire de Périgueux, M. Georges Avoustin.

Les fragments de poterie sont en terre grise, à couverte bleutée et décorés de dessins géométriques imprimés dans la pâte, avant la cuisson. L'un de ces dessins offre des traits ondulés, l'autre une sorte de damier. Quoique de basse époque, ces débris de céramique sont remarquables par leur facture soignée et par le bon goût qui a présidé à leur décoration.

Le sigle figulin que nous montre l'anse d'amphore est particulièrement intéressant. Les lettres en sont de dimensions diverses et plusieurs sont liées entre elles. La lecture

de ce sigle ne présente cependant pas de difficulté ; on y lit assez nettement l'inscription suivante :

ATL·ASACI

[*ex officinâ*] *Attili Asiatici*.

Cette marque ainsi composée est inédite et l'anse du Musée de Périgueux en offre le premier exemple.

Dans son catalogue des *Sigles figulins de l'époque romaine*, M. Schuermans indique bien les noms d'ARTILUS et d'ASIATICUS ; mais ces deux noms ne s'étaient jamais rencontrés sur une même marque. M. le Président se demande si dans le mot ASIATICI, il faut ici voir un nom propre ou un *cognomen* indiquant le lieu d'origine.

Ne doit-on pas plutôt, dit-il, reconnaître dans ce sigle l'indice de l'association des deux potiers *Attilus* et *Asiaticus* ? Depuis quelques années, l'attention des archéologues a été appelée vers ces associations commerciales très usitées chez les Romains et dont les témoignages se multiplient d'année en année. M. le Président rappelle que l'étude d'un sigle figulin, conservé au musée de Dieppe, lui a permis, en 1882, d'apporter son contingent à ce nouvel ordre de recherches. Les marques de cette catégorie débutent cependant d'ordinaire par un chiffre indiquant le nombre des personnes entrées en association. Ainsi, la marque du musée de Dieppe, est ainsi composée :

II CAMILL · MELISS

[*ex officinâ*] *duorum Camilli [et] Melissi*.

Quoique rien n'autorise encore à affirmer que cette indication numérale soit le seul signe certain de l'association,

M. le Président croit prudent de réserver son jugement sur la marque dont M. Avoustin vient d'enrichir le Musée de Périgueux.

M. LE PRÉSIDENT a reçu encore pour le Musée départemental :

De M. le docteur Pourteyron, membre du Conseil général de la Dordogne, un bel écu de Navarre, provenant de la cachette monétaire de Saint-Jean d'Ataux, signalée dans une de nos dernières séances et dont M. l'abbé Goyhenèche nous met sous les yeux un certain nombre de pièces.

La plupart des pièces composant ce petit trésor étaient, on le sait, des monnaies royales de France, des règnes de Henri II et Henri III ; mais plusieurs étaient espagnoles, et, comme les autres, de la seconde moitié du xvr^e siècle.

La monnaie offerte par M. le docteur Pourteyron a 35 millimètres de diamètre et pèse 14 grammes.

Elle porte au droit l'effigie royale, tête laurée à droite ; au-dessous du buste, une vache ; sur le pourtour, cette légende :

HENRICVS . II . D . G . REX . NAVARRE.

A l'exergue, les deux lettres D B enlacées.

Au revers, croix fleuronnée, cantonnée de quatre H couronnées ; légende :

GRATIA . DEI . SVM . ID . QVD . SVM . 1579.

Cette date, pour être très lisible, est certainement erronée, observe M. le Président. La tête figurée au droit est bien celle d'Henri II de Navarre, désigné d'ailleurs par la légende, mais ce prince mourut en 1555, et en 1579 le trône de Navarre était occupé par son petit-fils qui, dix ans plus tard, devait être Henri IV de France ;

De M. Crédot, quelques monnaies de Louis XVI et une monnaie chinoise ;

De M. Valette, de Lesparre, un assignal de 500 livres en bon état de conservation.

M. le Conservateur du Musée exprime ici sa reconnaissance aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT montre ensuite à l'assemblée : 1° Une très jolie petite hachette quaternaire, en silex jaune, trouvée ces jours derniers au lieu dit *les Vignes*, dans la commune de Mensignac, et qu'il a acquise pour le Musée ; 2° une hachette à talon, polie, en diorite verdâtre, trouvée, vers 1875, à Augignac, dans le canton de Nontron.

Cet intéressant instrument appartient à M. Beyney, chef de bureau à la Préfecture, qui a bien voulu le confier à M. le Président pour le soumettre à l'examen de la Société archéologique.

Les haches à talon, c'est-à-dire terminées à leur extrémité la plus étroite par une sorte de poignée, sont rares en France et n'ont guère été rencontrées jusqu'ici qu'en Bretagne. C'est de cette contrée, selon toute apparence, que la hache de M. Beyney a été apportée en Périgord, à l'époque néolithique, par voie d'échange ou par l'émigration d'une famille. La nature même de la roche semble en fournir la preuve.

La hachette d'Augignac est la première de ce type que l'on ait trouvée en Périgord. Elle mesure 125 millimètres de longueur, sa largeur au tranchant est de 50 millimètres.

M. DE MARCILLAC présente aussi une médaille de Gordien qui a été trouvée aux environs de Beauregard de Terrasson.

M. l'abbé CHEYSSAC dépose également sur le bureau et fait admirer un beau mortier en bronze, daté de 1669 et portant en ceinture cette inscription :

GILLES DOVSSINET PRETRE CVRE DE ROVGNAC

CHAPELAIN DE ST-NICOLAS ST-PAVL.

Mais comme il ne lui appartient pas, il regrette de ne pouvoir l'offrir au Musée.

M. Henri de Curzon, archiviste aux Archives nationales, fait savoir par l'entremise de son beau-père, M. DE PRESLE, à M. le Président que si nous le désirions, il rédigerait à notre intention une notice plus ou moins développée, suivant qu'on le jugerait nécessaire, sur les sceaux du Périgord conservés aux Archives nationales, ceux des comtes du Périgord, des villes, notamment de Périgueux, des évêques et des seigneurs divers. Il dirige l'atelier de moulage, où tous les sceaux se vendent à des prix marqués : ceci pourrait intéresser nos confrères. Si la Société voulait, en outre, quelques types particuliers, il lui ferait hommage d'exemplaires moulés en plâtre ou en soufre.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit qu'il y a lieu de remercier M. de Curzon de son obligeante proposition ; mais qu'aux termes de nos statuts nous ne devons publier que des documents inédits. Les sceaux du Périgord ont été publiés et non sans mérite par M. Philippe de Bosredon, que l'Académie des Inscriptions a récompensé ; il serait difficile de glaner après lui. Quant aux moulages, notre savant vice-président en a envoyé aussi un assez grand nombre au Musée avec leurs authentiques. M. le Conservateur pourra vérifier ce qui lui manque et profiter de l'offre gracieuse de M. de Curzon.

Comme il nous l'avait promis, M. DÉLUGIN nous apporte pour la salle de nos séances une belle photographie de l'église byzantine du Grand-Brassac. Il nous en montre une autre qui représente une *Pieta* de la fin du xv^e siècle, placée dans la chapelle du château de Montardy et connue dans le pays sous le nom de statue de N.-D. de Pitié. Sur un des coins de cette sculpture assez grossière, l'artiste a figuré un écusson écartelé aux armes des d'Abzac, des du Puy, des Jaubert et des Narbonne, qui en fixe la date. Une notice lui sera consacrée ultérieurement dans le *Bulletin*.

En ce qui concerne encore l'architecture byzantine, M. Joseph MALLAT écrit à M. le Président pour le prier de faire un appel à la bonne volonté de nos confrères, au sujet d'un ouvrage qu'il a entrepris, il y a près de six ans, et qu'il voudrait aller résumer au congrès de la Sorbonne en 1888,

sur *Les grandes écoles romanes d'Angoumois et de Périgord*, étude des principes architecturaux communs ou particuliers aux églises de Saint-Front et de Saint-Pierre, et leurs congénères.

« J'avais eu l'idée première de cet ouvrage, mande-t-il à notre Président, lorsque achetant le précieux livre de M. Félix de Verneilh, j'appris qu'il était à peu près épuisé, et aussi lorsque je vis que dans cet ouvrage, comme en beaucoup d'autres qui passent pour classiques, ces deux écoles nées évidemment d'un principe unique, mais fort distinctes, surtout lorsqu'on examine les coupoles et leurs dérivés, ont été confondues comme une seule et même.

» Je réunissais donc lentement et avec soin les documents relatifs au travail entrepris lorsque j'ai vu au § 3, section d'archéologie du programme de la Sorbonne pour 1888, que l'étude de ce sujet est mis au concours. Je possède, dis-je, de nombreux documents, dessins, plans, coupes, levés avec le plus grand soin ; mais je ne doute pas que la bibliothèque de notre Société et le concours du talent de nos chers confrères ne me soient d'un précieux effet, et bien qu'éloigné d'eux, je viens instamment vous prier de leur faire part de ma demande et de la vouloir bien appuyer de votre irrésistible bienveillance. »

De son côté, M. Henri Stein, archiviste aux Archives nationales, écrit au SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL pour avoir des documents nouveaux sur Charles de France, frère de Louis XI, qui fut pendant quelque temps duc de Guyenne (1469-1472). « Toute pièce le concernant, ajoute-t-il, ou émanée de lui, m'intéresserait, et je voudrais essayer de reconstituer l'état de la province et son administration à l'époque de cette courte domination. Y a-t-il espoir que les archives départementales de la Dordogne me fournissent quelque chose ? Comme je compte faire un petit voyage dans le sud-ouest de la France, au mois de février prochain, je me ferais un devoir d'aller à Périgueux si je pouvais compter y trouver quelque aliment nouveau. »

M. le Secrétaire-général répondra que les archives périgourdines de cette époque sont à Pau et que les archives municipales de Périgueux, renferment quelques pièces concernant Charles de France, notamment une prise de possession, en son nom, du pays de Périgord, au mois de mai 1469, par Olivier Dubreuilh, sénéchal de Rennes, qui reçoit le serment de fidélité des maire et consuls de Périgueux et des maire et syndic de la ville de Bergerac; une enquête ordonnée en 1470 par le duc de Guyenne pour vérifier les privilèges de la ville de Périgueux; des lettres de lui, confirmant les privilèges de la ville et exemptant les habitants de toutes aides et impositions, et enfin une ratification de ces lettres par le conseiller des finances du duc de Guyenne, Macé Guernadon, par les élus de Périgord et Hugues Bailly sieur de Razac, lieutenant du sénéchal.

M. Antonio Favaro, professeur à l'Université royale de Padoue, chargé par le gouvernement italien de publier une édition complète, des œuvres de Galilée, écrit aussi à M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL pour le prier de lui procurer divers renseignements, deux ou trois livraisons de notre *Bulletin*, contenant les articles de M. Gabriel Tarde, ses *Observations au sujet des Astres de Borbon*; de M. Dujarric, sur *La vie et les travaux de Jean Tarde*, et il demande, en outre, la communication de l'ouvrage des *Borbonia Sidera* qu'il ne peut trouver dans aucune bibliothèque publique de l'Italie. Ce qui l'intéresse particulièrement, c'est la relation du voyage fait en Italie par le chanoine Tarde en 1614, à cause des rapports qu'il eut à cette époque avec Galilée et avec les astronomes de la Compagnie de Jésus.

Le Secrétaire-général donnera autant que possible satisfaction à ces *desiderata*; mais il ne pourra communiquer le livre des *Astres de Borbon* que nous n'avons pas et qui est de toute rareté.

M. Louis Audiat, président de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, nous écrit également pour avoir quelque renseignement biographique sur Coudert-Prévignaud, né à Périgueux, curé à Niort, déporté à Cayenne.

Aucun de nos confrères ne connaît le nom de ce personnage.

M. Albéric Gros de Béler, lieutenant au 20^e de ligne, qui sera l'un des nôtres tout à l'heure, envoie à M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL une analyse qu'a bien voulu faire à notre intention M. Perruchot, commandant du génie, à Montauban, d'un article de M. Saint-Charles paru dans les *Mémoires de l'Académie de Toulouse* sur le collège de Périgord fondé en 1360 par le cardinal Hélié de Talleyrand pour vingt écoliers pauvres. Ce travail intéressant, dont lecture est donnée, et qui nous fait connaître les statuts de l'établissement, ses revenus à diverses époques, le personnel chargé de les administrer ou surveiller, la discipline observée à l'intérieur, enfin la décadence arrivée à la suite d'abus, sera publié dans nos *Varia*.

Par la même occasion, M. de Béler offre à nos archives la copie d'un testament daté du 3 septembre 1606, de François de Makanam, écuyer, sieur de Salagourde, habitant son château, paroisse de Marsac, et contenant de nombreux legs aux pauvres, à ses serviteurs, à l'hôpital de Périgueux, à Jean de Chilhaud, écuyer, sieur des Fieux, conseiller du Roi et son vice-sénéchal en Périgord; à sa sœur damoiselle Marguerite de Makanam, femme de Gabriel de Reymond, écuyer, seigneur de Vigniolles, etc.

A propos de Sallegourde, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL communique quatre lettres inédites du poète bordelais Pierre de Brach, dont M. Dezeimeris a publié les œuvres avec de si savantes annotations, et deux lettres de sa femme, Anne de Perrot, qu'il a chantée et pleurée sous le nom d'Aymée, qui sont toutes adressées à leurs parents de Sallegourde, à M^r et à M^{lle} de Makanam. Cette correspondance, de la fin du xvi^e siècle, qui provient du fonds de Mourcin et traite d'affaires de famille ou d'intérêt, pourra être publiée un jour dans le *Bulletin*.

Enfin, il est procédé à l'élection d'un candidat qui désire entrer dans notre compagnie. — Après un vote par accla-

mation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Albéric Gros de Béler, lieutenant au 20^e de ligne, à Montauban, présenté par M. Villepelet et M. de Langlade.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général ,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président ,
Michel HARDY.

Séance du jeudi 5 Janvier 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, Ferdinand de Saint-Pierre, le marquis d'Abzac de La Douze, Coulombeix, Antony Délugin, Mourié et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce tout d'abord la mort de M. Pierre-Charles Robert, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, qui faisait partie de notre Société à titre de membre correspondant, depuis sa fondation, en 1874.

« Il s'intéressait à nos travaux, dit M. le Président, et ne dédaigna pas d'y participer. Nous lui devons les deux mémoires suivants, insérés dans notre *Bulletin* :

Inscription de Périgueux mentionnant les PRIMANI ; tome V, 1878, pages 176 à 185 ;

De l'association du culte de VESUNA et de TUTELA ; tome VI, 1879, pages 452 à 458.

» M. Charles Robert a de plus enrichi notre bibliothèque

d'un grand nombre de ses publications, la plupart relatives à la numismatique et à l'épigraphie. »

Une courte notice, très bien faite, qui a paru dans le journal *Le Temps*, du 18 décembre dernier, sera reproduite dans le *Bulletin*.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages qui ont été offerts à notre bibliothèque dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers d'octobre et de novembre 1887, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1887, numéros 1-2, un fascicule in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, où se trouvent à la page 87, une notice bibliographique consacrée à la mémoire de notre regretté correspondant M. Alexandre-Charles Germain, membre de l'Institut et doyen honoraire de la Faculté des lettres de Montpellier, décédé le 26 janvier dernier, et à la page 99, un mémoire de notre correspondant M. Louis Guibert sur *Les premiers intendants de Limoges* ;

Les *Comptes-rendus et Mémoires du Comité archéologique de Senlis*, 3^e série, tome I, année 1886, in-8°, broché, Senlis, imprimerie Eugène Dufresne, 1887 ;

Le *Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, 3^e série, tome III, XIII^e volume de la collection, premier fascicule, in-8°, Nevers, 1887, contenant un intéressant mémoire de M. l'abbé Boutillier sur *Les exercices publics dans le collège de Nevers avant la Révolution* et la facture d'une commande de faïence faite à Nevers, probablement de 1645 à 1650, par Annet de La Roche-Aymon, chevalier, marquis de Saint-Maixent ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, troisième trimestre de 1887, fascicule in-8°, et les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, tome IX de la deuxième série, année 1886, un volume broché in-8°, Poitiers, Dru-

naud, libraire-éditeur, 1887, renfermant une étude intéressante d'un ancien magistrat de Périgueux, M. A. Tornézy, sur *Claude, vicomte de La Châtre*, né le 3 mars 1734, au château de La Roche-Belusson et mort à Poitiers, le 29 mars 1821 ;

Le compte-rendu de la *Réunion générale de la Société historique de Gascogne*, le 22 octobre 1887, où se trouve l'allocution prononcée par l'archevêque d'Auch, Mgr Gouzot, qui présidait, fascicule in-8°, Auch, Cocharaux frères, imprimeurs ;

La Revue des langues romanes, quatrième série, tome I^{er}, octobre, novembre, décembre 1887, in-8°, Montpellier, contenant la suite des savants travaux de notre correspondant M. Chabaneau, *Sur une particularité de la déclinaison gallo-romane* ;

Le *Discours de réception* de notre confrère M. le comte Alexis de Chasteigner, comme membre de l'académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, dans l'assemblée générale du 23 juin 1887, brochure in-8°, Bordeaux, imprimerie Gounouilhou ;

Par M. Gaston de Gérard, une brochure qu'il vient de publier et de faire imprimer avec le plus grand soin chez M. Michelet, à Sarlat, en conservant à la reproduction sa forme ancienne : *Sensvyt le discovrs du siège et camp dv viscomte de Tharenne, mis et posé devant la ville de Sarlat, le vingt-cinquiesme de novembre mil cinq cens quatre-vingtz-sept*, in-8°, Sarlat.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE TRÉSORIER a la parole pour lire son compte de gestion de l'exercice 1887. Ainsi qu'il résulte des détails fournis au livre de caisse, les recettes se sont élevées à. 4,345^r 25^c
et les dépenses à..... 3,805 80
de sorte qu'il y a cette année un excédent de.... 539^r 45^c
qui viendra combler le déficit de l'an passé.

En terminant, M. le Trésorier rappelle que, dans la séance du 4 août dernier, il a été chargé de centraliser les souscriptions au buste de notre regretté président, M. le docteur Galy. Jusqu'à présent il n'en a reçu que 43, dont le total

monte à 518 francs. Il prie, en conséquence, ceux de nos confrères qui auraient l'intention de souscrire, de se hâter d'envoyer leur bulletin, pour que le bureau sache sur quoi compter avant de s'entendre avec un sculpteur.

M. LE PRÉSIDENT remercie le trésorier du zèle qu'il apporte à la bonne administration de nos finances.

La Société a vu avec plaisir décerner les palmes académiques à notre confrère M. le baron de la Tombelle, auteur de plusieurs compositions musicales ; elle lui adresse ses félicitations à cette occasion. Elle les adresse aussi à un autre de nos confrères, M. Palut, dont le talent poétique n'est plus à faire ses preuves. La dernière livraison de la *Revue de la poésie, gazette de l'académie des poètes*, nous a appris, en effet, les nouveaux succès littéraires qu'il a récemment obtenus : une mention honorable avec livres aux jeux floraux de Cannes, et une médaille de bronze doré au 14^e concours de l'Alliance littéraire de Toulouse.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL revient ensuite sur la question des armes des du Lau d'Allemans, sculptées sur la porte du château de Champniers, et dit qu'en même temps que M. de Froidefond, un autre de nos vice-présidents, M. Philippe de Bosredon, découvrait l'erreur dans laquelle M. le baron de Verneilh, trompé par la similitude de noms et d'armes avec les Allemand de Champier, du Dauphiné, nous avait induits bien involontairement, mais non sans quelque apparence de raison. Du petit problème héraldique posé par M. de Verneilh, dans notre séance de septembre, il ne restait plus qu'une chose à trouver : l'explication des trois fleurs de lys de..... à la bande de..... brochant sur le tout : M. DE BOSREDON vient de la découvrir, et voici comment il l'explique à M. de Verneilh :

« Il me paraît indubitable que les armes dont l'écusson de Champniers est parti sont celles de la maison de Pons, laquelle, — ainsi que vous le rappelez dans votre notice sur Champniers, — avait apporté cette seigneurie dans la maison du Lau par le mariage d'Henriette de Pons, fille de Jacques de Pons, avec Henri du Lau (1612).

» Il existe, en effet, à la Bibliothèque nationale, collection Clairambault,

un sceau de Pons de Pons (1561), qui porte le blason suivant : tiercé, au 1, à plusieurs fascés ; au 2, à une fasce bandée (d'argent, à la fasce bandée d'or et de gueules, qui est de Pons) ; au 3, à trois fleurs de lys, au bâton péri en bande brochant.

» Vous remarquerez que la deuxième et la troisième partition du sceau sont identiques à celles qui figurent sur l'écusson de Champniers. Quant à la première, elle en diffère en ce que les fascés sont denchées sur l'écusson et ne le sont point sur le sceau. Il serait, je crois, nécessaire de revoir l'écusson à l'occasion, d'autant plus qu'en dehors de ce détail, les deux partitions s'expliquent parfaitement : elles se rapportent à la maison de Coëtivy, à laquelle Jacques de Pons, père d'Henri de Pons, s'était allié et qui portait pour armes : fascé d'or et de sable de six pièces, avec addition d'un quartier ou d'une partition à trois fleurs de lys et à la bande brochant, en souvenir de l'alliance d'un Coëtivy avec la princesse Louise d'Orléans.

» Il est donc établi, à mon avis, que l'écusson de Champniers représente les armes de la maison du Lau, qui possédait alors la seigneurie, et de la maison de Pons, qui la lui avait transmise. »

Le problème est ainsi résolu, grâce aux recherches de deux de nos plus savants confrères, passés maîtres en matière de blason.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que le journal *l'Echo de la Dordogne*, dans son numéro du 25 décembre dernier, signalait en ces termes la découverte d'un nouveau souterrain-refuge dans la commune de Château-l'Evêque :

« Les ouvriers de la Compagnie des chemins de fer du Périgord, en travaillant à la grande tranchée qu'ils exécutent dans le roc, à *La Chabrière*, sur la route de Périgueux à Brantôme, ont mis à découvert une galerie souterraine taillée dans le rocher et qui semble remonter à une époque assez reculée.

» Cette galerie a une section rectangulaire. Assez étroite à l'origine, elle semble s'élargir vers le sud, en passant sous la route. Après avoir suivi, pendant quelques mètres, cette galerie, on débouche dans un refuge circulaire nettement accusé, et la galerie continue, quoique obstruée par des terres qui en rendent l'accès difficile. »

Le correspondant du journal annonce que jusqu'à présent on n'a découvert dans ce souterrain « qu'une petite poterie, tombée malheureusement sous la pioche et qui ne semble pas, dit-il, pouvoir assigner une époque bien certaine. »

Notre confrère M. Théodore SORBIER nous envoie un plan que M. Bouat, agent-voyer en retraite, a bien voulu dresser gracieusement pour nous, à l'échelle d'un demi-centimètre par mètre, des restes de constructions gallo-romaines mis à découvert, au mois d'octobre 1887, au lieu dit Claud des Olivoux, près Montignac-sur-Vézère.

L'assemblée vote des remerciements à M. Bouat.

M. LE PRÉSIDENT dépose ensuite sur le bureau plusieurs objets de l'époque mérovingienne récemment entrés au Musée archéologique et d'autant plus intéressants qu'ils ont été trouvés dans le département de la Dordogne.

C'est d'abord un petit vase en terre grise, décoré grossièrement de stries obliques sur la panse, et qui provient de la commune de Douchapt, dans la vallée de la Dronne. Lors des travaux de construction du chemin de fer de Ribérac, plusieurs sépultures de l'époque des barbares furent rencontrées sur le territoire de cette commune, entre Beauséjour et le moulin de Bressol. Les corps reposaient dans la terre nue, et la présence de clous en fer fortement oxydés paraît démontrer qu'ils avaient été renfermés dans des cercueils en bois. Si ces sépultures étaient accompagnées d'objets mobiliers, les ouvriers n'y portèrent aucune attention, et c'est par hasard que notre confrère M. Ch. Durand, en visitant les travaux, remarqua ce petit vase en terre dont les débris heureusement n'avaient pas été dispersés et qu'il put reconstituer dans son entier.

Il y a lieu de constater l'analogie parfaite qu'offre ce vase de Douchapt avec un autre conservé au Musée départemental et recueilli dans le cimetière mérovingien de Tocane-Saint-Apre. Tous deux sont de même date, et l'on pourrait supposer qu'ils ont été façonnés par le même ouvrier.

Les autres objets sont en bronze ; en voici l'énumération :

1° Une petite fibule ansée très gracieuse et ornée de chevrons, trouvée sur le coteau d'Ecornebœuf, près Périgueux, en 1886 ;

2° Une plaque et une agrafe de ceinturon recueillies, par M. Coudré, près de l'église de Verteillac. Dans les travaux de restauration entrepris à cette église, il y a quelques années, plusieurs sépultures profondément enfouies dans le sol, du côté du portail, furent mises à découvert. Les objets en métal qu'elles renfermaient ne permettent pas de douter qu'elles ne fussent mérovingiennes.

L'agrafe de ceinturon fondue, puis ciselée, laisse voir quelques traces d'émaillure.

3° Une boucle de ceinturon provenant également de Verteillac et trouvée sur un monticule désigné sous le nom de *la Calotte*. Tout un champ de sépultures existe en cet endroit et demande à être exploré. Presque à chaque pas, la charrue vient se heurter contre des cercueils de pierre qui, d'après les objets déjà recueillis, sont de l'époque des barbares.

M. le Président a vainement fait rechercher une paire de pendants d'oreille en or qu'un jeune paysan avait rencontrés dans une de ces sépultures et vendus à vil prix à un orfèvre de la région. Ces précieux bijoux ne furent pas retrouvés et probablement avaient été fondus.

La boucle en bronze est fort belle et d'origine purement germanique. M. le Président en a plusieurs fois trouvé de semblables en Normandie, dans des cimetières francs.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie le rapport dont il avait été chargé sur *Les chroniques de Jean Tarde* que viennent de publier avec un soin si scrupuleux nos confrères MM. Gaston de Gérard et Gabriel Tarde. Après en avoir entendu la lecture, l'assemblée en décide l'insertion au *Bulletin*.

M. DE MONTEIL veut bien nous offrir une petite gazette manuscrite datée de Paris, le 17 avril 1690, quelques jours avant la mort de M^{me} la Dauphine et qui pourra être jointe à celles que nous a données autrefois M. d'Abzac de La Douze et publiée en même temps qu'elles.

M. LE PRÉSIDENT nous communique ensuite un titre intéressant de nomination d'un maître de la psalette par les chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Front de Périgueux, daté du 1^{er} juin 1652. Le chapitre de l'église cathédrale de la

Cité ayant été obligé, à l'époque des événements de la Fronde, de se retirer au Puy-Saint-Front, s'entend, par mesure économique, avec le chapitre de la collégiale pour ne nommer qu'un seul maître des enfants de chœur, le revenu de l'une ou de l'autre des psallettes n'étant pas suffisant pour l'entretien de huit enfants qui sont jugés nécessaires. Le maître choisi est Elie Candal, prêtre, prébendier de Saint-Front, qui recevra pour un an la somme de 1,100 livres, 600 du chapitre de la cathédrale et 500 de la collégiale ; moyennant quoi il sera tenu d'instruire et enseigner lesdits huit enfants de chœur « en l'art de musique, grandmaire et » escripture, à ses despans, et iceux ellever en bonnes » mœurs, le plus doucement et amicablement que faire se » pourra ». Il sera tenu aussi de les nourrir et entretenir » d'habitz décens à leur qualité, de les faire coucher sur bons » lictz de plume ou mathelas, avec cuissins et couverte, et » les faire changer de dratz blancs de quinze en quinze jours, » à chescun desquelz enfans ledict sieur Candal sera tenu de » bailher deux paires d'habitz, l'un pour l'hiver que soit » chaut, l'autre de toile qui sera pour l'esté, avec chemi- » zes, bonnetz, mules, soliers et bas de chauses, tant pour » l'hiver que pour l'esté, sans que les dictz bas de chauses » soyent rompeus ny deschirés ; ensemble leur aura des sur- » pelitz, quant ilz en auront besoin, et robes et bonnetz, et » les fera entretenir blancs et netz tant les surpelitz que » chemizes, etc. » Il devra en outre, nourrir, faire blanchir et coucher à ses dépens M. Baratier, chantre de l'église, que les deux chapitres lui ont nommé pour sous-maître. — L'assemblée demande que cette pièce curieuse soit publiée dans le *Bulletin*.

En feuilletant *l'Histoire de la littérature française* de M. Frédéric Godefroy, le volume des Prosateurs et Poètes du xvi^e siècle, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL y a découvert, page 388, un passage duquel il résulterait que le sonnet aurait été inventé par un troubadour périgourdin, Géraud de Borneil, d'Excideuil. Mais avant de se réjouir, il voulut appeler sur ce point l'attention de notre savant correspondant M. Camille Chabaneau, si compétent en pareille matière, et lui

demander son avis. Il lui transmet donc les quelques lignes suivantes :

« Le sonnet fut aussi rapporté d'Italie en France par du Bellay. Nous disons rapporté, et non pas apporté ; car cette forme de poésie paraît bien être d'origine française provençale : le troubadour Gérard de Bourneuil, mort en 1278, nous a laissé plusieurs sonnets ; mais depuis plusieurs siècles, ce genre était complètement oublié en France. Melin de Saint-Gelais paraît en avoir été le premier introducteur chez nous. En 1549, Joachim du Bellay publia, avec un étonnant succès, cinquante sonnets à la louange d'Olive, sa maîtresse. Dès lors, ce fut le genre à la mode, malgré les protestations de quelques partisans des anciens genres gaulois, comme Scévole de Sainte-Marthe. Ronsard, encore très jeune, consacra lui-même le sonnet en l'employant à chanter sa Cassandre, etc. »

Par sa réponse, M. CHABANEAU est venu bien vite dissiper la courte joie de notre secrétaire général :

« M. Godefroy n'a fait, dans le passage que vous me signalez, lui écrit-il, que reproduire, après bien d'autres, une grosse erreur, dont la source est probablement ce passage de Jean de Nostredame, dans sa prétendue *Vie* de Géraut de Borneil : « Ainsi que l'a escript saint Cezari, lequel met ce poète le premier d'entre les autres en son Cathalogue, et le premier qu'a faict des sonnets et des chantarelz. » Or, *sonnet*, en provençal, a un tout autre sens qu'en italien. C'est simplement un diminutif de *son*, et qui désigne, comme ce dernier mot, l'*air* d'une composition lyrique, ou, par extension, cette composition même. Vous pouvez consulter là-dessus Raynouard, *Choix des poésies des Troubadours*, tome II, page 172, et aux citations qu'il donne, joindre celle-ci, qui est justement de notre illustre compatriote :

Qui ques n'azir, mi sap bo
Quant aug dire per contens
Mo *sonet* rauquet e clar
E l'aug a la font portar.

» Or, ni la pièce, d'où ces vers sont tirés, ni aucune autre de Giraut de Borneil ne ressemble au *sonnet* des Italiens, introduit en France à la Renaissance. Dans toute la poésie provençale, on ne rencontre que *trois* pièces qui aient cette forme, et elles ont pour auteurs des Italiens, Dante de Maiano et Paul Lanfranc de Pistoie, tous les deux contemporains, ou à bien peu près, de Dante Alighieri, et plus connus par les vers qu'ils ont composés dans leur propre langue. Ils ne sont pas d'ailleurs, tant s'en faut, les premiers qui aient fait des sonnets, puisque les plus anciens qu'on cite remontent au moins au temps de l'empereur Frédéric II.

» Arrivé là de ma lettre, il m'est revenu en mémoire que la *Revue des langues romanes* avait publié, il y a quelques années, sur la question du *sonnet*, un article du regretté J. Bauquier. Cet article, que je viens de rechercher, se trouve dans le tome XIX (1884), p. 64. Vous le lirez certainement avec intérêt. L'erreur de M. Godefroy y est justement relevée (note 2) Mais il n'y est rien dit de Giraut de Borneil.

» Dans le passage que vous avez pris la peine de transcrire, je vous ferai remarquer une autre erreur, qui remonte, comme la première, à Nostradamus. Ce personnage, qui inventait dans le passé, comme son frère dans l'avenir, fait mourir en 1278 seulement Giraut de Borneil, qui, à cette date, avait certainement cessé de vivre depuis plus de cinquante ans. M. Godefroy est inexcusable de propager des erreurs si manifestes et depuis si longtemps reconnues.

» Je souhaite, Monsieur et cher confrère, que ces éclaircissements et indications vous suffisent. J'aurais voulu pouvoir vous les adresser plus tôt ; mais j'ai eu ces jours derniers des préoccupations qui m'ont empêché de vaquer à ma correspondance et à mes travaux ordinaires. J'espère, néanmoins, que ma lettre vous parviendra assez tôt pour que vous puissiez, avant la séance de la Société archéologique, consulter Raynouard et l'article de Bauquier que je vous signale.

» Je profite de l'occasion pour vous annoncer la très prochaine apparition d'une édition *classique* de Bertran de Born. C'est M. Antoine Thomas, mon collègue à la Faculté de Tou-

louse, qui a eu l'excellente pensée de cette publication. Les œuvres de notre grand troubadour périgourdin auront été ainsi publiées deux fois en entier. Quand aurons-nous de même celles de Giraut de Borneil ? »

L'assemblée sait gré à M. Chabaneau de ses intéressantes explications.

Il est enfin procédé à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie. Après deux votes successifs par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. J. Boulanger, chef de district de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, à Pontgibaud (Puy-de-Dôme), présenté par M. l'abbé Riboulet et M. Hardy ;

Et M. Louis Carrier de Ladevèze, propriétaire à Saint-Cyprien, présenté par M. de Saint-Pierre et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
Michel HARDY.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice de 1887.)

MESSIEURS,

Comme tous les ans, à pareille époque, j'ai l'honneur de vous soumettre le compte de ma gestion.

Recettes.

Cotisation arriérée.....	10 ^f »
Cotisations de 1887.....	2,920 »
Diplômes.....	130 »
Vente du <i>Bulletin</i>	18 »
Vente de l' <i>Essai de Bibliographie périgourdine</i>	2 »
Vente du portrait de M. le docteur Galy.....	2 »
Subvention du département.....	1,000 »
Intérêts du capital échus au 31 décembre 1887...	263 25
TOTAL des recettes.....	4,345 ^f 25

Dépenses.

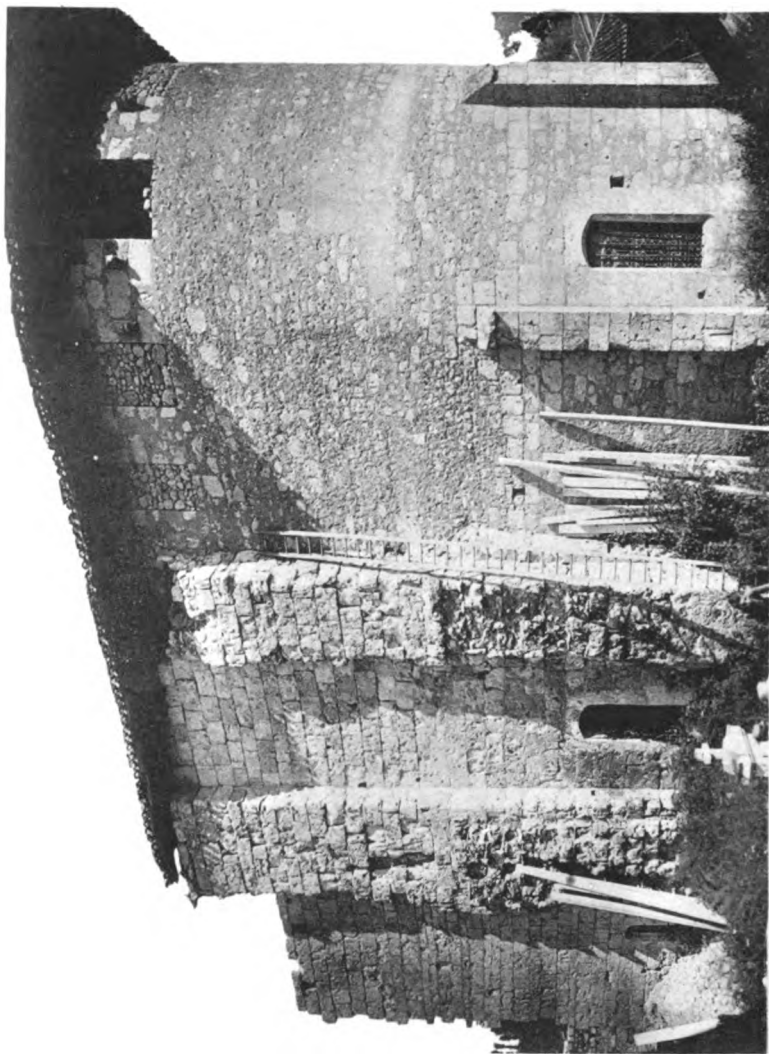
Compté à M. Laporte.....	2,195 75
— à MM. Vieillemand.....	553 20
— à M. Thomas, relieur.....	127 »
— à MM. Daniel et Espinouse.....	80 »
— à MM. Berthaud frères, à Paris.....	50 »
— à MM. Ronteix et Bonhur.....	12 »
— à M. Lavène, relieur.....	7 »
Frais d'une excursion faite à Coutures, le 27 avril 1886.....	11 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	109 »
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	60 »
Timbres-poste, frais de ports, confection des diplômes, étrennes du facteur et des plieuses de l'imprimerie Laporte et autres dépenses détaillées au livre de caisse.....	100 85
TOTAL des dépenses.....	3,805^f 80

Récapitulation.

Recettes.....	4,345 ^f 25
Dépenses.....	3,805 80
Excédent des recettes.....	539 45
Actif de la Société au 31 décembre 1886.....	12,596 35
Actif de la Société au 31 décembre 1887.....	13,135 80

Cette somme est représentée par :

1° Un certificat nominatif n° 44,349 de 30 obliga- tions du Crédit foncier de 1883, achetées.....	11,318 20
2° Un bon de caisse de la Société générale.....	1,000 »
3° Argent placé à la Caisse d'épargne.....	500 »
4° Argent en caisse.....	317 60
TOTAL égal..	13,135^f 80



PHOTOTYPIE BERTHAUD

A la séance du 4 août dernier, vous m'avez confié le soin de recueillir les souscriptions pour l'érection d'un buste au regretté docteur Galy, notre ancien président ; j'ai le devoir de vous annoncer, Messieurs, qu'à ce jour il ne m'est arrivé que 43 souscriptions, s'élevant ensemble à 518 francs. Aussi je prie ici les personnes qui ont l'intention de contribuer à cet hommage public, de vouloir bien me faire parvenir le plus tôt possible leur bulletin de souscription.

Le Trésorier,

F. DE SAINT-PIERRE.



NOTES

SUR

L'ÉGLISE DE SAINT-MÉDARD DE DRONNE

Sanctus-Medardus, arch. de Perducio

(POUILLÉ DU XIII^e SIÈCLE).

L'église de Saint-Méard ou St-Médard-de-Dronne peut être considérée comme le type de ce que Félix de Verneilh, l'initiateur de notre architecture à coupoles, appelait un peu ironiquement le style de la Dronne. L'église de Tocane, aujourd'hui détruite, Chantegeline, Léguilhac de Lauche, St-Méard, Douchapt, St-Martial-de-Ribérac, sans oublier le curieux donjon à coupole de Vernode, appartiennent, malgré des remaniements plus ou moins visibles, à ce groupe de petits monuments qui, avec leurs hautes murailles en grand appareil roman, à peine ajourées de quelques étroites fenêtres, fortifiées de larges contreforts plats, et couronnées après coup d'une ceinture de créneaux, ont l'aspect de véritables forteresses.

Ces églises n'ont qu'une nef étroite, voûtée en berceau ; quelques arcatures en plein cintre, basses et sans ornements,

décorent souvent à l'extérieur et à l'intérieur la base des murs. Une coupole sur pendentifs précède le chœur ordinairement terminé par une petite abside en cul de four.

L'ornementation sculptée est nulle : à peine si les chapiteaux, habituellement frustes, reçoivent sur leurs corbeilles quelques sculptures barbares, qui, à les considérer isolément, dérouteraient l'observateur. Tels sont les principaux caractères de ce style, si style il y a ; il ne brille ni par la richesse ni par l'élégance ; mais il est propre à toutes les églises construites dans un court rayon autour de Tocane. Les réparations qu'on exécute à l'église de Saint-Méard et qui vont lui enlever cette physionomie toute spéciale, donneront à la description de son état actuel un intérêt auquel elle ne saurait d'ailleurs prétendre que comme spécimen d'un art indigène, mais fort grossier.

Comme ses pareilles, l'église de Saint-Méard offre à l'extérieur l'aspect peu séduisant d'un cube en quartelage, arrondi à l'orient, fortifié par de larges contreforts plats et couronné de créneaux. Dans cette masse informe il est aisé de distinguer trois constructions successives : la nef jusqu'aux contreforts, la partie comprise entre les contreforts, et le chœur. La façade est un grand mur nu de 12 mètres de haut et de 3 mètres d'épaisseur, dans lequel s'ouvre la porte d'entrée, sans aucun style, surmontée d'une longue fenêtre en plein cintre.

Cette première travée de la nef est construite sans grand soin et avec une variante de l'antique appareil pseudosodomum ; deux assises de hauteur égale alternent avec une assise moins élevée. La partie centrale mieux bâtie, en grand appareil roman, est fortifiée de chaque côté par deux larges contreforts plats destinés à doubler les piliers des grands arcs, précaution bien inutile quand on voit l'épaisseur des murs et l'exiguité de la coupole ; elle paraît moins ancienne que la première travée, avec laquelle il y a du reste solution de continuité dans le haut des murs. Entre les deux contreforts du nord s'ouvre un œil de bœuf semblable à ceux de l'église de la Cité ; au-dessous on voit le linteau triangulaire d'une porte murée dont le seuil est enterré sous

le sol. Entre les deux contreforts sud une fenêtre en plein cintre, sans doute moderne, fait face à l'oculus du nord.

Le chœur, aussi élevé que le reste de l'église, a été construit ou du moins entièrement remanié bien après la nef, dans le but évident de la faire servir à la défense des habitants. Les murs en moellons, couronnés de créneaux, forment une sorte de demi-tour ronde sur laquelle on distingue les traces d'une litre. Très probablement ce chœur remplace une abside romane de même forme arrondie, mais moins élevée. Des arcatures en plein cintre avec impostes, devaient en orner le pourtour. En effet, on voit encore, après les deux contreforts de l'est, les pieds-droits et les sommiers de deux arcatures semblables à celles des autres églises de cette école. De plus, au niveau de l'embrasure des créneaux, on distingue trois modillons romans encastrés dans la muraille, sans autre but que le désir de conserver des objets intéressants. L'un représente une tête d'homme casqué, le second une tête de singe, le troisième un ornement. Ces modillons devaient, très probablement, supporter l'entablement de l'abside romane primitive.

Le mur informe de l'entrée va être transformé en un pignon tronqué surmonté d'une sorte de campanile carré, élevé d'un étage et recouvert d'un toit en ardoises. Sans juger autrement cet embellissement, il est bon d'observer qu'aucune des églises de la région qui nous occupe n'a reçu de clocher sur sa façade. Comme dans les grands édifices du roman auvergnat, poitevin, rhénan, les cloches sont toujours placées sur la coupole qui précède le chœur; les quatre murs entre lesquels elle est inscrite sont simplement surélevés et forment une tour massive généralement fruste, quelquefois très ornée, comme à Chancelade; souvent dans nos pauvres églises le toit de la coupole est seulement exhaussé sur quatre piliers. Il est à remarquer que les deux types célèbres de Saint-Front et de Brantôme, qui dérogent à cet usage et dont l'influence s'étendit au loin, n'eurent guère plus d'imitateurs en Périgord que le plan de Saint-Front lui-même.

A l'intérieur, l'église se compose d'une nef étroite à deux travées et du chœur; la première travée, voûtée en berceau,

a les arcs-doubleaux très ogivaux ; deux arcatures en plein cintre ornent la base de chacun des murs latéraux et établissent l'antiquité de l'appareil extérieur des murs, sinon celle des voûtes. La seconde travée est la seule partie réellement soignée de l'édifice ; elle est recouverte d'une coupole sur pendentifs, de cinq mètres de diamètre environ, agrandie à l'œil par une retraite ménagée à la base de la calotte pour la pose des cintres et qui simule la galerie des coupoles de Périgueux. Les grands arcs sont en plein cintre ; ils reposent sur quatre piliers cantonnés de colonnes à demi engagées, dont les grossiers chapiteaux en forme de cônes renversés reçoivent la retombée de quatre arcs-doubleaux qui allègent les grands arcs. Les angles des grands arcs sont creusés en gorge, ceux des arcs-doubleaux arrondis en boudins, ce qui donne plus de légèreté à l'ensemble. L'écartement des murs n'est que de sept mètres, celui des piliers de quatre mètres. Comme l'écartement entre les piliers n'est égal d'aucun côté, les pendentifs sont aussi inégaux, et du côté du chœur, ont deux assises de plus que du côté de l'entrée. Il est très rare de rencontrer, même dans nos églises à coupoles les plus anciennes, les grands arcs en plein cintre, comme nous les voyons ici, et tout le monde sait que ce motif a paru assez puissant à certains archéologues pour faire douter de la date universellement admise pour la construction de St-Front. A St-Etienne de la Cité, Saint-Front, St-Avit-Sénieur, pour ne parler que des plus connues de nos grandes églises à coupoles, les grands arcs sont plus ou moins ogivaux : il paraît établi qu'en leur donnant cette forme on n'avait d'autre but que de construire plus facilement et plus solidement, lorsqu'il s'agissait de grandes surfaces à couvrir. Car dans les mêmes églises, les arcatures de moindres dimensions sont toujours en plein cintre. On rencontre des grands arcs aigus dans des églises à date certaine antérieures au xii^e siècle, tandis qu'à Trémolat par exemple, et à Saint-Méard, où les piliers n'ont que quatre mètres d'écartement, ils ont pu très facilement être construits en plein cintre. Je pourrais ajouter une preuve nouvelle de cette difficulté d'établir des coupoles à pendentifs

sur des arcs plein cintre : dans le nouveau Saint-Front, où personne ne songera à discuter l'habileté des constructeurs, et malgré le parti pris d'obtenir des grands arcs absolument en plein cintre, il n'en est aucun ou presque aucun qui le soit complètement. Ainsi, nous voyons que dans la période romane, l'arc en tiers point était employé indifféremment chez nous d'après la facilité de la construction, et il ne faudrait pas attribuer une date reculée à la coupole de St-Méard à cause de la forme de ses grands arcs, tandis qu'au contraire, les piliers cantonnés de colonnes, les arcs-doubleaux qui allègent les grands arcs et le rabattement de leurs angles, prouvent que nous touchons à une période avancée, au milieu du *xii^e* siècle sans doute. Si tout est fruste, c'est la faute non du temps, mais du maçon.

Le chœur se compose d'une travée voûtée en berceau, séparée par deux pilastres qui reçoivent un arc-doubleau un peu ogival, d'une abside ronde voûtée en cul de four. Une moulure en biseau fait le tour du chœur, à la hauteur de la retombée des voûtes. Les pilastres sont terminés par des chapiteaux courts formés d'une série de moulures; sur l'une de celles du chapiteau de gauche, est sculptée une feuille de trèfle accostée de deux feuilles de chêne. Une fenêtre en plein cintre peu ancienne éclaire le fond de l'abside.

L'intérieur de l'église avait été recouvert de peintures à une époque reculée. Aujourd'hui, au lieu des méandres et des rubans à plusieurs tons qu'on aperçoit encore sous le badigeon, elle est décorée de ce faux appareil peint en noir sur fond crème qui, dans nos campagnes, paraît être le dernier mot de l'art, comme du reste, la froide nudité du quartelage dans nos cathédrales.

Dans le massif du pilier sud-ouest, est creusé comme un véritable puits, l'escalier qui conduit sur les voûtes, terminé par une sorte de petit vestibule où s'entrecroisent cinq ou six arcades en plein cintre.

En démolissant le grand mur de l'entrée, on a trouvé dans le haut, encastrés dans la muraille, deux bas-reliefs romans, qui, dans l'esprit du constructeur, avaient dû rehausser la nudité de la façade.

Premier bas-relief, H. 0,75. L. 0,55.

Dans une auréole, ornée de têtes de clous, le Christ, vêtu d'une robe à plis raides, bénit de la main droite et tient un livre ouvert de la gauche. Il est assis sur une sorte de banc clayonné ; il porte toute sa barbe et a les pieds nus. Derrière sa tête, un nimbe crucifère conserve encore des traces de peinture rouge.

Deuxième bas-relief, H. 0,60, L. 0,75.

Deux animaux, léopards ou lions, sans crinière et à longues queues, combattant. L'un d'eux, à face humaine, est renversé sur le dos ; il se défend avec les pattes et cherche à mordre l'autre animal qui l'a terrassé et le maintient sous lui d'un air de triomphe.

Ces deux bas-reliefs ont été taillés dans des dalles de pierre de La Tour-Blanche, assez épaisses, ce qui prouve qu'elles ont été sculptées sur place, tandis que le reste de l'église est en pierre des carrières du pays, gélive et pleine de rognons de silex. Ils ont été trouvés très probablement à leur place primitive, le Christ au-dessus de la longue fenêtre qui surmonte la porte, les animaux à droite ; ceux-ci devaient avoir un pendant à gauche : une brèche assez profonde dans le haut de la muraille à la place qu'aurait dû occuper ce troisième bas-relief, montre qu'il a dû tomber ou être enlevé il y a longtemps.

Ces sculptures, exposées pendant des siècles à la pluie, sont en partie rongées par le temps et ont pris la teinte grisâtre du mur, ce qui, jusqu'à aujourd'hui, avait empêché de les en distinguer. Grâce aux efforts de M. le curé de Saint-Méard, ces deux débris intéressants pour l'art du ^{xii}^e siècle en Périgord et pour la localité, vont être placés à l'intérieur de l'église, dans la muraille du clocher, et seront à l'abri désormais de nouvelles mutilations (1).

Le Christ bénissant est un sujet trop répandu dans l'icono-

(1) Il n'en sera malheureusement pas ainsi ; depuis près de trois ans, ces deux vénérables débris sont dans la cabane de l'entrepreneur, d'où sans doute ils ne sortiront que pour aller paver quelque route.



BAS-RELIEFS & CROIX PECTORALE CONSERVÉS
A L'ÉGLISE DE SAINT-MÉARD DE DRONNE

graphie chrétienne de cette époque pour nous y appesantir, quoique par son air de grandeur sauvage il rappelle celui du beau portail de Cahors et puisse remonter jusqu'au ^x^e siècle ; mais il serait intéressant d'expliquer le groupe des deux animaux, d'un très haut relief et d'une très grande allure. Il y a là bien plus de liberté de ciseau que dans le sujet hiératique, et je ne connais pas en Périgord de sujet de cette époque plus largement traité. Dans l'église voisine de Douchapt, on voit une sculpture semblable encadrée sous une arcade extérieure. La seule différence, c'est que les animaux, de petite dimension, combattent sous un arceau qui pourrait représenter une caverne. Ce sujet est-il symbolique et représente-t-il le triomphe du bien sur le mal, comme le fameux cavalier représente le triomphe de l'Eglise, ou bien fait-il allusion à quelque événement local ? Les habitants de Douchapt ont trouvé une explication plus fantaisiste : ils en font un rébus sur le nom de leur localité (*Dous chats*). Il est impossible d'oublier que l'art roman, en ses admirables façades comme en ses moindres sculptures, instruit par les yeux. Ici l'animal renversé à figure humaine grimaçante est bien un enseignement, et ce lion n'est-il pas la figure du Christ vainqueur du démon ? Les colonnes qui supportent les porches des églises lombardes sont toutes dressées sur des corps de lions terrassant un animal symbolique ; n'est-ce pas la même pensée qui a inspiré les sculpteurs de Saint-Méard et de Douchapt ?

M. le curé de St-Méard a découvert, au milieu des décombres qui recouvraient la voûte de la coupole, une petite croix pectorale du ^{xii}^e siècle, qui sera un précieux accroissement pour le petit trésor de son église. On en voyait une semblable attribuée à l'émaillerie limousine, à l'exposition de Limoges, en 1887.

C'est une croix grecque en cuivre rouge de 0,05 centimètres. Formée de branches très courtes, terminées par de petits disques, un cinquième disque plus grand que les autres occupe le centre. Sur l'une des faces, ce petit bijou est plat ; sur l'autre, les bras de la croix sont à deux pentes et les disques sont légèrement bombés, de plus, une agrafe

en fer de 0,01 centimètre, fixée à l'une des extrémités, servait à la suspendre. Les disques devaient être émaillés ; on retrouve sur celui du milieu des restes d'émail bleu et rouge, et sur la photographie jointe à ce travail, il est aisé de distinguer, dans un cercle, un aigle, les ailes déployées ; sur le disque du haut, on voit quelques traits qui paraissent plus récents et une S avec quelques traces d'émail.

Quelques pièces plus modernes et une clef en fer d'un curieux travail du xiii^e ou du xiv^e siècle, ont été aussi recueillies dans les démolitions.

Il est plus que temps d'arrêter ici ces détails, qui paraissent peut-être trop longs à beaucoup, mais qui auront sans doute le faible avantage de conserver exactement la physiologie ancienne d'une pauvre église de campagne.

Marquis DE FATOLLE.



PRÊT SUR GAGE D'HÉLIE DE COULONGES

ABBÉ DE DALON ET DE TOURTOIRAC,

A JEAN DE LA DOUZE.

Du vendredi 14 décembre 1526.

Je Pierre de Ladouze certifie avoir resceu de messire Jehan Hélie de Coulonges, abbé de Dalon et de Tourtoirac, la somme de cent escuz d'or au soleil, pour et au nom de messire Jehan de La Douze, chevalier, mon père, et pour la dicte somme luy ay laissé ung agnus Dei d'or, la ou il hia autour neuf perles et neuf rubins, et luy a balié, le dict messire Jehan Hélie, temps et faculté de ung an pour rachapter le dict agnus Dei d'or, à conter de la date des présentes, et luy ay promis, pour fere balier le dict agnus, la dicte somme de cent escuz, et men oblige moy et tous et chescuns mes biens. En tesmoing de quoy, jay signé la présente de mon signet manuel. Si miz le vandredi 14^{esme} de desembre mil cinq cens vingt six.

P. DE LADOUZE.

Pour copie conforme ;

M^{re} D'ABZAC DE LA DOUZE.

LETTRE DE LOUIS XIII

A M^r DE LA BÉRAUDIÈRE

ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX.

(Copie de la réponse du Roy à la lettre de Monsieur de Périgueux.)

Monsieur l'évêque de Périgueux, j'ay esté bien aise d'apprendre par vos lettres que vous ayez eu le soin que vous deviez de faire solenniser, en la feste de l'Assomption dernière, la consécration spéciale que j'ay faite de ma personne et de mon Estat à la glorieuse Vierge Marie, mère de Nostre Sauveur ; mais je n'ay peu, sans beaucoup d'estonnement, voir dans vos dites lettres que d'un costé vous advouyez que les PP. Jésuites ont célébré cette sainte journée en leur église et maisons par les prières, prédications et toute la dévotion qui leur a esté possible, et que vous avez receu une de mes lettres qui vous témoignoit que je trouvais bon qu'ils ne fussent point obligés d'aller à la procession générale, parce qu'il n'est pas de leur institution de le faire ; et que, d'autre part, vous leur imputiez de manquer de piété envers Dieu et d'affection envers moi, pour ne s'estre pas trouvez en cette procession, puisque, après la connaissance que vous avez eu de leur usage en pareilles cérémonies, et en outre de mon intention à leur égard en celle-là, vous n'avez peu avec raison les blâmer de n'y avoir pas assisté. En sorte qu'il est aisé de juger que ce n'est qu'une pure animosité et passion qui vous a donné contre eux ce mouvement. En quoy ce que je trouve de plus mauvais, et qui fait que vous ne sauriez estre excusé d'inconsidération et de manque de respect envers moi, non plus que de hayne contre des personnes qui ne méritent qu'estime et louenge. Et premièrement, que vous ne vous contentés pas de blâmer les Jésuites de Périgueux de cette action, mais que vous ne prenés ce prétexte pour noircir tous ceux de cet ordre comme infidèles à leur prince et à leur patrie, qui est la plus grande iniure que l'on puisse faire à des gens de bien, et puits, comme la chaleur et l'impétuosité de vostre cholère, vous portent de plus en plus hors des termes de la raison et du devoir, vous taxez les conseils du feu Roy mon père et les miens de défaut de prudence pour le bon traitement que luy et moi avons fait aux PP. Jésuites depuys tout le temps de leur restablisement dans ce Roiaume. De plus, que, afin de rendre vostre aversion et vos invectives contre cet ordre plus connues, vous avez fait imprimer et publier cette épître qui sera prise pour un libelle diffamatoire

et tournera par tout aussy bien qu'auprès de moy à vostre confusion; et bien que j'aye un intérêt notable pour ma dignité de ne pas souffrir un proceddez sy contraire au respect qui m'est deu par tous mes suiets, néanmoins, ie veux bien que vous sachiez que l'innocence de ces bons religieux, qui est connue par tout le monde, dedans et dehors la chrestienté, est ce qui a meu davantage mon juste ressentiment contre vostre mauvaise conduite. C'est pourquoy ie vous ordonne de faire retirer et supprimer tous les exemplaires qui auront esté imprimés et publiez de vostre ditte lettre, si ce n'est que vous aymiez mieux que j'y pourvoye par mon autorité. Je vous deffens très expressément de plus inquiéter à l'advenir ceux dudit ordre, qui sont et seront cy-après estandus dans vostre diocèse en pareilles solennités ou occasions, pour les obliger à faire autre chose que ce à quoy leur institution et règle les astraint, et sy vous avez des affaires et intérêts particuliers à démêler avec eux, vous preniés les voyes ordinaires de la justice, qui sont ouvertes à tout le monde pour en sortir.

C'est la response que je puy faire à vostre lettre, priant Dieu qu'il vous aye, Monsieur l'Evesque de Périgueux, en sa sainte garde.

Escrit à Saint Germain-en-l'Aye, le 8 octobre 1638.

Signé : LOUYS.

Et plus bas : SUBLET.

Et sur le dos :

*A Monsieur l'Evesque de Périgueux,
Conseiller en mon Conseil d'Estat.*

Pour copie conforme :

J. FRUT.

(Archives départementales d'Angoulême, série D. 6, papier, petit in-folio. Copie de la réponse du roi Louis XIII à la lettre de François de La Béraudière, évêque de Périgueux, qui avait attaqué les Jésuites de cette ville.)

MARCHÉ

POUR FONDRE LA CLOCHE DES RÉCOLLETS DE SARLAT.

15 Avril 1738.

Aujourd'hui quinziesme jour du mois d'auril mil sept cens trente huit, dans le conuent des Peres Recolets de la ville de Sarlat en Perigord, après midy, regnant Louys, roy de France et de Nauarre, pardeuant moy notaire royal soussigné, et en présence des témoins bas nommés, ont esté personnellement establis reverend père religieux recolet et vicaire du present conuent, en absence du reverend père gardien d'une part; et Antoine Pecharry, maistre fondeur de cloches, demurant au bourg et paroisse de Tayac, d'autre part; lesquelles parties ont fait et accordé les conditions suivantes, sçavoir que ledict Pecharry se charge de fondre la grande cloche dudit conuent et la petite de la porte; qu'il les rendra sonnantes et du même poids quelles sont, qui est trois quintaux ou enuiron; qu'il fournira tout ce qui est nécessaire pour la fonte, même la matière qu'il faudra pour le déchet; que ledict R. P. vicaire luy payera la valeur, et que ledict Pecharry reprendra la matière qui restera, qu'il sera tenu de déduire sur le même pied et de la même valeur que celle qu'il aura fourny; qu'il sera obligé de descendre lesdictes cloches et les remonter à leurs places à ses frais et despans, et lorsque lesdictes cloches seront fondues, on les pesera, et ledict R. P. vicaire sera tenu, comme il promet et s'oblige, de payer audict Pecharry son travail à raison de cinq sols par liure pezent desdictes cloches; quil repondra dicelles; que s'il venoit à les manquer, il s'engage à les refondre à ses frais et despans et du même poids, se reseruant, ledict R. P. vicaire, les offrandes et la chemise qui seront données lors de la benediction dicelles. En consequence desquelles conventions et en deduction de la somme à laquelle le travail montera, ledict R. P. vicaire a tout presentement et réellement compté la somme de vingt liures en louis d'argent et autre monnoye de cours, prise et retirée par ledict Pecharry, dont s'est contenté, et d'icelle il a quitté et quitte lesdicts R. P. Recolets et promet tenir quitte enuers et contre tous, à peine de tous despans, dommages et interests, et pour le montant du restant du prix de ladicte fonte, lorsque lesdictes cloches seront fondues et pezées, ledict R. P. vicaire promet et s'oblige de payer ce qui sera deu de reste audict Pecharry après que lesdictes cloches seront fondues, agréées et reçues. Et a faire et tenir tout ce dessus, les

parties se sont obligées sous toutes les obligations que de droit, en présence de Jean Gouzot et Pierre Sarraudie, praticiens, habitants de la présente ville, témoins connus, qui ont signé avec ledict R. P. vicaire, et non ledict Pecharry, pour ne sçauoir, de ce interpellé par moy.

Signé : Fr. FABIEN, LASCLUE, *vicaire*, GOUZOT, SARRAUDIE.
TASSAIN, *notaire royal*.

Pour copie conforme :
LOUIS CARVÈS.

(Archives des notaires de Sarlat)

VARIA.

RECTIFICATIONS

A L'OUVRAGE DE M. DESSALLES

INTITULÉ : *Histoire du Périgord* (1)

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai relevé ces jours derniers, en faisant certaines recherches dans l'*Histoire du Périgord*, par M. Dessalles, diverses erreurs matérielles qu'il me paraît important de vous signaler :

1^o M. Dessalles, dans le tome II, livre VI, chapitre 1^{er}, pages 289 à 291, paragraphes intitulés : — « Charles V déclare la guerre aux Anglais, » — et « Etats du Périgord, » — cite plusieurs jurades de la ville de Bergerac auxquelles il donne la date de 1370. — C'est par suite d'une erreur, car la date réelle de ces jurades, dont les textes sont d'ailleurs exactement rapportés, est de 1378.

De même, page 292, dans le paragraphe intitulé : — « Montréal, près Mussidan, » — M. Dessalles porte par erreur en 1370, la demande de secours présentée par le sire de Mussidan, pour mettre le siège devant Montréal. Il faut aussi lire 1378.

(1) Périgueux, Delage et Joucla, 1885, 3 vol. in-8°.

Vous vous expliquerez, Monsieur le Président, l'importance qui me paraît devoir être attachée à ces rectifications, lorsque je vous aurai rappelé que Bergerac, qui était sous la domination anglaise en 1370, — je glisse sur sa prise en 1374 par les Français et sa reprise vers 1376 par les Anglais, — n'y était plus en 1378 par suite de sa reddition, en 1377, le 2 septembre, au duc d'Anjou, frère de Charles V.

Il résulte de ce fait :

A. — Que ce qui est singulier, au dire de M. Dessalles (renvoi 1 de la page 289) devient, par suite, tout-à-fait naturel. Je n'insiste d'ailleurs pas, sur cette invraisemblance : que la ville étant au pouvoir des Anglais, sa municipalité ait pu faire crier, à son de trompe, d'apporter à Puy-guilhem des vivres destinés aux troupes françaises du duc d'Anjou.

B. — Que les conclusions de M. Dessalles, déduites des textes de jurades qu'il rapporte, sont, par suite de l'erreur de date qu'il commet, de tout point erronées.

2° Dans le paragraphe intitulé : « Le Pont de Bergerac, » livre VIII, chap. 1^{er}, p. 86 du tome III, M. Dessalles dit que les habitants de Bergerac furent, en 1503, autorisés à reconstruire leur pont, et en renvoi de page :

(3) Il (le pont de Bergerac) était encore debout en 1483.

Je relève là deux erreurs que les lettres patentes du 18 avril 1501, publiées *in extenso* dans le t. VI, p. 404, du *Bulletin* de la Société, et mes notes personnelles rectifient péremptoirement.

Le pont de Bergerac fut, d'après ces lettres patentes, renversé par une crue vers 1441 ; — ou vers 1444-1445, si on en croit un mémoire dressé par les Consuls en 1571. Depuis cette époque, le passage devant la ville se fit au moyen d'un bac, et ce, jusqu'en 1504, époque à laquelle fut établi un pont de bateaux. Finalement le nouveau pont fut reconstruit de 1509 à 1513, à la limite extrême du temps imparti à la communauté, par les lettres de 1501, pour la reconstruction dudit pont.

Ainsi donc, en résumé : 1° Ce fut en 1501, par lettres patentes du 18 avril, que les habitants de Bergerac furent autorisés à reconstruire le pont de la Dordogne, et non en 1503.

2° Le pont du x^v siècle ne pouvait être encore debout en 1483, puisqu'il fut renversé entre 1441 et 1445 et que, depuis cette époque, jusqu'en 1504, un bac relia les deux rives de la Dordogne devant Bergerac.

Veillez bien agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mes sentiments respectueux et dévoués.

Ch. DURAND.

Périgueux, 30 novembre 1887.

BIBLIOGRAPHIE.

Les Chroniques de Jean Tarde, chanoine théologal et vicaire général de Sarlat, contenant l'histoire religieuse et politique de la ville et du diocèse de Sarlat, depuis les origines jusqu'aux premières années du XVII^e siècle, annotées par le vicomte Gaston de Gérard, membre de la Société historique du Périgord, précédées d'une introduction par M. Gabriel Tarde, membre de la même Société. Paris, H. Oudin, libraire-éditeur, 17, rue Bonaparte, 1887.

Au début du xvii^e siècle, le Périgord a eu le privilège de posséder deux hommes également passionnés pour la gloire de leur diocèse respectif, qui ont laissé chacun à la postérité un monument durable de leur foi et de leur patriotisme.

Ils appartenaient l'un et l'autre au clergé de notre province. Le premier naquit à Périgueux dans la paroisse de St-Front. A part une mission prêchée aux nouveaux catholiques de Bergerac, sa vie s'écoula paisiblement dans la modeste et studieuse cellule d'un couvent de Récollets, d'où il sortit en 1629 pour offrir aux maire et consuls de sa ville natale le premier exemplaire, imprimé chez Dalvy, de son *Estat de l'Eglise du Périgord depuis le christianisme*.

Le second vit le jour sur les bords de la Dordogne, dans ce bourg si pittoresque de La Roque-Gajac, dont une plume pieuse et savante a naguère fait revivre le passé. Sa carrière fut plus active et plus brillante que celle de son contemporain. D'une simple cure de paroisse, il parvint au sommet de la hiérarchie ecclésiastique, et devint successivement chanoine théologal de la cathédrale et vicaire-général de Sarlat. Il ne fut pas seulement l'historien autorisé de son diocèse : tour à tour géographe, mathématicien, archéologue, numismate, astronome, il vit sa réputation arriver à la cour d'Henri IV qui, pour le récompenser de ses travaux, lui accorda le brevet d'aumônier ordinaire du roi. Mais, moins heureux que le P. Jean Dupuy, le chanoine Jean Tarde n'eut pas la satisfaction de voir imprimer de son vivant sa *Table chronologique de l'église de Sarlat, diocèse et pays sarladais*. Cette œuvre historique devait rester presque oubliée durant plus de deux siècles ; c'est grâce au zèle persévérant de deux Sarladais qu'elle vient d'affronter enfin le grand jour de la publicité.

Déjà par deux fois avait été formé le projet d'en faire imprimer le manuscrit, mais il n'y fut pas donné suite. En 1656, un des successeurs de Tarde au chapitre de Sarlat, l'hagiographe Armand de Gérard-Latour, en

avait conçu l'idée, avant de rédiger lui-même, sur l'histoire religieuse de son diocèse, des *Commentaires* destinés aux auteurs de la *Gallia christiana*. M. J.-B. Lascoux, conseiller à la Cour de Cassation, vice-président de la section d'histoire du Comité des travaux historiques, s'était aussi proposé de publier une édition annotée par lui de l'ouvrage de son compatriote, pour laquelle il avait rassemblé de nombreux matériaux que la mort l'a empêché de mettre en œuvre.

Les chroniques de Tarde n'avaient été généralement connues jusqu'à ce jour que d'après des copies plus ou moins fidèles où il était impossible de reconnaître la physionomie de l'auteur : ce n'étaient que des compilations, abrégés ou amplifications du manuscrit original autographe conservé à la bibliothèque municipale de Toulouse sous la cote : Mss. Section *Histoire*, B, n° 61.

On désirait depuis longtemps que ce précieux manuscrit fût enfin publié d'une manière correcte, avec les annotations nécessaires. « Une pareille édition, écrivait notre érudit correspondant M. Tamizey de Larroque (1), serait accueillie avec bonheur et reconnaissance par tous les amis des études historiques, et ce serait un des meilleurs titres de gloire de la Société archéologique du Périgord. »

Ce vœu s'est enfin réalisé, au-delà même de toutes les espérances. Par une remarquable coïncidence, le chroniqueur nous est présenté par deux de ses concitoyens, dont l'un est son propre petit-neveu et l'autre le petit-neveu du chanoine de Gérard-Latour, MM. Gabriel Tarde, juge d'instruction à Sarlat, et le vicomte Gaston de Gérard, tous les deux membres de la Société historique du Périgord. Ils ont admirablement réussi l'un et l'autre à nous prouver que dans la famille des deux chanoines dont s'honore à si juste titre le Sarladais, l'esprit et les talents sont vraiment héréditaires.

C'est à M. Tarde qu'est échue la tâche d'écrire l'*Introduction* des chroniques de son arrière-grand-oncle. Nul n'était mieux à même de l'entreprendre que notre collègue, possesseur des papiers de sa famille. Il est bon de constater tout d'abord qu'il n'a point surfait son auteur et qu'il a su éviter tout reproche d'étalage familial. Sa notice est venue heureusement compléter l'étude que nous avons publiée sur la vie et les travaux de Jean Tarde (2). Il nous apprend lui-même que la découverte de nouveaux docu-

(1) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. IX, p. 83.

(2) *La vie et les travaux de Jean Tarde* (1561-1636). Périgueux, Dupont, 1882, in-8° de 54 p. Extrait de nos *Recherches sur les historiens du Périgord au X^e siècle*.

ments depuis la date de notre publication l'avait conduit à mettre en relief certains aspects négligés par nous de cette vie peu connue, et spécialement le côté scientifique.

Nous ne referons point ici la biographie de Tarde : nous nous contenterons de signaler les parties neuves du travail de notre collègue, qui s'est attaché à nous représenter le chanoine aussi épris de la nouveauté en matière de science qu'ennemi de la nouveauté en religion. La première de ces passions nous a valu ses *Chroniques*, destinées à prouver aux protestants que les évêques se rattachant par une chaîne ininterrompue aux sources évangéliques étaient les vrais et légitimes pasteurs de l'Eglise chrétienne ; et, de plus, ses cartes dressées pour faciliter les visites pastorales dans le Sarladais et le Quercy. La seconde lui a inspiré ses *Astres de Borbon*, son traité sur la *Pierre aimantée* et ses écrits mathématiques.

C'est à sa curiosité naturelle, à cette soif de tout savoir et de tout voir qui ne le quitta jamais, qu'il faut attribuer ses deux voyages à Rome, l'un en 1593, l'autre en 1614, dont la *Relation* a été retrouvée à la Bibliothèque nationale. Ils lui procurèrent l'heureuse fortune de lier amitié avec l'un des plus grands mathématiciens de l'époque, le jésuite Christophorus Clavius. Mais son attention ne fut pas seulement attirée par l'étude des sciences exactes, car il se montra surtout sensible aux chefs-d'œuvre de l'Italie et aux belles ruines du passé. A Florence, il visita Galilée et apprit de sa bouche les merveilles que le télescope lui avait révélées. Un billet de Tarde à l'illustre Florentin est tout ce qui a survécu de la correspondance qui a existé entre ces deux savants. Nous émettons le vœu que M. Tarde, à l'exemple de Prunis, qui a publié le voyage de Montaigne à Rome, nous donne le texte intégral de la double relation de celui de notre chanoine ; les quelques fragments qu'il nous en cite font vivement désirer la connaissance du récit tout entier.

A son retour, Tarde se mit à observer les taches du soleil et à enregistrer ses constatations avec une telle énergie de persévérance, que l'on ne connaît guère de recueil d'observations individuelles aussi minutieux. Les derniers travaux de Leverrier ont prouvé que les hypothèses de son modeste devancier ne sont pas aussi éloignées de la vérité qu'on avait pu le croire. L'étude que M. Tarde a consacrée aux découvertes astronomiques de son parent forme le chapitre le mieux soigné de cette *Introduction* écrite dans le style élégant et alerte qui caractérise le talent de l'auteur des *Contes et poèmes*.

Une exacte reproduction de la carte du diocèse de Sarlat, dessinée en 1624 par notre astronome historien, précède le texte de ses *Chroniques* qui, pour la première fois, nous est donné dans toute sa pureté native. • J'espère qu'à présent, s'écrie M. Tarde avec la légitime fierté de l'ouvrier qui

a contribué à l'achèvement d'un superbe édifice, — notre auteur apparaît ce qu'il est, un bon écrivain de son temps, sobre, concis, allant droit au fait, et point trop gêné dans le justaucorps de sa phrase, qui évite les longues traînes et les reduplications de mots où se complaisent souvent ses contemporains. Son style sans vibration, mais non sans nerf, est rehaussé à l'occasion par quelque image juste et pittoresque, et, s'il sent un peu le terroir, il porte surtout la marque du géomètre imaginaire. »

Nous voilà arrivé à l'œuvre capitale de l'historien, « qu'il était grand temps de publier pour les érudits ». Elle porte ce titre : *Table chronologique de l'église de Sarlat, diocèse et pays Sarladais, montrant le nom, ordre et suite des Prélats qui y ont présidé, sous quelle religion et forme d'Etat on y a vécu, qui et quels ont été les Princes et seigneurs qui y ont commandé, avec la fondation des villes, sièges, prises et reprises d'icelles et autres divers accidents que ce pays a soufferts jusques à présent*. Les trois premières pages forment le *Motif et sommaire de ce livre*, où se font jour les sentiments religieux et patriotiques de l'auteur.

Nous ne reviendrons pas sur l'appréciation de cette histoire, bien que nous ne l'ayons connue dans l'ensemble que d'après les copies incomplètes et fautives de la bibliothèque de Périgueux. Elle se divise en six parties se rapportant aux divers changements « d'état et de gouvernement » du Sarladais. La première remonte aux temps les plus reculés et s'arrête à la venue et conquête de César ; la seconde comprend la domination romaine ; la troisième, la domination des Visigoths ; la quatrième fait connaître les premiers rois et ducs français ; la cinquième est relative à la domination anglaise et la sixième à la royauté française.

Cette publication est l'œuvre exclusive de M. le vicomte Gaston de Gérard. Son premier mérite sera de rejeter dans le néant toute la foule des variantes manuscrites trop souvent citées ; car le texte même a été établi avec une scrupuleuse exactitude ; il a été religieusement respecté, la ponctuation seule a subi quelques modifications. Nous sommes donc en présence du texte original du docte chanoine auquel on avait fait l'injure d'interpolations et d'additions disparates ; tout ce qui avait été supprimé par les copistes se trouve restitué désormais ; la partie la plus intéressante est en quelque sorte inédite, surtout les détails sur la lutte contre les Anglais et sur les guerres de religion, extraits de documents introuvables aujourd'hui pour la plupart. M. Tarde possède une copie abrégée de cette chronique faite dans la première moitié du XVII^e siècle ; très exacte dans les parties qui concordent avec le manuscrit de Toulouse, elle ne contient que la partie relative à l'histoire ecclésiastique de Sarlat et du diocèse. M. de Gérard a reproduit en note les variantes importantes qui s'y trouvent, ainsi que celles d'une seconde copie conservée à la Bibliothèque nationale, rela-

tive à l'histoire civile et politique du Sarladais pendant la période de la guerre des Anglais.

M. de Gérard ne s'arrête pas à examiner les doctrines et systèmes du chroniqueur sur les premiers âges. Il lui laisse la responsabilité de ses théories générales, toutes les fois qu'elles ne touchent pas à l'histoire de sa province ; il ne les corrige que dans le cas inverse au moyen de textes positifs. Il a soin de prévenir le lecteur qu'il doit se garder d'être trop sévère au sujet des dissertations par lesquelles Tarde a débuté ; car il faut tenir compte de l'état de la science historique aux premières années du ^{xvii}^e siècle. Observons néanmoins, qu'en plusieurs questions traitées par le chanoine, son jugement l'a bien servi ; et qu'en ce qui concerne notamment la destination contestée des dolmens, il s'est accordé avec le P. Dupuy pour en faire des « sépulcres ».

En 1842, M. l'abbé Audierne fit imprimer à Périgueux une reproduction de l'édition originale du P. Dupuy et la fit suivre de notes considérables, pleines d'érudition et de critique. M. de Gérard a fait pour le chanoine Tarde ce que l'auteur du *Périgord illustré* avait fait pour l'*Estat de l'Eglise du Périgord*. Ses annotations, placées au bas de chaque page, ont l'avantage de faciliter l'intelligence du récit en permettant d'avoir d'un seul coup-d'œil l'explication désirée. Ceux qui ont l'habitude de ce genre de travail peuvent seuls se rendre compte de la patience et de la sagacité qui ont présidé à la rédaction de ces notes. Bien peu d'inexactitudes, d'omissions ou d'erreurs ont échappé au sérieux examen de notre collègue. Avec quelle sûreté il a retrouvé, sous leur simple nom de terres, les personnages que le chroniqueur a voulu désigner ! Il assigne à chaque nom de lieu sa situation géographique, comme on peut en juger dans l'énumération des bénéfices qui dépendaient anciennement de l'abbaye de Sarlat (1). M. de Gérard a fait preuve d'une connaissance approfondie des annales de sa patrie. On remarquera le parti qu'il a su tirer de ses archives particulières, principalement des manuscrits laissés par son parent le chanoine A. de Gérard-Latour, pour élucider certains faits peu connus de Tarde ou rétablir des dates trop légèrement acceptées par lui. Quelque incomplètes qu'elles soient, ses notes seront le guide indispensable de ceux qui auraient à étudier quelque période de l'histoire de l'ancien diocèse de Sarlat.

(1) M. l'abbé René Bernaret a cité, sous la date de 1143, une bulle du pape Eugène III faisant figurer parmi les églises desservies par les religieux de cette abbaye bénédictine celle de Bourg-des-Maisons, dans le canton de Verteillac. L'annotateur de Tarde ne cite pas cette bulle. — Nous désirerions savoir aussi en vertu de quels titres les seigneurs de la chàtellenie de Montagrier rendaient au commencement du ^{xv}^e siècle un hommage à l'évêque de Sarlat.

Ajoutons que le dessin des armoiries des principaux personnages, des abbés et évêques a été intercalé dans le texte, ce qui lui donne un attrait de plus.

Un certain nombre de notes exigeaient d'amples développements : M. de Gérard en a fait l'objet d'un appendice d'une soixantaine de pages où, plus exact que quelques-uns de ses devanciers, il fournit toujours la preuve des faits qu'il avance. Le simple énoncé de ces *Notes finales* suffira pour donner une idée de leur intérêt historique.

En voici les titres :

Les premiers évêques de Sarlat. — Remise de Sarlat au roi d'Angleterre en 1361. — Soumission de la ville de Sarlat au roi de France en 1370. — Expédition en Sarladais de Jean IV, duc de Bretagne en 1373. — Les jeux du carnaval à Sarlat. — Bertrand d'Abzac et la prise de Dome en 1438. — Origine du protestantisme en Périgord. — Reprise de Sarlat par Vivans et reprise de la ville par les catholiques en 1574. — Documents sur le siège de Sarlat en 1587. — Prise de Sarlat par les Ligueurs en 1590. — Soumission de Sarlat au roi en 1594. — Les Croquants en Périgord. — Conspiration en 1603.

Ces *Notes* sont suivies d'une table des principaux noms de lieux et de personnes employés dans le volume. Il serait à souhaiter que dans chaque publication ou recueil historique l'éditeur prit le soin d'insérer une table semblable, qui est de nature à faciliter beaucoup les recherches.

Nous n'entrerons point dans le détail de ces *Notes finales* qui seront toujours consultées avec un grand profit. Nous nous bornerons à une double observation.

La première concerne Arnould de Royard. M. de Gérard, sur la foi de son parent, considère cet évêque comme Périgourdin. Il est, en effet, certain aujourd'hui que cet évêque de Sarlat était originaire de Lisle, dont sa famille partageait la seigneurie avec les Saint-Astier ; elle figure dans d'anciens titres sous le nom de *Rosgard*, ainsi qu'on le voit dans un acte de vente consenti en 1365 par Itier Rosgard, damoiseau de l'Isle (1). D'après le chanoine Tarde, cet éminent prélat serait mort au château de Boucheyrat, paroisse d'Allas, le dernier de novembre 1333 ; à son exemple, M. R. de La Batut le fait mourir au même lieu, en 1331 (2). M. de Gérard

(1) Bibliothèque nationale, *Titres originaux du Périgord*, n° 9141.

(2) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome X, p. 379. — C'est ici le lieu de signaler à M. de La Batut un parent de l'évêque de Sarlat, Bernard de Rosgard, évêque d'Arras, mort l'année précédente, qu'il a omis dans sa liste des prélats périgourdins.

a arrêté le cours de ces suppositions : selon lui, Arnould de Rosgard mourut dans sa ville épiscopale le 30 novembre 1334, et ce fut son successeur, Guillaume de Sendreus, qui mourut à Boucheyrat en 1338.

Nous ferons remarquer, en second lieu, que M. de Gérard fixe à l'année 1544 les premières traces que l'on trouve de l'invasion du protestantisme en Périgord. Nous aurons incessamment l'occasion de montrer que dès 1529 la lutte contre les idées de la Réforme avait commencé à s'affirmer par des écrits publics, et que les premières exécutions connues de luthériens faites à Périgueux remontent à l'année 1538.

Tel est, dans son ensemble, cet ouvrage que nous avions ardemment désiré. Nous sommes heureux d'avoir le premier fait connaître la vie complète de l'astronome historien et d'avoir peut-être par là hâté le moment de la publication de ses *Chroniques*. Edité avec luxe, ce magnifique volume devra satisfaire à la fois le bibliophile et l'érudit ; car, sous tous les rapports il est digne de figurer au premier rang de la bibliothèque périgourdine. Nous sommes sûrement l'interprète de tous ceux qui ont conservé, au milieu de l'affaissement moral des esprits, le culte du pays natal, en offrant ici à MM. Tarde et de Gérard les plus vives félicitations. Ils ont consciencieusement l'un et l'autre rempli leur tâche et, nous devons le proclamer hautement, le but a été aussi heureusement atteint qu'honnêtement poursuivi.

La presse de notre région (1) a salué l'apparition de cette histoire du Sarladais, qui remonte à l'antiquité la plus reculée et s'arrête aux premières années du XVII^e siècle. C'est avec une réelle satisfaction que nous avons appris que M. Gaston de Gérard serait dans l'intention de la com-

(1) Mentionnons l'article publié par M. Espinas, doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux, dans le journal *La Gironde*, numéro du samedi 10 décembre dernier. Les *Chroniques* de Tarde y sont ainsi jugées : « Ces *Chroniques* se trouvent être une véritable histoire laïque du Sarladais, histoire déjà quelque peu scientifique et toute moderne dans son imitation discrète de l'antiquité. Des vues générales, des divisions bien tranchées, un souci constant de montrer les causes au moins prochaines, des documents nombreux, un commencement de critique, un patriotisme éclairé, telles sont les qualités qui distinguent cette œuvre des *Chroniques* dont elle porte le nom. »

Et plus loin : « Elles seront lues avec le plus vif intérêt par tous les esprits cultivés, tant le style en est clair et colore, tant la marche du récit y est rapide, dramatique même dans sa simplicité. »

Dans le *Moniteur universel* (n° du lundi 9 janvier dernier), M. Frédéric Godefroy a rendu compte de ces *Chroniques*, qui témoignent de l'« ardent amour » de leur auteur « pour sa patrie. »

pléter prochainement. Dans un premier supplément assez court, il dresserait avec textes à l'appui l'histoire du mouvement municipal à Sarlat, à peine effleuré par le chanoine Tarde. Dans un second supplément plus considérable, il poursuivrait jusqu'à 1789 l'histoire de sa province, en reprenant le récit à l'endroit laissé par le chroniqueur ; il terminerait par une étude sur les diverses juridictions et corporations civiles, judiciaires et religieuses.

La Société historique, si attentive à tout ce qui touche à l'honneur du Périgord, s'est empressée de prendre acte de ces excellentes promesses. C'est sous ses auspices que MM. Tarde et de Gérard, en publiant le bel ouvrage dont nous avons essayé de rendre compte, ont acquitté la dette d'une tardive reconnaissance envers l'homme qui a le plus fait pour l'illustration de son pays (1). Notre compagnie ne pouvait qu'applaudir encore à la nouvelle entreprise de M. de Gérard : les savants commentaires dont il a accompagné le texte du vieux chroniqueur de Sarlat nous permettent déjà d'avoir une haute idée d'un travail destiné à combler une lacune importante des annales sarladaises. Le chanoine Tarde aura un digne continuateur.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

NÉCROLOGIE.

PIERRE-CHARLES ROBERT.

Nous lisons dans le journal *Le Temps*, du 18 décembre 1887 :

« L'archéologue et le numismate distingué que l'Académie des Inscriptions vient de perdre, était un de ces officiers des armes d'élite qui consacrent leurs loisirs à la science. Il appartenait à une des vieilles familles du Barois, les Hurault, dont la généalogie remonte au moyen-âge. Nul n'a plus souffert que lui, dans ses sentiments de soldat, de patriote, de Lorrain, de chef de famille, des désastres de 1870. Ils lui avaient laissé au cœur une plaie toujours vive et que ses amis évitaient avec soin de toucher.

(1) Nous écrivions en 1883 : « La meilleure preuve de reconnaissance à donner à la mémoire de ce grand savant, est assurément la publication dans son texte authentique de cette célèbre *Table chronologique de l'Eglise de Sarlat, diocèse et pays sarladais* ». (*La vie et les travaux de Jean Tarde*, page 45.)

Léon Renier, le maître de l'épigraphie latine en France, tenait en haute estime Ch. Robert et ses travaux. L'œuvre qu'il laisse est considérable et très variée. Ses recherches ont porté principalement sur l'histoire des légions romaines en Gaule, sur les inscriptions et les monuments de la période dite gallo-romaine, sur la mythologie celtique, telle qu'elle nous apparaît sur les stèles, les *ex voto*, les pierres inscrites ou sculptées qui subsistent dans les collections publiques ou privées. Les médaillons contour-niates de l'antiquité, les monnaies gauloises et mérovingiennes, dont il avait formé une belle collection aujourd'hui dispersée, les médailles de la Renaissance, les sceaux du moyen-âge (Toul, Metz, Cambrai, etc.), furent l'objet de ses études préférées. Il y fit preuve d'une méthode remarquable et d'une érudition consommée; lui-même, dessinateur habile, reproduisait avec un soin scrupuleux les monuments.

Par un vote unanime, l'Académie l'élut pour remplacer Prosper Mérimée. Ch. Robert avait mis une sorte de coquetterie à succéder à ce savant spirituel et homme du monde, à ce lettré érudit. C'est que, lui aussi, faisait profession de cultiver la science sans attache professionnelle. Avec son urbanité, son esprit délicat et vif, il représentait bien la tradition de ces Mécènes illustres, rares de nos jours, et pour lesquels a été créée la catégorie des membres libres dans diverses Académies.

Ch. Robert, en parfait galant homme, dédaignait les coteries, détestait le pédantisme et se contentait d'être savant, sans autre prétention. Sa perte sera vivement ressentie par tous ceux qui ont pu apprécier la bonté de son cœur et le charme de son commerce. Sa mort a été soudaine; il y a huit jours, il prenait part, avec son exquise courtoisie, à une discussion académique. Pour nous, qu'il honorait de son amitié, c'est un coup douloureux qui nous associe au deuil de la famille. » — Ferdinand DELAUNAY.



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente l'Eglise de Saint-Méard-de-Dronne; — et la 2^e, les Bas-reliefs et Croix pectorale conservés à ladite église.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

—————
Périgueux, imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^e.)

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du Jeudi 2 Février 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, Dujarric-Descombes, de Roumejoux, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, le docteur Dumont, le marquis de Fayolle, Jauvinaud et Villepelet.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture du procès-verbal de la précédente réunion, qui est approuvé.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qui ont été envoyés à notre bibliothèque pendant le mois dernier :

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, VIII^e volume, 1^{re} livraison, 1^{er} janvier 1888, in-8°, Saintes, où, à la page 66, il est rendu compte des *Chroniques de Jean Tarde*, publiées récemment avec tant d'érudition par nos confrères MM. Gaston de Gérard et Gabriel Tarde, et à la page 77, se trouve un résumé de la vie d'un personnage périgourdin que nous ignorions, Jacques Coudert-Prévignaud, né à Périgueux en 1746, qui fut nommé en 1772, par l'abbé de Charroux, curé de Saint-Florent de Niort, diocèse de Saintes, archiprêtre de Frontenay, qui fut élu plus tard curé constitutionnel de Notre-Dame de Niort, mêlé aux événements de l'époque révolutionnaire et enfin déporté à Cayenne, où il alla mourir de la peste, le 1^{er} octo-

bre 1798, comme on le voit dans l'ouvrage *L'Eglise et la Révolution à Niort*, de M. le comte de Lastic Saint-Jal ;

Le *Bulletin de la Société de Borda*, de Dax, 12^e année, 1887, quatrième trimestre, in-8°, Dax ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome IX, 4^e livraison, octobre-décembre 1887, in-8°, Brive ; contenant une Note intéressante de M. Mouret, ingénieur des ponts et chaussées à Périgueux, sur le *Lias des environs de Brive*, dans laquelle il décrit aussi la constitution géologique des terrains de Nontron à Thiviers et de ceux des alentours de Terrasson ;

Le *Bulletin et les Mémoires de la Société archéologique du midi de la France*, tome XIV, 2^e livraison, deux fascicules in-4°, Toulouse ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 7^e année, janvier-février-mars 1888, n° 1^{er} (25°), in-8°, Gap ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 47, octobre-novembre-décembre 1887, in-8°, Lyon, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère) ;

Un numéro specimen de la *Revue des traditions populaires*, 2^e année, n° 12, 25 décembre 1887, in-8°, Paris, librairie Maisonneuve et Ch. Leclerc ;

Par M. Dujarric-Descombes, sa brochure *De l'origine du P. Ruben, prêtre de l'Oratoire*, in-8°, Périgueux, imprimerie Laporte, dans laquelle notre vice-président établit diverses preuves autorisant à présumer que ce prédicateur oratorien serait né à Teyjat ou à Nontron, plutôt qu'à Eymoutiers.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. le Ministre de l'Instruction publique la circulaire suivante, datée du 20 janvier dernier :

• MONSIEUR,

» Le dépouillement des papiers scientifiques de M. Léon Renier a permis de retrouver un grand nombre d'estampages d'inscriptions romaines recueillies, soit en France, soit dans le nord de l'Afrique.

» En raison de l'intérêt que présentent ces documents pour la science

épigraphique, j'en ai prescrit le classement préparatoire, dans l'une des salles de la bibliothèque Mazarine, en vue de servir plus tard à la création d'un cabinet d'estampages qui serait installé à la Bibliothèque nationale et accessible aux travailleurs. Quelque riche cependant que soit la série extraite des papiers de M. Léon Renier, on ne saurait la considérer comme suffisante pour constituer à elle seule les éléments de la création projetée. Il serait donc extrêmement désirable que les particuliers ou que les Sociétés qui conservent dans leurs archives des estampages d'inscriptions romaines consentissent à s'en dessaisir au profit d'une collection nationale dont le noyau existe déjà.

» A cet effet, j'ai résolu de m'adresser à tous les érudits qui, comme vous, Monsieur, peuvent être à même de participer à cette œuvre d'utilité générale. Je vous sais trop dévoué aux intérêts supérieurs de la science pour ne pas espérer que mon appel sera entendu et que, si vous êtes possesseur de quelque estampage dont vous ne fassiez pas usage en vue de travaux personnels, vous n'hésitez pas à le céder à une collection qui sera d'un précieux avantage pour les recherches de tous les savants.

» Dans le cas où vous seriez disposé à réaliser mon désir, je vous prie, Monsieur, d'avoir l'obligeance d'expédier vos documents *en franchise*, à mon Ministère. Celui-ci les dirigera sur l'Institut, où ils seront compris, avec les estampages de M. Léon Renier, dans un classement provisoire et catalogués soigneusement. J'ai à peine besoin d'ajouter que le nom du donateur figurera en tête de chacune des pièces libéralement cédées à l'État.

» Agrérez, Monsieur, etc. »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait remarquer qu'il n'y a guère d'inscriptions romaines qu'au Musée départemental, où l'on pourra aisément en lever des estampages.

M. LE PRÉSIDENT dépose sur le bureau et soumet à l'examen de ses confrères la Divinité Panthée, trouvée à Périgueux en 1858, et décrite par M. le docteur Galy, dans le deuxième volume de notre *Bulletin* (année 1875, pages 125 à 134).

Ce précieux antique vient d'être acquis pour le Musée départemental, et M. le Président est heureux de témoigner ici sa gratitude à M. Paul Galy, qui, par respect pour la mémoire de son père, déterminé aussi par son patriotisme, a décliné plusieurs offres très avantageuses qui lui étaient faites par des amateurs étrangers, ne voulant pas, dit-il, que ce

joyau archéologique sortit du Périgord. Chacun voudra rendre hommage aux généreux sentiments de M. Paul Galy.

Quoique savamment étudiée par son ancien possesseur, la Divinité Panthée de Périgueux réclame un nouvel examen. Une discussion provoquée par M. le Président et à laquelle prennent part, MM. de Fayolle, d'Abzac de La Douze et de Roumejoux, semble établir que le buste de femme qui supporte les attributs d'Apollon, d'Hercule et de Cérès, n'est pas une représentation d'Hécate, comme l'avait supposé M. le docteur Galy, mais pourrait être un portrait, celui d'une noble patricienne, par exemple, ou même d'une impératrice. Des recherches demandent à être poursuivies dans ce sens et amèneront vraisemblablement d'heureux résultats. Il est certain que la tête et le trophée qui la surmonte sont d'un travail et d'une époque absolument distincts. Autant l'un est admirable et rappelle les plus belles œuvres du Haut Empire, autant l'autre est grossier et se ressent de la décadence des arts. Ces différences, du reste, n'avaient pas échappé à M. le docteur Galy, qui avait conclu avec raison que l'adjonction du trophée donnant à ce groupe son caractère de Divinité Panthée, n'avait eu lieu que plus tard, vers le III^e ou le IV^e siècle.

M. Paul Galy a fait don au Musée départemental d'une gourde en faïence, de date toute moderne, mais offrant cela d'intéressant qu'elle est de fabrication périgourdine. Façonnée en forme de couronne avec quatre anneaux de suspension, elle est décorée d'un côté d'épis de blé et de grappes de raisin enguirlandés ; l'autre face présente un dessin géométrique, sur lequel se détache, dans un cartouche, le mot OXILUS. Une note glissée par M. le docteur Galy dans le goulot de cette gourde, est ainsi conçue :

« Périgueux. — Fabrique de M. Champeaux. — *Oxilus Defausse* fils, né en 1835, — fait en 1849, à 14 ans, — mort en 1872. »

Les registres de l'état civil de Périgueux mentionnent bien, à la date du 13 mars 1872, le décès d'un sieur Defausse, âgé de 38 ans, peintre, natif d'Angoulême, domicilié au Toulon, mais son prénom est Michel.

Orilus est-il ici un nom d'emprunt et Michel Defausse serait-il le jeune décorateur de la gourde de 1849 ? — Ce qui nous intéresse surtout, ajoute M. LE PRÉSIDENT, c'est que cette gourde au décor polychrome et d'un bon travail, sort de la fabrique de M. Champeaux, qui était situé, on le sait, sur le côté sud de la route de Bordeaux. C'est donc une pièce authentique de céramique périgourdine.

M. LE PRÉSIDENT a encore reçu pour le Musée départemental :

De M. Ch. Durand, une fiole en terre grise provenant, comme la petite urne striée dont il a été parlé à la dernière séance, du cimetière mérovingien de Douchapt. Cette fiole, au galbe gracieux et qui rappelle par sa forme les petits cruchons de terre si élégants de l'époque romaine, était munie d'une anse qui a disparu. L'orifice est circulaire et orné extérieurement d'un rebord ondulé ;

De M. Marc de Salneuve, un jeton en cuivre du ^{xv}^e siècle(?) trouvé dans la commune de Saint-Geyrac. Ce jeton usé et en assez mauvais état, laisse voir au droit un personnage nu, la jambe droite repliée et dont la main gauche semble s'appuyer sur une haste ; au revers, une croix fleurdelysée enserrée dans un quadrilobe ;

De M. Ch. Daubige, une petite médaille en laiton ; diamètre, 0,023 millimètres.

Droit. — Buste du général Négrier, tête à gauche ; légende : LE GÉNÉRAL NÉGRIER.

Revers. — Entre deux rameaux d'olivier disposés en couronne : JOURNÉES DES 23, 24, 25, 26 JUIN 1848 ; au-dessous, une marguerite ; sur le pourtour : *Aux défenseurs de l'ordre social !*

Né au Mans en 1788, le général Négrier (François-Marie-Casimir) se rattache au Périgord par sa femme, Jeanne-Catherine-Ada Dauriac, née à Bassillac, qu'il épousa le 9 décembre 1821 : il fut tué à Paris.

Des remerciements seront adressés aux donateurs par le Conservateur du Musée.

M. LE PRÉSIDENT fait passer ensuite sous les yeux de ses confrères deux os travaillés fort précieux, qu'il a recueillis ces jours derniers à la station préhistorique de Chancelade.

L'un est une base de sagaie sur laquelle sont sculptés trois chevaux, à la tête volumineuse et nettement dessinés ; l'autre, une portion de disque percé au centre pour pouvoir être suspendu, et dont chaque face portait la représentation d'un éléphant. Sur l'un des côtés, se voit la tête entière de l'animal avec sa trompe et ses défenses. M. le Président décrira cette pièce et en signalera tout l'intérêt dans le mémoire qu'il compte publier sur la station de Raymonden, une fois les fouilles terminées.

M. DE ROUMEJOUX nous présente les dessins à la plume de deux jolis landiers qu'il a recueillis sur son album dans ses courses en Périgord : l'un, en fer forgé, du ^{xiv}^e siècle, appartient à notre confrère M. René de Gérard. Il est d'une forme élégante et mesure 0^m60 de hauteur ; il a le pied trilobé ; il est décoré d'une fleur de lys et de petites arcatures vers le sommet, qui se termine par une tête aujourd'hui usée par le frottement. L'autre, qui se trouve dans une auberge de Coursac, est en fonte de fer, plus lourd, plus massif, de même hauteur que le premier, et par ses motifs d'ornement et surtout la forme du pied en accolade, paraît devoir être attribué au ^{xvi}^e siècle. Le *Bulletin* en publiera une planche.

M. le baron DE VERNEILH nous mande qu'il a été extrêmement satisfait de la reproduction du château de Puy-cheny et désire que désormais tous ses dessins soient confiés au même artiste, qui les interprète si fidèlement et si finement.

M. le marquis DE FAYOLLE met ensuite sous les yeux de l'assemblée plusieurs photographies représentant l'intérieur de la belle église de Bussière-Badil et rappelle que M. le baron de Verneilh a plusieurs fois attiré notre attention sur ce fait : que très souvent dans nos contrées, pendant la période romane, et même plus tard, les ornements sculptés de la construction étaient achetés tout faits dans des pays assez éloignés, et comme ils n'étaient pas confectionnés pour le

monument, il fallait ordinairement remanier leurs dimensions sur place. « Ceci a une grande importance, continue M. de Fayolle, et nous permettra d'expliquer des formes angoumoises, par exemple, dans nos pays granitiques, où la qualité des matériaux imposait une grande sobriété des sculptures, d'une forme méplate particulière. Il suffit d'un coup d'œil pour distinguer ces sculptures de provenance étrangère, non-seulement par la qualité de la pierre calcaire et par leurs proportions qui s'accordent souvent mal avec le reste de l'appareil, mais surtout à leur style. Dernièrement j'ai pu constater ce fait de nouveau dans la belle église de Bussière-Badil, dont nous avons reproduit le portail, d'après un superbe dessin de M. de Verneilh. Les chapiteaux des colonnes engagées qui portent les arcs-doubleaux des voûtes ou les différentes arcatures, présentent un très grand intérêt par leur travail extrêmement délicat et la beauté des entrelacs qui recouvrent leurs corbeilles, où sont aussi sculptées différentes scènes. Ils mériteraient une notice spéciale : aussi n'ai-je pas l'intention aujourd'hui d'entreprendre leur description, mais d'établir simplement qu'ils sont angoumoises et ont été transportés tout taillés d'un atelier angoumoisin, tout comme le célèbre tympan de l'église de Foussais en Vendée, fait à Saint-Jean-d'Angély ou acheté sur des mesures fausses, de telle sorte qu'il a fallu rogner une partie de l'un des personnages pour le faire entrer dans l'arcature qui devait le contenir.

Viollet-le-Duc, dans son *Dictionnaire raisonné de l'Architecture française*, dit, à propos des chapiteaux, tome II, p. 491 :
« . . . Pendant la période romane, les chapiteaux sont toujours sculptés dans une hauteur d'assise ; jamais un lit ne vient les séparer en deux assises. Les chapiteaux étant, comme tous les membres de l'architecture, taillés et terminés avant la pose, il eût été impossible de raccorder des sculptures faites sur deux pierres. Ce ne fut que plus tard que l'on composa des chapiteaux en deux ou trois assises, et nous verrons comment s'y prirent les appareilleurs et sculpteurs pour rassembler ces divers morceaux terminés sur le chantier. . . . »

« Il suffit, ajoute M. de Fayolle, d'un coup d'œil sur la photographie de l'intérieur de l'église de Bussière, pour se rendre compte que les chapiteaux ont justement le double ou le triple de la hauteur d'assise, et il est facile de voir que l'on a été obligé de rattraper par une base plus ou moins haute l'assise inférieure. Si l'observation de Viollet-le-Duc est juste, elle confirme ce que nous venons d'avancer, à savoir, que les chapiteaux de Bussière ne sont pas indigènes et qu'ils ont été achetés tout faits dans un atelier quelconque de l'Angoumois. Comme c'est en photographiant l'intérieur de l'église de Bussière que j'ai fait cette observation, je présente aussi à la Société les photographies de plusieurs autres églises romanes, qui toutes rentrent dans la règle posée par Viollet-le-Duc, « tous les chapiteaux ayant une hauteur d'assise. »

L'assemblée remercie M. de Fayolle de ses observations intéressantes.

En terminant, la Société procède à l'élection d'un candidat. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire :

M. Pierre Fournier, agent comptable de la Compagnie des Forges et Chantiers de la Méditerranée, boulevard de la Barrière, 5, à Marseille, présenté par M. Hardy et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
Michel HARDY.

Séance du jeudi 1^{er} Mars 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, Dujarric-Descombes, de Roumejoux, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, le docteur Dumont, le marquis de Fayolle, René de La Bastide, André de Marcillac et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort d'un de nos confrères qui vient de nous être prématurément enlevé, M. d'Artensec de Verneuil, receveur de l'enregistrement à Brive, qui, après de nombreuses fouilles, s'était formé une collection d'objets préhistoriques, provenant de la grotte de Badegoul, dans la commune de Beauregard, et qui recueillait aussi des monnaies et des sceaux trouvés en Périgord. Chacun de nous se souvient qu'il en communiqua plusieurs fois à la Société.

Une notice nécrologique lui sera consacrée dans notre prochain *Bulletin*.

L'assemblée exprime les sympathiques regrets que lui cause cette nouvelle perte.

M. LE PRÉSIDENT indique brièvement les ouvrages envoyés à notre bibliothèque pendant le mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de décembre 1887 et de janvier 1888, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques*

et scientifiques, année 1887, n° 2, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

La *Bibliothèque de l'École des Chartes*, tome XLVIII, année 1887, sixième livraison, fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 4^e livraison, 1887, octobre-novembre-décembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, administrative et commerciale ;

Le *Bulletin de la Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome XII, deuxième et troisième fascicules, in-8°, Cahors, imprimerie Laytou, 1887, contenant la traduction d'une étude de M. Freemann, intitulée *Périgueux and Cahors*, relation de voyage d'un touriste anglais en 1885, qui a paru dans la *Contemporary Review*, en septembre 1886, pages 324 à 343 : M. le marquis d'Abzac de La Douze veut bien se charger à notre intention de faire une traduction de ce qui concerne particulièrement Périgueux ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, 2^e volume, n° 5, décembre 1887, in-8°, Foix, typographie veuve Pomiès ;

Par M. Ch.-Émile Ruelle, bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, la *Bibliographie générale des Gaules*, répertoire systématique et alphabétique des ouvrages, mémoires et notices, concernant l'histoire, la topographie, la religion, les antiquités et le langage de la Gaule jusqu'à la fin du v^e siècle, quatre livraisons in-8°, Paris, librairie Firmin Didot ;

Par M. Mouret, ingénieur des ponts et chaussées, deux brochures qu'il a publiées en 1887, *Note sur le lias des environs de Brive*, in-8°, Brive, imprimerie Roche, et *Note sur le terrain oolithique du sud-ouest de la France*, in-8°, Bordeaux, imprimerie Gounouilhou.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Directeur des Beaux-Arts envoie à M. LE PRÉSIDENT un exemplaire des instructions récemment élaborées par le Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, et appelle pour le moment plus spécialement son attention sur le passage relatif aux réunions annuelles des Sociétés des

Beaux-Arts, et à la nature des travaux dont il est donné lecture au cours de ces réunions. La prochaine réunion aura vraisemblablement lieu dans la semaine de la Pentecôte ; aussi les manuscrits à soumettre à l'examen du Comité devront-ils être adressés au ministère le 1^{er} avril au plus tard.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit qu'une seconde circulaire nous demandera les noms de nos délégués.

M. FOURNIER, élu membre titulaire dans notre dernière séance, transmet ses remerciements à la Société.

Notre confrère M. Gaston DE GÉRARD écrit à M. le Président pour demander que la Société archéologique lui accorde une subvention pour sa belle publication des *Chroniques* de Tarde. « Mon ami Gabriel Tarde et moi, lui dit-il, par un sentiment de réserve que vous comprendrez, avons voulu jusqu'ici faire seuls les avances de l'édition des *Chroniques* de Jean Tarde, ne sachant pas quel serait l'accueil fait à notre gros travail. Il nous semble qu'à l'heure actuelle, notre livre a conquis sa place au soleil et reçu le baptême du feu. Les critiques qui ont bien voulu s'en occuper l'ont signalé aux érudits dans des termes dont nous n'avons qu'à nous féliciter. Dès lors, nous sommes plus à l'aise pour venir demander à la Société historique du Périgord, sous les auspices de laquelle les *Chroniques* ont paru, de nous aider.

» Nous n'avons rien négligé, vous le savez, pour faire de notre livre, non seulement une œuvre sérieuse et consciencieuse, mais encore irréprochable comme forme. Quelle que soit la vente, il est certain que nous ne couvrirons jamais les frais, loin de là, étant donnés les prix très bas auxquels les exemplaires ont été souscrits et sont vendus, dans le but d'en faciliter la distribution dans les bibliothèques particulières, et de faire connaître, comme ils le méritent, le chroniqueur et son œuvre. Nous ne regrettons pas ce sacrifice prévu, que nous avons fait volontiers ; mais il nous semble que le rôle de notre Société est bien de faciliter les travaux historiques de cette importance, et d'un intérêt général, ainsi que d'encourager ceux de ses membres qui sont entrés, sans hésiter, dans cette voie.

» Pour ma part, on me demande, avec instance, la conti-

uation des chroniques, depuis 1600 jusqu'à 1789, avec une étude sur les divers corps religieux, judiciaires et municipaux de l'ancienne capitale du Périgord Noir. J'y suis tout disposé, et le travail est fait, sur documents originaux et inédits pour la plupart, que j'ai recueillis depuis de nombreuses années.

• Je comprends combien l'œuvre de Tarde appelle ce complément indispensable pour avoir l'histoire entière de notre province; mais je reconnais aussi que je ne pourrai, de bien longtemps, faire un nouveau sacrifice aussi considérable que celui que nécessite l'édition des *Chroniques*, si je n'y suis pas encouragé et aidé.... »

La Société archéologique, observe M. LE PRÉSIDENT, fera droit bien volontiers, je n'en doute pas, à la demande de MM. de Gérard et Gabriel Tarde. En rendant hommage aux sentiments de réserve qui les ont dirigés, elle pourra seulement regretter que leur démarche soit aussi tardive, et qu'ils n'aient pas réclamé son concours pécuniaire avant la publication des chroniques de Jean Tarde. L'œuvre du chanoine sarladais parlait assez par elle-même; tous ceux qui se sont occupés de notre histoire provinciale en avaient feuilleté les copies manuscrites, et en désiraient vivement la publication. Quant aux éditeurs, ils n'en étaient plus à nous fournir les preuves de leur habileté à tenir la plume et de leur érudition profonde et de bon aloi. En recevant plus tôt leur requête, nous aurions pu d'autre part leur demander de faire spécifier sur le titre que leur ouvrage paraissait « sous les auspices de la Société historique et archéologique du Périgord. »

Fort heureusement, ajoute M. le Président, nous avons maintenant l'occasion de réparer en partie cette omission fâcheuse. En accordant à MM. de Gérard et Tarde la subvention qu'ils sollicitent, notre patronage, simplement officieux jusqu'à ce jour, revêtira un caractère officiel, et nous aurons la satisfaction d'inscrire définitivement à l'actif de notre Société un ouvrage qu'elle tient en particulière estime.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, la Société vote à nos confrères une subvention de 200 francs, se réservant de

venir en aide plus efficacement à M. G. de Gérard lorsqu'il lui annoncera que son complément vivement attendu des chroniques de Jean Tarde est sur le point de paraître.

En faisant récemment des recherches dans sa bibliothèque, notre confrère M. Fernand DE BELLUSSIÈRE y a découvert un vieux volume broché in-4°, imprimé à Paris en 1785, et intitulé *Défense des droits du roi contre les prétentions du clergé de France*, sur cette question : Les ecclésiastiques doivent-ils à S. M. la foi et hommage, l'aveu et dénombrement, ou des déclarations de temporel pour les biens qu'ils possèdent dans le royaume? — Notre confrère, se rappelant qu'il a été question ici plusieurs fois de Périgourdiens centenaires, a été tout étonné de trouver, dans cet ouvrage, la mention de lettres de Charles VI (pages 134 et 172), datées de Toulouse, le 23 décembre 1389, qui accordent un délai de deux ans à Jean, évêque de Sarlat, âgé de 100 ans ou environ, pour la prestation des foi et hommage et serment de fidélité auxquels il est tenu, à cause de la temporalité de son évêché.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL fait remarquer qu'il s'agit ici du X^e évêque de Sarlat, Jean de Réveilhon, qui mourut en effet à l'âge de 106 ou 107 ans, le 1^{er} avril 1396, après avoir occupé le siège de Sarlat depuis le 2 octobre 1370. Les lettres de répit de foi et hommage que nous signale M. de Bellussièrre, étaient connues de M. Gaston de Gérard, qui les a relatées dans ses notes finales jointes aux *Chroniques de Tarde*, page 361, et dit en terminant : « La biographie de ce prélat distingué devrait tenter la plume de quelque érudit périgourdin. Nul doute que des recherches bien dirigées sur ce personnage, qui joua un grand rôle dans les affaires du temps, surtout à cette cour de Naples, célèbre par ses vices et ses crimes extraordinaires, ne donnent lieu aux découvertes les plus intéressantes pour l'histoire.

» Pendant les courts séjours qu'il faisait dans son diocèse, il habitait de préférence sa maison épiscopale de Dome. Il eut pour vicaire-général et official Raymond de Capouille, recteur de Brenac et abbé de Saint-Amand de Coly.

» Il fonda à Sarlat et à Dome plusieurs chapellenies qui

ont gardé son nom jusqu'à la Révolution. La fondation des chapellenies de Dome est du 28 juin 1389. » (Chanoine de Gérard-Latour, *Catalogue*.)

M. DE MARCILLAC nous laisse admirer ensuite une jolie petite clef en bronze, du xiv^e siècle, qui a été trouvée à Beauregard et qu'il met sur le bureau.

M. DUJARRIC-DESCOMBES place également sous nos yeux l'empreinte du sceau de l'hôpital général de Périgueux. La matrice en cuivre de ce sceau appartient à notre nouveau confrère M. Lafargue, qui possède en outre plusieurs registres de la même époque que le sceau (xviii^e siècle), provenant du même établissement. M. Philippe de Bosredon, qui en a eu communication, dit qu'il est d'autant plus intéressant que c'est le seul sceau périgourdin se rapportant, à sa connaissance, à des établissements hospitaliers.

Puis, M. Dujarric a la parole pour lire son compte-rendu des *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant*, publiés d'après le manuscrit original par Adolphe Magen. Comme il est un peu long, il demande la permission, pour ne pas nous retenir trop longtemps dans notre salle des séances qui est très froide, de lire seulement ses conclusions. Il termine en comparant le récit du chanoine Tarde à celui de Vivant et n'hésite pas à accorder la préférence au premier, après avoir remarqué des différences notables dans la façon dont les mêmes faits sont présentés par les deux écrivains. « Contentons-nous de signaler, poursuit-il, la narration de la prise de Sarlat et du refus de la garnison protestante de recevoir Vivant dans la ville après son échec de Libos, ainsi que de la reprise de Sarlat par les catholiques. Le portrait peint par Jean de Vivant, fils de Geoffroy, reflète trop vivement les sentiments de l'auteur pour qu'on puisse s'y fier d'une manière absolue. Comme il est très rare que l'on trouve en défaut la sincérité de Tarde, la version de ce dernier mérite plus de confiance; ce n'est pas contre lui qu'on sera jamais tenté de s'inscrire en faux. On sait que dans cette longue suite d'événements qui va des temps primitifs de la Gaule au règne de Louis XIII, c'est au tableau des guerres de

religion qu'il a apporté le plus de soin, par la raison qu'il a vu ce qu'il raconte.

» Le texte des *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant* est suivi d'un appendice dont les six premières pages sont un curieux exposé du traitement que le capitaine blessé subit à Coutras avec un bonheur si inespéré..... Les soixante-deux pages qui suivent contiennent la *généalogie de Vivant* ou *de Vivans*, résumé des recherches de M^{me} la comtesse Marie de Raymond.... Cet ouvrage est complété par des explications ou des notices sommaires en ordre alphabétique sur les mots vieillis et les locutions proverbiales, les noms de lieux et les noms d'hommes. »

Le rapport de M. Dujarric sera prochainement publié dans nos *Varia*.

M. DE ROUMEJOUX nous communique ensuite une commission datée du 20 juillet 1620 et envoyée par Marie de Médicis à Pierre de Fayard de Ladausse, pour lever cent hommes d'armes. Notre confrère nous fait en même temps observer dans quelles circonstances cet ordre arrivait à Pierre de Fayard, qui ne dut pas l'exécuter. On était alors en pleine guerre des Mécontents. Marie de Médicis, après s'être, dans la nuit du 21 au 22 février 1619, sauvée de Blois, où elle était comme prisonnière, s'était liguée avec les plus grands seigneurs du royaume, jaloux de la faveur et de la puissance du duc de Luynes, espérant, grâce à leur appui, reprendre la place qu'elle avait occupée dans les conseils de son fils. Marie de Médicis, dit notre honorable vice-président, était à Angers qu'elle avait rempli de soldats, et c'est de là qu'elle cherchait à faire de nouvelles levées pour renforcer ses troupes, afin de tenir tête à son fils ; elle se croyait à l'abri derrière les remparts de la ville ; mais Louis XIII, après la reddition de Rouen, arriva tout à coup, le 30 juillet, à quelques lieues d'Angers. Les Ponts-de-Cé furent pris presque sans combat, et l'armée des Mécontents se débanda. Le 9 août, un traité fut conclu, par lequel le roi déclarait que sa mère pouvait demander pour sa personne tout ce qu'elle désirerait et qu'elle serait bien venue à la cour ; il fit grâce aux prisonniers

et amnistia tous ceux qui déposeraient les armes dans les huit jours. Pierre de Fayard n'eut sans doute pas le temps de lever sa troupe, de l'organiser et de la conduire à Angers, depuis le jour de la réception de sa commission jusqu'au 9 août, jour où la paix fut conclue. Au surplus, il ne dut pas accepter cette mission, qui devait le brouiller avec le roi dont il était gentilhomme de la chambre, après l'avoir été de celle de Henri IV. C'était le moment où l'évêque de Luçon, Richelieu, débutait dans la carrière politique et visait au chapeau de cardinal ; le roi le lui promit par un des articles secrets du traité des Ponts-de-Cé ; mais il ne l'obtint qu'en 1622.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL fait passer sous les yeux de l'assemblée un billet autographe tout entier de la main de Mgr de Francheville, évêque de Périgueux, daté du 1^{er} février 1696, par lequel il cède à M. le marquis d'Ans d'Hautefort son droit de prélation sur une petite garenne, située aux appartenances de Lestang.

Pour prouver que les réclamations en matière d'impositions ne sont pas nouvelles, il communique également une supplique adressée à M. de Bertin, ministre et secrétaire d'État, par le sieur Jean Douard, paroissien de Neuviç, qui possède pour toute fortune une petite propriété avec un moulin, le tout de la valeur de 10,000 livres, qu'il a acquis de la dame de Chabans, et qui se plaint d'avoir à payer de trop lourds impôts, alors qu'il a de modiques revenus et six enfants en bas âge. Il expose qu'il est cotisé sur le rôle du vingtième de la noblesse sous le nom de la dame vendresse à 33 livres, et au rôle de la taille de la paroisse à la somme de 55 livres 9 sols, ce qui est une taxe excessive. Il a déjà été forcé de payer pour le droit de franc-fief sur le bien et le moulin 491 livres 10 sols 5 deniers. Enfin, on vient de pratiquer depuis trois ans un nouveau grand chemin de Mussidan à Périgueux qui lui a traversé deux de ses meilleures terres et lui a enlevé une récolte presque mûre, ce qui lui a causé un préjudice de 1,000 livres au moins, et, par surcroît de malheur, après avoir perdu une jeune vache et un veau de la valeur au moins de 200 livres, pour mettre le

comble à son indigence, on le menace de lui faire construire à ses frais et dépens un pont sur la chaussée de son moulin. Dans cette occurrence, il demande qu'une décharge du paiement de ses impositions lui soit accordée pour plusieurs années, ou tout au moins qu'on lui accorde une diminution proportionnée à sa perte, comme aussi on l'exonère des frais de la construction du pont sur la chaussée de son moulin.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui désire entrer dans notre compagnie.

Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis comme membre associé :

M. Gaëtan Recours, notaire honoraire, trésorier de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, rue des Juifs, 4, à Agen, présenté par M. Villepelet et M. Hardy.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
Michel HARDY.

LES SEIGNEURS DE BERGERAC.

(Suite.)

III

Marguerite de TURENNE, vicomtesse en partie de Turenne,
dame de Bergerac, de Gensac, etc.,
Et Noble RENAUD III, sire de Pons, seigneur de Montignac.

Marguerite de Turenne épousa Renaud de Pons en 1251 ou 1252 ; elle lui apportait en dot les deux terres de Bergerac et de Gensac. A peine en possession de ces fiefs, Renaud de Pons fut fait prisonnier par le roi d'Angleterre, sous prétexte de refus d'hommage. « Cette double exécution, disent » MM. Martial et Jules Delpit, dans leur *Notice d'un manus-* » *crit de la bibliothèque de Wolfenbützel*, donna lieu à un » double procès que saint Louis paraît avoir évoqué au » Parlement de Paris en 1253, et qui n'était pas encore terminé en 1262. » (1).

Par mandement du 2 août 1254, Marguerite fut assignée à comparaître devant Henri III, roi d'Angleterre, partout où il se trouverait en Gascogne, la seconde fête après l'Assomption, pour répondre sur divers articles au sujet desquels elle avait déjà été ajournée, et notamment en ce qui concernait le fief de Bergerac (2).

Elle fut également citée la même année, à la Sauve-Majeure, par-devant Edouard, fils aîné du roi d'Angleterre, afin de justifier de ses droits à l'héritage de son père. Elle s'excusa, par une lettre adressée au prince, de ne pouvoir comparaître en personne : car elle était à la veille d'accou-

(1) P. 133, Paris, Imprimerie royale, M DCCC XLI.

(2) V. Pièces justificatives I.

cher, et elle ne pouvait, ajoutait-elle, réclamer ses droits sans l'autorisation de son mari, qui se trouvait au loin hors de sa patrie. Elle chargeait en conséquence un clerc, M^e Elie Gros, porteur de sa missive, de faire valoir ses excuses, et elle suppliait le prince de les agréer (1).

Pendant ce temps, et conformément à un ordre du 12 juin 1254, les troupes du roi d'Angleterre étaient venues assiéger le château de Bergerac. Louis IX, roi de France, informé de cette agression, donna ordre au sénéchal de Périgord de se rendre en personne dans la place investie, et d'exhorter de sa part ceux qui s'y trouvaient à la défendre vaillamment, en fidèles vassaux (2). Le sénéchal devait aussi requérir les soldats anglais de lever le siège, en attendant qu'il eût été statué sur le point de savoir si le château de Bergerac était de la mouvance de l'un ou de l'autre souverain. Le roi de France faisait, de plus, enjoindre à tous les siens de s'abstenir de toute hostilité contre Bergerac, et il leur faisait défendre de concourir, en aucune façon, au ravitaillement de l'armée assiégeante (1254) (3).

Cinq ans après (1259), le traité d'Abbeville attribuait le Périgord à l'Angleterre.

Selon toute probabilité, Marguerite de Turenne prit occasion du rétablissement de la paix pour se rapprocher d'Henri III. Par acte du 19 avril 1259, elle reconnut que ses auteurs tenaient des ducs de Guyenne, et qu'elle-même tenait de Henri, roi d'Angleterre, les châteaux de Bergerac et de Gensac; elle lui en fit hommage, ainsi que de toutes ses possessions du chef de son père dans les diocèses de Bordeaux, Périgueux, Bazas et Cahors; elle s'engageait,

(1) V. Pièces justificatives II.

(2) Les habitants de Bergerac devaient être peu disposés à se rendre à ces exhortations : en effet, dans son *Histoire du Périgord*, M. Léon Dessalles mentionne des lettres du 12 janvier 1255, par lesquelles le maire, les chevaliers et toute la communauté promettaient à Henri III et à son fils Edouard que si Renaud et Marguerite ne s'étaient pas présentés à Pâques devant la Cour, ils reconnaîtraient les princes anglais pour leurs seigneurs.

(3) V. Pièces justificatives III.

en outre, à fournir à l'armée royale deux chevaliers pour Bergerac et un pour Gensac (1).

Renaud de Pons dut être relaxé peu de temps après le traité et l'hommage rendu par sa femme.

Le 22 mars 1262, Louis IX manda à Henri, roi d'Angleterre, comme duc de Guyenne, de recevoir l'hommage que lui offraient Renaud de Pons et sa femme (2).

« Au mois d'avril de cette année (1262), rapportent MM. Martial et Jules Delpit (3), la Cour de Gascogne étant assemblée dans le préau de l'archevêché de Bordeaux, Renaud de Pons, Marguerite de Turenne et le roi d'Angleterre comparurent par procureurs devant B..., évêque de Bazas, Amanieu d'Albret, Pierre de Bordeaux et Jean de Lalande, sénéchal du Limousin, du Quercy et du Périgord, commissaires délégués par le roi d'Angleterre pour convoquer la Cour de Gascogne et la tenir en son lieu et place.

Les procureurs de Renaud de Pons et de Marguerite de Turenne exposèrent que Rudel, père de ladite Marguerite, était au moment de sa mort en possession du château de Gensac, et demandèrent à être, en conséquence, investis de la saisine dudit château et admis à prêter au roi hommage et fidélité. L'oncle de Marguerite, qui était présent, s'opposa à cette demande, soutint qu'il avait été dépouillé du château de Gensac par le roi, et demanda à être remis en possession de ce chef. On invoqua alors au nom de Renaud de Pons et de Marguerite de Turenne un jugement rendu en leur faveur par la Cour du roi de France ; mais leurs adversaires, les procureurs du roi d'Angleterre, répondirent que cette allégation n'était point prouvée, et conclurent à ce que la garde du château de Gensac leur fût remise. La Cour fit droit à leur réclamation.

Rudel adhéra à ce jugement ; mais Renaud de Pons et sa femme déclarèrent en appeler à la Cour du roi de France. On dressa néanmoins acte de la sentence, et tous les membres de la Cour y apposèrent leurs sceaux. La liste de ces signataires donne une idée de la manière dont était composée au ^{xiii}^e siècle la Cour de Gascogne. A côté des premiers barons

(1) V. Pièces justificatives IV.

(2) V. Pièces justificatives V.

(3) Notice d'un manuscrit de la bibliothèque de Wolfenbüttel, p. 133 et suivantes.

de la province, on y voit figurer les maires des principales villes, ceux de Bordeaux, de Bayonne, de Dax, de Saint-Émilion et de Bourg (1).

L'année suivante, une sentence arbitrale prononcée par la reine Marguerite, régente du royaume en l'absence de saint Louis, mit fin au second procès que la possession du château de Bergerac avait suscité entre les mêmes parties. Par cette sentence, la reine décida que la terre de Bergerac serait restituée à Renaud de Pons et à Marguerite de Turenne, moyennant une somme de dix mille livres tournois, donnée au roi d'Angleterre, à titre de compensation, et dont le roi de France garantirait le paiement.

Cette restitution, qui plaçait les habitants de Bergerac sous la dépendance d'un autre seigneur, ne pouvait avoir lieu sans leur consentement : aussi leurs magistrats municipaux intervinrent-ils dans la transaction qui précéda le jugement arbitral ; et le rédacteur de l'acte eut soin de rappeler : 1° que le prévôt Gauthier, le chevalier Aimeri de Preneuf et Pierre Seignenal, bourgeois de Bergerac, procureurs des maire, bourgeois et de toute la commune de cette ville, avaient consenti à ce qu'elle fût restituée à Renaud de Pons et à sa femme, nonobstant la promesse que le roi d'Angleterre leur avait faite de ne jamais mettre leur ville hors de sa main ; 2° que les mêmes procureurs s'étaient engagés à envoyer à la reine médiatrice, au Parlement de la Pentecôte, les lettres par lesquelles le prince Edouard leur avait accordé une mairie, une commune et divers privilèges et franchises dans la terre d'Hélie Rudel et dans d'autres lieux ; 3° qu'ils avaient renoncé à ces concessions et dégagé de tous engagements envers eux le roi d'Angleterre et le prince Edouard, son fils, qui, de leur côté, les avaient déliés de leur serment de fidélité.

Indépendamment des dix mille livres qu'ils doivent payer au roi d'Angleterre, Renaud de Pons et Marguerite de Turenne renoncent à réclamer les revenus perçus par ce prince, et s'engagent à n'exercer aucune vengeance contre les habitants qui ont suivi son parti, et spécialement contre le prévôt Audebert et ses adhérents. Ils leur accordent, à cet effet, des lettres de rémission, et qui, pour plus de garantie, devront être scellées du sceau du roi de France. Le roi d'Angleterre et le prince Edouard ne conserveront, dans la ville de Bergerac, que les droits qu'ils y avaient du temps d'Hélie Rudel. Quant à l'hommage, Renaud de Pons et Marguerite de Turenne seront autorisés à le prêter entre les mains du sénéchal de

(1) Nous renvoyons à la Notice de MM. Martial et Jules Delpit pour le texte de ce jugement et de la sentence arbitrale de la reine Marguerite dont il va être parlé.

Gascogne, en attendant qu'ils puissent le faire entre les mains du roi lui-même. Enfin, la reine Marguerite se réserve, pendant deux ans, le droit d'expliquer ou d'amender tout ce qui pourrait paraître douteux ou obscur dans sa sentence. »

Des lettres des reines d'Angleterre et de France, Aliénor et Marguerite, adressées au mois d'août 1264 à Pierre de Bordeaux, lieutenant du sénéchal de Gascogne, lui ordonnèrent de mettre Renaud de Pons et Marguerite de Turenne en possession de la terre de Bergerac (1). En juin 1267, Henri III accepta et approuva la sentence de Marguerite de France et fit grâce à Renaud et à sa femme de tout le passé.

On conjecture que Renaud de Pons mourut en 1270, la même année que saint Louis, qu'il avait accompagné à la croisade. Il laissait deux fils, Héliu Rudel et Godefroid.

En 1276, Marguerite épousa en secondes noces Alexandre de la Pébrée (2).

(1) Voici en quels termes le roi d'Angleterre avait donné pouvoir à la reine de France de terminer le différend :

(1264). — *Lettre de Henri III, roi d'Angleterre, à Marguerite, reine de France, femme de saint Louis.* (Affaire de Bergerac.)

De plenā potestate Margaritæ, reginæ Franciæ, super facto Brageriaco. — Universis, ad quos presentes litteræ pervenerint, Henricus, Dei gratiâ, etc., salutem. — Noveritis nos excellenti dominæ et sorori Karissimæ Dominæ Margaretæ, reginæ Franciæ, illustri, plenam dedisse potestatem componendi, transigendi et pacem seu concordiam, nomine nostro, faciendi super feodo Brageriaci et pertinentiis ipsius cum Reginaldo de Pontibus et Margaretâ de Turenâ, uxore suâ, prout melius viderit expedire.

Ratum habituri et firmum quidquid per dictam Dominam Reginam, vel cum ipsâ, loro Nostri, actum fuerit in premissis. — In cujus, etc — Datum apud Wits, 8 Die februarii.

(Imprimé dans Rymer). — Anno 1264. — (Lespine, vol. 156, p. 140).

2) « En 1276, il fut rendu hommage à noble baron et seigneur Alexandre de la Peberea, comme mari de Marguerite de Turenne, dame de Bergerac et de Gensac, et de son consentement, par Gaston de Gontaut, seigneur de Badefol, à raison du château de Badefol et ses appartenances. Il reconnaît qu'il doit audit seigneur de Bergerac une lance d'acapte à mutation de seigneur, comme il est porté par cet acte d'hommage du 13 mars 1276, devant Compnhac, notaire. » (Lespine, volume 48, page 334.) En 1283, Pierre de Gontaut rendit hommage à Marguerite de Turenne à raison du même château.

Au mois d'avril 1273, Marguerite déclara qu'elle tenait d'Edouard, roi d'Angleterre, à titre de fief immédiat, Bergerac et ses dépendances ; elle s'obligeait à fournir à ce souverain trois chevaliers pendant soixante jours ; au bout de ce temps, le prince pouvait les garder à ses frais. La dame de Bergerac reconnut par le même acte que le château de Gensac avec ses dépendances était un fief immédiat du duché de Guyenne (1).

Marguerite de Turenne fit son testament le 7 des calendes de février de l'année 1289. Elle instituait son fils Hélie Rudel, chevalier, héritier du château et des châtelainies de Bergerac, Mouleydier et Gensac. La vicomté de Turenne était attribuée à son autre fils, Godefroid de Pons. Marguerite plaçait son testament sous la protection du roi de France, du sénéchal de Gascogne pour le roi d'Angleterre, d'Henri, archevêque de Bordeaux, et de Raymond, évêque de Périgueux (2).

Elle avait fait don, en 1260, de 50 livres de rente aux Frères prêcheurs qui étaient venus s'établir la même année dans la ville de Bergerac. Elle fut ensevelie dans leur église, et sur son tombeau l'on grava une épitaphe en vers latins qui retraçait les vertus publiques et privées de la noble dame (3).

Alexandre de la Pébrée mourut en 1301. M. Dessalles rap-

(1) V. Pièces justificatives VI. — « Marguerite de Turenne, dit l'abbé Lespine, sans citer aucune date, rendit foi et hommage au roi d'Angleterre, duc de Guienne, pour raison des château et châtelainie de Bergerac et de Mouleydier, Montcuq, Montaut, Bridoire, Castillon et autres châtelainies, châteaux, terres et devoirs compris.

» Il fut fait, ajoute-t-il, un traité de composition entre elle et Edouard, roi d'Angleterre, concernant Bergerac et la terre de Benanges, paroisses de Naussannes, Monsac et autres lieux, auquel traité sont annexées certaines lettres des consuls et commune de Bergerac, portant qu'elle reconnaît tenir à hommage du roi d'Angleterre Bergerac et Gensac. » (Lespine, vol. 48, p. 334.)

D'autre part, dans leur remarquable édition des *Chroniques de Jean Tarde* (Paris, 1887, page 90), MM. Gaston de Gérard et Gabriel Tarde signalent, à propos de la bastide de Roquépine, une transaction passée en 1283 entre Jean de Grailly, sénéchal du roi d'Angleterre, et Marguerite de Turenne, confirmée par lettres d'Edouard I^{er}, du 31 août 1283.

(2) Pièces justificatives VII.

(3) *Ibid.* VIII.

porte qu'il avait reçu d'Edouard d'Angleterre la seigneurie de Puynormand, sur laquelle Marguerite avait quelques droits de son vivant.

Élie DE BIRAN.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I

1254. — Rex Margaritæ de Turenâ, uxori Reginaldi de Pontibus, salutem.
— Mandamus vobis quatinus, secundâ festâ post Assumptionem ~~beatæ~~ Mariæ Virginis, tempestivè compareatis, coram nobis, ubicumque fuerimus in Vasconiâ, factura nobis et aliis, et receptura quod ordo dictaverit rationis, tam super defectibus dierum vobis à nobis assignatarum legitime, quam in questionibus quæ, pro feodo Brageraci et rerum aliarum, contra vos proponuntur. Teste Rege in Castris apud Girundam 11 die Augusti, anno ut suprâ. (Bibliothèque nationale. M^{ss}. de Bréquigny, 2 août 1254. — Lespine, vol. 156, page 125.)

II

1254. — *Lettre de Marguerite de Turenne, dame de Bergerac, pour demander à Edouard, fils aîné du roi d'Angleterre, un délai pour justifier de ses droits.*

Excellentissimo Edwardo, illustris regis Angliæ primogenito et heredi, Margareta de Turenâ, domina Brageraci et Genciaci, de jure et de facto, quando sibi placuerit, salutem cum reverentiâ honorabili.

Quando ad diem martis proximam post dominicam medie Kadragesime quam nobis apud Silvam Majorem Burdegalensi Diocesi, assignatis ut comparemus coram vobis, prosecutura jus quod habebamus apud hereditatem bonæ memoriæ Domini Heliæ Rudelli, quondam patris nostri, coram vestræ Majestatis excellentia, non possumus personaliter comparere, cum in filii puerperio decumbamus, et dominus Reginaldus de Ponte, maritus noster, longe sit absens, extra patriam, sine cujus auctoritate jus nostrum prosequi non valemus, maxime, cum dilacio veniendi ad vos nobis indulta, artissimum cause arduitate, et conditione persone citate, pensatis contineat

intervallum propter quod minus legitima dicta citatio, salvo honore vestro, merito est considerata. Dilectum et specialem clericum nostrum magistrum Eliam Gros, latorem presentium, excusatorem nostrum propter causas premissas, ad vestræ celsitudinis presentiam destinamus, dantes eidem excusatori speciale mandatum et potestatem jurandi in animam nostram, predictas excusationes causas, si necesse fuerit, esse veras, serenitati vestræ humiliter supplicantes, ut nostram, ex premissis causis, ad dictam diem, absentiam habere dignemini excusatam; et hæc vobis per presentes significamus litteras, sigillo nostro signatas, in testimonium veritatis. Datum apud Ribeiracum die sabati, ante dominicam quâ cantatur *Lætare Jerusalem*, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quarto.

(Lespine, vol. 156, page 127.) — M^{ss.} de Bréquigny, sur la copie faite à Londres.

III

1254. — Ludovicus, Dei gratiâ Francorum rex, Senescallo Petracoricensi, salutem.

Ex relatione quorundam intelleximus quod gentes regis Angliæ illustris castrum de Brageriac, quod est Reginaldi de Pontibus, obsederunt. Quo circa mandamus vobis quatenus ad dictum castrum personaliter accedentes gentibus in dicto castro existentibus ex parte nostrâ dicatis, eosdem efficaciter inducentes ut in auxilium domini sui Reginaldi de Pontibus viriliter se habentes dictum castrum ad opus domini sui predicti ab impugnatione adversariorum tueantur, maximè cum idem Reginaldus in prisione dicti Regis sit detentus. Gentes siquidem regis Anglie, et Eduardum dicti regis filium, si ibidem fuerint, ex parte nostrâ requiratis, quod obsidionem ex inde amoveant quousque per dictatores treugarum initarum inter nos et dictum regem, vel alteros per quos debuerit et fuerit terminatum utrum de nostro, seu regis Anglie feodo moveat dictum castrum. Militibus vero et aliis de regno nostro in exercitu predicto existentibus ex parte nostra firmiter injungatis ut exinde recedant nec gentibus dicti castri aliquam violentiam seu dampnum aliquod inferre presumant. Ceterum omnibus sub potestate nostra constitutis inhibentis firmiter et districte ne victualia aliqua ducant, vel duci faciant ad exercitum ante dictum. Actum Parisiis die veneris post festum Sancte Lucie virginis, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quarto.

(Lespine, vol. 48, f^o 4.)

IV

1259. — Margareta de Turenna obligavit se tenere specialiter pro dicto castro Brageriaco et pertinentiis, nomine exercitus, duos milites in obsequio; et pro castro de Genciaco et pertinentiis, unum militem; et alia, si qua fortè pro hiis et aliis supra dictis, secundum communem usum et legem patrie, aut specialiter domino feodi debentur et tenere. — Actum et datum apud Londinum, undevicesima die aprilis, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono. (Lespine, vol. 156, p. 127; voir aussi, dans la même collection, vol. 51, p. 257.)

V

1262. — Ludovicus, Dei gratiâ Francorum rex, carissimo consanguineo Henrico, eadem gratiâ regi Angliæ illustri, Domino Hiberniæ, ac duci Aquitaniæ fidei suo salutem et sincere dilectionis affectum. Mandamus vobis tanquam duci Aquitaniæ, quatinus Renaudo de Pontibus et ejus uxori, super homagio quod vobis offerunt de Genciaco et ejus pertinentiis, certam diem et certum locum assignetis in Vasconiâ, et illud homagium seu ejus fidelitatem recipiatis ibi vel recipi faciatis, secundum quod procuratoribus vestris per jus fuit in Curia nostrâ dictum, litterasque vestras apertas eidem Renaudo et ejus uxori sufficientes mittatis de conductu eundo ad dictam diem et dictum locum ac etiam morando ibidem propter hoc et inde redeundo. Preterea senescallis vestris Vasconiensi et Petragoricensi, per vestras mandetis litteras, ut testes de eorum senescalliis, quos idem Renaudus et ejus uxor sibi nominaverint, usque ad duodecim personas, coram nobis adjornent ad instantem quindenam Penthecostem ad faciendum testimonium in causa quam habent dictus Renaudus et ejus uxor contra vos coram nobis. Taliter ipsum Renaudum et ejus uxorem de predicto expediente homagio, infra predictam quindenam Penthecostem, ne super causa Brageracii, quam contra vos in nostrâ habent curiâ valeant impediri. — Datum Parisiis, die Jovis ante *Lætare Jerusalem*. (Lespine, vol. 156, p. 139.)

VI

1273. — *Hommage au roi d'Angleterre comme duc d'Aquitaine,
par Marguerite de Turenne, dame de Bergerac.*

Noverint universi, etc., quod anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tertio, mensis martis, in præsencia magistri Pontii Amici, notarii apostolici, etc., nobilis domina de Turenâ, domina de Brageyraco et de Genciaco, recognovit quod ipsa tenet et tenere debet et antecessores sui tenebant ab antiquo, in feudum immediate, ab illustri domino rege Angliæ, domino Hiberniæ, duce Aquitaniæ, domino Edwardo et suis antecessoribus, castrum Brageraci, cum castellanîa et pertinentiis, videlicet castro de Bridoirâ, castro de Montis-Leyderii, cum pertinentiis omnibus ipsorum castrorum terris et tenentiis Baionosii : similiter quidquid apud Issigiacum et in terris et tenentiis Marmonteslesii, castro de Cunhac, cum honore et pertinentiis, castro de Biron, cum pertinentiis, castro de Badefols, cum pertinentiis, vice-comitatum de Castillione et de Podio Normani, cum eorum castellanîis et pertinentiis omnibus. Pro quibus, omnibus et affario de Monte-Revelli, debet prædicto domino regi facere homagium-ligium et fidelitatem, juramentum, ac exercitus obsequium cum tribus militibus per sexaginta dies, et sexaginta dies completis, rex potest eos retinere ad expensas suas, si velit. Insuper, recognovit prædicta domina Margarita, quod tenet ab eodem domino Rege, in feudum immediate, castrum de Genciaco, cum pertinentiis, similiter castrum de Castro-Mourone, cum honore et pertinentiis, et quidquid habet apud Riulam, intus et extrâ, ratione honoris castri, et pro his castris, videlicet de Genciaco et de Castro-Mourone, cum eorum pertinentiis, eadem domina recognovit et dixit, quod debet facere homagium-ligium dicto domino regi et fidelitatem, juramentum et obsequium exercitus cum uno milite, et jus facere et recipere per pares suos, coram eo, in suâ Curia Vasconiensi, etc.

(Extrait des Archives de Bordeaux, f^{os} 36 et 37). — Lespine, vol. 156, page 146).

VII

Testament de Marguerite de Turenne, dame de Bergerac et de Gensac.

1289. — In nomine Patris, et Filii, et Spiritus sancti. Amen.

Nos, Margarita de Turenâ, Brageriaci et Genciaci domina, sana mente, ægra corpore, cogitantes de supremis, testamentum nostrum seu ultimam voluntatem nostram, condimus, ordinamus et facimus in hunc modum. —

Inprimis, damus et concedimus omnipotenti Deo animam nostram, etc. — Item, legamus Domino Alexandro de La Prebeya, marito nostro, mille libras renduales ad vitam suam, tantum in castris et castellaniis de Genciaco et de Castromaurone. — Item, legamus Margaritæ, filiæ nostræ, centum libras renduales et mille libras semel solvendas. — Item, legamus Joannæ, filiæ nostræ centum libras renduales, et mille libras semel solvendas, et in præmissis easdem Margaritam et Joannam hæredes nobis instituimus. Item, legamus Audæ et Alliz et Isabellæ, filiabus nostris, cuilibet viginti quinque libras renduales, ultra dotes sibi promissas, etc. Item, legamus dominæ Geraudæ, filiæ nostræ, uxori domini Arnaudi de Girunda, militis, quinquaginta libras renduales ultra dotem sibi promissam, etc. — Item, legamus Margaritæ, filiæ dicti domini de Girundâ, viginti quinque libras renduales. — Item, facimus et instituimus Heliam Rudelli, militem, filium nostrum, hæredem in castro et castellaniis de Brageriaco, de Monte-Leyderii et de Genciaco. — Item, Gaudefridum de Ponte, filium nostrum, facimus et instituimus in omnibus et singulis castris et castellaniis nostris, videlicet de Castro-Mourone, de Riberaco, de Espeluchâ, de Monteforti, de Alhac, de Chaluscio, de Archâ, de Croychâ, de Martello, de Cunhac, de Montibus, et in tota terrâ de Bayanesio, et in omnibus iuribus, homagiis, feudis et retrofeudis, deveriis, redditibus et pertinentiis existentibus in vice-comitatu Turenne. Si vero dictum Heliam, vel filium suum sine hærede masculo mori contingerit, hæredem eidem Heliæ vel filio suo substituimus dictum Gaufredum, filium nostrum, vel heredem ipsius Gaufredi masculum. Si vero dictum Gaufredum mori contigerit sine hærede, Raymundum nepotem nostrum, filium quondam vice-comitissæ Turenne, quondam filiæ nostræ, heredem eidem substituimus. Si vero idem Raymundus moreretur sine hærede masculo, substituimus eidem Raymundum, hæredem masculum dominæ Geraudæ filiæ nostræ predictæ, uxoris Arnaudi de Girunda, predicti, etc. Item, volumus et ordinamus quod omnia debita quæ nobis debentur ex quâcumque causâ et specialiter debita in quibus nobis tenetur dictus Helias Rudelli, filius noster, dominus de Ponte, solvantur executoribus nostris infra scriptis, etc. — Hujus vero testamenti, seu ultimæ voluntatis nostræ executores facimus, constituimus et ordinamus discretos viros dominum Guillelmum de Turc, venerabilem archidiaconum Petracoricensem, Heliam Galteri, canonicum Petracoricensem, et dominum Aymericum de La Porta, militem, etc. Protectores autem hujusmodi testamenti nostri esse volumus excellentissimum hominem nostrum Regem Franciæ, illustrissimum ac nobilem virum senescallum Vasconiæ pro domino nostro illustri rege Angliæ, duce Aquitaniæ, et reverendos patres in Christo dominos Henricum, Dei gratia archiepiscopum Burdegalensem; Raymundum, eadem gratia episcopum Petracoricensem, etc.; testes autem

hujus testamenti nostri per nos specialiter vocati et rogati, dictus Raymundus episcopus Petracorensis, dominus Pontius de Baynaco, dominus ejusdem loci, Gaudefridus de Ponte predictus, etc.; quibus nos dicta supplicamus ut sigilla sua, una cum sigillo nostro proprio, quo utimur præsentis testamenti nostro apponerent. Datum et actum septimâ kalendarum februarii, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo nono. (Lespine, t. 48, p. 17.)

VIII

1289. — *Epitaphe de Marguerite de Turenne, dame de Bergerac, gravée en vers latins sur son tombeau, dans l'église des Jacobins de Bergerac.*

Larga, valens, humilis fuit hæc, princepsque virilis,
In sexu fragilis, in sexu prorsus herilis,
Forma, genus, mores, quia opes prosunt et honores,
In me prospice, qui vis peritura sequi.
Sum Margarita, gemmis, auro redimita,
Moribus et vita, mundano morte potita.
Pons, Brageriacum, Turene mihi dominatum,
Atque Ribeiracum donarunt undique latum.
Nunc mea versa lyra, mortis variatur in irâ.
Exterior modo recuncta caduca fore,
Jam mea forma, cinis mortis resoluta ruinis,
Scandere dum conor, sternitur altus honor.
Qui legis hæc, pro me Domino suffragia prome,
Sum quod ego fies, sed latet hora, dies.
Ordo dilecte fratrum sancti Dominici,
Queso, Deum flecte cum prece multiplici.

(Imprimé dans Justel, livre 1, Preuves de la Maison de Turenne, p. 49.)
(Lespine, collection du Périgord, vol. 136, page 166.)

Nous avons constaté que ce document ne figure pas dans le recueil cité par l'abbé Lespine; c'est pour ce motif que nous avons cru devoir le reproduire ici.

LETTRE DE M^{sr} PIERRE FOURNIER,

Évêque de Périgueux,

AU S^{sr} DE LA DOUZE.

Monsieur, suyvnt la bonne et ansienne coustume gardée et observée par mes prédécesseurs, j'ay délibéré, aydant le Créateur, fere mon entrée en mon église cathédrale de Périgueux le dimanche 21^e jour de ce présent mois de décembre, dont j'ay bien voulu vous advertir et supplier me fere cest honneur de vous y trouver ; mais je vous supplierai aussi, Monsieur, fere tant pour moy que de prier de vostre part et de la myenne Madamoizelle de la Douze votre mère et Madamoizelle votre femme, ma bonne voisine, d'y venir, où j'espère qu'elles trouveront Madamoyzelle de Lymeul et Madamoyzelle des Bories, ma bonne commère, suyvnt pareille requeste que je leur ay faicte, espérant que vous et elles me ferez cest honneur. Je ne vous feray plus longue lecture que pour me recommander humblement à vos bonnes grâces, suppliant le Créateur vous donner, Monsieur, en santé se que plus vous désirez.

De Château-l'Evesque, se lundi huitiesme jour de décembre (1).

Vostre serviteur et bon amy.

† P. FOURNIER, *évêque de Périgueux.*

Pour copie conforme :

M^{rs} D'ABZAC DE LA DOUZE.

(1) 1561 (?)

CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES.

LE CHATEAU DE MAROITE.

Parmi les grands châteaux du Périgord, il en était peu, jusqu'à ces dernières années, de moins connus et de plus rarement visités que celui de Maroite ou Maroùate ; car on a le choix entre ces deux façons d'orthographier son nom...., sans parler des autres. Son éloignement des villes et des routes fréquentées, l'absence complète de chemins carrossables pour y arriver, le laissaient forcément dans l'ombre, et on n'en parlait guère, faute de le connaître. Encore moins le dessinait-on. Je me rappelle cependant certaine petite gravure, assez inexacte d'ailleurs, qui représentait une vue du château, au coin d'une carte géographique de la Dordogne, avec la tour de Vésone, les grottes de Miremont et diverses autres curiosités du département. Cette gravure donnait l'idée d'un gros assemblage de tours, dominant une forêt, de quelque chose de considérable, d'ancien et de curieux.

Il n'en fallait pas davantage pour nous décider, mon frère et moi, à faire le voyage, et nous enfourchâmes nos bidets, seul mode de locomotion pratiqué et praticable en 1844, dans l'arrondissement de Nontron, et dans la partie de celui de Ribérac que nous allions visiter.

Je ne dirai pas que nous fûmes désillusionnés en nous trouvant, après une course fatigante, en pays peu ombragé, et par une chaleur tropicale, en présence de ces immenses constructions. Leur masse, plus considérable à cette époque lointaine qu'aujourd'hui, était assurément imposante et de nature à frapper les visiteurs ; mais enfin, ces ruines, pour grandioses qu'elles fussent, ne répondirent pas *archéologiquement* à l'idée que nous nous en étions faite d'après la petite image de la carte géographique. Mon frère, qui était

alors, et qui resta toujours mon maître en archéologie, éprouvait une sorte de désappointement. Il rêvait d'un château du xiii^e siècle, dans le genre de Coucy ou de Pierrefonds, et il ne trouvait que des constructions de la fin du xv^e siècle, à peu près dépourvues de sculptures, ou des dernières années du xvi^e, sans la richesse et l'élégante ornementation de la Renaissance. Cela ne m'empêcha pas de les dessiner avec l'enthousiasme de la vingtième année, et c'est un de ces croquis que publie le *Bulletin*, les autres ayant été faits quarante ans après, dans une seconde excursion, plus confortable cette fois, grâce aux belles routes qui ont remplacé les traverses rocailleuses du temps passé.

Mon vieil ami M. Drouyn avait, lui aussi, vers la même époque, pris des vues de Maroite, et étudié le château, et voici ce qu'il en disait au Congrès de Périgueux, en 1858, dans la nomenclature des forteresses féodales du Périgord :

« *Maroite.* — Malgré ses dix tours, le château de Maroite »
» n'est pas réellement une forteresse féodale ; c'est plutôt un »
» grand château d'habitation, très imposant du reste, et que »
» l'on s'étonne de ne pas voir mentionné plus souvent dans »
» l'histoire de la province ; il ne présente rien d'antérieur »
» aux règnes de Charles VIII et de Louis XII. »

Cette description est un peu trop sommaire ; nous allons tâcher de la compléter sans être sûr d'y réussir, nos souvenirs étant déjà bien lointains.

Le château de Maroite, comme un grand nombre d'habitations féodales, occupe un promontoire triangulaire, sinon escarpé, du moins à pentes très raides, se reliant, du côté du nord, aux plateaux supérieurs. C'est par ce côté qu'on aborde le château. Une première enceinte crénelée, flanquée de deux tours peu redoutables, qui a plutôt l'air d'un bon mur de clôture que d'un rempart, barre le plateau. A l'une des extrémités de cette enceinte, s'ouvre un portail cintré, qui porte la date de 1579, dans un cartouche reproduit par notre dessin. C'est à cette époque que fut vraisemblablement ajoutée cette première enceinte, très vaste, qui enclôt le jardin,

des écuries, des bâtiments d'exploitation et de recettes, et donne l'idée d'une grande cour de ferme seigneuriale.

Le vrai château ne commence qu'aux deux tiers du promontoire, à l'endroit où le triangle se rétrécit. Il est séparé de l'avant-cour par un fossé creusé dans le roc, et se compose d'une série de constructions de deux époques parfaitement distinctes, séparées par un intervalle de cent ans environ : la fin du xv^e siècle, ou les premières années du xvi^e, règnes de Charles VIII et de Louis XII, comme le disait M. Drouyn, et les dernières années du xvi^e, règnes d'Henri III et d'Henri IV. Ce sont là évidemment les deux périodes brillantes des seigneurs de Maroite ; et je serais surpris que M. Dujarric-Descombes, qui va nous retracer bientôt leur histoire, peu connue, n'eût pas à le constater. En tous cas, à défaut de textes, les constructions l'indiquent clairement.

A la première période appartiennent les bâtiments encore habités aujourd'hui : la tour d'escalier, à pans d'un côté, et carrée de l'autre, qui est désignée, dans la légende du plan, sous le nom, peu justifié, je crois, de donjon, mais qui n'en est pas moins, par la pureté de son style et de ses profils, la partie la plus élégante du château ; la galerie à arcades qui relie cette tour au corps de logis, à double rang de mâchicoulis, dont le rez-de-chaussée, voûté sur nervures, passe pour avoir renfermé la chapelle. A ce corps de logis, élevé de deux étages, était soudée, au midi, une grosse tour ronde, accostée elle-même d'une tourelle également ronde, à demi ruinées l'une et l'autre, il y a quarante-cinq ans, et démolies depuis, mais qui figurent sur notre dessin.

A la seconde période, c'est-à-dire à la fin du xvi^e siècle, doivent être attribuées à peu près toutes les autres constructions de Maroite : c'est-à-dire l'enceinte quadrangulaire de terrasses ou de remparts, les quatre tours situées aux angles du carré, le portail cintré, à bossages, qui s'ouvre au nord sur le pont-levis, une grande partie du corps de logis en ruine qui lui fait suite en bordure sur le fossé, ainsi que l'élégante tourelle qui l'accompagne, et enfin, un grand corps d'habitation à deux étages, couronné, comme le rempart du nord, par une guirlande de mâchicoulis en consoles, qui

reliait les deux tours du midi et a complètement disparu, depuis ma première visite, faisant place à une belle terrasse. Disparition peu nuisible d'ailleurs à l'aspect général du château, encore moins à l'agrément de ses habitants, pour lesquels cette grande bâtisse, délabrée, sans toitures et sans ornementation, était un masque désagréable du côté où la vue est la plus belle. Comme grande masse fortifiée, peut-être pourrait-on regretter que le château ait été ainsi rapetissé, mais l'art n'y a rien perdu.

L'ornementation est rare dans ce vaste château, où un régiment se fût logé à l'aise jadis, et dont le plan, publié par le *Bulletin*, avec des différences de hachures qui indiquent les parties démolies, fera mieux comprendre la disposition et l'importance que la meilleure description. Quelques armoiries sculptées, portant la croix pattée des Montagrier, ou le blason d'autres maisons alliées à la leur ; de jolies voûtes à nervures assez riches dans ce qui, dès 1704, était appelé la chapelle, les voûtes, avec écussons supportés par des anges, de la galerie à arcades, les beaux et longs machicoulis de la tour d'escalier, les lucarnes à pignons aigus qui la surmontent, la mince tourelle qui lui est appliquée, telles sont, autant que me sert ma mémoire, les seules choses qui méritent d'être signalées.

A l'époque de ma première visite, un ancien héraut d'armes du roi Charles X, M. Boc Saint-Hilaire, propriétaire de Maroite, était en train de faire des réparations au corps de logis du xv^e siècle, pour le rendre habitable. Ses fonctions à la Cour semblaient le prédestiner à s'établir dans des ruines du moyen-âge ; mais encore fallait-il y être à l'abri. Les toitures avaient été mises en bon état, les fenêtres vitrées, et pour faire un peu de style, en ce temps de réveil archéologique, deux de ces fenêtres avaient reçu une forme ogivale, qui jurait d'ailleurs avec le caractère architectural du château, et sentait l'inexpérience d'un maçon de campagne. J'ignore si de nouvelles réparations ont été faites par le possesseur actuel de Maroite, notre collègue M. Délugin. Le respect et l'admiration qu'il professe pour le château des Montagrier et des Rohan-Chabot, le goût qu'il montre pour

les études archéologiques, nous sont des garants du soin qu'il y mettrait.

J'ai émis quelques doutes sur l'authenticité de la chapelle de Maroite. Malgré les textes de 1704, qui désignent sous ce nom la salle voûtée du rez-de-chaussée, j'ai peine à croire que cette salle fût, dans le principe, la chapelle d'un si important château. D'ordinaire on ne les plaçait pas ainsi dans les bâtiments d'habitation. Elles occupaient généralement soit une tour, soit une construction indépendante, et enfin elles avaient à l'extérieur, ne fût-ce que dans la forme de leurs ouvertures, un caractère particulier, qui annonçait leur destination, et les faisait aisément reconnaître. Je ne vois rien de pareil à Maroite. Les voûtes seules pourraient justifier l'appellation de chapelle, s'il ne s'en rencontrait fréquemment dans les salles du rez-de-chaussée des châteaux anciens. Peu importe au surplus que ce soit la chapelle primitive ou que cette pièce ait reçu plus tard cette affectation; elle est redevenue salle à manger, ce me semble, et personne ne criera au sacrilège ou au vandalisme.

Je m'aperçois, en finissant cette description, que je n'ai rien dit du paysage de Maroite, par lequel j'aurais dû commencer. C'est que, en vérité, les deux seules fois où je l'ai vu, pendant la canicule, il manquait décidément de fraîcheur. Les coteaux crayeux du canton de Montagrier, peu ombragés et dépouillés des vignobles verdoyants qui les égayaient jadis, crèvent les yeux par leur blancheur, quand un soleil impitoyable les éclaire. Cependant il serait injuste de ne pas mentionner la garenne de chênes qui s'étend, au midi, sur les pentes dominées par les tours du château. Ce bois, fort grandi depuis quarante ans, fournit aux touristes qui gravissent ces pentes un ombrage salutaire, et aux peintres, un premier plan touffu, sur lequel s'enlève, en le dominant, la pittoresque silhouette du château.

B^{on} DE VERNEILH.

COMMISSION

DONNÉE A PIERRE DE FAYARD, S^r DE LA DAUSSE,

PAR LA REINE MARIE DE MÉDICIS,

20 JUILLET 1620.

MARIE, par la grâce de Dieu, royne de France et de Navarre, mère du roy, au sieur de Ladauce, salut.

La longue patience que nous avons eue, ayant endurey le cueur de ceux qui abusent du nom et de la bonté du roy, nostre très honnoré seinieur, jusques à tel point que voullans faire servir toute chose à leur ambition desréglée et avarice insatiable, après avoir employé en vain tous les artifices dont ils se sont peu adviser pour nous opprimer, avec les princes du sang et autres princes et grands seigneurs du royaume, ne se contentens pas de les tenir avec nous dans un mépris insupportable. Ils sont sy audacieux qu'ils vouloient à force ouverte perdre et ruiner par les armes du roy ceux qui en doibvent attendre leur protection. Pour à quoy obvier, voyant qu'au lieu d'entendre les remontrances salutaires que nous avons faictes au roy, on prend les voyes pernicieuses qui ne tendent qu'à la ruine de l'Estat et à la désolation du pauvre peuple, protestant devant Dieu que nous n'agissons que pour empescher le cours et nous garantir d'oppression. Nous aurions, de l'advis desdicts princes, ducs et pairs, officiers de la couronne et autres grands seigneurs du royaume, résolu de réunir, mettre sus un bon nombre de gens de guerre, tant de cheval que de pied, et les faire conduire par des bons et expérimentés cappitaines, fidèles et affectionnés, et saichant les quallités susdictes estre en vous.

A ces causes, nous vous avons commis et depputé, commettons et depputtons par ces présentes, signées de nostre main, pour lever et mettre sus incontinent et le plus dilligemment que faire se pourra, une compagnie de cent hommes de guerre à pied françois des plus vaillants et aguerris que vous pourrez trouver et eslire, lesquels vous conduirez et exploiterez sous la charge du sieur de Ventoux, vostre mestre de camp, la part et ainsy qu'il vous ordonnera pour nostre deffiance, et nous vous ferons payer et les susdicts soldats des soldes, estats et appointements qui vous seront et à eux deus, selon les roolles des monstres et reveues qui en seront

faictes par les commissaires et controlleurs des guerres.... tant et sy longuement qu'ils seront sur pied pour nostre dicte deffence.... De ce faire, vous avons donné et donnons plein pouvoir, autorité... Mandons à tous qu'il appartiendra qu'à vous en ce faisant soit obéy. En tesmoing de quoy.... donné à Angers, le vingtiesme jour de juillet mil six cens vingt.

Signé : MARIE.

(Original en parchemin.)

Cette commission, donnée à Pierre de Fayard le 20 juillet 1620, par Marie de Médicis, n'est peut-être pas une pièce rare; mais elle est intéressante à cause des circonstances où elle a été octroyée. On était alors en pleine guerre des Mécontents. Marie de Médicis, après s'être sauvée de Blois dans la nuit du 21 au 22 février 1619, où elle était comme prisonnière, s'était liguée avec les plus grands seigneurs du royaume, jaloux de la faveur et de la puissance du duc de Luynes, espérant, grâce à leur appui, reprendre la place qu'elle avait occupée dans les conseils de son fils. Il serait trop long d'entrer dans tous les détails des entrevues, des pourparlers qui eurent lieu entre les divers personnages importants des deux partis. Enfin, quand elle crut le moment opportun, elle se décida à réunir auprès d'elle tous les ennemis du gouvernement personnifié par Luynes, qui accumulait sur lui, ses parents et ses amis, toutes les dignités et tous les honneurs dont il avait la disposition. Le roi, de son côté, cessant de temporiser, résolut de faire marcher ses troupes contre celles de sa mère, soutenue, comme elle le disait elle-même, par les plus grands seigneurs du royaume, auxquels s'étaient joints les ducs de Nemours et de Vendôme; d'Epemon et Mayenne étaient ses plus fidèles alliés dans l'Angoumois et la Guyenne.

Marie était à Angers, qu'elle avait rempli de soldats, et c'est de là qu'elle cherchait à faire de nouvelles levées pour renforcer ses troupes afin de tenir tête à son fils; elle se croyait à l'abri derrière les remparts de la ville; mais Louis XIII, après la reddition de Rouen, arriva tout-à-coup le 30 juillet à quelques lieues d'Angers. Les Ponts-de-Cé

furent pris presque sans combat, et l'armée des Mécontents se débanda. Le 9 août, un traité fut conclu par lequel le roi déclarait que sa mère pouvait demander pour sa personne tout ce qu'elle désirerait et qu'elle serait bien venue à la Cour ; il fit grâce aux prisonniers et amnistia tous ceux qui déposeraient les armes dans les huit jours.

Ces détails étaient utiles pour expliquer la teneur du brevet que nous avons sous les yeux. La reine-mère ne manque pas de faire ressortir qu'elle a avec elle tous les principaux seigneurs, ducs et pairs du pays, que c'est pour empêcher de plus grands maux qu'elle prend les armes, et il est évident que la plupart de ses phrases visent Luynes et ses actes, surtout quand elle parle d'ambition déréglée et d'avarice insatiable ; elle cherche à mettre les bonnes raisons de son côté dans cet appel pressant aux ennemis du favori du roi.

Nous pensons que Pierre de Fayard n'eut pas le temps de lever sa troupe, de l'organiser et de la conduire à Angers, du jour de la réception de sa commission au 9 août, jour où la paix fut conclue ; mais ce que surtout nous pensons, c'est qu'il n'accepta pas cette mission qui devait le brouiller avec le roi, dont il était gentilhomme de la chambre, après l'avoir été de celle d'Henri IV. Cependant nous trouvons une sauvegarde du duc de Mayenne, en date du 28 juillet 1620, en faveur des terres des Combes, Ladausse et Léguillac. Peu importe d'ailleurs que Pierre de Fayard ait ou non pris parti dans cette querelle, l'intérêt n'est pas là ; il est tout entier dans cette pièce ou les analogues, dont la rédaction nous fait entrer tout droit dans les événements compliqués de cette époque, où l'évêque de Luçon, Richelieu, venait de commencer sa carrière politique et faire les premiers pas vers le chapeau de cardinal ; le roi le lui permit par un des articles secrets du traité des Ponts-de-Cé ; mais il ne l'obtint qu'en 1622.

A. DE ROUMEJOUX.

NOMINATION D'UN MAITRE DE PSALLETTE ⁽¹⁾

A PÉRIGUEUX

EN 1652.

En la ville de Périgueux et maison de la psalette du chapitre de l'insigne esglize collégiale Saint-Front de ladicte présente ville, ce jourd'huy premier juin mil six cens cinquante deux, après midy, pardevant moy notaire royal soubsigné, et présents les tesmoingtz bas només, ont esté présents en leurs personnes vénérables personnes Messieurs Maistres Pierre Dalesme, prebstre, archidiacre de Sarlat, Sicaire de Monthoson et Pierre Chalup, chanoines en l'esglize cathédrale Saint-Estienne de la Cité de la présente ville, fayzans les présentes pour et au nom des aultres vénérables sieurs chanoines de ladicte esglize cathédrale, et vénérables Messieurs Maistres Dominique de Jehan, Germain Faure et Jan de l'ayolles, prebstres, chanoines en ladicte esglize collégiale de Saint-Front, fayzans aussy pour et au nom et comme ayans charge des vénérables sieurs aultres chanoines de l'insigne esglize collégiale Saint-Front, à ce commis et depputés par actes capitulaires desdictz chapitres en datte des dernier may et de ce jourdhuy premier de juin ; lesquels en exécution du concordat passé entre lesdictz deux chapitres en date du portans entre aultres choses pour les clauses contenues en jceluy, que la présente année il n'y auroit que un seul mestre de salete, de leur bon gré et vollonté ont commis et commetent par les présentes à la charge et administration et économie de ladicte salete, pour l'un et pour l'autre chapitre, sçavoir est M^r Hélie Candal, prebstre prébandier de ladicte insigne esglize collégiale Saint-Front, de la personne duquel lesdictz sieurs chanoines ont convenu et demeuré d'accord, habitant de ladicte présent ville, y présent et accep-

(1) Le mot *psalette*, qu'on écrivait aussi *salette*, désignait à la fois la maison dans laquelle vivaient en commun les enfants de chœur d'une cathédrale ou collégiale, et l'institution même, sorte de conservatoire de musique et de maison d'éducation. « L'origine de ces établissements, dit M. Ch. Dangibeaud, semble remonter au VII^e siècle. Leur influence considérable fut surtout mise en lumière depuis leur suppression, décrétée en même temps que celle du clergé. » V. *Une psalette au XVII^e siècle à Saintes*, par M. Ch. Dangibeaud, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e série, tome VII, 1884, pages 298-306.

tant, pour jouir par luy de tous les droitz, profitz, esmolumans, distributions manuelles, prérogatives, prééminenses et généralement de tous aultres droitz quelconques cazuels appartenans et qui pourroient appartenir aux maistres de saletes des deux chapitres. Et parce que la nécessité du temps ayant obligé le chapitre de l'esglize cathédrale de se retirer dans la présent ville et faire le service en commun dans ladicte esglize collégiale, pour la célébration duquel service il est nécessaire d'assembler les enfans de cœur desdictz deux chapitres soubz mesme mestre, et que le revenu de l'une ou de l'autre desdictes psaletes ne seroit sufizant pour l'entretien de huit enfans quy ont esté jugés nécessaires, au lieu des revenus particuliers affectés dans chesque esglize pour l'entretien desdictz enfans de cœur et l'incertitude des jouissances d'iceux, lesdictz sieurs ont promis et seront tenus de fere payer par leur recepveur audict sieur Candal la somme de onze centz livres et ce par quartier, sçavoir lesdictz sieurs Dalesme et Monthoson et Chalup, la somme de six cens livres pour le chapitre de ladicte esglize cathédrale, et lesdictz sieurs de Jean, Faure et de Fayolles la somme de cinq cens livres, parfaysant la somme entière de onze cens livres, pour ladicte esglize collégiale, et ce pour un an seulement commensant au premier de juin, an présent, et finissant au dernier de may prochain six centz cinquante trois. Pour et en considération de quoy, ledict sieur Candal sera tenu, comme a promis, de instruire et enseigner lesdictz huit enfans de cœur en l'art de musique, grandmaire et escripture, à ses despans, et jceux ellever en bonnes mœurs, le plus doucement et amicablement que faire se pourra; lesquels enfans de cœur il prendra desdictz deux chapitres et sera tenu de les enseigner, nourrir et entretenir d'habitz décens à leur qualité et jceux traicter en qualité d'enfans de cœur, les faire coucher deux à deux sur bons lietx de plume ou mathelas, avec cuissins et couverte, et les faire changer de dratz blancs de quinze en quinze jour, à chescun desquelz enfans le dict sieur Candal sera tenu de bailher deux paires d'habitz, l'un pour l'hiver que soit chaut, l'autre de toile qui sera pour l'esté, avec chemizes, bonnetz, mules, soliers et bas de chauses, tant pour l'hiver que pour l'esté, sans que lesdictz bas de chauses soyent ronpeus ny deschirés; ensemble leur aura des surpeltz quant ilz en auront besoing, et robes et bonnetz, et les fera entretenir blancs et netz tant les surpeltz que chemises, et généralement les entretiendra de tout linge et aultres choses nécessaires, et ainsin qu'il est de coutume et suivant la qualité d'enfant de cœur. Et si pendant ladicte année, quelcun desdictz enfans de cœur vient à changer de voix et qu'il failhe changer et metre un aultre en sa plasse, premier que celuy qui changera de voix sorte, ledict Candal en advertira lesdictz sieurs chanoines des deux chapitres un moys avant, affin d'y pourvoir d'un aultre,

pendant lequel temps il s'en enquera, et n'en pourra néantmoingt ledict Candal, de son hauthorité, expeller ni introduire à ladicte salete aucun enfant que premièrement il n'en aye adverty lesdictz sieurs chanoines de l'un et de l'autre chapitre et à jceux présentés, et qu'ilz ayent esté par eulx reçeus, se réservant lesdictz sieurs Dalesme, Monthoson, Chalup et sieurs Dejehan, Faure et de Fayolles le pouvoir et autorité pour lesdictz deux chapitres et les chanoines d'jceux; comme aussy ne pourra ledict sieur Candal employer lesdictz enfans de cœur à aultre exercisse que au service de lesglize et du cœur, sans la permission expresse desdictz sieurs chanoines des deux chapitres. Ensemble sera tenu, oultre lesdictz huit enfans de cœur, nourir M^r Baratié, chantre de ladicte esglize, que lesdictz chapitres luy ont nomé pour soubzmettre aux enfans de cœur, et jcelluy fera blanchir et coucher, le tout aux despans dudict Candal; et en cas que ledict Baratié se voussit retirer, ledict Candal sera tenu d'en prendre tel aultre pour soubzmettre que lesdictz sieurs chanoines desdictz deux chapitres luy donneront, jceluy nourir et entretenir comme ledict Baratié; et sera tenu ledict Candal de se charger des meubles qui se trouveront dans ladicte salete pour jceux remettre en mesme estat qu'il les aura receus audict chapitre hors qu'il quitera ladicte psalete; et sera fait procès-verbail de l'estat auquel seront lesdictz enfans de cœur desditz deux chapitres avant les remettre au pouvoir dudict sieur Candal. Et pour l'entretenement de tout ce que dessus, lesdictz sieurs Dalesme, Monthoson et Chalup et sieurs Dejean, Faure et de Fayolle ont obligé respectivement tous et chescun le bien et revenu desdictz chapitres, et ledict sieur Candal tous et chescun ses biens présent et advenir, renonsantz à tous moyens à ce contrères; a quoy de leur consentement y ont esté condempnés soubz le seel royal, en présences de M. M^{re} Jean Lonvis, sieur de Laver-tigue et advocat en parlement, et Pierre Laubarède, bourgeois de la présente ville et y habitants, tesmoins qui ont signé avec les parties.

Ainsi signé :

P. D'ALESMÉ.
MONTOSON.
CHALUP.

DE JEHAN.
FAURE.
FAYOLLES.

CANDAL; J. LONVYE, *présent*; P. LAUBARÈDE, *présent*;
BOUDET, *notaire royal*.

Pour copie conforme :

Michel HARDY.

VARIA.

L'ANCIEN COLLÈGE DE PÉRIGORD

A TOULOUSE.

Nous devons à l'obligeance de M. Perruchot, commandant du génie à Montauban, l'analyse suivante qu'il a bien voulu faire à notre intention. Nous tenons à l'en remercier ici.

« M. Saint-Charles, dans les *Mémoires de l'Académie de Toulouse*, continue les études qu'il a publiées en 1885 sur les collèges de la ville. Il examine l'un d'entre eux avec quelques détails; c'est le collège de Périgord, qui occupait une maison située à l'angle des rues du Tour et Périgord.

La fondation, due au cardinal de Talleyrand-Périgord, remonte à 1360; elle avait pour objet d'assurer l'étude des cours de l'université à vingt écoliers pauvres clercs; on leur adjoignait quatre chapelains et sept hommes de gros travail. Dix élèves devaient étudier en droit canon, dix en droit civil; la moitié des places appartenait au diocèse de Périgord. Un délai variable était accordé pour obtenir les divers grades universitaires. Ceux qui obtenaient des bénéfices de certaine valeur étaient tenus de céder la place à d'autres.

Tels étaient les principaux statuts de l'établissement, qui relevait de la juridiction ecclésiastique de l'abbé de Saint-Sernin. Il était protégé à la fois par l'Eglise et la Magistrature; plusieurs arrêts du Parlement de Toulouse avaient consacré cette action tutélaire. Un bref papal menaçait d'excommunication quiconque aurait porté dommage aux biens du collège.

Les revenus consistaient en droits divers et rentes; le chiffre le plus élevé, atteint en 1768, a été de 10,770 livres. Chaque collégiate recevait : un tonneau de vin, deux cartons de froment par année, un demi florin par semaine; cette dernière subvention fut un peu augmentée par la suite. Deux prieurs élus veillaient à l'administration des ressources. L'un d'eux devait être ecclésiastique; c'est à lui qu'appartenait le maniement des fonds.

Outre le personnel dont nous avons parlé, l'auteur passe en revue ceux qui concouraient à l'administration ou à la surveillance des intérêts communs. Le collège avait son économe, son notaire, son médecin, son apothicaire.

Parmi les faits historiques, nous citerons le transport des reliques de saint Front, patron de l'établissement, qui avaient d'abord été déposées dans la cathédrale de l'église de Périgueux.

Lorsque le comté de Périgord fut réuni à la couronne, l'action royale commença à s'exercer : c'est le souverain qui, en cas de vacance, dut présenter un sujet au chancelier de l'université ; plusieurs arrêts du Conseil d'Etat réglèrent les questions d'administration et de discipline. Le collège, dit M. Saint-Charles, n'eut plus sa vie d'autrefois.

Après avoir décrit les diverses particularités de la vie collégiale, l'auteur arrive aux abus ; il signale entre autres : une vicieuse distribution des bourses qui les attribue aux plus fortunés ; une mauvaise voie suivie dans la direction des études qui avait donné peu à peu accès à des connaissances interdites : la médecine, les armes, la danse. Les biens étaient administrés d'une façon peu rationnelle ; des discussions fâcheuses prenaient parfois naissance à l'intérieur ; en 1659, les boursiers se liguent contre le prieur ecclésiastique, lui enlèvent les clefs de la cave, vendent le pain et le vin. En 1721, un prieur laïque s'évade, emportant 500 francs de recette ; la licence s'introduit dans la maison ; les études dépassent les délais vcolus. De là nous tombons peu à peu dans une triste période de la vie commune. Nous ne disons pas *la fin* ; toute œuvre humaine a son terme, mais il est pénible d'avoir à enregistrer une *décadence*. C'est cependant ce qui arrive au collège de Périgord.

En 1686, l'argent manque pour payer les frais d'inscription des collégiats en université. En 1757, un arrêt du Parlement prescrit « que les salles » qui sont au rez-de-chaussée continueront à être baillées à loyer, comme « elles l'ont été depuis plusieurs années, à des personnes étrangères. » Un peu plus tard, le collège décide que les collégiats rentreront chez eux en attendant que Dieu *ait apaisé son ire*. En 1759, on constate que les réparations à exécuter représentent un chiffre de 18,000 francs. Tout constate un long dépérissement.

A la Révolution, le collège est fermé, et il ne reste plus actuellement que quelques locaux ; entre autres : une chambre voûtée qui a été une sacristie ; une autre qui sert de retraite à l'archevêque de Toulouse ; quelques vieilles galeries que M. Saint-Charles compare à celles de Mague-lonne. Le grand séminaire, installé dans ces restes, continue l'œuvre d'instruction. »

SCEAU INÉDIT

DE LA JUSTICE DE ROCHECORBON.

Bien que ce sceau n'appartienne pas au Périgord (1), nous croyons néanmoins devoir le publier dans le seul but de le signaler à l'attention des archéologues de la Touraine, pour lesquels il ne peut manquer d'offrir un certain intérêt. Comme on pourra en juger par la légende, ce doit être le sceau-matrice de la justice de Rochecorbon, un des vieux châteaux du département d'Indre-et-Loire, aujourd'hui démoli, mais qui jouissait, au **xiii^e** ou **xiv^e** siècle, d'une grande réputation. Au reste, en voici la description :

Sceau-matrice orbiculaire, en cuivre jaune, de 46^{mm} sur 44.

Légende : ✱ S. CVRIE RVPIVM CORBONIS

(✱ *Sigillum Curie Rupium Corbonis.*)

Dessin : Ecu antique, de au cerf élané de (les émaux ne sont pas indiqués.)

Rochecorbon, dont il est ici question, est maintenant le chef-lieu d'une commune dépendant du canton de Vouvray, arrondissement de Tours. Placée non loin de cette dernière ville, et tout près de la célèbre abbaye de Marmoutier, cette commune n'a conservé de son manoir féodal qu'une tourelle du **xv^e** siècle, de forme carrée, très élancée, couronnée par des machicoulis et appelée la *Lanterne de Rochecorbon*. Il serait curieux et même intéressant de retracer l'histoire de l'ancienne justice de Rochecorbon ; nous laissons ce soin aux membres de la Société archéologique de Touraine, qui nous sauront peut-être quelque gré d'avoir signalé un monument précieux pour leur province.

Élie CARVÈS.

(1) Ce sceau a dû être laissé dans le pays par un officier du nom de Rochecorbon qui commandait des troupes en garnison à Sarlat. Nous croyons avoir appris ce renseignement en analysant les pièces judiciaires rapportées du greffe du tribunal de cette ville.

F. V.

BIBLIOGRAPHIE.

Faits d'armes de Geoffroy de Vivant, publiés d'après le manuscrit original

par Adolphe Magen (1).

Patrimoine de la maison d'Albret, le Périgord ressentit d'une façon toute particulière les déplorables effets de l'hérésie de Calvin. Toutes les évolutions des partis eurent chez nous leur contre-coup. La noblesse périgourdine, trop nombreuse, à l'étroit au sein de la province, se mêla à l'envi aux luttes qui marquèrent la seconde période du xvi^e siècle ; plusieurs de ses membres se prirent de passion pour les aventures et, poussés par l'ambition et la cupidité, se servirent des troubles pour s'élever et s'enrichir, à ce point que Jean Tarde, témoin attristé des drames dont il fut le fidèle historien, a pu écrire ces lignes à l'occasion de la prise de sa chère ville de Sarlat : « Sarlat est despouillé et faict esclave, et mis ès mains non des Turcs, des Arabes ou autre nation estrangère, mais de ses propres voisins, parens et alliés, qui ont changé de religion pour, soubz ce prétexte, enlever, piller et ravir le bien de leurs compatriotes. »

Pour comprendre l'amertume de ces paroles du patriote chanoine, il suffira de savoir que les assiégeants et les assiégés étaient commandés par les deux cousins germains. Le lieutenant-général François Pothon de Gérard fut le chef de la résistance catholique, et les protestants, qui réussirent par surprise à mettre ainsi sous leur joug tyrannique la capitale du Sarladais, avaient à leur tête l'homme qui devait prendre la part la plus active à ces guerres fratricides. Nous avons nommé Geoffroy de Vivant, seigneur de Doissac en Sarladais. D'abord lieutenant d'Armand de Clermont de Piles, il devint successivement chambellan du roi de Navarre, membre de son conseil privé, mestre de camp de sa cavalerie légère, gouverneur, pour le même prince, du Périgord et du Limousin, gouverneur particulier de Dome et de Caumont-sur-Garonne. Pendant vingt-cinq ans,

(1) Agen, *Michel et Medan*, 1887, in-8° de XXX et 212 pages.

c'est lui qui conduit la plupart des expéditions militaires qui depuis 1567 eurent pour théâtre le Périgord, l'Agenais, le Quercy et le Limousin, se faisant un nom parmi les chefs calvinistes par son audace, son habileté en même temps que par sa cruauté.

M. Adolphe Magen, secrétaire perpétuel de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, a entrepris de réparer envers la mémoire de Geoffroy de Vivant ce qu'il appelle un « acte de lèse-équité ». Selon lui, la postérité doit accorder au capitaine huguenot une place des plus honorables dans l'histoire. C'est cette pensée de restitution qui a dirigé l'impression du volume dont M. de La Verrie, comte de Vivant, a fait hommage à notre Société archéologique. M. Tamizey de Larroque, avec sa compétence ordinaire, en a fait valoir l'élégance avec toutes les « choses précieuses » qu'il renferme (1). Mais notre érudit correspondant s'est uniquement attaché à faire ressortir l'intérêt que ce livre peut offrir à « tout le monde », tant par le nombre des villes, bourgades ou châteaux qui furent les témoins de tant de faits d'armes, que par celui des personnages fameux qui animent le récit. Notre tâche est de montrer dans quelle mesure cette publication pourra servir à l'histoire.

Sous le titre d'*Avertissement*, M. Magen a écrit une « remarquable » notice sur Geoffroy de Vivant, qui, « né soldat et sorti de souche huguenote, » se dévoua tout entier à la cause de Henri de Navarre. M. Joseph de La Verrie de Vivant, héritier par suite de substitution du nom et des armes du hardi capitaine, possède dans les archives de son château de Lamilhal, cinquante et une lettres du Béarnais, dont trente-huit ont déjà vu le jour dans la collection des *Lettres missives des rois de France*, et onze dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, tome 1^{er}, pages 245 et suivantes ; les deux autres, suivies d'une troisième adressée par le roi au fils de Vivant, ornent la préface de M. Magen.

A côté de ces précieux autographes se trouvait un manuscrit de 44 feuillets in-4^o, portant ce titre en écriture toute moderne : *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant, recueillis par les soins de Jean de Vivant, son fils*. Ce fils Jean a pu en être l'auteur, comme plusieurs l'ont affirmé ; il avait combattu aux côtés de son père, et le futur Henri IV l'eut en particulière estime ; mais s'il n'a pas composé lui-même ces mémoires, publiés aujourd'hui pour la première fois, il les a sûrement inspirés, et on lui en doit la conservation. Le principal personnage y est peint d'ailleurs sous de si

(1) Article bibliographique reproduit par *l'Indépendant de la Dordogne* dans son numéro du jeudi 1^{er} décembre 1887.

belles couleurs qu'il est difficile de n'y pas sentir la touche d'une main filiale.

Nous trouvons peu de ressemblances entre ce portrait inédit de Geoffroy de Vivant, trop constamment flatté, et celui qu'en ont laissé les chroniqueurs. Ils s'accordent tous à l'accuser de férocité. Les faits et la tradition ne viennent point leur donner un démenti. Qu'on se rappelle, par exemple, sa conduite lorsqu'au mépris de la paix de La Rochelle, il s'empara de Sarlat, en 1574. Trois ecclésiastiques, Pons de Salignac, premier archidiacre, Pierre de Salignac, chantre, et François de Bruzac, prieur, s'étaient rendus les armes à la main avec promesse de vie sauve : ils furent poignardés de sang-froid par son ordre ; la maison épiscopale, dernier refuge des catholiques, fut pillée et, de même que les archives du chapitre, livrée aux flammes. A Belvès, à Villefranche, à Montignac, même spectacle. Il est la terreur de nos contrées. Lorsque le sieur de Choupes, assez modéré pour un sectaire, dut abandonner le gouvernement de Périgueux, tombé à son tour au pouvoir des protestants en 1575, « en son lieu, dit la chronique de Chilhaud des Fieux, les habitants huguenots demandèrent Geoffroy de Vivans, lequel y fust receu avec joye, et d'autant qu'ils le connoissoient cruel et sanguinaire et du tout impitoyable étant conforme à leur humeur, esperans que par luy les catoliques seroient plus tourmentés... »

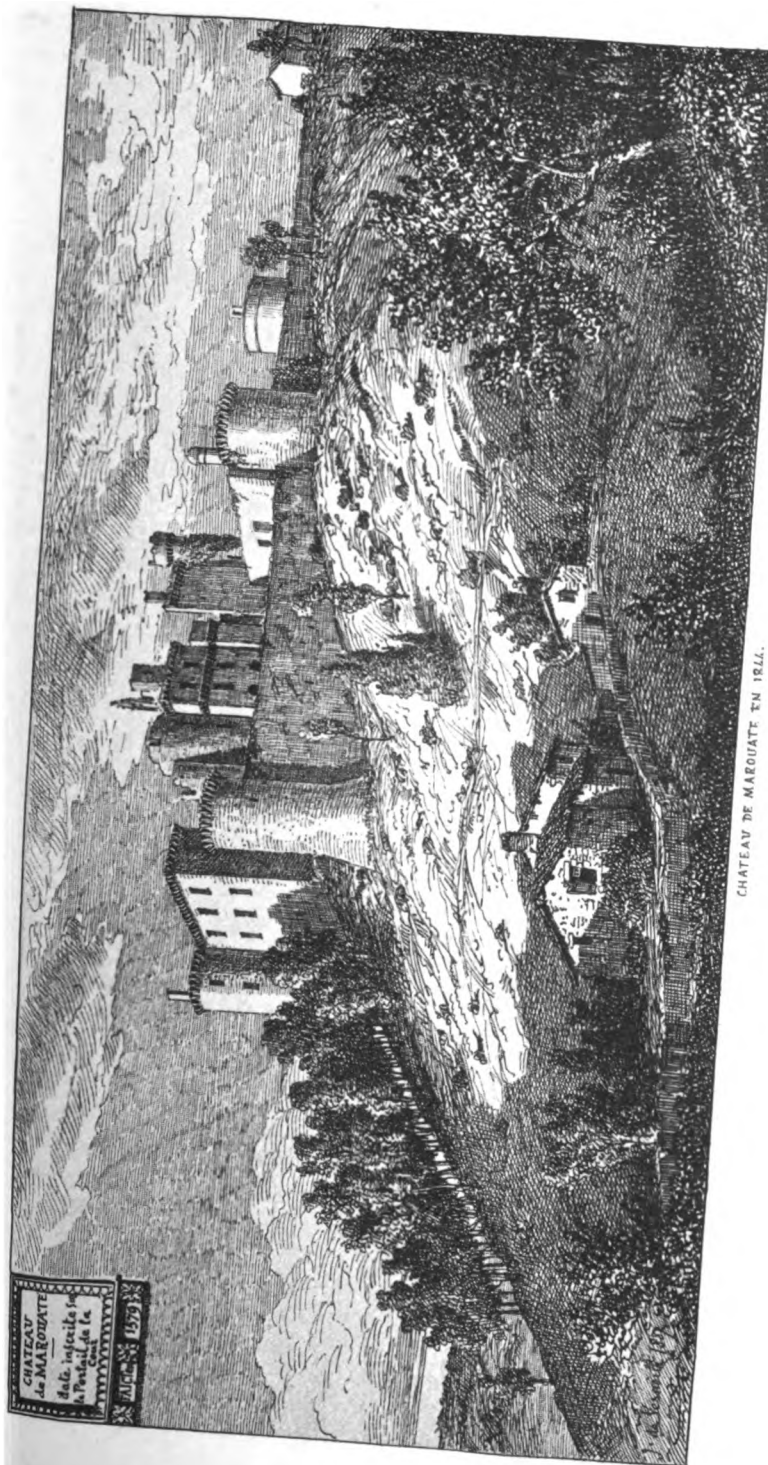
On conçoit que le panégyriste ait passé sous silence de pareils méfaits et se soit, au contraire, appliqué à prêter à son héros des sentiments d'humanité. C'est ainsi qu'il a soin de proclamer que Vivant prit la ville de Montpazier en 1574 « sans la piller ny ruiner l'esglise ny rançonner ny chasser pas un des catholiques. » Il insiste aussi sur l'attitude courtoise du capitaine vis-à-vis des prisonniers de Monflanquin « la plupart riches et de bonne maison, auxquels il harangua que, quoy qu'il fust pauvre gentilhomme et que leurs rançons le peussent enrichir, que son ambition ne s'estendoit pourtant qu'à estre riche d'honneur et d'amis, et qu'il leur quittoit à tous leurs rançons, s'ils vouloient promettre ne faire plus la guerre à ceux de la religion ». A Tonneins, il trouva les provisions de bouche amassées par Montluc, notamment du vin de Gaillac, des épiceries et du sucre ; la femme du maréchal ayant manifesté de vifs regrets de cette perte, il lui rendit tout le butin galamment. Voilà certes des traits de nature à faire honneur à un homme de guerre, quelque rudesse qu'il ait d'ailleurs.

Mais ce que personne ne contestera chez Geoffroy de Vivant, c'est le courage. Son biographe lui assigne un rôle important à la bataille de Coutras, dont il aurait, par une habile manœuvre, assuré le succès, et où il faillit perdre la vie (1587). Il fut renversé à la tête de son escadron de cavalerie par dix ou douze lances qui le criblèrent de blessures, dont l'une

au bras droit, et l'autre au bas-ventre. Malgré ses souffrances, il se fit hisser à cheval, pour attendre l'issue du combat. Il est temps de céder la parole à son historien ; il va nous édifier sur la trempe de cet indomptable caractère :

« Le fer de la lance avoit traversé le bras entièrement et le tronçon du
» bois de deux pieds de long de l'autre part. Il fallut donc s'ier le bois d'un
» costé et puis avec des tenailles tirer le fer de l'autre. Pour le coup du
» petit ventre, quoyque tous les cyrurgiens et médecins de l'armée le son-
» dassent le soir et le matin, ils jugeoient et assuroient Sa Majesté et tous
» ces grands que ce n'estoit qu'un coup d'esclat qui n'enfonçoit point. Luy
» seul, qui avoit senty la douleur et le coup, affirmoit avoir le fer dans le
» corps, dont on se mocquoit. Lendemain il séjourne à Coutras avec
» mille douleurs et fait demander congé pour sa troupe à Sa Majesté pour
» le conduire à Sainte-Foy. Il part sur des branchats, vint coucher à
» Gurson avec des tourmens inouïs, conjurant tous ses amis de luy don-
» ner du pistolet dans la teste. De Gurson le quatriesme jour il se rendit
» à Sainte-Foy, fait mestre sa compagnie en bataille, les harangue, les
» remercie, les conjure de le revenir trouver bien tost et ne quitter point
» sa fortune, se met au lict, disant n'avoir plus de douleur. Or estoit elle
» ostée, d'autant que la putrefaction se formoit dans son ventre, soupe et
» dort toute la nuit. Le s^r Loyseau, de Bragerac, estoit arrivé dès le soir,
» et, l'ayant sondé, faisoit d'abord mesme jugement que les autres ; mais
» lendemain 5^e jour, pressé par le dit sieur qui luy disoit son ventre s'en
» aller en gangrene et le pressoit de lui faire des incisions, à l'appareil du
» soir luy ayant donné quelques coups de razouer, tire une esquille de boys
» de la longueur du doigt, et, se voulant arrester sans le tourmenter davan-
» tage pour ce coup, craignant qu'il mourust entre ses mains, fust exhorté
» par le dit s^r mesme d'achever et qu'il se confiasst en son courage, suffi-
» sant encore d'endurer tous ces tourmens. Lors le dit s^r Loyseau l'ayant
» fait mettre de genoux, autour de luy tous ceux de sa maison, l'exhortoit
» à recevoir patiemment la mort, comme s'il l'eust deu esgorger, et don-
» nant divers coups de razouer, tira avec la main du milieu des boyaux
» un fer de lance doré, quarré, des plus grands qu'on voye, sans que le
» dit sieur fist nul cry, ni autre geste que grincer les dents. Après cela le
» dit sieur ayant levé ses yeux au ciel, rendit graces à Dieu et soudain
» commanda au s^r de Doysac, son fils, de porter le fer au roy de Navarre,
» qui estoit arrivé le mesme jour à Sainte-Foy. »

Geoffroy de Vivant ne devait trouver la mort qu'au siège de Villandraut, en 1592.



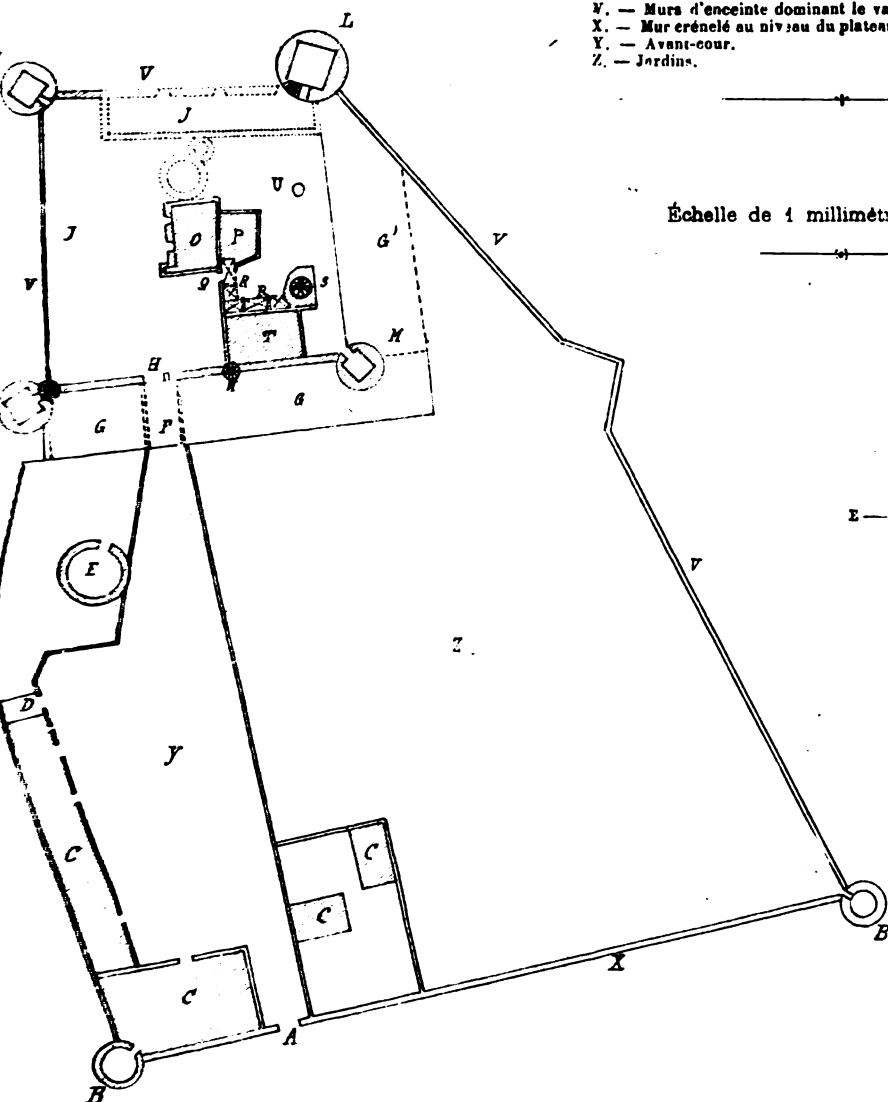
CHATEAU DE MARQUATE EN 1844.

Imp. Berthaud

LÉGENDE.

- A. — Entrée principale.
- B. — Tours.
- C. — Bâtiments d'exploitation.
- D. — Pavillon de la recette.
- E. — Colombier.
- F. — Pont-levis.
- G. — Fossés.
- G'. — Fossés actuellement comblés.
- H. — Entrée.
- I. — Tour du Pucelage à chambres carrées avec escalier.
- J. — Terrasse autrefois bâtie.
- K. — Tour. à chambres carrées.
- L. — Tour. à chambres avec escalier.
- M. — Tour du Trésor actuellement coupée à 1 mètre du sol.
- N. — Tour d'escalier.
- O. — Chapelle.
- P. — Cuisine.
- Q. — Portail d'entrée du château.
- R. — Galerie au-dessous de laquelle est un passage voûte.
- S. — Donjon.
- T. — Corps de bâtiment en ruine.
- U. — Puits.
- V. — Murs d'enceinte dominant le vallon.
- X. — Mur crénelé au niveau du plateau.
- Y. — Avant-cour.
- Z. — Jardins.

Échelle de 1 millimètre par mètre.



PLAN
DU CHÂTEAU DE MAROITE.

A part la page que nous venons de citer, où l'émotion naît du sujet même, ces mémoires ne se recommandent par aucun mérite littéraire. L'auteur, auquel l'épée était probablement plus familière que la plume, paraît n'avoir d'autre préoccupation que de célébrer de son mieux les exploits du guerrier. Si l'on n'avait à lui objecter que les ombres que nous avons indiquées et qui semblent avoir été soigneusement adoucies ou même effacées dans son œuvre, la critique n'aurait qu'à s'exercer bien faiblement. Mais, ce qui est plus grave, si l'on vient à comparer le récit du pieux admirateur de Vivant avec celui de Tarde, on ne peut s'empêcher de remarquer des différences notables dans la façon dont les mêmes faits sont présentés par les deux écrivains. Contentons-nous de signaler la narration de la prise de Sarlat et du refus de la garnison protestante de recevoir Vivant dans la ville après son échec de Libos, ainsi que la reprise de Sarlat par les catholiques. Le portrait peint par Jean de Vivant reflète trop vivement les sentiments de l'auteur pour qu'on puisse s'y fier d'une manière absolue. Comme il est très rare que l'on trouve en défaut la sincérité de Tarde, la version de ce dernier mérite plus de confiance ; ce n'est pas contre lui qu'on sera jamais tenté de s'inscrire en faux. On sait que dans cette longue suite d'événements qui va des temps primitifs de la Gaule au règne de Louis XIII, c'est au tableau des guerres de religion qu'il a apporté le plus de soin, par la raison qu'il a vu ce qu'il raconte. « Quant aux troubles causés par les religionnaires et autres choses passées depuis 1560, écrit-il, je le rapporte pour la plupart sur la foi de mes propres yeux ». Et s'il a de trop puissants motifs pour exécrer les auteurs de tous les désastres moraux et matériels accumulés dans le Sarladais, l'animosité du futur aumônier de Henri IV n'allait pas jusqu'au fanatisme ; chez lui les ardeurs anticalvinistes, ainsi qu'on l'a justement observé, se trouvent tempérées par un esprit politique, un dévouement aux intérêts supérieurs du pays qui se manifestent dans ses *Chroniques* et sont le gage de son impartialité.

Le texte des *Faits d'armes de Geoffroy de Vivant* est suivi d'un *Appendice* dont les six premières pages sont un curieux exposé du traitement que le capitaine blessé subit à Coutras avec un bonheur si inespéré ; il est extrait de l'ouvrage introuvable publié à Bordeaux en 1617 par Loyseau, médecin et chirurgien ordinaire du roi : *Des observations médicales et chirurgicales avec histoires, noms, pays, saisons et témoignages*. Les soixante-deux pages qui suivent contiennent la *Généalogie de Vivant ou de Vivans*, résumé des recherches de M^{me} la comtesse Marie de Raymond, noble et spirituelle dame, en qui les érudits ont salué le d'Hozier de la Guienne et de la Gascogne, et à la mémoire de laquelle le volume publié par M. Magen est dédié. Puisqu'on a jugé utile de faire connaître la des-

cendance complète de Geoffroy de Vivant, pour quelle raison a-t-on négligé, à l'article consacré à son petit-fils Jacques, auteur de la branche de Launay, de mentionner les écrits et surtout les poésies de ce conseiller au Parlement de Bordeaux, dont les pacifiques lauriers sont bien moins brillants que les faits d'armes de son aïeul, mais n'ont pas été du moins arrosés de larmes et de sang ?

Cet ouvrage est complété par des explications ou des notices sommaires en ordre alphabétique sur les mots vieillis et les locutions proverbiales, les noms de lieu et les noms d'homme. A l'occasion de cet *Index*, M. Magen a eu plusieurs fois recours pour l'identification des noms avec les personnages à qui ils se réfèrent, à notre collègue M. G. de Gérard ; il est à regretter que le savant éditeur des *Chroniques* de Tarde n'ait pas été plus souvent consulté : le beau livre que nous venons d'analyser y aurait certainement gagné en correction, et de nombreuses erreurs d'attributions ne dépareraient pas cette publication, qui nous semble, au résumé, avoir eu plutôt en vue la glorification du capitaine Vivant et de sa famille que le véritable intérêt de l'histoire.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

NÉCROLOGIE.

M. PAUL D'ARTENSEC.

La Société historique et archéologique du Périgord vient de perdre un de ses membres les plus dévoués et les plus sympathiques, M. d'Artensec de Verneuil, receveur de l'Enregistrement, décédé à Brive, le 12 février dernier.

Né à Reynaud, dans la commune de Manzac (Dordogne), le 19 mai 1841, M. d'Artensec (Paul-Louis-Justin) était fils de Claude-Raphaël d'Artensec, et de Thérèse Labat.

Par sa mère, il était le neveu du vénérable chanoine Labat, dont le souvenir est toujours vivant parmi nous ; du côté paternel, il descendait en ligne directe de Jean-Baptiste d'Artensec, l'un des héros de l'histoire de Périgueux au dix-septième siècle.

La ville, en 1651, avait embrassé le parti des Princes, et pour son châtimement subissait le joug tyrannique du marquis de Chanlost, que le prince de Condé y avait placé comme gouverneur.

Quelques généreux citoyens, parmi lesquels MM. Hliéras et Jean d'Artensec, tentèrent à différentes reprises de ramener la ville sous l'obéissance du roi. Cette heureuse fortune devait revenir le 16 septembre 1653, à M. Joseph Bodin ; mais ceux qui l'avaient devancé dans cette entreprise, payèrent chèrement leur fidélité à la cause royale. M. d'Artensec, l'un des premiers, ayant été dénoncé au gouverneur, celui-ci le fit aussitôt arrêter et, par voie d'intimidation, essaya de lui arracher les noms de ses associés. Ne pouvant y réussir, il le condamna à 4,000 livres d'amende, mit ses biens au pillage, puis le livra odieusement à la populace qui, après l'avoir outragé et torturé de mille façons, l'abandonna comme mort. Le roi Louis XIV récompensa les services de son fidèle sujet par des lettres d'anoblissement datées, à Paris, du 15 mai 1655 (1).

(1) « La famille d'Artensec est ancienne en Périgord. En 1390, Raymond d'Artensec rendit hommage au sieur Pons, vicomte de Turenne, au nom de sa femme, Jeanne de Saint-Geniès, pour ce qu'elle possédait dans la châtellenie de St-Geniès, et dans le château et châtellenie de Salagnac (Copie collationnée d'hommage souscrite par le sieur de Commarque au château de Pellevezie, chez M. le comte de Montmége). — 1519. Étienne d'Artensec, habitant le lieu de La Forie, paroisse de Mortemar, épousa Gillone, fille de noble Jean Bardon, seigneur de Castel, et de Marguerite de Marqueyssac. » (Note communiquée par M. l'abbé Brugière.)

Les armoiries des d'Artensec sont : d'azur, à une fasce d'or en forme d'arc bordée de gueules, au chef cousu de gueules, chargé d'un croissant d'argent accosté de deux étoiles d'or.

Imbu des traditions de sa famille, notre confrère M. Paul d'Artensec allia la bonté de son oncle maternel et ses vertus chrétiennes avec la dignité de caractère de ses pères. Il était d'un commerce agréable, et s'attira l'estime et l'affection sincère de tous ceux qui l'ont connu.

Adonné dans sa jeunesse à l'étude des sciences naturelles, il s'occupa plus tard de numismatique et d'archéologie. Il laisse un médaillier qui n'est pas sans intérêt, et quelques antiquités préhistoriques recueillies par lui aux environs de Brive et de Terrasson.

Membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord depuis le 3 décembre 1874, M. d'Artensec faisait, en outre, partie de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, séante à Brive.

Dans les *Bulletins* de cette dernière Société, il a publié les deux opuscules suivants :

Numismatique. — Trouaille de monnaies en or dans la commune de Saint-Hilaire-Peyroux ; tome VIII, 1886, pages 681-684.

Lettres autographes du maréchal Brune ; tome IX, 1887, pages 275-277, avec fac-simile.

M. d'Artensec allait, paraît-il, être nommé prochainement à Périgueux, sa résidence de choix. Il se faisait une fête de revenir au milieu de nous, et de prendre une part active à nos travaux. La divine Providence en avait, hélas ! autrement décidé !

Puissent les regrets de ses confrères, apporter quelque adoucissement à la douleur de sa veuve et de ses chers enfants !

M. H.

Périgueux, 19 mars 1888.



Deux planches accompagnent cette livraison. — La 1^{re} représente le Château de Maroite en 1844 ; — et la 2^e, le Plan dudit Château.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux, imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^{ie}.)

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du Jeudi 5 Avril 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, le vicomte de Lestrade, le marquis d'Abzac de La Douze, Antony Délugin, le docteur Dumont, Charles Durand, l'abbé Goyhenèche, Lespinas, le marquis de Montferrand, Mourié, André Saint-Martin et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT a encore le pénible devoir de nous annoncer la mort d'un de nos confrères fort distingué et des plus justement aimés, M. le docteur Ussel, médecin des épidémies, au Coudon. Les nombreux et éloquents discours qui ont été prononcés sur sa tombe nous ont fait connaître sa vie publique si méritoire. L'un de ses voisins et amis, M. Vasseur, rappellera dans le *Bulletin* son goût pour l'archéologie et les antiquités.

La Société témoigne d'unanimes regrets.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages offerts à notre bibliothèque pendant le mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de février et de mars 1888, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de*

France, 13^e année, 1886, un volume in-8° broché, Paris, chez Champion, libraire, quai Voltaire, 9 ;

Les *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, tome XIII, 1886, un volume broché, in-8°, Paris, chez Champion, libraire ;

La *Revue de la Société des Etudes historiques*, faisant suite à l'*Investigateur*, 4^e série, tome V, 53^e année, 1887, un volume broché, grand in-8°, Paris, Ernest Thorin, éditeur ;

L'*Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France*, 21^e année, 1887, un volume broché, in-8°, Paris, Ernest Leroux, libraire-éditeur ;

La *Revue historique et archéologique du Maine*, tome XXII, année 1887, second semestre, un volume in-8°, broché, Mamers et Le Mans ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 4^e trimestre de 1887, fascicule in-8°, Poitiers, contenant un excellent rapport de M. Tornézy, ancien magistrat à Périgueux, sur *La Peinture ancienne à l'Exposition artistique de Poitiers en 1887* ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, VIII^e volume, 2^e livraison, 1^{er} mars 1888, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où se trouve signalée une brochure sur les *Funérailles de Louis-André de Coëffard*, statuaire à Bordeaux, d'un grand mérite et d'une rare modestie, qui avait exécuté, il y a une vingtaine d'années, le buste en marbre de M. Félix de Verneilh, placé au musée de Périgueux. M. de Coëffard était né à Arveyres (Charente-Inférieure), le 24 octobre 1818, et il est décédé le 16 mai 1887 ;

La table des matières du *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, tome VII, in-8°, Paris et Saintes, 1887 ;

Le *Bulletin de la Société de Borda*, à Dax, 13^e année, 1888, premier trimestre, in-8°, Dax, imprimerie Labèque, contenant une étude de M. Braquehayé sur *Les monogrammes des Foix-Candale aux châteaux de Doazit (Landes) et de Cadillac sur Garonne (Gironde)*, qui rappellent par leurs S barrés ceux des Caumont Laforce ;

Le *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome XII, 4^e fascicule, in-8°, Cahors, imprimerie de Laytou, 1887 ;

Le *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, tome XV, année 1887, quatre fascicules in-8°, Montauban, imprimerie Forestié ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome II, numéro de janvier 1888, in-8°, Montpellier et Paris, où est annoncée la publication que viennent de faire MM. Noulet et Camille Chabaneau d'un volume intitulé : *Deux Manuscrits provençaux du xiv^e siècle*, contenant des poésies de Raimon de Cornet, de Pierre de Ladils et d'autres poètes de l'école de Toulouse ;

Par M. Louis Guibert, son intéressante brochure sur *Le budget de la ville de Limoges au moyen-âge*, extrait de *l'Almanach limousin* pour 1888, in-12, Limoges, imprimerie-librairie veuve Ducourtieux ;

Par M. l'abbé Pergot, curé-doyen de Terrasson, *Les Mémoires de mon encrier*, petit poème badin, brochure in-8°, Périgueux, Cassard frères, imprimeurs, 1887 ;

Par M. Gabriel Tarde, un exemplaire de son ouvrage sur *La Criminalité comparée*, qui a paru, il y a deux ans ; un volume broché, in-12, Paris, librairie Alcan, 1896 : notre laborieux et érudit confrère nous écrit « qu'il aurait dû nous l'adresser plus tôt ; qu'il avait hésité d'abord, pensant que la nature du sujet traité était par trop étrangère aux travaux de la Société pour l'intéresser. Mais le public, même non philosophique, ayant montré de l'intérêt pour les questions que j'ai agitées, ce scrupule ne m'arrête plus » ;

Par M. Dujarric-Descombes, un numéro d'une revue, *La célébrité contemporaine*, de janvier 1888, in-8°, Paris et Marseille, qui contient la biographie de notre vice-président de l'arrondissement de Bergerac, M. Elie de Biran, par M. Alfred de Martonne.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Un Comité d'Etudes de Paris nous mande, dit M. LE PRÉSIDENT, qu'il vient de faire l'acquisition d'un vaste hôtel

(l'ancien hôtel Panckoucke et des Etats de Blois) qui s'appellera l'Hôtel des Sociétés savantes, et qui est situé au centre du quartier des Ecoles, à l'angle de la rue Serpente et de la rue des Poitevins, entre l'Institut, la Sorbonne et le Collège de France, à quelques pas de l'Ecole de médecine. On a réalisé ainsi un vœu émis par la majorité des Sociétés de Paris : « la création d'un centre scientifique et intellectuel permettant aux Sociétés savantes de se réunir et de se grouper, où chacune d'elles puisse avoir son siège et même un local particulier pour ses bureaux, où enfin elles aient la facilité, suivant leurs besoins, de communiquer entre elles et de se prêter un mutuel concours ». Aujourd'hui, on sollicite l'adhésion des Sociétés de province et de l'étranger, qui, moyennant une cotisation annuelle, pourront trouver, dans cet hôtel, des salles de séances, des salles de commissions, un laboratoire, une imprimerie, des salles pour les repas de corps et banquets, un restaurant, un fumoir, une salle de pas-perdus et enfin une bibliothèque et une vaste salle de lecture. Et même un bureau spécial d'agent général se chargera, pour le compte des Sociétés de Paris et de la province, des différents services qu'elles trouveraient intérêt à lui confier, tels que lettres et avis de convocation, rédaction de procès-verbaux, copies de rapports, impression, envoi et distribution de circulaires, comptes-rendus, brochures, livres, etc., recouvrement de cotisations, comptabilité, etc.

L'assemblée, consultée sur la proposition, ne voit pas l'utilité pour elle d'une pareille adhésion.

M. DE BÉLER et M. RECOURS, élus dans de précédentes réunions, l'un membre titulaire, et l'autre membre associé, adressent leurs remerciements à la Société.

M. le Ministre de l'Instruction publique annonce à M. LE PRÉSIDENT que le congrès des Sociétés savantes s'ouvrira le 22 mai prochain, à une heure et demie, exceptionnellement au Ministère de l'Instruction publique, rue de Grenelle, 110, et se poursuivra durant les journées des mercredi 23, jeudi 24 et vendredi 25 mai. Le samedi 26 sera consacré à la

séance générale, qui se tiendra dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

M. le Ministre nous invite à lui transmettre avant le 25 avril les noms de nos délégués et le titre des communications écrites ou verbales qu'ils se proposent de faire en dehors du programme.

La Société choisit pour la représenter au congrès M. le marquis de Chantérac, M. Henri de Montégut, M. le docteur Ladevi-Roche et M. Mallat. Ce dernier avait exprimé le dessein d'y lire un travail sur *Les grandes écoles romanes de Périgord et d'Angoumois*.

Pendant que nous y sommes, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL croit que nous devrions élire aussi nos délégués au congrès des Sociétés des beaux-arts des départements, la lettre ministérielle pouvant arriver d'un jour à l'autre.

L'assemblée désigne pour la représenter à ce congrès M. l'abbé Cheyssac, M. Cros-Puymartin et M. Georges Dufour.

Nos confrères MM. TARDE et Gaston DE GÉRARD prient M. le Président de se faire leur interprète auprès de la Société et de lui transmettre l'expression de leur gratitude pour la précieuse approbation qu'elle a bien voulu accorder aux *Chroniques de Tarde*, en votant une subvention. « Je ne puis que vous répéter ici, poursuit M. de Gérard, que Gabriel Tarde et moi considérons l'accueil fait à notre demande, surtout comme un témoignage de satisfaction de la façon dont ce gros travail a été mené à bonne fin; c'est ce qui nous a déterminés à venir faire une pareille démarche auprès de la Société.

« L'offre aimable qu'elle me fait pour l'avenir m'a particulièrement flatté, et je suis fier qu'elle veuille bien m'engager à continuer jusqu'en 1789 l'histoire du Sarladais. Si je vois que les *Chroniques* continuent à rencontrer un accueil favorable auprès du public, et si, par suite, je puis espérer à brève échéance voir les frais considérables de cette édition se couvrir, nul doute que je mette sur le chantier la continuation. Je tâcherai de répondre ainsi à la confiance flatteuse que notre Société veut bien me témoigner, et je puis

assurer d'avance que dans tous les cas et quelle que soit la valeur du second volume, il sera du moins préparé avec une conscience absolue. »

Un membre fait remarquer ensuite que M. le docteur Laroche, dans notre *Bulletin* de l'année dernière, page 503, a dû commettre une erreur historique en confondant deux familles de notre province, la famille de Montardit, d'Agonac, éteinte depuis les premières années du XVIII^e siècle, d'après La Chenaye-Desbois, avec une autre famille du même nom.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il a reçu à ce sujet de la famille intéressée la note suivante :

« Notre collègue M. le docteur Laroche a écrit dans son mémoire sur les guerres de la Réforme en Périgord que l'ancienne famille de Montardit avait encore ses représentants ; nous regrettons qu'il n'ait pas fourni les preuves à l'appui.

» La famille de Montardy de la Palurie possède des armoiries différentes, et les lettres patentes d'anoblissement, accordées le 7 avril 1777, doivent constituer une distinction. »

En nous priant de rectifier aussi quelques qualifications sur la liste de nos membres, notre érudit correspondant M. TAMIZEY DE LARROQUE ajoute : ... « A propos des lettres inédites du poète Pierre de Brach et de sa femme, mentionnées page 42 du *Bulletin*, j'ai l'honneur de vous annoncer que M. Communay, ancien président de la Société des Archives historiques du département de la Gironde, possède quelques documents inédits relatifs à la famille de Brach, et l'on pourrait publier le tout dans le *Bulletin*. Je crois pouvoir déclarer que M. Communay serait heureux de cette fusion.

» Notre excellent et savant confrère M. Camille Chabaneau mentionne, page 52, la très prochaine apparition d'une édition classique de Bertran de Born. Le tome I^{er} des poésies complètes du célèbre troubadour vient de paraître (Tou-

louse, Edouard Privat, février 1888) et tout y est digne d'éloges, l'*Etude sur Bertran de Born*, comme l'édition des *Poésies politiques, amoureuses, diverses*, comme le *Glossaire*. J'ajoute avec autant de confiance que de joie que M. Chabaneau prépare, pour la *Bibliothèque méridionale*, qui vient d'être si brillamment inaugurée par M. Thomas, une édition des *Poésies complètes d'Arnaud Daniel*. Espérons que les deux romanistes donneront dans la même collection le recueil des poésies des autres grands troubadours périgour-dins. Je constate, non sans fierté, que dans nulle province la poésie dite provençale ne fut cultivée avec autant d'éclat que dans le Périgord. »

En ce qui concerne le poète Pierre de Brach, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense qu'après la savante publication en deux gros volumes de M. Dezeimeris sur ses poésies, il est malaisé de trouver du nouveau ; néanmoins, il s'entendra volontiers avec M. Communay pour décider ce qu'on pourrait faire.

Notre vice-président M. Elie DE BIRAN veut bien aussi compléter l'analyse que le Secrétaire général a donnée, à la séance du 4 août dernier, d'un dossier relatif à l'impression du premier ouvrage de M. de Taillefer. « En feuilletant mes notes, nous écrit-il, j'ai trouvé un extrait d'une lettre de M. de Taillefer à l'abbé de Lespine, datée du 27 août 1804. Il résulte de cette pièce que Maine de Biran, dont l'auteur parle en termes fort élogieux, s'était chargé de placer l'ouvrage de son compatriote chez un libraire offrant de sérieuses garanties. Maine de Biran réussit-il dans ses démarches ? C'est ce que j'ignore. Voici en tout cas le passage où il est question de son intervention :

« Périgueux, le 27 août 1804.

« Je voudrais bien que vous vissiez de ma part M. de Biran, beau-frère de M^{me} Gérard (1) ; je lui ai écrit, il y a déjà quelque temps, et n'ai pas reçu de nouvelles de lui, je crains qu'il ne soit malade. C'est un jeune

(1) M. Gérard était payeur du département de la Dordogne.

homme honnête, aimable et parfaitement instruit ; il est grand métaphysicien. Vous serez enchanté de lier connaissance avec lui. Il a eu l'honnêteté de se charger de tirer mon ouvrage des mains de M. Détournelle et de le placer dans des mains moins partiales. Sachez, je vous prie, s'il a eu la bonté de s'en occuper, et donnez moi de ses nouvelles, car j'en suis inquiet, et je lui suis très attaché. M. Maine de Biran demeure à l'hôtel de la Réunion, rue St-Pierre-Montmartre. Cette rue débouche dans celle Montmartre et dans celle Notre-Dame des Victoires.

» *A M. de Lespine, à Paris.* »

(Lespine, vol. 104, p. 526.)

« J'ajouterai que l'abbé Lespine entra en relations avec Maine de Biran. Le 6 décembre 1806, ce dernier, sous-préfet de Bergerac, écrivait la lettre ci-jointe (que je vous envoie en communication) à l'archiviste de la préfecture, pour lui demander de rechercher les papiers et livres ayant appartenu à M. Guillaume Gontier de Biran, ancien député aux Etats généraux. La lettre contient en post-scriptum un souvenir amical pour le comte de Tallefer. »

Elle sera publiée dans nos *Varia*.

M. FÉAUX, empêché d'assister à la réunion, nous envoie une note, dont il est donné lecture, sur *La station néolithique de Taboury*, commune de Sainte-Marie de Chignac, qu'il vient de découvrir. Elle est placée sur le promontoire élevé qui se trouve à un kilomètre environ, en amont de la station du chemin de fer de Niversac, au confluent des vallées baignées par le Manoire et le ruisseau de Saint-Geyrac. Ce lieu offrait, en effet, aux hommes de cette époque, les conditions qu'ils recherchaient pour l'établissement de leurs habitations : voisinage d'un cours d'eau, exposition au soleil, vue étendue permettant de surveiller le pays, etc. Des fouilles entreprises pour découvrir quelques foyers ont permis à notre jeune confrère de recueillir plusieurs silex taillés caractéristiques : pointes de flèches, scies, grattoirs, de nombreux fragments d'os, une ou deux dents de ruminant, un tronçon de bois de cerf sans trace de travail, des tessons de poterie

ayant appartenu à des vases de formes, de dimensions et surtout de fabrication très différentes ; un beau retouchoir, une ébauche de hache, plusieurs ciseaux, des débris de haches polies la plupart ayant servi de percuteur ; enfin, d'assez nombreux éclats et aussi des fragments de meules à broyer les grains.

Après lecture, l'assemblée décide que cette note intéressante paraîtra dans le *Bulletin*, accompagnée d'une planche sur laquelle figureront un vase et les principaux silex taillés de la station.

M. LE PRÉSIDENT montre ensuite à l'assemblée deux monnaies gauloises en billon, trouvées récemment à Ecornebœuf, près Périgueux, et qu'il a acquises pour le Musée départemental.

Peu versé, nous dit-il, dans l'étude de la numismatique, il a soumis ces monnaies à l'examen de notre confrère M. Lespinas, qui a bien voulu lui fournir à leur sujet les indications suivantes :

Pièce n° 1. — Tête à gauche avec mèches très fortes.

R. — Aigle éployé de face, la tête à gauche. Au-dessous, à gauche, autre petit aigle éployé regardant à gauche. — Sous les serres du grand aigle et à droite, une inscription que M. Hucher lit : CALIAGIIS. (Voir *Revue numismatique*, année 1855, page 365 et suivantes.)

Cette pièce, attribuée généralement aux Bellovaques, a été trouvée en nombre assez considérable, avec d'autres monnaies d'un type analogue, mais qui diffèrent par l'inscription, à Vendeuil, près Beauvais.

Pièce n° 2. — Profil barbare dans un cercle pointillé.

R. — Animal, un loup peut-être, prêt à s'élancer, à droite ; au-dessous, un anneau et une branche ; entre les jambes de l'animal, une branche feuillue ; derrière, une croisette.

Cette pièce, probablement pétrocorienne, aurait été trouvée en abondance à Ecornebœuf, au rapport de M. de Mourcin, qui l'a décrite dans son *Essai sur les monnaies du Périgord*.

Nos confrères, ajoute M. le Président, apprendront certainement avec plaisir que le riche médaillier du regretté

docteur Galy est aujourd'hui la propriété de M. Lespinas. Nul n'était plus capable d'en apprécier le mérite scientifique, ni plus digne de le posséder. Grâce aux éléments d'étude qu'il y puisera et à ses recherches personnelles, M. Lespinas sera bientôt en mesure, nous l'espérons, de nous donner sur la *Numismatique du Périgord* un ouvrage *ex professo* que nous serons heureux d'inscrire au nombre des publications de notre Société.

Des travaux de terrassements entrepris, il y a quelques semaines, dans la rue Puynazeau, en face de l'hôtel Mouyanne, pour la construction d'une maison, ont amené la découverte de plusieurs sépultures enfouies à 1^m50 environ de profondeur.

Averti obligeamment par l'entrepreneur des travaux, M. Rougier, M. LE PRÉSIDENT s'est empressé de se rendre sur le lieu de la découverte et, le 13 février, a pu assister à l'ouverture d'un dernier sarcophage en pierre que la pioche des ouvriers avait épargné. Orienté de l'ouest à l'est, les pieds à l'est, suivant la coutume chrétienne, ce sarcophage, muni d'un couvercle tectiforme, offrait à l'intérieur de l'auge les dimensions suivantes : longueur, 1^m78 ; largeur au chevet, 0^m58 ; aux pieds, 0^m40 ; profondeur, 0^m36. Les parois, dressées avec beaucoup de soin et d'une parfaite régularité, avaient une épaisseur de 95 millimètres. Au fond du cercueil, gisaient à leur place les derniers restes d'un vieillard dont la tête était inclinée à droite et les bras étendus le long du corps. Quelques débris osseux, mêlés d'un peu de terre humide, permettaient seuls de constater ces particularités ; aucun ossement, en effet, ne faisait plus relief ; une mince couche de poussière humide, voilà tout ce qui restait de ce Périgourdin du v^e ou du vi^e siècle.

Quelques jours auparavant et à deux ou trois mètres de ce sarcophage, du côté de la rue Taillefer, les ouvriers avaient rencontré la tombe d'un enfant de 12 à 15 ans, construite en tuiles romaines à rebords. Trois grandes tuiles posées à plat formaient le fond du cercueil, dont les côtés étaient constitués par d'autres tuiles inclinées l'une vers l'autre et se rejoignant au sommet.

Ce mode de sépulture, observe M. le Président, ne dépasse pas le v^e siècle et nous reporte dès lors jusqu'aux origines du christianisme dans nos contrées.

Plusieurs tombes de ce genre ont été découvertes à La Monzie-Saint-Martin en 1834 (1), et M. le Président en a lui-même étudié une dans la cour intérieure du cloître de St-Front, à Périgueux, en 1884 (2).

Les découvertes de la rue Puynazeau et celles qui ont été faites tout près de là, au n^o 3 de l'impasse Taillefer, en 1881 (3), démontrent en tout cas que dès le v^e siècle une population chrétienne assez dense habitait dans cette partie du Puy-Saint-Front, y avait son cimetière particulier près du vieux chemin de Taillefer, et par conséquent était déjà constituée en paroisse. Cette paroisse, qui a persisté jusqu'à la Révolution, n'était autre que celle de Saint-Silain, dont la vénérable antiquité nous est ainsi confirmée très heureusement par des découvertes archéologiques.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL communique ensuite la copie, du xvi^e siècle, d'une belle lettre historique que lui a donnée M. de Froidefond pour les archives, et qui provient, ou du fonds Chevalier de Cablanc, ou du fonds de Leymarie de La Roche. Elle porte les signatures des cardinaux Duperron et d'Ossat, et est adressée à Henri IV. Elle est datée de Rome, le 2 septembre 1598, d'une époque où ces deux prélats négociaient la réconciliation du roi avec le Saint-Siège. « Ce prince, dit la *Biographie universelle* de Michaud, informé des démarches spontanées de d'Ossat et de sa capacité, lui écrivit de se concerter avec le duc de Nevers, qu'il envoyait à Rome, muni de pleins pouvoirs. Le duc méprisa trop un auxiliaire d'autant plus utile qu'il était moins en évidence ; il osa conduire seul sa négociation, et il échoua. Le pape Clément VIII

(1) *V. Notice statistique sur la commune de La Monzie-Saint-Martin*, par F. Jouannet, dans le *Calendrier de la Dordogne*, année 1835, pages 181-200.

(2) *Bulletin de la Société archéologique du Périgord*, tome XI, 1884, pages 293-296.

(3) *Ibid.*, tome VIII, 1881, pages 394-395.

désirait cependant avec impatience qu'Henri rentrât solennellement dans la communion romaine; mais il eût voulu en même temps ménager l'Espagne et obtenir des conditions avantageuses pour le Saint-Siège... Quand d'Ossat eut aplani tous les obstacles, Duperron fut envoyé à Rome pour se joindre à lui et recevoir l'absolution au nom du roi. La première condition que le pape voulut imposer aux deux commissaires fut de déposer la couronne au pied du trône pontifical. Les représentants de Henri déclarèrent avec fermeté qu'ils ne consentiraient à aucune proposition contraire à l'indépendance de l'autorité royale. Ils ne se montrèrent pas moins opposés à toute clause susceptible de compromettre de nouveau la tranquillité de l'Etat, en jetant l'alarme parmi les hérétiques. La faction espagnole frémit de ne pouvoir empêcher une absolution qui conciliait à Henri IV l'opinion d'un grand nombre de ses sujets. Duperron fut nommé à l'évêché d'Évreux. D'Ossat, qui avait préparé seul cet heureux résultat, reçut pour récompense le titre de conseiller d'Etat et l'évêché de Rennes, etc. »

Dans la lettre que lit le Secrétaire-général, les deux commissaires rendent compte au roi de la suite de leurs négociations, de leurs dernières visites aux cardinaux, de la troisième audience que leur a accordée le pape le dimanche 30 juillet, de la réunion d'une congrégation générale où Clément VIII pria les cardinaux de « vouloir procéder sincèrement et cristiennement, se despoulhans de toutes sortes » d'intérestz et de passions, et proposans sans faveur ne » crainte ce que leurs consciences leur conseilheroyent. » Les commissaires fournissent ensuite des détails sur la façon dont le vote a été exprimé « en chambre et particulièrement », au lieu de le recevoir en public, ce qui ôtait aux consciences toute espèce d'ombrage et d'appréhension. Puis, le pape, après avoir ouï en plein consistoire, le mercredi 30 août 1595, « les opinions des cardinaux fort au long et les » avoir trouvés non-seulement au nombre des deulx tiers, » mais presque tous inclinantz à l'absolution de Vostre Magesté, et partant qu'il y adjoustoit aussy sa voix, et leur » annonçoit qu'il estoit délibéré de procéder à la donner, il

» y en heust quy voulurent prandre la parolle, pour acrocher
» l'affaire sur certaynes conditions qu'ilz pretandoient deb-
» voir estre examinées en congregation, esperant d'y faire
» naistre des espines et difficultés; mais Sa Sainteté respondit
» qu'il y avoit desjà esté pourveu et leur imposa silence; et
» en somme, passa sy avant ce jour là, qu'il n'y reste plus que
» la solempnité de laquelle nous espérons au plus tost vous
» mander des nouvelles par ung courrier exprex.... » Enfin,
nos deux prélats supplient le roi de témoigner sans retard
toute sa gratitude au pape, qui, en cette occurrence, a eu
pour lui une bonté incroyable et une tendre et paternelle
affection, aux illustrissimes cardinaux ses neveux, et aussi
au cardinal Tolle (1), qui s'est conduit dans toute cette
affaire d'une façon admirable.

Au sujet de cette communication, M. LE PRÉSIDENT rappelle
les difficultés que mirent les habitants de Périgueux à re-
connaître l'autorité du roi de Navarre, et donne lecture de
plusieurs documents précieux transcrits au XVIII^e siècle
sur le *Gros livre noir*, et qui nous ont été heureusement
conservés.

Le 4 décembre 1593, M. de Bourdeille ayant invité les
maire et consuls à le reconnaître comme sénéchal et gou-
verneur, ceux-ci lui firent réponse qu'ayant juré précédem-
ment l'édit d'union, ils ne pourraient bonnement reconnaître
le roi de Navarre ni aucun officier tenant son parti, « que
» ledit sieur roy de Navarre ne fut approuvé par le Saint-
» Père et par l'Eglise catholique, apostolique, romaine,
» ensemble recognu des Etats, oing [et] sacré. »

Cependant, au mois d'avril suivant 1594, la nouvelle étant
parvenue à Périgueux que le roi s'était converti au catholi-
cisme, les habitants n'hésitèrent plus à faire leur soumission.
Dans une assemblée générale tenue à l'hôtel du Consulat, le
8 avril, jour de Vendredi-Saint, et présidée par le maire,
M. de Langlade, il fut résolu d'une commune voix, « à ung sy
» bon et saint jour, faire ung acte et œuvre tant digne que

(1) Francisco de Toledo, cardinal espagnol.

» de recognoistre ledit roy de Navarre pour roy, et sa cour
» de Parlement de Bourdeaux et que, à ces fins, on nomme-
» roit des depputés pour envoyer devers Sa Majesté, ensemble
» autres depputés à la cour de Parlement de Bourdeaux... »
MM. de Jehan, Deslieux et Jonjay, délégués par la commu-
nauté, partirent de Périgueux le 16 du même mois, pour se
rendre à la Cour; mais, sans attendre leur arrivée, Henri IV,
informé par M. de Bourdeille de tout ce qui s'était passé,
écrivit aux habitants une lettre admirable où il leur témoi-
gne combien la résolution qu'ils ont prise le comble de joie.
« Nous vous exortons, leur dit-il, de y persévérer, sans plus
» rien retenir en vos cœurs des aigreurs et animosités pas-
» sées, vous prometans, sy vous le faites, de ne nous sou-
» venir de nostre part d'autre chose que de vous traiter à
» l'advenir comme ung bon prince doit faire à ses bons et
» loyaulx subjects. »

L'assemblée écoute la lecture de ces divers documents
avec le plus grand intérêt, et invite M. le Président à les
publier dans notre *Bulletin*.

Enfin, notre confrère M. le comte D'ARLOT DE SAINT-SAUD
sollicite les renseignements suivants, pour la préparation
d'une nouvelle édition des *Mémoires* de son aïeule, la marquise
de la Rochejaquelein, d'après le manuscrit original et des
notes inédites :

1° Lieu et date de naissance de Jean-François-Maurice
baron de Calvimont, seigneur de Saint-Robert et Saint-
Antoine, chevalier de Saint-Louis, décédé à Périgueux le 8
octobre 1823 ;

2° Lieu et date de naissance, prénoms et grades d'un
Saint-Aulaire, officier de marine, émigré, tué en Vendée le
18 novembre 1799 à Chambretaud, près de Mortagne-sur-
Sèvre ;

3° Prénoms et grades, lieu et date de naissance de M. de
Lacroix, émigré, membre du conseil supérieur de l'armée
royaliste en Vendée, condamné à mort à Nantes, « sous le
nom de Gabriel Lacroix du Repaire, né en Dordogne, ci-
devant noble et militaire. »

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL est en mesure de répondre à la

première question. Jean-François-Maurice baron de Calvimont, seigneur de Saint-Robert et Saint-Antoine, page, capitaine, etc., est né à Saint-Robert, canton d'Ayen, arrondissement de Brive, le 22 septembre 1759, et décédé à Périgueux le 8 octobre 1823. Nos confrères n'auront plus à répondre qu'aux deux autres.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui désire entrer dans nos rangs. Après un vote par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Condaminas, ancien conseiller de Cour d'appel, à La Nouaille, présenté par M. Mourié et M. Hardy.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général ,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président ,
Michel HARDY.

Séance du jeudi 3 Mai 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, Dujarric-Descombes, de Roumejoux, F. de Bellussière, l'abbé Brugière, Condaminas, le marquis de Fayolle, le docteur Ladevi-Roche, Lespinas, André Saint-Martin et Crédot.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société pendant le mois dernier :

Le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1887, n° 3, in-8°. Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1887, n° 4, in-8°, Amiens, où est rappelé avec satisfaction le vœu exprimé par le Conseil général que des notices historiques sur les communes du département soient, par les soins des membres de la Société des Antiquaires, insérées dans l'Annuaire administratif, afin de donner un nouvel intérêt à cette publication. M. le Président estime qu'on ne saurait trop louer en effet l'initiative du Conseil général de la Somme, et il croit être l'interprète de tous en déclarant à M. l'abbé Brugière que la publication de *L'ancien et le nouveau Périgord* est impatiemment attendue ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome IX, n° 134, troisième et quatrième trimestres de 1887, rappelant, à la page 87, la coutume fort ancienne d'agiter une sonnette devant le prêtre qui porte le Saint-Viatique aux malades ;

Le *Gay-Lussac*, revue des sciences et de leurs applications, journal mensuel illustré, publié par la Société Gay-Lussac, n° 9 et 10, 2^e année, in-8°, Limoges, donnant, à la page 133 du n° 9, la description, avec gravure à l'appui, du magnifique tableau d'émail exécuté par M. Bourdery et offert par le diocèse de la Haute-Vienne, à l'occasion du cinquantenaire de Léon XIII ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome X, 1^{re} livraison, janvier-mars 1888, in-8°, Brive, renfermant des faits intéressants pour plusieurs familles du Périgord : à la page 141, le mariage du sieur Daymerique (dont les ancêtres possédèrent longtemps le remarquable château de Paluel, au sud-ouest de Sarlat, ainsi nommé, parce qu'il se dresse dans un marais, *paludellum*), avec Suzanne, deuxième fille de Louis de La Serre, seigneur de Conques (Corrèze) ; — à la page 144, l'union de Jeanne, troisième fille dudit seigneur, avec le sieur Chaubart, conseiller du roi au siège présidial de Sarlat et lieutenant particulier assesseur criminel en l'élection de Sarlat ; — à la page 145, le mariage de M^e Léon de La Serre, fils dudit seigneur, avec demoiselle Jeanne-Françoise de Cosnac, fille aînée du seigneur de Cosnac et de dame Eléonore de Taleran

de Chalais, sa première femme; — et, à la page 159, un extrait du *Cartulaire de l'abbaye bénédictine Saint-Martin de Tulle, en Limousin*, duquel il appert que « les de Roffignac, » famille d'ancienne chevalerie (qui a fini dans les Pradel » de Lamaze), eurent de vieille date un château de leur nom » dans St-Germain-les-Vergnes (leur berceau probable) et, » longtemps plus tard, un deuxième château de Roffignac » sous les murs d'Allassac. » — Cette publication contient aussi, à la page 163, une Notice de M. Maxe-Werly au sujet des monnaies gauloises dites de Cuzance, dont un lot aurait été vendu à Périgueux. Il s'agit d'un petit denier que ce numismate attribue aux *Cadurci*, et « sur lequel, au droit, » les vestiges de la tête ont disparu pour faire place à un » type complètement nouveau, qu'aucun lien ne semble rattacher à celui de la tête en triangle rencontré si fréquemment dans le trésor de Cuzance. » M. Maxe-Werly ne peut s'expliquer « comment s'est produite, comme type principal, » cette représentation insolite de l'S demeurée jusqu'alors à » l'état d'ornement, de symbole dans le champ des monnaies » gauloises... C'est, croyons-nous, dit-il, le premier exemple » connu de l'apparition au droit d'un symbole monétaire » venant, sans cause explicable, prendre la place de la tête; »

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, janvier-mars 1888, in-8°, Tulle, continuant la publication du remarquable mémoire de M. Languépin sur la *Manufacture d'armes de Tulle*, où on lit que des aciéries furent établies, en 1792, « d'après les principes et la méthode des Allemands, » dans les forges de Miremont et de Payzac, et que les forges de Beausoleil, de Fayolle et de St-Médard, « particulièrement propres à la fabrication des canons de fusils, » furent successivement réquisitionnées pour alimenter les manufactures de Tulle, de Versailles et de Bergerac. — Le *Cartulaire d'Uzerche*, dont M. Champeval poursuit l'analyse dans le même Bulletin, signale plusieurs chartes ou lettres de privilèges et de donations, émanant des papes ou de l'Épiscopat, et intéressant le Périgord : Lettres de protection du pape Lucien II aux moines d'Uzerche, de qui relevait l'abbaye de Tourtoirac (1144); — lettres de l'évêque

Gérald, sur la Concorde, à la demande du vicomte Eblon et de sa famille, en présence d'Ameiro de Roiera (Royère), dont descend vraisemblablement M. le marquis de Royère de Peyraux, beau-père de notre sympathique confrère M. Schoeffer (1147); — lettres de Guillaume d'Auberoche, évêque de Périgueux, plaçant l'église St-Méard-de-Gurçon sous la dépendance du monastère d'Uzerche (1104); — lettres de Raynal, évêque de Périgueux, mettant le prieuré de Chambrageix, commune de Nadaillac, sous la direction de Gaubert, abbé d'Uzerche (1180); — enfin, lettres de donation concernant les prieurés de Quinsac et de Saint-Angel (1100);

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 7^e année, avril-mai-juin 1888, n^o 2 (26), in-8°, Gap, 1888;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1888 (avril), 85^e livraison, in-8°, Valence, contenant la suite du travail sur l'*Atelier monétaire de Romans*, où l'auteur rappelle en passant que le florin d'or fut émis pour la première fois à Florence, en 1252, et une étude intéressante des *Contremarques sur des monnaies d'argent de la République romaine*, trouvées dans le territoire des Vocontii;

Le *Journal du Centre*, numéro du 30 mars 1888, insérant le compte-rendu de la séance de la *Société archéologique et historique du Limousin*, en date du 27 de ce mois, où cette assemblée nous dispute Géraud de Borneil, par le motif que le pays d'Excideuil, où naquit ce troubadour, relevait alors du diocèse et de la vicomté de Limoges;

Par M. Charles DURAND, le *Bulletin historique et littéraire*, 3^e série, 7^e année, n^o 4, 15 avril 1888, in-8°, Paris, publié sous les auspices de la Société de l'histoire du protestantisme français, où continue de paraître le *Mémoire des biens des consistoires de la généralité de Bordeaux à l'époque de la Révocation*. Ce recueil indique l'état de ces biens pour les diocèses de Périgueux et de Sarlat. Les sommes exigibles ou douteuses s'élevaient à 21,920 l. 5 s. pour le premier, et à 22,880 l. 5 s. 1 d. pour le second. Il y a eu autrefois vingt-deux consistoires dans le diocèse de Sarlat. L'intendant Basin de Besons proposa, d'accord avec Mgr l'évêque de

Sarlat, d'affecter les biens du diocèse de Périgueux aux hôpitaux de la Manufacture et de la ville de Périgueux, et ceux du diocèse de Sarlat à l'établissement d'un collège des Pères Jésuites à Sarlat.

Des remerciements sont exprimés aux donateurs.

M. CONDAMINAS, élu membre titulaire à la séance d'avril, adresse verbalement ses remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT expose que les Bollandistes publient depuis 1882, sous le titre de *Analecta Bollandiana*, un recueil destiné à servir de supplément à la grande collection des *Acta sanctorum*, et qu'ils proposent l'échange de leur publication avec la nôtre.

L'assemblée, consultée, a le regret de ne pouvoir accepter cette offre.

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dans une circulaire en date du 19 avril dernier, rappelle à M. LE PRÉSIDENT la loi du 30 mars 1887, relative au classement des objets mobiliers appartenant à l'État, aux départements, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, et il le prie d'inviter notre Société à lui prêter son concours en ce qui concerne notre province. M. le Président fait appel à tous ses collègues pour seconder les vues de M. le Ministre, et il exprime l'espoir qu'on ne verra plus de fabriques céder à vil prix des objets rares ou précieux pour sacrifier aux goûts du jour.

La Société française d'archéologie, en adressant un exemplaire du programme du Congrès qu'elle tiendra à Dax et à Bayonne, du 12 au 20 juin, exprime à M. LE PRÉSIDENT le désir de nous voir assister aux réunions de ce Congrès et prendre part à ses travaux. Des remerciements sont votés à la Société française d'archéologie, et le programme du Congrès est déposé dans nos archives.

M. LESPINAS nous présente un jeton très bien conservé

de Jacques de Caumont, duc de La Force, et d'Anne de Boismélet, sa femme, qui a été frappé sûrement à l'occasion de leur mariage. Il est en cuivre, de forme octogone, et a trois centimètres de diamètre dans tous les sens. La face porte : les écussons ronds accolés des Caumont, d'azur à trois léopards d'or couronnés l'un sur l'autre, armés et lampassés de gueules ; et des Beuzelin de Boismélet : trois roses d'argent posées 2 et 1, et un trèfle d'or au milieu ; dans un cartouche placé sur le manteau semé d'hermine, le tout surmonté d'une couronne ducal. Le revers porte un écusson rond dans lequel se trouvent deux F et deux C entrelacés, initiales des Caumont La Force.

M. LESPINAS présente aussi un objet en bronze ayant la forme d'un écusson triangulaire à trois léopards passants, avec belière pour le suspendre. Cet objet, qui paraît remonter au XIII^e siècle, a été trouvé dans la commune de Daglan, près du château de Castelnau, ancienne propriété des La Force.

Enfin, M. LESPINAS, qui a lu sur une monnaie périgourdine, provenant du cabinet du regretté docteur Galy, l'inscription *Dozoliaco*, désirerait connaître la signification de ce mot. Une discussion s'engage à ce sujet, et le mot de *Douzillac* est prononcé. Mais cette traduction n'étant pas trouvée satisfaisante, M. le Président convie les numismates que compte notre Société à résoudre cette question.

Notre zélé confrère M. Ch. DURAND nous a fait présenter quelques monnaies romaines en bronze, trouvées en 1884 dans une grotte, près de Montignac. Cette grotte, désignée sous le nom de *La Roche-Molière*, est située sur la route de Sarlat, au-dessus du lieu dit de *Messoul*.

Des enfants y découvrirent, groupées ensemble, sept ou huit pièces de monnaie, dont quatre furent acquises par M. Durand. Ces monnaies n'ont d'ailleurs aucune importance. Ce sont deux moyens bronze d'Auguste et de la colonie de Nîmes, un petit bronze de Gallien et un autre de Claude le Gothique.

De son côté, M. le marquis DE FAYOLLE exhibe plusieurs haches néolithiques en silex et en diorite, trouvées près de

la commanderie de Chantepoule, commune de Mensignac.

Notre confrère M. PALUT a écrit à M. le Président pour appeler son attention sur un cluseau ou souterrain-refuge situé à La Ricardie, dans la commune de Liorac, et qui lui a été signalé par un de ses amis, M. Gustave Charrier.

« Ce cluseau, lui dit-il, est creusé de main d'homme dans le roc, et est composé de deux chambres superposées. Ces chambres ont la forme d'un entonnoir renversé; la première est de dimensions plus grandes que celle qui se trouve au-dessous.

» On pénètre dans le cluseau par une ouverture cachée sous des ronces, au bord d'un fossé. On rencontre aussitôt un escalier qui conduit à la première chambre.

» On entre, ou plutôt on descend dans la seconde pièce (ou sous-sol, s'il est permis de s'exprimer ainsi), par une ouverture circulaire laissant passer juste le corps d'un homme. »

Un croquis, accompagnant la lettre de M. Palut, complète les renseignements fournis par notre confrère, et permet d'apprécier l'intérêt que pourrait offrir l'examen du souterrain de La Ricardie. L'assemblée accueille avec empressement la proposition que lui fait M. le Président de se charger lui-même de cet examen, et lui en témoigne sa satisfaction.

Au mois de décembre 1886, dit M. LE PRÉSIDENT, des travaux de terrassement entrepris à la Cité, près des nouvelles casernes, pour la construction d'un boulevard, ont amené la découverte d'un certain nombre de sépultures dépendant des vieux cimetières qui s'étendaient, on le sait, dans cette partie de la ville.

Les tombes étaient rangées sur deux lits superposés; les plus anciennes remontent à l'époque mérovingienne, et celles de la couche supérieure ne dépassent pas le ^{xii}^e siècle.

M. le Président a déposé sur le bureau divers objets précieux trouvés dans ces sépultures et a consacré à leur étude un mémoire instructif, dont l'assemblée a écouté la lecture

avec le plus grand intérêt et qui sera publié dans le *Bulletin*.

Parmi les objets recueillis, nous nous contenterons de signaler une croix de plomb du ^{xr} siècle, sur laquelle est tracée à la pointe une formule d'absolution avec le nom du défunt, *Ramnulf*e, nom essentiellement périgourdin, qu'on a écrit Rampnouil, et enfin aujourd'hui, Ranouil.

M. LE PRÉSIDENT a reçu pour le Musée départemental :

1^o De M. Féaux, un écusson semblable à celui que nous a montré M. Lespinas, mais de dimensions beaucoup plus petites. Cet écusson, sur lequel est figuré un lion, devait être attaché à la patte d'un faucon de chasse. A cette occasion, M. le Président montre un certain nombre d'écussons du même genre, qui appartiennent au Musée départemental, et sur lesquels il se propose de donner un jour un mémoire ;

2^o De M. André Chauvaud, quelques silex taillés et trois dents de cheval trouvés par lui dans les grottes de Montgaudier, près Montbron (Charente).

M. l'abbé BRUGIÈRE a découvert qu'un seigneur de Bonnald, évêque de Rieux et de Tulle, était allié (*patruus*) à la famille de Roffignac, et il serait reconnaissant à ses confrères de le renseigner sur les père et mère dudit seigneur de Bonnald.

M. le docteur LADEVI-ROCHE remet à M. le Président, en le priant de les examiner, plusieurs liasses d'actes sur parchemin ou papier, relatifs aux communes de St-Germain et d'Ataux. L'un d'eux contiendrait l'hommage, fait au roi, d'une paire de gants blancs. M. le Président promet de satisfaire au désir de notre collègue.

M. Joseph MALLAT nous adresse quelques notes biographiques sur Raoul du Fou, qui fut évêque de Périgueux, de 1468 à 1470. La Société en écoute la lecture avec intérêt, et en décide l'insertion au *Bulletin*.

Il est enfin procédé à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie. Après un vote par acclama-

tion, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Gabriel Lafon, licencié en droit, notaire à Terrasson, présenté par M. l'abbé Pergot et M. de Lestrade.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire adjoint,
P.-J. CRÉDOT.

Le Président,
Michel HARDY.

BREF D'INDULGENCES *IN MORTIS ARTICULO*

Accordé par Grégoire XI à Guillemette de Boniface,

Veuve en premières noces de Pierre de Vals, dit de Périgueux, et remariée en 1373 avec Adhémar d'Abzac, seigneur de la Douze, de Montastruc, de la Cropte, de Bellegarde, de Beauregard, de Siorac et de la maison noble de Périgueux (1).

1^{er} Mai 1371.

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, dilecte in Christo filie, nobili mulieri Guillerme relicte quondam Petri de Valle, domicelli Petragoricensis vidue, salutem et apostolicam benedictionem.

Provenit ex tue devotionis affectu quo nos et Romanam ecclesiam revereris, ut petitiones tuas, illas presertim que anime tue salutem respiciunt, ad exauditionis gratiam admittamus. Hinc est quod nos tuis supplicationibus inclinati, ut confessor tuus quem duxeris eligendum omnium peccatorum tuorum de quibus corde contrita et ore confessa fueris, semel tantum in mortis articulo, plenam remissionem tibi in sinceritate fidei unitate sancte Romane ecclesie ac obedientia et devotione nostra vel successorum

(1) Cette dame, fille et héritière de Lambert de Boniface, chevalier, n'eut de son premier mari qu'un fils mort sans postérité peu après son père et dont elle hérita. Elle réunit ainsi sur sa tête les trois opulentes successions des maisons de Boniface, de Périgueux et de Vals, et les transmet à Adhémar d'Abzac. Lors de son second mariage, elle devait être encore très jeune, car elle fut mère de six enfants et vivait encore en 1431.

nostrorum Romanorum pontificum canonice intrantium persistenti auctoritate apostolica concedere valeat, devotioni tue tenore presentium indulgemus ; sic tamen quod idem confessor, de hiis de quibus fuerit alteri satisfactio impendenda, eam tibi per te, si supervixeris, vel per heredes tuos si tunc forte transieris, faciendam iniungat quam tu vel illi facere teneamini ut prefertur. Et ne, quod absit, propter huius modi gratiam reddaris proclivior ad illicita in posterum committenda, volumus quod si ex confidentia remissionis huius modi aliqua forte committeres, quod illa predicta remissio tibi nullatenus suffragetur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis et voluntatis infringere vel temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avenione in kalendis maii, pontificatus nostri anno primo.

Pour copie conforme ;

M^{is} D'ABZAC DE LA DOUZE.



RAOUL DU FOU,

ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX.

Monsieur et honoré Président,

Il y a six ans, je communiquais à notre Société quelques notes biographiques que j'avais recueillies sur Raoul du Fou, qui fut évêque de Périgueux de 1468 à 1470.

Depuis cette époque, un érudit que nous avons coutume de retrouver sur tous les terrains où l'on étudie le passé, Mgr Barbier de Montault, a, par trois fois, eu l'occasion d'écrire, au sujet de ce prélat, des notices intéressantes dont je vous demande la permission de faire une brève analyse.

1° Le grand sceau de Raoul du Fou, 35° abbé de Thierry.

Reims. S. D.

La notice biographique contenue dans cette brochure de onze pages et puisée dans la *France pontificale* de Fisquet,

ne nous apprend pas grand chose autre que ce que j'ai dit en 1882 ; mais Mgr Barbier de Montault peut y ajouter, en toute assurance, que Raoul du Fou, avant d'être évêque de Périgueux, était, depuis 1461, abbé de Thierry, près de Reims, ce qui résulte des Chroniques latines de cette célèbre abbaye bénédictine et est par surabondance authentiqué par le beau *Sigillum domini Radulphi, abbatís sancti Theodorici*, dont la matrice faisait partie du cabinet de M. de Boismorand, de Poitiers, sceau dans lequel nous retrouvons, entre la Sainte-Vierge et saint Thierry ou Théodoric, notre Raoul « agenouillé, sa crosse appuyée contre l'épaule droite, levant vers Marie des regards confiants et des mains suppliantes, » tel que nous l'avons déjà vu dans le missel d'Evreux. Raoul du Fou était un homme très pieux ; il avait un culte particulier pour la Reine des cieux et aimait à se faire représenter lui adressant l'hommage de sa confiante tendresse. L'écu de l'abbé occupe la pointe inférieure du sceau : « il est aux armes avec meubles en fort relief et sommé d'une crosse à volute fleuronné tournée en dedans. »

Raoul du Fou fut le dernier abbé régulier de Thierry.

2º Le Prieuré d'Availles. — Extrait du bulletin du Comité des Travaux historiques. — N° 1 de 1885.

Nous avons dit que Raoul avait été également abbé de Noyer ou Noaillé, dont il construisit le logis abbatial et la sacristie où l'on voit encore son écusson, de même qu'à Availles (1), dont il releva le prieuré. Il fut aussi abbé de Valence, monastère cistercien, en Poitou, et « *ecclesiæ navim reparavit* (2). »

Nous le connaissons déjà comme « *magnificentissimus ædificiorum reparator* (3). Mgr Barbier de Montault nous le découvre artiste. Etant abbé de Noaillé, il fit construire à

(1) De l'ordre de Grandmont.

(2) *Gallia christiana*.

(3) Épitaphe d'après Lœbeurier.

Poitiers, dans le quartier des Arènes, un hôtel que l'on appela longtemps l'*Hôtel d'Evreux* et dont il ne reste plus que le souvenir ; il orna la priorale d'Availles d'un portail délicatement sculpté. Enfin, il fit enluminer pour son abbaye de Noailly un superbe missel actuellement conservé au grand séminaire de Poitiers.

3^e **Le Missel pontifical de Raoul du Fou.** — Extrait de la *Revue de Champagne et de Brie*.

Dans cette brochure, Mgr Barbier de Montault décrit, avec toutes les qualités du savant que nous connaissons, ce superbe missel à miniatures nombreuses et à initiales et vignettes variées, dessiné et enluminé sous la direction de Raoul du Fou, et pour l'usage de son abbaye de Noailly, comme il en avait fait exécuter un pour servir à ses cérémonies pontificales dans la cathédrale d'Evreux (1), manuscrit duquel nous avons tiré le portrait que nous donnions dans notre article de 1882 et qui a servi à faire celui qui figure dans la galerie des évêques à l'évêché d'Angoulême.

J'ose espérer, Monsieur le Président, que nos confrères accueilleront avec plaisir la communication ci-dessus, non pas comme le fruit d'un travail inédit, apportant une pierre de plus à l'édifice de notre histoire provinciale, mais comme une pincée de mortier qui vient en fermer quelques joints encore béants.

Croyez, je vous prie, à la nouvelle assurance de mon entier dévouement à notre chère Société et à son estimé président.

Joseph MALLAT.

(1) *Dons faits à la cathédrale par Raoul du Fou.* Bulletin monumental, 1887, pages 477 et 478.

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR

LE CHATEAU DE MAROITE.

Les souvenirs qui se rattachent au château de Maroite et son architecture pleine de curieux détails sont de nature à fournir une matière intéressante aux études de l'artiste et de l'historien.

Grâce à M. le baron de Verneilh, auquel on est redevable des beaux dessins à la plume qui accompagnent, en l'éclairant, cette monographie, il est enfin donné à Maroite de pouvoir paraître au grand jour et de venir occuper dans la série des monuments périgourdins la place distinguée qui lui appartient.

Notre éminent collègue de la Société archéologique du Périgord a consacré une savante causerie à cet ancien édifice, où l'on a un exemple frappant de l'assimilation qui existe entre l'homme et la pierre qu'il a taillée et posée. Si l'homme parle la langue de l'époque où il vit, en professe les idées, en adopte les mœurs, le monument qu'il bâtit ne revêt-il pas aussi le type extérieur et comme le costume du temps de ses fondateurs ? C'est ainsi que l'habile archéologue a su retrouver à Maroite, dans les derniers débris encore debout des siècles et des révolutions, quelques-unes des dates successives auxquelles a été poursuivie à intervalles distants l'œuvre de l'édification.

Reste la partie historique. J'ai été assez audacieux pour m'en charger. La tâche en est, en effet, plus ardue, plus longue et plus ingrate. Au point de vue architectonique, les documents, malgré les déféctuosités qu'ils présentent, sont là vivants, palpables, s'offrant encore avec une certaine profusion. Appliquant à l'archéologie le procédé de Cuvier, qui par l'examen de quelques ossements fossiles reconstituait de toutes pièces les animaux disparus de la surface du globe,

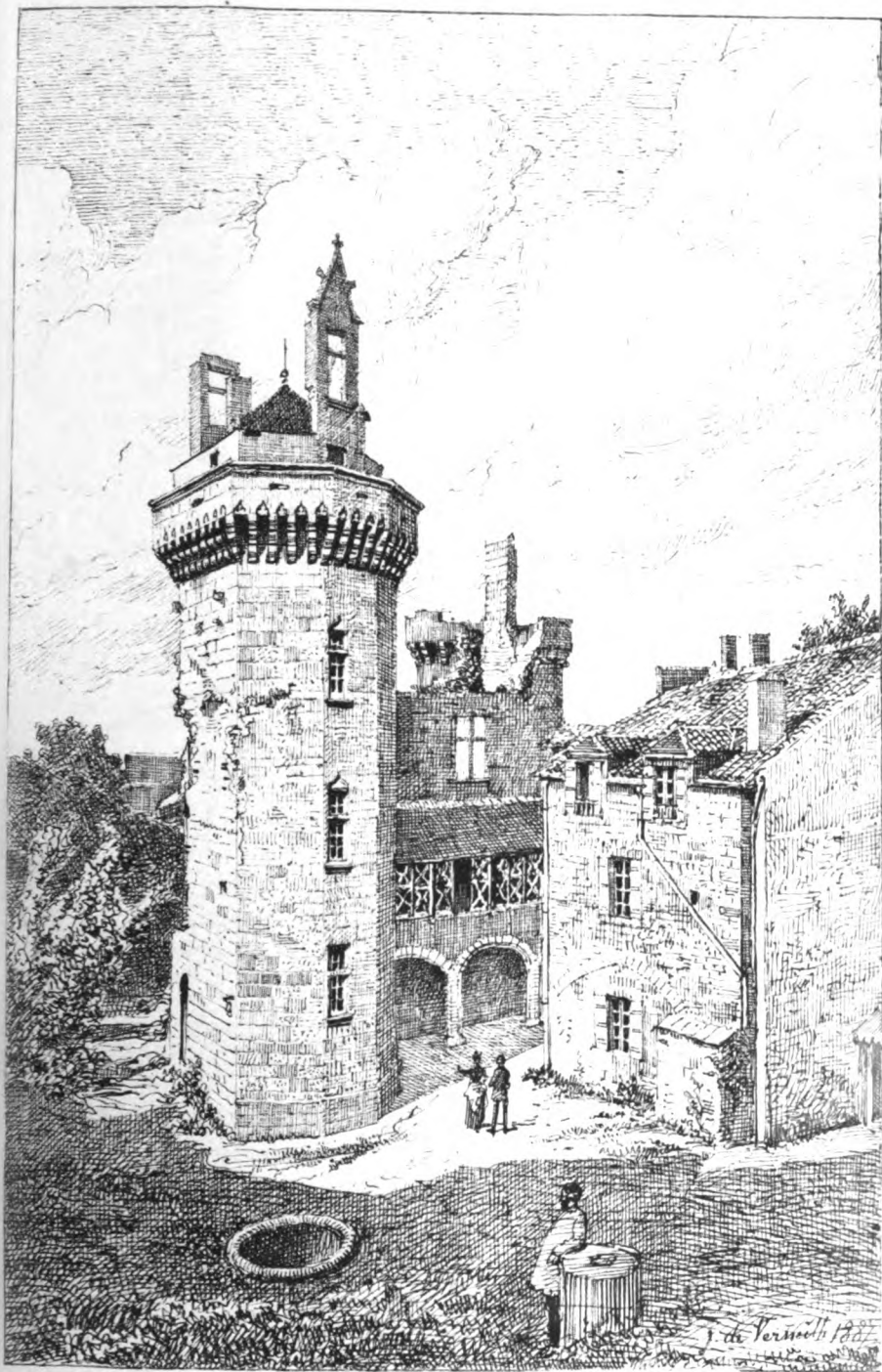
on peut, à l'aide de ces murailles qui ont résisté à la main destructive du temps et de l'homme, restaurer en quelque sorte par la pensée l'antique édifice, dans son ensemble comme dans ses détails, avec ses fossés, ses remparts, son corps de logis, ses courtines et ses nombreuses tours.

Il n'en est plus de même pour l'historien. Il est rare qu'un monument de cette importance ait laissé aussi peu de traces de son existence. Il me sera donc difficile de contenter ceux qui auront à cœur de connaître la suite de ses destinées. Mes recherches pour faire revivre ce manoir avec ses mille drames ont été peu fructueuses, et c'est à peine si je pourrai présenter les derniers acteurs qui l'ont animé et lui ont donné l'empreinte du caractère que M. de Verneilh y a constaté. Les archives de Maroite furent au ^{xvii}^e siècle transportées par les Chabot à leur château de Jarnac en Angoumois, et sont aujourd'hui dispersées ou détruites. Je n'ai pour me guider qu'une page de l'abbé Lespine sur la famille de Montagrier, qui les avait précédés, un mémoire judiciaire imprimé par le seigneur de Montagrier pour défendre des droits seigneuriaux contestés par les sieurs de Maroite, et quelques minutes de notaires.

I

Quant à la première période de l'existence de Maroite, elle demeurera à tout jamais, j'en ai peur, cachée aux investigations comme à la bien légitime curiosité de l'historien. Si aucun document ne peut révéler les noms de ceux qui ont posé les assises de cette épaisse maçonnerie qui semble avoir été façonnée pour l'éternité, ne peut-on pas chercher dans le nom même de cette féodale demeure, aussi bien que dans sa situation particulière, l'explication de ses origines ?

La présence de l'homme dès la plus haute antiquité est attestée par les nombreux silex taillés de l'époque moustérienne que l'on rencontre sur ce plateau où des débris de tuiles et des scories de fer reportent tout d'un coup l'esprit à la période gallo-romaine. J'incline à penser, et je ne suis



J. de Perini 1887

Imp. Berthoud

MARVATE EN 1887

pas seul à avoir cette opinion, que Maroite fut primitivement un château-fort romano-franc, dont il aurait retenu le nom latin (*Muratum*, Mourate), sous lequel cette résidence est désignée dans les pièces du procès dont j'ai parlé, et que le langage populaire, en son patois formé du néo-latin, s'est obstiné à lui conserver (1).

Le fort fut construit sur une colline escarpée du côté du sud et dont les approches étaient défendues par des retranchements et l'épaisse forêt qui l'entoure, aux autres aspects. Il dominait ainsi l'entrée de la petite vallée de l'Euche, percée par la voie romaine de Saintes, qui, traversant la Drôme près de Creyssac au pont d'Ambon, dont une arche subsiste encore, se dirigeait vers Saint-Just et le Chapdeuil, en longeant le ruisseau.

Ce poste avancé dut servir aux légions de lieu d'étapes et de relais ainsi qu'à la défense du pays.

On ne sait pas à quelle époque, le château-fort étant entièrement ruiné par les guerres, les propriétaires reconnurent la nécessité de se faire bâtir une nouvelle demeure avec les matériaux de la première. Des fouilles ont mis à nu des restes de murailles qui divisaient le sol en tous sens et dont les pierres ont été utilisées ou amoncelées çà et là aux alentours; on y démêle des blocs cimentés d'une dureté extraordinaire. Une forteresse féodale, protégée par des fortifications, s'éleva donc dans ce site qui a dû de tout temps séduire ceux qui se plaisent à ce mélange des bois, des eaux et des champs qui fait le charme du paysage. C'est le moment de rappeler la formation du fief de Maroite, qui paraît avoir existé dès la fin du XIII^e siècle. M. de Gourgues, d'après Lespine, en constate l'existence à la date de 1303 (2).

(1) Les registres d'état-civil de la paroisse de Brassac, au baptistaire d'Elisabeth Laulanie porté à la date du 4 août 1761, mentionnent que cette fille était née au château de *Mourate*. Il est peu de noms de lieu dont l'orthographe ait plus varié. Tour à tour appelé Maroate, Morouathes, Marouate, Marouette, Maroëtte, ce château a reçu dans les écrits modernes le nom de *Maroite*, forme qui paraît avoir prévalu aujourd'hui.

(2) *Dictionnaire topographique du département de la Dordogne*, p. 189.

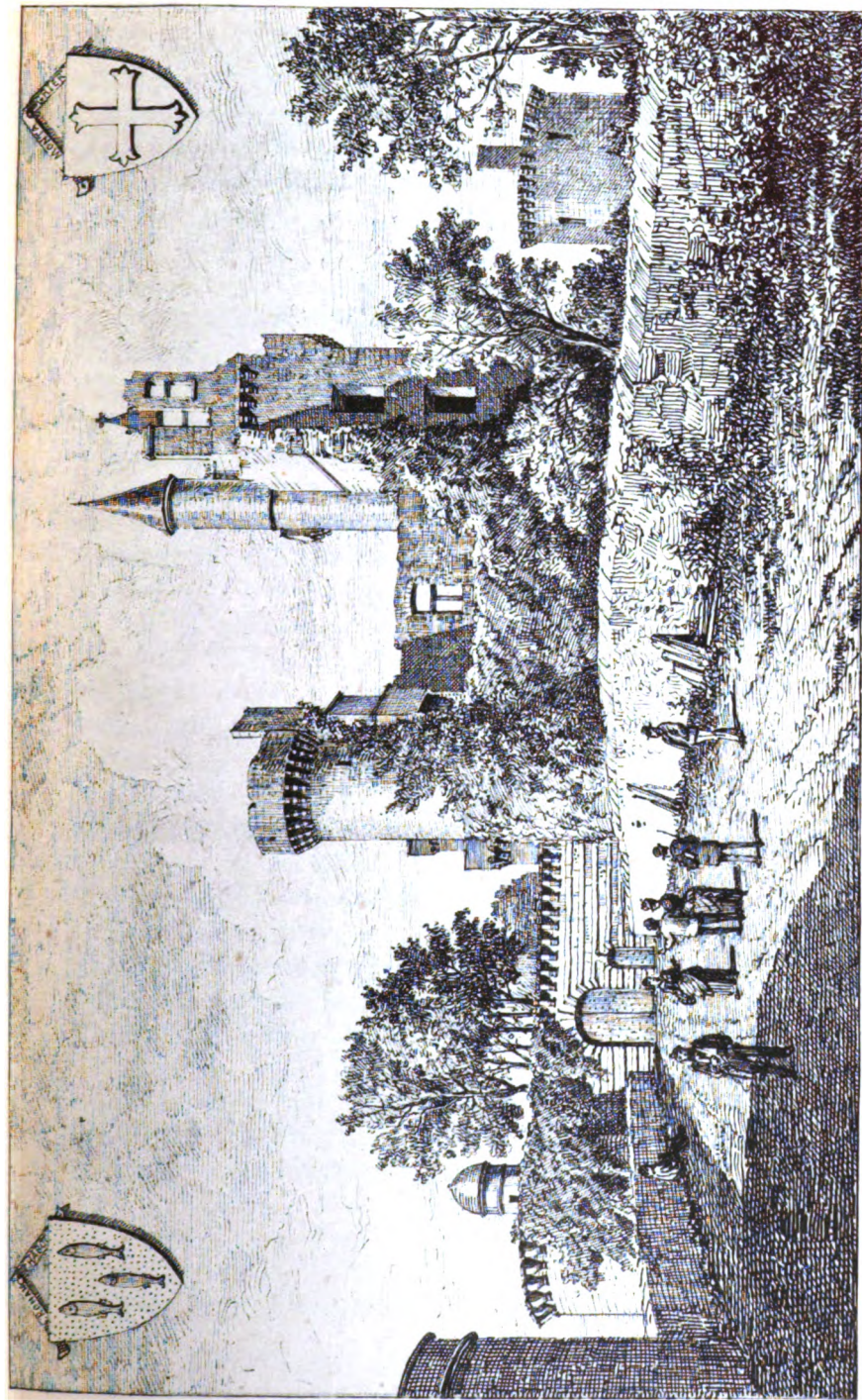
Avant cette époque, toute la paroisse de Brassac, à deux extrémités opposées de laquelle s'élèvent les châteaux de Montardy et de Maroite, était, avec celle de St-Victor, une dépendance de la châtellenie de Montagnier. Lorsqu'à la mort d'un seigneur de cette terre, il s'agit de fixer les lots des vingt-deux enfants qu'il avait laissés, on apportonna deux d'entre eux en abandonnant à chacun Montardy et Maroite. Toutes les portions des autres consorts étaient, en 1367, réunies entre les mains d'Agnès de Montancey, dame de Montagnier.

Aucun document ne permet d'établir comment le fief de Maroite devint la propriété de la famille de Montagnier, qui allait le détenir pendant plus de trois siècles. En 1293, il appartenait à Roland de Montagnier, ainsi qu'il résulte d'une sentence arbitrale rendue entre le curé du bourg de Brassac et autres co-seigneurs au nombre desquels se trouvaient Arnaud Feydis et Roland de Montagnier. Cette sentence avait pour objet de régler entre les intéressés la justice de Brassac; Roland en eut un quart pour lui seul; le curé eut le second quart qui devait être dévolu dans la suite au chapitre cathédral de Périgueux.

Les membres de la famille de Montagnier habitèrent constamment Maroite, et l'on peut dire que c'est d'eux que le château a gardé le plus de traces; il leur a dû ses principales restaurations, et plus d'une pierre y présente encore la croix fleuronée qui composait leur blason. Citons notamment une console grossièrement sculptée qui mérite d'être conservée: elle représente un lion accroupi tenant l'écusson entre ses pattes.

Les Montagnier ont donc été les plus anciens acteurs connus de cette résidence classée à juste titre parmi les plus grands châteaux du Périgord. Le rôle qu'ils ont joué dans l'histoire est loin d'avoir été aussi brillant que celui de leurs successeurs immédiats. Je n'ai recueilli que très peu de renseignements sur cette maison dont je puis au moins faire connaître quelques représentants.

Le premier qui apparaisse dans nos annales paré du nom de son repaire est indiqué par l'abbé Lespine. En parcou-



Imy. Berthoud

rant, il y a deux ans, à la Bibliothèque nationale (1), les volumes consacrés par cet érudit aux recherches généalogiques, j'ai trouvé une liste malheureusement trop écourtée, car elle ne contient que quatre noms, des seigneurs qui ont vraisemblablement construit le château de Maroite.

En 1323, il était habité par Roland de Montagrier, sieur de Maroate, chevalier, époux de Hilarie de Voladilh.

La pénurie de documents oblige à franchir tout un siècle pour arriver à autre Roland de Montagrier qui, en 1445, rendit hommage à Archambaud de Bourdeille, seigneur de Montagrier, tant à raison de sa maison et repaire de Mourate que pour tout ce qu'il possédait dans la paroisse de Brassac et châtellenie de Montagrier.

Les droits indivis dont ils jouissaient dans l'étendue de cette châtellenie, conjointement avec les seigneurs de Montardy, expliquent suffisamment les rapports des Montagrier avec la famille de Jaubert, rapports troublés parfois par la divergence des intérêts. Marie de Saint-Astier avait apporté dans cette maison, au commencement du xv^e siècle, par son mariage avec Bernard de Jaubert tous les biens qu'avait possédés Hélie de Saint-Astier, son père, dans la paroisse d'Allemans et juridiction de Ribérac. J'ai noté quelque part qu'aux seigneuries d'Allemans, de Montardy, de Montagrier et des Rivières revendiquées par ce dernier, l'on avait ajouté celle de Marouatte. Mais ces compétitions ne tardèrent pas à disparaître grâce à une plus équitable délimitation des droits de chacun. Car, quelques années après, le 17 juin 1471, on trouve à Chalus-Chabrol-le-Haut, en Limousin, Jean de Montagrier seigneur de Maroates, parmi les témoins du contrat de mariage de Pierre de Jaubert, seigneur de la Gilbertie d'Allemans.

Dix ans après, Marguerite de Montagrier épousa Archambaud Flamenc, fils aîné de Jean et de Catherine du Barry (1481). Et à peu près dans le même temps, une autre fille de

(1) Manuscrits : *Fonds Périgord*, volume 153.

cette maison, Marie de Montagrièr, fut mariée à Michel de La Porte, co-seigneur de la Salle-de-l'Isle.

En 1489, les seigneur et dame de Maroates étaient Archambaud de Montagrièr, damoiseau, co-seigneur de Montagrièr et Brassac, et Jeanne de Chanebièrès, dame des Repaires, de Lage et d'Audoynias. Ils eurent pour successeur leur fils Jean de Montagrièr, qui s'intitulait seigneur en partie de Montagrièr et Brassac. J'ai entre les mains la copie d'un acte passé devant M^e Baurac, notaire royal, le 26 juillet 1505, par lequel il reçut au nom de noble personne Grimond de Montagrièr, son frère, chapelain de Brassac, la reconnaissance du sieur Antoine Charettier, tenancier de la chapellenie. Un religieux de leur famille, François de Montagrièr, disputa, vers le même temps, avec Gaston de La Marthonie, évêque de Dax, l'abbaye de Brantôme, à Pierre Saunier de La Borie : ce fut en vain, car Pierre de Mareuil se fit nommer par François I^{er}, dont il était l'aumônier.

Le 22 juillet 1541, Héliè de Montagrièr, seigneur de Maroates, assista avec les seigneurs de Neuvièr et de Chantérac au mariage de Bertrand de Jaubert, seigneur d'Allemans et en partie de Montagrièr, avec Julienne de Brie. On n'a pu établir la parenté qui l'unissait avec Raymond de Montagrièr, seigneur de Chessac et de La Grandelie, qui, au mois de septembre de la même année, rendit, avec Jean de Lyoncel, seigneur de Lisle, hommage au comte de Périgord. C'est Héliè de Montagrièr qui se trouve désigné comme seigneur de Maroite, avec les sieurs de La Jobertie d'Allemans et de Montardy, dans le dénombrement des gentilshommes et vassaux de la châtellenie de Ribérac (1).

On voit figurer aussi à côté du seigneur de Lisle et de François Du Lau, seigneur de La Coste, au rôle de l'arrière-ban de la noblesse du comté de Périgord, Grimond de Montagrièr, écuyer, seigneur de Marouates, de Lage, de Brassac et en partie de Montagrièr. Ce fut sous ce dernier que la terre de Maroite fut érigée en justice particulière.

(1) Archives de Pau, 1541, série B.

Les droits des divers seigneurs de la châtellenie de Montagrier n'étaient point parfaitement définis, et l'on peut ajouter qu'ils ne le furent jamais. En vertu d'un arrêt du Parlement de Bordeaux de 1492, il avait été fait entre eux un partage provisionnel ; mais il était resté en commun certains héritages et une portion de la justice. En 1507, un sieur Léonard de Salvazac, accusé d'un crime commis à Brassac, fut capturé de l'autorité des officiers du bourg et retenu prisonnier par Jean de Montagrier dans son château de Maroite. Jean de Bourdeille, fils d'Archambaud, s'en formalisa, prétendant qu'il ne pouvait y avoir d'autres prisons que dans le château de Montagrier où l'on menait toujours les prisonniers. On crut mettre un terme aux confusions de pouvoir et prévenir désormais toutes les contestations, en faisant procéder, en exécution des arrêts du Parlement, à un partage définitif de la châtellenie de Montagrier. Ce partage fut fait le 7 août 1555, par M. de Ferron, conseiller du roi en la Cour, commissaire à ce député, entre François d'Aydie, seigneur de Ribérac et de Montagrier, comme représentant le seigneur de Bourdeille, et plusieurs autres seigneurs et partprenants, parmi lesquels se trouvait Grimond de Montagrier, seigneur de Mourate. On attribua à ce dernier la justice de certain district où se trouvait son château, avec le droit de pêche depuis le moulin de Rocheysel jusqu'à celui de Renamont. Ce fut à la même occasion que la terre de Montardy fut également érigée en justice.

De son mariage avec Claude de Montberon, Grimond laissa un fils qui fut le dernier héritier mâle de sa famille, Antoine de Montagrier, écuyer, seigneur de Marouates, Grésignac, Lage, co-seigneur des châtellenies de Montagrier et du Chapdeuil et juridiction de Brassac.

Une mention spéciale est due au dernier des Montagrier, qui a laissé la réputation d'un des hommes les plus recommandables de son temps. Non seulement il restaura son château, mais encore il fit reconstruire une partie de l'église de Brassac ruinée par les religionnaires. Il jouit dans la province d'une grande considération, et l'influence de ses conseils se fit sentir dans diverses circonstances importantes.

Comme ses prédécesseurs, il se préoccupa de maintenir sa juridiction seigneuriale et même d'en augmenter l'étendue. Son père avait acquis par voie d'échange du chapitre de Périgueux le quart de la justice du bourg de Brassac (1564). Il acquit à son tour suivant acte passé à Marouathes devant M^e Baurac, notaire royal, le 11 novembre 1605, d'Armand d'Aydie, chevalier, seigneur comte de Ribérac, de Bernardières, co-seigneur de Montagnier et autres places, habitant en son château de Bernardières en Périgord, tous les droits de justice haute, moyenne, basse, mère mixte et impère sur les trois villages de Lonlaygue, Renamont et La Monnerie, situés dans la paroisse de Brassac et dépendant de la châtellenie de Montagnier, y compris diverses rentes foncières et directes, moyennant le prix de 7,200 livres tournois. Mais ces nouveaux droits ne résidèrent pas longtemps sur sa tête. Car, suivant sentence du sénéchal de Périgueux du 14 mars 1607, il fut tenu de faire revente, par droit de retrait lignager, à Guy d'Aydie, seigneur de Bernardières, frère du vendeur, de tout ce qui lui avait été cédé : ce qui eut lieu par un acte volontairement consenti devant ledit M^e Baurac, le 27 mai suivant (1).

Les anciens possesseurs du fief de Maroite ne se disaient pas seulement seigneurs hauts justiciers en partie du bourg de Brassac, mais encore fondateurs de l'église paroissiale. Archambaud et Rolin de Montagnier s'étaient autrefois publiquement donné cette qualité, et, à la mort de l'un de leurs parents qui fut curé de Brassac, Jean de Montagnier, on mit autour de l'église quelque litre ou ceinture funèbre pour l'attester. Ils prétendaient, en conséquence, à la seigneurie directe et foncière des environs de l'église et, à l'exclusion de tous autres, aux honneurs de l'église, notamment au droit de banc et sépulture. De là les informations ou enquêtes qu'ils firent faire en 1503 à raison du trouble qui leur avait été causé par le seigneur de Montardy dans l'église de Brassac.

(1) Archives de mon collègue et ami M. Fernand G. de Bellussière.

De pareils précédents devaient dicter la conduite d'Antoine de Montagrier qui vit les dévastations commises par les huguenots dans l'église de Brassac. Non contents de maltraiter les catholiques, ces sectaires avaient rompu le chœur de l'église, abattu l'abside qui était autrefois en cul-de-four et, montés sur les voûtes, refuge ordinaire de la population, avaient mis le feu à la charpente qui fut réduite en cendres. Le seigneur de Maroite, se conformant d'ailleurs en cela aux pressantes recommandations de l'évêque François de Bourdeille, si soucieux de la restauration du culte catholique dans son diocèse, fit relever en pierres de taille, sans aucune préoccupation artistique, tout le chevet de l'église, auquel on donna une forme carrée avec une voûte en herceau. Une des grosses poutres qui soutiennent l'unique cloche actuelle, dont un demi-siècle plus tard un autre seigneur de Maroite devait être le parrain, porte en chiffres profondément gravés dans le bois la date de ces réparations : 1599. Une pierre placée extérieurement au-dessus de l'ouverture de la voûte perpétue, par un écusson portant la croix fleuronée, le souvenir du bienfaiteur de mon église paroissiale (1). Grâce à cette généreuse initiative, on vit reflourir la religion dans la paroisse de Brassac, heureuse de reprendre possession, après les misères des troubles passés, de ce remarquable monument dont la restauration préoccupe si justement aujourd'hui l'opinion publique.

Les documents que j'ai consultés ne disent pas si le château de Maroite avait eu à souffrir dans cette période des guerres civiles. Il avait sans doute aussi besoin de sérieuses réparations, car la plus grande partie, notamment la porte d'entrée, les tourelles et la courtine qui l'accompagnent, paraît avoir été construite dans la seconde moitié du xvi^e siècle. La date de 1579 gravée dans un encadrement au-dessus du portail, à l'entrée de la cour, ne laisserait aucun doute

(1) Une étude plus approfondie m'a permis de rectifier dans ces lignes ce que j'avais écrit sur ces armoiries dans une *Notice sur l'église du Grand-Brassac*, publiée dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome III, page 49.

à cet égard, et Antoine de Montagrièr serait ainsi l'auteur de la dernière et complète restauration dont Maroite a été l'objet.

L'estime dont il était universellement entouré le fit choisir par plusieurs familles pour remplir de délicates missions. Il fut curateur de Jeanne de Marquessac, qu'il assista en 1605 à son mariage avec Henri de Saint-Astier des Bories ; et fut aussi, avec Annet de Saint-Aulaire, seigneur de Fontenille, et Pierre de Fayard, seigneur des Combes, tuteur des enfants de défunts Antoine de Saint-Aulaire, seigneur de Coutures, Celles, Bertric et Lanmary, et de Jeanne de Bourdeille. Il dut probablement ces dernières fonctions, dont il se fit décharger, à François de Bourdeille, évêque de Périgueux, exécuteur testamentaire de Jeanne, sa nièce, avec lequel il avait d'étroites relations. C'est ici le lieu de relater ce qui se passa lors de la résignation de cet évêque, laquelle fut attribuée à l'ascendant qu'Antoine de Montagrièr avait sur l'esprit du prélat.

Le roi, par brevet du 18 juillet 1575, en considération de leurs services, avait accordé à André de Bourdeille, sénéchal du Périgord, et à l'abbé de Brantôme, son frère, la nomination de l'évêché de Périgueux. Ils le conférèrent à leur cousin François, religieux de St-Denis, se réservant une partie des revenus de l'évêché. Pour perpétuer dans sa famille autant qu'il le pourrait cette grâce du roi, Henri de Bourdeille obtint dès le 25 octobre 1594 un brevet portant qu'en considération des grands et signalés services rendus à l'État par la maison de Bourdeille et particulièrement par lui-même, S. M. accepterait la résignation que l'évêque de Périgueux, François de Bourdeille, projetait de faire de son évêché pour en pourvoir telle personne capable que nommerait le vicomte de Bourdeille. Cet évêque ayant donné sa démission, M. de Bourdeille nomma à sa place, en 1599, Jean Martin, official de Périgueux.

Brantôme reprocha au vicomte d'avoir dit en compagnie qu'il n'était redevable de la résignation de l'évêque de Périgueux François de Bourdeille de son évêché qu'au seigneur de Maroite. Choqué d'un discours qui attaquait son crédit,

il en fit à son neveu un crime d'ingratitude ; il prétendit avoir autrefois obtenu du roi le brevet et la nomination de cet évêché, se vantant d'avoir beaucoup plus de crédit que M. de Marouate ; que c'était lui qui avait déterminé son cousin à se démettre comme devant avoir toute autorité sur l'esprit de l'évêque. Cette plainte de Brantôme a été rapportée au long dans son testament ; son éditeur fait remarquer qu'elle ne mérite pas qu'on y fasse grande attention par le plaisir qu'a toujours pris le pseudo-abbé de se déchaîner contre ses plus proches parents (1).

Antoine de Montagrier fit son testament le 14 octobre 1615. Il avait épousé, le 25 avril 1581, l'une des filles de Gabriel d'Abzac, baron de La Douze et seigneur de Vergt, Isabeau d'Abzac de La Douze, dont il n'eut que des filles. Claude, dont il va être question, était l'ainée ; Gabrielle fut mariée à Antoine de Montardy, seigneur de La Beylie, dont elle n'eut pas d'enfants, et, par son testament du 10 février 1646, légua sa fortune à ses neveux de La Marthonie, ayant pris pour exécuteur testamentaire le marquis de Bourdeille, sénéchal du Périgord. Isabeau épousa Jacques Mondot de La Marthonie, seigneur de Saint-Jean-de-Côle : le contrat de mariage de cette dernière fut passé à Maroite, le 30 janvier 1607, par David Puypeyroux, notaire royal, receveur du château, en présence de deux prélats : Henri et Geoffroy de La Marthonie, évêques de Limoges et d'Amiens, oncles du futur.

Claude de Montagrier hérita de la terre de Maroite, qu'elle porta dans la famille de son mari d'où la confiscation révolutionnaire devait seule la faire sortir.

(1) Brantôme, *Œuvres complètes*. édition du Panthéon littéraire, tome II, *appendice*, page 660.

II

Cette dame de Maroite, que des généalogistes désignent à tort sous le nom de Marouette, fut mariée avec le fils aîné de Léonor Chabot, baron de Jarnac, seigneur de Saint-Gelais, gentilhomme de la chambre du roi, et de Marguerite de Durfort-Duras ; Guy Chabot II^e du nom, qui succéda à son père dans ses titres et honneurs, fut conseiller d'État et lieutenant du roi en Saintonge sous le prince de Condé.

Bien que le baron de Jarnac n'ait fait à Maroite que d'assez rares apparitions, il a laissé néanmoins dans le pays la réputation d'un seigneur pillard et féroce. Fils d'un compagnon d'armes d'Henri IV, officier lui-même du prince de Condé et capitaine de cent cheveau-légers, il sentit toujours le besoin de guerroyer. On a raconté qu'à défaut d'Espagnols ou de protestants, c'était contre ses vassaux qu'il dirigeait ses attaques ; les paysans et vilains n'auraient pas été à l'abri des flèches qu'il aimait à lancer du haut de ses tours, et ses déprédations l'avaient rendu si redoutable qu'on publiait partout que le diable habitait Maroite. De là cette légende patoise qui se répète encore dans la campagne et qui a donné naissance à un roman des plus connus en Périgord. Voici cette légende dans son idiome populaire, avec une exacte traduction :

O Mourato

Lou diablé y sobato ;

Y sobato bé si fort

Qué l'aüvent dé Pignofort.

De Pignofort o Creyssa

Lou diablé gn'y o ré leyssa,

Nouma ün borrouéi dé porto :

Lou diablé y torno et l'emporto.

(A Maroite, le diable y fait sabbat ; y fait sabbat si fort,

qu'on l'entend de Peignefort (1). De Peignefort à Creyssac (2), le diable n'y a rien laissé qu'un verrou de porte : le diable y retourne et l'emporte.)

Claude de Montagnier mourut la première, laissant un fils unique Jacques Chabot, seigneur de Montlieu, qui mourut imbécile. Le baron de Jarnac, devenu veuf, s'allia en deuxièmes noces à Marie de La Rochefoucauld, fille d'Isaac de La Rochefoucauld, baron de Montendre, et d'Hélène de Fonsèque, dont il eut plusieurs enfants.

La sœur de cette seconde femme, Lucie de La Rochefoucauld, était dame d'honneur de la princesse de Condé. Devenue veuve de Geoffroi de Durfort-Duras, elle épousa César de Constantin, comte de Tourville et de Fismes, premier gentilhomme de la chambre du prince de Condé (1630). Ce fut à Maroite qu'elle vint mettre au monde un fils, que le curé de Brassac, G. Orfaure, vint baptiser dans la chapelle du château, qui subsiste encore et aux clefs de voûte de laquelle on peut voir, à côté du blason des Montagnier, placé dans un cartouche richement enguirlandé, un écusson écartelé où ils avaient réuni les armes de quatre aïeules, en souvenir des anciennes parentés. Les registres paroissiaux de Brassac mentionnent, sous la date du 31 mars 1633, le baptême du jeune César-François de Constantin, qui eut pour parrain François de La Rochefoucauld, son oncle, et pour marraine, la dame de Maroite, sa tante.

Les enfants que le baron de Jarnac eut de Marie de La Rochefoucauld héritèrent du seigneur de Montlieu, leur frère, et par là les Chabot conservèrent Maroite, qui fut dévolu à Louis-Charles, l'aîné.

Ce dernier fut fait maréchal de camp et comte de Jarnac. On ne le voit figurer dans les affaires de sa seigneurie de Maroite que dans deux circonstances spéciales.

Par arrêt du conseil, il fut obligé de remettre au chapitre

(1) Peignefort, château de la paroisse de Paussac, à trois kilomètres environ de Maroite : il appartenait à la famille de Robinet.

(2) Creyssac, chef-lieu de paroisse entre Bourdeilles et Lisle.

de Périgueux le quart de justice que Grimond de Montagnier avait reçu cent ans auparavant. Cette remise se fit par acte du 13 septembre 1664.

Enfin, en 1667, il fut parrain de la cloche que l'on voit encore dans l'église de Brassac ; l'inscription qu'elle porte (1) rappelle son nom et celui de la marraine Antoinette-Renée de Gruel de Lonsac, veuve d'Antoine d'Aydie, vicomtesse de Ribérac et dame de Montagnier.

Il eut mission pendant la Fronde d'assembler la noblesse à Cognac pour préparer la lutte que Condé allait lui faire. Une pierre attestant sa fidélité au drapeau monarchique par ces mots : *Vive le roy maistre !* avait été découverte dans les ruines de Maroite, il y a peu d'années ; quelque maçon l'aura par mégarde employée dans la construction récente qui a changé l'aspect du château.

Louis-Charles Chabot avait épousé, en 1648, Catherine de La Rochebeaucourt, fille de Jean, seigneur de Soubran, lieutenant du roi en la ville d'Angoulême, et de Jeanne de Gallard de Béarn, dame de Clion. Leur fils aîné devait avec ses deux oncles partager la seigneurie de Maroite.

L'animation qui avait autrefois régné dans cette antique demeure semble avec les Chabot avoir complètement disparu. Ces nouveaux seigneurs habitaient d'ordinaire en leur château de Jarnac-sur-Charente, ou partageaient leur temps entre l'armée et la cour. La terre de Maroite, où ils ne venaient que fort rarement, était affermée et un peu délaissée. Les actes notariés fournissent les noms des premiers fermiers chargés de régir les domaines des comtes de Jarnac : Bouthonnier, M^e Guilhen de Combraud, procureur d'office de Cherval ; Jean Gomondie, sieur de La Faye, paroisse de St-Just ; Mathurin Clugnac, sieur du Repaire, bourgeois de Périgueux, fournit une assez longue administration : en 1688, il fit couvrir de tuiles le château et ses dépendances. La paroisse de St-Apre donna deux fermiers à Maroite. Le premier

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome III, p. 48.

fut M^e Philibert Bouquier, apothicaire, qui mourut au château d'une maladie d'oreilles, le 12 mai 1663, et fut inhumé dans ses tombeaux de l'église de St-Apre : son fils Guillaume, docteur en médecine, s'était marié à demoiselle Jeanne Baurac, de Brassac, et leur premier enfant naquit à Maroite le 30 juillet suivant, et fut baptisé dans la chapelle du château par Antoine Grange, vicaire de St-Apre (1). Le second fermier originaire de cette localité, fut Arnaud Peytoureau, sieur de La Lande, auquel succéda son fils Jean, sieur de La Jarrige, juge de la juridiction de St-Apre.

Guy-Henri Chabot, comte de Jarnac, marquis de Soubran, seigneur de Clion, Maroite, Grésignac et autres lieux, lieutenant pour le roi en Saintonge et en Angoumois, était à Maroite à la fin de janvier 1676. Ce fut le 29 de ce mois qu'il signa l'acte de partage de cette terre et seigneurie, dont le château et les treize métairies étaient indivis entre lui et ses deux oncles, Guy-Charles Chabot, prieur de Jarnac et de Monjours, doyen de l'église cathédrale de Saintes, et François Chabot, chevalier de Jarnac. Les parties avaient pris pour arbitres M^e Pierre Gaultier et M^e Jean de Labrousse, notaire royal, tous deux du bourg de Brassac. Le notaire rédacteur fut M^e Bonhur, notaire au village de Truffières. L'abbé de Jarnac reçut dans son lot les deux métairies haute et basse de Truffières, celles de Bataillas et de Poulvezey ; le chevalier de Jarnac, les métairies des Guilleboux, de Fontréal et du Puy-de-la-Grange ; ils eurent, de plus, des rentes et revenus à toucher sur diverses tenances situées dans les paroisses de Brassac, Celles, Saint-Victor, Douchapt, St-Par-doux, Tocane, St-Apre, St-Just, Paussac et Bourg-des-Maisons. Le surplus de la dite terre, soit cens et autres droits et devoirs seigneuriaux, métairies et autres domaines et héritages en dépendant, avec le château et ses appartenances, fut attribué au comte de Jarnac (2).

On a publié la lettre que le comte fit écrire par son oncle

(1) Archives de la Dordogne, *Fonds Labonne*.

(2) Minutes de l'étude du Grand-Brassac.

le chevalier de Jarnac, le 17 août 1682, au régisseur du château de Maroite pour prescrire le jour de saint Louis, à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne, aux tenanciers de sa terre, une manifestation joyeuse, accompagnée d'une prise d'armes et d'un feu de joie (1).

Le seigneur de Maroite mourut en 1690, laissant deux filles mineures, Gillonne-Gabrielle Chabot, née de son premier mariage avec Marie-Claire de Créquy, et Anne-Marie-Louise Chabot, née d'un second mariage avec Charlotte-Armande de Rohan. Elles eurent pour tuteur leur oncle Guy-Charles Chabot, abbé de Jarnac.

Après avoir fait faire les inventaires des meubles et effets de ses pupilles aux châteaux de Jarnac et de Soubran, l'abbé de Jarnac vint à Maroite pour remplir les mêmes formalités. Il y fut procédé par le ministère de M^e Bonhur, notaire royal à Truffières, les 6 et 7 juin 1691, en présence de M^e Joseph-Olivier Robuste, avocat en la Cour et au siège présidial d'Angoulême. L'inventaire du château ne fait que relater d'une façon générale les meubles qui s'y trouvent et « plusieurs titres concernant lad. seigneurie », ainsi que les bestiaux des métairies, dont le sieur du Repaire se trouvait chargé par son contrat de ferme du dernier avril 1667, et qu'il devait rendre à sa sortie, à la réserve de la cloche et de l'horloge du château qui avaient été repris par le feu comte pour les donner aux Pères Récollets de Jarnac, et des bestiaux de la métairie de Poulvezey délaissés par lui à M. de Galard de Béarn, seigneur de Mirande. Il fut également dressé procès-verbal de l'état des métairies et moulins dépendant de la terre de Maroite.

Héritière de la branche aînée de sa maison, Anne-Marie-Louise Chabot, ainsi dénommée dans la brochure de M. Lacroix (2) et dans le *Nobiliaire* de Courcelles, et désignée dans les actes que j'ai consultés sous les prénoms d'Henriette et

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome X^e, page 440.

(2) *Le château de Jarnac, ses barons et ses comtes*, Paris, 1855, pages 83 et 39.

de Charlotte, fut mariée à 19 ans (1709) à Paul-Auguste-Gaston de La Rochefoucauld dit le chevalier de Montendre, brigadier des armées du roi et colonel du régiment de Béarn, qui prit à cause d'elle le titre de comte de Jarnac; il prit aussi ceux de marquis de Soubran et de seigneur de Maroite et autres places. C'est en cette dernière qualité que les archives du présidial de Périgueux le montrent intentant, en 1714, une action judiciaire contre M^e Bonhur, notaire royal et procureur d'office de Maroite. Il mourut à la fin de cette même année, et sa veuve se remaria à Charles-Annibal de Rohan-Chabot, son cousin, chevalier de Léon, colonel d'infanterie, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, devenu comte de Jarnac par cette alliance (1716).

Ce fut ce seigneur qui entama le long procès, dont il a été question au début de cette notice, au sujet de la justice de Brassac.

De toute ancienneté les seigneurs du fief de Maroite avaient eu des droits sur la justice du bourg de Brassac, lesquels furent par la sentence arbitrale de 1293 fixés à un quart sur la tête de Rolin de Montagrièr; et, depuis, concurremment avec les chanoines de Périgueux, les seigneurs de Montagrièr et de Montardy, ils avaient exercé ces droits par leurs officiers, chargés en outre de la justice du Chapdeuil qui dépendait en partie aussi de Maroite. Le 30 janvier 1676, Henri Chabot avait conféré la charge de lieutenant de sa terre et seigneurie à Arnaud Labrousse, que déjà le chapitre de Périgueux et Antoine d'Aydie, seigneur de Montagrièr, avaient l'un et l'autre désigné pour leur parti respectif, et dont la charge échut après lui à Jean de Montozon. Charles-Antoine-Armand-Odet d'Aydie, comte de Ribérac, seigneur de Montagrièr, après son retour d'Espagne, prétendit avoir seul tant la propriété que la possession de la haute justice de Brassac quant aux trois quarts restés aux mains laïques, et jouir seul de tous les honneurs de l'église, réclamant, en conséquence, l'hommage de la seigneurie de Maroite, dépendance de sa châtellenie de Montagrièr. Cette affaire fut portée devant la Cour présidiale de Périgueux. Chacune des parties fournit des mémoires à l'appui de ses prétentions; je n'ai pu con-

naître que celui du seigneur de Montagrier, conservé à la bibliothèque de Périgueux ; il est imprimé dans le format grand in-8° sous ce titre : *Réponses pour Charles-Antoine-Armand Odet d'Aydie, chevalier, comte de Ribérac, vicomte de Peuche, seigneur de la châtellenie de Montagrier, défendeur et autrement demandeur, contre Charles-Annibal Rohan-Chabot, chevalier, comte de Jarnac, et dame Henriette Chabot, comtesse de Jarnac, conjoints, seigneur et dame de Mouratte, demandeurs.*

Il est regrettable que l'on n'ait pas le mémoire originairement produit par le comte de Jarnac ; il aurait été précieux à plus d'un titre pour l'histoire de Maroite et de Brassac ; car il devait nécessairement avoir été composé à l'aide des archives de cette seigneurie, qui, transportées en Angoumois, ont dû subir en 1793 le sort réservé aux papiers trouvés dans le « trésor » du château de Jarnac ; ils furent brûlés dans la cour d'honneur de la résidence héréditaire des Chabot que saccagèrent les vandales de la première République.

Si la solution de ce procès est inconnue, elle ne paraît pas du moins avoir modifié les droits et les titres des châtelains de Maroite, qui ont continué jusqu'à la Révolution à avoir juges et procureurs dans le bourg de Brassac.

Ce qui indiquerait assez clairement que ce procès fut sans influence sur ses prérogatives seigneuriales, ce sont les qualifications que Charles-Annibal de Rohan prit dans tous les actes qui suivirent. Le 28 décembre 1732, donnant au château de Jarnac devant M^e Cauroy, notaire royal, procuration pour les affaires de Maroite, il s'intitule : seigneur de Marouate, Brassac, co-seigneur des châtellenies de Montagrier et du Chapdeuil. Ce fut en vertu de ce pouvoir que Pierre-Gilbert Vassal, intendant de sa maison et de ses affaires, vint renouveler, suivant acte reçu par M^e de Ladoyre, notaire à Fougères, paroisse du Chapdeuil, le 31 décembre suivant (1), la ferme de la terre et seigneurie de Maroite. Hélié Brousse, bourgeois de Périgueux, avait cette ferme aux termes d'un

(1) Archives de l'étude du Grand-Brassac.

acte retenu par M^e Pierre Bonhur, notaire royal, le 27 avril 1725 ; elle lui fut continuée pour une période de neuf années, moyennant un prix annuel de 5,500 livres et quelques redevances en nature consistant en lard, avoine et viu rouge.

Jaloux de ses privilèges, Charles-Annibal s'attacha à les faire respecter rigoureusement. On l'a vu plaider à cet égard avec son co-seigneur de Montagrier ; il avait eu aussi quelques difficultés avec ses voisins de la paroisse de St-Just, Claude Souchet, chevalier, seigneur de La Dourville et de Narbonne, et Anne de Raymond, son épouse ; mais ce dernier procès, ainsi que quelques autres démêlés, ne paraît pas avoir eu de suites sérieuses devant le présidial de Périgueux où il avait été porté.

Charles-Annibal de Rohan-Chabots s'intéressa avec le même zèle au bon état et à l'entretien de son château de Maroite et des bâtiments construits sur ses domaines. Le 13 juin 1735, le notaire de Ladoyre, accompagné d'un maître maçon et d'un menuisier, y procéda à une visite générale. On conçoit qu'inhabitée depuis de longues années, une pareille demeure dût avoir besoin de réparations. Le procès-verbal dressé à cette occasion signale, en effet, le mauvais état des planchers des chambres basses et hautes, de la charpente, des portes et fenêtres ; les couvertures du corps de logis et des tours étaient à refaire et nécessitaient l'emploi de 25 milliers de tuiles. L'acte relate ensuite l'état des écurie et grange, de la fuie, de la métairie de la cour, des moulins de l'Étang, de Graujou et des Planches sur l'Euhe, de Rocheysel sur la Drône ; et celui des métairies du Maine-d'Euhe, de Trufflères, Bataillas, Les Guilleboux, Fontréal, la grange du Puy-béat, aujourd'hui détruite, et de la métairie de Chevalerie (Chapdeuil).

Le 27 juin 1739, le comte de Jarnac était lui-même à Maroite pour donner à faire à prix fait les réparations de son château. Il en chargea le sieur Bernard Ramadour, tailleur de pierres à Brassac, et acte fut passé de ce marché devant M^e de Ladoyre, notaire royal. Il s'agissait notamment de rétablir en entier les balcons de la galerie, recouvrir le corps

de logis et les tours, murer cinq fenêtres, redresser et assujettir les girouettes, remettre en divers endroits planches, cartelages, etc., moyennant un salaire de soixante livres. Ce furent les plus importantes réparations qui furent faites par les Rohan-Chabot. On remarque encore sur main droite, en entrant, une gracieuse fenêtre entre les deux frontons de laquelle est sculptée une feuille de chêne, qui fut murée alors pour supporter une grande cheminée qui lui fut adossée et dont le manteau présente encore le dessin de trois chabots ; ces poissons y forment quatre groupes, dont deux où ils sont mis en pal, deux en chef et un en pointe, et deux où ils sont posés l'un sur l'autre. Ce sont les seules armes qu'aient laissées sur les murs de Maroite ses derniers seigneurs.

Le fait suivant atteste encore la continuité des droits de seigneurie du comte de Jarnac dans le bourg de Brassac. Par acte du 27 mars 1742 retenu par M^e Baurac, notaire royal, Arnaud de Lacour, docteur en théologie et curé de Brassac, avait acquis du sieur Jean Ustelle certaines masures qu'il croyait être de la fondalité de la cure, dans lesquelles il avait fait construire sous le vocable de Notre-Dame, la disgracieuse chapelle qui se voit encore au joignant de l'église. Mais il dut reconnaître que ces masures étaient de la fondalité du seigneur de Maroite, et se soumettre à lui payer les lods et ventes et même un droit d'indemnité, promettant de passer acte de reconnaissance des dites masures conjointement avec les co-tenanciers (1).

En 1746, de grands orages et ouragans occasionnèrent des dégâts assez graves dans la terre de Maroite pour que Jean-Baptiste Gaultier, sieur de La Guionie, juge sénéchal des juridictions de Maroite, Brassac et chàtellenies de Montagnier et du Chapdeuil, en fit dresser, en sa qualité de régisseur de la dite terre, un procès-verbal. Cet acte au rapport de M^e Durieux, notaire royal, en date du 27 octobre, constate que la charpente d'une grosse tour au levant du chàteau, appelée

(1) Minute de l'étude de Brassac : acte reçu Durieux, notaire royal, le 10 mars 1736.

de Mistouflet, avait été renversée avec les créneaux, ayant entraîné avec elle partie de celles des Petites recettes, et que la charpente de la tour dite de l'École avait été à demi découverte avec le corps de logis et les galeries conduisant des salles à la cuisine. Suit l'état des dommages éprouvés par les bâtiments des métairies et des moulins.

Henriette-Charlotte Chabot, devenue veuve, maintint avec autant d'opiniâtreté que son mari ses droits seigneuriaux. Un acte de 1766 la fait figurer avec les titres de dame de Marouattes et en partie des châtellenies de Montagrier et du Chapdeuil.

N'ayant pas eu d'enfants, cette dame substitua le comté de Jarnac aux cadets de son nom, Louis-François et Charles-Rosalie Chabot, neveux de son mari, qui furent les derniers comtes de Jarnac, tandis que le frère aîné du second, Louis-Antoine-Auguste de Rohan-Chabot, né en 1733, fut le dernier seigneur de Maroite.

Il était fils de Guy-Auguste, seigneur de Kergueunec et autres terres en Bretagne, et de Sylvie du Breil de Reis ; il fut maréchal de camp, colonel du régiment Royal-Étranger cavalerie, et épousa la sœur du duc de La Rochefoucauld.

Il renouvela le personnel chargé de l'administration et surveillance de la terre de Maroite. Le château subit encore dans les journées des 14 et 15 février 1770, les effets de « l'impétuosité des grands coups de vent ». Un nouveau procès-verbal rédigé par M^e Durieux, le 28 février suivant, constate « l'état où ce fâcheux accident a réduit les charpentes », notamment sur les tours appelées des Draps, du Trésor, du Pucelage, du Jardin, etc. « S'il n'y est promptement pourvu, les bâtiments seroient en danger d'être plus facilement renversés, s'il survenoit d'autres ouragans, vu la position du château ». Telles sont les conclusions de ce procès-verbal dressé à la requête du sieur de La Guionie, juge, et de M^e Pierre de Ladoyre, procureur fiscal de la juridiction, du village de Fougères, paroisse du Chapdeuil.

Un second acte du notaire de Brassac jette un grand jour sur la disposition du château et des bâtiments qui l'entouraient ; il donne principalement des détails sur l'aménage-

ment intérieur. On se plait à lire cette description si complète avec l'intérêt qui s'attache aux appartements où tant de personnages ont vécu, souffert ou brillé.

La ferme consentie au sieur de La Guionie, juge de la seigneurie de Maroite, était à la veille de prendre fin. Le comte de Chabot, installé alors à Paris, à l'hôtel de La Rochefoucauld, rue de Seine, agissant, comme il est dit, en qualité d'administrateur des biens d'Alexandre-Louis-Auguste de Rohan-Chabot, son fils mineur, et d'Élisabeth-Louise de La Rochefoucauld, chargea le sieur Jean Cailhou de se faire remettre les clefs du château avec la libre administration, tant du dit château que des rentes et domaines en dépendant, et d'assister à l'état de lieux et à l'inventaire du mobilier que le sieur Gaultier était tenu de faire faire à sa sortie. Ce procès-verbal eut lieu le 23 juin 1770. Il suffira d'en indiquer les traits essentiels.

La première pièce du château qui fut visitée fut la chambre dite « de la Diète », où furent trouvés entr'autres objets « une taque ou contre-feu de fonte de fer, où sont les anciennes armes de Marouates, » et « un vieux tableau sans cadre cloué à la muraille, représentant saint François d'Assise » ; puis figurent successivement une chambre plus basse à gauche servant de cuisine, où furent inventoriés « cinq grands plats d'étain où sont gravées les armes de Chabot » ; au-dessus de la cuisine, la « chambre des livres » ; la « chambre de Montlieu », ainsi appelée en souvenir d'une terre que Jeanne de Saint-Gelais apporta, en 1506, dans la maison de Chabot et dont les descendants portèrent le nom jusqu'à ce fils mort idiot de Claude de Montagrièr ; la « salle » et la chambre « qui est au bout » avec son cabinet désigné sous le nom de « trésor ». De là on monta dans la « chambre des Messieurs », la « haute cuisine », la chambre servant de recette, celle « des nouvelles mariées », les galetas ; puis on visita la chambre « des fours », le puits, la cuisine basse, la chambre « des soldats » et celle au-dessus, celle « de la tour de l'écurie » et l'écurie. Dans la chapelle, on ne trouva qu'« une pierre de marbre à l'autel, une vieille croix de bois, une figure de plâtre représentant la sainte Vierge ». On

descendit après dans la cave, le cellier, « la soumelière » ; on passa dans la chambre « du treuil » ; on monta dans « la petite tour la plus proche du pont », et l'on inspecta le « corps de garde de l'entrée » et les bâtiments de service. Les meubles n'ont aucune valeur, les plus précieux ayant été transportés à Jarnac depuis longtemps. Il est ensuite procédé à l'estimation des cheptels et bestiaux des diverses métairies, avec le concours de deux arbitres, Jean Linard et Jean Leyraud, tous deux marchands, demeurant l'un à La Rochette, paroisse de Lisle, l'autre en la ville de Bourdeilles.

L'année suivante, le même procureur J. Cailhou afferma le moulin de La Peyre ou des Planches, et dans l'acte qu'il passa à cette occasion (1), le comte de Chabot reçut les titres de comte de Maillé et de La Marche, prince, comte et baron de Léon, président né de la noblesse de Bretagne, seigneur de Marouathe et autres lieux, co-seigneur des châtellenies du Chapdeuil et de la juridiction du bourg, Croix d'Ex de Brassac.

Au sieur Cailhou succéda M^e Étienne-Claude de Villard, licencié ès-lois, comme régisseur de la terre et seigneurie de Maroite. C'est en cette qualité qu'on le voit, en 1773, affermant les moulins de l'Étang, autrefois appelés de Chez maître Hélias Régis, et de Rocheysel, et donnant à moitié fruits les métairies de Fontréal, le Puy-de-la-Grange, les Guilleboux et Bataillas (2).

Quelques années après, le sieur François Caillier était receveur de la terre et seigneurie de Maroite. En 1782, il vint du château de Cahuzac en Agenais, où demeurait alors son maître, pour s'occuper de la ferme délaissée par les sieurs Bonhur-Dumaine et Bonneau. A cet effet, il avait fait afficher aux portes des églises de la seigneurie et des bourgs circonvoisins l'avis qu'il serait procédé, dans la salle du château, à jour fixé, aux enchères de la dite ferme, consistant en domaines, métairies, moulins, prés, vignes, rentes seigneuriales

(1) Bail devant M^e Bonhur, notaire royal, du 28 juin 1771.

(2) Baux des 6 et 7 juin et 12 octobre 1773.

et secondes, y compris les lods et ventes des biens roturiers, le tout dépendant de la dite seigneurie, avec les deux chambres occupées dans le château par les fermiers, et les bâtiments affectés aux recettes. L'adjudication, ainsi qu'il résulte des procès-verbaux dressés par M^e Luguët-Desgranges, notaire au Chapdeuil (1), commença le 13 janvier 1782 : après diverses enchères, la ferme fut définitivement adjugée, le 30 août suivant, aux sieurs Thomas Lagrange, sieur de Lacaux, juge de la terre d'Estissac, demeurant aux Faures, paroisse de Villamblard, et Ferréol Lestang, négociant à Villamblard, moyennant la somme annuelle de 10,800 livres. Il fut procédé de même à l'adjudication des bois, merrains, late-feuilles, brasses de bois de bûches et fagots exploités dans la forêt de Maroite.

Il est à remarquer que dans les actes qui furent passés dans ces diverses occasions par le sieur Caillier, le comte de Chabot figura avec le titre de seigneur marquis de la terre de Maroite ; et quatre ans après, on le voit prendre celui de duc de Chabot.

Les derniers actes d'administration du sieur Caillier sont de la fin de 1791. En cette année, il afferma trois moulins et donna à moitié fruits la métairie du Maine-d'Euclie, paroisse de Paussac, distraits de la ferme générale qui suivit son cours.

Les luttes politiques de 1789 avaient commencé. En donnant une force imposante au tiers-état, elles amenèrent une révolution qui, libérale au début, devait, à partir de la prise de la Bastille, dévier malheureusement dans le sang. Le duc de Chabot comprit que le temps de sa suzeraineté était désormais fini. Redoutant pour lui et les siens les crises inévitables de cette révolution, il émigra, ainsi que le comte de Jarnac, son frère. Le marquisat de Maroite allait traverser une période de deuil et voir les tristes maîtres du jour lui apporter au nom de la liberté la ruine et la désolation.

(1) Étude du Grand-Brassac.

III

La devise écrite sur le drapeau de la Révolution française était : *Guerre aux châteaux, Paix aux chaumières !* La première partie de la phrase fut seule réalisée. On avait d'abord aboli les privilèges féodaux ; on alla plus loin en déclarant biens nationaux les propriétés des émigrés. En vertu des lois des 9 février et 8 avril 1792 et autres subséquentes, la terre de Maroite fut confisquée par la République.

Le représentant du peuple Roux-Fazillac ayant arrêté en Dordogne la démolition des châteaux-forts, dès lors commença une guerre implacable contre l'antique résidence des Montagnier et des Chabot. Jamais Maroite ne vit pareils orages s'abattre sur ses vieilles tours ; à l'instar de Palmyre, le château devint une espèce de carrière ouverte aux spoliateurs. Les plus audacieux se recrutèrent surtout parmi les derniers venus dans la bourgeoisie locale ; tous ces fils ou neveux de cordonniers, tailleurs, aubergistes et serruriers, dont les châtelains de Maroite avaient sans doute autrefois encouragé l'industrie, se ruèrent à l'envi au pillage du château, en attendant le moment opportun pour mettre la main sur les domaines.

Le maire et le procureur de la commune de Brassac trouvèrent fort commode de faire enlever à Maroite les tuiles nécessaires pour recouvrir leurs bâtiments particuliers ; et, pendant quelques années, les habitants des villages voisins allèrent y chercher de quoi réparer leurs demeures ; ils ne se faisaient point faute non plus de prendre leur provision de bois dans la forêt devenue nationale, qui contenait seulement sur la paroisse de Brassac, 274 journaux. La ville de Ribérac eut recours à la « maison nationale de Marouathe » pour l'aider dans la construction d'une nouvelle maison de réclusion ; en conséquence, le citoyen Chenut, charpentier à Ribérac, fut envoyé en qualité de commissaire du district, pour y chercher le bois qui serait utile. La commune s'empressa de le seconder en faisant conduire jusqu'au village de

l'Hôpital de Celles, 182 planches de six pieds et 24 de neuf pieds, enlevées du ci-devant château de l'émigré Rohan (20 brumaire an III).

Les archives de la mairie du Grand-Brassac nous apprennent que la majorité des officiers et notables municipaux fut loin d'approuver les procédés peu scrupuleux de quelques-uns d'entre eux. Érigés en tribunal municipal, ils mandèrent à leur barre le citoyen Jean Faucher, pour lui faire subir un interrogatoire sur divers chefs d'accusation. Cet ancien procureur de la commune, qui sortait d'une honorable famille de Fontagnac, autrefois considérée comme noble, répondit à la sommation qui lui était faite : il vint rendre compte de sa conduite. Il avoua qu'il avait fait enlever du château de Maroite, par son métayer, 720 tuiles creuses et 2 contre-vents, dont il avait eu besoin. Il soutint qu'il n'avait fait d'ailleurs que suivre l'exemple donné par le maire qui « avait déjà pris lui-même des tuiles, s'étant cru autorisé à couvrir ses bâtiments d'après une mauvaise interprétation de la loi portant que les places fortes seraient démolies et que les matériaux qu'on ne pourrait vendre seraient distribués aux sans-culottes. » Il ajouta qu'il avait fait compter les tuiles et qu'il possédait encore les contre-vents. Le procureur de la commune fut chargé de dénoncer au tribunal de police correctionnelle le sieur Faucher qu'on allait porter bientôt sur la liste des terroristes (4 prairial).

L'action du maire avait déjà reçu un blâme officiel ; car ayant demandé au bureau de sa municipalité un certificat de civisme, les notables attestèrent qu'il « s'était toujours conduit en bon républicain et en citoyen vraiment attaché à la Révolution, et qu'on n'avait d'autre faute à lui imputer que la manière avec laquelle il avait fait exécuter de son autorité privée l'arrêté du représentant du peuple Roux-Fazillac, concernant la démolition des châteaux-forts » (6 ventôse, an II). (1).

(1) *Registres de la commune du Grand-Brassac pour servir aux délibérations de la municipalité de la Commune, commencé le 30 frimaire an II de la République.*

Il est bien vrai que le peuple ne doit pas encourir toute la responsabilité des actes de sauvagerie qui furent commis alors ; il n'était peut-être pas le plus coupable ; car, chez nous comme dans les départements voisins, l'autorité avait ordonné la destruction des anciens châteaux, dans la crainte qu'ils ne devinssent les repaires de l'aristocratie dont on voulait anéantir les restes.

On conçoit les plaintes des adjudicataires de la ferme de Maroite au milieu de ces troubles. C'est en vain qu'ils réclamaient les réparations urgentes aux bâtiments des métairies ; ils obtinrent pourtant la nomination de deux commissaires chargés de constater les besoins. Et quand les biens furent vendus, on vit les acquéreurs ne vouloir faire aucun partage, malgré leur engagement envers les fermiers dont les droits n'étaient plus respectés.

Ce fut le 3 vendémiaire an IV qu'eut lieu devant les administrateurs du district de Ribérac, la vente du château de Maroite et de ses principales métairies ou moulins des communes de Brassac, Chapdeuil et Paussac-Saint-Vivien. Les acquéreurs furent les frères Durieux, les sieurs Élie Lassort, Pierre Lacroix, Benoît Boc dit Petit-Bois et Faucher, Dauriac, Pierre Blanchardie et Pierre Rouchaud. Le total des prix de cette première adjudication s'éleva à la somme fantastique de un million sept cent huit mille quatre cents francs.

On sait que les biens nationaux, sur lesquels étaient gagés les assignats, devaient être payés par leurs acheteurs au moyen de ce papier dont la dépréciation croissait alors de jour en jour. Depuis longtemps éloignés du cours nominal, les assignats représentaient bien plus que la valeur des biens : au commencement de 1796, ils ne représentaient plus guère que la 344^e partie de leur valeur nominale. Le tableau officiel de la dépréciation successive des assignats, annexé à la loi du 5 messidor an V, après le retrait du papier-monnaie, permet de se faire une idée du prix réel qu'atteignirent les ventes de Maroite. Celles du château et des principaux domaines suffiront pour faire juger des autres.

Ce fut la famille Durieux qui inaugura à Brassac les acqui-

sitions de biens nationaux. Déjà, l'un de ses membres, François Durieux, ancien procureur d'office du marquisat de Maroite, devenu secrétaire du district de Ribérac devant lequel avaient lieu les enchères, avait acquis, en 1791, une échoppe distraite des bâtiments du presbytère alors converti en école, puis la terre et le pré qui en dépendaient. Le 3 vendémiaire an IV, il se rendit adjudicataire de deux métairies de Maroite, situées dans les environs du bourg de Brassac :

Celle du Puy-de-la-Grange, au prix de.....	101,000 fr.
Et celle de Fontréal, moyennant.....	106,500
Son frère, Sicaire Durieux, notaire public, acheta de son côté, la métairie des Guilleboux, au prix de.....	126,000
Soit pour les deux frères un prix total de.....	333,500 fr.

Le même jour, le citoyen Antoine Dauriac, de Villetou-reix, se rendit adjudicataire du château ainsi que du domaine de la Cour, moyennant le prix de 261,000 francs.

Or, d'après l'échelle des cours moyens des assignats reçus en paiement par rapport à leur valeur inscrite, voici quel serait le véritable prix versé en argent à la nation par les acquéreurs :

La métairie du Puy-de-la-Grange ne fut en réalité payée	
que.....	2,999 ^f 70
Celle de Fontréal que.....	3,163 05
Celle des Guilleboux.....	3,742 20
Et le château avec le domaine attenant que	7,751 70
Total résultant de la déduction faite d'après le tableau officiel.....	17,656 ^f 65

On s'explique dès lors que ces hommes qui s'étaient enrichis des dépouilles du clergé et de la noblesse, en achetant ainsi leurs propriétés à vil prix, aient senti si longtemps l'in-

justice originelle de leur fortune. Ils ne commencèrent à se rassurer que lorsque la loi d'indemnité des émigrés fut votée en 1825 : ni la décision du pape, ni les promesses contenues dans la charte royale n'avaient pu jusqu'à ce moment les contenter.

Le sieur Dauriac ne put garder le château de Maroite, ainsi qu'il appert du registre du district de Ribérac, où on lit cette observation en regard de la vente : « L'acquéreur a été déchu et l'objet a été vendu par soumission à Périgueux. »

Cette revente eut lieu, en effet, à Périgueux, le 17 thermidor an IV, en vertu de la loi du 28 ventôse de cette année, qui prescrivait que les biens nationaux restant à la disposition du gouvernement devaient être délivrés sans vente aux enchères et sur simple procès-verbal à quiconque représenterait en mandats territoriaux, nouveau papier-monnaie destiné à remplacer les assignats, 22 fois le revenu de ces biens en 1791. En conséquence, les administrateurs du département de la Dordogne, Roux-Fazillac, Delpit et Amouser vendirent aux citoyens Antoine Goubert et Sicaire Daniel, des communes de Bourdeilles et Saint-Apre, le domaine de la cour du château de Maroite, et à Goubert seul le château « en son entier fermé de fossés et de remparts, cours, écuries, grange, jardin attenant et autres deux petits jardins », dix journaux de chamfroids et vingt-quatre journaux de bois taillis entourant le château, le tout au prix de 18,530 francs.

On vendit de même en détail, dans le courant de l'année, aux sieurs Bonneaud, Marvier, Étourneaud, Mathieu, Grand, Lamy, Brachet, Vivier et Dumoulin, Lespinasse, Marcou, Rousseau, Bareaud, Benoit Boc et Colombeix, ce qui n'avait pas été compris dans l'adjudication du 3 vendémiaire, le tout consistant en un moulin, deux domaines, quelques prés, terres et vignes, et plusieurs lots de la forêt de Maroite. Ces ventes atteignirent le chiffre de 63,535 francs.

Il paraît que différents morceaux de bois avaient échappé à la confiscation révolutionnaire. M. Alexandre-Louis-Auguste de Rohan-Chabot-Léon, fils du dernier seigneur de Maroite, les vendit plus tard pour son propre compte par

l'intermédiaire de M. Sicaire-Marcelin Gaultier, homme de lois à Brassac (1).

Ainsi fut consommé le démembrement de la terre de Maroite. Il n'y a plus qu'à considérer le château et ses dépendances actuelles, mesurant encore une étendue totale d'environ 114 hectares.

La municipalité républicaine de Brassac voulut retirer de Maroite un dernier avantage. On sait qu'il existe autour du château, et notamment à l'entrée, où ils semblent avoir formé une ancienne avenue, une station de chênes-verts, sur laquelle mon collègue et ami M. Délugin a fourni d'intéressantes observations dans les *Annales* de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne (2). Les officiers de la commune choisirent un chêne-vert pour arbre de la liberté. Ils le plantèrent « sur la principale place publique » du bourg, le 10 ventôse an VI, avec des « chants patriotiques, accompagnés du grand nombre de peuple », selon les termes de leur procès-verbal ; et quelques jours après, ce fut devant « un autel de la patrie » élevé sous l'ombrage de cet arbre, que Pierre Durieux, agent et adjoint municipal, fit célébrer solennellement « la fête de la souveraineté du peuple ». Ce chêne-vert fut arraché par le citoyen Gaultier du Vignaud, qui dut le remplacer.

Antoine Goubert ne détint pas longtemps le château de Maroite, qu'il aurait vendu à Jean-Pascal-Charles de Peysard, ancien député à la Convention et maire de Périgueux. Celui-ci paraît aussi n'avoir gardé que peu de temps le domaine de Maroite : il le vendit à la famille Cercilly, dans laquelle il demeura près d'un demi-siècle. Il ne m'a pas été possible de retrouver les actes concernant ces deux changements de propriétaires.

Lorsque le plan cadastral de la commune de Brassac fut achevé, en 1809, sous la mairie de M. Gaultier de la Guionie,

(1) Étude du Grand-Brassac : procuration du 5 janvier 1806.

(2) Lettre datée du château de Maroite, reproduite dans l'*Écho de la Dordogne*, numéro du 6 octobre 1886, sous ce titre : *Le Chêne-vert à Marouatte*.

M. Barreaud possédait une partie du plateau de Maroite, comprenant les fossés, un jardin et le colombier, qui ouvert par le haut contient encore aujourd'hui tout placés, environ 2,400 nids à pigeons ; mais cette partie ne tarda pas à être réunie dans les mains du propriétaire du château.

La famille Cercilly était originaire de Saint-Astier. Celui de ses membres qui acquit Maroite, Dauphin Cercilly, habitait dans la paroisse de St-Victor l'ancien fief des Rivières, propriété de sa mère Simonne Révolte, qui y mourut le 12 février 1815, veuve de Jean-Baptiste Cercilly, bourgeois de Saint-Astier. Il fut suppléant de la justice de paix du canton de Montagrier et maire de sa commune. Jeanne Boyer, sa femme, ne lui ayant pas laissé d'enfants, il avait institué sa sœur pour sa légataire universelle. La mort le surprit aux Rivières, le 22 juillet 1837, à l'âge de 68 ans.

Elisabeth Cercilly survécut dix-sept mois à son frère, et décéda aussi aux Rivières à l'âge de 61 ans, célibataire, le 30 décembre 1838, laissant pour unique héritier son second frère Raymond Cercilly (1).

Ce dernier étant allé s'établir à Lafontpeyre, commune de Douzillac, vendit le château de Maroite après, quelques années de possession, à une famille de paysans. Aux termes de deux actes reçus par M^e Fargeot, notaire à St-Apre, les 11 juin 1842 et 9 janvier 1843, les conjoints Jean Labussière et Léonarde Pazat, de Poulvezey, commune du Grand-Brassac ; les conjoints Jean Soulier dit Biganet et Françoise Lafaye et autres conjoints Jean Lafaye et Marie Blois, tous quatre de la même commune, devinrent les propriétaires de ce qui constituait alors la terre de Maroite.

Comme si elle ne se sentait pas à l'aise dans l'ancienne demeure des Rohan-Chabot, cette famille de cultivateurs se

(1) Les registres d'état-civil de Saint-Astier rapportent le baptistaire de celui-ci, à la date du 1^{er} septembre 1764 : il eut pour parrain son grand-père maternel, Raymond Révolte, s^r de Grandchamp et de Belleisle, bourgeois de Périgueux, époux de Simonne Parade, et pour marraine demoiselle Marie Saunier de Saint-Martin, de la paroisse de Saint-Félix-de-Bourdeilles. (*Note de M. Jean de Valbrune.*)

hâta de céder l'objet de son acquisition, suivant deux contrats passés devant ledit M^e Fargeot, les 24 juin et 4 juillet 1843, à M. Boc de Saint-Hilaire, moyennant le prix total de 8,885 francs. La terre de Maroite ne contenait alors que 12 hectares 23 ares environ.

Sicaire Boc appartenait à la plus ancienne bourgeoisie de Brassac, où il était né le 15 janvier 1783, de Pierre Boc, sieur du Breuil, et de Jeanne Gaultier. Son grand'père Jean Boc, sieur de Lonlaygue, nommé notaire à Brassac en 1710 par le comte d'Aydie, seigneur de Montagrièr, est désigné dans l'acte de collation de cet office sous le nom de *Bouc* : cette ancienne dénomination de ses ancêtres explique les armes parlantes que M. Boc de Saint-Hilaire avait adoptées. Il ne dut qu'à son mérite personnel la haute situation qu'il occupa sous l'Empire et la Restauration : colonel d'état-major, directeur des postes, aide des cérémonies de France, il était chevalier des ordres de la Légion-d'Honneur et de Saint-Ferdinand d'Espagne.

Bien que des circonstances impérieuses l'eussent forcé en 1850 de vendre à un membre de sa famille sa terre de Maroite, il continua à y résider jusqu'à sa mort, qui arriva le 18 avril 1861. Il a été depuis la Révolution le premier propriétaire qui ait eu souci d'arrêter les progrès de la destruction à Maroite et de rendre le château habitable. Il avait restauré le principal corps de logis et fait disparaître les parties qui menaçaient ruine ; les Cercilly, ses prédécesseurs, avaient commencé à démolir une moitié de l'ancien château ; on chercherait vainement aujourd'hui la trace de ce corps de logis à deux étages, couronné de mâchicoulis et flanqué de grosses tours rondes, dont un des dessins de M. de Verneilh conservera le souvenir. Je tiens de la bouche d'un des ouvriers chargés des démolitions, que l'on eut beaucoup de peine à disjoindre les pierres maintenues par un ciment des plus puissants.

M. Jules-César Boc de Saint-Hilaire, fils aîné de l'ancien héraut d'armes de Charles X et d'Armande-Geneviève Le Monnier, né à Colombes (Seine), habita aussi Maroite pendant quelques années, et fut maire de la commune de Brassac.

Peintre de talent, il avait installé dans une des tours du château son atelier de peinture ; on a pu admirer, à l'exposition des beaux-arts qui eut lieu à Périgueux en 1864, entr'autres toiles de cet élève de Deveria, une *Vue prise dans la forêt de Maroite*, et *Le Clos-Bournat, le matin*, autre vue prise dans la même forêt. Cet artiste est mort à Paris le 7 février 1875.

M. Boc de Saint-Hilaire avait vendu à son neveu M. Louis Boc du Breuil, demeurant au Grand-Brassac, l'entier domaine de Maroite « consistant en diverses mesures d'ancien château, principal corps de logis nouvellement restauré, bâtiments d'exploitation, aisines, puits, parterres ou terrasses, jardins, avenues, terres labourables, prés, bois, vignes et friches », moyennant le prix de 8,000 francs, aux termes d'un acte passé devant M^e Pierre-Joseph Baudoin, notaire à Brassac, le 28 janvier 1850.

M. Boc du Breuil est resté vingt-un ans propriétaire de Maroite. Sa veuve, née d'Abzac de Fougeras, en a conservé une belle plaque de cheminée, provenant de la fonderie de Ruelle créée par les Montalembert dont elle reproduit le blason : *d'azur, à la croix pommelée de sable et sur-ancrée*, écusson ovale, timbré d'une couronne de marquis et ayant pour supports deux archanges. Elle fut vraisemblablement donnée par Jean de Montalembert à Charles-Annibal de Rohan-Chabot, comte de Jarnac, auquel il rendait hommage pour la terre de Vaux (1). Une plaque identique se voit encore dans le village de La Germanie, paroisse du Chapdeuil, qui était autrefois aussi de la fondalité des seigneurs de Maroite ; elle appartient à la famille Saigne.

M. Boc du Breuil revendit le domaine de Maroite, augmenté d'une partie nouvelle qu'il avait recueillie dans la succession de M. Sicaire-Marcelin Boc du Breuil, son père,

(1) Albert de Massougnès : *Un hommage féodal au XVIII^e siècle rendu par Jean de Montalembert sieur de Vaux, à Charles-Annibal de Rohan-Chabot, comte de Jarnac*, Angoulême, Goumard, 1880.

comme venant des héritiers Barreaud et autres, à MM. Pierre-Eugène et André-Marcelin Lavillenie frères, banquiers à Ribérac, suivant contrat retenu par M^e Léonardon père, notaire à Ribérac, le 2 décembre 1872, moyennant un prix total de 80,000 francs, M. André-Marcelin étant décédé à Ribérac, le 5 novembre 1883, la terre de Maroite est restée indivise entre les héritiers de ce dernier, ses deux sœurs M^{mes} Eugénie Lavillenie, épouse de M. François Délugin, demeurant à Périgueux, et Elisa Lavillenie, veuve de M. Gentil Bouny-Brave, demeurant à Paris ; ses deux neveux MM. Louis-Camille et Marc Lavillenie, demeurant à Bordeaux, d'une part, et M. Pierre-Eugène Lavillenie d'autre part.

La famille Lavillenie a détaché le château avec la métairie de la Cour et quelques autres dépendances, entr'autres un pré aux bords de l'Euche sur lequel s'élevait autrefois le moulin de Graujou, et a fait cession du tout, contenant environ 13 hectares, en vertu d'un acte passé devant M^e Léonardon fils, notaire à Ribérac, le 11 mai 1885, à un neveu et cousin M. Antony Délugin, qui est ainsi devenu le propriétaire actuel du château de Maroite. M. Délugin, né à Ribérac, après avoir été pendant quelques années pharmacien à Blois, où il a épousé M^{me} Marie Alleaume, est venu se fixer dans son pays natal, y partageant son séjour entre la ville de Périgueux où demeurent ses parents, et le château de Maroite auquel il a fait effectuer pour le rendre habitable des réparations assez considérables. Il est à regretter que l'architecte, chargé de ce travail, n'ait pas su trouver au milieu des ruines imposantes qui l'entouraient, de meilleures inspirations. Il était pourtant en présence de souvenirs qui, par la mémoire des hôtes qui ont habité ces lieux et par le type de l'architecture dont ils conservent de précieux vestiges, sont de nature à solliciter éloquemment l'esprit de tout artiste.

Nous ne pouvons résister au plaisir de reproduire ici une lettre de M. H. Rapine, architecte diocésain attaché à la commission des monuments historiques. Voici en quels termes le futur restaurateur de l'église byzantine de Brassac a

traduit l'impression qui lui est restée d'une visite rapide faite à Maroite en 1885 :

• Maroite, construit au commencement du ^{xvi}^e siècle, est considéré comme une des ruines les plus pittoresques du Périgord, qui en compte un grand nombre de remarquables, et mérite sa réputation. Il ne présente pas de restes d'une architecture antérieure et semble avoir été élevé d'une seule venue au début de la Renaissance, dans cette période d'épanouissement où les luttes du moyen-âge font place à une vie plus ouverte et plus sociable. Les étroites fenêtres du château-fort se sont élargies en belles et grandes baies à meneaux ; le seigneur construit encore des donjons et des tours comme il porte encore la dague et l'épée ; mais les donjons comme les armes sont devenus des objets de luxe plus faits pour la parure que pour la défense.

» C'est dans cet esprit que Maroite a été bâti. Malheureusement il a beaucoup souffert des injures du temps et des hommes. Moins heureux que le château de Mareuil-sur-Belle, son voisin et son contemporain, qui est resté debout, à peu près dans son entier, il ne lui reste qu'une partie de ses murailles et quelques tours sans toitures, surtout sa belle tour polygonale d'escalier, qui découpe encore fièrement sur le ciel ses lucarnes et sa couronne de créneaux.

• Le visiteur admire encore au rez-de-chaussée une belle salle à voûtes d'arêtes ; mais ce qui lui laisse surtout, au retour de cette excursion, un souvenir inoubliable, c'est l'union charmante de la verdure et de la pierre, de la nature avec l'œuvre de l'homme qu'elle complète à sa manière après l'avoir à demi ruinée. »

C'est ainsi que Maroite n'a cessé par l'importance de ses ruines et le nom de ses derniers seigneurs d'avoir le privilège d'attirer les touristes. Je l'ai visité souvent, toujours avec un nouvel intérêt, et le plaisir que j'en éprouve est d'autant plus grand aujourd'hui, que les préoccupations historiques y cèdent le pas aux sentiments de l'amitié. A la vue de sept tours à demi renversées ou découronnées, de ces pans de murs revêtus de lierre et percés de meurtrières d'où s'échappait un flot d'herbes trainantes, de ces ruines en un mot où l'on n'entendait que le murmure du vent, où les regards ne distinguaient d'autre être vivant que la buse solitaire planant sur les créneaux, on ne pouvait s'empêcher de

rêver, je le reconnais, à ce qu'étaient autrefois les hôtes de ce repaire détruit. Alors, la vie et le mouvement qui l'avaient animé semblaient renaître dans le cœur du pieux voyageur avide des souvenirs de la chevalerie et du foyer féodal, et l'on conçoit très bien que l'imagination de quelque romancier ou de quelque poète ait cherché à raviver avec son pinceau créateur les couleurs d'un tableau à jamais effacé.

Les *Annales* de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne ont publié en 1840 et 1841, sous le titre : *Le château de Maroite*, un véritable roman accompagné d'une vue lithographique du château, que Ducourneau a reproduit de même avec une gravure (1) l'année suivante, dans la *Guienne historique et monumentale*, tome I, pages 147-159. L'auteur, M. Ed. Brian a voulu faire revivre la légende de ce farouche baron de Jarnac qui épousa l'héritière des Montagrier. Quelqu'intéressant que soit ce récit, qui n'a pas peu contribué à donner un sombre caractère aux ruines de Maroite, il faut se mettre en garde contre les nombreuses erreurs historiques qu'il a accréditées.

L'écrivain s'est d'abord laissé tromper par la date de 1579 qui, gravée sur le portail de l'enceinte, rappelle la restauration accomplie par Antoine de Montagrier. D'après lui, le château aurait été « bâti vers la fin du xvr^e siècle » par le baron de Jarnac qui, devenu veuf, l'aurait fait construire sur la terre que sa femme lui avait apportée en dot (2); il en fit,

(1) Cette gravure a été lithographiée à Bordeaux, chez Légié, et dessinée par M^{lle} R. Maugé. Celle de Périgueux porte la signature d'Eugène Arvengas-Dupont, dont une seconde gravure représente la scène du serment dans la chapelle de Maroite. Ces deux vues du château, qui ont eu le même inspirateur, manquaient totalement d'exactitude; elles n'ont aucune valeur historique. La petite gravure du *Périgord illustré* (Périgueux, Dupont, 1851, page 618) en est une reproduction que M. l'abbé Audierne a accompagné de ces lignes : « Le château de Maroite, bâti dans le XVI^e siècle et ayant appartenu à la maison de Rohan-Chabot, était fortifié. Sans offrir son ancienne physionomie, il est cependant encore remarquable. »

(2) Cette erreur a été reproduite par Adolphe Joanne, qui mentionne les « belles ruines de Marouette, construit à la fin du xvr^e siècle par Guy Chabot II, baron de Jarnac ». *Géographie du département de la Dordogne*, 1885, Paris, Bacheffe, page 41.

dit-il, une forteresse, obéissant plutôt à une nécessité de son caractère altier et barbare qu'à un besoin de sûreté personnelle bien excusable dans un temps de guerre civile.

La description qu'il donne ensuite de la demeure seigneuriale n'est guère plus exacte. Il est vrai que le château masqué alors par les constructions, démolies vers 1845, qui ne lui permettaient de recevoir que par des fenêtres l'air et la lumière du vallon, ne pouvait être un agréable séjour pour ses hôtes ; mais il ne fallait point pour cela calomnier le paysage environnant. L'aspect du pays n'était pas aussi sauvage et la nature aussi silencieuse que s'est évertué à les représenter M. Brian qui en a fait un « désert » ; car il suffit de jeter, du haut du mamelon où le château-fort s'éleva, un coup-d'œil, aux alentours pour avoir un spectacle des plus variés. Au nord et au couchant, le château est toujours abrité par la forêt, de tout temps réputée giboyeuse, que coupait à une faible distance le grand chemin, de Lisle à La Roche-beaucourt, seule route alors carrossable dans la paroisse de Brassac, dont les restes portent aujourd'hui le nom de La Pouge ; il dominait, d'un côté, le vallon où se trouvent les métairies basses appartenant aux héritiers Lavillenie, et, de l'autre, la petite vallée de l'Euche que traversait une seconde route ayant succédé à la voie romaine. Au midi, la vue est bornée par des coteaux boisés que couronne le village de Truffières ; au levant, à 500 mètres à peine, c'est l'ancien prieuré de Saint-Vivien-d'Euche, dont la modeste église porte encore sur ses murailles la litre et les armes des Bertin, barons de Bourdeilles, et au-dessus de son portail roman la croix fleuronée des Montagrier, et où, à l'intérieur, l'on montrait encore, il y a peu d'années, des tableaux donnés par les comtes de Jarnac. Au-dessus de la vallée, s'élève dans la direction de Paussac le château de Peignefort, et à l'horizon celui de Richemont bâti par Brantôme.

On voit bien que le romancier n'a fait un pareil tableau de Maroite qu'afin de pouvoir placer Guy Chabot dans un cadre digne de lui. Sur le fronton de la porte d'entrée de la principale tour, le baron aurait, assure-t-il, fait sculpter le fait

d'armes si célèbre de son aïeul qui, le 10 juillet 1547, vainquit en champ clos devant Henri II et sa Cour, François de Vivonne, seigneur de La Chataigneraie ; combat mémorable qui avait donné naissance à la locution connue de coup de Jarnac. « Par une forfanterie bien digne de son caractère, ajoute-t-il, Guy avait placé en outre sur la flèche d'une des tours du château une girouette représentant le seigneur de La Chataigneraie, une jambe levée, au moment où il euecombait devant son aïeul. Cette flèche et l'écusson dont nous venons de parler n'existent plus ; mais on voit encore sur la porte de la grande tour la place que celui-ci occupait ». Il résulte des archives du directoire du district de Cognac qu'une effigie en plomb de La Chataigneraie figurait sur une des tours du château de Jarnac d'où elle fut abattue en 1793, comme un « objet scandaleux à des patriotes » ; mais rien ne justifie qu'une girouette semblable ait existé à Maroite. Quant à la sculpture du fait d'armes qu'elle devait rappeler, rien n'autorise non plus à croire qu'elle ait aussi figuré au fronton de la porte de la principale tour ; on remarque bien un encadrement où s'est exercée la rage des exécuteurs de Roux-Fazillac ; mais là comme ailleurs, ce sont probablement des armoiries qui ont disparu sous leurs marteaux.

M. Brian nous montre Maroite devenu sous un tel baron « un camp de soldats ivres et indisciplinés », et il charge Guy Chabot de si noires accusations, que M. de Mourcin s'est cru obligé, dans une note, d'en atténuer l'effet. Il est vrai ; que des individus ignorants ou de mauvaise foi, ont répandu pendant la Terreur des contes absurdes sur les anciens châtelains, qui se disent encore durant les veillées ; l'exagération ne devait pas plus épargner le dernier comte de Jarnac sur-Charente que son aïeul qui fut de son nom le premier seigneur de Maroite. Mais comme des récits de bonnes femmes ne sauraient avoir qu'une mince importance, je n'ai pas pensé devoir les enregistrer pas plus que les légendes qui courent encore le pays sur la construction du château et sa possession par les Anglais.

Quant à l'intrigue qui anime le roman de M. Brian, elle avait un but politique. En 1649, les habitants de Périgueux

s'apprêtaient à secouer le joug des soldats imposés par le duc d'Épernon. Donatien de Cablanc et son fidèle serviteur Mac-Cluë résolurent d'aller implorer du baron de Jarnac le concours de la garnison des cheveau-légers de Maroite pour aider à la délivrance de la ville. Les deux voyageurs suivant la route de la Chapelle-Gonaguet et de Lisle arrivent à Maroite ; le sire de Cablanc intéresse à ses projets Claire, la fille aimée du vieux guerrier, et lui donne un rendez-vous à la chapelle, où, entre les mains du P. Urbain, chapelain, ils jurèrent tous les deux de se dévouer à l'affranchissement de Périgueux. Par malheur, un page, témoin jaloux d'une scène qu'il interprète malicieusement, assassine Donatien. Claire part pour la ville, annonce aux conjurés la mort de leur messager, et, ne pouvant leur apporter aucun secours, elle se retire à Chancelade, pour en sortir quelques mois après la mort de son père et entrer chez des Carmélites à Paris.

Tout autre a été l'inspiration poétique. Lorsqu'en octobre 1877, je menai à Maroite mon cher camarade et ami, Elie de Biran, ce ne fut pas sans une certaine émotion que nous interrogeâmes les souvenirs si instructifs du passé. Les stances suivantes de l'habile président de l'Académie des poètes, où se reflétait la physionomie des ruines historiques, que nous avions eues sous les yeux, traduisent admirablement l'impression que nous laissa cette excursion :

Vieilles tours surgissant du paysage austère,
Vous dont la sombre masse, ouvrage de Titans (1),
Semble encor menacer le vallon solitaire,
Parlez, retracez-nous l'éclat des anciens temps !

Où sont-ils les soldats aux pesantes armures ?
Entend-on les chevaux hennir, las de leur frein ?
La brise emporte-t-elle à travers les ramures
Les sons de la trompette à l'éclatant refrain ?

(1) Ici le poète s'est par hasard accordé avec le romancier qui avait également parlé de « ces nombreuses tourelles aux flèches aiguës, géant, audacieux dont la tête altière montait jusqu'aux nues. »

Le beffroi jette-t-il toujours sa note grave,
Annonçant à chacun l'heure où l'on doit prier ?
Devant l'autel du Dieu que l'impie en vain brave
Est-ce le chapelain qui va s'agenouiller ?

Entend-on résonner quelqu'un de ces sirventes
Où vibre le défi d'un guerrier troubadour ?
Le ménestrel qui plait aux dames décevantes
Fait-il encore pleurer la viole d'amour ?

Hélas ! sombre manoir, tous ces bruits d'un autre âge
Ne retentissent plus dans tes flancs mutilés ;
Seul, le nom de Rohan, survivant à l'outrage,
Anime quelquefois tes échos désolés.

Les révolutions, artistes des ruines,
Ont sapé ta muraille, et, sous les grands débris
De tes tours que le lierre exempte des bruines,
Le hibou, ce dernier guetteur, lance ses cris.

Vestiges attristés, je vous dois une larme,
Si d'autres n'ont pour vous qu'un sourire moqueur,
Le poète à vous voir éprouve un secret charme :
Car la voix du passé chante au fond de son cœur ! (1)

On ne saurait, en effet, faire revivre les âges écoulés en un plus touchant langage ; le poète s'est montré à la hauteur de son sujet.

L'on ne trouvera plus aujourd'hui Maroite dans l'état où l'auteur des *Fleurs éparses* l'a visité et chanté. Mais si un pavillon moderne a été ajouté au corps de logis réparé déjà par M. Boc de Saint-Hilaire, on peut être désormais rassuré sur le sort des ruines qui ont survécu à l'action des hommes et du temps. Aux mains d'un propriétaire jeune et intelligent, passionné pour les arts et les études scientifiques, elles seront conservées par lui avec un soin jaloux comme de pré-

(1) *Fleurs éparses*, poésies, Paris, Fischbacher, 1882, p. 141 : *Le château de Maroite*.

cieux documents. Elles continueront ainsi à attirer les touristes et les archéologues, curieux d'examiner cette large enceinte crénelée, ces tours, ces remparts, ces fossés comblés en partie, cette terrasse, ce donjon hexagonal dont un des remarquables dessins de M. de Verneilh fait valoir les formes gracieuses, ces élégantes meurtrières, ces fragments de sculpture, en un mot tout ce qui reste de cet ancien manoir des Montagnier et des Rohan-Chabot, qui avait toutes sortes de droits à figurer dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord. La trace du passé y est assez forte pour consoler un peu de toutes les dévastations qu'il a subies : l'empreinte qu'il a laissée à Maroite parle encore avec l'éloquence de plusieurs siècles.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

DÉCLARATION DE NOBLESSE

POUR M. DE BOUSSIER.

Pardevant le notaire royal à Sarlat soussigné, et présents les témoins bas nommés, le huit décembre mil sept cent soixante treize, après midy, fut présent messire François-Pascal de Labrousse, écuyer, seigneur de Meyssés et autres places, habitant de son château de Meyssés, paroisse de cette ville, lequel, sur la requisition de messire Pierre de Boussier, écuyer, seigneur de Valette, Lafaye, Dauriac, Coulaud et autres places, habitant du château de La Valette, paroisse de Labachellerie, a déclaré et attesté avoir ouï dire au feu sieur de Labrousse, son père, que messires de Boussier, écuyers, de ladite paroisse de Labachellerie, avoient été maintenus et confirmés, en l'année mil six cents soixante sept, dans leur noblesse d'extraction tant par feu M. de Pelot que François de Labrousse, maître des requêtes, son auteur, commissaire à ce députés, et en outre avoir vu audit château de Meyssés un registre contenant le tableau des gentilshommes confirmés dans leur noblesse, dans lequel lesdits sieurs de Boussier y étoient inscrits comme tels et qui fut incendié tout comme ledit château, le dix-sept juin mil sept cent cinquante cinq, suivant le procès-verbal de cette incendie, fait par M. le lieutenant-général au siège seneschal dudit Sarlat, les dix-huit, dix-neuf et

vingt du même mois de juin, dans lequel devoit être, suivant toutes les apparences, l'inventaire des pièces produites par lesdits sieurs de Boussier, pour justifier de leur qualité qui subit le même sort par la même incendie, laquelle a donné lieu au comparant d'être prié de donner pour le même fait à d'autres gentilshommes une semblable déclaration et attestation, et enfin ledit sieur de Labrousse a de plus déclaré reconnoître le seing dudit feu sieur de Labrousse, son auteur et commissaire nommé pour la recherche de la noblesse dans les sénéchaussées de Sarlat et Bergerac, apposé au bas d'un acte expédié en parchemin par Broliodie, greffier, datté du vingt unième avril mil cinq cens quatre-vingt-dix-huit, que ledit sieur Boussier a représenté, et qui étoit sans doute l'un de ceux produits pour justifier de leur qualité pour être sa véritable et ordinaire signature. De quoy et de tout ce dessus, ledit sieur de Labrousse m'a requis acte que je luy ay concédé, en présence de M^e Jean Gouzot de Cazal, procureur es sièges royaux de cette ville, et Jean Roque, peigneur de laine, habitants de cette ville, témoins connus qui ont signé avec ledit sieur de Labrousse et moy.

Signé : de LABROUSSE, GOUZOT fils, ROQUE, LAMBERT, notaire royal.

Pour copie conforme :

LOUIS CARVÈS.



VARIA.

SOUVENIRS DE JEUNESSE DE L'ABBÉ DE LESPINE.

Notre regretté confrère M. Forneron avait recueilli à notre intention, dans la collection Périgord de la Bibliothèque nationale, les extraits suivants qu'une main amie a bien voulu nous envoyer après sa mort. Ils concernent une partie de la carrière de l'abbé de Lespine qui nous est fort peu connue, et nous avons pensé qu'à ce titre, ils méritaient une place dans notre *Bulletin*.

Périgord, vol. 107.

Part de Montagnac le 1^{er} juin 1788.

Il est nommé chanoine de Périgueux le 4, « malgré tous les efforts de mes adversaires. » Il parait avoir eu 14 voix sur 26 : l'abbé Bonneau a eu 8 voix ; 3 voix allèrent à « M. l'abbé Laroche de Leymarie, parce qu'il est gentilhomme... » M. Faurien nomma un être imaginaire pour ne rendre personne jaloux.

Il paie 220 * 3 * 6^d de droit d'entrée, dont 1 * 16 * pour le « chasse-queux ou fouette-chien, » le reste pour les secrétaires, maîtres de musique, sacristains, bedeaux, sous-bedeaux, gardes de livre de point, suisses, sonneurs de cloche, servans de messe, etc.

Il se fixe à Périgueux et fait prix avec un perruquier pour 3 * par mois. Achète une livre de poudre fine, une calotte luisante, une ceinture de soie, un bonnet carré, un fer à rouler les cheveux, deux paires de bas de filotelle. « Il se dégrasse. De curé de village, il devient membre d'un corps aristocratique... » Une boîte de pommade molle. Le 22 juillet, il se fait recevoir pénitent bleu. Il entre dans la vie urbaine. Le 1^{er} septembre, il est reçu à la Société littéraire. On voit le prix de tout. Une chandelle coûte 3 sous, un morceau de savon 3 sous.

Il commence son voyage archéologique avec Wlgrin de Taillefer le 7 octobre.

Arrive à Paris dans un autre voyage, le 14 janvier 1789, à 11 heures du soir, chez M. le M^{re} de la Granville, rue du faubourg Saint-Honoré, 92,

*

presque vis-à-vis l'hôtel de Beauvau, la troisième porte cochère après la rue de Marigny. Le 16, il fait *son entrée à la bibliothèque du roi*. Puis, le 17, à celle de l'abbaye de St-Germain-des-Prés. Rend compte de ses visites et de ses achats. Il voit tous les Périgourdins qui habitent Paris. Le 27, on le mène à l'Opéra, « où on a donné *Phèdre*, musique de Lemoine, et le ballet du *Pied de Bœuf*. » Cette représentation, dont je jouissois pour la première fois, m'a ravi. » Il y retourne le 29, puis le 30, où on donne *Arore et Evelina*, puis le 1^{er} février, où on a donné *Didon*, par Marmontel, musique de Piccini, et le ballet de la *Chercheuse d'esprit* . . . » M. le comte de Taillefer m'a fait présent de trois paires de bas de soie noirs un peu usés et m'a mené au concert spirituel. »

Va aussi à la Comédie française. Puis les instances du Périgourdin à Paris :

« J'ai prêté 24 " au sieur Pourquery, qu'il ne m'a jamais remis ; je le rencontrai sur le boulevard, et je ne pus pas résister à ses instances....

» J'ai donné à un petit garçon, pour m'aller chercher un fiacre qu'il n'a pas trouvé, 1^{re} 6^d.

» 5 février, à l'Opéra, *Chimène et le Devin du village*.

» 6 — , à l'Opéra, *Panurge dans l'Isle des Lanternes*.

» 9 — , lundi, aux Italiens, on a donné *Fanfan et Colas, l'Amant statue et les Deux petits Savoyards*.

» 12 — , à l'Ambigu-Comique, où on a donné la *Musicomanie*, la *Folle épreuve* et *Pierre de Provence*, pantomime en trois actes.

» 14 — , Opéra, *Iphigénie en Aulide*, le ballet du *Déserteur*.

» 15 — , Opéra, *Armide*.

» 16 — , pour voir un tigre et deux mandrilles, 6 sous ; pour voir un cabinet du sieur Curtius, 6 sous.

» 19 — , Opéra, la *Caravane*, de Grétery.

» 23 — , aux Français, *Figaro*, « qui m'a fait étouffer de rire. »

» 24 — , Opéra, *Iphigénie en Tauride*.

» 26 — , Variétés, *l'Amour anglais, les Couplets, les deux Fermiers*.

» 27 — , donné pour me servir du cabinet d'aisance, aux Tuileries, 2 sous.

» 28 avril, mardi. Depuis hier au soir, il s'est élevé une émeute terrible dans Paris, du côté du faubourg Saint-Antoine, parce qu'on en veut à un certain Reveillon, marchand de papier peint... J'ai été à l'Opéra, où on a donné *Iphigénie en Aulide*.

» 29 avril. — J'ai été au bureau de M. Caustin, à la bibliothèque du roi. Le carnage continue du côté de Saint-Antoine.

» 12 juillet. — M. de Taillefer et moi sommes allés aux Français, où l'on

devoit donner la *Métromanie* et le *Barbier de Séville*. Mais le peuple a fait fermer tous les spectacles à cause du renvoi de M. Necker. Il y a eu le soir une émeute effrayable du côté de la place Louis XV. Il paraît qu'il se prépare quelque grande révolution. J'ai promené presque toute la soirée avec M. de Taillefer aux Tuileries et Champs-Élysées pour voir ce qui se passe.

» 13. — L'émeute continue. J'ai travaillé matin et soir à l'abbaye Saint-Germain. On a sonné le tocsin toute la journée, et tout le monde se met sous les armes.

» 14. — M. l'abbé Pierraguy, M. le comte de Taillefer et moi, allant à Versailles pour voir donner la barrette au cardinal de Montmorency, nous avons été arrêtés impitoyablement, hués par la populace et conduits à l'abbaye Saint-Germain, où nous avons pris un passeport. L'internonce et moi sommes partis de Versailles à 7 heures du soir et avons encore été arrêtés et traduits brutalement à l'Hôtel-de-Ville, où on nous a donné un passeport et une garde... Il se forme heureusement une milice pour réprimer le brigandage...

» 15. — Travaillé à l'abbaye Saint-Germain... J'ay promené aux Tuileries et au Palais-Royal.

» 16. — Avons été voir démolir la Bastille.

» 18. — J'ai été avec M. et M^{me} de Fayolles, M. d'Auberoche et M. de Taillefer promener du côté de la Bastille, qu'on continue à démolir, et sommes revenus par les boulevards. — On va *se rafraîchir* en buvant de la limonade aux bains chinois.

» 21 juillet. — Le Théâtre français reprend avec *Iphigénie en Aulide* et la *Partie de chasse de Henri IV*.

» 22. — C'est aujourd'hui qu'on a pendu, mutilé et traîné dans les rues MM. Foulon, conseiller d'Etat, et Berthier de Sauvigny, intendant de Paris. J'ai promené le soir aux Tuileries avec M. le chevalier du Murat, puis avec M. l'abbé Defieux, M. de Laroche et M. de Rochemon.

» 26, dimanche. — Dans la nuit, on a pris M. le chevalier du Murat et on l'a conduit au corps-de-garde comme soupçonné d'être un espion du maréchal de Broglie. L'hôtel a été assiégé jusqu'à 5 heures du soir. Je suis sorti au premier moment de liberté et me suis promené aux Tuileries avec l'abbé d'Aydie ; j'ai pris une glace, 12 sous.

» 27. — Je suis parti de Paris à ma grande satisfaction, à 8 heures du soir, avec M. l'abbé d'Aydie.

» 28. — Donné pour déjeuner à un relai qu'on appelle Angerville 10 sous, pour la fille 2 sous. Arrivée à Orléans à 4 heures du soir ; pour le souper, 2 livres 10 sous, à la fille 2 sous 6 deniers.

» 31 juillet, Ruffec. — Nous avons trouvé beaucoup d'agitation occasionnée,

dit-on, par une troupe de brigands échappés de Paris. On propage rapidement cette nouvelle en faisant sonner le tocsin dans toutes les paroisses. »

Dès son arrivée à Périgueux, 9 août, achète une cocarde.
Dons patriotiques : f° 114.

Voyez ma femme, elle est jolie ;
Elle inspire à la fois l'amour et l'amitié.
On doit son quart à la patrie,
Moi je lui donne ma moitié.

4 février 1790. — « Une troupe de brigands infeste les campagnes entre Sarlat et Vergt. Ils descendent les girouettes des châteaux, plantent devant la porte des mais de joie, brûlent les bœufs des églises. »

F° 117. Il vous faut un époux, Glycère,
Le voulez-vous doux, attentif,
Bien fait, riche ? — Nenni, ma mère,
Je veux un citoyen actif.

Vol. 108 :

Emigre avec Gontier de Biran.

Il y a intervalle jusqu'au 24 mars 1792.

On s'embarque à Coblenz avec M. et M^{me} de la Grandville, la comtesse d'Hautefort et le comte du Cluzel et de Graves ; bateau sur le Rhin. Récit de voyage. On ne se douterait pas que tout est perdu.

Vol. 109. — Ils avaient le projet de le recommencer.

Ils repartent le 23 mai. Ils sont dans la voiture avec des émigrés qui rejoignent leurs cantonnements, un jeune homme nommé Antoine se retirant en Hongrie avec une femme qui paraissait lui servir de gouvernante...

Copies d'inscriptions.

Henri FORNERON.

(Extraits du fonds Lespine, à la Bibliothèque nationale.)

LETTRE DE L'ABBÉ DE LESPINE,

A M. POUYADOU, CURÉ DE VALLEREUIL.

M. Pouyadou, juge de paix de Chalais (Charente), a bien voulu nous communiquer la lettre suivante qui était adressée à l'un de ses oncles :

Paris, le 10 juillet 1814.

Monsieur,

De nombreuses occupations m'ont empêché de répondre plutôt à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, par laquelle vous m'annoncez une nouvelle bien désastreuse, et qui a porté un coup bien sensible à mon cœur (1). Je n'essayerai pas de tracer ici l'éloge de celle dont je déplorerai longtemps la perte ; vous avez été tout comme moi à portée de connoître et d'apprécier ses qualités et ses vertus. De pareilles pertes ne se réparent jamais.

Ce qui ajoute infiniment à ma douleur, c'est de penser combien cette séparation a dû être pénible et cruelle pour mon pauvre frère et pour sa famille ; ils doivent sentir combien il auroit été nécessaire pour eux de la conserver encore ; mais Dieu en a ordonné autrement ; il faut se résigner et baiser la main qui nous frappe. Il me reste encore un motif de consolation, c'est de pouvoir compter, Monsieur, sur votre charité pastorale, et votre constante amitié pour moi et les miens ; j'ai la juste confiance que vous l'avez déployée dans une circonstance aussi critique, et que vous avez fait tous vos efforts pour adoucir l'amertume de la position de mes parens désolés : c'est par vos soins et par vos conseils que leurs cœurs auront été ouverts à l'espérance d'un avenir plus heureux que la vie présente, et qu'ils auront appris à puiser des motifs de consolation dans Celui qui est la source de toute consolation. C'en est une bien grande pour moi de penser que vous leur avez servi de père : ils avoient besoin de votre présence.

Vous vous rapellés, Monsieur, que dans deux occasions vous m'avez

(1) Il s'agit ici de la mort de sa mère.

chargé d'une commission très délicate ; je m'en suis acquitté chaque fois avec toute l'exactitude qui a dépendu de moi ; mais je n'ai jamais pu vous répondre d'une manière précise et catégorique, dans la crainte que notre correspondance ne tombât entre les mains d'une police soupçonneuse et ombrageuse, ce qui auroit pu devenir dangereux pour l'un et l'autre. Enfin, Dieu a exaucé nos prières, et nous a rendu un gouvernement paternel et ami de la Religion ; tout rentrera dans l'ordre avec du tems et de la patience. Les playes de l'Etat sont profondes, mais le mal n'est pas incurable ; nous devons tous nous reposer entièrement sur les lumières, la sagesse et les bonnes intentions du Roi. J'ai à peu près la certitude que notre siège épiscopal sera rétabli, et que nous serons débarrassés du sgr Dominique (1). C'est alors que je respirerai. M. de Flamarens n'est pas encore arrivé ; il est dans un état d'infirmité et de caducité qui laisse peu d'espoir ; mais si nous le perdons, nous en aurons un autre. Adieu, Monsieur, comptés à jamais sur mon attachement fidèle et respectueux.

LESPINE.

Mille complimens à nos amis MM. Legrand, Peyrouny, etc.

(1) Lacombe, évêque d'Angoulême, qui réunissait l'administration des deux diocèses.



NÉCROLOGIE.

LE DOCTEUR EUGÈNE USSÉL

Un nouveau vide vient de se faire dans les rangs de notre Société : M. le docteur Ussel est décédé le jeudi 1^{er} mars, à 5 heures du soir. C'était un des membres fondateurs. Absorbé par son immense clientèle, il ne pouvait contribuer d'une manière très active à nos réunions et à nos publications ; mais il avait un goût très prononcé et délicat pour les antiquités. Il recueillait les meubles des vieux huchiers périgourdins que ses courses nombreuses lui mettaient en vue, les vieilles faïences et aussi les documents historiques et les traditions locales, dont la trace s'efface si rapidement aujourd'hui.

Nous lui devons plusieurs confrères, car il parlait à toute occasion de nos travaux et de nos efforts pour arracher à l'oubli l'histoire et les monuments de notre province.

Une immense affluence se pressait à ses obsèques. Tous les médecins de la contrée s'étaient fait un devoir de se réunir autour du cercueil du regretté docteur Ussel. Les principales familles du pays y étaient aussi représentées, au milieu d'une foule énorme qui indiquait les services rendus à tous dans une carrière de dévouement, et la désolation dans laquelle cette mort a plongé la région des rives de la Dordogne.

Pour cet homme exceptionnel, il a été dérogé aux usages ordinaires. M. l'abbé Morel, curé du Coux, témoin et aussi confident des œuvres charitables du défunt, a prononcé, à l'église, un discours fort remarquable pour le fond, la forme et la diction.

Il a montré le docteur Ussel sous le double aspect de sa profession et de ses convictions religieuses. « Il était, a-t-il dit, un de ces hommes qui honorent l'homme, qui sont l'orgueil d'une contrée... homme par l'intelligence et par le jugement, homme par la conviction, homme par la parole, homme par l'action, homme par l'honneur, homme par le cœur, homme par le bien accompli... en un mot, l'homme du devoir. Dans la vie de cet homme, vous ne trouverez ni une déchéance, ni une tache, ni une faiblesse, ni une faute. Quand son devoir l'appelait, il ne connaissait ni compromis ni repos. » Le pasteur peint ensuite le chrétien dans ses de-

voirs particuliers, dans ses devoirs au chevet de ses malades, et l'auditoire ému retrouvait, dans ce portrait fidèle, celui dont la perte faisait couler des larmes.

M. le docteur Laporte, de Belvès, a retracé aussi, au cimetière, avec cœur et talent, la carrière médicale du docteur Ussel, depuis ses commencements jusqu'au terme trop vite arrivé; le montrant en possession, au suprême degré des qualités morales requises par Hippocrate, peignant son dévouement sans limites dans ce long exercice de trente-six années. « Il sera, dit-il, pour ceux qui viendront après lui, le modèle du vrai médecin. Sa science, son dévouement, son désintéressement, ont toujours marché de pair. »

Enfin, bravant la difficulté d'intéresser encore après deux discours si complets, M. Henri Lasserre, l'éminent écrivain auquel notre pays est heureux d'avoir donné le jour, parce qu'il est l'une de ses gloires, a pris également la parole avec émotion, et il a ravivé, de main de maître, les souvenirs de cette foule d'habitants du Coux, dont pas un qui ne dût au docteur Ussel de la reconnaissance et de l'admiration. Et, dans le suprême adieu, il a fait vibrer tous les cœurs et couler les larmes en montrant le vide immense qu'est appelé à combler, bientôt heureusement, un fils doué des qualités du père, et voulant suivre la même carrière d'humanité et de science.

A vrai dire, cette mort est un deuil public, et la Société historique ne peut que s'enorgueillir d'avoir compté dans ses rangs le docteur Ussel.

C. V.



Deux planches accompagnent cette livraison ; elles représentent deux vues du Château de Marvoite.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux, imprimerie E. LAPORTE
(anc. Dupont et C^e.)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Du 28 Mai 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à sept heures et demie du soir, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, Dujarric-Descombes, de Roumejoux, Crédot, de Saint-Pierre, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, Fernand de Bellussière, l'abbé Brugière, le docteur Dumont, le marquis de Fayolle, Maurice Féaux, André de Marcillac, l'abbé Montet et Villepelet.

Le procès-verbal de la séance du 5 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'aux termes de nos statuts, nous avons à renouveler aujourd'hui les pouvoirs du bureau de la Société, et il déclare le scrutin ouvert pour procéder à cette élection.

Afin que nos délibérations ne soient pas interrompues par le bruit, il invite les membres présents à déposer immédiatement leur bulletin de vote dans l'urne, qui n'en restera pas moins ouverte jusqu'à la fin de la séance.

Il énumère ensuite rapidement les ouvrages qui ont été offerts à notre bibliothèque depuis le commencement du mois :

Plusieurs brochures qui nous arrivent de Washington : *Bibliography of the Eskimo language*, by James Constantine Pilling ; *Bibliography of the Siouan languages*, du même auteur ; *Work in Mound exploration of the bureau of ethnology*, by Cyrus Thomas ; *Perforated stones from California*, by

Henry W. Henshaw ; *The use of gold and other metals among the ancient inhabitants of Chiriqui, isthmus of Darien*, by William H. Holmes, in-8°, Washington, government printing office, 1887 ;

Les fascicules X à XV du *Bulletin de l'académie d'archéologie de Belgique*, in-8°, Anvers, imprimerie Van Merlen, successeur Cl. Thibaut, 1867 et 1888 ; et les *Annales* de cette même académie, 4^e série, tome II, un volume in-8°, broché, Anvers, imprimerie Plasky, 1886 ;

Les *Annales du Musée Guimet*, tome XIV, contenant l'*Essai sur le gnosticisme égyptien, ses développements et son origine égyptienne*, par M. E. Amélineau, un volume broché, in-4°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1887 ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des archives historiques, VIII^e volume, 3^e livraison, 1^{er} mai 1888, in-8°, Saintes, où à la page 194, dans un article sur les *Collectionneurs et archéologues saintongeais*, il est question de la famille Veyrel, très connue à Périgueux, au xvi^e siècle ; l'un de ses membres y était, en effet, banquier ; et à la page 231, est signalé le volume que vient de publier à Bordeaux, M. Paul Bonnefon, sous-bibliothécaire à l'Arsenal, sur *Estienne de La Boétie, sa vie, ses ouvrages et ses relations avec Montaigne*. (Chollet, 1888, in-4°, de 160 pages.) Dans cette étude consciencieuse, l'auteur rappelle qu'on cherche toujours, mais inutilement, l'*Historique description du solitaire et sauvage pays de Médoc, par feu M. de La Boétie* (1593), qu'on ne connaît que par trois mentions, dont l'une est sur « le catalogue manuscrit de la bibliothèque de Nicolas Senné, docteur en théologie, prédicateur du roi, théologal du chapitre de Saintes, dit Benjamin Fillon, dressé dans le premier tiers du xvn^e siècle, si l'on en juge par l'écriture » ;

Le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 1885-1886, II^e série, tome 15^{me}, et 1886-1887, II^e série, tome 16^{me}, deux volumes in-8°, brochés, Pau, Léon Ribaut, libraire ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, 2^e volume, numéro 6, avril 1888, fascicule in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome II, février 1888, in-8°, Montpellier et Paris, contenant de nouveaux travaux de notre érudit correspondant M. Chabaneau ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 48, janvier, février, mars 1888, in-8°, Lyon, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère) ;

Un volume in-8°, broché, tome VI, 3^e série, des *Mémoires de l'académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie*, contenant les documents, pièces justificatives des *Recherches historiques sur le décanat de Saint-André*, par M. le chanoine Trepier, Chambéry, imprimerie Chatelain, 1888 ;

Et les *Annales de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes*, tome XI, un volume in-8°, broché, imprimerie Malvano-Mignon, 1887.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

En nous envoyant un mémoire dont lecture sera donnée tout à l'heure, M. Philippe DE BOSREDON nous signale, à titre bibliographique, un article intitulé *Lakanal à Bergerac*, qui a paru, il y a quelques mois, dans la *Revue de la Révolution française*.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL signale au même titre une brochure in-4°, de 29 pages, qu'il a reçue ces jours-ci, et que vient de publier à Rome M. Antonio Favaro, professeur à l'Université royale de Padoue, intitulée *Di Giovanni Tarde e di una sua visita a Galileo, dal 12 al 15 novembre 1614*, Roma, tipografia delle scienze matematiche e fisiche, via Lata, n° 3, 1888.

M. LE PRÉSIDENT est heureux d'annoncer que notre confrère M. P.-P. Palut, le poète-tonnelier, de Bergerac, vient d'obtenir de nouveaux succès littéraires : une médaille d'argent au 15^e concours de l'*Alliance littéraire* de Toulouse, et une médaille de vermeil au concours Béranger pour un sonnet.

Pour répondre à l'une des questions posées par M. le comte d'Arlot de Saint-Saud, dans l'un de nos derniers procès-verbaux, notre confrère M. DE MONTÉIL a fait des recherches dans les registres paroissiaux d'état-civil, qui ont amené la découverte d'une vingtaine d'actes concernant les Lacroix.

Gabriel de Lacroix, fils de Jean de Lacroix et de Marie de Beaupoil de Saint-Aulaire, seigneur et dame du Repaire de Bouilhaguet, paroisse de Gouts, naquit le 29 septembre 1744. Il se maria avec Marie de Villoutreys, fille de Jean-Alexandre de Villoutreys, dont il eut quatre filles. Il vota en personne dans les assemblées préparatoires des Etats généraux de 1789, à Périgueux. On trouve encore, sur la liste des émigrés de la Dordogne, un Gabriel de Lacroix, propriétaire à Gouts. Maintenant est-ce bien le même qui a été officier supérieur des armées vendéennes en 1793 ?

Notre érudit et obligeant correspondant M. le comte Alexis DE CHASTIGNER veut bien nous adresser la rectification suivante :

Dans la séance du 1^{er} décembre 1887 de la Société archéologique du Périgord, le docteur Pourteyron offrit, dit le procès-verbal, un bel écu de Navarre, provenant de la trouvaille de St-Jean-d'Ataux.

Les indications données au sujet de cette pièce, sur son module, son poids, son type, ses légendes, prouvent que c'est un *franc* d'Henri, seigneur de Béarn, et roi de Navarre en 1572, et roi de France en 1589. Ce prince était Henri II de Béarn, III de Navarre, et IV de France.

La pièce portant HENRICVS II, et la date de 1579, on a cru qu'il y avait contradiction et que cette monnaie étant d'Henri d'Albret, mort en 1555, il y avait une erreur dans le millésime.

Il n'en est rien : ce franc est d'Henri de Bourbon. Dans la très nombreuse série de ses monnaies de Navarre, il prend presque toujours le titre de HENRICVS II ; — quelques quarts d'écu et quelques douzains font seuls exception. — Tous les auteurs lui donnent ces monnaies. — On n'en connaît aucune avec l'effigie d'Henri d'Albret, et son nom n'est jamais suivi d'une indication numérale.

Duby dit à ce sujet : « Henri III (de Navarre) se compte ici pour le deuxième de ce nom, sans faire attention à Henri I^{er}, dit le Gras, et mort en 1274. — Il se compte apparemment pour le second de la maison d'Albret. »

Le franc dont il s'agit est donc d'Henri de Bourbon, et non d'Henri d'Albret.

M. LE PRÉSIDENT est fort reconnaissant à M. de Chastigner d'avoir bien voulu rectifier son erreur.

Notre confrère M. le docteur BARBANCEY envoie à M. le Secrétaire-général une note de M. Hautier, conducteur des ponts et chaussées, en résidence à Mussidan, sur des découvertes archéologiques faites par lui dans la commune de Saint-Front-de-Pradoux :

Au mois de juin 1887, rapporte M. Hautier, en parcourant la rive droite de la rivière de l'Isle, en face du vallon de Beaufort, une excavation à micoteau attira notre attention.

Cette excavation ou grotte « se trouve dans un calcaire crayeux relativement tendre et a dû être primitivement une faille ou une déchirure naturelle verticale... Elle est située sur le versant ouest du coteau et orientée vers le midi. Son altitude est de 15 à 16 mètres au-dessus de la rivière, de laquelle une distance de 100 mètres environ la sépare.

L'entrée de cette caverne, surbaissée et de forme d'anse de panier, donne accès à une pièce presque circulaire, mesurant 4 mètres de diamètre. »

Les parois et la voûte sont recouvertes de stalactites.

Au centre de la grotte, la voûte n'est qu'à 1^m20 du sol. Celui-ci est constitué tout d'abord par une brèche solide de 0^m45 à 0^m50 d'épaisseur. Au-dessous, l'on rencontre des silex taillés enfouis dans une gangue gris-brun assez résistante.

A la surface de cette gangue, nous avons recueilli des grattoirs, des couteaux, des pointes de flèches et de lances, des nucléus, etc., et plusieurs éclats de différentes formes.

Un peu plus bas, de 0^m60 à 0^m70, nous mettions à jour d'autres objets semblables à ceux déjà indiqués, plus une hache grossièrement taillée... ; une aiguille recourbée en silex ; une grosse pointe de lance triangulaire ; une quantité de petits cailloux roulés blancs et transparents ; quelques fragments d'os sans aucune taille et un morceau d'ocre rouge...

M. Hautier décrit ensuite un bloc de silex assez volumineux, offrant quelques traces d'enlèvement d'éclats et dans lequel il croit voir une sculpture préhistorique et la représentation d'une tête humaine.

M. LE PRÉSIDENT demande que des remerciements soient adressés à M. Hautier pour son intéressante communication. Des renseignements qui précèdent, il résulte évidemment que la grotte de Beaufort a été fréquentée par l'homme à une époque très reculée ; mais avant de préciser à quelle période des temps préhistoriques doit être reporté cet

habitat, il serait indispensable d'examiner les silex ouvrés recueillis par M. Hautier et que ses indications sommaires nous font insuffisamment connaître.

Quant au bloc de silex revêtant l'aspect d'une tête humaine, les traces d'enlèvement d'éclats qu'on y remarque donneraient lieu de croire que c'est un nucleus. Sa forme singulière est ici purement accidentelle.

Suivant la promesse qu'il nous avait faite à la dernière séance, M. LE PRÉSIDENT est allé visiter, le 22 mai, le souterrain-refuge de la Ricardie. Il a été accompagné dans cette excursion par MM. Palut et Gustave Charrier.

Par suite de l'effondrement des voûtes, les chambres les plus profondes du *chuseau* sont en grande partie comblées ; mais l'escalier d'accès et les deux premières chambres sont admirablement conservées et présentent des particularités intéressantes.

Sur le seuil de l'une de ces chambres, s'ouvre une fosse que les habitants du lieu avaient soin de fermer habituellement à l'aide d'une trappe, mais dans laquelle celui qui aurait tenté de forcer l'entrée du souterrain ne pouvait manquer de se précipiter. Une galerie étroite faisant communiquer le fond de cette fosse avec une arrière-chambre, permettait d'achever l'ennemi encore étourdi par sa chute, et d'entraîner à soi son cadavre.

Comme dans tous les souterrains du même genre, les parois des chambres sont percées de meurtrières pour surveiller les corridors et éviter les surprises. Mais par surcroît de précautions, des silos sont, à la Ricardie, creusés dans les chambres hautes.

M. le Président met sous les yeux de l'assemblée le dessin de l'un de ces silos voûtés intérieurement, et dont l'orifice circulaire se fermait à l'aide d'un obturateur en pierre.

Des galeries mettaient le silo de la deuxième chambre en communication avec les pièces basses du souterrain, de façon que sans pénétrer dans cette chambre, l'on pouvait venir chercher les provisions de bouche que recélait son sous-sol.

Le *cluseau* de la Ricardie n'est pas isolé, paraît-il. A une faible distance et sur la pente d'une colline, s'en trouverait un second qui n'a pas encore été visité. M. Enguerrand de Lamothe, propriétaire de la Ricardie, a bien voulu promettre à M. le Président d'en faire l'exploration. L'étude de ces deux refuges pourra faire l'objet d'une notice pour notre *Bulletin*.

M. le Président a reçu de M. de Lamothe l'accueil le plus empressé et le plus gracieux, et tient à lui en témoigner ici toute sa gratitude.

M. LE PRÉSIDENT soumet ensuite à l'examen de ses confrères deux objets mérovingiens, une plaque de ceinturon et une bague en argent, qu'il vient d'acquérir pour le Musée départemental.

La plaque, de forme rectangulaire, a 20 millimètres de largeur sur une longueur de 88 millimètres. Elle est en bronze, mais contient une forte proportion d'étain, qui donne au métal un aspect argenté. Des dessins au pointillé, comprenant des tresses et des denticulations séparées par des baguettes, en décorent la face supérieure. Trois tenons grossièrement engagés après coup dans cette plaque, servaient à la fixer sur la lanière en cuir d'un baudrier ou d'un ceinturon.

La bague, d'un travail assez grossier, mais très intéressante, a été trouvée récemment aux environs d'Issigeac. Sur le plat du chaton, sont gravés deux oiseaux passant à gauche et superposés ; celui d'en bas étant beaucoup plus gros et formant le motif principal de la décoration. Devant ces oiseaux sont gravées trois lettres : S A I, assemblage qu'on pourrait lire aussi IAS, et dont le sens paraît difficile à déterminer. Faut-il y voir le nom du propriétaire ? En arrière, et correspondant à ces lettres, on remarque trois points.

L'anneau de la bague est formé d'un gros fil d'argent strié transversalement et dont les extrémités aplaties, découpées sur le milieu et contournées extérieurement, viennent se

souder sur la face inférieure du chalon. Celui-ci est accosté de trois globules disposés en feuilles de trèfle.

Cette bague offre beaucoup d'analogie avec une autre en or, présentée à la Société des Antiquaires de France par M. Schlumberger, le 11 janvier 1882, et qui avait été trouvée en Espagne, dans les environs de la ville de Huesca. Toutes deux peuvent être rapportées à l'art wisigothique.

Les journaux de Périgueux annonçaient, il y a quelques jours, qu'un trésor monétaire venait d'être découvert par un laboureur aux environs de Nontron. M. LE PRÉSIDENT communique à l'assemblée deux lettres relatives à cette découverte, l'une qu'il a reçue de M. l'abbé Favareille, vicaire à Nontron, l'autre adressée à notre confrère M. Ch. Durand, par un de ses collègues de l'administration des ponts et chaussées, M. Gueylard. Si toutes deux concordent parfaitement sur les circonstances de la découverte, malheureusement elles diffèrent sur les désignations des pièces composant le trésor.

Le 7 mai dernier, le sieur Bernard, fermier de M. Darnis, travaillant un champ près du hameau de la Maladrerie, au nord de Nontron, brisa avec son outil un petit vase en fonte de fer, qui n'était enfoui qu'à une très faible profondeur, et d'où s'échappèrent aussitôt un certain nombre de pièces d'or. Tout joyeux de sa bonne aubaine, Bernard se mit à ramasser soigneusement ces monnaies dont les années n'avaient pas terni l'éclat, et les rapporta chez lui. Elles sont au nombre de quarante-sept, et datent en majeure partie de la première moitié du xvi^e siècle ; quelques-unes seulement sont de la fin du xv^e.

Les pièces françaises sont des règnes de Louis XII, François I^{er} et Charles IX ; les autres, d'origine espagnole, appartiendraient aux règnes d'Isabelle de Castille, Ferdinand le Catholique et de Philippe II. Une pièce rognée laisse lire le mot IOHANNA ; serait-elle de Jeanne la Folle ?

Quelques fragments du vase, peut-être une lampe en fonte, comme on en faisait au xvi^e siècle, portent à l'intérieur l'empreinte en creux des monnaies que l'oxydation du fer y

avait fait adhérer. Le côté extérieur est encore tout enduit de mortier. Les démolitions d'un vieux mur de la Maladrerie ayant été transportées dans le champ de M. Darnis, il y a six ou huit ans, l'on peut présumer que le vase qui recélait ce riche trésor y aura été apporté en même temps, sans qu'on l'eût remarqué.

Je crois, écrit M. Gueylard, qu'il y aurait des recherches intéressantes à faire à la Maladrerie. On y trouve, sous les maisons, des souterrains voûtés. Les habitants m'ont montré, dans une ruelle, une sorte de pavage appareillé en voûte qui n'est autre que l'extrados de la voûte d'un souterrain dans lequel on pourrait pénétrer. Il en existe d'autres, en partie comblés.

Notre confrère M. LAFARGUE fait offrir au Musée départemental un sceau-matrice en cuivre, du XVIII^e siècle, de l'hôpital de Périgueux, dont le dessin représente deux anges agenouillés, en prière, devant le Saint-Sacrement. A l'exergue on lit :

PAVPERES
EVANGELI
SANTVR

et à la légende, autour : LHOSPITAL. GNAL . DE . PERIGX.
SOVBS . LE . TITRE . DV . S . SACREMAN.

M. Dujarric nous en avait montré une empreinte en cire dans une précédente séance.

M. le Conservateur du Musée exprimera sa gratitude au donateur.

Notre confrère veut bien aussi offrir aux archives de la Société deux gros registres in-folio, recouverts de parchemin, contenant l'état des recettes et des dépenses de l'hôpital de Périgueux depuis 1733 jusqu'à 1759.

M. DUJARRIC-DESCOMBES demande la permission d'offrir également à nos archives les copies de deux pièces de 1541, qui figurent à l'article 1788 de la série B, de l'inventaire sommaire des Archives des Basses-Pyrénées ; l'une contient le « Dénombrement des gentilshommes et vassaux pris

pour Monsieur de Ribérac en sa chastellenie de Ribérac en Périgord » ; l'autre le dénombrement du revenu de ladite chastellenie. Ces deux documents pourront être publiés dans le *Bulletin*.

L'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL présente ensuite un manuscrit en patois, du *xvii^e* siècle, qu'a bien voulu lui donner M. Ducher, alors maire de Badefols-d'Ans, et qui provient du château de La Catie, paroisse de Tamniès. Il est assez volumineux : il contient 46 feuillets in-8°, et n'est pas tout à fait complet. Il a pour titre : « *La rancontre des bergers périgordins, trage-commedie pastorralle* », en cinq actes, en vers patois du Sarladais, et ne porte aucune signature. A la fin de la pièce, il faut croire que les bergers se civilisent ; quelques-uns d'entr'eux dialoguent en français ; il y a même un contrat de mariage tout entier en vers français, parfois grivois, de huit pieds ; à la vérité, on le dit rédigé par un notaire de la ville de Périgueux, M^e Jean Baboulin, tabellion qui paraît être de l'école des *Deux Notaires* du chansonnier Gustave Nadaud.

M. le Secrétaire-général a vu, au commencement du mois, à Badefols, une jolie cloche, provenant du même château de La Catie, et qui, placée sur deux montants dans une cour, sert actuellement aux écoles communales de garçons et de filles. Elle a le son clair, pèse environ une vingtaine de kilos et porte en ceinture cette inscription : 1726 ✠ SIT NOMEN DOMINI BENEDICTVM . LOVIS PHELIP SR DV BOVSQVET.

M. Régis de Fages de Chaulnes écrit d'Orléans à M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL, pour avoir des renseignements sur le château de Fages, que ses aïeux possédaient, et sur l'abbaye de Saint-Cyprien, dont l'un d'eux a été prieur vers 1500. Sa famille aurait élevé une chapelle dans l'abbaye et y aurait fait peindre ses armes : « Cette chapelle existe-t-elle encore ornée de leurs armes ? » M. le Secrétaire-général ignore s'il y a une chapelle particulière dans l'ancienne abbaye qui sert aujourd'hui d'entrepôt des tabacs ; mais il ne se souvient pas d'avoir vu un écusson sur l'église abbatiale. Il invitera M. de

Fages à se procurer la *Notice sur Saint-Cyprien*, de M. l'abbé Audierne, où il pourra trouver en même temps des renseignements sur le château de Fages, qui, comme on le sait, a été pillé à diverses reprises pendant les guerres de religion, en 1568, 1575 et 1586. (Voir le *Bulletin* de la Société, tome XII, page 200.)

Puis, M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'un article humoristique par lequel il établit que, depuis le commencement du xiv^e siècle au moins, il y a encombrement, les jours de foire et de marché, à Périgueux, dans la rue Salinière, qui relie l'une à l'autre les places de la Clautre et du Coderc, et que diverses ordonnances de police du xviii^e siècle et même du xix^e, n'ont jamais pu remédier à cet inconvénient. Les gens de campagne se tiennent toujours là de préférence, immobiles, jamais pressés, ne se déplaçant qu'avec lenteur, portant sous le bras soit un bâton ou un parapluie, et droit devant eux un panier dont ils labourent les côtes ou déchirent les vêtements du passant. Toute ordonnance nouvelle serait inutile. Peut-être y aurait-il un moyen de couper court à cet état de choses. Ce serait, dans un temps où il est question de l'élargissement des rues Taillefer et Eguillerie, d'élargir aussi la place du Coderc, du côté du sud, et de ramener à l'alignement de l'Hôtel-de-Ville les quatre ou cinq maisons qui font saillie de ce côté. Sans remonter au moyen-âge, ce projet ne date pas d'hier, et sa mise à exécution serait certainement bien accueillie à Périgueux.

Cette notice, fort goûtée par l'assemblée, sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre laborieux vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous envoie un mémoire concernant *Un épisode de l'histoire de Périgueux sous la Régence*, qui a déjà été signalé par Saint-Simon, dans ses *Mémoires*; par Duclos, dans ses *Mémoires secrets des règnes de Louis XIV et de Louis XV*, tome I^{er}, page 330; par nos confrères M. Georges Bussière, dans ses *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord*, 1^{re} partie, page 109, note, et M. Gustave Hermann, dans le journal *Le Périgord*, du 2 octobre 1865, mais sans en fournir des

détails bien circonstanciés. Il s'agit de l'incarcération arbitraire des consuls et des principaux bourgeois de Périgueux, ordonnée en 1717, par l'intendant de Guyenne, de Courson, et dont l'infortune émut si vivement Saint-Simon. Il paraît maintenant établi par les recherches de M. de Bosredon, que les troubles survenus en 1716 ou 1717 à Périgueux, avaient pour cause unique la lourdeur des taxes imposées à la ville, pour l'exécution de l'édit de septembre 1714. Cet édit, en supprimant les offices municipaux, chargea les habitants des villes de supporter les frais du remboursement nécessaire pour dédommager les titulaires déposés. L'affaire fut, comme on sait, portée au Conseil de régence.

La lecture de cet intéressant mémoire, que l'heure tardive nous oblige de suspendre, sera continuée dans notre prochaine séance.

Il est ensuite procédé à l'élection de membres correspondants et titulaires. Le bureau présente aux suffrages de la Société, comme membres correspondants :

M. Robert de Lasteyrie, professeur à l'Ecole des Chartes, secrétaire du Comité des Travaux historiques, conseiller général de la Corrèze, rue des Saints-Pères, 13, à Paris ;

Et M. Communay, président de la Société des Archives historiques de la Gironde, à Bordeaux, qui sont élus par acclamation.

Sont également soumis aux suffrages et élus après trois votes par acclamation, membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Gustave Charrier, quai de l'Alba, à Bergerac, présenté par M. Palut et M. Hardy ;

M. de Gimel, rue Madame, 1, à Paris, présenté par M. Louis Carvès et M. Villepelet ;

Et M. Roger de Marquessac, aux Rivières, par St-Pierre-de-Chignac, présenté par M. de Froidefond et M. de Marillac.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT prononce la clôture du scrutin et fait procéder sur-le-champ au dépouillement des bulletins, qui donne les résultats suivants :

Sont élus pour l'année 1888-1889 :

Président, M. Michel Hardy.

Vice-présidents :

Pour l'arrondiss^t de Périgueux, M. de Roumejoux ;

— de Bergerac, M. Gontier de Biran ;

— de Nontron, M. le baron de Verneilh ;

— de Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;

— de Sarlat, M. Philippe de Bosredon.

Secrétaire-général, M. Villepelet.

Secrétaires-adjoints, { M. l'abbé Riboulet ;
M. le vicomte de Lestrade ;
M. Crédot.

Trésorier, M. de Saint-Pierre.

M. LE PRÉSIDENT, se faisant l'interprète des sentiments du bureau tout entier, remercie nos confrères de la nouvelle marque d'estime et de sympathie qu'ils veulent bien nous donner en nous continuant nos fonctions.

La séance est levée à neuf heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
Michel HARDY.

Séance du jeudi 5 Juillet 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. de Froidefond, de Roumejoux, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, le docteur Dumont, le marquis de Fayolle, Gauthier, Jauvinaud, le docteur Ladevi-Roche, Lespinas, Mourié, André Saint-Martin et Villepelet.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 28 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de notre confrère M. Pontou, ancien juge de paix, entré, depuis deux ans environ, dans notre compagnie. Un pieux hommage sera rendu à sa mémoire dans le *Bulletin*.

La Société exprime d'unanimes regrets.

M. LE PRÉSIDENT indique sommairement les ouvrages qui ont été offerts à notre bibliothèque dans le courant du mois dernier :

Le *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, section des sciences économiques et sociales, année 1887, in-8°, broché, Ernest Leroux, éditeur, 1888 ;

La *Revue des Etudes grecques*, tome 1^{er}, numéro 1, janvier-mars 1888, in-8°, broché, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

La *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, tome XLIX, année 1888, première livraison, in-8°, brochée, Paris, librairie Picard, contenant un compte-rendu par M. Auguste Molinier, des *Chroniques* de Jean Tarde, publiées l'an passé par

nos confrères MM. de Gérard et Gabriel Tarde, et une citation, page 147, à propos des scellés mis sur le Trésor des chartes en 1412, du mémoire de M. Léon Dessalles, dans lequel il a consacré un article au garde Étienne de Mauregard et il a rappelé les difficultés que rencontra ce fonctionnaire dans l'exercice de sa charge ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, documents inédits concernant la province, tome XI, un volume in-4°, broché, Amiens, imprimerie Douillet, 1888, contenant la fin de l'Histoire de l'abbaye et de la ville de Saint-Riquier, par l'abbé Hénocque ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, premier trimestre de 1888, in-8°, brochés, Poitiers, imprimerie Blais, Roy et C^{ie} ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, VIII^e volume, 4^e livraison, 1^{er} juillet 1888, in-8°, broché, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où, à propos d'une excursion dans l'arrondissement de Marennnes, il est dit, page 271, qu'aux voûtes de la chapelle de l'église d'Eschillais, canton de Saint-Aignan, « plusieurs fois répété, est un blason montrant quatre fasces à la bande chargée de trois molettes, qui est celui des Goumard. Les Goumard, qui remontent par filiation suivie jusqu'à Aimery Goumard, marié vers le milieu du xii^e siècle à Sibille de Tonnay-Charente, ont constamment possédé Eschillais jusqu'en 1590, où Charlotte Goumard l'apporta en dot à son mari, Louis de Belcier, baron de Cozes, dont la fille, Charlotte de Belcier, le donna à son mari, Armand d'Aydie de Ribérac. Leur fille, Marie d'Aydie, épousa (1654) Jean-François de Lambertie ; et à sa mort, les Beaumont héritèrent d'Eschillais » ;

Le *Bulletin de la Société de Borda, Dax*, treizième année, 1888, deuxième trimestre, in-8°, broché, Dax, imprimerie Hazael Labèque ;

Le *Bulletin de la Société archéologique du midi de la France*, série in-8°, n^o 1, broché, séances du 8 novembre 1887, au 20 mars 1888 inclus, Toulouse, Edouard-Paul Privat, libraire-éditeur, 1888 ;

Par M. le comte de Lapeyrouse-Bonfils, ancien préfet du

Doubs, *La France d'autrefois et celle d'aujourd'hui, le cri d'alarme*, un volume in-8°, broché, Paris et Lyon, 1888 ;

Par M. le comte de Saint-Saud, membre du Club Alpin Français et de la Société Catalane d'excursions, sa brochure intitulée *Dans la Haute-Catalogne*, in-8°, Bordeaux, imprimerie Gagnebin et Lacrambe, 1888 ;

Par M. René Fage, avocat à Limoges, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, une trentaine de ses brochures : *Note pour servir à l'histoire de l'imprimerie à Tulle*, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1879 ;

Restauration du cloître de Tulle, notes historiques, 3^e édition, avec des dessins de M. Rupin, et une note sur les fresques de la chapelle capitulaire, par M. Philibert Lalande, in-8°, Brive, imprimerie de Marcel Roche, 1879 ;

Une ancienne justice : La Cour d'appaux de Ségur, in-8°, Limoges, imprimerie de Chapoulaud frères, 1880 ;

La numismatique limousine à l'Exposition universelle de 1878, in-8°, Limoges, imprimerie de Chapoulaud frères, 1880 ;

Dissertation d'Etienne Baluze sur Saint-Clair, Saint-Saud, Saint-Ulfard et Saint-Baumade, rééditée pour la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1881 ;

Jean-Joseph Dumons, peintre d'histoire, 1687-1779, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1881 ;

Liste des châteaux du diocèse de Limoges avant 1789, suivie d'une liste supplémentaire par M. Gaston de Lépinay, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, 1882 ;

Le point de Tulle, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1882 ;

Un épisode de la Fronde en province : Tentative de translation à Limoges du Parlement de Bordeaux, 1652, in-8°, Limoges, imprimerie de Chapoulaud frères, 1882 ;

Molière et les Limousins, in-8°, Limoges, imprimerie-librairie veuve Ducourtieux, 1883, tiré à cent exemplaires numérotés ;

Le château de Puy-de-Val, description et histoire, avec un dessin de M. L. Bourdery et deux chromolithographies exécutées par M. Ducros sur les cartons de M. C. Calmon, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1883 ;

Lettres inédites de Baluze à M. Melon du Verdier, publiées avec une introduction et des notes, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1883 ;

Complément des œuvres de Baluze, cataloguées et décrites, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1884 ;

Les bataillons de volontaires du Limousin, in-12, Limoges, Marc Barbou, imprimeur, 1885 ;

Les Anglais à Tulle ; — la Lunade, in-12, Limoges, Marc Barbou, imprimeur, 1885 ;

La prise de Tulle et sa délivrance, par M. Emile Fage, in-12, Limoges, Marc Barbou, imprimeur, 1885 ;

Le tombeau du cardinal de Tulle à Saint-Germain-les-Belles, in-8°, Limoges, imprimerie et librairie limousine veuve Ducourtieux, 1885 ;

L'abbé Pierre de Besse, prédicateur du roi Louis XIII, étude littéraire par Emile Fage, notice biographique et testament, par le docteur Longy, notices bibliographiques par Auguste Bosvieux et René Fage, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1885 ;

Deux lettres de Mascarón à M^{lle} de Scudéry, in-8°, Tulle, imprimerie de Mazeyrie, 1885 ;

Notes sur un pontifical de Clément VI et sur un missel, dit de Clément VI, conservé à la bibliothèque de Clermont, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1885 ;

Une boutique de marchand à Tulle au xvii^e siècle, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1886 ;

Quelques procès limousins aux grands-jours de Poitou, 1567-1635, in-8°, Limoges, imprimerie-librairie veuve Ducourtieux, 1886 ;

Une visite à Obazine en 1712, journal de voyage de dom Jacques Boyer, religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur (1710-1714), publié et annoté par Antoine Vernière, in-8°, Brive, imprimerie Marcel Roche ;

Un atelier de dentelles à Tulle au xviii^e siècle, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1887 ;

Notice sur les travaux de M. Edouard Lamy de La Chapelle, in-8°, Limoges, imprimerie-librairie limousine veuve Ducourtieux, 1887 ;

- Le Vieux Tulle* n° I : *Les origines de Tulle*, in-8°, Tulle, Crauffon, 1885 ;
- id. — n° II : *Les fortifications*, avec un plan exécuté par M. Ducros, d'après Tripon, in-8°, Tulle, Crauffon, 1886 ;
- id. — n° III : *Le château ou fort Saint-Pierre*, in-8°, Tulle, Crauffon, 1886 ;
- id. — n° IV : *La Tour Prisonnière, dite Tour de Maysse*, in-8°, Tulle, Crauffon, 1886 ;
- id. — n° V : *La Tour de la Motte*, avec le fac-simile d'un dessin de Beaumesnil, in-8°, Tulle, Crauffon, 1886 ;
- id. — n° VI : *La Porte Chanac*, avec deux dessins de M. Michel Soulié, in-8°, Tulle, Crauffon, 1886 ;
- id. — n° VII : *La Place publique*, in-8°, Tulle, Crauffon, 1886 ;
- id. — n° VIII : *Le Collège*, avec un dessin de M. Forestier, in-8°, Tulle, Crauffon, 1887 ;
- id. — n° IX : *La grande Maison de Loyac*, in-8°, Tulle, Crauffon, 1887 ;
- id. — n° X : *La Cathédrale et le Cloître*, in-8°, Tulle, Crauffon, 1888 ;
- id. — n° XI : *Les Couvents d'hommes*, in-8°, Tulle, Crauffon, 1888.

Des remerciements sont votés aux donateurs et en particulier à M. René Fage.

M. LE PRÉSIDENT informe l'assemblée que dans une réunion du bureau, tenue le mois dernier, il a été décidé que M^{lle} Jeanne de Montégut, dont le talent est connu et apprécié, serait chargée de faire le buste du regretté docteur Galy. Le bureau s'est adressé de préférence à un artiste périgourdin. Il avait cru d'abord qu'avec les modestes ressources mises à sa disposition, il ne pourrait avoir qu'un buste en terre cuite. M^{lle} de Montégut veut bien nous concéder quelque faveur ; de son côté, M. Paul Galy consentira à un léger sacrifice, de sorte que nous pourrions avoir un buste en bronze. Quand la maquette sera terminée, trois de nos confrères, MM. de Roumejoux, le marquis de Fayolle et Paul

Galy, se rendront à Beaumont pour l'examiner et faire leurs observations, s'il y a lieu, sur la ressemblance, les détails d'exécution, etc. L'un de nos confrères, architecte, M. Cros-Puymartin, sera prié de nous dessiner un fût de colonne pour servir de piédestal, lequel sera, si l'on veut, en serpentine ou roche noire de Thiviers.

La Société approuve toutes ces dispositions.

M. DE GIMEL, élu membre titulaire dans notre assemblée générale du 28 mai dernier, MM. Robert DE LASTEYRIE et COMMUNAY, membres correspondants, adressent leurs remerciements à la Société. M. de Lasteyrie ajoute : « J'ai eu trop souvent occasion de consulter les excellents volumes que cette vaillante Société a publiés, pour ne pas savoir tous les services qu'elle a rendus à notre archéologie nationale ; je serai trop heureux d'avoir quelque occasion de m'associer à ses efforts, et c'est dans cette pensée que j'accepte avec reconnaissance le titre qu'elle a bien voulu m'octroyer. »

En parlant du *château* de La Ricardie à la dernière séance, M. LE PRÉSIDENT disait qu'une excavation encore inexplorée existait à une faible distance. L'ayant fait déblayer, M. de Lamothe a constaté que c'était un second souterrain-refuge, et s'est empressé de nous faire part de sa découverte. « Après votre bonne, mais trop courte visite de mardi dernier, écrivait-il à M. le Président, le 28 mai, il me prit fantaisie de visiter le trou dont je vous ai parlé, situé en face du souterrain que vous avez exploré, et se trouvant à 234 mètres de ce dernier, dans la direction du N. N.-O., sur la lisière d'un bois m'appartenant, dit le bois du Repaire... Je l'ai fait entièrement déblayer, et j'ai eu la bonne fortune de trouver un nouveau souterrain, avec chambre taillée dans le roc et escalier plus raide, mais mieux conservé que celui qui est près de mon habitation... Dans les derniers seaux de terre qui ont été extraits de la chambre située à gauche de l'escalier, au fond, j'ai trouvé : 1° des moitiés de noix et de noisettes ; 2° des ossements en petite quantité ; 3° des traces de cendres ; 4° deux morceaux de bois qui ressemblent à de la moelle,

mais dont une extrémité est noircie par le feu ; 5° une boule aplatie, percée par le milieu, octogone, en terre cuite, que je suppose être une amulette... »

Non content de ces premiers renseignements, M. de Lamothe nous adressait, le 8 juin, un plan du souterrain du Repaire et un dessin de l'entrée exécutés avec beaucoup de soin par son jeune parent, M. de Grezel. Ce plan permet de reconnaître que ce souterrain-refuge n'a pas été terminé. Il comprend seulement un escalier d'accès, puis le départ d'une galerie orientée du N. N.-E. au S. S.-O., mais s'arrêtant brusquement à une paroi verticale du rocher.

M. le Président témoigne sa gratitude à MM. de Lamothe et de Grezel et se servira de leurs indications pour ajouter à son mémoire sur le souterrain de La Ricardie une note sur celui du Repaire.

M. le docteur LADEVI-ROCHE signale, en passant, un *chuseau* à deux chambres, très bien conservé, dans les environs de Vallereuil : on y voit encore plusieurs silos. Il nous en apportera prochainement un dessin.

M. DE FAYOLLE dit que tout récemment il a eu des craintes pour la conservation d'un monument situé dans son voisinage, sur les limites des communes de St-Apre et de Douchapt, le dolmen et l'alignement mégalithique de Margaux. Le propriétaire avait fait venir à grands frais de Bordeaux une somnambule qui promettait de lui faire trouver un trésor sous le dolmen. Après des fouilles assez profondes dans lesquelles on n'a découvert que des ossements qui malheureusement n'ont pu être recueillis, la somnambule a dû déguerpir. Mais comme le monument n'est pas classé, il n'était pas possible de s'opposer aux travaux et de lui faire appliquer la loi du 30 mars 1887 pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique.

M. FÉAUX, empêché d'assister à la réunion, nous adresse par écrit quelques renseignements sur la découverte de cinq vases en terre, rencontrés ces jours derniers à Périgueux,

dans des fouilles faites pour l'agrandissement d'une maison, dans la rue Chanzy.

En déblayant, nous dit-il, on a traversé d'abord une couche de terre de remblais de 0^m40 à 0^m50 d'épaisseur. Ce remblai est assez récent, à en juger par sa nature meuble et par les objets qu'il contient. Au-dessous, le terrain est beaucoup plus compacte et les débris mélangés à la couche supérieure ne s'y retrouvent plus. C'est à une profondeur de 0^m50 à 0^m70 dans ce terrain ancien, soit 1^m à 1^m20 en totalité, que les ouvriers terrassiers ont, non sans étonnement, rencontré successivement quatre squelettes.

Bien qu'au moment de la découverte aucune tombe ne fût nettement visible, des fragments de tuiles à rebords et de petits moellons plats que l'on voit dans cette couche, au niveau des squelettes, semblent avoir constitué les tombeaux dans lesquels les cadavres avaient été déposés. Ces tombeaux rudimentaires n'ont pas dû résister longtemps à la pression des terres. Les pierres et les briques se sont disjointes et n'ont plus gardé entre elles aucun rapport.

C'est dans le voisinage de ces sépultures que se trouvaient quatre des vases recueillis. Le cinquième, le plus gros, provient d'un déblai exécuté à une dizaine de mètres de là, dans un jardin. Ce déblai a également amené la découverte d'un squelette.

Aucune orientation n'a été observée dans la disposition de ces sépultures, qu'aucun autre objet n'accompagnait, sauf quelques menus débris céramiques de couleur et de pâte diverses. Nous devons cependant signaler la rencontre de deux grandes tuiles à rebords posées à plat et recouvertes de béton, qui ont été trouvées à 0,60 centimètres environ, au-dessous du cinquième squelette. Ces briques paraissent faire partie d'un dallage qui s'étend probablement sur une certaine surface.

Ajoutons enfin que le propriétaire d'un terrain voisin a trouvé, à ce même niveau, il y a quelques années, une tombe en pierre creusée en forme d'auge, qu'il s'est empressé de vendre.

Cette dernière sépulture, observe M. LE PRÉSIDENT, dépendait probablement de l'ancien cimetière Saint-Gervais, situé dans cette partie de la ville. Quant aux vases en terre dont M. Féaux a bien voulu se dessaisir en faveur du Musée départemental, ils sont romains et peuvent être rapportés au III^e ou au IV^e siècle. Il est fâcheux qu'on n'ait pas déterminé exactement la place qu'ils occupaient par rapport aux squelettes. Étaient-ce des vases funéraires associés à des inhu-

mations? Le fait n'est pas impossible, mais eût été intéressant à constater.

Deux de ces vases sont en forme d'écuelles, dont une est supportée par trois pieds. Parmi les trois autres on remarque une petite urne en terre grise et deux cruchons en terre jaune. L'un de ces cruchons porte une inscription en lettres cursives, dont une partie malheureusement a été entamée par un coup de pioche.

Notre confrère M. François GAUTHIER nous présente également des vases romains, au nombre de trois, dont il fait don au Musée départemental. Ce sont deux urnes en terre grise d'un galbe gracieux et ornées sur la panse d'un double rang de chevrons imprimés en creux dans la pâte, plus une élégante petite coupe en terre brune. Ce dernier vase, au moment de la découverte, était renversé sur l'une des urnes toute remplie d'ossements brûlés, et lui servait de couvercle. Par leur forme, leur pâte céramique et leur décoration, ces vases sembleraient presque mérovingiens; ils sont cependant de fabrication romaine, mais de très basse époque. Ils ont été trouvés à Périgueux, rue des Gravières, n° 60, en creusant les fondations d'une maison, à 0^m60 environ au-dessous du sol.

Le Musée départemental a aussi reçu :

De M. le contre-amiral Lacombe, quatre haches caraïbes en pierre volcanique, dont une en forme de coin, et les trois autres à talon. Trois de ces haches ont été trouvées dans des alluvions anciennes, à la Guadeloupe, et la quatrième, dans l'île de Vièques, près de Porto-Rico ;

De M. A. Cantillon de Tramont, de la Société Gay-Lussac, de Limoges, une pointe de flèche en silex, barbelée, avec denticulations sur les bords, trouvée au village de Chez-Léobet, dans la commune de Lathus (Vienne) ;

De M. Jean Marty, propriétaire à St-Jean-de-Côle, par l'entremise de M. Bonnet, conducteur des ponts et chaussées, une médaille de saint Benoît contre les maléfices et tentations du démon.

M. le Conservateur du Musée témoignera sa gratitude aux donateurs.

Notre confrère M. MALLAT nous envoie une note à laquelle il joint un joli dessin sur le sceau d'un prieur de La Faye de Léguilhac. Il serait porté à voir dans ce sceau deux époques, la légende lui paraissant de beaucoup antérieure au champ armorié. Suivant lui, le dessin représente trois épis liés, formant fleur de lis, cantonnés de quatre fleurs de lis. La Société ne partage pas son opinion ; ce sceau, sur le pourtour duquel on lit : S : W : PRIORIS : DE : LAFAIA, lui paraît être tout entier de la même époque et appartenir au x^e siècle. Mais avant de rien résoudre, il est décidé qu'on consultera notre vice-président M. Philippe de Bosredon, si compétent en matière sigillographique.

M. DE FAYOLLE nous donne ensuite lecture d'une notice intéressante sur l'origine des foires de la Latière, qui se tiennent quatre fois par an, dans ce lieu désert, au milieu de la Double, à 8 kilomètres d'Échourgnac et de Ste-Aulaye, et où se rendent les habitants du Périgord, de la Saintonge, de l'Angoumois et même du Bordelais. La légende rapportait que ces foires avaient été créées par les voleurs marchands de chevaux qui pouvaient, sans crainte de la justice, dans un endroit aussi isolé, négocier les produits de leurs vols. Il faut plutôt attribuer leur origine à quelque ancien pèlerinage. Il y a en effet, un peu au-dessous du champ de foire, une fontaine qui est consacrée à saint Eutrope (30 avril), date de la première foire de l'année, et qui est encore aujourd'hui l'objet d'un pèlerinage très suivi dans toute la contrée. A quelques mètres de la fontaine, on distingue les fondations de deux constructions : l'une d'elles, détruite depuis peu d'années, était une chapelle consacrée à saint Eutrope, comme la fontaine ; l'autre était, d'après la tradition, une chapelle beaucoup plus ancienne qu'avait remplacée la dernière détruite. Tout à côté de ces substructions, le propriétaire de la prairie a détruit deux tombes probablement fort anciennes, qui étaient formées, chacune, de trois pierres debout, une de chaque côté de la tête du squelette et une aux pieds. De grosses pierres recouvraient le corps comme d'un toit. Dans l'une des sépultures était un vase arrondi à sa panse, en terre grise grossière. Dans les déblais, on a aussi trouvé

plusieurs monnaies rongées par l'oxydation. La forme très caractérisée des cercueils, dans un pays où la pierre est rare, et le vase retrouvé à côté du corps de l'un des pèlerins, ne peuvent être postérieurs au ^{xii}^e siècle. C'est ce pèlerinage au milieu de la solitude, éloigné de toutes ressources, qui a dû donner naissance plus tard aux foires de la Latière.

Après lecture, l'assemblée vote la publication de la notice de M. de Fayolle.

Puis, M. le Secrétaire-général continue la lecture commencée à la dernière séance du mémoire de M. Philippe de BOSREDON sur l'incarcération des consuls et des riches bourgeois de Périgueux, qui, en 1715, auraient opposé une vive résistance à l'intendant de Guyenne, de Courson, lorsqu'il établissait des taxes sur les denrées de première nécessité, pour opérer le remboursement des offices municipaux supprimés par l'édit de septembre 1714. Les offices supprimés étaient au nombre de douze. Une délibération de la communauté de Périgueux, en date du 2 avril 1715, régla les mesures à prendre pour ce remboursement. La somme nécessaire était évaluée à 33,000 livres sur la base du capital augmenté de deux sous pour livre et de diverses indemnités et allocations. Afin de pourvoir à cette dépense, la délibération décidait la création ou l'augmentation de droits sur la boucherie et la boulangerie, et de taxes d'octroi frappant l'entrée du bois, du charbon, du fer, du foin, etc. Le recouvrement de ces droits et de ces taxes fut mis en adjudication, et l'adjudication, qui eut lieu le 24 mai 1715, fut approuvée par un arrêt du Conseil d'État du 11 juin suivant. Des ordonnances furent en outre rendues par de Courson, les 13 juin et 21 septembre 1715, pour assurer l'exécution des divers actes qui précèdent. L'ensemble de ces mesures provoqua une vive irritation chez les habitants, profondément atteints dans leurs intérêts par la perception de ces taxes. D'autre part, les officiers municipaux dépouillés de leurs charges firent remarquer que le produit des taxes étant aléatoire, le remboursement auquel ils avaient droit n'avait rien de certain, d'où résultait qu'une dépossession anticipée constituait une criante injustice. Ils députèrent auprès de M. de Courson un ancien avo-

cat du roi au présidial de Périgueux, M. de Labrousse. Quant aux habitants, ils nommèrent un délégué, M. Chaize de Chiniac, pour porter au gouvernement leurs représentations et leurs doléances. Mais le fait seul d'avoir accepté cette mission fut considéré comme une démonstration séditieuse, et des mesures de rigueur furent prises contre MM. de Chiniac et de Labrousse, ainsi que contre plusieurs autres notables de Périgueux. Le 16 juin 1716, la réclamation des habitants de Périgueux fut portée devant le Conseil des finances, qui les mit « hors de cour sur leurs appellations et oppositions ». Dix jours après (27 juin 1716), le Conseil de régence rend un arrêt qui contraste singulièrement avec celui-ci, et déclare nulle et non avenue l'adjudication du 24 mai 1715, et nulle par voie de conséquence la délibération relative à la création des taxes nouvelles ; il casse les ordonnances rendues par l'intendant ; substitue aux droits d'octroi projetés une imposition sur les habitants de la ville de Périgueux et de la banlieue, au marc la livre de la capitation ; en même temps, il donne satisfaction aux officiers municipaux en les maintenant dans l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils aient reçu les deux tiers au moins de leur remboursement. Ainsi, entre le 16 et le 27 juin 1716, un revirement complet s'était produit, qu'il faut attribuer en grande partie à l'influence du duc de Saint-Simon.

En terminant, M. de Bosredon remet en lumière, « après de si longues années d'oubli, le nom des citoyens courageux qui défendirent, au prix de leur liberté, les droits et les intérêts de leurs compatriotes. Chaize de Chiniac, incarcéré à la Bastille, Gardonne, président au présidial, exilé à trente lieues de Périgueux, Lascous, transféré et détenu dans le château de Lourdes, Labrousse, Morras et Martial, emprisonnés à Bordeaux et à Périgueux, opposèrent à des exactions arbitraires une résistance qui, en définitive, était et fut jugée légitime. Le Périgord doit garder un souvenir reconnaissant pour ceux qui furent alors victimes de leur dévouement, comme pour celui qui s'émut de leur sort et en fit cesser les rigueurs. »

Ce mémoire instructif sera publié dans le *Bulletin*.

D'autre part, M. Louis de Raynal, auteur de l'*Histoire du Berry*, ancien procureur-général à la Cour de cassation, qui habite les environs de Bourges et dont la famille est originaire du Sarladais, envoie à M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL une notice biographique intéressante sur le chevalier Pierre Cérou, né en 1709 sur les confins du Périgord et du Quercy, mort en 1797, et qui aurait occupé, vers le milieu du siècle dernier, une situation d'une certaine importance à la Cour du duc de Parme. Après de brillantes études au collège Sainte-Barbe, Pierre Cérou fut placé comme précepteur d'abord dans la famille Riquet de Caraman, puis chez M. Riquet de Bonrepos, avocat général au Parlement de Toulouse ; il entra ainsi en relation avec beaucoup d'hommes de bonne compagnie et d'hommes de lettres. Il composa alors une petite comédie en un acte et en prose, intitulée *L'amant auteur et valet*, qui fut représentée au Théâtre Italien le 7 février 1740, et que La Harpe, dans son cours de littérature, compare, pour le talent, au *Jeu de l'amour et du hasard* de Marivaux. C'est peut-être cette pièce qui, par un incident tout à fait singulier, devait changer son sort.

Au mois de mars 1742, l'infant don Philippe, se rendant d'Espagne en Italie par Antibes, s'arrêta quelques jours à Montpellier, où le duc de Richelieu, gouverneur du Languedoc, lui fit préparer une réception solennelle. Pierre Cérou fut envoyé par M. de Bonrepos à Montpellier, pour saluer l'infant de sa part et lui offrir des chiens de chasse, d'une espèce rare sans doute. A son arrivée, si l'on s'en rapporte aux traditions de famille, il apprit qu'on devait jouer, avec le *Mithridate* de Racine, sa comédie de *L'amant auteur et valet*. Il s'empressa donc d'aller au spectacle. Admis au foyer des acteurs en sa qualité d'auteur dramatique, il y rencontra l'acteur déjà en costume qui devait jouer le rôle de Mithridate et qui le salua en le tutoyant : « Comment va M. Cérou ? » On voit d'ici la scène. Il lui rappela qu'il avait été son camarade à Sainte-Barbe. C'était un nommé Josse, Rousselois sous son nom de théâtre, qui avait débuté le 12 mai 1738 au Théâtre-Français de Paris, dans ce même rôle de Mithridate, sans succès, et qui n'en avait pas eu davantage, toujours

dans le même rôle, à un nouveau début, le 14 mai 1745. Rousselois engagea M. Cérou à venir souper chez lui, après la représentation, avec les principaux officiers de l'infant don Philippe. C'est là que Cérou fit la connaissance « d'un garçon de chambre, » M. du Tillot, qui plus tard devait être intendant général, puis premier ministre de l'infant quand celui-ci devint duc de Parme, à la fin de 1748. M. du Tillot conçut pour lui une véritable amitié, le présenta au prince dans la soirée du lendemain au théâtre, continua avec lui de bonnes relations, et enfin, en 1748 probablement, après le traité d'Aix-la-Chapelle, qui instituait l'infant duc de Parme, il proposa à celui-ci de confier à M. Cérou tout à la fois l'instruction de la jeune princesse Isabelle, surtout l'enseignement de l'histoire, de la langue française et des belles-lettres, et le titre de contrôleur de sa maison royale, de ses palais et de ses écuries.

Cette biographie d'un Périgourdin du XVIII^e siècle, auteur dramatique et personnage historique que nous ne connaissons pas, sera publiée dans le *Bulletin*.

M. D'ABZAC DE LA DOUZE nous remet ensuite la traduction qu'il avait été prié de faire d'un article de M. Freeman, intitulé *Périgueux and Cahors*, qui a paru dans la Revue contemporaine d'Angleterre, de septembre 1886.

M. le Président l'en remercie.

De son côté, notre nouveau confrère M. Gustave CHARRIER, nous envoie un dessin très soigné à l'aquarelle, représentant le château de la Ricardie, propriété et résidence de notre aimable correspondant M. Enguerrand de Lamothe.

Des remerciements sont votés à M. Charrier.

A ce propos, M. LE PRÉSIDENT réclame la confection d'albums ou de portefeuilles où seraient classés et conservés tous les dessins, estampes et photographies, offerts à la Société. Il invite en même temps ses confrères à s'efforcer d'enrichir ce fonds le plus possible. On ne peut méconnaître en effet l'importance des dessins pour nos études spéciales.

Non seulement ils conservent le souvenir de monuments appelés trop souvent à disparaître ; mais ils permettent des rapprochements entre objets similaires et rendent ainsi les plus grands services aux archéologues. Ils suppléent en outre aux originaux, qu'on ne peut toujours étudier sur place ou se procurer.

Pour ceux de nos confrères qui hésiteraient à nous envoyer des dessins, sous prétexte qu'ils sont inhabiles à manier le crayon ou le pinceau, M. le Président ajoute que le but à atteindre pour le dessinateur qui désire reproduire un monument ou un objet antique, doit être moins de faire une œuvre d'art que de reproduire exactement ce qu'il a sous les yeux. Les dessins au lavis ou à la plume devront être préférés, parce qu'ils résistent mieux aux frottements et risquent moins de s'altérer.

Sur l'invitation qui lui en est faite, M. DE FAYOLLE veut bien se charger de rassembler tous les dessins et estampes envoyés à la Société et d'en assurer le classement et la conservation.

Il reste à procéder à l'élection de plusieurs candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie. Après deux votes par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Laborie-Fénelon, professeur à l'institution Saint-Joseph, à Périgueux, présenté par M. Élie de Montardy et M. Hardy ;

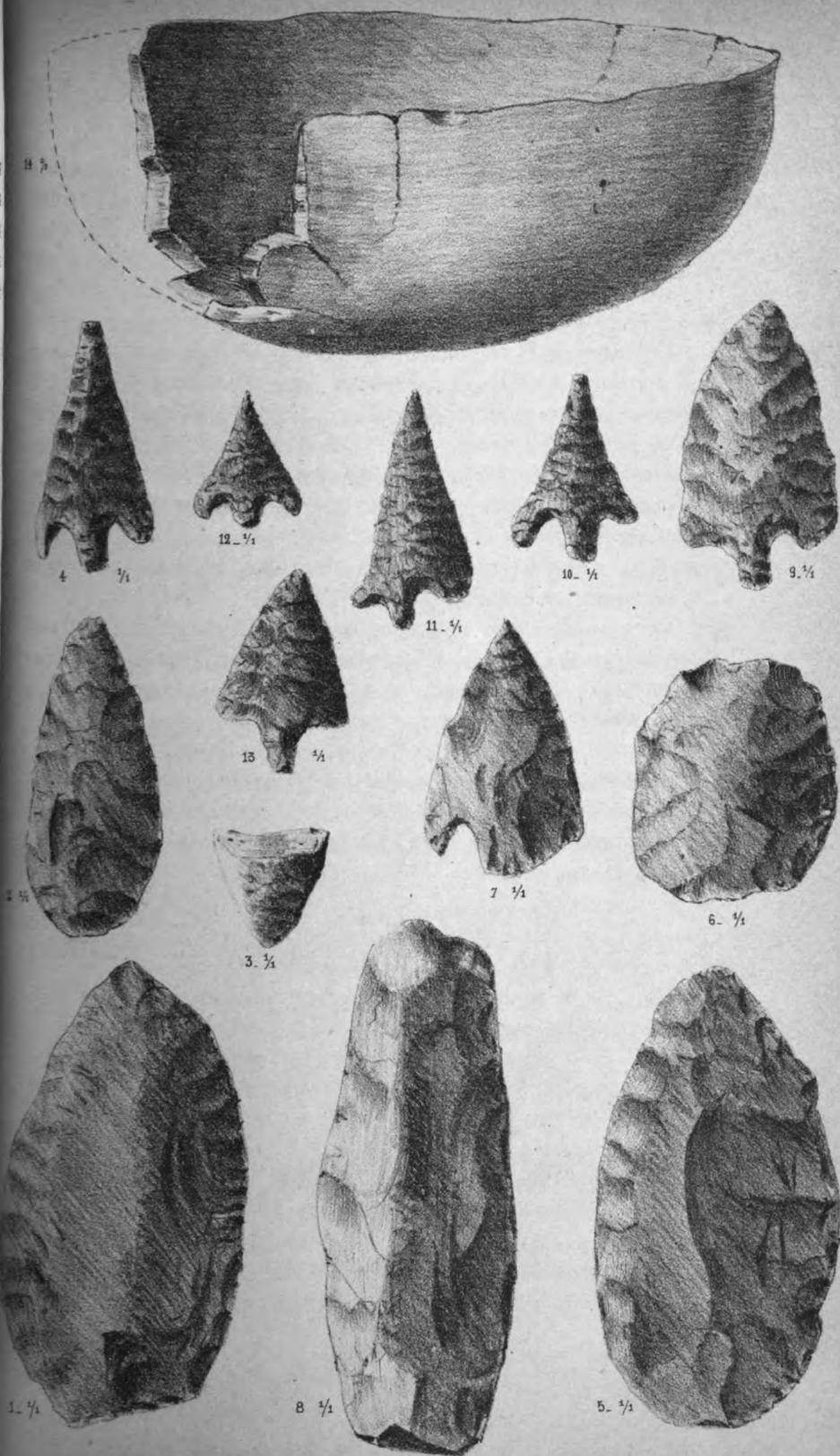
Membres associés :

MM. Dulau, 37, Soho square, à Londres, présentés par M. Villepelet et M. de Saint-Pierre.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
Michel HARDY.



LA STATION NÉOLITHIQUE DE TABOURY,

COMMUNE DE SAINTE-MARIE-DE-CHIGNAC.

Le promontoire élevé qui se trouve à un kilomètre environ en amont de la station du chemin de fer de Niversac, au confluent des vallées baignées par le Manoire et le ruisseau de St-Geyrac, présente, sur le versant ouest, une ligne de rochers calcaires formant terrasse et brisant la pente générale du coteau. Cette pente, assez douce en dessus des rochers qui ont empêché le glissement des terres, devient très raide en dessous, jusqu'à la vallée.

Un pareil site offrait si bien aux hommes de l'époque néolithique les conditions qu'ils recherchaient pour l'établissement de leurs habitations : voisinage d'un cours d'eau, exposition au soleil, vue étendue permettant de surveiller le pays, etc., que, séduite par ces avantages, une de leurs tribus s'y est arrêtée, y a vécu longtemps peut-être, et y a laissé des traces intéressantes de son séjour.

Des recherches faites à la surface du sol, malheureusement inculte depuis la destruction des vignobles qui l'occupaient, ont permis de recueillir quelques silex taillés caractéristiques : pointes de flèches, scies, grattoirs, etc. Nous avons pu nous-même en récolter quelques spécimens ; mais, désireux de pousser plus loin nos investigations et muni de l'autorisation que nous avaient très gracieusement accordée MM. Brachet père et fils, propriétaires de cette partie du coteau, nous avons pratiqué quelques fouilles sur la terrasse, car nous espérions y rencontrer des foyers encore en place. Nos suppositions étaient exactes, et voici ce que nous avons constaté :

Une couche de terre végétale de 0^m30 d'épaisseur moyenne, fortement mélangée de débris calcaires, entraînée par les pluies et les cultures, recouvre aujourd'hui une suite non interrompue de foyers homogènes et sans stratification, qui

règnent dans toute la longueur de la terrasse, 150^m environ, sur une largeur de 10^m, et qui, dans quelques endroits, sont en contact à peu près direct avec le roc même. Ces foyers viennent affleurer sur tous les points où, par suite d'éboulements ou de toute autre cause, il existe des solutions de continuité dans la muraille rocheuse au-dessus de laquelle ils sont établis; et, par ces affleurements, ont glissé et se sont répandus sur les pentes inférieures des silex ouvrés qui, depuis longtemps, avaient attiré l'attention de quelques habitants de la contrée (1).

Secondé par un jeune et zélé préhistoricien, notre ami M. Charles Aublant, nous avons pratiqué une première fouille vers l'extrémité sud de la station. A ce point, les foyers ont une épaisseur de 0^m50; ils reposent sur un lit de pierres de quelques centimètres, formé par la désagrégation de la roche sous-jacente, et sont recouverts de 0^m30 environ de terre végétale. Leur couleur noire, ainsi que leur composition, mélange de cendres et de terre fine et grasse, leur donnent un aspect qui tranche nettement avec celui des terres qui les recouvrent et avec lesquelles la charrue ne les a que peu ou point mélangés.

Nous avons rencontré dans cette fouille peu de silex taillés : deux grattoirs, une pointe de flèche en forme de feuille d'un travail grossier et un objet d'usage indéterminé, scie ou peut-être pointe de javelot. Nous avons encore trouvé d'assez nombreux fragments d'os trop brisés pour pouvoir être déterminés, une ou deux dents de ruminant et un tronçon de bois de cerf sans trace de travail.

Mais ce qui a plus particulièrement attiré notre attention, c'est la quantité relativement considérable de tessons de poterie, ayant appartenu à des vases de formes, de dimensions et surtout de fabrication très différentes. Les tentatives que nous avons faites tout d'abord pour essayer de rap-

(1) Nous avons appris de MM. Brachet, que le précédent propriétaire de Taboury avait ramassé en cet endroit, il y a environ vingt ans, plusieurs haches et d'autres silex; mais ces objets ont été égarés, et nous n'en parlons que pour mémoire.

procher quelques-uns de ces antiques débris ont été infructueuses ; mais nous avons été assez heureux pour recueillir, un peu plus loin, un vase presque complet. Ces poteries méritant un examen particulier, nous y reviendrons tout à l'heure.

Dans des fouilles suivantes, faites sur divers points de la station, nous avons retrouvé des foyers ayant la même disposition, le même aspect et la même composition que les premiers. Là encore quelques menus morceaux d'os et des débris de poterie, quoique peut-être en moins grand nombre ; les instruments en silex se sont montrés également assez rares : un fragment de hache polie, des grattoirs, quelques morceaux de pointes de flèches sont les seuls objets que nous ayons pu récolter.

Frappé de l'étendue et surtout de la continuité de ces épais foyers, nous avons cherché à établir la cause de cette disposition peu ordinaire. Nous avons pensé tout d'abord qu'ils pouvaient être des fonds de cabanes longtemps habitées ; mais rien ne nous a permis de reconnaître, de délimiter des emplacements distincts de huttes. Peut-être nos fouilles n'ont-elles pas eu l'ampleur nécessaire pour nous faire distinguer la forme lenticulaire qu'auraient pu affecter les foyers, dans le cas d'habitations séparées et permanentes ; cependant, en raison de l'uniformité d'épaisseur des terres noires, partout où nous les avons mises à nu, nous croyons devoir nous arrêter à une autre solution. Nous pensons que l'occupation du plateau n'était que temporaire et limitée à la saison chaude, et que les constructions légères qui avaient suffi pour abriter la tribu contre les ardeurs du soleil, étaient enlevées aux approches des froids, pour être rétablies l'année suivante, par leurs possesseurs, dans la partie de la station qui leur convenait le mieux.

L'intervalle entre deux occupations successives n'était pas suffisant pour que les foyers fussent couverts ou dispersés, et les pluies d'hiver ne pouvaient avoir d'autre effet que de niveler la couche de cendres et de terre, dont l'épaisseur augmentait ainsi régulièrement d'année en année.

Cette supposition nous a conduit, naturellement, à recher-

cher en quel endroit pouvaient se retirer, pendant la mauvaise saison, les habitants de la bourgade de Taboury.

Nous avons cru un moment avoir trouvé ce refuge au pied de l'un des massifs de rochers où apparaissait une excavation, dont l'ouverture, en grande partie obstruée par des terres éboulées, était seule visible et nous permettait de croire à l'existence d'une grotte.

Avec une complaisance dont nous ne saurions trop le remercier, M. Brachet fils a bien voulu faire déblayer ces terres ; mais notre attente a été déçue. La caverne supposée s'est réduite à un simple trou de trop faible étendue pour avoir pu servir d'habitation, sauf à de modestes lapins. Peut-être aurions-nous été plus heureux en explorant les grottes creusées dans un coteau voisin, sur la rive droite du Manoire, si ces grottes n'avaient pas été vidées depuis longtemps.

Comme on l'a vu, les silex taillés ont été rencontrés en petit nombre dans les fouilles ; il en a été trouvé davantage à la surface du sol, dans la pente inférieure surtout. Nous pouvons citer une trentaine de pointes de flèches de formes diverses, des scies, des grattoirs dont quelques-uns sont retailés au conchoïde de percussion, particularité assez rare, un beau retouchoir, une ébauche de hache, plusieurs ciseaux, des débris de haches polies la plupart ayant servi de percuteur, enfin d'assez nombreux éclats et aussi des fragments de meules à broyer les grains (1).

Beaucoup de ces objets ont eu à souffrir du choc des instruments aratoires, mais quelques-uns, mieux conservés, étant plus particulièrement intéressants, nous en donnons le dessin sur la planche ci-jointe.

Les numéros 1, 2, 3 et 4 reproduisent une belle scie ou couteau et trois flèches de types différents, également remarquables ; ces objets appartiennent au Musée départemental

(1) Plusieurs pointes de flèches, à ailerons et en forme de feuille, et trois instruments chelléo-moustériens bien caractérisés, ont également été recueillis à Taboury par M. T. Le Grain, ingénieur des ponts et chaussées à Périgueux.

qui les a acquis récemment ; sous les numéros 5, 6 et 7, nous avons dessiné une seconde scie, une pointe de flèche inachevée, pièce curieuse et instructive, et un spécimen de ciseau, tous les trois recueillis par M. Ch. Aublant. Enfin, sous les numéros 8, 9, 10, 11, 12 et 13, nous avons figuré quelques-uns des objets provenant de nos recherches personnelles : un retouchoir et cinq pointes de flèches à ailerons, parmi lesquelles nous signalerons plus particulièrement celle qui porte le n° 11, car, malgré sa forme extraordinaire, due sans doute à un accident survenu pendant la taille, elle n'en est pas moins d'un travail extrêmement soigné, à peine au-dessous de la finesse de sa délicate voisine, désignée sous le n° 12.

La figure 14 reproduit aux deux tiers le vase que nous avons rencontré dans notre première fouille, vase apode et demi sphérique. Il gisait à la partie inférieure du foyer, à 0^m80 en contre-bas du sol actuel et était posé sur son fond ; mais les parois, pressées par le poids des terres, s'étaient disjointes et en partie effondrées. Comme on peut s'en rendre compte par le dessin, il en manque environ un tiers ; toutefois, la cassure est ancienne et le morceau qui fait défaut a dû être rejeté plus loin, car malgré tous nos soins, nous n'avons pu le retrouver.

Modelé entièrement à la main et sans l'aide du tour, ce qu'indiquent bien les légères bosselures de la surface, il est cependant assez régulier de forme ; les parois sont amincies sur les bords et aussi un peu vers le fond ; leur épaisseur maxima varie entre 7 et 8 millimètres ; la pâte en est moyennement fine et mélangée de grains de quartz dont quelques-uns assez gros ; ajoutons qu'elle est suffisamment cuite et résistante et que sa couleur est rougeâtre, sauf dans quelques endroits et particulièrement en dessous, où cette couleur passe au noir.

Quoique de la plus grande simplicité et dépourvu de tout ornement, il n'en est pas moins précieux, ce spécimen de la céramique préhistorique, œuvre fragile et imparfaite d'un humble potier qui a devancé de peut-être quatre ou cinq mille ans nos artistes de Sèvres et de Limoges !

Parmi les autres fragments que nous avons examinés, nous avons trouvé des débris de vases à fond plat, d'autres à bords légèrement évasés; nous avons remarqué plusieurs anses faites le plus souvent d'un léger bourrelet d'argile, quelquefois percé d'un trou étroit. Un seul morceau, recueilli par M. Ch. Aublant, porte une anse large, arrondie et assez détachée pour permettre au doigt de s'engager entièrement dans l'anneau qu'elle forme.

La fabrication de ces poteries varie beaucoup; quelques-unes sont d'une pâte tellement grossière et si peu cuite, qu'elles ne peuvent résister à la pression des doigts, d'autres, au contraire, sont assez fines et encore solides; leur couleur est souvent rouge, quelquefois grise, mais plus communément noirâtre; enfin, leur épaisseur, qui atteint parfois 15 millimètres, n'est plus dans quelques échantillons, exceptionnels il est vrai, que de 3 à 4 millimètres.

Les ornements sont rares et consistent seulement en impressions de doigts ou en traits tracés avec un silex ou un bout de bois pointu.

La plupart de ces restes se rapportent à des pots ayant eu de 10 à 20 centimètres de diamètre; quelques-uns cependant ont dû avoir des dimensions plus grandes, jusqu'à 30 et 35 centimètres environ. Notons aussi qu'ils sont épars dans la masse des foyers, sans aucune distinction de niveau.

La quantité considérable de ces débris paraît un peu extraordinaire; mais peut-être y avait-il dans la tribu même des potiers actifs et aussi beaucoup d'enfants pour leur procurer du travail.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la station de Taboury appartient par son industrie à la pleine période néolithique; à cet égard aucun doute n'est possible; elle marque une étape nouvelle des descendants de ces peuplades qui apportèrent sur notre sol des mœurs inconnues à l'homme magdalénien qui les y avait précédées. Enfin, quoique, vu son étendue, il ne nous paraisse pas possible de l'explorer jamais tout entière, nous espérons qu'elle n'a pas dit son dernier mot.

M. FÉAUX.

ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON.

CANTON DE NONTRON. (*Suite.*)

VII. — *Commune de Javerlhac.*

Cette commune, située, en entier, sur le terrain calcaire secondaire de première formation, est composée des anciennes paroisses de Javerlhac et de La Chapelle-Saint-Robert. Elle confronte : à l'ouest, au département de la Charente, au nord, aux communes de Teijat et de Varaignes, à l'est et au sud, à celles d'Hautefaye et de St-Martin-le-Point.

On y trouve les bourg, villages, hameaux et lieux ci-après :

Forge de la Chapelle-Saint-Robert, sur le Bandiat. — La Grande-Métairie. — Les Essards. — Bourg de La Chapelle-Saint-Robert. — Les Giroux. — Las Badias. — Et dans la paroisse de Javerlhac : La Meynardie. — Le Buisson. — Forge-Neuve, sur le Bandiat. — Le Maine-Janicot — La Fayolle. — Le Maine-Chambard. — La Petite-Forest. — Chez-Joly. — Puymartin. — Bourg de Javerlhac et moulin sur le Bandiat. — Pis. — Moulin de Pis sur la Doue. — La Cour. — Chez-Maronnet. — Moulin de Fontjean, sur la Doue. — Tassat. — Les Brousses. — Frugier. — Puy-Mauger. — Les Chenaux. — Jomelières. — Le Petit-Jomelières. — Richardières. — Chez-la-Belle. — Ville-de-Bos. — Chantegreau. — Le Grand-Gilou. — Le Petit-Gilou. — Le tout à travers des collines, qui vont de plus en plus s'amoindrissant et n'ont plus que 170, 195 et 201 mètres d'altitude.

La population de la paroisse de La Chapelle-Saint-Robert, était : en 1365, de 72 habitants pour 12 feux ; de 295 au xviii^e siècle, et en 1804, de 227 pour 54 maisons. Celle de la paroisse de Javerlhac, de : 594 habitants pour 99 feux, en 1365 ;

de 1,126, au xvii^e siècle ; de 993 pour 213 maisons, en 1804 ; depuis la réunion des deux paroisses, de 1,538, en 1852 ; 1,542, en 1856 ; 1,486, en 1861 ; 1,518, en 1866 ; 1,351, en 1872 ; 1,464, en 1876 ; 1,656, en 1881.

La seigneurie de Javerlhac, dépendant de la baronnie de Nontron, avait pour seigneurs suzerains les vicomtes de Limoges, qui l'aliénèrent successivement au profit de seigneurs particuliers, parmi lesquels nous retrouvons les suivants :

1291. — Bernard Ramnulphi est qualifié de seigneur de Javerlhac, dans son testament, dont Nadaud donne l'analyse suivante, que nous devons à l'obligeance de M. l'abbé Lecler :

« Bernard Ramnulphi, chevalier, seigneur de Javerlhac, où il veut être enterré avec ses parents, fait son testament à Angoulême, le mercredi après l'octave de la Purification, 1291. (Arch. des Frères prêcheurs de Limoges). Il lègue à l'évêque de Limoges dix sols pour faire commémoration pour le salut de son âme en plein synode, au temple et à l'hôpital ; à chaque couvent de Grosbos, Peirouse, Boschaud (monastère de Bernardins, diocèse d'Angoulême et de Périgueux), de Bosco-de-Hu (Le Bourdeix) une réfection de pain et de vin ; au couvent des Frères mineurs de Nontron, une réfection entière, et à celui des moniales de Bobon, pleine réfection de pain et de vin en carême et à toujours ; aux curés, *capellanis*, de Javerlhac ; Varaigne, *Varanea* ; Lussas, Hautefaye, *Altafagia* ; Teyjac, *Teyjaco*, Saint-Martin-le-Peint et de Burgo-de-Hu ; veut que la fête de sainte Catherine soit faite chaque année de ses biens par ses héritiers dans son hôtel, *hospitio* de Javerlhac, ses funérailles honorablement *plane* et *honorifique*, ainsi qu'il est de coutume entre les chevaliers du château et châtellenie de Nontron, et encore plus honorablement s'il se peut ; qu'on tienne toujours dans son hôtel de Javerlhac trois pauvres indigents auxquels on donne du pain et du potage une fois le jour ; qu'on donne à la porte l'aumône une fois le jour à tous pauvres venants, ainsi qu'il est de coutume. » Ce testament fut exhibé à Angoulême le samedi avant sainte Catherine 1301, par l'exécuteur Gérard de Loberston, chanoine de la cathédrale, en présence de Guillaume, évêque, de Jean de Layo, doyen, et de Fulco de La Roche, archidiacre, gardien des Frères mineurs de Nontron ; de frère Gérard de Chiesa, de l'ordre des Frères mineurs, de frère Guillaume, prieur de la Chapelle-Saint-Robert, Jean Iterii, vicaire de Javerlhac, Adhémar de Manhas et Itier de Lussas, damoiseaux, et Arnaldus Barbari, clerc.

L'inventaire des Archives des Basses-Pyrénées, dressé par M. Raymond, alors archiviste, mentionne, à la série E, 850, le même seigneur en ces termes :

« 1276. — Assignation d'une rente de vingt sous de Limoges, sur les biens de Hélie Bartholier, habitant de Saint-Front-de-Champniers, par Renault Vigier, de Mareuil, chevalier, au nom de Bernard Renoult, seigneur de Javerlhac, en faveur de Guilhem de Magnac. »

Mais à quelle époque et comment ce Bernard Ramnulphi devint-il seigneur de Javerlhac ? C'est ce que nous trouverons en partie dans un mémoire judiciaire imprimé à Paris en 1734, à l'occasion d'un procès, pendant au Châtelet le 2 mars 1730, et renvoyé en la Cour par arrêt du Conseil du 25 août 1732, au sujet de l'hommage de Javerlhac, entre la famille de Pompadour et François Texier, alors seigneur dudit Javerlhac. Parmi les pièces produites par ce dernier, pour prouver que cet hommage serait dû au vicomte de Limoges plutôt qu'au baron de Nontron, le 28 janvier 1734, s'en trouvait une de 1248, sur laquelle le mémoire se borne à reproduire les observations suivantes :

« La première de 1248 est inutile pour deux raisons : l'une parce que Nontron étoit alors démembré du vicomté de Limoges, de même que la forteresse de Javerlhac pour Bernard Ramnulphi et les siens, c'est-à-dire pour ses descendants suivant l'usage qui s'observoit alors, qu'ainsi l'hommage que Bernard Ramnulphi rendoit au vicomte de Limoges, tant pour Nontron que pour Javerlhac, ne pouvoit être alors rendu à Guy vicomte de Limoges, qu'à cause de la vicomté de Limoges, puisqu'il paroît par l'acte même que Nontron en étoit séparé. L'autre raison est que Nontron étant revenu dans la suite au vicomte de Limoges, soit par défaut de descendants de Bernard Ramnulphi, soit par confiscation ou autrement, la seigneurie de Javerlhac a toujours été mouvante de Nontron.... »

Nous avons déjà vu, au sujet de la seigneurie de Nontron, qu'après avoir, en 1258, passé momentanément aux mains d'Aymeri, vicomte de Rochechouart, par suite passé entre lui et Guy, vicomte de Limoges, revint, avant 1265, à Marguerite de Bourgogne, sa veuve, qui, dans cette même année, rendit hommage à Mgr l'évêque d'Angoulême.

Mais, il n'en fut pas de même pour celle de Javerlhac, qui resta aux mains des héritiers de Ramnulphi, c'est-à-dire à la famille Vigier, dont un membre l'avait déjà représenté dans l'acte de rente de 1276, relaté précédemment. C'est ce qui résulte des autres documents suivants :

« 1298. — Instrument relatant plusieurs hommages à Yctier de Maignac, de Nontron, a sçavoir par Aymeric Vigier, *valetus de Javerlhac*, pour deux borderies dans cette paroisse nommées de La Peyrerède et de la Purelieyra, chastellenie de Nontron. *Die lune in octavas Purificatione Beate Marie, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo.* » (Doat).

« En 1355, dit Nadaud, Marie Vigier, dame de Javerlhac et de Haute-Corne, épousa noble et puissant Louis de Rochechouart, auquel elle apporta la dite seigneurie de Javerlhac. »

« 1376. — Noble et puissant homme Louis vicomte de Rochechouart, chevalier, fit un accord au nom de noble dame Marie Vigier de Javerlhac, sa femme, avec Brunet de Grassac, damoiseau, et Almoïde Grougier, sa femme, auxquels il cède une maison et jardin, moyennant qu'ils cédèrent à la dame Marie leurs droits sur une rente de treize septiers de froment et seize septiers de vin doux, par acte passé le 9 juin 1376. » (Dom Villevielle).

De la maison de Rochechouart, Javerlhac passe à celle de Maumont :

« 1430, au mois de mai, contrat de mariage de Bernard de Maumont avec Agnès de Rochechouart, par lequel Geoffroy, vicomte de Rochechouart, constitue en dot à sa dite fille la terre, seigneurie et hôtellerie de Javerlhac. » (Idem).

« 1455, 20 novembre, par acte passé *in loco et castello de Javerlhaco*, reconnaissance de rente sur le mainement des Gaboulards, paroisse d'Hautefaye, en faveur de *domicellus Johannes* de Maumont, *dominus a Javerlhaco*. — Signé L. Casati. »

« 1458, 7 janvier, autre reconnaissance consentie à : *Discreto viro magistro Johanne de Veterimari* (Vieillebard) *habitatore loci de Nontronio præ nomine nobili et potenti viri domini Johannis de Malamonte militi domini de Javerlhaco*. »

« En 1464, ledit Jean de Maulmon, seigneur de Tonnay-Boutonne et de Javerlhac, rendit hommage au roy de Navarre, vicomte de Limoges, pour son chastel et chastellenie de Javerlhac. »

Mais, à la fin du xv^e siècle, la dite seigneurie passe aux mains de Dauphin Pastoureau qui, peu de temps après, acquiert les droits particuliers du vicomte de Limoges, ainsi qu'il résulte des titres suivants :

« Du 13 janvier 1499, vente de la seigneurie de Javerlhac par Jean de Maulmont à Dauphin Pastoureau, seigneur du Breuil, receveur pour le vicomte des cens et rentes, revenus, droits et devoirs des ville, château et châtellenie de Nontron. »

« Du 24 septembre 1501, vente par Alain d'Albret, tant en son nom qu'en celui de Jehan, son fils, roy de Navarre..... à noble homme Dauphin Pastoureau, seigneur de Javerlhac et eslu pour le Roy en leslection de Périgueux, habitant en la ville de Nontron.. .. de tous leurs héritages, droits et rentes dans la paroisse et chastellenie de Javerlhac, sous la réserve de l'hommage. ... (Voir cet acte au chapitre de la commune de Savignac.)

Après le décès de Dauphin Pastoureau, arrivé en juin 1505, la seigneurie de Javerlhac passa à ses quatre filles, indiquées dans son testament du 20 mai précédent (1), et suivant acte

(1) Voici, comme documents archéologiques et religieux, ainsi qu'au point de vue des mœurs et usages d'alors, les principaux passages de ce testament :

« Comme au commencement de chacune œuvre pour luy donner bon commencement, bon moyen et bonne fin surtout, Dieu omnipotent doit dignement et humblement estre Invoqué et pour obtenir sa grace sans laquelle ne povons doner bon ourdre à noz opperacions, Je Dolphin Pastoureau, seigneur de Javerlhac de La Beytour, et eslu de par le Roy nostre sire en la election de Périgort, à present demeurant en la ville de Nontron, cogitant qu'il n'est chose en ce monde que la presente vie ne preigne fin ayant intention deliberée de ourdouner et fere mon darnier testament comme chacun homme sage doit fere... et pour ce a mon aide humblement je invoque Dieu omnipotent. Premièrement je me garnis du saint et venerable signe de la sainte croix ou nostre redempteur et sauveur Jhesus en quant que home print mort et passion pour moy rachapter et tout humain linyage du servage ou estions par le peche originel, mis et desgetez de la justice originelle que je faict sur tout mon corps, disant au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit, amen, requérant humblement a nostre dict Seigneur et redempteur que luy plaise me donner grâce que en tous mes actes et affaires jay toujours memoire et recordance de sa benoiste passion qui est nostre redemption. Et pour ce, je recomande humblement à Nostre-Dame, sa benoiste mere, et aux merites et intercessions de monsieur saint Estienne le premier martyr du nouveau testament, mon pere et patron, à monsieur saint Jehan-Baptiste, à monsieur saint Michel et à tous aultres

de partage du 14 septembre suivant, duquel nous donnons quelques extraits comme spécimen du rang et des richesses de la bourgeoisie de l'époque, s'alliant à la noblesse à laquelle elle parvenait elle-même, aussi facilement qu'on acquiert, aujourd'hui, la chevalerie de la Légion-d'Honneur.

angelx et archangelx de Paradiz, à monsieur saint Jehan évangéliste, à monsieur saint Pierre, prince des apostres, et à tous les aultres apostres, évangélistes et disciples de nostre dict Seigneur, à tous les martyrs, vierges et confesseurs et saints et saintes de la Cour sélestiel de Paradiz. Et quand sera le plaisir de Dieu que mon ame sera separée de mon corps, je requiers que mon corps soet ensevely au couvent des Freres mineurs de Nontron es tumbes de mes pere et mere, devant lostiel de monsieur saint Jehan, avec l'habit de monsieur saint François et que soiet enterré honorablement et selon mon estat, et que sur ma tumbé soiet mis ung tahu couvert dung drap honeste, tout ainsi que les nobles et gentilshommes ont acostumé de fere. Item veulx et ourdonne que au jour de ma sépulture soyent deux cens presbires, autant à la septenne et autant au chief de lan, a conter du jour de mon trespas et a chascun veulx que soiet donné trois soulx. Item veulx et ourdonne que au jour de ma dicte sepulture soiet ovres vingt livres cire et vingt et quatre torches et autant à la septenne et autant à l'année, et veulx aussy et ourdonne que le jour de ma dicte sépulture soiet ovrée une engoulle de cire poysant huit livres. Item veulx et ourdonne que a chascun que porteront les dictes torches soiet donné une alne de gros morequin pour leur fere chacun une robe de dol, et leur disner. Item veulx et ourdonne que au jour de ma dicte sepulture soyent donnés vingt sestiers de froment pour aumosne, autant à la septenne et autant au chief de lan. Item donne et lègue à lesglise de monsieur saint Estienne une chappe et ung courparaux de camelot noer. Item plus un calice de xxx livres. Item une chappe processionelle de camelot blanc à la grant confrérie de Nostre-Dame. Item donne plus et lègue au curé de la dicte esglise de monsieur saint Estienne de Nontron quinze soulx de rente affin quil soye tenu toutz les dimanches prier Dieu et Nostre-Dame et fere commemoration et remembrance pour moy et ma femme et nos parens et amys. Item donne et lègue au couvent des Cordeliers de Nontron pour la réparation du corps de leur esglise cinquante livres tournez une foys payees, une chappe, ung corabeau de camelot et ung ensessier d'argent de la valeur de xxx livres, par en ce les Frères du dict couvent seront tenus toux les jours de lan, durant ungan après mon deceps, dire ung *me recordere* sur ma tombe et mon corps, fere la procession en tour le clostre, et apres le dict tems les lundis sollement. Item plus donne et lègue à laumosnarie de cette ville de Nontron, a la reparacion dicelle dix livres tournez une foys payees, lesquelles seront distribuez par mon beaufrère Jehan Pastoureau. Item donne et lègue à la reparacion du Moustier de monsieur Saint-Sauveur de Nontron dix livres tournez une foys payées. Item donne et lègue au monastère des religieuses de Saint-Pardoux-la-Revière, une charge de vin de rente à moy dhue par François Boche, à cause d'une vigne, et vingt soulx de rente à moy dhus par Pierre Pontet à cause de certaines vignes assises au dict Saint-Pardoux, et en ce les religieuses du dict monastère seront tenues moy dire ung *me recordere* toutes les sepmaines a quel jour que decederé. Item donne et lègue à la confreyrie de monsieur saint Mathurin de

« *Lot de Marguerite Pastourelle, mariée à Baltazar Douhet.* — Deux des trois portions de la maison noble de Javerlhac avec leschelle à vis, comprenant les quatre salles et chambres, tant hautes que basses et jusques au plus haut d'icelles.... partie de la basse-cour commençant au coin jusqu'au guichet du dit chasteau, du côté de la tour dicelluy..... Un pré de

Nontron six livres de cire une fois payées. Item donne et lègue à l'esglise de monsieur saint Estienne de Javerlhac une chappe et ung cortibaulx noers esquels seront mes armes. Item donne et lègue à lesglise d'Althefaye une chappe de camelot noer. Item donne et lègue à lesglise parrochiale d'Auginhac une chappe de camelot noer une fois payée. Item donne et lègue à François Pastoureau, fils de Jehan Pastoureau, mon beau-frère, affin qu'il soit tenu moy dire ou fere dire, cependant quil demeurera estre presbtre, deulx messes la sepmaine, ce est assavoir le lundy et le vendredi, lesquelles seront dictes au dict couvent des Cordeliers à lostiel des dictes tumbes, assavoir, est mon pré et clos nommé des Champs, confronte avecques le chemin que va de Nontron aux Isles et avecques le fleuve du Bandiat et avecques le pré des hoirs d'Emery de Labrousse et aussy trente cinq soulds a moy dhus de rente perpetuelle par Jehan de Nozirac, a cause du pré joignant au dict reclus, et quarante soulds et six deniers rendualx a moy dhus par Heliot Mercier à cause de son pré des Isles. Item plus une myenne maison assise en la ville de Nontron, confronte en la rue publique et avecques la maison de maistre François de Puysillon. Et veulx et ourdonne que au cas que le dict François cessera dire ou faire dire les dictes messes que mes hoirs puissent de leur autorité privée prendre les dictes choses et fere dire les dictes messes à un autre. Item.... (Suivent quatre legs portant remises de parties de sommes dues au testateur pour arrérages de rentes, ventes de vin à raison de « douze escus la pipe double, réduits » à neuf escus)..... » Item, je dis plus et déclare que je doys à messire Pierre Pinguet, presbtre et cure de Saint-Martin, cent escus. Item doys à messire Hélié de Villechaslane, presbtre, ung escu. Item je veulx et ourdonne que ma bien aimée Marion Pastourelle, ma femme, soit dame et maltresse de tous et chascuns mes biens tant quelle vivra en viduyté, sans rendre compte et sans quelle soit tenue de faire aucun inventaire de mes dictz biens, ains prohibe et défens a tout juro de le fere. Item donne et lègue à la ville de Nontron cens livres tournez pour faire venir une fontaine, lesquels veulx que soyent mis entre les mains de Janot Pastoureau, mon beau-frère, pour les faire distribuer à icelle fin faire venir..... (Suivent cinq paragraphes relatifs à des intérêts de famille, le partage de la fortune du testateur en quatre parts égales, nomination de tuteur et d'exécuteur testamentaire. Item veulx aussy que se y a aucunes gens qui me pourrout adevoer aucuns arreyrage daucun profit ou rente, quilz ne payent les dictz arreyrages, ains les leur aye donnez et donne. Et ce est mon dernier testament, etc. »

Ce testament, dicté par le testateur, en présence de neuf témoins y dénommés : Janot Pastoureau, Jehan Le Reclus, dict Le Moyne, François Mailhard, dict Vilhaboys, Jehan Camaing, dict Massiot, marchans de la ville de Nontron ; Jehan Magadon, barbier, et Jehan de Nozirac, sergent, de la dicte ville ; Benoist de Serveliere, Martial Dohet et Martial Martin, de Limoges ; il fut écrit et scellé par maistre Pierre de Doumailhat, notere commissere et jure de la court du scel de la vicomté de Limoge, le vingtiesme jour de may de l'an mil cinq cens et cinq.

deux journaux devant ledit chateau près le pont de la rivière appelée Bandiat... Deux bois et deux forets... Le pré du Grougiet de sept journaux dhommes... La quarte partie des vignes et garennes... Ensemble les cens et rentes sur... (maisons dans le bourg et divers villages des paroisses de Javerlhac et Hautefaye, y désignés et formant ensemble) : argent, 25 livres 4 sols et 2 deniers tournois, gelines 62, cire une livre, froment 57 sestiers, seigle et mesture 21 sestiers, advoine 22 sestiers... En la ville et paroisse de Nontron es bourgs et paroisses de St-Martial de Valette, d'Abjac, d'Augignac et de Savignac, qui montent en argent douze vingt quinze livres dix-sept sols, cent seize sestiers et demy de froment, deux cens sestiers seigle, quatre-vingt sept sestiers advoine, le pré appelé le Colombier en la paroisse de Nontron, de deux journaux... La métayrie des Pouyaux, paroisse de St-Angeau... Les cens et rentes acquises du Roy de Navarre et d'Alain d'Albret, es paroisses d'Abjac, Augignac et Savignac, qui montent en deniers vingt-six livres douze sols neuf deniers, vingt quatre sestiers et demy froment, trente six sestiers seigle, quatre sestiers et demy advoine, aussy les dismes dues aud seigneur en ladite paroisse d'Abjat, ensemble les quatre forests et droits dicelluy... »

• *Lot de Marie Pastourelle, mariée à M^e Jehan de Marcillac.* — En sus de la terre et du chateau d'Aucors, paroisse de Boussac, constitués en douaire par le contrat de mariage du vingt huitiesme jour d'avril mil cinq cens... La tour haute dudit chateau de Javerlhac avec les jardins et prés contigus depuis les murailles dentre la basse-cour du chateau et le jardin depuis les fossés du dict chateau jusques au fleuve du Bandiat... non compris le four banal... Le pré de l'ecluse contenant six journaux... La quarte partie des vignes et garennes... La tierce partie de la grande forest du coté de la Chapelle-Saint-Robert... Ensemble les biens et rentes ci après... (Suit la désignation des villages et tènements arrentés dans les paroisses de Javerlhac et d'Hautefaye). Somme toute, en argent, trente livres treize sols six deniers tournois, soixante cinq gelines, cinquante six sestiers trois boisseaux froment, seigle et mesture dix-huict sestiers, advoine vingt cinq sestiers deux boisseaux et demy... Les cens, rentes et aultres droits, es paroisses, terres, jurisdictions et seigneuries de Puyagut, de Champniers, de Rochechouart, de Chasluz, de La Coussière, de Bruzac, de Maravau et de Pansou, de St-Pardoux-la-Rivière, de Reillac, de Millac, de Thiviers, de Limoges, de St-Yrier, de Jumilhac, de St-Angel, de Saint-Front-la-Rivière, Quinsac, Champaignac, Villars et la Chapelle-de-Montmoreau, qui montent en argent deux cens quatre-vingt et treize livres neuf sols sept deniers tournois, trois cens trente sestiers froment, quatre cens dix sestiers un boisseau seigle, neuf vingt sestiers et demy advoine. Et en

outre une maison appelée la Grande Maison Neuve, située dans la ville de Nontron, entre la maison de maître Jean de Labrousse et la rue publique par laquelle on va de la grande rue au semitaire de St-Mathelin, ensemble les jardins et prés dicelle maison... Et pareillement les cens et rentes et autres droits et devoirs acquis des Roy de Navarre et du seigneur d'Albret, en la paroisse de St-Angel, qui montent en deniers quatre livres seize sols et quatre deniers tournois, dix sestiers froment, trois sestiers seigle et quatre sestiers advoine. »

« *Lot de Jeanne Pastourelle, mineure.* — Est advenu et luy appartient ce que s'ensuit assavoir est la grange ou est le pressoir... La fuye et colombier estant près et devant le moulin du chasteau... La quarte partie des vignes et garennes... La moytié du grand pré du chasteau du côté dicelle grange... La tierce partie de la grande forest du côté du Petit-Gilou, avec les cens et rentes... (Sur dix maisons et jardins au bourg de Javerlhac et sur villages et tènements dans les paroisses de Javerlhac et d'Hautelaye) s'élevant à : argent, vingt cinq livres quinze sols cinq deniers tournois, soixante six sestiers un boisseau froment, dix sestiers seigle et mesture, quinze sestiers et un boisseau advoine... Plus la vigerie de la ville de Nontron, les droits et devoirs dus es terres et seigneuries du Bourdeys, de Javerlhac, de Varaignes, de Charas, de Bordeilles et de La Tourblanche, de Chadeihl, de Vertillac, de Vertuihl et de Calo es contats de Périgueux, Bergerac, Monpézat, Miramont; les paroisses de Nontronneau, Bondazeau, St-Martin, de Feuillade avec le jardin acquis de noble Guichard de St-Laurent; de Manzat, St-Méard, St-Martial Dartouze, St-Front et St-Gervais au pays d'Angoumois et de Xaintonge, qui montent à soixante six gelines, argent neuf vingt dix livres, sept sols et neuf deniers tournois, cinq cens quatre-vingt trois sestiers un boisseau froment, onze vingt sestiers et un boisseau seigle, sept vingt quatorze sestiers et trois boisseaux advoine... Item les cens et rentes et autres droits et devoirs acquis desd. Roy de Navarre et seigneur d'Albret es paroisses de St-Martin, Nontronneau, Bondazeau, Feuillade et St-Front de Champniers, qui montent en argent a vingt huit livres dix sols quatre deniers tournois, soixante trois sestiers et trois boisseaux froment, vingt-cinq sestiers seigle, quarante sestiers trois boisseaux advoine. »

« *Lot de Marguerite Pastourelle, mineure.* — Sont venus et luy appartiennent ladite maison ou chasteau du côté de la cour comprenant seulement les hautes et basses chambres et soulier estant sur icelles... ensemble la basse-cour depuis le grand portail dudict chasteau... et pour récompense de la moins value aura la d. Marguerite la place estant au bout de ladicte maison pour y édifier des autres chambres... Ensemble

lestable estant au bout dicelle basse-cour et pareillement le four banal du dict lieu de Javerlhac par moitié que ses dites sœurs et les leurs pourront faire cuire leur pain pour leur usage, sans payer aucun fermage ni trybut, et si bon leur semble faire édifier autres fours pour leur usage tant seulement... Pareillement la moytié du grand pré dudict chasteau devers le moulin appelé des Martins joignant au fleuve du Bandiat... Ensemble la tierce partie de la grande forest... La quarte partie des vignes et garennes du chasteau... Pareillement les cens et rentes... (sur villages et tènements du bourg et paroisse de Javerlhac et de la paroisse d'Hautefaye) somme toute, argent vingt-deux livres neuf deniers tournois, soixante et une gelines, cinquante-six sestiers froment, seigle, baillarge et mesture vingt six sestiers deux boisseaux, avoine vingt deux sestiers et un boisseau. Et pareillement... les autres cens et rentes, droits et devoirs... es paroisses terres et seigneuries de Bernardières, de Arnazat, Bourzac, Daubarède, de Ste-Allaye, de Chalais, de Luzignac, de St-Martial de Viveroux et de Bartillat, qui montent argent deux cens onze livres dix sept sols, sept cent quatre vingt trois sestiers froment, huit vingt quinze sestiers seigle, douze vingt deux setiers avoine. Et en outre les maisons appartenant au dit feu Dauphin Pastoureau en la ville de Libourne et cinq livres tournois... Aussy les maisons nommées de Lestrade et de Mazelaigne avec les dîmes et carts de vin a luy dus en la ville de Nontron, en la paroisse de St-Martial et alentour. Plus... en récompense des paroisses et autres choses acquises desd. Roy de Navarre et seigneur d'Albret cinquante livres chacun an de rentes dues es lieux et paroisses, terres et seigneuries de Poursan, Toursan et Chantemerle... »

« Et aussy a este dit et accordé entre icelles parties que au regard du moulin dicelui chasteau par entier et au partage dicelle Jeanne ses sœurs et leurs héritiers et successeurs pourront et leur sera loisible et permis faire moudre leurs grains et blés au dit moulin sans payer aucun trybut ny moulange. Et auront les dites sœurs chacune en son propre la justice et droits dicelle, ensemble le droit de Pierolle et péage demeureront communs entre icelles parties et sera icelle justice exercée par mesmes officiers jusqu'à ce qu'autrement sera advisé par elles... »

« Donné et fait au chasteau de Javerlhac, sénéchaucée de Périgueux, présents à ce honorables hommes maistres Martial Audier, avocat du Roy en Guyenne, Jean Luquas de St-Genest, curé de la paroisse de Javerlhac, temoins a ce appelés le vendredy seizième jour du mois de septembre lan mil cinq cens cinq. — *Signé : Jⁿ. MAUTROT...* »

Les extraits qui précèdent ont été tirés d'une traduction

de l'acte original en latin et sur une copie d'une écriture du xvii^e siècle, dans laquelle il est encore constaté que :

« Au regard des meubles comme or, argent, monnoye et a monnoyer... Et au regard des autres meubles comme de blés, huyle, fer, sel, vin, draps et autres choses, reserve lustensile de maison les dits de Marcillac et sa femme sen sont contenté, comme appert par lettres sur ce reçues par maistre Yves Pecon, notaire. »

En vertu de cet acte de partage, les quatre filles de Dauphin Pastoureau, leurs maris et leurs descendants, ou représentants à la suite de ventes et échanges divers, devinrent donc co-seigneurs de Javerlhac, ainsi qu'il résulte, d'ailleurs, des autres documents suivants :

D'abord, en ce qui concerne les dites filles de Dauphin Pastoureau, voici quelle était leur situation, d'après une instance pendante entr'elles et le roi de Navarre au sénéchal de Périgord, en 1537 et années suivantes, au sujet du rachat des paroisses aliénées par Alain d'Albret, et l'extrait suivant d'un mémoire judiciaire d'alors, conservé aux Archives des Basses-Pyrénées :

« Très hault et très excellent prince Henry, par la grace de Dieu Roy de Navarre comte de Périgord et viscomte de Limoges, baron de la baronnie de Nontron... impetrant et demandant contre François Texier, escuyer, fils héritier universel de feu Jehanne Pastorelle, fille naturelle de feu Daulphin Pastoureau et de son vivant héritière dicelluy pour la quatrième partie, monsieur maistre Geoffroy de La Chassagne, conseiller du Roy au Parlement de Bordeaux, comme tuteur de damoiselle Marguerite Douhet, héritière universelle de feu damoiselle Françoise Pastourelle, fille du dit feu Dauphin pour laultre quarte partie, damoiselles Jehanne et Françoise de Marsilhac, filles héritières universelles de Marie Pastourelle, fille en son vivant et héritière universelle du dit feu Daulphin pour laultre quarte partie, et Pierre de La Place, escuyer, comme père de maistre Héliès-Pierre de La Place, licencié, Raymond, Jehan et autre Jehan, Charles et Bertrand de La Place, escuyers, fils et héritiers universels de feu damoiselle Marguerite Pastoureau, aussi fille en son vivant et héritière universelle du dit Daulphin pour laultre quarte partie... »

Voici, maintenant, les actes antérieurs et postérieurs rela-

tifs à la seigneurie de Javerlhac et aux modifications survenues de 1505 à 1789 :

« *Le 4 novembre 1507.* — Alain sire d'Albret comte de Dreux de Gare de Penthievre Périgort... vicomte de Tartas et de Limoges, sçavoir faisons que aujourd'hui... a comparu par devant nous maistre Barthélemy Tessier, docteur en droicts, conseiller du Roy en sa Cour du Parlement de Bourdeaux, lequel estant à genoilx pardevant nous la teste nue et ses mains jointes entre les nostres, nous a fait et preste au nom et comme mary et conjointe personne de Jehanne Pastourelle, sa femme, fille de Daulphin Pastoureau, en son vivant seigneur de Javerlhac, les foy et hommaiges et serment de feaulté que tenu nous est faire et prester au nom que dessus de la quarte partye des chastel, chastellanie, terre et seigneurie de Javerlhac, en toute justice, haulte, moyenne et basse, mere, mixte et impere et de ce que en despend et exercice dicelle, avec la quarte part des dixmes de la paroisse du dict Javerlhac et aultres deues à cause de la dicte seigneurie et des paroisses d'Abjac, Auginiac, Savinhac, de la maison noble du Breuil, et des biens tenus en partie de la maison noble de La Beytour, et généralement de tous et chascuns des biens advenus et escheux à la dicte Jehanne Pastourelle, dans la succession de son dict père, scis et situés tant en nostre viscomté de Limoges que chastellenie, terre, seigneurie et ressort de Nontron. Auxquels foy et hommaige et serrement de feaulté lavons receu et recevons sauf nostre droict et l'aultuy... Payera les aultres droicts et debvoirs sy aucuns estoient deus et baillera son dénombrement dedans le temps accoustumé de droict... Donné en nostre chasteau d'Excideuil le quatriesme jour de novembre de lan mil cinq cens et sept... »

« *Le 13 novembre 1507.* — En l'abbaye de Branthome, hommaige au dict Alain d'Albret par son bien amé maistre Jehan de Marcilhac, notaire et secretaire du Roy, greffier de sa Cour du Parlement de Bourdeaux, au nom et comme mary et conjointe personne de damoyselle Marie Pastourelle, sa femme, fille de feu Daulphin Pastoureau, en son vivant escuyer, seigneur de Javerlhac... de la quarte part et porcion des chastel, chastellenie, terre et seigneurie de Javerlhac, en toute justice, haulte, moyenne et basse, mere mixte impere... et les paroisses de St-Angel et Rilhac, et des biens cens et rentes et aultres droicts tenus en partie des maisons nobles de La Beytour et du Briudet... » (Voir, pour le surplus, l'hommage précédent)

« *Le 15 octobre 1541.* — Hommage rendu par Marguerite de Marillac. »

« *Le 15 novembre 1541.* — Hommages rendus séparément par :
1^o François Texier, fils de Jeanne Pastoureau, seigneur de Javerlhac et du

Breuil ; 2^o Pierre de La Place, comme père et administrateur des enfants nés de son mariage avec feu Marguerite Pastoureau ; 3^o et par M. le conseiller de La Chassigne, pour la tierce partie des paroisses d'Abjac, Auginhac et aultres distraites de la quarte partie de Javerlhac, comprises dans le lot de François Pastoureau, épouse Douhet. (Doat). »

« Dans un acte du 10 mars 1567, M^r Joseph de La Chassigne, président au Parlement de Bourdeaux, est qualifié de seigneur de Javerlhac, en partie. »

« Le 21 juin 1578, vente à Antoine Vigier de St-Mathieu, d'une partie de la chastellenie, terre et seigneurie de Javerlhac, par Charles de Brémont et Louise de Valsergue, sa femme, ayant droit par transport de Jean Payen, petit-fils de Marie Pastoureau, épouse de Marcillac, dans le lot de laquelle cette partie avait été comprise, et dont l'acquéreur rendit hommage, en 1579, à Henri III, roi de Navarre. »

« Le 4 février 1584, François Texier, fils d'autre François et de Catherine de Lembertie, rendit hommage de la quatrième partie de Javerlhac. »

« Du 30 juillet 1595, acte judiciaire à la requête de Daniel Fourres, escuyer, sieur de Beaulieu, et seigneur de Javerlhac, comme étant aux droicts de feu Regné Fourres, escuyer, son père. »

« Le 17 mars 1598, Jehan Vigier de St-Mathieu, sieur d'Allonis, assigna sur la terre et seigneurie de Javerlhac, la somme de six mille livres par transaction entre lui et son frère, Charles, avec Anne Vigier, veuve de Campniac. »

« Le 12 avril 1612, saisie de la tierce partie de Javerlhac, et adjudication au profit de Michel Bordier, sieur de Beaumont. »

« Le 11 février 1619, contrat de vente consenti par :

« Anthoine Vigier de St-Mathieu, escuyer, sieur de Masmarteau, et dame Jehanne du Regnier, son expouse, demeurant au lieu noble de Masmarteau, paroisse de Rognat, juridiction de St-Germain en la Basse-Marche, à François (Texier) de Javerlhac, escuyer, sieur du dict lieu d'Abjat et Gropuy, demeurant au dict Javerlhac, et à Jacques de Conan, escuyer, sieur de Connazat et Labouchardière, demeurant au dict lieu et bourg de Connazat en Périgord... Premièrement le pré appelé de la Tour, avecque la tour y estant, et ses préclotures, confrontant au fleuve du Bandiat... aux aises du four à ban et à la muraille de la basse-cour dud. sieur de Javerlhac. Plus autre pré appelé de l'Escluze, confrontant au fleuve du Bandiat, au pré dud. seigneur de Javerlhac, au pré des hoirs de feu Claude Aymeric en son vivant escuyer sieur de La Sudrie... Plus les terres et forets appelées de St-Mathieu ou d'Allonis, confrontant aux forets appelées de Beaulieu, aux villages de Chez-Marounet et de Chez-Rouber... Plus, les cens, rentes et debvoirs qui sensuyvent... (Sur cinq maisons dans le bourg de

Javerlhac et sur villages et tènements divers de cette paroisse et de celle d'Hautefaye) trente-neuf septiers trois boisseaux froment, huit septiers deux boisseaux seigle, sept septiers deux tiers de boisseau mesure, seize septiers trois boisseaux un quart avoine, quarante-quatre gelines et vingt deux livres six sols quatre deniers argent... Ensemble la huitiesme partie des dixmes de la paroisse de Javerlhac, qui reviennent à une quatriesme des dixmes inféodées de lad. paroisse... Aussy... la quatriesme partie de la justice haute, moyenne et basse, mere mixte et impere des paroisses de Javerlhac et Hautefaye... Sauf réserve de quatre septiers bled froment et dix sols en argent de rente foncière et directe deubs sur le repaire de Puyvignier... Laquelle vendition, cession et transport a esté faicte moyennant le prix et somme de treize mille cinq cens livres... Faict et passé en la ville de Confolens... le onziesme jour de feubvrier mil six cents dix neuf... Ainsy signé par les parties et par Dubois et L. Babaud, notaires. »

Le 3 juillet 1620, devant Denongié, notaire royal, partage desdits biens entre les dits acquéreurs par lequel il fut attribué à François Texier :

« Premièrement la tour appelée de St-Mathieu avec le pré appelé de la Tour... Plus les rentes (sur maisons et tènements énumérés)... Et pour la part du seigneur de Connezac, il luy reste le pré appelé l'Ecluse, plus les rentes... (Sur maisons et divers tènements)... Et comme la portion du sieur de Javerlhac s'est trouvée de plus grande valeur que celle du sieur de Connezac, le sieur de Javerlhac sera tenu de luy bailler un septier de froment de rente avec tout droit de fondalitté et justice ; il a esté aussy convenu que les forests seront partagées par moytié de mesme queles dixmes inféodées de la paroisse de Javerlhac... »

Le 25 août 1620, devant le même notaire et entre les mêmes parties, échange passé au château de Javerlhac, aux termes duquel le seigneur de Javerlhac, toutes les rentes et droits lui appartenant sur maisons, villages et tènements dans la paroisse de Javerlhac et dont le détail est donné.

« Ensemble sa part des forests et tous droits de justice... et tous aux droits excepté le pré de l'Ecluse que le dit seigneur de Connezac s'est réservé en droit de propriété et fondalitté, et sa part des dixmes inféodées qui revient à un seiziesme... Et outre ce que dessus a esté spécifié que la justice demeurera au dit seigneur de Javerlhac. Et en contre-échange, le seigneur de Javerlhac a donné et cédé au seigneur de Connezac la rente...

(Suit l'énumération de toutes les rentes lui appartenant sur villages, tènements et bourg d'Hautefaye)... Plus la justice haulte, moyenne et basse et autres honorifiques, qu'il peut avoir et prétendre dans l'église du bourg d'Hautefaye, comme aussy le dit seigneur de Connezac a cédé aud. seigneur de Javerlhac smblable droit de justice, haulte, moyenne et basse et autres honorifiques qu'il peut avoir dans l'église de Javerlhac. Plus a esté accordé que chascun en son regard faira et prettera l'hommage qui pour raison desd. choses seroit dub à la décharge l'un de l'autre... »

« Dans un acte de 1635, Henri de Javerlhac, fils du dit François Texier, est qualifié de seigneur de Javerlhac, Grospuy et autres places. »

« Le 21 octobre 1655, le fils de ce dernier, Jean-François Texier, comte de Javerlhac, épousa Catherine d'Aguesseau, fille d'Antoine d'Aguesseau, premier président de la Cour de Bordeaux, dont il eut : 1^o Bernard, 2^o Marie-Henriette, 3^o Gaston. »

A ce moment, la famille Texier possédait, en entier, le château de Javerlhac avec ses dépendances et les trois quarts de la seigneurie. Le surplus, possédé successivement par Joseph de La Chassaigne et par son fils Geoffroy, seigneur de Pressac, St-Martin-le-Peint, Nontronneau, St-Front-de-Champniers et, en partie de Javerlhac, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, en 1585, était encore, au xvii^e siècle, possédé par leur descendant, ainsi qu'il résulte des actes suivants :

« Le 26 juin 1658, devant Jomas notaire à Bordeaux, testament de messire André Gaudefroy de La Chassaigne, chevalier, seigneur soldan de Pressac, Javerlhac et autres places, en faveur de dame Izabeau Dorat, sa femme et sa légataire universelle. »

« Le 19 octobre 1662, devant Virevalois, notaire à Bordeaux, testament de cette dernière en faveur de son frère, maistre Martial Dinematin Dorat, conseiller du Roy, receveur des décimes du diocèse de Bordeaux. »

« Le 10 septembre 1681, même notaire, vente par ledit Dorat à messire Nicolas de Labrousse, chevalier, seigneur de Verteillac, Le Chadeuil et autres places, capitaine-lieutenant des cent Suisses de la garde du corps de Sa Majesté, et lieutenant-colonel du régiment de monseigneur le Dauphin... Sçavoir est la terre et seigneurie de Javerlhac en Périgord, avec tout droit de justice haute, moyenne et basse, cens, rentes, dismes, moulins, droits et devoirs seigneuriaux et domaines en dépendans, consistant es paroisses entières, de St-Martin-le-Pain, St-Front de Channiers et Nontronneau, et partie des paroisses du dit Javerlhac, d'Hautefaye, Bondazeau, Bourdeix,

St-Martial de Valette et St-Crespin, avec les droits de vigerie dans la ville de Nontron... Ainsy que le tout a esté délaissé au dit sieur Dorat par transaction passée entre lui et messire Jean de La Chassaigne, chevalier, seigneur soldan de Pressat entre deux mers, du troisieme septembre mil six cens soixante treize, retenu par Godeau notaire... Pour et moyennant la somme de quarante huit mille livres, de laquelle a tout présentement esté bailhé et payé la somme de vingt mille livres en piesses de quatre pistoles doubles et simples pistolles, le tout dor, doubles Louis et Louis d'or, piesses de trois livres, de trente sols et autre bonne monoye... »

« Le 28 juin 1682, par acte de Jalanihat, notaire à Javerlhac, afferme par Pierre de Labrousse, chevalier seigneur de Puyrigard, habitant au chasteau de Puyrigard, paroisse de Nontron, faisant pour et au nom du dit Nicolas de Labrousse, son fils, de la huitiesme partie des dismes de la paroisse de Javerlhac appartenant au dit seigneur en vertu de l'inféodalité, pour trois années à raison de soixante quinze livres chacune... »

« Le 20 janvier 1731, hommage rendu au marquis de Pompadour, baron de Nontron, pour la terre et seigneurie de Javerlhac, par dame Angélique de Labrousse, comtesse de Verteillac, épouse de messire Thibaut de Labrousse, à elle échue par le décès du sieur comte de Verteillac, son père... »

Revenant en arrière, nous trouvons encore et d'autre part sur les Texier :

« Du 1^{er} août 1684, devant Jalanihat, afferme par Jean-François de Javerlhac, comte du dit lieu... du four à ban de Javerlhac, à raison de soixante-dix livres par année... »

« Du 2 février 1694, même notaire, contrat de mariage passé au chasteau de Javerlhac entre hault et puissant seigneur messire Jean-François de Javerlhac, chevalier, seigneur comte dudit lieu, Abjac, Savignac, Gros-puy, et autres places, et demoiselle Marie-Enriette de Javerlhac, sa fille légitime et de deffuncte haulte et puissante dame Catherine Daguesseau, procédant sans l'autorité du dit seigneur comte son père et de l'agrément de messire Gaston de Javerlhac, chevalier, seigneur marquis de Javerlhac, son frère, d'une part. Et messire François de Saint-Laurent, chevalier, seigneur de Feuillade, La Mothe et autres places, fils de messire François de Saint-Laurent, chevalier, seigneur des dicts lieux et de deffuncte dame Marie-Jacquette Vigier, dame de Feuillade... »

« Le 18 mai 1709, même notaire, afferme par le fils des mêmes, Bernard de Javerlhac, chevalier, seigneur comte du dit lieu, Abjat, Gros-puy, Savignac, Laroche-Pontissac et autres places, des revenus de la terre et

seigneurie de Javerlhac, consistant en ranthes, dismes, en partie de la dite paroisse, mestheries, chasteau, jardrin, prés, bois, terres et vignes, avec les droits de vente, de prélation, devoirs seigneuriaux... Pour le prix et la somme de trois mille livres par année... Sous la réserve des lods et ventes de tous les fiefs nobles, dont un tiers reviendra au dit fermier et en outre les honneurs honorifiques réservés au dit seigneur... »

« En 1730, Pierre-François Texier, capitaine de cavalerie et chevalier de Saint-Louis, était qualifié de marquis de Javerlhac, seigneur d'Abjac, Savignac et autres places. »

« Le 20 janvier 1731, hommage rendu au marquis de Pompadour, à cause de sa baronnie de Nontron, pour sa part dans la terre et seigneurie de Javerlhac, par dame Angélique de Labrousse, comtesse de Verteillac, épouse de messire Thibaut de Labrousse, à elle échue par le décès du sieur comte de Verteillac, son père. »

Enfin, et en 1789, il paraît résulter du procès-verbal de la séance du 16 mars de l'assemblée des états généraux, sous la présidence de César-Pierre Thibault de Labrousse, chevalier, marquis de Verteillac, comte de Saint-Maime, baron de Latour-Blanche, seigneur de Saint-Martin-le-Pin, de Saint-Front-de-Champniers, de La Bourrière et autres lieux, lieutenant de roi héréditaire, maréchal des camps et armées du roi, gouverneur et grand sénéchal du Périgord, que la seigneurie de Javerlhac était tout entière passée aux mains de la famille Texier, ou Tessier. Il est à remarquer, en effet, que M. de Labrousse ne prend plus le titre de seigneur de Javerlhac, tandis que parmi les autres votants, dans l'ordre de la noblesse, figure M^e Tessier, qualifié de marquis de Javerlhac, de Feuillade, etc.

Il en résulte aussi que l'ancienne seigneurie de Javerlhac appartint jusqu'au dernier jour aux descendants de Dauphin Pastoureau qui, après avoir obtenu, en devenant élu, le titre nobiliaire d'écuyer, fit souche de noblesse par les quatre filles dont les descendants devinrent comtes et marquis, ainsi que le firent d'ailleurs, d'après le Nobiliaire de Nadaud, nos maîtres de forges du Nontronnais dans le cours du xvi^e et du xvii^e siècle ; ce qui démontre que la noblesse n'était point une classe aussi fermée qu'on veut bien le dire. Il en fut de même pour d'autres membres de cette famille Pastou-

reau, type complet de la bourgeoisie des derniers siècles, occupant toutes les places lucratives, et possédant, au xvii^e, les dix-neuf-vingtièmes des fiefs nobles et des immeubles arrentés de la noblesse féodale à peu près disparue (1).

Mais revenons au bourg de Javerlhac et à la demeure féodale du seigneur suzerain, petite forteresse construite

(1) *Pastoureau*. — N'après une tradition conservée dans cette famille, un cadet de maison noble du Poitou, fourvoyé dans l'une des bandes de Pastoureaux de 1251, fut blessé dans une rencontre et laissé à Nontron, où il se fixa en prenant et gardant le nom de Pastoureau. Si, à l'appui de cette tradition, nous consultons les documents écrits, nous y trouvons que deux Pastoureau étaient propriétaires à Nontron en 1357, d'après les titres suivants, mentionnés par Doat, vol. 241 :

« 1357 . . . Instrument mentionnant que certaine maison assise au bourc de Nontron, entre le four d'Aixe et la maison de Jacques Peytoureau, est de la fondalité du vicomte *die dominica post festum beati Marcialis anno Domini* »
« CCC^e quinquagesimo septimo. — 1857 . . . Acte de la rente due au vicomte sur certain solar portal et autres biens sis à Nontron et appartenant à Jehan Pestorelle et Pierre Savenya. *Die lune post hiemale festum beati Martini anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo septimo.* »

Ce Jehan Pastoureau (Pastorelli) serait-il fils ou frère de Jacques, et celui mentionné dans le Dictionnaire de jurisprudence de Guyot, v^o ministère public, en ces termes :

« Il n'y eut pas au Parlement d'avocats ou de procureurs du roi avant 1300, Jean Le Bossu et Jean Pastoureau sont cités dans toutes nos annales comme les premiers officiers qui furent appelés avocats du roi. »

Après eux, dans le cours des xiv^e et xv^e siècles, apparaissent Eymeric, Pierre et Jehan Pastoureau qui descendent probablement du Jacques ou du Jehan Pastoureau de 1357. Il est question des trois frères dans des titres de rente de 1430, 1438, 1439, déjà cités, de Pierre et de Jehan dans une autre du 26 mai 1472 et de Pierre, seul dans deux autres des 24 août 1474 et 3 juin 1476, dans lesquelles ledit Pierre est qualifié de : *Prudente et honesto viro Petro Pastourelli mercatore et burgeni ville de Nontronii*.

Les descendants de Jehan et de Pierre Pastoureau formèrent deux branches : 1^{re} Jehan, qui dut avoir pour fils Dauphin Pastoureau, marié avec sa cousine, Marion Pastourelle, qui ne lui donna que quatre filles et laissa tomber cette branche en quenouille, ainsi que nous l'avons suffisamment démontré plus haut. Jehan Pastoureau eut aussi une fille, Marguerite. 2^e De Pierre Pastoureau provinrent Jehan, dit le Vieux, et une fille, Marion, unie à Dauphin. Jehan dit le Vieux se maria avec sa cousine, Marguerite Pastourelle, ainsi qu'il appert du testament dudit Dauphin et de divers titres de rente, notamment d'un acte du 15 avril 1493 consenti par lui et Marguerite Pastourelle, sa femme, *Prudente viro Johannes Pastourelli senore mercatore et proba muliere Margarite Pastourelle sua uxore*, et portant cession de six sous de rente sur un jardin joignant les prés de Janot, de maître Gérard et de maître Pierre Pastoureau frères, *Prati Janoti, magistri Gerald et magistri Petri Pastourelli fratribus*.

Ce dernier acte nous révèle l'existence d'une troisième branche qui doit pro-

en plaine et à l'abri de laquelle s'élevèrent successivement l'église, la halle seigneuriale mentionnée dans un acte du 28 février 1710, le four à ban et diverses habitations particulières, ce qui constitua un bourg, entouré de fossés remplis par les eaux du Bandiat et du ruisseau dit Merdanson, ainsi

venir d'Eymeric Pastoureau, de 1430, qui dut avoir aussi pour fils Daniel, marchand, qui, le 6 août 1480, consentit au seigneur de Nontron une reconnaissance de rente sur une maison dans la ville vieille de Nontron. Nous trouvons encore sur cette branche les renseignements suivants :

« Le 20 avril 1486, noble Pierre de Beaulieu vendit à Jeannot et Gérard Pastoureau diverses rentes sur le tènement de Lascouts, paroisse de la Chapelle-Pommier. Par testament du 23 juin 1503, reçu Blois, notaire, maistre Gérard Pastoureau, licencié ès-lois de la ville de Nontron, fonda dans l'église du monastère de St-Pardoux-la-Rivière quatre anniversaires à célébrer après quatre festes de Noël, Toussaints, Pâques et la Pentecoste, pour un sestier froment, huit sols argent et une poule sur le mainement de Cossevine, paroisse d'Abjat, plus quatorze boisseaux froment, quinze seigle, dix advoine et dix sols argent sur le village de Lascouts, paroisse de la Chapelle-Pommier. Avant sa mort, et le 2 octobre 1505, ledit Gérard fonda à Nontron une vicairie dite Nostre-Dame-de-Pitié, à laquelle ses descendants nommèrent le titulaire en 1514. Jeannot dut se marier avec Louise Pastoureau qui, dit Nadaud dans ses mémoires manuscrits I, p. 114, fut femme de Jean, marchand de Nontron, testa le 22 mars 1523 et veut trois cents prêtres à son enterrement, autant à la septaine et autant au bout de l'an. Ils durent avoir pour fille Jeanne, veuve de Mathurin Poisson, avocat au présidial de Périgueux, d'après deux reconnaissances de rentes à elle consenties le 9 décembre 1535 et où elle est ainsi dénommée : *Nobilis Johanna Pastoureau vidua honorabili et seneschali viri magistri Pissis cum vivebat advocati in curia presidiali et seneschali petrocensis*. Quant à Pierre Pastoureau, licencié ès-lois, nous ne trouvons sur lui aucun document écrit, à moins de supposer qu'il devint le chef de la branche des Pastoureau, seigneurs d'Ordrière en Poitou et à lui rattacher, ou à ses descendants, les alliances suivantes, indiquées par Nadaud : Louise Pastoureau épousa N... Paule, dont la fille. Antoinette, épousa François de Rousiers, écuyer, le 29 novembre 1579. Le 27 mai 1515, Françoise ou Antoinette Pastoureau épousa Martial Audier, conseiller au parlement de Bordeaux, seigneur de Montcheuil. Le 1^{er} août 1594, Josias de Livron, écuyer, épousa Esther Pastoureau, fille de Jean Pastoureau, escuyer, seigneur d'Ordrières, et de Jeanne Travers. Le 5 décembre 1512, Héli Couradin, s^r du Vignaud, épousa Anne Pastoureau. Le 14 mai 1623, Jeanne Pastoureau épousa Jean des Roches, fils de Jonathan, s^r de Douzat, et de Marguerite du Saul. Le 22 avril 1698, Pierre de Moneys, chevalier, épousa Esther Pastoureau. En 1650, Jean de Montfrebœuf, s^r de La Nadalie, épousa Marie Pastoureau.

Mais revenons aux Pastoureau de Nontron et à la branche de Jehan dit le Vieux, qui, de son mariage avec Marguerite Pastourelle, eut : 1^o Jean, qui suit ; 2^o François, d'après le testament, en 1505, de son oncle Dauphin Pastoureau.

Dauphin, dit le Jeune, *Prudente viro Pastorelli junior burgeni et mercator ville Nontronii*, d'après des titres de rentes de 1487 et de 1508. De son mariage avec Marguerite Regis ou Roy, il eut trois enfants, ainsi qu'il appert d'une recon-

que de murailles avec portes, dont l'une est ainsi indiquée dans le terrier de la famille de La Chassaigne :

« Du 5 juin 1585, devant Agard, notaire royal, reconnaissance de rente à Geoffroy de La Chassaigne, seigneur en partie de Javerlhac, sur une maison et un jardin à Javerlhac, confrontant avec la rue publique appelée

naissance du 9 janvier 1514 consentie en faveur de sa veuve, *Honesta muliere Regina vidua Pastourelli junior*, comme légitime administratrice de François, Jean et Estienne, leurs fils. François, entré dans les ordres, devint abbé de Blanzac, et Etienne parait être décédé sans postérité, car ses deux frères figurent seuls dans divers titres de rente des années 1519, 29, 30, 31, 32 et 1525 en ces termes :

« Au profit de saige homme Jehan Pastoureau, marchan, fils de Jehan Pastoureau, dict Capduc, par le temps qu'il vivoit, marchand de Nontron, tant pour luy que pour venerable personne mestre François Pastoureau, prestre, abbé de Blanzac. »

Jehan Pastoureau est aussi qualifié de *Toutbon* dans une reconnaissance du 4 janvier 1524, consentie au seigneur de Nontron par lui et François Pastoureau, son frère.

Jehan Pastoureau, dit Toutbon, se maria avec N..., dont il eut Thibeaud et, probablement : 1^o Louise, à laquelle fut consentie le 10 janvier 1542, par Anne Goulard, veuve de maître Jehan de Puisillon, seigneur de La Faye, une reconnaissance mentionnée dans le terrier de la famille Pastoureau. Elle se maria, d'après Nadaud, avec N... Paulte et en eut Marguerite, qui épousa, le 29 novembre 1579, François de Rougier, écuyer; 2^o et Charlotte, qui se maria, vers 1554, avec noble Martial Guyot.

Thibeaupastoureau, seigneur de La Grange, qualifié de lieutenant des Roy et Reyne de Navarre dans leur ville et baronnie de Nontron, dans divers actes de rentes de 1559, 77, 82, 84, 86, 88 et 1597. Il se maria avec Marguerite de Labrousse, de laquelle il eut : 1^o Florence, mariée le 4 janvier 1617 avec Annet de Pindray, écuyer, s^r de La Neulhie, dont 1^o Pierre, marié le 28 août 1647, à Charlotte de Saint-Laurent, de laquelle Jacquette, mariée le 3 juin 1692 à Claude de Conan, dans les archives duquel nous avons recueilli une partie des terriers et des titres de la famille Pastoureau; 2^o François de Pindray, décédé sans enfants, et 3^o Isabeau, mariée à Hereuillais de Massougnès, escuyer, seigneur du lieu noble de Chamfaron, suivant contrat de mariage du 20 janvier 1649 par lequel le père de la future lui constitue :

« Tant dans la succession de deffuncte damoiselle Florence Pastoureau, sa mère, que de deffunct Pierre Pastoureau, escuyer, s^r de La Grange, son oncle maternel, de demoiselle Marguerite de Labrousse, son ayeule maternelle, que de feu François de Pindray, escuyer, son frère germain, la moitié de certaine maison noble située en la place appelée de La Cayo, en la ville de Nontron, commune et indivise avec Pierre de Pindray, escuyer, s^r de Lacau, son frère germain, avecq la moitié de toutes les rentes ausy indivises par moitié entre sondit frère... et tout ainsi que lesdites maisons et rentes leur sera escheus par la succession dudit Pierre Pastoureau... par le contrat de transaction partage du 26 mars 1630, devant Amblard et Lenoble, notaires royaux. »

III^o Ledit Pierre Pastoureau, décédé au repaire noble de La Grange, paroisse de

du Queyroux et avecq la maison et jardin de Chapellanie, appartenant à present à François Texier, seigneur en partie de Javerlhac et avecq le ruisseau qui descend de la fontaine dudit Javerlhac, appelée de Lafaye, et avecq le portal du present bour tenant au four à ban. Suivant reconaissance du 22^e de juing l'an 1500, signée Pecon, et autre du 29^e octobre 1545, signée C. Labrousse. »

Nontron le 27 août 1627 et sans enfants de son mariage du 25 septembre 1623 avec Jehanne Védrenne fille de Léonard Védrenne, juge des juridictions d'Augnac et Savignac.

IV^e Autre Pierre Pastoureau, marié avant 1596 avec Florence de Lacroix, d'après l'acte de baptême d'Honorette, leur premier enfant, du 20 octobre 1596. et décédé avant 1603, suivant acte du 14 avril de cette année, portant vente de certains fonds à M. Pierre Maillard, seigneur de Lafaye, par Florence de Lacroix, veuve de Pierre Pastoureau. De ce mariage : 1^o Honorette, baptisée en 1596, ayant pour parrain Thibeaud Pastoureau, son grand-père, se maria le 17 janvier 1617 avec François Texier, docteur en médecine; 2^o et François, marié avec Marguerite de Labrousse, dont Helie, baptisé le 30 novembre 1636.

V^e François Pastoureau, s^r de La Serve, marié, le 29 novembre 1626, à Bertrande de Labrousse, fille d'Helie de Labrousse, s^r des Chapoulies, et de Jehanne de Camain, de laquelle provinrent : 1^o Helie, baptisé le 6 janvier 1628, ayant pour marraine Marguerite de Labrousse, sa grand-mère, marié à Marie Villariaud, dont François et Anne, d'après le testament de leur tante, Honorette, du 20 janvier 1697; ledit François marié avec Marie Pastoureau, dont Pierre qui, de son mariage, eut une fille, Françoise, mariée le 16 février 1749 à Léonard Bouthinon, s^r de Beaumont; et un fils, François, baptisé le 18 septembre 1721, ayant pour parrain François Pastoureau, son bisayeu. Ledit François, s^r du Buisson, se maria avec Marie Bouthinon des Essards, dont il eut une fille, Marie, qui, suivant contrat du 8 février 1776, avec Pierre Grolhier, assistée de ses père et mère, et de Pierre Pastoureau, s^r de Lasserre son ayeul, habitant tous, y est-il dit, au fief noble du Buisson, paroisse de Javerlhac, et deux fils, Pierre, s^r du Buisson, et autre Pierre, s^r du Coutirand, d'après une assignation du 18 janvier 1787, à la requête de Léonard Grolhier, contre ces derniers, et Marie Bouthinon, leur mère, veuvé de François Pastoureau. Ledit Pierre Pastoureau, sieur du Coutiran, se maria avec Marie Bernard, dont Martial, marié le 10 août 1831, avec Catherine Pastoureaulannet, représentés de nos jours par leurs quatre fils, parmi lesquels Pierre-Henri Lorenzo Pastoureau, actuellement chef de bataillon au 1^{er} régiment de ligne et chevalier de la Légion-d'Honneur; 2^o Thoynette, baptisée le 4 novembre 1629, ayant pour parrain Charles Pastoureau, frère de son père; 3^o Honorette, le 13 novembre 1633; 4^o François, le 19 janvier 1635, marié avant 1671 à Catherine Chaperon et en 1675 avec Anne Laud, dont plusieurs enfants; 5^o Antoinette, mariée en août 1653 avec Jean Dubarry; 6^o et Estienne, baptisé le 2 août 1642, et dont les descendants se divisèrent en plusieurs branches, dont deux sont encore représentées de nos jours, savoir :

Du mariage d'Etienne Pastoureau, s^r du Coutiran, avec Sibille Desages, du 22 novembre 1695, provinrent trois enfants qui partagèrent leurs successions le 12 mai 1730 : François, Helie et autre François.

1^o François Pastoureau, baptisé le 29 août 1699, fut avocat et juge de St-Martial

Le corps principal du château, avec tour ronde à mâchicoulis baignés par le Bandiat, existe encore et appartient aux familles Boulouneix et Lompré; mais le donjon, haute tour carrée, indiquée dans le testament de Dauphin Pastoureau de 1505, et dans l'acte de partage de 1620 qui attribua à François Texier le 1^{er} lot, comprenant la tour de St-Mathieu; cette partie du château n'existe plus. A partir du xvi^e siècle, le bourg de Javerlhac augmenta d'étendue et, depuis 1883, l'établissement de la gare du chemin de fer lui a donné une grande importance. Voici d'ailleurs ce que M. de Lamothe

et de Bernardière, et se maria avant 1734 avec Marie de Labrousse, dont il eut, de 1734 à 1754, onze enfants, parmi lesquels François, baptisé le 21 juin 1753 et marié le 19 mai 1787 avec Marguerite de Jalahat, habitant à Javerlhac, suivant contrat où il est qualifié d'ancien sergent-major du régiment de la marine, fils de feu François Pastoureau du Coutiran et de Marie de Labrousse.

2^e Helie Pastoureau, s^r de La Besse, second fils d'Etienne, se maria avec Anne Reynier avant 1742. Leur premier né, Mathurin, ayant été baptisé le 24 avril de cette année; leur second fils, Pierre, le fut le 1^{er} août 1750. Ce dernier fut avocat en parlement, juge d'Abjat et Savignac de 1770 à 1789, maire de Nontron, puis juge de paix de 1825 à 1830. Il eut de son mariage avec Marguerite Marcillaud du Genest deux filles, dont l'une représentée aujourd'hui par M. le marquis de La Garde, son petit-fils, et l'autre par les familles Marcillaud de Goursac, de Gandillac et de Jaurias. Il en eut aussi deux fils, l'un, lieutenant-colonel d'artillerie, officier de la Légion-d'Honneur, marié à demoiselle Lapeyre de Bellair, dont un fils, ancien officier des eaux et forêts, et deux filles entrées dans les familles de Teysière et Baignol, enfin, Jean, fils aîné, marié à demoiselle Marguerite de Labrousse, fille de Pierre de Labrousse, s^r du Bosfrand, avocat et subdélégué de l'intendance de Bordeaux, et de demoiselle Françoise de Reix. De ce mariage provinrent quatre enfants, dont celui qui représente actuellement cette branche de la famille Pastoureau, Jean-Baptiste, ingénieur en chef de la marine en retraite, officier de la Légion-d'Honneur, résidant à Bordeaux, a épousé demoiselle Henriette Perrier, fille de sir Anthony Perrier, chevalier, consul de Sa Majesté Britannique, de laquelle sont provenus trois filles et un fils, André Willem-Paul, capitaine, en premier, d'artillerie.

3^e Autre François, s^r du Coutiran, qui, de son mariage avec Marie de Labrousse, en eut François, baptisé le 6 août 1734, lequel se maria avec Marie Pourteyron, laquelle lui apporta le fief noble de La Meynardie, paroisse de Siorac-de-Ribérac, dont il prit le nom. Le 26 mai 1757, il fut nommé contrôleur ordinaire des guerres avec le titre d'écuyer. De ce mariage provint Charles-Armand-François, lequel fut nommé, le 19 décembre 1775, contrôleur ordinaire des guerres, et décéda célibataire, après avoir légué tous ses biens au susdit Pierre Pastoureau, son cousin-germain.

VI^e Le sixième enfant de Thibaud Pastoureau et de Marguerite de Labrousse fut Charles, qui fit les branches du Tallet, de La Grange et de Lannet. Le 31 décembre

a écrit sur sa situation actuelle dans les *Annales* de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne, 1880, page 469 :

« Cette jolie bourgade, dépendant du canton de Nontron, possède un bureau de recette de la poste et occupe un site riant sur les bords du Bandiat, dont nous traversons d'abord un bras qui fait mouvoir un moulin, puis le lit principal, au milieu duquel se dresse pittoresquement un colombier avec girouettes armoriées. L'on franchit ce passage sur un pont formé par cinq petites arches en ogive et une plus grande presque en voûte régulière. Au débouché de cet ouvrage, on voit un antique château, qui doit avoir été plus considérable autrefois. Il consiste en une tour et un

1609, ledit Charles, sr du Tallet, donna à bail à rente le moulin Vicomteau, près de Nontron. Il se maria en 1615 avec Marguerite Cholet, de laquelle il eut huit enfants, parmi lesquels : Dauphin, né le 7 juin 1690, sr de La Grange et de Lannet, qualifié de « capitaine de Nontron » dans l'acte de baptême du 4 décembre 1651 d'autre Dauphin Pastoureau. Il se maria en 1642 avec Anne Dufaure, décédée en 1652, se remaria en 1655 avec Jeanne-Zélie Dohet et décéda le 11 janvier 1690 à La Grange-de-Lannet, paroisse de la Chapelle-Montmoreau, lieu de sa résidence. Il fut inhumé dans la chapelle St-Jean-des-Cordeliers, dans les tombeaux de la famille et selon les prescriptions de son testament de 1689, mentionnées dans notre chapitre des institutions religieuses. Du second mariage provint Jean Pastoureau, marié en 1605 avec Françoise Feuillade, de laquelle il eut autre Jean, marié à Jeanne Pourten, de Magnac, et dont la descendance est aujourd'hui représentée par le commandant Pastoureau, fils de Catherine Pastoureau-Lannet, mariée en 1831 avec Martial Pastoureau, de la branche Coutiran du Buisson.

Un autre des enfants de Charles fut François Pastoureau, né en 1626, lequel devint avocat, conseiller du roi, écuyer, conseiller enquêteur et examinateur en l'élection de Périgueux. De son mariage avec Marguerite Roy, il eut Pierre, qui fut aussi avocat et conseiller du roi en ladite élection. Ledit Pierre Pastoureau, sr de Goulières, se maria en 1699 avec Marguerite Eyriaud, dont il eut dix enfants, réduits à quatre d'après le partage de sa succession du 9 février 1737, suivant acte reçu Grolhier, notaire, savoir : 1° Suzanne, épouse de Michel Martin, écuyer, seigneur de Jaillac, demeurant au château des Landes, paroisse de Merlande, et dont un oncle avait été prieur de Nontron ; 2° Jean de Labrousse, sr du Bosfrand, avocat et juge du marquisat du Bourdeix et de la baronnie de Champniers, subdélégué, comme administrateur légal des enfants issus de son mariage avec demoiselle Bertrande Pastoureau ; 3° autre Bertrande Pastoureau, épouse de Jean Feuillade, sr de Laterrière ; 4° et Pierre Pastoureau, sr de La Serve, comme mari de demoiselle Marie Pastoureau. Cette branche, tombée en quenouille, est représentée, du côté des Feuillade, par les familles Ribeyrol et Roussilles Laforet, et, du côté des Labrousse, par les familles Nadaud, Devars et par M. l'ingénieur Pastoureau.

Telles ont été les principales branches de cette famille Pastoureau, dont le nom se retrouve à chacune des époques et des phases de notre histoire locale, ainsi que de la majeure partie du Nontronnais.

pavillon crénelés, avec corps de logis à fenêtres ouvragées et surmontées d'ornements anciens. L'église qui le touche est singulière. C'est un long bâtiment à voûte en berceau, propre, blanc, très étroit, ayant, outre la grande entrée dans la nef, deux portes latérales, dont une a été murée. A droite est une chapelle profonde que surmonte un clocher très peu remarquable. Sous ce clocher une grande porte avec voussours ouvre au dehors. Il est probable que là commençait l'ancienne église qui couvrait la chapelle et s'étendait au-delà, comme oratoire du château; le reste de l'édifice actuel aura été bâti plus tard. A l'est du clocher, un escalier, avec rampe en fer, conduit au-dessus de la voûte de l'église et probablement à la sonnerie. C'est un ouvrage moderne. Javerlhac ne compte pas un grand nombre d'habitations, mais plusieurs d'entr'elles sont bien bâties. C'est un centre très commerçant; il s'y tient plusieurs foires importantes qui ont lieu sur une place de dimensions un peu restreintes. On a construit une halle élégante, mais qui me semble très petite.... Sur le parcours de la ligne du chemin de fer on a découvert des cercueils en pierre; quelques-uns sont monolithes. On recueillit, il y a quelque temps, au même, endroit, une bague de chevalier romain très bien conservée.... Les environs sont charmants, l'étroite vallée que parcourt la rivière est toute verdoyante, couverte d'excellentes prairies et les coteaux sont bien travaillés. On y a construit plusieurs habitations de plaisance.... »

L'un de ces coteaux, au pied duquel passe la voie ferrée et où a été construite la gare, est le Puy-de-La-Fayolle, qualifié de champfroid en 1585. La découverte d'une bague de chevalier romain démontre suffisamment que cette contrée fut depuis longtemps habitée, sans parler du séjour des Gaulois que nous aurons à constater au paragraphe des institutions religieuses. Les Anglais enfin y séjournèrent aussi pendant le temps qu'ils furent maîtres d'Angoulême et de Nontron, d'après un acte du 24 août 1714, reçu Jalanihat, notaire, et portant bail à colonnage d'une « mestayrie sise à Tassat, paroisse de Javerlhac, à l'exception d'une petite maison avec son jardin appelée la Maison des Anglais. » Quant aux foires, les anciennes, ou foires seigneuriales, se tenaient le troisième jeudi de janvier et de septembre; mais, depuis quelques années, ce nombre a été porté à douze, les deuxièmes jeudis des mois de janvier, mars, avril, mai, juin, juillet, septembre, octobre, novembre, décembre; plus le 2 février et le lundi qui suit le 3 du mois d'août. Enfin,

et pour ce qui est de l'église, nous en reparlerons bientôt, après un coup d'œil sur le pouvoir judiciaire et sur les seigneuries subalternes.

Nous avons donc vu que le seigneur suzerain de Javerlhac avait un droit de justice haute, moyenne et basse, mère mixte et impère sur la paroisse, et voici quelques noms parmi ceux de ses officiers judiciaires :

« 1595, Mathurin Eyriaud, juge ; de Jalahat, greffier. — 1597, Joseph de Labrousse, juge. — 1626, Martin de Marendat, avocat en Parlement, juge. — 1635, A. Tessier, procureur d'office, lequel, dit Nadaud, avec Jeanne Ducongié, sa femme, fit reconstruire en 1635, dans le cimetière de Marval, la chapelle détruite par les calvinistes en 1569. — 1679, Thibault Bouthynon, greffier. — 1680, Légier Brossard, juge. — 1684, Basset, juge ; Léonard Bazinet, procureur d'office. — 1695, Guy Arbonneau, s^r de Puivigier, juge ; Jean Bouthinon, greffier. — 1700, Légier Boyer, procureur d'office. — 1705, Maurice Seguin, juge. — 1714, Pierre Pecon, s^r de Laugerie, juge de Saint-Martin-le-Peint et de partie de Javerlhac. — 1736, Léonard de Jalahat, juge ; François de Lapeyre, lieutenant. — 1767, P. Bourinet, procureur d'office. — 1790, Joseph Bouthinon, juge. »

« *Notaires.* — 1531, Boschaud. — 1545, C. Labrousse. — 1567, Jardry. — 1575, Pierre Gauttier. — 1585, J. de Montauban ; de Jalahat. — 1601, Desmoulin. — 1622, Jean Bourzeix. — 1632, François Duconget. — 1697, Jean de Jalahat. — 1730, Devillars. — 1780, Pierre Eyriaud. — A partir de 1800 : Lapeyre, Nadaud-Desaix, Bourdineau, Gauthier et Bridet, notaire actuel. »

Le droit de haute justice donnait d'ailleurs au juge celui de se prononcer sur toutes affaires criminelles, et voici, comme spécimen, un extrait d'une sentence rendue pour fait d'homicide le 25 juin 1700, par le juge assisté selon l'usage en cette matière de trois juriconsultes et sur les conclusions du procureur d'office :

« Condamnons le sieur... à estre pendu et estranglé jusques à ce que mort sensuive par l'exécuteur de la haute justice en un poteau qui sera a ces fins dressé dans la place publique du bourg de Javerlhac ; condamnons en outre ledit accusé en la somme de 50 livres, pour faire dire des messes pour le repos de lame du dit feu sieur du Mas... et en 20 livrès applicables aux réparations de l'esglise paroissiale dud. bourg, et en la somme de

250 livres de dommages et intérêts envers ladite Anne de Couhé, dame du Mas et de ses enfants, et en celle de 200 livres damende envers le seigneur de la présente juridiction et aux despens... Et attendu la contumace du dit sieur... accusé ordonnons que nostre sentence sera exécutée figurativement aux susdits lieu et place publique de Javerlhac. Ainsi signé Gros par advis, Girard par advis, et Dujarry par advis... Legier de Cuiville, lieutenant de juge ; Bouthinon, greffier... »

Voilà, en ce qui concerne le seigneur suzerain de Javerlhac, et voici quels furent les seigneurs particuliers et les fiefs nobles de l'époque :

I. *Jomelières*. — Forge avec maison noble, composée d'un corps de logis avec tour seigneuriale, telle qu'elle existait encore en 1846, et que nous la trouvons désignée dans un acte du 10 novembre 1715, portant prix fait par Eymeric Astellet, écuyer, seigneur de Jomelières, pour grifonner, blanchir et recouvrir la maison de Jomelières, la chapelle, la grange, et recouvrir la tour, ainsi que la grange de Villedebost, pour le prix et somme de 64 livres. D'après le Nobiliaire de Nadaud, Jomelières aurait appartenu, en 1505, à noble Collin Hastellet, maître de la forge de Jomelières, et dont l'arrière petit-fils, Armand, sieur de Puygombert, Villedebost et Jomelières, se maria le 3 mars 1683, avec Marguerite Gaultier de Puymoger. Cependant un des membres de cette famille Gaultier est qualifié de seigneur de Jomelières dans une quittance de rente du 10 juillet 1620, donnée à Jacques de Conan par Pierre Gaultier, sieur de Jomelières, avocat en la Cour et juge du Bourdeix, tant pour lui que pour François Hastellet, sieur de La Castanière. D'autre part et en 1680, Anne Sauvo, veuve de Jean Gaultier, sieur de Jomelières, conseiller du Roi, élu et assesseur en l'élection de Périgueux en 1667, est qualifiée de dame de Jomelières. Il en résulte qu'une alliance antérieure à celle de 1623, existait entre les deux familles, dont chaque membre devint ainsi co-seigneur de Jomelières, ainsi qu'il appert également d'un acte du 26 janvier 1696, reçu Jalanihat, notaire, portant ratification par Thibaud et Nicolas Gaultier, sieurs de Jomelières, d'une vente consentie par Armand

Hastellet, sieur de Villedebest, leur beau-frère. En 1708, Thibaud Gaultier, écuyer, sieur de Jomelières, habitait au dit lieu noble de Jomelières. En 1723, Eymeric Astellet, seigneur de Puygombert, Jomelières et Villedebest, habitait aud. lieu noble de Jomelières. En 1758, la forge de Jomelières avait été affermée à François Delapouse, y habitant, et en 1780, la propriété entière fut vendue à M. Jacques Vallade, qui fit de la forge l'un des premiers établissements de la Dordogne, d'après l'annuaire du département, pour 1802-1803, qui constate qu'elle avait deux fourneaux et une batterie employant cent dix ouvriers, 34,000 quintaux de minéral, 31,000 stères de bois et produisant, annuellement, douze à treize mille quintaux gueuses, et trois cents quintaux de fer dur et gros acier. On y fondit également des canons pour le service de l'État et, notamment pendant les premières années de la République.

Après la mort de M. Vallade, l'exploitation de cette forge passa aux mains de M. Ribeyrol, l'un de ses gendres, dont les enfants le licitèrent en avril 1851, époque à laquelle elle fut adjugée à M. Masse, qui la maintint pendant quelques années. Obligé de cesser cette exploitation, par suite des résultats désastreux du libre-échange, M. Masse y a établi, vers 1879, sous la surveillance et la rétribution de l'État, un pénitencier agricole en pleine prospérité. Aussi les bâtiments de la forge et l'ancienne maison noble ont-ils complètement disparu pour faire place à d'immenses constructions rurales, et à une élégante maison de maître entourée d'un vaste et beau jardin, au milieu d'un parc anglais bordé par le Bandiat.

II. *Puymoger*. — En 1680, Anne Sauvo, veuve Gaultier, habitait au lieu noble de Puymoger; Thibault et Nicolas Gaultier, en 1694. Puymoger fut adjugé, en avril 1851, et dans la licitation, Ribeyrol, à M. Bouneau, médecin, et il appartient actuellement à M. Desmarets, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, qui y a fait construire, il y a quelques années, un joli château moderne.

III. *Ville-de-Bost*. — Villa-du-Bost, en 1458, appartenait à

Jacques de Conan en 1620 ; à Armand Hastellet, habitant, en 1694, le lieu noble de Ville-de-Bost.

IV. *Puyvigier*. — Qualifié en 1585, de repaire noble, appartenait en 1694 à Guy Arbonneau, avocat et juge de Javerlhac.

V. *Le Buisson*. — A Pierre Pastoureau, sieur de La Serve, en 1676.

VI. *Forgeneuve*. — Fief avec forge et fonderie, dont la maison noble se composait d'après un procès-verbal reçu Jala-nihat, le 7 septembre 1710, d'un corps de logis à deux étages, flanqué d'une tour ronde, et de l'autre côté d'un pavillon carré. Le même procès-verbal constate que par suite des rigueurs du grand hiver de 1709, ont été complètement gelés : tous les arbres fruitiers, du jardin et de l'enclos, huit petits châtaigniers, les noyers, les cerisiers, les plants d'une vigne de deux journaux et demi, les bois châtaigniers en totalité, les baliveaux et les deux tiers des chênes de la garenne et autres. Forgeneuve appartenait, avant 1505, à Dauphin Pastoureau. En 1624, François Coquet en était propriétaire dans deux actes de 1642, 1643, Maurice Coquet est qualifié de sieur de Forgeneuve, habitant au dit lieu noble. Dans un autre acte du 8 mars 1680, passé au lieu noble de la Forge-neuve, bail à métairie par Léonard Coquet, sieur du dit lieu, gentilhomme ordinaire de monseigneur le Prince, et capitaine de cavalerie dans le régiment de Noailles. Le 5 juillet 1695, partage de prés dépendant des biens délaissés par le dit feu Léonard Coquet, écuyer, dont deux cinquièmes pour messire Paul de Couhé, sieur du Mas et de St-Paul, habitant au dit lieu noble de Forgeneuve, pour les enfants issus de son mariage avec feu demoiselle Anne Coquet, et trois cinquièmes à maître François Bouthinon, avocat et juge de Varaignes et Jean Bouthinon, son frère. En 1706, le 2 janvier, bail à ferme des moulin et pressoir de Varaignes, par dame Anne de Couhé, veuve de Jean de Couhé, écuyer, sieur du Mas, habitant au lieu noble de Forgeneuve. En 1749, messire Pierre de Couhé, y habitait également. Le 27 septembre 1774, devant le Pot-Dauteuil, notaire à Paris, vente de Forge-neuve par M. de Montalembert, au comte d'Artois, et du 19

décembre suivant, procès-verbal d'état de lieux par Boyer, notaire à Nontron. Cession par M. le comte d'Artois à l'État pour une partie des forêts de la Marne et, enfin, vente par le Domaine, en 1854, au sieur Vallade-Beauchaud.

VII. — Parmi les autres seigneurs particuliers, figure aussi messire Thibaud de Labrousse, chevalier, seigneur baron d'Atis, capitaine-lieutenant des Cent-Suisses de la garde du corps du Roi, qui, par acte du 16 avril 1695, afferma les rentes lui appartenant sur le village du Grand-Gilou.

Enfin, au nombre des titulaires de fonctions diverses : M^e Pierre de Lapeyre était, en 1652, receveur des tailles à Javerlhac. En 1682, François Glandus y était précepteur, ce qui prouve qu'au xvii^e siècle et même avant, on se préoccupait de l'instruction du peuple, même dans les petites localités.

Maintenant et après ce résumé sur les institutions seigneuriales et civiles, passons à la situation religieuse de la paroisse de Javerlhac.

Et d'abord, quant au culte druidique, M. Audierne signale dans son *Périgord illustré* : « A Javerlhac, une pierre branlante, connue sous le nom de Pierre-Virade. Or, nous trouvons la désignation de cette pierre dans une reconnaissance de rente du 18 mai 1697, consentie à Claude de Conan, par les tenanciers sur la tenance de Las Rochas, paroisse d'Hauteveye, confrontant, y est-il dit, « à une croix appelée de Las Rochas et prenant le chemin qu'on vat du village de Fardinas à Pierre-Virande. » Cette dénomination de Virande démontre suffisamment qu'il s'agissait ici d'un roc branlant. Mais cette pierre, sorte de silex orangé, est aujourd'hui immobile, bien que reposant toujours sur le même bloc de rochers au sommet d'un mamelon, entre le village du Grand-Gilou et celui des Chenaux, au sud-ouest de la commune de Javerlhac, près de celle d'Hauteveye. Elle a la forme oblongue, d'un mètre environ d'épaisseur sur trois ou quatre de longueur, sur deux de largeur; sa superficie concave a 30 centimètres de profondeur, et sa partie inférieure naturellement renflée avait permis d'en établir facilement l'équilibre.

Passant au catholicisme, nous trouvons dans le pouillé de Nadaud les renseignements suivants :

« Il fut ordonné en 1490 de rebâtir cette église. Elle l'était en 1499. Cure de 1,480 communicants, décimes 112 livres. — Patron : Invention des reliques de saint Etienne. — L'évêque de Limoges y nommait dès 1477. — Vicairie fondée par François Texier, écuyer, seigneur de Javerlhac, le 1^{er} novembre 1649, à l'autel de saint François. — L'héritier est collateur et présentateur... »

Dauphin Pastoureau dut contribuer largement à la reconstruction de 1490 à 1499, car on voit encore au sommet de la porte d'entrée ses armes sculptées sur la pierre, et un mouton en relief. D'autre part, et dans son testament du 20 mai 1505, il lègue à « l'esglise de monsieur saint Estienne de Javerlhac, une chappe et ungs cortibaulx noers esquelz seront mes armes. »

Ayant, d'ailleurs, donné plus haut et d'après M. de Lamotte, quelques détails sur la structure de cette église, nous rappellerons que de 1700 à 1702, il fut fait par messire Pierre Seguin, curé, et d'après un procès verbal du 31 avril 1702, de M^e Jalanihat, notaire, d'importantes réparations, tant à l'église paroissiale qu'au cimetière et à la chapelle y contigue, telles que exhaussement du sol qui « estoit cy bas quaux moindres inondations la ditte esglise se trouvoit toute comble », vitraux, portes, couvertures, crépissage, rejointement des voûtes, construction de fonts baptismaux, réparations d'autels, tableaux, confessionnal, achats d'ornements et clôture du cimetière.

Après le décès de M. Pierre Seguin, M. Étienne Tandreau fut, par collation du 22 novembre 1713, signée : *Anthoinus episcopus Lemovicensis*, F. Riboulet et P. Dousset, nommé curé de l'église de Javerlhac, dont il fut mis en possession par acte du même notaire, du 3 décembre suivant. Parmi ceux des autres curés, nous avons retrouvé les noms suivants : en 1652, Montozon ; en 1654, de La Faye ; en 1655, Robin ; de 1774 à 1790, Duroux ; le curé actuel est M. Bonhur.

Fontaine à dévotions. — Entre le bourg de Javerlhac et celui

de Varaignes, à droite de la route départementale, se trouve, dans un bas-fond, une fontaine dont les eaux passent pour guérir les rhumatismes et les enfants de la peur et du rachitisme. Elle est dédiée à Sainte-Marguerite, et l'on y vient, dans l'année, du Périgord et de l'Angoumois, mais principalement en pèlerinage le lendemain de la Pentecôte. Après avoir pris et bu de l'eau de cette fontaine, en invoquant sainte Marguerite, sur les débris d'une ancienne croix en pierre, remplacée aujourd'hui par une croix en bois, les pèlerins du Périgord vont compléter leurs dévotions à l'église de Javerlhac, et ceux de l'Angoumois dans celle de Varaignes.

De la paroisse de Javerlhac, il nous faut passer à celle de la Chapelle-Saint-Robert, comprise dans la commune de la première.

Chapelle-Saint-Robert. — La chapelle Saint-Robert, dit le P. Carles, dans ses *Titulaires et Patrons du Périgord*, était un prieuré appartenant à la Chaise-Dieu. L'église est un type achevé de style roman; église en croix avec trois absides et le clocher sur le milieu du transept. Le titulaire est saint Robert de la Chaise-Dieu. On faisait autrefois la frairie le jour de sa fête, qui est le 29 avril. On fête aujourd'hui sainte Anne, le 26 juillet. »

On trouve dans le pouillé de Nadaud :

« La Chapelle-Saint-Robert, prieuré ayant pour patron saint Robert, abbé de la Chaise-Dieu, et Sainte-Anne, avoit 102 communians; décimes 30 livres. L'abbé de la Chaise-Dieu, du diocèse de Clermont, y nommoit en 1696. N. Cessot le possédoit en 1783. Raoul Passeron, disciple de saint Robert, abbé de la Chaise-Dieu, mort en 1067, acquit cette église où il mourut fort vieux, et y fut inhumé... La cure qui comptoit 400 communians avoit les mêmes saints pour patrons et le prieur de la Chapelle St-Robert y nommoit. »

Dans ses *Antiquités de Vézère* (tome I^{er}, p. 253), M. de Taillefert dit qu'on venait en dévotion à l'église pour les causes et dans les circonstances suivantes :

« Lorsqu'une femme est stérile, elle va en dévotion soit à l'abbaye de Brantôme, soit à la Chapelle-Saint-Robert... Après la messe, elles prennent le verrou de la porte de l'église et le font aller et venir jusqu'à ce que leurs maris les ramènent chez elles par la main, avec l'appareil d'usage. »

Dans une notice remarquable sur l'église de la Chapelle-Saint-Robert, insérée dans le *Bulletin* de la Société archéologique du Périgord, 1874, page 101, M. Mandin, architecte, y fait remonter du x^e au xi^e siècle la fondation par les religieux de Vigeois d'un monastère de Bénédictins, et, au xii^e, la construction de la dite église, dont il décrit la voûte en herceau demi cylindrique et les ouvertures à plein cintre.

Voici maintenant et par rang de dates nos renseignements et documents particuliers :

En 1291, et d'après le testament de Ramnulphi, seigneur de Javerlhac, dont nous avons déjà parlé, frère Guillaume était prieur de la Chapelle-St-Robert. De 1651 à 1700, le titulaire était Etienne de Labrousse, décédé le 21 juin de cette année, et inhumé le 22 dans les cloîtres des Cordeliers de Nontron. En 1670, Robin, vicaire. Par acte du 19 juin 1703, reçu Jalanihat, notaire, prise de possession du prieuré par maître Jean Heriard, juge-sénéchal de la baronnie et châtellenie de Montigniat (Charente), fondé de pouvoir de messire François Prévost, diacre du diocèse d'Amiens, nommé par messire Jacques Truffler, prêtre religieux de l'ordre de Saint-Benoît, vicaire général de monseigneur Henri de La Rochefoucauld, abbé commendataire de l'abbaye de la Chaize-Dieu. Du 3 mai 1705, acquisition d'une maison et deux jardins au bourg, par Pierre Seguin, vicaire perpétuel, nommé en cette qualité le 3 janvier 1689 par messire Étienne de Labrousse, prieur commendataire, en remplacement de Pierre Chaumette, décédé. Du 16 mai 1707, même notaire, afferme par messire Jacques Durand, prieur, de toutes les dimes consistant en blé froment, seigle, baillarge, méturre, avoine, blé d'Espagne, fèves, garaubes et autres légumages, chanvre, les agneaux, ensemble les rentes seigneuriales, lods et ventes, avec la maison, jardin et préclôtures dépendant du dit prieuré, y compris la maison, jardin et baradis acquis par Pierre Seguin, vicaire, pour trois années à raison de 440 livres pour chacune. Du 12 décembre 1715, nomination et présentation par messire Jacques Durand, prieur commendataire à monseigneur l'évêque de Limoges, de messire Pierre de Lagrange, prêtre du diocèse

de Poitiers, qu'il juge capable et propre à être pourvu de la vicairie perpétuelle en remplacement de Pierre Durand, démissionnaire. En 1722, Pierre Bourinet, docteur en théologie, vicaire perpétuel. Lapouge, en 1789.

D'autres indications, d'ailleurs, portent à croire que, dans le principe, il y a eu une abbaye de Bénédictins, d'où le nom patois de Las Badias donné à un village qui existe encore, et un établissement hospitalier au lieu de La Maladerie, au nord et près du bourg de la Chapelle-Saint-Robert, d'après la carte de Belleyrne. On nous assure aussi qu'il existe encore quelques tombes monacales dans l'ancien cimetière de cette paroisse.

Quant aux institutions seigneuriales, la seigneurie de la Chapelle-Saint-Robert dépendait, au xv^e siècle, de la châtellenie de Varaignes ; mais, dès le xvi^e, elle eut ses seigneurs particuliers avec juridiction séparée sur la paroisse et sur celle de Souffreignac.

Dans la nomenclature de ces divers seigneurs, nous avons trouvé :

1^o de Saint-Martin, dont une fille, Marie, dame de la forge de Saint-Robert, se maria le 5 septembre 1533 avec Jean Dufaure, écuyer, seigneur du repaire noble de Beauvais ; 2^o Sallique de Fontlebon, écuyer, seigneur du Puy et de la Chapelle-Saint-Robert, qui épousa le 10 juillet 1583, Marie de la Boissière ; 3^o Léonard de Lembertie, marié en 1648 avec Marie de Fontlebon, et qui devint ainsi seigneur de la Chapelle-St-Robert (Nadaud). Parmi les descendants de ces derniers : Jean de Lembertie, chevalier, seigneur de la Chapelle Saint-Robert, de Souffreignac et autres places, d'après un acte du 12 août 1684, reçu Jalanihat, notaire. Par autre acte passé au château de la Chapelle, le 11 avril 1697, le dit Jean de Lembertie, chevalier, seigneur du dit lieu de la Chapelle-Saint-Robert, Souffreignac et autres places, demeurant au dit château, afferma à :

« François Dussieux, les terres et seigneuries de la Chapelle-Saint-Robert et de Souffreignat, le château, les jardins, prés et réserves, plus cinq métairies..., le moulin du dit lieu affermé à raison de 53 sesters mesure

et froment, trois livres argent et six chapons; toutes les rentes et autres chauses dépendantes des droits seigneuriaux, ensemble celles situées dans la paroisse de Feuilhade, avec les droits de justice, sous réserve du droit de prélation et la moitié des amendes qui pourront être adjugées pour la chasse, pesche, que aultre chose... avec le droit pour le fermier de pouvoir pescher, chasser et faire chasser. Ensemble s'est aussy réservé le dit seigneur deux chambres et antichambres avec une petite cave pour mettre ses meubles et y faire sa demeure si bon luy semble et non pour aultres. Comme aussy il pourra faire tirer des mines dans lesd. biens... Ensemble se réserve le lavoir pour faire laver ses mines seulement... Le tout pour trois années à raison de 2,400 livres annuellement... »

Par autre acte du 10 mai 1694, le dit Jean de Lembertie est, en outre, qualifié de seigneur de Maraval, habitant en son château de Maraval, en Poitou. Enfin et dans un acte du même notaire de 1711, il est question de Jacques de Lembertie, seigneur de la Chapelle-Saint-Robert, de Souffreignac, de Fontpatour, habitant en son château de Maraval.

Là s'arrêtent nos documents particuliers, mais nous trouvons dans le supplément du Nobiliaire de Nadaud, par M. l'abbé Lecler, qu'un Jean de Lembertie fut le chef de la branche de Maraval; capitaine de cent hommes d'armes, il se maria le 22 novembre 1577 avec Catherine de Monfrébœuf. Il en eut, entr'autres enfants Jean, ci-dessus, marié le 7 janvier 1627 à Jeanne Coustin du Masnadaud, de laquelle provinrent deux filles et un fils, Léonard ci-dessus, qui épousa le 22 juillet 1648 Marie de Fontlebon. De ce mariage, trois fils, dont Jacques comte de Lembertie, capitaine-major au régiment de Tulle, qui fut seigneur de la Chapelle-Saint-Robert, Souffreignac, etc., et eut de son mariage du 21 septembre 1702 avec Marie-Françoise de La Rochefoucauld, trois fils, parmi lesquels, Emmanuel-François, mestre-de-camp de cavalerie, marié à Nancy, le 22 décembre 1758, à Guillaumette de Lembertie, de la branche de Lorraine. C'est en ce dernier que s'est éteinte la branche de Marval et de la Chapelle-Saint-Robert.

Cette dernière seigneurie était, d'ailleurs, passée aux mains de la famille de Rouffignac, car, dans un acte du 9 juillet 1786, René-Annibal comte de Rouffignac est qualifié de sei-

gneur de Belleville, la Chapelle-St-Robert et autres places, habitant en son château de Belleville, paroisse de Feuillade.

Juridiction. — Ainsi qu'il est dit au susdit bail à ferme de 1691, le seigneur de la Chapelle-Saint-Robert avait droit de juridiction, et voici encore à l'appui quelques noms parmi ceux des magistrats :

« En 1680, Pierre Dayres, sieur des Chenaux, procureur d'office. 1688, Itier Rousseau, avocat et juge. 1691, Pierre Robin, greffier. 1716,ourniac, greffier.

Il résulte enfin du même bail à ferme, qu'une forge fonctionnait près du château et appartenait au même seigneur, qui s'en réservait l'exploitation. Cette usine était, d'ailleurs, assez importante puisqu'on y fondait des canons, d'après un procès-verbal dressé par M^e Boyer, notaire, en 1775, et elle est la seule qui ait pu encore résister aux suites du libre échange.

Après cet historique de la paroisse, de la châtellenie et de la commune de Javerlhac, passons à celui de la paroisse d'Hautefaye, qui dépendait de cette châtellenie.

R. DE LAUGARDIÈRE.

(A suivre.)

*

LETTRE DU SEIGNEUR DE PILLES,

CHEF HUGUENOT,

A GABRIEL D'ABZAC, SEIGNEUR DE LA DOUZE.

Salut par Jésus-Christ. Amen.

Monsieur mon cousin, combien que de tout temps je me voudrois préparer à vous faire tous les plaisirs qu'il me seroit possible, si est ce que je vous prie bien fort de m'excuser si pour ceste heure je ne puis satisfaire au contenu de vostre lettre qu'est de accompagner Monsieur le conseiller et le Peux jusques en vostre maison, pour par ce moyen avoyr Monsieur Bordat et Légat et les deux enfans. Je ne révoque point en doubte la seurété que je pourrai avoyr de vostre personne, mais pour ce que le lieu est ci loing d'ici et les compagnies sont à Bragerac, je ne puis m'asseurer qu'ilz ne me fissent quelque dommage. Mais somme toute, les choses que j'ay promises, je les tiendray, c'est que si les dicts Monsieur Bordat, Légat et les enfans sont restituez ici ou bien à Moriac, sans avoyr faict aucun fraiz que le semblable je feray de Monsieur le conseiller et de Peux, faisant fin en me recommandant humblement à vous bonnes grâces, priant Dieu,

Monsieur mon cousin, vous maintenir en sa garde.

Votre humble cousin à vous faire service,

PILLES.

De Mucidan, ce vi^{esme} de apvril 1563.

A Monsieur mon cousin Monsieur de La Douze, à La Douze.

Pour copie conforme :

M^{re} D'ABZAC DE LA DOUZE.

UN « PLAN DE BRAGERA »

(1651-1654).

Le plan cavalier de la ville de Bergerac annexé au présent *Bulletin* est la reproduction, réduite au quart, d'un vieux plan malheureusement aujourd'hui à peu près effacé et menacé, à brève échéance, d'une destruction complète.

Ce plan, qui appartient à M. Dupuy, archiviste à Bergerac, ne porte pas de date ; mais il nous paraît remonter au milieu du xvii^e siècle. Plusieurs considérations nous ont même conduit à préciser et à lui assigner la date de 1651 à 1654.

Tout d'abord, les anciens murs de Bergerac avaient été démolis sous Louis XIII, à la suite d'un arrêt du 16 juillet 1629. Ils furent relevés sous Louis XIV, en 1651, par ordre du prince de Condé qui, ainsi que nous l'apprend une requête (1) du 2 février 1652, présentée par les religieux de Bergerac au sujet de la démolition de leurs couvents, avait ordonné, le 28 octobre 1651, *qu'il serait dressé un plan* des fortifications nécessaires à la défense et à la conservation de la ville de Bergerac.

De plus, le temple protestant désigné par le n° 7 n'a pu figurer que sur un plan dressé dans un temps très limité, puisque, commencé le 7 juillet 1636 et achevé en 1643, il fut démoli en 1682.

D'autre part, les fortifications extérieures appartiennent bien, par leur forme, aux fortifications dites « à la Vauban. » Il ne serait d'ailleurs pas surprenant que Vauban, qui suivait alors les armées du prince, les eût tracées.

Enfin, les fortifications qui avaient été relevées de 1651 à 1654, par ordre du prince de Condé, furent démolies en

(1) Archives de Bergerac. — Layette 6, liasse 29. n° 56.

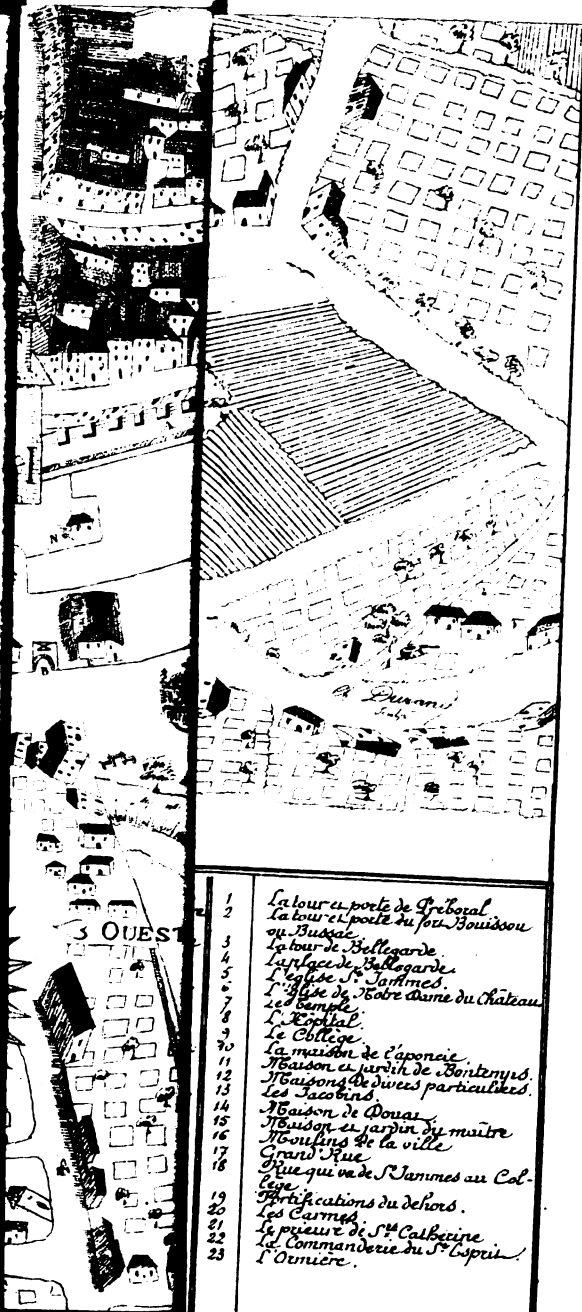
1654, après la Fronde, sur l'injonction du marquis de Saint-Luc, lieutenant-général des armées du roi dans la province de Guyenne.

Elles ne furent plus reconstruites.

La justification de la date (1651-1654) que nous avons assignée au « Plan de Bragera » se trouve ainsi complète et donne à ce plan une ancienneté qui lui assure une très grande valeur historique.

Le désir de sauver un aussi important document d'une destruction certaine, explique nos efforts faits en vue de sa reproduction.

Ch. DURAND.



- 1 La tour et porte de Griboual
- 2 La tour et porte du fort Bouisson
- 3 ou Buisson
- 4 La tour de Bellegarde
- 5 La place de Bellegarde
- 6 L'eglise de St. Jacques
- 7 L'eglise de Notre Dame du Chateau
- 8 Le temple
- 9 Le Collège
- 10 La maison de l'apostrophe
- 11 Maison au parvis de Montigny
- 12 Maison de divers particuliers
- 13 Les Jacobins
- 14 Maison de Douas
- 15 Maison et jardin du maître
- 16 Moulins de la ville
- 17 Grand Rue
- 18 Rue qui va de St. Jacques au Col
- 19 L'eglise
- 20 Préparations du dehors
- 21 Les Carmes
- 22 Le puits de St. Calixte
- 23 La Commanderie du St. Esprit
- L'Oratoire

VARIA.

LETTRE DE M. MAHÉ

A M. DE MOURCIN,

Secrétaire de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Dordogne.

Vannes, le 27 Octobre 1829.

Monsieur,

Vous ne vous êtes pas trompé en me supposant disposé à vous communiquer les renseignements dont vous avez besoin et que je puis vous fournir en qualité de localiste.

1° On trouve quelquefois dans le Morbihan des instruments de pierre nommés *Celtæ*. Mais il n'est pas facile de s'en procurer, car une fois qu'ils sont entre les mains des curieux, ils ne veulent plus s'en désaisir, ce qui fait que la Société Polymathique du Morbihan en possède seulement trois. La longueur ordinaire de ces outils est de cinq pouces ; mais j'en ai vu un qui a environ un pied de long et un autre qui n'a que deux pouces et demi. Il s'en trouve de pierres très différentes. On m'en a fait voir d'une matière assez tendre, mais presque toutes sont d'une pierre dure et quelquefois d'une pierre précieuse et très rare.

2° On ne trouve pas dans le Morbihan d'autres outils de pierre que des *Celtæ*.

3° Celui qui a eu le bonheur de découvrir 300 *Celtæ* de cuivre se pique d'être antiquaire et a même publié des écrits sur l'archéologie. Mais, par un attentat impardonnable, il les a presque tous fait fondre, ne s'en réservant qu'un petit nombre. Il est impossible d'en tirer de ses mains aucun échantillon, car il n'habite plus le Morbihan et j'ignore où il est. D'ailleurs, comme nous avons eu maille à partir à raison de quelques livres rares que je lui ai prêtés et qu'il ne veut pas me rendre, et aussi à raison de quelques-unes de ses opinions que j'ai réfutées, ce ne seroit pas à moi qu'il céderoit une partie de ses haches.

4° La forme des *Celtæ* de fer trouvés à Crach étoit la même que celle

des *Celtæ* de pierres. Mais il n'en existe plus aucun, car ils se sont tous décomposés, tant ils étoient oxydés.

5° Dans le Morbihan on ne trouve ni flèches de pierre, ni aucun autre instrument de pierre que des *Celtæ*.

6° On n'a jamais trouvé, que je sache, dans le Morbihan, de médailles gauloises antérieures à la conquête des Gaules par les Romains. Mais on en découvre de postérieures à ce grand événement. J'en ai vu d'or, j'en ai vu d'argent, j'en ai vu de bronze, qui toutes offroient l'effigie de quelque empereur romain, mais qui n'apprennent rien.

7° *Dour*, ou *Deur* et peut-être par corruption *Dor*, signifient, comme vous le dites, *eau* dans la langue celtique; aussi on croit que le nom de la Dordogne vient des mots gaulois *Dor* et *Doun*, qui signifie *eau* profonde. Mais les autres termes que vous citez, comme ayant la signification d'abîme, de fontaine, de ruisseau, sont pour nous des mots barbares. Le seul qui soit usité dans le Celtique, est celui de *Kern*, qui signifie *le sommet de la tête*, et la *trémie d'un moulin*. Je ne sais où vous avez trouvé comme celtiques les mots *La douze*, *La dosse*, *Vern*, *Toulon*, *Manoire*, etc., que vous transcrivez. C'est peut-être dans le dictionnaire soi-disant celtique de Bergier; mais cet ouvrage est un objet de risée pour les Bretons, et à peine trouvent-ils dans cette compilation quelques termes qui appartiennent à leur langue. Je ne connois que deux lexiques qui soient des guides sûrs pour ceux qui veulent parler du langage celtique. Le premier est intitulé *Dictionnaire de la Langue Bretonne*, in-folio, ouvrage savant d'un bénédictin nommé Le Pelletier, mais qui n'est plus dans le commerce et qu'on ne trouve que de rencontre; le second, intitulé *Dictionnaire Cello-Breton*, ou *Breton-français* par M. Le Gonidec, est plus complet que le précédent et se vend à Angoulême au magasin de librairie de François Trémeau. Il se trouve aussi à Brest, car c'est de cette ville que j'ai tiré mon exemplaire. Si dans l'ouvrage auquel vous travaillez, vous avez occasion de citer des mots celtiques, vous ferez sagement de consulter ce dernier dictionnaire.

8° Je ne suis pas surpris qu'on trouve quelques mots bretons dans le patois périgourdin: on en découvre dans tous les jargons de la France et en grand nombre dans la langue françoise, ce qui prouve assez bien que notre Breton est l'ancien idiome des Gaulois. Parmi nous, ce n'est ni *combo* ni *comba* qui signifie vallée, c'est *combant* ou *coubante*. Mais ces quatre termes ne diffèrent que par des nuances dialectiques.

9° Puisque la terminaison en *ac* des noms propres est commune parmi vous comme dans le Morbihan et dans le pays de M. de Pourceaugnac, de comique mémoire: il est vraisemblable qu'elle tient à l'ancien gaulois.

Mais aujourd'hui *ac* ne signifie plus rien, absolument rien dans notre Celtique. Il n'est pas non plus le crément des pluriels.

10° On a trouvé à Vannes et à Loc-Maria-Ker des médailles romaines. Mais je n'ai jamais ouï dire qu'on en ait découvert de gauloises qui fussent plus anciennes que César.

11° En Celtique, nous donnons au gui le nom de *Uhel-Varr* ou huel-var, qui est composé et qui signifie *branche élevée*.

Voilà, Monsieur, tout ce que je puis dire pour vous satisfaire. Je suis très reconnoissant de l'offre obligeante que vous me faites de me procurer les documents dont j'aurois besoin. De mon côté, je serai toujours prêt à faire ce qui pourra vous être utile.

J'ai l'honneur d'être avec une respectueuse considération,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

MAHÉ,

*Président de la Société Polymatique
du Morbihan (1).*

P.-S. — Cougouin n'est pas un mot breton. Mais Gouzouk ou Gonzoug, Goucq ou Coucq signifie *cou*.

(1) M. J. Mahé, chanoine de la cathédrale de Rennes et membre correspondant de la Société académique d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers, est l'auteur d'un *Essai sur les antiquités du département du Morbihan*. A Vannes, chez Gilles aîné, imprimeur du Roi, 1895.

NÉCROLOGIE.

M. PONTOU.

La Société archéologique du Périgord vient de perdre encore un de ses membres les plus sympathiques, M. Alcide Pontou, décédé au Port-de-Domme le 26 juin 1888, après quelques jours de cruelle maladie.

Presque tous nos confrères connaissaient M. Pontou, dont la vie tout entière s'est écoulée autour de nous. Il avait rempli pendant dix-huit ans, avec autant de distinction que de dévouement, les honorables fonctions de juge de paix, et personne dans le canton de Domme n'a oublié avec quelle douceur et quel tact il respectait toujours les vieilles traditions d'équité, qu'il considérait comme devant être la première règle d'un magistrat cantonal.

Il avait la passion de l'étude et le goût des arts. Rien de ce qui pouvait intéresser l'histoire de son pays ne lui était étranger, rien de ce qui pouvait aider à l'amélioration de l'agriculture ne lui était indifférent. Ses loisirs étaient souvent consacrés aux beaux-arts, et il suivait avec un constant intérêt les progrès de notre Société, en regrettant que l'état de sa santé ne lui permit pas d'assister à nos réunions.

Il avait élevé lui-même avec un véritable talent d'architecte sa belle et hospitalière demeure, en face des beaux rochers de Domme que couronne cette vieille muraille du moyen-âge, dont il avait si souvent protégé les assises, en un temps où les monuments historiques, trop délaissés par la science archéologique, ne tentaient que l'ignorante cupidité des voisins.

Nous devons par conséquent à la mémoire de M. Pontou un souvenir de reconnaissance, en même temps qu'un souvenir d'amitié.

R. DE B.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente un Vase et des Silex de la station de Taboury ; — la 2^{me}, un Vieux plan de Bergerac au XVII^e siècle.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux, imprimerie E. LAFORT
(anc. Dupont et C^e.)

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 2 Août 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. de Froidefond, de Roumejoux, le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Antony Délugin, le docteur Dumont, Jean Dupuis, François Gauthier, l'abbé Granger, le docteur Ladevi-Roche, l'abbé Montet, le marquis de Saint-Astier, André Saint-Martin et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT indique rapidement les ouvrages qui ont été offerts à notre bibliothèque dans le courant du mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers d'avril et de mai 1888, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1888, n° 1, in-8°, Amiens, Douillet et C^{ie}, imprimeurs libraires ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome IX, n° 135, premier trimestre de 1888, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur, où se trouve un intéressant article de M^{sr} Barbier de Montault sur *Les fers à hosties du musée d'Orléans* ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique du*

Limousin, tome XXXV (tome XIII de la deuxième série), un volume in-8°, broché, Limoges, imprimerie et librairie limousine V^{re} Ducourtieux, 1888; il est exclusivement consacré à l'exposition archéologique et artistique de Limoges (1886) et de Tulle (1887);

Le Gay-Lussac, revue des sciences et de leurs applications, journal mensuel illustré publié par la Société Gay-Lussac, n° 11, deuxième année, in-8°, Limoges;

Le Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome X, avec planches et figures dans le texte, 2^e livraison, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, avril-juin 1888, contenant une *Note sur le terrain oolithique des environs de Brive*, par M. Mouret, et un *Portrait graphologique de Louis-Jacques de Chapt de Rastignac*, évêque de Tulle en 1720, archevêque de Tours en 1723, par M^{sr} Barbier de Montault;

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente, 5^e série, tome IX, année 1887, un volume in-8°, broché, à Angoulême, chez L. Coquemard, libraire, 1888;

Les Comptes-rendus des séances de la Société archéologique de Bordeaux, années 1881-1882, 1883-1884, deux livraisons in-8°, Bordeaux, imprimerie V^{re} Cadoret; et les deuxième et troisième fascicules du tome XII de la *Société archéologique de Bordeaux*, in-8°, Bordeaux, Feret et fils, et V^{re} Cadoret, 1887; dans le premier desquels est signalée la découverte, par M. Albert Costes, d'Issigeac, d'une station préhistorique d'une certaine importance à Labarde, commune de Saint-Cernin, près d'Issigeac, et à la page LXXXIX, est publiée une note de M. Augier sur l'*Eglise de Saint-Rémi (Dordogne)*, canton de Villefranche-de-Longchapt, où il indique au visiteur une inscription de 1609, provenant de l'ancienne église et placée dans la muraille, à droite, en entrant; le rétable de l'autel, de la fin du xv^{re} siècle; le fer à hosties, encore en usage, de la fin du xiii^e siècle, et une fontaine à dévotions dite de Saint-Rémi, située à Giaud, à trois kilomètres du bourg. M. Augier, qui est peintre décorateur et que ses travaux appellent souvent en Périgord, fait connaître aussi à ses confrères de Bordeaux la découverte du petit trésor de

monnaies d'or et d'argent trouvé par des ouvriers, en démolissant le mur d'une vieille maison à Parcou, et dont il a été question dans une de nos séances de l'année dernière. Par la même occasion, il signale l'église de Parcou (Paracol) qui est romane : « Le portail et l'intérieur n'offrent aucun » détail à noter ; mais l'ensemble est remarquable par ses » belles proportions. Saint Martin en est le patron. C'était » un ancien prieuré de l'ordre de saint Benoît, dépendant » de l'abbaye de Charroux, de nomination royale. Dans le » bourg, qui est assez grand, se trouvent plusieurs maisons » du xv^e et du xvi^e siècle. » Le même explorateur soumet à l'appréciation de ses confrères de Bordeaux « deux dalma- » tiques armoriées, aux armes de Pompadour et de Dangeau, » provenant de Piégut-Pluviers. Ces deux dalmatiques » avaient été données, dit-il, à l'église de Pluviers, dans les » dernières années de Louis XIV, par la dernière des Pom- » padour authentiques, qui avait épousé le marquis de » Courcillon, fils du marquis de Dangeau, courtisan et histo- » riographe de Louis le Grand. Il est vraisemblable qu'elles » avaient été faites et brodées par la marquise et ses femmes, » qui n'avaient pas omis d'y placer les armes écartelées de » Pompadour et de Dangeau. La marquise de Courcillon » avait apporté en dot à son mari les terres de Nontron, du » Bourdeix, Pluviers et Piégut (*Podium acutum*) qui n'était » autrefois qu'un hameau dépendant de Pluviers, auquel il » est aujourd'hui réuni administrativement. Le marquis, » dont parle Saint-Simon, dissipa toute sa fortune, et la » terre de Pompadour rentrant au domaine, Louis XV en fit » don plus tard à la favorite qu'il avait substituée, en nom, » à la dernière descendante d'une vieille maison limousine. » Avec ces deux dalmatiques se trouvent des calottes bro- » dées d'or à l'usage d'officiants ou d'enfants de chœur. Ces » objets ont été déposés pour être vendus chez M. Guillebot, » tapissier, rue Vital-Carles ; »

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome II, mars-avril 1888, in-8°, Montpellier et Paris, contenant une *Chanson inédite du troubadour Peire del Vern*, publiée par M. Chabaneau, qui le présume Périgourdin, par la raison que la

localité dont il a tiré son surnom peut être identifiée, plus vraisemblablement qu'avec aucune autre, avec la petite ville de Vergt, dont le nom, défiguré par la graphie moderne, se montre, dans les documents du moyen-âge, sous la forme *Vern* ou *Vernh (lo)* (lat. *Vernium*); — et un article bibliographique de M. Chabaneau sur *Le Livre de vie de la ville de Bergerac*, publié pour la première fois avec une introduction et des notes par M. Charles Durand, dans notre *Bulletin* de 1887;

Les *Mémoires et comptes-rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, année 1886, tome XVIII, un volume in-8°, broché, Alais, imprimerie administrative et commerciale Martin, 1887;

Les *Mémoires et procès-verbaux de la Société agricole et scientifique de la Haute-Loire*, 1883-1885, tome IV, un volume in 8°, broché, Le Puy, Marchessou fils, imprimeurs, 1886, où à la page 376, à propos d'un compte-rendu de l'*Inventaire des bijoux de Jeanne de Bourdeille, dame de Sainte-Aulaire et de Lammary*, de notre confrère M. Henri de Montégut, l'on constate l'ancienneté du mot *dentelle* en Périgord, employé dans le langage habituel en 1595, bien que Brunet, dans son *Manuel du libraire*, et Quicherat, dans son savant ouvrage de l'*Histoire du Costume*, disent que le mot *dentelle* ne devint en usage, avec son sens actuel, que vers le commencement du xvii^e siècle;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 49, avril, mai, juin 1888, in-8°, Lyon, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère), où parmi les dieux celtiques, d'après les inscriptions du midi de la France, figure *Tutela VESUNNA*. — ... *Tutelae Vesunnae porticum extruendum [curaverunt]*; — *Tutelae augustae Vesunniae ... de suo dat*, à Périgueux, l'antique *Vesunna*, dont le nom aurait été commun à la ville et à une source qui l'alimente, aujourd'hui la fontaine de Ste-Sabine;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1888 (juillet), 86^e livraison, in-8°, Valence;

Le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, 7^e année, juillet-août-septembre 1888, n° 3^e (27), in-8°, Gap;

Par M. Grellet-Balguerie, sa brochure sur les *Documents historiques inédits concernant la seigneurie de Fronsac, l'abbaye de Guîtres (Gironde), la cour souveraine de Gascogne instituée en 1370, condamnant à mort, en 1377, le vicomte de Fronsac pour conspiration en faveur de la France*, in-4°, Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, 1888 ;

Par M. René Fage, le complément de son grand travail, *Le vieux Tulle*, n° XII : *Les couvents de femmes*, brochure in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, 1888 ;

Par M. l'abbé Cheyssac, *Une tapisserie flamande à Vangoubert, en Périgord*, extrait du compte-rendu de la réunion des Sociétés des Beaux-Arts à la Sorbonne (session de 1887), brochure in-8°, Bergerac, imprimerie Emile Maury, 1888 ;

Par M. l'abbé Granger, curé de Château-l'Evêque, une nouvelle édition de sa brochure sur *l'Ordination de saint Vincent de Paul dans l'église de Château-l'Evêque*, in-8°, Périgueux, Cassard frères, imprimeurs, 1884 ;

Par M. Dujarric-Descombes, un exemplaire du tirage à part, sur beau papier, des *Etudes sur le château de Maroite (Dordogne)*, avec plan et dessins, publiées dans le *Bulletin*, grand in-8°, Périgueux, imprimerie Laporte, 1888.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. l'abbé GRANGER demande la parole pour rectifier une date dans l'intéressant travail de M. Dujarric-Descombes sur le château de Maroite. M. Dujarric fait démissionner François de Bourdeille en 1599 (page 164 du *Bulletin*) et monter sur le siège épiscopal de Périgueux Jean Martin, official de Périgueux. M. l'abbé Granger fait remarquer que si la date était exacte, on pourrait croire que François de Bourdeille n'a pas pu ordonner prêtre saint Vincent de Paul le 23 septembre 1600, et l'on voit tout de suite le tort que cette erreur pourrait porter au souvenir de l'ordination de Vincent de Paul, dont l'église de Château-l'Evêque est si justement fière.

M. l'abbé Granger lit les pièces qui établissent le fait de cette ordination à la date du 23 septembre 1600 par François

de Bourdeille et qu'il a rassemblées dans une brochure sur Château-l'Évêque.

Il invoque, en outre, les connaissances de notre érudit collègue M. l'abbé Riboulet, curé de Chancelade, qui a bien voulu détacher de l'ouvrage qu'il prépare sur les évêques de Périgueux une note constatant que Jean Martin fut nommé évêque de Périgueux le 24 mai 1600 et prit possession de son siège le 9 février 1601 seulement. D'où M. l'abbé Granger conclut que la négociation de la démission de François de Bourdeille a pu être entamée en 1599, mais n'a été définitive qu'en 1600; et que François de Bourdeille a pu consentir à se dépouiller de son évêché en faveur de Jean Martin, mais seulement après sa mort, qui eut lieu en effet le 26 octobre 1600, un mois après l'ordination de saint Vincent de Paul.

L'assemblée est d'avis que l'observation de M. l'abbé Granger soit consignée au procès-verbal, afin qu'il ne puisse s'élever plus tard aucune confusion sur un fait aussi important pour le diocèse tout entier de Périgueux.

En nous envoyant sa brochure sur la tapisserie du château de Vaugoubert, M. l'abbé CHEYSSAC remercie la Société qui a bien voulu le déléguer de nouveau au Congrès des Sociétés de beaux-arts des départements, à la Sorbonne. « Ainsi que les années précédentes, écrit-il, quoique dans une autre enceinte, j'ai fidèlement suivi toutes les séances de la 12^e réunion, et je crois pouvoir dire que les chercheurs érudits de province sont demeurés dans le ton et la mesure; que leurs communications l'emportent, cette année, par le nombre et la variété des sujets traités. J'ajoute que s'ils n'ont pas découvert un nouveau monde, ils ont du moins mis en lumière un point encore peu éclairé; c'est qu'à diverses époques et en différentes villes, Aubusson, Limoges, Lyon, Saint-Omer, Tours, etc., on doit saluer l'apparition de groupes nombreux, j'allais dire de pléiades, de peintres, sculpteurs, tapissiers, architectes, émailleurs, etc., qui, comme autant de constellations, ont brillé au firmament artistique de notre belle France. »

M. l'abbé LABORIE-FÉNELON, élu membre titulaire dans notre dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société.

L'assemblée apprend avec plaisir de la bouche de M. LE PRÉSIDENT les récompenses honorifiques qui viennent d'être accordées à quelques-uns de nos confrères, à l'occasion de la fête nationale, et elle leur envoie ses félicitations : M. Fargaudie, inspecteur-général des ponts et chaussées, est promu commandeur de la Légion-d'Honneur ; M. Fargis, professeur de dessin au lycée, et M. Féaux, agent-voyer, l'un de nos zélés collaborateurs, sont nommés officiers d'académie.

Conformément à une décision prise dans la dernière séance, M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit qu'il a consulté notre vice-président M. Philippe de Bosredon, sur la date du sceau d'un prieur de La Faye de Léguilhac, que notre confrère M. Joseph Mallat croyait de deux époques, la légende lui paraissant de beaucoup plus ancienne que le champ armorié. On n'a pas oublié que ce sceau avait paru à la Société être tout entier de la même époque et appartenir au xv^e siècle.

Voici la réponse de M. DE BOSREDON à ce sujet :

Cette particularité d'un sceau dont une partie aurait été modifiée à une époque postérieure n'est pas sans exemple ; mais elle est tellement rare qu'il n'y a lieu de l'admettre que lorsqu'elle est indubitable. Tel n'est pas le cas à mon avis.

Le sceau du prieur de La Faye me paraît remonter au xiv^e siècle, ou au plus tard au commencement du xv^e. Le nom du prieur peut fournir des données plus précises ; mais s'il y a eu, comme je crois me le rappeler, plusieurs prieurs du nom de Guillaume, je n'hésiterais pas à attribuer le sceau à celui des prieurs qui aurait vécu au xiv^e siècle, ou *dans les premières années* du xv^e. A moins de preuves positives, le milieu et la fin du xv^e siècle me semblent devoir être écartés.

Ceci dit, je ne vois pas sur quel motif M. Mallat s'appuierait (à moins d'une circonstance matérielle prouvant la réfection du sceau) pour prétendre que la partie centrale contenant le dessin est d'une autre époque que la

bordure extérieure contenant la légende. Rien n'est plus commun que de rencontrer des fleurs de lys analogues à celles-ci sur des sceaux dont la légende est en caractères identiques. A mon avis, il y a parfaite concordance chronologique entre le dessin et la légende : disons *synchronisme* pour parler comme les savants.

L'assemblée écoute ces renseignements avec intérêt.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande que depuis les premiers jours du mois de juillet, les travaux de restauration de l'église du Grand-Brassac, ont commencé sous l'habile direction de M. Rapine, architecte attaché à la commission des monuments historiques.

Le devis descriptif et estimatif des travaux, approuvé par le Ministère des Beaux-Arts, s'élève à la somme de 31,300 francs. Les ressources nécessaires pour l'exécuter sont assurées : l'Etat fournit à lui tout seul 24,000 francs, et deux legs de particuliers à la fabrique, le restant 10,300 francs. Il serait à désirer que plusieurs de nos monuments historiques fussent l'objet de pareille sollicitude.

M. GRELLET-BALGUERIE nous communique l'inscription, datée de 1639, de la cloche de Cherval, qui a été relevée par notre confrère M. Ernest Chavoix. Quelques mots paraissant d'une lecture douteuse, la Société priera M. de Monteil de les vérifier.

M^{lle} Jacodet, antiquaire à Bergerac, a écrit à M. LE PRÉSIDENT, le 12 juillet dernier, pour lui annoncer qu'un tombeau en briques renfermant un squelette et paraissant remonter au troisième siècle, venait d'être rencontré, entre Falgueyrat et Saint-Aubin-Lauzun, dans un terrain acquis de M. de Baillet, de Cadelech, par la C^{ie} des chemins de fer d'Orléans.

Notre confrère M. HOARAU DE LA SOURCE, informé de cette découverte, s'est empressé d'aller prendre des renseignements auprès de M. Boulanger, chef de district à la C^{ie} d'Orléans, à Eymet. « M. Boulanger, écrit-il, à M. le Président, est notre collègue à la Société archéologique. Comme vous le voyez, je ne pouvais mieux m'adresser, puisque c'est lui

qui a fait la trouvaille de ce sarcophage qui ne contenait, du reste, qu'un squelette assez bien conservé, avec une petite boucle ne présentant aucun caractère. Ce tombeau était effectivement fait en briques. M. Boulanger en a ramassé les débris pour le reconstituer chez lui tel qu'il était sur les lieux. • M. Hoarau de la Source ajoute que notre confrère M. Boulanger a l'intention de faire quelques sondages pour s'assurer si le terrain ne contiendrait pas d'autres sépultures, et il nous fera connaître dans un rapport les résultats de son exploration.

M. LE PRÉSIDENT annonce ensuite que le Musée départemental a reçu :

1° De M. le comte de Beaufort, l'autel dédié à Apollon Cobledulitavus par Marcus Pompeius et trouvé autrefois au pied du donjon du château de Barrière, où il avait été conservé jusqu'à présent. Notre honorable confrère écrit à ce sujet à M. Marcel de Lestrade :

J'ai été bien péniblement impressionné en trouvant la pierre *Cobledulitavo* si endommagée. J'avais espéré un tout autre résultat du soin que nous avons eu de l'enfermer. J'étais préoccupé de ce qu'il y aurait à faire pour arrêter la marche de la dégradation ; la pensée de l'offrir au Musée m'était venue. Puisque M. Hardy va au-devant de mon désir, je vous serais fort obligé de lui dire qu'il peut ajouter cette inscription aux richesses du Musée de Périgueux avec l'indication de la provenance.

Le Musée ne possédait qu'un estampage de cet autel, remarquable par tant de considérations ; l'original a une hauteur d'un mètre et une largeur de 41 centimètres. L'inscription, qui n'est pas entière et dont le couronnement a été mutilé, appartient, par son style simple, sa pure latinité, sa correction, sa gravure, à la première moitié du II^e siècle. (Voir de Taillefer, inscript. n° 53, et le docteur Galy, inscrip. n° 248, page 43 du *Catalogue du Musée*) ;

2° De M. le docteur Ladevi-Roche une poudrière en cuir, laissée peut-être par quelque soldat espagnol au XVI^e siècle, et trouvée dans les fossés du château de Saint-Germain du Salembre, où elle a dû séjourner longtemps ;

•



3^e Et de M. Henri Lacoste, négociant, boulevard Lakanal, 13, à Périgueux, un petit carreau en terre rouge du xvi^e ou du xvii^e siècle, qui est orné au centre d'une fleur de lis gravée en creux, et dans les deux coins supérieurs d'un quatre-feuilles. Ce carreau provient de démolitions de cheminée de la maison de M. Lacoste, située au bourg de Razac-sur-l'Isle.

M. le Conservateur du Musée exprimera sa gratitude aux donateurs.

De son côté, M. l'abbé GRANGER offre à nos archives, de la part de M. Faurichon de Mesplier, une copie de requête, de 1723, adressée au Parlement de Bordeaux, par le syndic du chapitre de l'église cathédrale de Périgueux, pour se plaindre, comme tant d'autres fois, des entreprises qu'il qualifie de téméraires des maire et consuls de la ville de Périgueux. Ceux-ci, se disant seigneurs hauts-justiciers de la ville, prétendent, lorsque l'un d'eux meurt, avoir le droit d'assujettir les chanoines de St-Front à faire sonner à deuil la grosse cloche du chapitre : voilà le chef principal de la contestation, les autres chefs ne sont qu'accessoires. Dans cette requête, le syndic du chapitre fait l'historique de la question depuis l'année 1627 ; il relate en même temps le droit qu'avait le chapitre de faire sonner à deuil, pendant vingt-quatre heures, dans plusieurs églises de la cité et banlieue de la ville, lors de la mort d'un chanoine, parce que le chapitre était patron et curé primitif de ces paroisses. Il rappelle également l'usage qu'avaient les maire et consuls de Périgueux sortant de fonction de faire dire une messe à l'autel de St-Front. Les maire et consuls nouvellement élus devaient se rendre le lendemain de leur élection dans le chœur de l'église, pour y assister, avec les chanoines et le bas-chœur, à une procession, après laquelle ils allaient à l'autel de Saint-Front, pour entendre une messe dite par un prébendier de l'église. Il était aussi d'usage que les nouveaux maire et consuls, après leur élection, allassent visiter le chapitre et les chanoines ; ils haranguaient le chapitre, qui faisait répondre par le chanoine qui était à la tête.

En 1723, les maire et consuls rompirent avec cet usage. Ils assistèrent, à la chapelle de la paroisse, à la messe qu'ils firent dire par le vicaire perpétuel, n'assistèrent pas à la procession qu'on annonçait dès le soir par le son des cloches, et enfin n'allèrent pas à la salle capitulaire rendre au chapitre la visite accoutumée.

Le chapitre en appelle par cette requête au Parlement sur la prétention des maire et consuls de sonner la grosse cloche; sur la nomination de fabriciens faite par eux pour l'église cathédrale de Saint-Front qui n'en avait pas encore; sur la défense de sonner dans les églises de la ville au décès des chanoines, et sur le refus desdits officiers municipaux de rendre la visite d'usage et d'assister à la messe du chapitre.

La Société est reconnaissante à M. Faurichon de Mesplier du don gracieux qu'il veut bien lui faire de cette pièce intéressante.

Notre vice-président M. DE ROUMEJOUX nous rend compte ensuite des excursions que la Société française d'Archéologie a faites, du 11 au 23 juin dernier, dans les Landes, les Basses-Pyrénées, le Guipuzcoa et la Navarre, où elle tenait sa 55^e session. Il passe rapidement en revue les monuments qu'il a visités et qui offrent le plus d'intérêt : à Dax, les restes des remparts romains, la citadelle, la cathédrale reconstruite de 1656 à 1755; l'église de Saint-Paul-les-Dax, en grande partie romane, où l'on a encasté dans le pourtour intérieur de l'abside une série de bas-reliefs en marbre que M. de Lasteyrie attribue au XI^e siècle. A Aire, la cathédrale St-Jean-Baptiste, qui date du XII^e siècle, et a été remaniée, surtout au XIV^e; au Mas d'Aire, l'église de Sainte-Quitterie, du XII^e siècle, aussi avec des restaurations du XIV^e, et dans la crypte, le beau sarcophage en marbre blanc décrit par M. Edmond Le Blant; à St-Sever, l'intérieur de l'église, avec ses magnifiques chapiteaux historiés et ses voûtes à berceau portées par de hautes colonnes à demi-engagées dans des piliers carrés; à Saint-Gérons, une église du XII^e siècle, dont la crypte renferme les chapiteaux les plus curieux et les

plus richement sculptés ; à Orthez, les ruines du château de Moncade, et sa belle tour du xiii^e siècle, le pont fortifié si pittoresquement jeté sur les rives rocheuses du gave de Pau ; à Bayonne, la cathédrale du xiv^e siècle, à trois nefs, avec de belles fenêtres, dont quelques vitraux sont du xvi^e, un beau heurtoir en bronze doré, accroché à la porte du nord ; un cloître, du commencement du xiv^e siècle, est attenant à l'église ; dans le quartier du St-Esprit, une église du xv^e siècle, mais peu remarquable ; vestiges de remparts romains très peu considérables ; en face de la cathédrale, les restes du château du xv^e siècle, avec des tours découronnées et des embrasures modernisées probablement lorsque Vauban fortifia la ville. A St-Jean-de-Luz, l'église type des églises basques avec les trois rangs superposés de galeries de bois dont les balustres tournés sont du plus heureux effet ; les maisons de Louis XIV et de l'Infante, et quelques vieilles maisons du xvi^e et du xvii^e siècle. A Urrugne, une église encore du type basque, du xv^e siècle, avec galeries de bois et rétables ; tout près, le château d'Urtubie qu'on fait remonter au xiv^e siècle, mais qui a été entièrement remanié au xviii^e. Puis Hendaye, dont la position est si belle sur les bords de la Bidassoa, en face de Fontarabie.

Enfin, la Société française d'Archéologie fait son entrée en Espagne, accompagnée des délégués de l'Académie de l'histoire de Madrid pour le Guipuzcoa, et de l'Académie des jeux floraux de St-Sébastien ; elle visite Fontarabie, Irun, Pamplune, Olite, Tafalla, Gazolas, St-Sébastien, Pasajes, San Juan, San Pedro, Lezo, Renteria, et partout sur cette terre espagnole, la Société reçoit l'accueil le plus aimable, le plus courtois et le plus chaleureux.

En remerciant M. de Roumejoux de sa communication, l'assemblée décide qu'elle sera publiée dans nos *Varia*.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire-Général,
Ferd. VILLEFLEET.

Le Président,
Michel HARDY.

Séance du jeudi 6 Septembre 1888.

Présidence de M. DE FROIDEFOND,
vice-président honoraire.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, de Bellussière, le marquis de Chantérac, l'abbé Granger, de Marcillac et l'abbé Riboulet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT a reçu de notre confrère M. d'Arlot de Saint-Saud la lettre suivante :

La Valouze, 13 Août 1888.

Monsieur le Président,

J'ai la douleur de vous faire part de la mort d'un de nos collègues les plus instruits, M. le curé Cheyssac, enlevé il y a dix jours par une méningite. Cette perte sera ressentie par tous ceux de nos collègues qui connaissaient cet aimable prêtre, aussi savant que modeste, et dont les qualités de cœur égalaient celles de l'esprit. Personnellement, je perds un ami sincère.

M. de Saint-Saud ajoute qu'il se chargera bien volontiers de rédiger sur M. l'abbé Cheyssac une notice nécrologique pour notre *Bulletin*.

Cette proposition est acceptée.

M. LE PRÉSIDENT énumère les ouvrages qui ont été offerts à la bibliothèque de la Société durant le mois dernier :

Le *Journal des Savants*, cahiers de juin et de juillet 1888, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Revue des études grecques*, tome 1, n° 2, avril-juin 1888, in-8° broché, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Le *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, année 1887, n° 3-4, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, dans lequel est publiée intégralement l'introduction que notre secrétaire-général, M. Villepelet, a lue au Congrès de Sorbonne, en 1887, et qu'il a le dessein de placer en tête de la publication des *Papiers militaires de MM. de Carbonnières de Chambéry*. La même livraison contient un rapport de M. Maury, sur une Note de notre président M. Michel Hardy, intitulée : *Un cas d'extrême longévité en Périgord en 1342* ;

La *Bibliothèque de l'École des Chartes*, tome XLIX, année 1888, 2° et 3° livraisons, in-8°, Paris, librairie Picard, où est analysé un mémoire de M. Duhamel sur *le Tombeau de Jean XXII à Avignon*, le pape qui érigea l'abbaye de Sarlat en évêché, en 1317 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1888, n° 2, in-8°, Amiens, Douillet, imprimeur-libraire ;

Le *Congrès archéologique de France*, LIII^e session, séances générales tenues à Nantes en 1886 par la Société française d'Archéologie, un volume in-8° broché, Paris et Caen, 1887 ; dans ce Congrès, une médaille de bronze a été décernée au Père Ladislas, capucin du couvent de Périgueux, pour ses recherches sur les monuments eucharistiques ;

Le Gay-Lussac, revue des sciences et de leurs applications, journal mensuel illustré, n° 12, deuxième année, in-8°, Limoges ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 2° livraison 1888, avril-mai-juin, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, où M. E. Decoux-Lagoutte a publié une monographie du canton de Treignac, *Un coin du Limousin en 1888* ;

Les *Mémoires de la Société Eduenne*, nouvelle série, tome XV, un volume in-8°, broché, Autun, imprimerie Dejussieu, père et fils, 1887 ;

Par M. Chauvet, sa brochure intitulée *Coup-d'œil sur la période néolithique dans le département de la Charente*, in-8°, Angoulême, imprimerie Chasseignac, 1888.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

A l'occasion du procès-verbal dont le secrétaire vient de donner lecture, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous écrit qu'il a eu indirectement connaissance des objections soulevées par M. l'abbé Granger au sujet de la date de la démission que François de Bourdeille fit de son évêché, en 1599, en faveur de Jean de Martin. Notre collègue prépare une réponse qui nous sera communiquée à la prochaine séance.

M. l'abbé GRANGER, jusqu'à plus ample information, maintient ce qu'il a avancé, et attend pour y répondre la réponse de M. Dujarric-Descombes.

Notre éminent confrère M. Philippe DE BOSREDON nous adresse la communication suivante concernant l'étymologie de Montpon et la discussion récente du Conseil général à ce sujet :

Le Conseil général de la Dordogne a eu occasion, dans une de ses dernières séances, d'examiner la question de savoir comment devait être orthographié le nom de la ville de Montpont, et il s'est prononcé pour la forme *Montpon*, par deux motifs :

1° Par cette raison administrative et pratique que l'orthographe *Montpon* évitera des confusions entre Montpont (Dordogne) et Montpont (Saône-et-Loire) ;

2° Par cette raison historique et archéologique que l'orthographe *Montpon* serait plus conforme à l'étymologie latine : *Mons paganus*.

Sur quoi, dans une spirituelle lettre adressée à l'*Indépendant de la Dordogne* (n° du 30 août 1888), un habitant de Montpont (ou Montpon) demande :

S'il est bien certain que Montpont dérive de *Mons paganus* ;

Si, en supposant que l'étymologie de *Mons paganus* soit exacte, elle serait correctement traduite par la forme *Montpon*.

Je serais assez enclin à partager le scepticisme du correspondant de l'*Indépendant de la Dordogne* à l'endroit des étymologies purement conjecturales. Elles sont quelquefois probantes, souvent douteuses, souvent fantaisistes ; en tout cas, elles sont toujours contestables.

Je serais disposé au contraire à attacher une grande valeur à la forme ancienne, et authentiquement constatée, des mots et des noms. Il est évident que la forme moderne doit se rapprocher autant que possible de la forme ancienne, qui est d'ailleurs le guide le plus sûr, l'indication la plus sérieuse, pour la recherche de la véritable étymologie.

La première chose à faire pour savoir comment doit ou plutôt comment

devrait s'écrire Montpont, est donc de consulter les anciens textes. Rien n'est plus facile, grâce à deux recueils bien connus, le *Dictionnaire topographique* de M. de Gourgues, qui a précisément pour objet la nomenclature des localités périgourdines, et la collection Lespine, source abondante à laquelle on peut toujours puiser sans la tarir.

Voici l'article du *Dictionnaire topographique* sur Montpont (orthographe adoptée par le *Dictionnaire*) : « Castellania de Montpao, 1170 (Cartulaire de Chancelade). — Montepavo, 1178 (Conf. des bénéf. de St-Astier par Alexandre III). — Montpao (pouillé du ^{xiii}^e siècle). — Montepao, 1273. — Montpouns (Cartulaire de la Sauve, p. 113). — Montpavo, 1364 (Chât. Lespine, 10). — Castellania Monponis, 1439 (Lespine, bail à Ataux). — Montpaon, 1533 (Grands jours tenus à Périgueux). »

On voit que M. de Gourgues n'a pas négligé certaines annotations de Lespine ; mais les documents recueillis ou analysés par ce dernier en ce qui concerne Montpont sont en très grand nombre, soit dans le dossier spécial relatif à la châtellenie de Montpont (Périgord, t. 47), soit dans l'inventaire des titres du comté de Périgord, conservés autrefois dans les archives du château de Montignac (Périgord, t. 52).

Voici quelques citations, qu'on pourrait multiplier au besoin (Périgord, t. 47, p. 53 et suiv.) :

Vers 1170, donation faite à l'abbaye de Chancelade par Hélie Talayrand, comte de Périgord, *in castello de Monpao*.

1371. — *Castrum Montis-Pavonis*.

1534. — Contrat de mariage entre René vicomte de Rohan et Isabeau de Navarre, sœur de Henri, roi de Navarre... le dit roy de Navarre lui laisse les terres et seigneuries de Montpaon.

1579. — Reconnaissance faite en la ville de Montpaon.

1582. — Traité passé entre Henri, roi de Navarre, et le vicomte de Rohan, portant délaissement de la terre de Montpont.

1603. — Lettres patentes de Henri IV, portant don et remise en faveur du duc de Rohan des lods et ventes par lui faites en la terre et seigneurie de Monpon.

1624. — Jugement des commissaires du Conseil relatif à diverses terres dépendantes de la seigneurie de Montpaon.

1626. — Contrat passé par les commissaires généraux députés par le roi pour la revente de l'ancien domaine de Navarre : ... la châtellenie, terre et seigneurie de Montpaon.

1633. — Arrêt du Conseil par lequel le roi maintient le comte de Gurson en possession de la terre de Monpon.

1671, 1674, 1765. — Montpaon.

1774, 1783. — Montpont.

On aura remarqué dans cette liste très abrégée que la forme *Montpaon* est la plus ancienne et de beaucoup la plus fréquente. Toutefois, on trouve exceptionnellement les formes *Montpont* et *Montpon*.

Mêmes observations en ce qui concerne les titres analysés dans l'inventaire du château de Montignac ; ces titres se rapportent au domaine royal de Navarre (xvi^e siècle), le nom de la ville est constamment écrit *Montpaon*.

De l'ensemble de ces documents, il me paraît résulter d'une manière incontestable :

Que la forme latine était *Mons Pavonis* ;

Que la forme ancienne française était *Montpaon* ;

Que cette dernière orthographe a prédominé jusqu'à une époque très récente ;

Que par conséquent c'est à cette orthographe qu'il serait rationnel de revenir, si l'on n'avait à tenir compte de l'usage.

Quem penès arbitrium est et jus et norma loquenti.

Quant à la forme *Mons paganus*, je ne l'ai rencontrée dans aucun texte ancien. Elle n'a pas encore fait ses preuves. Provisoirement je reste dans le camp des incrédules, d'autant plus que je n'y serai pas seul, puisque l'auteur de la lettre à l'*Indépendant* fait les mêmes réserves et exprime les mêmes doutes.

P.-S. — Il résulte d'une seconde lettre publiée dans l'*Indépendant* du 1^{er} septembre que la leçon *Mons paganus* est une faute typographique (au lieu de *Mons Pavonis*). Il me semble dès lors qu'on est à peu près d'accord : la véritable orthographe serait *Montpaon* ; mais si on veut faire concorder l'orthographe avec la prononciation, il est certain que *Montpon* se rapproche plus que *Montpont* de la véritable forme.

L'assemblée remercie M. de Bosredon de son intéressante étude philologique.

M. DE SAINT-SAUD demande des renseignements sur la famille Flamen de la Roussie.

Nos confrères qui posséderaient des documents sur cette famille, s'empresseront de les communiquer à M. de Saint-Saud.

M. l'abbé RIBOULET met sous les yeux de l'assistance une pièce qui lui a été communiquée par M. de Bellussière.

Cette pièce, relative à Chancelade, fera l'objet d'un travail particulier.

Lecture est donnée d'une lettre sollicitant l'échange de nos publications avec celles de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.

Cet échange est accepté à dater du 1^{er} janvier prochain.

La séance est levée à deux heures.

Le Secrétaire-adjoint,
l'abbé RIBOULET.

Le Président,
Alfred DE FROIDFOND.



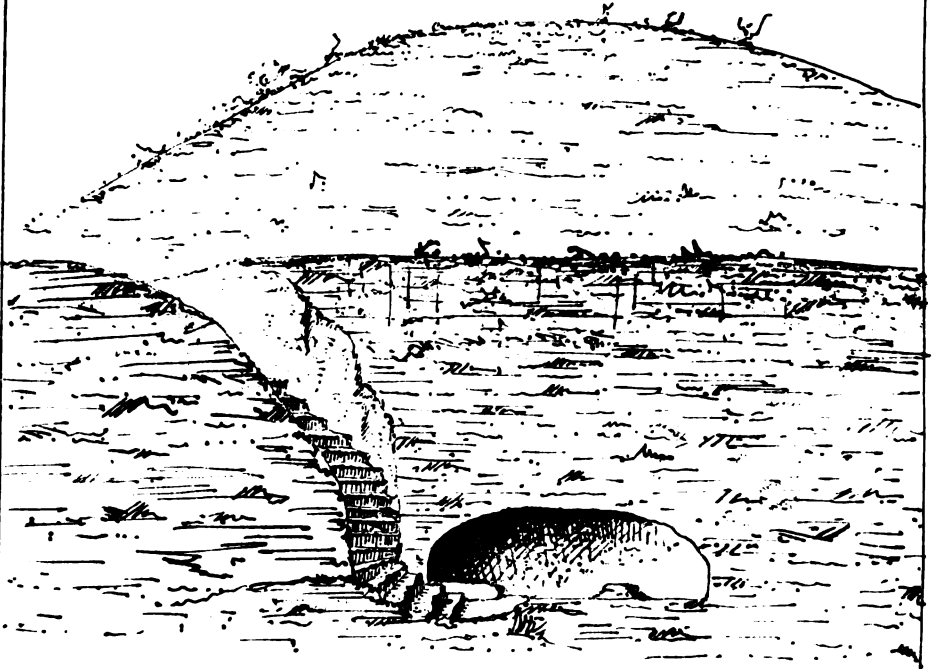
LE SOUTERRAIN-REFUGE DU PEYONENT

A SAINT-ASTIER (DORDOGNE).

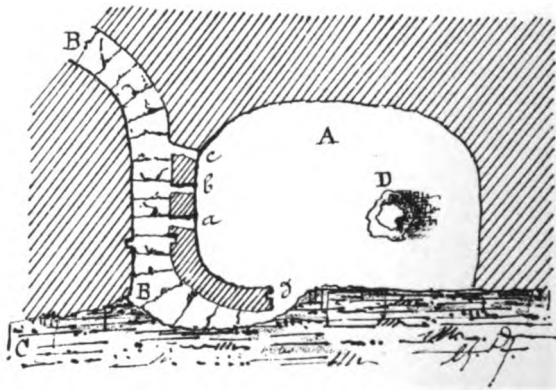
A 600 mètres environ de la ville de Saint-Astier, du côté de l'est, le voyageur qui suit la route départementale n° 51, en se dirigeant vers Périgueux, trouve à sa gauche un coteau calcaire, exploité depuis quelques années pour la préparation de la chaux hydraulique, et qui porte le nom de Peyonent (1).

Élevé de 60 mètres au-dessus de la rivière de l'Isle, dont il n'est séparé que par la route, le coteau du Peyonent s'inclinait brusquement à l'origine vers la vallée, n'offrant au milieu de broussailles que quelques sentiers de chèvres. C'est aujourd'hui une falaise abrupte, minée même à sa partie inférieure, et où l'œil du passant s'arrête à contempler le va-et-vient et le mouvement incessant qui accompagnent l'exploitation d'une carrière dans sa plus grande activité.

(1) Ce mot se prononce et s'écrit aussi Péonent. Sur la rive gauche de l'Isle, en face du coteau, se trouve le gracieux manoir de La Batut, propriété et résidence de notre confrère M. Ivan de Valbrune.



Plan.



Souterrain-refuge du Peyonens
à Saint-Astier (Dordogne)

Échelle de 0.005 p.m.

Depuis quelques semaines, les ouvriers avaient pratiqué au sommet de la montagne de nouvelles entailles formant comme deux sortes de terrasses en retrait. Le 21 novembre 1887, un coup de mine destiné à précipiter du haut de la première terrasse un bloc de calcaire, amena la découverte archéologique que nous allons signaler. Par un effet du hasard, avec le bloc attaqué par la mine, toute la paroi antérieure d'un *cluseau* ou souterrain-refuge, dont la présence dans cette haute falaise n'avait jamais été soupçonnée, fut précipitée dans le vide.

Les ouvriers s'empressèrent d'en dégager les abords et d'en sonder les cavités ; mais pour tout trésor, ils ne rencontrèrent que des ossements de carnassiers. Sans plus se préoccuper de cette découverte, ils se préparaient déjà à en faire disparaître les derniers vestiges, lorsque le propriétaire du terrain, M. Ivan de Valbrune, averti de ce qui s'était passé, eut la bonne attention de m'en informer par une dépêche (1). A 3 heures et demie de l'après-midi, j'arrivais à St-Astier, et, accompagné de notre excellent confrère, je me rendais au Peyonent.

L'accès du *cluseau* n'était pas sans difficultés, l'on pourrait même dire sans péril.

En avançant sur le bord de la falaise, on voyait bien à 5 ou 6 mètres au-dessous de soi le sol de la première terrasse ; mais au-delà c'était le vide, et on n'apercevait plus, à une très grande profondeur, que la vallée de l'Isle, le cours capricieux de la rivière et, sur la droite, un coin de la route, où quelques curieux, qu'on eût pris pour des pygmées, apparaissaient çà et là. Un câble solidement attaché sur le plateau devait faciliter notre descente ; mais plus heureusement, je trouvai dans le chef de chantier, M. Fantou, un homme habitué à la vue des précipices et très prudent. Par ses bons soins, M. de Valbrune et moi, nous pûmes gagner sans

(1) M. de Valbrune avait déjà signalé à la Société archéologique, en 1882, la découverte d'un souterrain-refuge dans la commune de St-Léon-sur-l'Isle, à 3 kilomètres de Saint-Astier. Voir sa note intitulée *Le souterrain de Pey-du-Rap*, dans le *Bulletin*, tome IX. 1882, pages 324-326.

accident le corridor d'accès et pénétrer à l'intérieur du *cluseau*.

Comme on peut le voir sur le plan joint à cette notice, le souterrain-refuge du Peyonent consiste en une chambre assez spacieuse A, orientée du sud au nord, à laquelle on accédait de la partie supérieure de la montagne, du côté du sud-ouest, par une galerie sinueuse BB munie de marches. Une seconde galerie C, dont quelques traces seulement subsistaient encore au moment de notre visite, procurait une issue vers la vallée, dans la direction du sud.

La chambre A, dont le sol est à 15 mètres du sommet du coteau et à 45 mètres au-dessus du niveau de la rivière, avait été creusée dans une assise de calcaire, entre deux bancs de rognons siliceux. Sa longueur est de 7^m30, et sa hauteur de 1^m82. Sa largeur, autant que nous avons pu la déterminer, était de 5 mètres. Nous avons dit que sa paroi antérieure avait été précipitée dans le vide. Il est probable que cette paroi n'avait qu'une faible épaisseur, et l'on peut supposer qu'une ou deux ouvertures, en facilitant l'aération de la chambre, permettaient aux habitants de ce réduit de plonger leurs regards sur la vallée. Vers le deuxième tiers de la chambre, du côté du nord, se trouvait une éminence circulaire de 0^m60 environ de diamètre, sur 12 à 15 centimètres de hauteur, où l'on pourrait voir un siège. Nous avons supposé de prime abord que c'était peut-être la base d'un pilier destiné à supporter la voûte ; mais celle-ci n'offre en cet endroit aucune amorce de pilier et l'idée d'un siège nous paraît plus acceptable.

Au côté sud de la chambre, se voient trois petites ouvertures disposées en échelons et permettant de surveiller le corridor BB. La première de ces ouvertures *a* est à 1^m25 du sol, la seconde *b* à 1^m47, la troisième *c* à 1^m78.

Leurs distances, l'une de l'autre, suivant la verticale, sont de 0^m45 et 0^m20. Avant de quitter cette chambre, nous remarquerons sur le retour de la paroi, à l'angle sud-est, une rainure verticale *d*, profonde de 0^m10, indiquant l'emplacement de la porte.

La galerie d'accès BB, à pente très adoucie du côté de

l'entrée, s'inclinait ensuite assez brusquement en se rapprochant de la chambre. Quoique la voûte en fût effondrée, quelques traces de son départ encore apparentes sur plusieurs points, nous ont démontré que sa hauteur ne devait pas dépasser 1^m30. Il fallait donc se courber pour en suivre les sinuosités. Sa largeur était de 0^m75. Les marches entaillées dans le roc avaient une hauteur moyenne de 0^m14, sur une largeur variant de 0^m30 à 0^m40. Nous n'omettrons pas de faire observer qu'à la partie inférieure des parois comme dans la chambre A, l'on reconnaissait encore fort bien les traces du pic qui avait servi à entamer la roche.

A la partie inférieure de la galerie, près du point où elle allait se contourner vers le nord, deux fortes rainures verticales pratiquées dans les parois et se faisant face, indiquent le mode de fermeture que l'on retrouve dans les monuments du même genre. Dans ces rainures profondes de 0^m10 sur une largeur de même dimension, l'on faisait glisser des poutrelles qui, en se superposant, obstruaient complètement le passage.

Une distance de 0^m35 seulement séparait cette clôture du premier trou d'observation *a*, de sorte que de l'intérieur de la chambre l'on pouvait atteindre sûrement, à l'aide d'un épieu ou d'une lance, l'ennemi qui aurait tenté de forcer l'entrée. Nous avons vu d'ailleurs que deux autres meurtrières permettaient également de surveiller la galerie BB.

Comme nous venions de quitter ce souterrain-refuge, M. Ivan de Valbrune me fit remarquer sur la terrasse située immédiatement au-dessus, deux petites cavités cylindriques creusées dans le calcaire et utilisées sans doute comme silos, puis contre la paroi verticale du rocher, une rigole inclinée dans la direction du sud et destinée à entraîner au loin les eaux pluviales ou d'infiltration. Ce travail de drainage que j'observais ici pour la première fois, avait évidemment pour but de garantir la chambre A contre l'envahissement des eaux.

Après avoir décrit le souterrain du Peyonent, ce serait ici le lieu d'en déterminer la date. Je me bornerai à dire qu'il est de très haute époque, et comme les monuments analo-

gues, si nombreux en Périgord, qu'il doit, selon toute vraisemblance, être attribué aux Gaulois, sinon même à un peuple plus ancien. A l'appui de cette opinion, je pourrais invoquer divers textes et apporter déjà quelques raisons sérieuses. Mais dans l'étude de semblables monuments, dont plusieurs ont été occupés et même remaniés à différentes époques, le devoir de l'antiquaire est d'user de prudence et de s'entourer du plus grand nombre possible d'observations. Je réserverai donc mon sentiment sur la date du *cluseau* du Peyonent, m'estimant satisfait d'avoir pu le visiter et l'étudier, grâce à l'obligeante attention de M. de Valbrune.

A l'heure actuelle, en effet, plus rien ne subsiste de cette antique retraite souterraine.

Michel HARDY.

HOMMAGE D'OBÉISSANCE

RENDU A AUDOIN D'ABZAC, ABBÉ DE LA GRANDE-SAUVE,

PAR LES PRIEURS ABSENTS LORS DE SON INSTALLATION,

Du 28 Octobre 1485.

Memoriale est, quod nos capitulum et religiosi, videlicet Raymundus Linier, prior claustralis et prioratus de Croyssa, Aymericus de Castro, prior sancti Anthonii Agennensis, Arnaldus de Calciata, prior de Casteleto, Theobaldus de Brohio, prior de Monthyniat, Nicholaus Richier, prior de Bellofonte, Guilhermus Dalies, beate Marie de Insula, Inalverto Gassi, Arnaldus de Ratovulpe, prior de Scabieusa, Johannes de Senois de Sanilaco, priores; Johannes de Puiprey, Admaneus de Leyra, Johannes Ricardi, Anthonius de Ratovulpe, Johannes de Larmandie, Johannes de Curtoy et Joannes de Nicholaii, religiosi et professi monasterii beate Marie Silve maioris inter duo maria, ordinis sancti Benedicti : Notum facimus universis presentibus pariter et futuris quod nos unanimes in loco nostro capitulari consueto eiusdem monasterii omnes ad sonum campane, ut moris est, inter nos congregati et existentes, secundum ritum et approbatum usum seu consuetudinem diucius in dicto nostro monasterio per nos

et predecessores nostros observatam, capitulum nostrum generale tenuimus et fecimus, die hodierna sanctorum Symonis et Jude apostolorum que est vicesima octava mensis octobris anni infra scripti, in presenciâ et conspectu reverendi in Christo Patris et domini domini Audoyni de Abzaco, in decretis baccalarii, ordinis sancti Benedicti, abbatis nostri et dicti monasterii seu abbacie supradicte Silve maioris, presentis et in dicto capitulo presidentis, et dictum capitulum nostrum faciendo de negociis, actibus et administratione dicti monasterii ac prioratuum nostrorum aliorumque membrorum et jurium eiusdem abbacie tractavimus et communicavimus ac providimus in necessariis et opportunis secundum qualitatem et exigentiam negociorum. Et insuper cum nos Theobaldus de Brohio et Guillhermus Dalies, religiosi supranominati, videlicet domini fratris Audoyni de Abzaco huius modi abbacie introitu seu recepcione eiusdem ex provisione eidem facta per dominum vicarium generalem reverendissimi in Christo Patris et domini domini Burdigalensis archiepiscopi de ipsa abbacia, per resignationem sibi factam causa permutacionis per supradictum de Castro olim per religiosos et capitulum in abbatem electum et inde confirmatum, interesse non potuerimus commode aliis negociis impediti aut cum aliis religiosis fratribus nostris tunc capitulantibus adfuisse. Nos, inquam, in omnibus et singulis per eos in recepcione, consensu, approbatione, ratificatione et emologacione, suprâ dicta renunciacione et provisione per eos et dictum capitulum actis, factis et expeditis consentimus et ex nunc prout ex tunc consentimus ac ratum et gratum habuimus et habemus sibi que in signum hoc sibi de Abzaco ut abbati et pastori nostro honorem, reverenciam et obedienciam promisimus et promictimus atque pensiones racione prioratuum nostrorum predictorum eidem abbati racione eiusdem abbacie debitas pro hoc anno solvimus, et annis inde singulariter advenientibus persolvere promittimus.

In quorum premissorum testimonium, Nos supradicti religiosi et capitulum, ut dictum est, capitulantes hoc presens memoriale scribi et ordinari fecimus et voluimus ac per notarium et secretarium nostrum infrascriptum signari fecimus et sigillum dicte abbacie seu conventus, sigillari et apponi jussimus et jubemus. Actum in dicto monasterio Silve maioris, die supradicta vicesima octava mensis octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quinto.

Ad requestam dictorum dominorum abbatis et religiosorum.

BARDEAU OU BARDEREAU, *notarius*.

Pour copie conforme :

M^{is} D'ABZAC DE LA DOUZE.

PRIÈRES CONTRE LA RAGE.

Contra rabiam canum vel eorum morsuram.

Benedictiones.

Benedic, Domine, hos fructus vel panem hunc sicut benedixisti quinque panes in deserto, ut omnes vel hec animalia gustantia ex hiis recipiant sanitatem et a canis morsura et rabia liberentur. — Per Christum, etc.

Orationes infra scripte sunt valde utiles adversus morsuram canum rabidorum et ceterorum animalium, conceptis precibus beati Petri apostoli, et primo offerantur candelæ cum denariis novem ante imaginem beati Petri.

Adjutorium nostrum, etc. Domine exaudi orationem meam, etc.

Oremus.

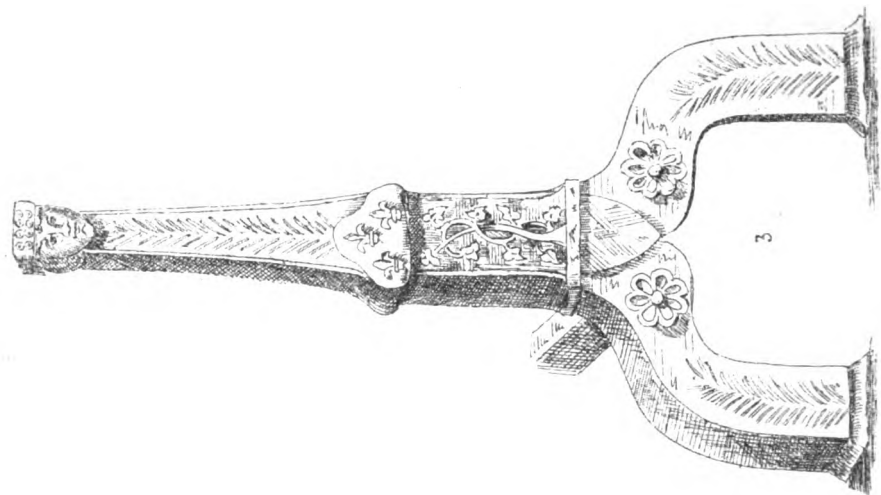
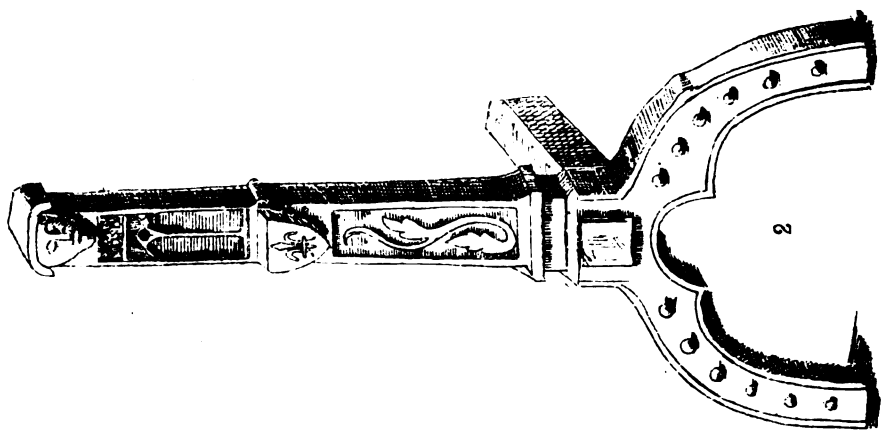
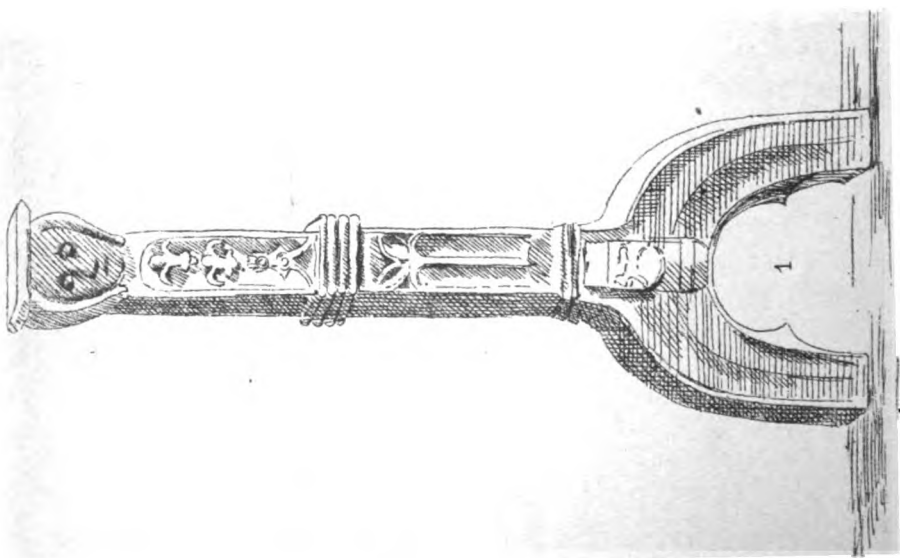
Domine Jesu-Christe qui bonitate tua beato Petro apostolo tuo claves regni celorum tradidisti et potestatem ligandi atque solvendi concedisti, concede propitius ut eius meritis et precibus gloriosis benedicere + digneris hunc panem vel vinum vel hos fructus, prout ipse beatus Petrus benedixit in nomine tuo panem et dedit canibus à Simone Mago missis et a rabia fuerunt liberati et soluti a morbo. Etiam canes gustantes vel ista animalia ex his fructibus comedentia recipiant sanitatem a rabia canis et ejus morsura liberentur. — Qui vivis et regnas, etc., etc.

Oratio pro homine à cane morso vel a quopiam animali.

Conserva, quesumus, omnipotens Deus, hunc famulum tuum a rabia canis et a morsura eius, et custodi ei bonum sensum ut non diminuatur, sed per te melius recipiat incrementum. — Per Christum, etc., etc.

Pro animalibus.

Conserva, quesumus, omnipotens Deus, hos porcos vel hec animalia a rabia canis et a morsura eius, et si sint infensi, restitue eis pristinam sanitatem atque custodi omni tempore ne amplius morsus rabie ingrevescat



ANCIENS LANDIERS DU PÉRIGORD.

eis et a rabia ea digneris benignitate tua liberari, sinne que preces nostras exaudiri. — Per Dominum nostrum, etc.

Oratio beati Petri.

Deus qui beato Petro collatis clavibus regni celorum, etc.

Benedictio Dei Patris + et Filii + et Spiritus sancti descendat super hos fructus, *detineatur* ? Super hec animalia ex hiis comedentia et a rabia canis protegentur. In nomine Patris, etc.

Amen.

La 9^{me} de mars 1550.

F. LOUBIAC (ou Loubignac).

Ces prières, de la première moitié du xvi^e siècle, m'ont paru curieuses, et je les donne à ce titre à notre Société.

Pour copie conforme ;

M^{is} D'ABZAC DE LA DOUZE.



ANCIENS LANDIERS DU PÉRIGORD.

Les landiers, dont nous avons l'honneur de présenter un dessin à la Société, nous ont paru mériter d'être publiés. L'un (*fig. 2*), appartient à notre confrère M. René de Gérard, de Sarlat. Il est en fer forgé et mesure 0,60 centimètres de hauteur. La tête qui le termine a été usée par le frottement ; on remarquera qu'il est d'une forme élégante, et ce que le dessin ne peut rendre, c'est la netteté des lignes. Nous croyons devoir le faire remonter jusqu'au xiv^e siècle ; le pied trilobé, la forme de la fleur de lys, les petites arcatures décoratives du sommet, nous y ont engagé.

Nous rapporterons à la même époque celui qui, sur notre dessin, porte le numéro 1. Ce landier, également en fer forgé, appartient à M. R. Lespinasse, propriétaire aux Poucaux, dans la commune de Beauregard, canton de Terrasson.

Le troisième, conservé à Coursac, est plus lourd et plus massif; il est en fonte de fer et mesure à peu près la même hauteur; les motifs d'ornement et surtout la forme du pied en accolade nous l'ont fait attribuer au xvi^e siècle.

A. DE ROUMEJOUX.



LES FOIRES DE LA LATIÈRE.

Depuis quelques années, les archéologues recherchent tout ce qui se rattache à l'origine des foires anciennes établies dans des lieux isolés. La Société française d'Archéologie avait mis cette question au programme de son dernier Congrès, à Dax et Bayonne, et tout le monde sait que ce sont les foires de Sanxay qui ont mis le P. de la Croix sur la trace de ses admirables découvertes.

Nous possédons en Périgord, à 8 ou 9 kilomètres d'Échourgnac et de Sainte-Aulaye, au milieu de la Double, loin de tout centre, les foires célèbres de la Latière, qui, depuis un temps immémorial, attirent quatre fois par an les habitants de toute la Double, de Ribérac à Coutras, aussi bien que ceux de la Charente et de la Saintonge.

Ce lieu est encore à peu près aussi désert qu'au temps où, dit-on, les voleurs de chevaux s'y donnaient rendez-vous pour s'y défaire du fruit de leurs brigandages, sûrs que personne ne viendrait les troubler au milieu des solitudes de la *Sylva Edobola*.

Le champ de foire, dernier reste des antiques futaies de la Double, situé sur un coteau élevé, près duquel sont deux maisons peu anciennes avec leurs granges, offre un aspect particulièrement pittoresque; il est entouré de bois de tous côtés, parsemé de quelques chênes séculaires qui abritent de leur ombrage les animaux de toute sorte, les marchands en plein vent, les voitures, au milieu desquelles se

presse la foule des acheteurs et des vendeurs, à l'idiome varié, qui ne quittent leurs affaires que pour s'asseoir sous de vastes hangars, devant de longues tables chargées de viandes dépecées au fur et à mesure.

La Latière est le point extrême de ce côté de notre pays où se parle le patois périgourdin. Si sa position est à la vérité admirablement choisie pour faciliter les transactions entre les habitants du Périgord, de la Saintonge, de l'Angoumois et même du Bordelais, dont elle se trouve également éloignée, la légende des voleurs marchands de chevaux (*latro, latrones, Latière*), ne suffit pas pour expliquer leur institution, surtout dans un temps où les moyens de communication n'existaient guère et où les rapports entre les populations d'origines différentes étaient rares et difficiles.

L'importance de ces foires n'a pas diminué : si l'on y voit moins de chevaux, les bestiaux y sont plus nombreux que par le passé, et l'affluence est aussi considérable. Il y eut au début un motif d'installer des foires loin de toutes ressources, à la Latière plutôt que dans un des bois voisins ou dans les bourgs de Sainte-Aulaye, d'Échourgnac et de Servanches, anciennement habités et aussi bien placés qu'elle. Là comme dans la plupart des foires créées dans des lieux isolés, c'est à un antique pèlerinage qu'on doit attribuer leur origine.

Dans une prairie, un peu au-dessous du champ de foire coule une fontaine qui va bientôt se perdre dans la *nauve* ; cette fontaine est consacrée à saint Eutrope, dont la fête tombe le 30 avril, date de la première foire de l'année. Encore aujourd'hui la fontaine de Saint-Eutrope est l'objet d'un pèlerinage très suivi dans toute la contrée, et il n'y a pas longtemps que le curé de Sainte-Aulaye a cessé de venir y dire les Évangiles, le jour de la fête du saint. Comme à Douchapt et à St-Jean-de-la-Lande, pour ne parler que des fontaines vénérées dans mon voisinage, les malades viennent y chercher un soulagement à leurs maux. Ici ce sont les personnes atteintes de douleurs ; mais il y a aussi des pèlerins d'un autre ordre : ce sont les amoureux, ou plutôt les filles en quête de maris ou désireuses de faire réussir leurs amours par l'intercession du saint. Les jeunes filles disent

une prière que m'a dictée un habitant de la Latière qui a l'habitude de la réciter pour celles qui ne la savent pas.

La voici dans son originale naïveté :

« Oh ! grand saint Eutrope, oh ! grand saint patron, vous qui êtes invoqué ici par les jeunes filles, veuillez intercéder pour moi auprès de Dieu, afin qu'il favorise mes années futures et que mon époux soit un homme bénin, honnête, affable comme... (un tel) pour la réalisation de... »

Ici, elle dit son souhait.

La traduction française rend mal l'original patois ; mais le patois écrit perd aussi bien toute sa saveur primitive.

Ensuite la jeune fille dépose en *ex voto* sur le pied de la croix qui surmonte la source une ou plusieurs épingles. Suivant l'expression de notre vieux droit français, ce sont bien les épingles du propriétaire de la prairie, puisqu'il ne retire pas d'autre bénéfice de la source.

Cette coutume de déposer des épingles au pied de la croix n'est pas suivie seulement à la fontaine de Saint-Eutrope ; à Douchapt également, le jour du 15 août, les femmes piquent des épingles dans la robe de la Vierge miraculeuse ; la croix de pierre de la Latière a remplacé depuis peu une croix en bois dans laquelle les filles piquaient jadis les épingles ; cette croix en était toute hérissée comme le tronc d'arbre fameux du Graben à Vienne l'est de vieux clous ; la croix de bois ayant disparu, l'usage s'est perpétué inexplicable maintenant. Tout en repoussant aucune comparaison malséante, il m'est difficile de ne pas associer cette singulière coutume à la bizarre pratique de l'envoûtement qu'on retrouve partout au moyen-âge, dans les livres de magie comme dans les procès de sorcellerie, et qui, dans nos campagnes, n'est point encore oubliée des prétendus sorciers.

Une figure en cire était censée représenter la personne sur laquelle devait opérer le sortilège ; pour se faire aimer, on plantait une épingle dans le cœur de la figurine, en proférant certaines formules ; on l'enfonçait chaque jour davantage,

jusqu'au moment où le but était atteint. Si l'on voulait faire perdre un membre, un organe, l'épingle était fichée dans l'organe correspondant de la poupée. Certes, je ne veux pas comparer ; mais ne paraît-il pas que cette coutume des épingles de la croix de Saint-Eutrope, qui remonte aux âges lointains, peut être issue d'une même superstition, d'une même origine ?

L'ancienneté du pèlerinage n'est pas douteuse, quoique nous ne connaissions aucun titre qui en fasse mention, non plus qu'aucune charte d'établissement des foires. A quelques mètres de la fontaine, on distingue encore les fondations de deux constructions. L'une d'elles, détruite depuis peu d'années était une chapelle consacrée à saint Eutrope, comme la fontaine ; l'autre était, d'après la tradition, une chapelle beaucoup plus ancienne qu'avait remplacée la dernière détruite. C'est un quadrilatère de petite dimension, dont les fondations en grison taillé ont environ deux mètres d'épaisseur. Les terres qui recouvrent ces substructions ne m'ont pas permis de les mesurer ; le propriétaire de la prairie y a découvert deux tombes probablement fort anciennes. Chacune d'elles était formée de trois pierres debout, une de chaque côté de la tête du squelette et une aux pieds. De grosses pierres recouvraient le corps comme d'un toit. Dans l'une des sépultures était un vase en forme d'écuelle, en terre grise grossière ; la tête du mort placée à l'endroit où devait se trouver l'autel, était recouverte par un gros bloc quadrangulaire en grison taillé, que l'on peut croire avoir servi de base à l'autel primitif. Dans les déblais, on a aussi trouvé plusieurs monnaies rongées par l'oxydation ; je n'ai pu voir aucun de ces objets ; mais je ne mets pas en doute leur existence.

Il est clair que nous sommes ici en présence d'une suite de faits qui dénotent que le pèlerinage de Saint-Eutrope remonte à une époque fort reculée. On doit surtout à mon avis attacher une grande importance à l'existence des sépultures que nous venons de décrire ; il est très regrettable qu'on n'ait pu les étudier ; mais la forme très caractérisée des cercueils dans un pays où la pierre est rare, et le vase retrouvé à

côté de l'un des corps, ne peuvent être postérieurs au xii^e siècle.

Il semble probable que la fontaine, d'abord sanctifiée par quelque pieux ermite, sans doute celui dont le corps a été trouvé couché sous l'autel, car rien n'autorise à croire qu'elle ait été l'objet du culte des populations primitives, vénérée par les habitants qu'attirait le saint personnage, consacrée par lui ou par le peuple à saint Eutrope, le patron de la Saintonge, attira un grand concours, surtout le jour de la fête du saint. L'absence de toutes ressources, au milieu de ces solitudes, obligea dès le début à vendre et à acheter au moins pour se nourrir ; de là l'origine de la foire du 30 avril, les autres s'ajoutèrent peu à peu en même temps que les besoins ou l'importance du pèlerinage croissaient, et un jour vint où celui-ci fut absorbé par les foires, à peu près oublié et transformé en ce que nous voyons aujourd'hui.

M^{re} DE FAYOLLE.



LE PÉAGE DE BAYNAC,

TANT PAR TERRE QUE PAR EAU SUR LA RIVIÈRE DE DORDOGNE,
DANS L'ÉTENDUE DE LA JURIDICTION DE BAYNAC,
APPARTENANT AU SEIGNEUR BARON DUDIT BAYNAC.

(Extrait de la Pancarte du Péage de Baynac.)

La charge de cheval du drap, douze deniers, et si c'est par eau, double péage ; et s'il y en a qui soient garnis de soye, deux sols par charge de cheval.

La charge du drap gros, huit deniers.

La charge de laine, quatre deniers.

La charge de noyeaux, quatre deniers.

La charge d'huile, douze deniers.

La charge du sel, un denier et une palmade.

La charge de merlusse, deux merlusses.

La charge de cuivre ou de métal, douze deniers.
La charge d'harengs, une poignée.
Sucre, savon et couleurs pour les teintures, huit deniers.
La charge de sardines, une poignée.
La charge de fer, quatre deniers.
La charge d'acier, huit deniers.
La charge d'étain ou de plomb, huit deniers.
Tout ce qui se porte au col ne doit que demi péage.
La charge de cire ou d'épices, douze deniers.
Une charge de graisse, huit deniers.
Un cuir de bœuf, un denier.
Une charge de souillers, ou de cuirs gros ou menus, huit deniers.
Une charge de cuirs de moutons ou quoi que ce soit, douze deniers.
La charge du vin, un denier.
Toute chose qui va par eau doit le double péage.
Tout nausson ou petite barque qui va pour vendre, douze deniers.
La charge de coton, laine ou lin, quatre deniers.
Pour les mairindières à double bord, cinq sols ; celles à simple bord,
deux sols six deniers.
La charge de charbon, fust ou bois, un denier.
La charge de chataignes ou autres fruits, un denier.
La charge de fromages gras, huit deniers.
La charge de fromages de brebis ou de chèvres, un denier.
La charge d'oignons et ails, deux fours par charge.
La charge de toile prime ou déliée, douze deniers.
La charge de toile grosse, six deniers.
La charge de lamproyes, deux lamproyes par charge.
La charge de terre cuite, un denier.
Une meule de moulin, douze deniers.
Une meule pour un faure, quatre deniers.
Toute charge de pierre ou de terre, un denier.
La charge de paille ou de foin, un denier.

Tout habitant de Domme ne doit que demi péage.

Pour copie conforme :

LOUIS CARVÈS.

UN PÉRIGOURDIN AU XVIII^e SIÈCLE.

LE CHEVALIER PIERRE CEROU.

1709-1797.

Je lis, dans une notice dont il ne m'appartient pas de faire l'éloge, sur la vie d'un Périgourdin, aujourd'hui justement célèbre, M. Joseph Joubert, né à Montignac, le passage suivant :

« Comme toutes les provinces où s'était maintenue l'inégalité des partages, le Périgord avait l'antique coutume d'envoyer une partie de ses fils chercher fortune au dehors. Les emplois dans l'armée, les bénéfices ecclésiastiques, les charges de magistrature et de finances ouvraient leurs largesses à une foule de familles bourgeoises ou titrées. Une émigration incessante peuplait Paris ou la Province de ces enfants du Midi, pleins de vivacité ou d'adresse, se pressant aux avenues du pouvoir, y pénétrant et s'entr'aidant l'un l'autre, et souvent, dans leurs vieux jours, rapportant au foyer natal quelque fortune amassée, un blason conquis, l'élégance du monde ou de la Cour (1). »

Je dois à mon âge le privilège d'avoir pu fréquenter, bien jeune encore, sous la Restauration, un de ces salons parisiens qui servaient de rendez-vous aux Périgourdins notables, fixés à Paris, ministres, pairs de France, députés,

(1) Pensées de M. Joseph Joubert, précédées de sa correspondance et d'une notice sur sa vie et ses travaux, par M. Paul de Raynal. — 3^e édition, Paris, Didier, 1862 ; — 2 vol. in-12. — 1. p. IX. — M. Paul de Raynal, mon frère aîné, mort à un âge peu avancé, était neveu par alliance de M. Joseph Joubert, dont il avait recueilli et mis en ordre les manuscrits avec un pieux dévouement.

ecclésiastiques, magistrats. C'était celui de M. de la Calprade, mon parent, avocat consultant, qui, avant la Révolution, avait été appelé de Sarlat, pour entrer dans le Conseil de M. le prince de Condé, et qui fut bientôt renommé pour son esprit, sa science et sa conscience. C'était, bien entendu, un salon royaliste, mais où la contradiction était admise, pourvu qu'elle ne fût pas une hostilité déclarée. Je ne saurais oublier tout ce qui s'y réunissait d'hommes distingués, tout ce qu'on y dépensait d'esprit, le plaisir qu'on trouvait à s'y rencontrer, les récits piquants qui s'y faisaient et dont le mot de la fin était presque toujours dit en patois : car ils se rapportaient presque toujours aux souvenirs du *pays*. Cela leur donnait plus de saveur ; mais ils perdaient beaucoup pour ceux qui étaient forcés de se les faire traduire, ayant le malheur de ne pas comprendre le patois.

Je dois dire comment j'ai été amené à m'occuper de la vie d'un de ces cadets du Périgord, qui avait quitté de bonne heure le pays natal, non sans espoir de retour, et qui mérite peut-être de n'être pas absolument oublié.

Mon père, né à Salignac (Dordogne), et lui-même cadet de famille, nous avait souvent entretenus d'un grand-oncle maternel, M. le chevalier Cerou, auquel il devait en grande partie son éducation et la carrière dans laquelle il s'était fait une position élevée ; et j'avais retrouvé dans ses papiers quelques lettres qui lui avaient été adressées, pendant sa jeunesse, de 1786 à 1790, par M. le chevalier Cerou. Elles m'avaient frappé par la grâce du style, la sagesse des conseils, toujours affectueux, quelquefois sévères. Mon père, au début de cette correspondance, n'avait que 18 ans. Un sentiment de reconnaissance rétrospective m'a porté à rechercher plus tard ce qui se pouvait encore apprendre sur ce vénéré protecteur. Mes efforts, sans arriver à un résultat complet, ne sont cependant pas restés infructueux. Je serais heureux que ce travail pût inspirer quelque intérêt et me valoir des rectifications ou des compléments.

J'ai d'abord recueilli dans la famille de M. Cerou, qui subsiste encore, toutes les traditions qui avaient pu être conservées, mais qui manquaient un peu de précision et

de dates (1). Je les ai ensuite, comme je l'ai pu, confirmées ou rectifiées, par des recherches personnelles dans différentes archives. Je dois remercier ici MM. les archivistes auxquels je me suis adressé de l'extrême obligeance qu'ils ont bien voulu me témoigner.

M. Pierre Cerou, plus tard chevalier de Malte, était né en 1709, à Gignac (Lot). Il appartenait à une famille très honorable et alors très nombreuse, dont les diverses branches habitaient les confins du Périgord, du Quercy et du Bas-Limousin. Son frère aîné, M. Joseph Cerou, docteur en médecine, fixé à Toulouse, devint, en 1770, capitoul de cette ville pour le quartier de Pont-Vieux; son portrait, qui figurait au Capitole, a été détruit, avec tous les autres portraits capitulaires, de 1753 à 1773 (2).

C'est à Brive, dans le collège que dirigeaient alors les Pères de la Doctrine chrétienne, que Pierre Cerou commença ses études. Il y obtint sans doute beaucoup de succès: car, à 16 ans, il fut envoyé à Paris, au collège de Ste-Barbe, sans doute comme boursier (3). Ste-Barbe était alors dirigée par un principal qui passait pour être animé de l'esprit janséniste, Simon Ménassier; mais les études y étaient excellentes. A 20 ans (les études étaient alors plus longues qu'aujourd'hui), il obtint, à une distribution présidée par Rollin, les quatre principaux prix, et le vénérable recteur lui dit, en l'embrassant: « Bravo, jeune homme! vous êtes le premier qui, depuis moi, ayez obtenu un pareil succès! » — Puis il l'engagea à venir le voir.

(1) Ces traditions, recueillies, vers 1812, par M. le docteur Cerou, de Gignac, m'ont été communiquées par M. Etienne Cerou, qui habite son domaine de la Verdine, canton de Meyssac (Corrèze).

(2) Lettres de M. Baudouin, archiviste départemental, et de M. Roschach, archiviste de la ville de Toulouse, des 16 et 21 mai 1887. — Un Jean de Reynal et un autre Jean Raynal, subdélégué de l'intendance de Languedoc, ont été capitouls en 1682 et 1767. J'ignore s'ils étaient de ma famille. Il y avait une famille de Reynal ou Raynal (le nom s'écrit des deux manières) à Sarlat.

(3) On m'a parlé de bourses fondées à Sarlat par le cardinal Dubois, pour des jeunes gens de sa famille. Ce serait là au moins une bonne œuvre; mais je n'ai pu rien vérifier à cet égard.

Le jeune lauréat n'y manqua pas assurément, et ce fut sans doute grâce à Rollin qu'il fut bientôt placé, comme précepteur, chez M. Riquet de Caraman, descendant de l'illustre fondateur du canal du Languedoc.

Ainsi jeté dans le meilleur monde de Paris, il entra naturellement en relation avec beaucoup d'hommes de bonne compagnie et d'hommes de lettres. D'après un portrait fait plus tard en Italie (1), il avait une heureuse et agréable physionomie : son esprit avait la finesse et la vivacité communes dans son pays : un peu railleur, un peu frondeur, il en convenait dans ses lettres ; mais c'était l'esprit du temps. Je dois reconnaître, en effet, qu'en restant fidèle à toutes les bienséances, et naturellement modéré, il ne sut pas complètement résister aux influences qui l'entouraient. La plus haute classe elle-même ne donnait que trop l'exemple de cet entraînement.

C'est alors qu'il composa et fit recevoir, au Théâtre-Italien, une petite comédie en un acte et en prose, *l'Amant auteur et valet*, qui rappelle certaines pièces de Marivaux, et qui fut représentée seulement le 7 février 1740, avec un véritable succès ; mais elle ne fut imprimée, à ce qu'il semble, qu'en 1777, dans une sorte de répertoire dramatique : cela prouve qu'elle n'était pas oubliée près de quarante ans après sa représentation. Les recueils du temps (2) disent « que la pièce eut un succès aussi brillant que mérité, » qu'elle est restée au répertoire et reparait de temps en temps avec applaudissements, » et La Harpe lui a fait l'honneur de lui consacrer quelques lignes (3) ; il la met, à la vérité, au-dessous des *Jeux de l'amour et du hasard*, de Marivaux, « qui, dit-il, lui étaient généralement préférés » ; mais cela prouve au moins qu'elle avait aussi ses partisans.

(1) Ce portrait appartient encore à M. Etienne Cerou, qui a bien voulu m'en transmettre une photographie.

(2) Voir le *Mercur* de cette époque.

(3) *Cours de littérature*, XII, p. 352, 1^{re} édition.

La fable est des plus simples. Un jeune poète, Eraste, ne parvient à s'introduire auprès de Lucinde, une belle veuve dont il est épris, qu'en qualité de valet, sous le nom de L'Orange, et trouve ainsi moyen de lui faire mystérieusement parvenir des vers en son honneur. Un oncle d'Eraste, Mondor, revenu du Canada avec une grosse fortune, a fait la connaissance de Lucinde, et prétend l'épouser ; en même temps, il cherche à retrouver ce neveu qui a disparu. Des incidents dus à deux personnages épisodiques, le valet d'Eraste, qui l'a introduit avec lui dans la place, où il sert ses intérêts, et la soubrette de Lucinde, occupent la scène. Enfin, tout se découvre ; Lucinde n'est pas cruelle, et l'oncle pardonne. Voici le dénouement :

LUCINDE.

Et par où ai-je mérité, Monsieur, une conduite aussi hardie et aussi offensante ?

ERASTE.

Ah ! Madame, songez au moins que je ne suis jamais sorti de ce respect auquel je m'étais voué en entrant chez vous !

LUCINDE.

Je ne puis l'en dédire : c'est une réflexion que je faisais même, il y a quelques moments. Je n'ai pas moins lieu de me plaindre de son étourderie ; elle m'expose à des bruits que je n'ai pas mérités, et L'Orange doit renoncer à me voir ! Je ne veux pas cependant qu'il soit sans récompense ; je connais le prix des services qu'il m'a rendus et lui tiens compte de ceux qu'il aurait voulu me rendre. (*A Eraste, en lui tendant une boîte d'or.*) Prenez cette boîte : je croirais vous offenser, si je vous payais autrement.

ERASTE.

Madame....

LUCINDE.

Prenez-la, vous dis-je ! (*Eraste prend la botte.*) Adieu, L'Orange. (*Elle sort.*)

.

MONDOR.

On se moque de vous, mon cher neveu ; mais consolez-vous : elle m'a refusé moi-même !

ERASTE (*regardant la botte*).

Que vois-je ? Son portrait !

MONDOR.

Son portrait ! Ah ! fripon, que je le voie... (*Après avoir vu la botte.*) Oui, ma foi !... Tu es trop heureux.... Donne-le-moi ; tu vas avoir l'original.

ERASTE.

Quoi ! vous croyez... Elle se sera peut-être trompée...

MONDOR.

Cours vite après elle... mais va changer d'habit. Elle a congédié L'Orange, et c'est Eraste qu'elle demande.

.

C'est là au moins, on en conviendra, un élégant badinage, que ne dépare pas le style, gracieux et de bonne compagnie, moins fin sans doute, mais peut-être plus naturel que celui de Marivaux, quoiqu'il s'en rapproche.

Cependant, après qu'il eût rempli sa mission chez M. de Riquet de Caraman, celui-ci, qui avait assurément conçu

pour lui beaucoup d'estime, le fit admettre en la même qualité chez un membre de sa famille, M. Riquet de Monrepos, alors avocat général au Parlement de Toulouse, dont il devait devenir procureur général en 1749 (1). M. Cerou revenait ainsi dans le voisinage de son pays natal, et retrouvait à Toulouse son frère, le futur capitoul.

C'est à cette occasion que son sort devait changer par un incident tout à fait singulier.

L'infant don Philippe, né du second mariage de Philippe V, roi d'Espagne, avec Elisabeth Farnèse, et qui lui-même avait épousé en 1739 la fille aînée de Louis XV, a fait la guerre en Italie vers cette époque, avec des succès entremêlés de revers. Il devait plus tard être investi, par le traité d'Aix-la-Chapelle, du 18 octobre 1748, du duché de Parme, de Plaisance et de Guastalla.

Au mois de mars 1742, en se rendant d'Espagne en Italie, par Antibes, il s'arrêta quelques jours à Montpellier. C'était le duc de Richelieu qui était alors gouverneur du Languedoc, et ce fut lui qui fit préparer une réception solennelle à l'infant, dans tous les lieux d'étapes de la province, puis à Montpellier (2).

L'infant arriva à Montpellier le 24 mars 1742, à 7 heures du soir. Il en repartit le 28, à 10 heures du matin. C'est assurément alors que M. Cerou fut envoyé par M. de Monrepos à Montpellier, pour le saluer de sa part et lui offrir des chiens de chasse, d'une espèce rare sans doute.

(1) Jean-Gabriel-Amable de Riquet de Monrepos, petit-fils du fameux Riquet, fils d'un président à mortier du Parlement de Toulouse, y avait été nommé avocat-général le 24 mars 1735. Ses provisions de procureur-général, datées de Versailles le 25 novembre 1749, furent enregistrées à Toulouse, le 11 février 1750. (Lettre de M. Baudouin, archiviste de la Haute-Garonne.)

(2) Les archives de Montpellier contiennent encore des pièces nombreuses relatives à ce passage de l'infant, et M. de la Pijardière, archiviste du département, a bien voulu m'en envoyer l'analyse. Il n'y a au contraire aucune trace du passage du Prince à Montpellier vers 1748. Les anciennes notes de la famille Cerou placent les incidents que je vais raconter vers 1748 ou 1749, à l'époque où le Prince aurait été prendre possession du duché de Parme. Je crois certain, d'après les documents que j'ai pu réunir, que ces incidents doivent être reportés à 1742.

Le duc de Richelieu, parmi d'autres goûts moins justifiables, avait la passion du théâtre. La ville de Montpellier lui dut, quelques années après, une belle salle de spectacle qui, comme tant d'autres, hélas ! a été détruite par un incendie, au mois d'avril 1881. Mais il y eut, dans l'ancienne salle, des représentations en l'honneur du prince.

Arrivé à Montpellier, M. Cerou, si l'on s'en rapporte aux traditions de famille, apprit qu'on devait jouer, avec le *Mithridate* de Racine, sa comédie de l'*Amant auteur et valet*. Il s'empressa donc d'aller au spectacle. C'était probablement le 25 mars. Admis au foyer des acteurs, en sa qualité d'auteur dramatique, l'acteur, déjà en costume, qui devait jouer le rôle de Mithridate, le salua en le tutoyant : « Comment va M. Cerou ? » On voit d'ici la scène. Il lui rappela qu'il avait été son camarade à Ste-Barbe. C'était un nommé Josse, Rousselois sous son nom de théâtre, qui avait débuté le 12 mai 1738 au Théâtre-Français de Paris, dans ce même rôle de Mithridate, sans succès, et qui n'en avait pas eu davantage, toujours dans le même rôle, à un nouveau début, le 14 mai 1745 (1). Rousselois fit beaucoup d'amitiés à M. Cerou, lui fit rendre le prix de sa place qu'il avait payé, et l'engagea à venir souper chez lui, après la représentation, avec les principaux officiers de l'Infant don Philippe (2).

C'est là que M. Cerou fit la connaissance d'un *garçon de chambre* du prince, tel était alors son titre modeste, M. du Tillot, qui plus tard devait être d'abord son intendant-général, plus tard son premier ministre, quand celui-ci devint duc de Parme, à la fin de 1748.

Guillaume-Léon du Tillot, destiné à jouer un jour un si grand rôle dans le gouvernement du duché, né à Bayonne,

(1) Lettre de M. l'archiviste de la Comédie Française ; et seconde lettre rectificative. — Le nom de Rousselois diffère peu du nom conservé dans les souvenirs de la famille Cerou, ce qui confirme la date que j'ai assignée à l'entrevue.

(2) Le dossier C. 41 des Archives de l'Hérault contient beaucoup de pièces relatives à la réception du Prince, notamment la liste des officiers de sa maison. — (Communication de M. l'archiviste.)

en 1711, était le fils d'un *garçon de robe* de Philippe V, roi d'Espagne. Il avait probablement été élevé à la cour, avec l'Infant, un peu plus jeune que lui. C'est ainsi qu'il inspira au prince, d'ailleurs un peu faible, une affection et une confiance qui ne se sont jamais démenties. Il dirigea avec une grande habileté l'administration du duché, obtint l'estime du roi d'Espagne et du roi de France, et ne succomba plus tard que par la haine et les intrigues de la duchesse Marie-Amélie, fille de Marie-Thérèse et sœur de notre malheureuse reine Marie-Antoinette, qui avait épousé le fils et le successeur de don Philippe, le prince don Ferdinand (1).

Le souper sans doute se passa gaiement; et M. du Tillot conçut immédiatement pour M. Cerou une sympathie qui se transforma en une tendre et durable amitié. Il lui facilita les moyens de remplir la mission que lui avait donnée M. de Monrepos, et une présentation en règle eut lieu au théâtre, où le prince passa la soirée du 27 mars, veille de son départ. Son impression fut aussi favorable que celle de M. du Tillot.

Il n'est pas probable toutefois que M. Cerou ait été dès cette époque attaché à la maison du prince. Ce dernier se rendait en Italie pour guerroyer; sa fille, la princesse Isabelle, était trop jeune encore pour qu'on lui donnât un précepteur, et l'Infant lui-même n'avait en ce moment aucune raison pour augmenter le nombre des officiers, déjà nombreux, qui l'accompagnaient. Tout au plus put-on former des projets pour l'avenir; et on se promit de continuer des relations qui avaient si bien commencé.

Mais dès que le traité d'Aix-la-Chapelle, à la fin de 1748, eût institué l'Infant duc de Parme, M. du Tillot n'hésita pas à lui proposer de confier à M. Cerou, tout à la fois l'instruction de la jeune princesse Isabelle, surtout l'enseignement de l'histoire, de la langue française et des belles-lettres,

(1) Voir une intéressante notice sur du Tillot, par M. Ch. Nisard, de l'Institut. L'auteur, auquel je dois des communications pleines d'intérêt sur M. Cerou vient d'en publier une nouvelle édition, fort augmentée.

et le titre de contrôleur de sa maison royale, de ses palais et de ses écuries.

On a bien voulu chercher sur ma demande et on a trouvé dans les archives de l'Etat de Parme des pièces qui déterminent les fonctions dont M. Cerou fut investi de la manière la plus certaine.

La première est une requête adressée au duc par M. Cerou, au mois de juillet 1749, et qui avait peut-être pour but de régulariser sa position. Elle est en espagnol, et nous en donnons la traduction :

Monseigneur,

Don Pierre Cerou, qui se jette aux pieds de V. A. R. avec le plus grand respect, expose qu'ayant eu l'honneur d'être appelé par V. A. R. à remplir la charge de contrôleur de sa maison royale, de ses palais et de ses écuries, pour la servir sous les ordres de don Guillaume du Tillot, dans toutes les branches de l'intendance que V. A. R. a daigné lui confier, comme aussi pour servir, en tout ce qui concerne l'histoire, les belles-lettres et la langue française, à l'instruction de S. A. R. l'Infante *Llira* (*sic*), il supplie V. A. R. de lui accorder le titre avec l'honneur et les privilèges de contrôleur de sa maison royale, de ses palais et de ses écuries, pour servir sous les ordres de don Guillaume du Tillot dans toutes les branches de l'intendance générale, confiée à sa charge, et avec le traitement qui lui sera destiné selon les règles de la maison; ce qu'il espère de la bonté de V. A. R.

En marge de cette demande, il est écrit aussi en espagnol, de la main du prince :

Parme, le 22 juillet 1749.

Je lui concède l'emploi avec toutes les circonstances et dans les conditions qu'il sollicite.

PHÉLIPPE (*sic*).

Telle était donc la position de M. Cerou. Elle en faisait assurément un personnage considérable à la cour de Parme, d'abord par les nombreuses relations qu'elle lui assurait avec la famille princière et avec tous les personnages de la cour; mais surtout parce qu'elle lui créait des rap-

ports intimes et familiers avec l'homme qui, grâce à la confiance absolue de l'Infant, pendant tout son règne, fut le véritable gouverneur du duché.

L'estime et l'affection qu'avait su acquérir M. Cerou, auprès du prince et de son ministre, ne firent que s'accroître. Nous en trouvons la preuve dans le mandement adressé en 1751 par l'Infant à M. du Tillot. Il est en français :

Du Tillot, à commencer du 1^{er} janvier 1751, vous ferez payer à Cerou les mêmes appointements dont il jouit jusqu'à ce jour comme contrôleur de ma maison, et vous lui payerez chaque année, à partir du 1^{er} janvier 1751, deux mille livres par an, en forme de gratification, comme instituteur de ma fille, l'Infante Isabelle; laquelle sera prise sur ma cassette.

A Parme, ce 9 mars 1751.

PHILIPPE (1).

Vers 1759, l'éducation de l'Infante était terminée; elle avait alors près de 20 ans. On n'a pas de détails sur cette éducation. On rapporte seulement une réponse ingénieuse à une question assez embarrassante de la jeune princesse. Elle avait demandé un jour à son instituteur ce que c'était que la Circoncision. — « Princesse, aurait répondu sans hésiter M. Cerou, c'est le baptême des Juifs. » Mais je ne réponds pas que le mot n'ait pas été dit avant lui.

C'est vers cette époque, à l'âge de 50 ans, que M. Cerou quitta la cour de Parme. Il était peut-être saisi de cette nostalgie qui ramène si souvent au pays natal ses compatriotes expatriés. Mais il y eut sans doute d'autres raisons encore.

Le duc de Parme, don Philippe, eut un instant l'espoir, qui fut déçu, de devenir roi de Naples, à la mort de son frère Ferdinand VI, roi d'Espagne, qui réunissait les deux couronnes. Il avait annoncé l'intention d'amener avec lui, à Naples, M. du Tillot et son ami M. Cerou; mais le pape

¶ (1) Ces pièces m'ont été communiquées par M. Ch. Nisard, auteur de la vie de M. du Tillot, qui a bien voulu les faire rechercher, pour moi, par son ami, M. le conservateur des Archives de Parme.

Clément XIII, qui avait eu des démêlés avec M. du Tillot, comme ministre de Parme, fit une sérieuse opposition à ce projet de don Philippe, et M. Cerou eut peut-être à cette occasion des difficultés qui l'engagèrent à se retirer. Il reconnut en outre, sans doute, que d'autres influences que la sienne allaient prévaloir dans l'éducation de l'Infant don Ferdinand, fils du duc de Parme, né en 1751, et qui devait succéder à son père en 1765.

Quoi qu'il en soit, le duc le récompensa honorablement de ses services. Il l'avait fait admettre comme chevalier de l'ordre de Malte. Il lui offrit un anneau d'or, avec son portrait entouré de diamants ; enfin, il lui fit remettre une gratification de 50,000 livres, ce qui, indépendamment des économies qu'il avait pu faire, était à cette époque une fortune en Périgord.

On voulut pour le jeune prince un instituteur plus célèbre. On fit venir de Paris l'abbé de Condillac, l'auteur de cette fausse et médiocre philosophie de la sensation, qui faisait alors et qui a fait depuis tant de mal. Il amena à Parme avec lui, pour l'enseignement des sciences, un Breton, M. de Kéralio... « C'était alors, dit M. Charles Nisard, la » chimère, très caressée, de créer un prince philosophe ; ils » n'obtinrent, qui le croirait ? qu'un prince dévot ; c'est-à- » dire qu'à force de fatiguer ce tendre esprit de leurs théo- » ries creuses, ... ils le poussèrent à chercher les distrac- » tions d'une dévotion enfantine, toute pour les images et » les petites chapelles. » (1) Tel fut le résultat d'une des premières éducations foncièrement laïques.

Le chevalier Cerou revint alors à Brive, et sa vie, qui devait se prolonger bien des années encore, fut dénuée d'événements. Il se contenta de faire le bien autour de lui, de s'entourer de ses parents, de s'occuper surtout de l'éducation de ses jeunes neveux, surtout des cadets de famille, destinés à ne recueillir que de modestes légitimes, et qui

(1) M. Ch. Nisard, *M. du Tillot*, page 21. — L'abbé de Condillac a publié, en 1776, son *Cours d'instruction pour l'éducation du prince de Parme*. 16 vol. in-12. C'est un livre plein d'idées fausses.

avaient besoin, comme il l'avait eu lui-même, de se créer un avenir (1).

Il paraît avoir habité d'abord la maison de sa famille à Brive, qui était sa propriété héréditaire ; mais, en 1771, il en fit don à son neveu, M. Joseph Cerou, lieutenant criminel de cette ville, qui probablement l'habitait avec lui, par son contrat de mariage avec M^{lle} Valeton de Chabrecy ; c'est même de Brive que sont datées quelques-unes de ses lettres, de 1789 et 1790 ; mais d'autres lettres de 1786 à 1788, sont datées du château du Jayle, situé près de Brive. Nous chercherons à expliquer ces changements de séjours.

Le château du Jayle, commune de Malemort, qui, grâce à deux tourelles à créneaux, avait un certain aspect féodal, est situé sur une colline au-dessus de la Corrèze, cette gracieuse rivière qu'un évêque de Tulle appelait *la Coureuse* ; il est entouré de plantations et de prairies qui s'abaissent rapidement vers la rivière. Il appartenait alors à ce neveu, Joseph Cerou, le lieutenant criminel, qui mourut jeune et sans enfants. Nous ne savons à quel titre le chevalier Cerou l'occupait : mais on verra qu'il s'y regardait bien comme chez lui (2).

Mon père, qui, parmi les jeunes neveux de M. Cerou, paraît avoir été son favori, avait fait ses études à Cahors, dans le collège alors dirigé par les Pères de la Doctrine chrétienne. M. Cerou le destinait à l'enseignement. Il le plaça donc, en 1786, au collège de La Flèche, alors dirigé par un de ses amis, pour lequel il avait une haute estime, le P. Lézeret ; et ce jeune homme de 18 ans fut aussitôt

(1) J'ai sous les yeux un testament du 9 février 1790, dont le père de famille laisse toute sa fortune à son fils aîné et institue ses autres enfants (ils étaient nombreux), ses héritiers particuliers, en leur léguant à chacun *cinq sols*. — Ce testament est daté de Salignac (Dordogne).

(2) Le Jayle, ainsi que nous le verrons bientôt, a été détruit pendant la Révolution. Il fut vendu en 1835, par M. Dominique Cerou, à M. le marquis de Corn, d'une ancienne famille du Limousin. Il appartient aujourd'hui à son gendre, M. d'Isac. M. de Corn y avait fait bâtir une maison à l'italienne, adossée à une tour, qui subsiste encore, de l'ancien château. — Voir plus loin.

chargé d'une classe élémentaire. — On sait que les Pères de la Doctrine chrétienne, fondés en 1592, par César de Bus, avaient remplacé les Jésuites dans la plupart de leurs collèges. On sait aussi que son personnel se composait de deux éléments, les Pères d'abord qui étaient prêtres, et une aggrégation de jeunes gens, qui, tout en professant certaines classes, continuaient à recevoir les leçons des Pères et restaient libres d'entrer dans les ordres.

Jusqu'aux approches de la Révolution, l'accord avait régné entre ces deux éléments ; mais dans les années qui la précédèrent, les idées nouvelles et par suite un esprit fâcheux de critique et d'insubordination se répandirent dans toute cette jeunesse.

M. Cerou était assurément un très galant homme ; mais il n'avait pas échappé, nous l'avons dit, aux illusions qui avaient pénétré dans le monde où il avait vécu et jusque dans les cours ; et quand la Révolution se prépara, même quand elle éclata, il en fut d'abord partisan, pour en être bientôt très effrayé.

Or, son jeune protégé, très intelligent, mais dénué d'expérience, ardent d'ailleurs de sa nature, ne lui cachait pas ses révoltes contre l'autorité des Pères, contre les règles de la Communauté, et même contre le P. Lézeret, cet excellent supérieur qui lui avait montré tant d'affection.

M. Cerou adressa alors à ce jeune neveu, qu'il considérait comme *son ouvrage*, des lettres dont quelques-unes ont été conservées, toutes du meilleur style, pleines tout à la fois de sages conseils et de paternelles exhortations, mais la plupart trop familières et trop intimes pour être reproduites.

Un peu sceptique, mais respectueux sur les questions religieuses, il déclare « qu'il ne trouve rien de méprisable comme un homme du monde qui affiche l'impiété, » et, après d'autres avis, il termine ainsi cette lettre :

Voilà une lettre, à laquelle il ne manque rien pour la longueur. Si elle est dépourvue d'agrément, ce n'est pas ma faute : j'ai fait tout ce que je pouvois. Mais je ne la crois pas dépourvue de démonstrations d'amitié. S'il en manque, ce n'est pas la faute de mon cœur. Il est à toi pour la vie. »

Dans une lettre de 1788, il est plus sévère, en s'expliquant sur ce que lui annonçait le jeune doctrinaire, qu'il s'était formé à La Flèche, au sein de l'aggrégation, une *chambre ardente*, sorte d'association, où l'on discutait les questions du jour et qui donnait aux Pères beaucoup d'inquiétude et de mécontentement. Le chevalier, qui cesse de tutoyer son neveu, lui adresse de vives remontrances sur les dangers de ces conciliabules, sur ses idées d'indépendance exagérée, et sur une certaine disposition au persiflage qui se manifeste dans sa dernière lettre.

Vous m'avez parlé, lui dit-il, avec un certain ton de persiflage que je n'improve pas trop, puisqu'il est assez généralement le mien, mais que je ne trouve pas bien placé dans une bouche de vingt ans. Je vous crois tout l'esprit qu'il faut pour soutenir ce rôle : mais avez-vous assez de jugement pour vous arrêter là où il faut le faire ? Prenez-y garde : les hommes en général n'aiment pas à être persiflés, et ils finissent par détester les persifleurs.

Dans une lettre du 15 avril 1790, M. Cerou reconnaît (on pouvait encore, à la rigueur, espérer à cette date) « qu'il » aime la Révolution, mais qu'il craint la licence ; car la » licence ne veut pas de lois, et la liberté ne peut subsister » sans lois. » Il est déjà assez alarmé ; il prévoit que la congrégation des Doctrinaires est bien menacée :

Si on la supprime, dit-il, j'en serai fâché pour elle, pour moi, pour vous et pour tous. Mais, quoi qu'il arrive, votre sort m'intéressera toujours, et je ferai tout ce que je pourrai pour le rendre bon. Quoique je veuille être despote chez moi, mon despotisme n'a rien de barbare, ni même de gênant pour ceux qui vivent sous ma domination. Ainsi, à tout événement, vous y trouverez toujours une place. Mais souvenez-vous que, quoique votre ami, je veux toujours être le maître.

Cependant l'horizon s'assombrissait. Ce que M. Taine a nommé l'*anarchie spontanée* (1), commençait à éclater, surtout dans le Midi.

(1) *Les origines de la France contemporaine. La Révolution*, pages 379-387.

« Le 21 janvier 1790, une *insurrection terrible*, c'est le mot de M. Cerou, avait éclaté à Salignac, qu'habitait ma famille ; mon grand-père, déjà fort malade, succombait quelques jours après, sous le coup des émotions qu'il avait éprouvées. »

Mais à la fin de la même année et dans le commencement de l'année 1791, une véritable jacquerie eut lieu dans le Périgord, le Bas-Limousin et le Quercy. Les châteaux sont brûlés et pillés, les propriétaires massacrés ; les chaussées des étangs sont détruites, pour augmenter l'étendue des communaux, au risque de submerger les habitations inférieures ; on commence une nouvelle répartition des propriétés (1).

C'est probablement à cette époque qu'eut lieu la démolition, au moins partielle, du château du Jayle. Toutefois, ce ne fut qu'au mois de ventôse an XI (février 1803), quand l'ordre fut enfin rentré dans le pays, que le propriétaire, M. Dominique Cerou de la Geneste, alla à Brive, « pour cont-
» nuer, dit une lettre du temps, la démolition entière de son
» château du Jayle, lequel est en ce moment sans char-
» pente, et avec les deux tours descendues jusqu'aux cré-
» neaux. » Il n'eût peut-être pas été prudent de s'y prendre plus tôt. Cependant il subsiste encore une tour de l'ancien château, à laquelle est adossée la maison italienne, bâtie par l'architecte Albrizio pour M. le marquis de Corn. C'était le goût du jour. On regrette peut-être aujourd'hui de l'avoir adopté.

La fin de la vie de M. le chevalier Cerou, qui se prolongea jusqu'en 1797 ou 1798 (2) et sur laquelle, du reste, j'ai peu de détails, ne fut pas heureuse.

Forcé de s'éloigner de Brive et du château du Jayle, il se

(1) *Ibid.*, pages 333-334. — M. le comte de Seilhac, *Scènes et Portraits de la Révolution dans le Bas-Limousin*, page 305.

(2) Les registres de l'état-civil de ce temps ont été si mal tenus ou si mal conservés que je n'ai pu trouver, ni l'acte de baptême, ni l'acte de décès de M. Pierre Cerou.

réfugia dans une petite maison, fort modeste, qu'il possédait à Vielfort ou Vielfour, près de Cressensac (Corrèze). On lui donna alors le nom de *chevalier de Vielfour*, et, dans la famille, de *l'oncle de Vielfour*. Ses dernières années paraissent avoir été fort tristes, quoiqu'il fût entouré d'une grande considération et des soins d'une famille à laquelle il avait fait tant de bien. Il fut atteint de la goutte : sa fortune avait dû être compromise par les événements politiques, et il n'eut pas même la consolation de voir la France sortir enfin de l'anarchie.

Les anciens de Cressensac conservent cependant encore des traditions qui prouvent qu'il était aimé par la population du pays (1); d'après les témoignages que j'ai recueillis et notamment ceux d'un excellent ami de ma famille, M. Delpy de Lacipierre, qui a rempli longtemps, avec l'estime de tous, des fonctions universitaires à Cahors, on avait conservé le souvenir de la distinction parfaite de son esprit et de ses manières, de son expérience, de sa sagesse et de sa bonté.

Tel est le résultat des recherches que j'ai cru devoir faire sur un homme qui a certainement fait honneur à son pays natal. J'espère qu'on y trouvera quelque intérêt.

L. DE RAYNAL,

Ancien procureur général à la Cour de Cassation.

Le Vernay, commune de St-Eloy-de-Gy (Cher).

(1) On a recueilli à Cressensac une tradition qui mérite d'être rappelée. Quand M. Cerou venait à la messe le dimanche à pied, il se reposait un instant sur une grosse pierre devant l'église, et encourageait dans leurs jeux les enfants du bourg qui se pressaient autour de lui; il leur distribuait ensuite de menues pièces de monnaie. Ces enfants lui avaient témoigné leur reconnaissance en posant sur le chemin qu'il devait suivre au retour de grosses pierres, sur lesquelles il pouvait s'asseoir. — Renseignements fournis par M. le curé de Cressensac.

VARIA.

CHANSON INÉDITE

DU TROUBADOUR PEIRE DEL VERN (1).

Bibl. nat., ms. fr. 22513, f. 97, col. 1.

P. DEL VERN.

- I Ab lial cor amors,
 Dona, soi vas vos acis,
 E soi vos enaisi fis
4 C'amar vos vuelh en perdos
 Mais que outra quem des so qu'ieu volria.
 E doncx, dona, per chauximen vos sia
 Queus sapcha bo e m'en fassatz semblan,
8 Car ieu vos am lialmen ses enjan.
- II El cor vey vostras faisos
 El dos esgar el bel ris,
 (2)
12 E non dezir, can pes de vos.
 Perol pessar nos ne part nuech ni dia,
 Ans es pus fermes on qu'ieu an ni m'estia,
 E can me cuch de vos anar lunhan,
16 Ades m'estais, bona dona, denan.

(1) Je publie cette pièce fort insignifiante, la seule qu'on ait conservée de son auteur, sur lequel nous ne savons rien, à titre de complément de mon recueil des *Poésies inédites des troubadours du Périgord*; non pas que je puisse assurer que Peire del Vern était Périgourdin, il aurait pu être Quercinois, comme je l'ai supposé ailleurs, — mais seulement parce que la localité dont il a tiré son surnom peut être identifiée, plus vraisemblablement qu'avec aucune autre, avec la petite ville de Vergt, arrondissement de Périgueux, dont le nom, défiguré par la graphie moderne, se montre, dans les documents du moyen âge, sous la forme *Vern* ou *Vernh* (10) (lat. *Vernium*). — C. C.

(2) Ce vers manque dans le ms.

III Per qu'ieu sai que poderos
 No seria que jauzis
 Lunh'otra ni quem partis
20 De vos qu'ieu am en perdos,
 Con (1) mais ne vey d'autras vas on que sia ;
 Pero conosc e sai que fas folia ;
 Mas fin'amor non garda pro ni dan
24 Lai on be vol demostrar son talan.

IV Tant ai sofert talan rescos
 C'amix no m'es tan vezis,
 Depus m'amor m'enqueris,
28 Qu'ieu ja pueys sos amixcs fos;
 E sel l'afan ; pero si joi n'avia,
 Bona dona, tro mielhs lo selaria,
 E soi selatz si donc savis d'aitan
32 Que' qui nom pot valer, nom tenra dan.

V D'aitan serai ieu joios
 Don'ab que dels huelhs vos vis,
 E ja sol nous descobris
36 Mon lial cor temeros ;
 E ja [nul] temps pus, dona, nous querria,
 C'als nom n'eschai ; pero mais ne volria,
 E si amors me autreyava tan,
50 Del sobrepus fos al vostre semblan.

(*Revue des langues romanes*, XXXII, 1898.)

(1) Corr. *Can*, ou *On* ?

CONGRÈS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ARCHÉOLOGIE

DU 11 AU 23 JUIN 1888.

N'attendez pas, Messieurs, un long mémoire sur le Congrès archéologique que la Société française d'Archéologie vient de tenir dans les Landes, les Basses-Pyrénées et une partie du Guipuzcoa et de la Navarre. Je veux seulement vous donner un aperçu de ce que nous avons fait et vu ; je passerai très légèrement sur les descriptions, puisqu'elles ne se rapportent pas à des monuments périgourdins et que notre Société a dans son programme de n'étudier que ceux-là ; cependant, comme l'archéologie n'est pas seulement de notre province, vous me permettrez de signaler ceux qui offrent le plus d'intérêt ; d'ailleurs tout se lie et se tient plus qu'on ne le croit, en ce sens qu'on ne peut saisir les différences des monuments d'une même époque dans diverses régions qu'après en avoir beaucoup comparé.

A Dax, nous avons visité les restes des remparts romains, qui jadis avaient une grande importance, mais que des motifs d'agrandissement de la ville ont contribué à détruire en partie ; la citadelle, qui n'a rien de remarquable, assise en partie sur les bases romaines ; la cathédrale reconstruite de 1656 à 1755, qui ne manque pas de grandeur, mais qui vise trop à l'effet théâtral ; ce qui frappe dans ce monument, c'est l'absence du sentiment religieux. Un magnifique portail du ^{xiii}^e siècle, très orné de statues, de niches, de scènes du Jugement dernier, etc., mériterait d'être conservé ; mais des nécessités d'agrandissement de Notre-Dame vont probablement le faire disparaître. Mon rôle n'est pas de vous parler des eaux et des boues de Dax, qui attirent tant de baigneurs rhumatisants. Près de Dax, l'église de St-Paul-les-Dax, en grande partie romane ; on a encasté dans le pourtour extérieur de l'abside une série de bas-reliefs en marbre que M. de Lasteyrie attribue au ^{xi}^e siècle et qui offrent le plus grand intérêt archéologique par la manière dont ils sont traités.

Le 14, nous avons visité Aire et sa cathédrale, St-Jean-Baptiste, qui date du ^{xii}^e siècle ; elle a été remaniée plusieurs fois, surtout au ^{xiv}^e siècle. Mgr Delannoy a bien voulu nous recevoir et nous faire les honneurs de sa ville et de son palais épiscopal, qui renferme une série de portraits de ses prédécesseurs. Il a daigné nous conduire au Mas d'Aire, à l'église de Sainte-Quitterie, beau monument du ^{xii}^e siècle avec des restaurations du ^{xiv}^e. Dans la crypte, il nous a expliqué la découverte du tombeau de

sainte Quitterie (1), beau sarcophage en marbre blanc décrit par M. Edmond Le Blant, dans son livre sur les sarcophages chrétiens des Gaules, planche xxvi. M. le Dr Saubet nous a fait les honneurs de sa belle collection de faïences de Samadet, de bois sculptés et d'objets de toute nature trouvés aux environs.

Le 13, nous avons couché à Saint-Sever, après avoir pu prendre une idée de la position pittoresque de la ville du haut de la promenade de la Morlanne : le lendemain matin, après avoir vu l'église, dont la façade est moderne dans le goût du xii^e siècle, rappelant le style de l'intérieur aux magnifiques chapiteaux historiés, aux voûtes à berceau portées par de hautes colonnes à demi-engagées dans des piliers carrés, nous avons été conduits par M. le docteur Saintets, pour voir chez lui de belles mosaïques romaines, aux dessins très purs, et aux riches couleurs, trouvées dans une villa romaine des environs ; nous avons admiré sa belle collection de faïences et de beaux objets du moyen-âge recueillis par lui.

Partis vers 10 heures du matin, nous nous sommes arrêtés quelques instants près du menhir d'Horsarrieu, et à 11 heures nous étions à Saint-Gérons, église du xii^e siècle, dont la crypte renferme les chapiteaux les plus curieux et les plus richement sculptés. Chacune de leurs faces contient un sujet différent dont l'énumération serait trop longue ici : les chrétiens livrés aux bêtes, saint Pierre enchaîné dans sa prison avec des gardes aux costumes intéressants rappelant ceux des guerriers d'un chapiteau de St-Capraise-d'Agen, d'un chapiteau de Soulac, et d'une sculpture du musée de Limoges. Hagetmau n'est qu'à un kilomètre : après un repas bien mérité et rapide, nous sommes partis pour Orthez, afin de prendre le chemin de fer de Bayonne.

A Orthez, nous avons trouvé M. Planté, maire de la ville et ancien député ; il a mis le plus grand empressement à nous montrer les ruines du château de Moncade et sa belle tour du xiii^e siècle, le pont fortifié si pittoresquement jeté sur les rives rocheuses du gave de Pau, et nous a gracieusement offert un excellent lunch à la mairie. Notre séjour n'a pas été long ; l'heure du train nous pressait, et nous arrivions à Bayonne, vers huit heures, après avoir traversé un pays tantôt gai et riant, tantôt sauvage, passant près de Peyrehorade et au-dessous des ruines du château de Guiche.

A Bayonne, peu de monuments, sauf la cathédrale, du xiv^e siècle, à trois nefs avec de belles fenêtres, dont quelques vitraux sont du xvi^e siècle,

(1) Sainte Quitterie est la patronne de plusieurs églises du Périgord, où bien des autels lui sont consacrés.

il y en a un daté de 1531. Un beau heurtoir en bronze doré, accroché à la porte du Nord, est remarquable par ses dimensions et la finesse des gravures qui le décorent ; un tout à fait semblable existe à la cathédrale de Bourges, et a été reproduit en 1835 dans le *Magasin pittoresque*. Un cloître du commencement du xiv^e siècle est attenant à l'église. L'église du St-Esprit, du xv^e siècle, mais peu remarquable, possède un fragment, de grandeur naturelle, de la fuite en Egypte : la Vierge assise sur un âne et tenant l'enfant Jésus dans une position peu gracieuse et peu naturelle. Les vestiges des remparts romains sont peu considérables ; mais on en voit mieux le mode de construction et l'appareil qu'à Dax. En face de la cathédrale se trouvent les restes du château du xv^e siècle avec des tours découronnées, et les embrasures modernisées, probablement lorsque Vauban fortifia la ville. Nous ne parlons pas des Allées marines, ni de la barre de l'Adour, charmante promenade qui n'a rien d'archéologique, et que, d'ailleurs, plusieurs d'entre vous connaissent.

Le 18, nous partions en voiture pour St-Jean-de-Luz, ville pleine encore du souvenir du mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse. Nous visitons l'église, type des églises basques, avec trois rangs superposés de galeries de bois dont les balustres tournés sont du plus heureux effet ; ces galeries sont la place réservée aux hommes, les femmes s'agenouillent ou plutôt s'accroupissent sur de petits tapis noirs et font brûler des cierges (ce que nous appelons des rats) pendant les offices, en souvenir des morts de leur famille ; nous retrouverons cet usage en Espagne. Le fond du chœur est garni par un rétable en bois sculpté, doré et peint ; des rétables plus petits sont placés dans les chapelles latérales ; les stalles sont du bon style Louis XVI. D'anciennes étoffes servent de parements d'autels, et M. le curé montre avec orgueil aux visiteurs les magnifiques ornements qui ont servi au mariage de Louis XIV. On voit en quelques minutes la maison où logea Louis XIV, celle où logea l'infante, et quelques vieilles maisons du xvi^e et du xvii^e siècle.

A Urrugne, l'église est encore du type basque et du xv^e siècle, avec galeries de bois et rétables. Le clocher a été refait. Un curieux bénitier en pierre en forme de boîte est accroché près d'une des portes, et, sous le porche, on a placé un fragment d'une statue de sainte Barbe. Tout près le château d'Urtubie, qu'on fait remonter au xiv^e siècle, mais qui a été entièrement remanié au xvii^e, entouré de beaux ombrages. Enfin, Hendaye, dont la position est si belle sur les bords de la Bidassoa, en face de Fontarabie, et découvrant à gauche Irun, et les aspects variés des Trois-Couronnes, de la Rhune, de la Aya, de Jasquibel, aux sommets couronnés de tours et de forts, plus ou moins ruinés. Là, nous fûmes reçus par les délégués de l'Académie de l'Histoire de Madrid pour le

*

Guipuzcoa, et de l'Académie des Jeux Floraux de St-Sébastien, qui venaient sur la terre française pour nous introduire eux-mêmes dans leur pays. Avec eux nous avons traversé la Bidassoa, et à l'entrée de la ville, nous avons été reçus par l'alcade, S^r Félix Laborde, le commandant de la canonnière *Le Tage*, S^r Baldazano y Topete, et d'autres notabilités, pendant qu'un pétard placé sur la porte principale nous saluait de ses détonations répétées. Vous n'ignorez pas que Fontarabie est une des villes d'Espagne qui a le plus conservé son cachet original, et que sa rue principale est des plus curieuses, avec ses vieilles maisons à poutrelles sculptées, à balcons artistement grillagés, aux portes ferrées de clous saillants, habilement forgés. Son église est d'un gothique avancé à l'intérieur, et son clocher est le type de la plupart de ceux du Guipuzcoa. Les rétables sont des œuvres capitales de sculpture et de peinture, la sacristie contient quelques objets intéressants d'orfèvrerie et des ornements remarquables. Le château domine la ville de ses ruines plus lourdes qu'imposantes.

Dans la salle principale de l'ayuntamiento, on avait réuni à notre intention une certaine quantité d'objets intéressants, des bulles papales, des plats en cuivre, quelques armes, des baguettes d'alcade, signe de leur autorité, des croix, un calice à clochettes, en vermeil, du xvii^e siècle ; le prêtre lui-même, aux moments indiqués par la liturgie, agitait son calice pour prévenir les fidèles de la partie de l'office où il en était.

Nous quittâmes Fontarabie, dans nos embarcations, ayant en tête celle du *Tage*, mise à notre disposition par le commandant, et vingt minutes après nous mettions le pied sur l'embarcadère d'Irun, où nous attendaient l'alcade S^r Arana et son premier lieutenant avec le capitaine de carabiniers. Irun ne possède qu'un monument, l'église, Notre-Dame-des-Jones, du xv^e au xvi^e siècle ; le clocher est daté de 1609. Là aussi galeries de bois pour les hommes, rétable d'une belle ordonnance dans une des niches duquel est placée la statue de N.-D. des Jones, qu'on dit fort ancienne, et que M. le curé a montrée aux visiteurs, ainsi que les ornements et les objets qui ont pu les intéresser. Nous recommandons aux amateurs de sculpture un bas-relief en marbre peint représentant la Vierge délivrant les âmes du Purgatoire : il mérite qu'on l'étudie de près. A la sortie du Casino de la Amistad, où l'alcade nous avait offert des rafraîchissements, nous fûmes entourés par la foule et salués, pendant que nos breaks portaient à fond de train, des cris de : *Adios ! adios ! Viva la Francia !* Nous passâmes la journée du mardi à Bayonne, à visiter les monuments de la ville et à une réunion de la Société à l'Hôtel-de-Ville.

Le mercredi matin, nous partions pour Pampelune, avec un temps d'arrêt à Alsasua, lieu de bifurcation des trains. Je ne puis vous décrire

l'intérêt qu'offre la route, la variété des sites gais, rians et fertiles, ou sauvages et pittoresques. A Alsasua, nous trouvâmes les délégués de la Société de l'Histoire pour la Navarre, le marquis de Echandia, et don Iturralde y Suit, qui nous attendaient depuis plusieurs heures. Enfin, nous arrivons à Pampelune, après avoir traversé un pays bien cultivé, couvert de villages et de petites églises, et nous débarquons à l'hôtel de la Perla, sur la place de la Constitution, entourée d'arcades supportant de belles maisons, dont quelques-unes anciennes, avec les larges écussons de leurs propriétaires. Peu après notre arrivée, le gouverneur civil et l'alcade viennent offrir à notre président, M. de Marsy, leurs services et leur concours pour tout ce qui pourra nous être utile ou agréable. Pendant que nous attendons nos bagages, le colonel, commandant le régiment d'Amérique, fait défiler devant l'hôtel un bataillon, musique en tête, le hasard voulant que le régiment rentrât en ce moment d'une manœuvre. Après notre dîner, qui fait honneur à la veuve Erro et à son cuisinier, nous nous rendimes au nouveau Casino, où un concert nous attendait, concert archéologique, composé de vieux airs nationaux et où s'était rendue la société la plus choisie de Pampelune, en élégante toilette de ville; comme en Espagne il n'y a pas de musique sans danse, la soirée s'est terminée par quelques tours de valse et de polka.

Le lendemain, avec MM. Iturralde et Anseleaga, nous allâmes visiter Olite, l'ancien palais des rois de Navarre, construction considérable des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, ses deux belles églises, Santa-Maria la Real, avec son beau portail si richement sculpté et si merveilleusement conservé, et San-Pedro, au clocher original. L'alcade, le curé, les notables nous entourent de prévenances et nous montrent à l'envi les monuments, les ornements si riches des sacristies et nous ramènent à la gare pour revenir sur nos pas à Tafalla. Mais là, un incident se produit, le wagon qui nous a amenés et qui a été décroché du train de Saragosse, est sur la voie, prêt à reprendre le train qui arrive à Pampelune, à 10 heures du soir; c'est un peu long de faire à pied les cinq kilomètres qui séparent Olite de Tafalla, d'autant que nous avons parmi nous des dames et des personnes âgées. Un train de marchandises va passer; nous demandons au chef de station d'y accrocher notre wagon. La demande lui semble étrange et il refuse, s'abritant derrière son règlement qui est formel; mais l'alcade le couvre par un ordre et nous partons. Qu'un maire en France en fasse autant, il est certain que le chef de gare ne se laissera pas convaincre et enverra le maire à ses affaires; du reste un fait semblable nous était arrivé à Alsasua. Nous étions en retard d'une heure et nous avions les plus grandes craintes de ne pouvoir dîner; il était près de deux heures. Le chef de gare nous rassura de suite, en nous disant qu'il ne ferait

partir le train que lorsque nous serions prêts et de ne pas nous presser. Enfin nous arrivons à Tafalla, petite ville de plus de 4,000 habitants qui fut longtemps la résidence des rois de Navarre et où l'on voit les vastes ruines d'un château. L'église Santa-Maria possède un beau rétable, des ornements magnifiques, une porte ornée de beaux clous en fer ; sur la place de l'Eglise, une croix en pierre sculptée de la fin du xvi^e siècle. L'alcade et le député provincial nous accompagnaient partout, et nous donnaient en français très pur les explications que nous leur demandions. Pendant qu'au Casino, nous nous reposons avant l'heure du train, la musique municipale jouait des airs nationaux, et la foule, réunie sur la place, dansait la jota, danse navarraise. Nous applaudîmes comme il convenait à cette attention de l'ayuntamiento, et, l'heure arrivant, nous nous rendîmes à la gare, suivis d'une foule considérable et des plus sympathiques. Une femme du peuple s'avança vers l'un de nous et lui dit en français : « Bon voyage, Messieurs les Français, revenez vite nous voir. » Nous montons en wagon aux cris de : *Adios ! adios ! Viva la Francia !* Le Français n'est pas très démonstratif ; mais nous agitions nos mouchoirs, nous levons nos chapeaux en répondant : *Vivu Tafalla ! Viva la Navarra ! Viva la Espana !* et les plus jeunes, les plus galants : *Viva las Senoritas !* Le 22, nous visitons la belle cathédrale de Pampelune, Notre-Dame de l'Assomption. La façade n'est pas une mauvaise œuvre du siècle dernier, mais l'intérieur est merveilleux : c'est une large et longue église à trois nefs avec chœur et chapelles latérales du xiv^e siècle, très élevée, aux sveltes colonnes, aux voûtes hardies et où peut-être on pourrait retrouver l'influence française. Le chœur est entouré d'une belle grille en fer forgé, et son enceinte est garnie de magnifiques stalles en bois sculpté ou marqueté du xvi^e siècle. On y voit le tombeau du roi de Navarre, Charles III le Noble, et de sa femme Léonore de Castille. Charles le Noble mourut à Olite en 1425. Les rétables sont merveilleux de sculpture, et il ne faut pas croire, du moins pour cette partie de l'Espagne, tout ce qu'on dit du mauvais goût espagnol. Les cloîtres et les portes qui y accèdent sont chargés de sculptures se rapportant à la vie de la Ste-Vierge ; il faut s'arrêter devant la grille de la chapelle de Sancta-Cruz, forgée avec les chaines prises sur Mohamed el Nassr, à la bataille de las Navas de Tolosa, en 1212. Nous en avons vu du même dessin, si notre mémoire nous sert, à l'abbaye de Conques, et à cela rien d'étonnant, puisque vers cette époque un moine ou un abbé de Conques fut appelé à l'évêché de Pampelune. L'ancien réfectoire des moines est bien conservé, ainsi que la vaste cuisine aux vastes cheminées, dont ceux qui ont vu celle de Fontevault, peuvent se faire une idée. La bibliothèque est considérable, avec de vieux livres reliés et des manuscrits richement

enluminés. M. l'archiprêtre et le chantre nous guidaient avec S^r Ansoleaga, l'architecte provincial. On ne peut quitter Notre-Dame sans voir la sacristie et ses richesses d'orfèvrerie, ses croix émaillées, ses reliquaires, son coffret en ivoire ciselé si fin, si délicat, si bien conservé, pris sur un roi maure en 1003, ses belles étoffes, si riches, comme l'Espagne seule a su en conserver; il faut s'arrêter dans l'immense pièce réservée aux chanoines, salon du xvii^e siècle d'un goût douteux, doré, peint, meublé de lourdes consoles, surmontées de glaces encadrées aussi lourdement. Nous retrouverons à Saint-Sébastien une salle dans le même goût.

Les autres églises de Pampelune, à côté de la cathédrale, offrent peu d'intérêt. Cependant St-Saturnin n'est pas sans valeur : sur le fronton du porche, est représenté le martyr de saint Saturnin. Cela n'a rien d'étonnant, puisque saint Saturnin passa deux ans à Pampelune et convertit au christianisme plus de 40,000 personnes.

St-Laurent qui fut fortifiée, et dont la façade a été refaite au xvi^e siècle; Saint-Ignace, construite à l'endroit où saint Ignace de Loyola fut blessé en 1521, en défendant une des portes de la ville.

Les autres monuments, sauf quelques anciennes maisons, ne méritent pas qu'on les signale dans ce compte-rendu déjà bien long. La Taconera est une belle promenade plantée d'arbres qui longe les vieux remparts, et d'où l'on a une belle vue sur la campagne environnante. Aux environs, le 22, nous vîmes dans la journée l'intéressante église de Gazola, au porche si original, en forme de cloître, dont les chapiteaux sont extrêmement bizarres et dont la sacristie renferme des ornements de toute beauté du xvi^e et du xvii^e siècle; bien des cathédrales en France en voudraient avoir autant.

Enfin, le 23, nous revenons à St-Sébastien, où nous débarquons par une pluie battante, qui n'avait pas empêché don Carlos Urriarte, président de la délégation de l'Histoire, don Zabala, député provincial, le secrétaire du gouverneur civil, l'alcade S^r Larrauri, le chancelier du consulat de France, le S^r Morales de los Rios, architecte, membre de la Société de l'histoire, etc., de venir à notre rencontre et de nous installer eux-mêmes à l'Hôtel Continental, situé à l'entrée de la baie, en face de la passe si bien défendue par le Mont-Orgullo, sa citadelle d'un côté, et de l'autre, par les collines que surmontent les phares destinés à éclairer la passe, qui n'est pas très sûre.

Le 24, nous visitons la citadelle Santa-Maria, église du xviii^e siècle, San Vicente, du xve, leurs ornements, leurs détails, le nouveau Casino qui vient d'être terminé, œuvre remarquable de S^r Morales. Nous trouvons le temps d'aller à Pasages, San-Juan et San-Pedro, si pittoresques et si gais, Lezo, où nous tombons au milieu de la fête patronale, et assistons à une

danse basque, l'*aurreascu*, sorte de ballet avec figures variées et très caractéristiques. Renteria, avec ses vieilles rues, ses vieilles maisons, ses vieilles enseignes, ses écussons, ses heurtoirs, ses balcons ouvragés, sa belle église du xv^e siècle. Le soir, à 10 heures, réception des membres du Congrès par les autorités à l'Hôtel-de-Ville (casa de l'ayuntamiento), tout illuminé, les alguazils en grand costume, la masse sur l'épaule aux portes, dans le salon d'honneur le gouverneur civil debout nous recevant officiellement, près de lui l'alcade avec ses insignes, une baguette blanche, derrière lui les membres de l'ayuntamiento. L'orphéon, qui venait de remporter des succès à Pau, nous a chanté plusieurs morceaux, pendant que la musique municipale, sur la place de la Constitution, alternait avec lui au milieu d'une foule immense dansant à chaque morceau, qu'il fût ou non un air de danse. A chaque instant, c'était une nuée de fusées et de pétards, encore un des grands plaisirs espagnols, qu'on se donne même en plein jour. Enfin, pour terminer la fête, le *toro de fuego*, sorte de taureau en charpente manœuvré par des hommes, laissant sortir de tous ses orifices des torrents d'étincelles, des pétards, circulant dans cette cohue au milieu des rires et des cris, et enfin, quand ses flancs furent vides, s'arrêtant devant nous pour le bouquet placé entre les deux cornes. Pendant ce temps, nos trop aimables hôtes nous servaient des rafraîchissements de toute sorte avec l'empressement le plus naturel et l'amabilité la plus franche.

J'ai à m'excuser d'avoir été si long, lorsque je voulais être court, et malgré ce que vous pourrez en penser, j'ai élagué, élagué tant que je l'ai pu, supprimant tous les détails. J'ai cherché surtout à donner la physionomie générale de notre excursion et à rendre la justice qui leur est due à nos aimables, infatigables et savants hôtes espagnols.

Le 25, nous rentrions en France, et nous nous séparions à Bayonne, enchantés de notre voyage accompli sans accidents, sans malades, sans incidents désagréables, contents les uns des autres, et reconnaissants pour les habiles organisateurs de cette excursion, où pas une fausse manœuvre n'a été faite, pas une faute commise.

A. DE ROUMEJOUX.

NÉCROLOGIE.

M. L'ABBÉ CHEYSSAC,

Curé de La Roche-Chalais.

Inflexible dans son immuable mobilité, la Mort vient encore de faire un vide parmi nous. Que de regrets cause le décès de M. l'abbé Cheyssac, et combien ont perdu en lui un ami sincère et discret, prudent et dévoué, un ami digne enfin de ce nom ! Ceux de nos confrères qui le connaissaient avaient pu apprécier les qualités de cœur de ce digne prêtre, égales seulement par celles de son esprit fin et délicat. Elles rendaient sa bonté comme son inépuisable charité si aimables, dirigées qu'elles étaient par un jugement sûr et droit !

Charles-Etienne-Albert Cheyssac naquit à Bergerac le 6 novembre 1835. Son père, honnête tonnelier et type de l'ouvrier chrétien, lui inculqua, ainsi que sa digne mère, dès son enfance, les sentiments de foi et d'honneur qui lui servirent toute la vie de règle de conduite, sentiments innés du reste chez les *Cheyssac de Rivière*, car tel était le nom que portait cette famille avant la Révolution, qui la ruina, lui enlevant l'un de ses noms avec ses armoiries. Tout jeune encore, chez les Frères de la Doctrine chrétienne, il montra ainsi ce qu'il serait plus tard, un homme d'une réelle valeur intellectuelle et morale.

Ordonné prêtre en 1860, il fut pendant près de deux ans maître de chapelle à la cathédrale de Périgueux. Le goût de la musique se révéla alors en lui, et toute sa vie il eut pour elle une prédilection marquée. Dans les deux paroisses dont il fut le pasteur, on aimait à chanter des motets et des cantiques de sa composition, empreints d'un vrai caractère religieux. Comme aumônier des prisons, où il resta peu de temps en quittant St-Front, son cœur paternel compâtit aux tristesses morales qu'il avait sous les yeux ; mais il fallait à son zèle un champ plus vaste. Nommé desservant de Monsac en 1862, il fut pendant douze ans l'âme des œuvres fondées déjà dans cette paroisse, il les régénéra et mena à fin l'importante réparation de l'église de ce village.

La confiance de son évêque l'appela à la cure de La Roche-Chalais en décembre 1874. Que dire de son apostolat dans cette importante paroisse ? Il n'est rien, touchant de près ou de loin à la religion, dont il ne se soit occupé et à quoi il n'ait su intéresser non seulement ses paroissiens, mais aussi ses amis étrangers qui joignent leurs regrets aux nôtres.

Doué d'une intelligence et d'une imagination vives, d'une élocution facile et du désir d'apprendre, il aimait à exercer son zèle au dehors et au dedans. Les voyages l'instruisant tout en le charmant, il saisissait les occasions d'épandre cette aimable vivacité que tempérait un raisonnement sage et une prudence éclairée. Il visita deux ou trois fois l'Italie, un coin de l'Espagne et la Terre Sainte, rapportant de ce dernier pèlerinage le titre de chanoine honoraire de Constantine et d'Hippone, dont le camail et les insignes lui furent envoyés le 16 mai 1886. Les dernières années de sa vie, il fut notre délégué aux réunions des Sociétés savantes à la Sorbonne, et ses résumés nous donnaient une juste idée des séances où il prenait souvent la parole. Ses connaissances sérieuses sur un grand nombre de sujets scientifiques l'y firent connaître et apprécier, et, à cette occasion, le Ministre de l'Instruction publique le nomma, en 1881, officier d'académie, et, en 1887, membre correspondant du Comité des Sociétés des beaux-arts des départements. Longtemps aussi il représenta notre diocèse aux congrès annuels des Associations catholiques ouvrières, tenues dans différentes villes, ce qui contribua à lui faire visiter la France.

Il s'occupa de bonne heure de science préhistorique, ayant découvert à Monsac un important atelier de l'époque de la pierre taillée ; le Musée départemental lui doit le superbe polissoir qu'on y admire. Outre des notes diverses insérées dans les procès-verbaux, il publia dans le *Bulletin de la Société archéologique*, un travail sur *Une page de peinture du x^{ve} siècle dans une église rurale du Périgord* (Cumond), et fit imprimer, il y a quelques mois, une plaquette sur les *Tapisseries flamandes du château de Vaugoubert*, extraite des comptes-rendus de la réunion des Sociétés des beaux-arts des départements.

Mais, j'aime à le redire, ces qualités de l'esprit de M. l'abbé Cheyssac étaient surpassées par celles de son cœur bienveillant et indulgent, de son cœur compatissant et charitable ; elles rendent plus sensible la perte cruelle que ses paroissiens, les prêtres ses confrères dont il était le conseiller fidèle, et tous enfin ont éprouvée. Nous avons perdu, jeune encore, emporté par une maladie aussi rapide qu'imprévue, un père et un vrai ministre du Seigneur ; quant à moi, je pleure un véritable ami....

St-S.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Souterrain-refuge du Peyonnet, à Saint-Astier (Dordogne) ; — la 2^{me}, d'Anciens landiers du Périgord.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

Périgueux, — Imprimerie E. LAPORTE.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 Octobre 1888.

Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. de Froidefond, l'abbé Riboulet, le marquis d'Abzac de La Douze, F. de Bellussière, l'abbé Brugière, l'abbé Combe, le docteur Dumont, Maurice Féaux, Jauvinaud, le docteur Ladevi-Roche et Villepelet.

• Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère sommairement les livres qui ont été offerts à la bibliothèque de notre Société dans le courant du mois dernier :

L'Annual report of the board of regents of the Smithsonian institution, to july 1885, part II, Washington, government printing office, 1886, un gros volume, in-8°, relié en toile ;

Les *Annales du Musée Guimet*, tome XIII, le *Râmâyana* au point de vue religieux, philosophique et moral, par Charles Schoebel, un volume in-4°, broché, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1888 ;

Le *Journal des Savants*, cahiers d'août et de septembre 1888, in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, deuxième trimestre de 1888, in-8°, Poitiers, imprimerie Blais, Roy et C^{ie}, où est signalée la découverte d'un parc à huîtres, de l'époque gallo-romaine, dans les terrains

de la communauté du Calvaire, à Poitiers, à plus de cent kilomètres de l'Océan ;

Le Gay-Lussac, revue des sciences et de leurs applications, journal mensuel illustré publié par la Société Gay-Lussac, n° 1, troisième année, in-8°, Limoges, imprimerie veuve Ducourtieux ;

La Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, VIII^e volume, 5^e livraison, 1^{er} septembre 1888, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, 1888, où notre confrère M. de Saint-Saud pose une question pour savoir la limite exacte du Périgord et de la Saintonge dans leur frontière commune : paroisses de La Barde, Saint-Aigulin, St-Michel-de-Rivière-Dronne, La Roche-Chalais, Parcoult ;

Le Bulletin de la Société de Borda, Dax, 13^e année, 1888, troisième trimestre, in-8°, Dax, imprimerie et lithographie Labèque, successeur ;

Le fascicule XVI des *Archives historiques de la Gascogne*, contenant l'*Ambassade en Turquie de Jean de Gontaut-Biron, baron de Salignac*, 1605 à 1610, voyage à Constantinople, — séjour en Turquie, — relation inédite précédée de la vie du baron de Salignac, par le comte Théodore de Gontaut-Biron, in-8°, broché, avec eau-forte du château de Salignac, Paris et Auch, 1888. — M. l'abbé Montet veut bien se charger de fournir une analyse de cette brochure à la Société.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT signale dans le *Polybiblion*, revue bibliographique universelle (2^e livraison, août 1888), un article de M. Delachenal, sur la publication faite avec tant de soin par nos confrères, MM. Gaston de Gérard et Gabriel Tarde, des *Chroniques de Jean Tarde, chanoine théologal et vicaire-général de Sarlat*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous adresse la communication suivante :

Dans la monographie du château de Maroite publiée dans le *Bulletin*, j'ai écrit (page 164) que l'évêque François de Bourdeille, ayant donné sa

démission, le vicomte de Bourdeille a nommé à sa place, *en 1599*, Jean Martin, official de Périgueux. »

M. l'abbé Granger, curé de Château-L'Evêque, a cru devoir soulever une objection au sujet de cette date de la désignation du successeur de François de Bourdeille. Notre honorable collègue a craint qu'en plaçant cette nomination à l'année 1599, il ne planât quelque doute sur le fait de l'ordination de Vincent de Paul par le même François de Bourdeille, près d'un an après.

Il ne saurait entrer dans la pensée de personne de contester aujourd'hui un des événements les plus glorieux de l'histoire religieuse du Périgord. C'est parce que j'ai à cœur de le voir dégagé de toute espèce de nuages, que je demanderai à M. l'abbé Granger la permission de fixer les dates et de préciser les faits.

La date de 1599 que j'ai donnée pour la *nomination* du successeur de François de Bourdeille est parfaitement exacte. C'est bien en cette année que le vicomte de Bourdeille, auquel un privilège excessif du roi avait accordé la disposition du siège épiscopal, obtint de son parent, par l'ascendant d'Antoine de Montagnier, seigneur de Maroite, qu'il résignerait en faveur du titulaire de son choix. Par confidence passée devant notaire le 15 novembre 1599, François de Bourdeille résigna, en effet, sa charge au profit de Jean de Martin, official-chantre, chanoine des deux églises de St-Front et de St-Etienne de Périgueux. En vertu de cette transaction, dont j'enverrai le texte peu connu, ce dernier devint le coadjuteur de François de Bourdeille, dont la résignation ne devait valoir toutefois qu'*après son décès*.

François de Bourdeille continua donc ses fonctions épiscopales jusqu'à sa mort, malgré la nomination de Jean Martin comme évêque titulaire signée par Henri IV, le 24 mai 1600. Il eut ainsi l'insigne honneur de conférer au plus grand saint des temps modernes l'onction du sacerdoce, le 23 septembre 1600, dans l'église Saint-Julien de Château-L'Evêque. Il mourut un mois après cette célèbre ordination, le 24 octobre.

Ce fut seulement l'année suivante que Jean Martin, ayant reçu ses bulles, put prendre définitivement possession de son siège le 9 février 1601.

L'assemblée donne acte à M. Dujarric de son explication.

De son côté, notre honorable vice-président M. Philippe DE BOSREDON nous mande que dans sa *Notice historique sur les prélats issus de familles périgourdines*, notre confrère M. le baron de La Batut a mentionné (*Bulletin*, t. X, pages 200 et 201) deux évêques du nom de Bonald, Bonnal ou Bonal : Pierre,

évêque de Sarlat, puis de Rieux ; Jean, évêque de Bazas. M. de La Batut blasonne ainsi, d'après Lespine, les armes du premier : d'azur à la gerbe d'or accompagnée en pointe de deux étoiles du même ; il dit n'avoir pu découvrir les armes du second.

Un sceau conservé à la Bibliothèque nationale dans la collection Périgord (t. 48, f° 135) et provenant d'un troisième prélat de la même famille, nous fournit la forme réelle du nom patronymique et le véritable blason. Il s'agit du sceau de François de Bonal, évêque de Clermont, en 1786, dont le nom est à ajouter à la nomenclature de M. de La Batut. La légende porte : *Franciscus de Bonal, episcopus Claromontensis*, et les armes sont d'azur, à trois étoiles d'or, 2 et 1.

Il est bien certain d'ailleurs que François de Bonal appartenait à la famille périgourdine de ce nom. C'est ce qui résulte de l'identité de ses armes avec celles d'Antoine de Bonal, seigneur de Bonis, du Petit-Change et de Beauregard, figurées sur des empreintes conservées dans la même collection (t. 401, art. Bonal).

La Société remercie M. de Bosredon d'avoir éclairci cette question héraldique.

M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts nous envoie le programme des questions soumises à MM. les délégués des Sociétés savantes en vue du congrès de 1889. Ce programme a été dressé, comme les précédents, par le Comité des travaux historiques et scientifiques qui a cru devoir maintenir, cette année encore, un grand nombre de questions figurant déjà à l'ordre du jour des précédents congrès. Ces sujets d'étude sont d'ailleurs d'un intérêt constant ; en les signalant, le Comité s'est appliqué à fixer les points sur lesquels la science a surtout besoin d'être renseignée.

Je tiendrai toujours le plus grand compte, ajoute M. le Ministre, de l'initiative des Sociétés savantes, et j'aurais désiré connaître à l'avance, ainsi que je vous en exprimais le vœu l'an dernier, les modifications qu'elles auraient eu l'intention d'apporter dans la rédaction de ce pro-

gramme. Permettez-moi, Monsieur le Président, de signaler ce point à toute votre attention, et de vous prier de charger MM. les délégués qui viendront au congrès de l'an prochain, de me faire part des observations de votre Société et de m'indiquer le texte des questions auxquelles elles auraient songé, avec le désir de les voir figurer à l'ordre du jour du congrès de 1890.

PROGRAMME DU CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES A LA SORBONNE EN 1889.

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE.

Mode d'élection et étendue des pouvoirs des députés aux Etats provinciaux.

Transformations successives et disparition du servage dans les différentes provinces.

Origine et organisation des anciennes corporations d'arts et métiers.

Histoire des anciennes foires et marchés.

Anciens livres de raison et de comptes. — Journaux de famille.

Vieilles liturgies des églises de France.

Etude des anciens calendriers.

Origine et règlements des confréries et établissements charitables antérieurs au xviii^e siècle.

Textes inédits ou nouvellement signalés de chartes de communes ou de coutumes.

Recherches sur les mines et les salines en France avant la Révolution.

De l'organisation et du rôle des milices et des gardes bourgeoises avant la Révolution.

De la piraterie avant le milieu du xvii^e siècle.

Etudier l'origine, la composition territoriale et les démembrements successifs des fiefs épiscopaux au moyen-âge.

Rechercher à quelle époque, selon les lieux, les idiomes vulgaires se sont substitués au latin dans la rédaction des documents administratifs. Distinguer entre l'emploi de l'idiome local et celui du français.

Etudier les cadastres ou compoïds antérieurs au xvi^e siècle.

Jeux et divertissements publics ayant un caractère de périodicité régulière et se rattachant à des coutumes anciennes, religieuses ou profanes.

Etablissements ayant pour objet le traitement des maladies contagieuses, et mesures d'ordre public prises pour en prévenir la propagation.

Histoire de l'alimentation en France jusqu'à la fin du xvii^e siècle.

Etudier quels ont été les noms de baptême usités suivant les époques dans une localité ou dans une région ; en donner, autant que possible, la forme exacte et rechercher quelle peut avoir été la cause de leur vogue plus ou moins longue.

Etude sur le culte des saints, la fréquentation des pèlerinages et l'observation de diverses pratiques religieuses au point de vue de la guérison de certaines maladies.

Indication et critique des travaux imprimés ou manuscrits qui ont été faits sur l'histoire des diocèses de la France antérieurement à la *Gallia christiana* des Bénédictins et qui ont pu servir à la rédaction de cet ouvrage.

Les anciens ateliers typographiques en France.

Renseignements historiques ou autres qu'on peut tirer des privilèges accordés aux auteurs et aux libraires.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE.

1^o Signaler les inventaires des collections particulières d'objets antiques, statues, bas-reliefs, monnaies, formées en province du xvi^e au xviii^e siècle.

Nos musées, tant ceux de Paris que ceux de la province, sont remplis d'objets dont la provenance est inconnue ou tout au moins incertaine ; or, tout le monde sait de quelle importance il peut être de connaître l'origine des objets que l'on veut étudier ; tous les archéologues se rappellent les étranges bévues dans lesquelles des erreurs de provenance ont fait tomber certains savants. Les anciens inventaires sont d'une grande utilité pour dissiper ces erreurs : ils nous apprennent en quelles mains certains monuments ont passé avant d'être recueillis dans les collections où ils sont aujourd'hui ; ils nous permettent parfois, en remontant de proche en proche, de retrouver l'origine exacte de ces monuments, ou, tout au moins,

ils servent à détruire ces légendes qui, dans bien des musées, entourent les monuments et qui sont la source des attributions les plus fantaisistes. On ne saurait donc trop engager les membres des Sociétés savantes à rechercher dans les archives de leur région, en particulier dans celles des notaires, les inventaires de ces nombreux cabinets d'amateurs formés depuis le xvi^e siècle, et dont on peut retrouver des épaves dans nos musées provinciaux. On ne demande pas, bien entendu, d'apporter au congrès le texte même de ces inventaires, mais de signaler les documents de ce genre qui peuvent offrir quelque intérêt, en en dégagant les renseignements qui paraîtraient utiles à recueillir.

2° Indiquer, pour chaque région de la Gaule, les sarcophages ou fragments de sarcophages païens ou chrétiens non encore signalés. En étudier les sujets, rechercher les données historiques et les légendes qui s'y rattachent.

Il ne s'agit pas de faire un travail d'ensemble sur les sarcophages antiques conservés en Gaule, ce qui offrirait à coup sûr un grand intérêt. Mais ce serait une entreprise difficile et de longue haleine. Le Comité invite simplement ses correspondants à rechercher les monuments encore inconnus qui pourraient plus tard prendre place dans un *corpus* analogue à celui que M. Le Blant a consacré aux sarcophages chrétiens. Il souhaite surtout qu'on recherche la provenance des monuments ou fragments de monuments de ce genre qui se sont conservés dans divers musées ou églises de province, et qu'on étudie les légendes qui fort souvent se sont attachées à ces monuments et dont il est si difficile aux savants étrangers à la région de retracer les détails et de découvrir l'origine.

3° Signaler les nouvelles découvertes de bornes milliaires ou les constatations de chaussées antiques qui peuvent servir à déterminer le tracé des voies romaines en Gaule ou en Afrique.

4° Étudier, dans une région déterminée de l'Afrique, les édifices antiques tels que arcs de triomphe, temples, théâtres, cirques, portes de ville, tombeaux monumentaux, aqueducs, ponts, basiliques, etc., et dresser le plan des ruines romaines les plus intéressantes.

Les savants qui, dans ces dernières années, se sont livrés à la recherche et à l'étude des antiquités du nord de l'Afrique, ont, pour la plupart, consacré la meilleure part de leurs efforts à l'épigraphie. Le Comité pense

que l'étude des monuments d'architecture, dont les ruines se dressent encore en si grand nombre en Algérie et en Tunisie, pourrait fournir des résultats non moins intéressants. Il appelle notamment l'attention des travailleurs sur les édifices chrétiens des premiers siècles, dont les restes ont pu être signalés jusqu'ici par divers explorateurs, mais qui n'ont point fait l'objet d'une étude archéologique détaillée.

5° Signaler les actes notariés du ^{xiv}^e au ^{xvi}^e siècle contenant des renseignements sur la biographie des artistes, et particulièrement les marchés relatifs aux peintures, sculptures et autres œuvres d'art commandées soit par des particuliers, soit par des municipalités ou des communautés.

Il est peut-être superflu de faire remarquer que la meilleure façon de présenter les documents de ce genre au congrès serait d'en faire un résumé, où l'on s'attacherait à mettre en relief les données nouvelles qu'ils fournissent à l'histoire de l'art, et à faire ressortir les points sur lesquels ils confirment, complètent ou contredisent les renseignements que l'on possédait d'autre part.

6° Signaler les objets conservés dans les musées de province et qui sont d'origine étrangère à la région où ces musées se trouvent.

Par suite de dons ou de legs, bon nombre de musées de province se sont enrichis d'objets que l'on est souvent fort étonné d'y rencontrer. Dans nos villes maritimes en particulier, il n'est pas rare que des officiers de marine ou des voyageurs aient donné au musée de la localité des antiquités parfois fort curieuses qu'ils avaient recueillies en Italie, en Grèce, en Orient. Quelques villes ont acquis de la sorte de fort belles collections dont elles sont justement fières. Un beaucoup plus grand nombre ne possèdent qu'un petit nombre de ces antiquités étrangères à la région, et ces objets, isolés au milieu des collections d'origine locale, échappent bien souvent à l'attention des érudits qui auraient intérêt à les connaître. C'est donc surtout ces objets isolés qu'il est utile de signaler avec dessins à l'appui et en fournissant tous les renseignements possibles sur leur provenance et sur les circonstances qui les ont fait entrer dans les collections où on les conserve actuellement.

7° Etudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane, en s'attachant à met-

tre en relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.)

Cette question, pour la traiter dans son ensemble, suppose une connaissance générale des monuments de la France qui ne peut s'acquérir que par de longues études et de nombreux voyages. Aussi n'est-ce point ainsi que le Comité la comprend. Ce qu'il désire, c'est provoquer des monographies embrassant une circonscription donnée ; par exemple, un département, un diocèse, un arrondissement, et dans lesquelles on passerait en revue les principaux monuments compris dans cette circonscription, non pas en donnant une description détaillée de chacun d'eux, mais en cherchant à dégager les éléments caractéristiques qui les distinguent et qui leur donnent entre eux un air de famille. Ainsi, on s'attacherait à reconnaître quel est le plan le plus fréquemment adopté dans la région ; de quelle façon la nef est habituellement couverte (charpente apparente, voûte en berceau plein cintre ou brisé, croisées d'ogives, coupoles) ; comment les bas-côtés sont construits, s'ils sont ou non surmontés de tribunes ; s'il y a des fenêtres éclairant directement la nef, ou si le jour n'entre dans l'église que par les fenêtres des bas-côtés ; quelle est la forme et la position des clochers ; quelle est la nature des matériaux employés ; enfin, s'il y a un style d'ornementation particulier, si certains détails d'ornement sont employés d'une façon caractéristique et constante, etc.

8° Rechercher dans chaque département ou arrondissement les monuments de l'architecture militaire en France aux diverses époques du moyen-âge. Signaler les documents historiques qui peuvent servir à en déterminer la date.

La France est encore couverte de ruines féodales dont l'importance étonne les voyageurs en même temps que leur pittoresque les séduit. Or, bien souvent de ces ruines on ne sait presque rien. C'est aux savants qui habitent nos provinces à décrire ces vieux monuments, à restituer le plan de ces anciens châteaux, à découvrir les documents historiques qui permettent d'en connaître la date et d'en reconstituer l'histoire. Les monographies de ce genre, surtout si elles sont accompagnées des dessins si nécessaires pour leur intelligence, seront toujours accueillies avec faveur à la Sorbonne.

9° Signaler les constructions rurales élevées par les abbayes ou les particuliers, telles que granges, moulins, étables, colombiers. En donner autant que possible les coupes et plans.

Cet article du programme ne réclame aucune explication. Le Comité croit seulement devoir insister sur la nécessité de joindre aux communications de cet ordre des dessins en plan et en élévation.

10° Indiquer les tissus anciens, les tapisseries et les broderies qui existent dans les trésors des églises, dans les anciens hôpitaux et dans les musées.

On peut répondre de deux façons à cette question : soit en faisant un catalogue raisonné de tous les tissus anciens existant dans une ville ou dans une région déterminée ; soit en donnant la description critique de tapisseries ou de tissus inédits. Dans ce dernier cas, il importe tout particulièrement de donner des renseignements précis sur le dessin, la largeur et le style des bordures, s'il y en a, et de signaler avec soin les signatures, marques ou monogrammes existant dans la lisière ou galon. Enfin, on devra donner autant que possible des dessins ou des photographies des objets décrits et des calques des monogrammes ou signatures.

11° Signaler dans chaque région de la France les centres de fabrication de l'orfèvrerie pendant le moyen âge. Indiquer les caractères et tout spécialement les marques et poinçons qui permettent de distinguer leurs produits.

Il existe dans un grand nombre d'églises, principalement dans nos petites églises du Centre et du Midi, des reliquaires, des croix et autres objets d'orfèvrerie qui n'ont pas encore été étudiés convenablement, qui bien souvent même n'ont jamais été signalés à l'attention des archéologues. C'est aux savants de province qu'il appartient de rechercher ces objets, et d'en dresser des listes raisonnées. C'est à eux surtout qu'il appartient de retracer l'histoire de ces objets, de savoir où ils ont été fabriqués, et, en les rapprochant les uns des autres, de reconnaître les caractères propres aux différents centres de production artistique au moyen âge.

12° Indiquer des pavages ou des carreaux à inscriptions inédits.

Voilà longtemps qu'aucune communication de ce genre n'a été faite à la Sorbonne. Il ne manque point cependant, dans nos collections provinciales, de spécimens inédits de ces curieux et élégants carrelages qui garnissaient jadis le sol de nos chapelles et l'intérieur de nos châteaux. En les signalant à l'attention des archéologues, on devra s'efforcer toujours de rechercher les centres de fabrication d'où ces carrelages proviennent.

Le programme contient en outre des questions à traiter pour la section des sciences économiques et sociales, la section des sciences et la section de géographie historique et descriptive.

M. le docteur LADEVI-ROCHE, qui a trouvé des briques émaillées à St-Germain-du-Salembre, voudrait savoir si l'on en a fait des ornements en Périgord, comme on en trouve fréquemment dans le Midi.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL répond qu'on devait probablement s'en servir aussi en Périgord où la terre à briques n'est pas rare. On sait que la brique fut très fréquemment employée, pendant le moyen-âge, pour les carrelages intérieurs, et qu'elle était alors émaillée sur incrustations de terres de diverses couleurs. Le *Dictionnaire d'architecture* de Viollet-le-Duc nous fournirait tous les renseignements à ce sujet.

M. Delaville le Roulx écrit au SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL pour savoir si on trouverait en Périgord, dans les dépôts d'archives, des documents sur l'ordre de l'Hôpital, et, en cas d'affirmative, les dates extrêmes de ces pièces. Il appelle particulièrement notre attention sur les actes antérieurs à 1310 (originaux, vidimus ou copies) et nous prie de lui indiquer s'ils concernent les établissements qui appartenrent au Temple avant la suppression de cet ordre, ou les anciennes commanderies de l'Hôpital.

M. le Secrétaire-général répondra que les documents concernant les anciennes commanderies du Périgord sont aux Archives de la Haute-Garonne, la commanderie de Condat-sur-Vézère, de la langue de Provence, dépendant du Grand-Prieuré de Toulouse. Parmi les pièces justificatives de son *Histoire du Grand-Prieuré de Toulouse*, M. A. Du Bourg a publié quelques chartes périgourdines du xiii^e et du xiv^e siècle.

M. LE PRÉSIDENT entretient ensuite l'assemblée des dernières explorations qu'il vient de faire, avec le concours de M. Féaux, aux abris sous roche de Raymonden. La station

est maintenant épuisée ; mais la clôture des fouilles a été des plus heureuses.

Nos confrères admirent une pendeloque en os, déposée sur le bureau et offrant à la fois la représentation de sept petits personnages, dont l'un tient un rameau, d'une tête d'Ovibos et de deux jambes de cheval. La tête d'Ovibos est particulièrement remarquable pour la précision du dessin et a beaucoup de caractère.

Mais la découverte la plus importante, et qui aura certainement dans le monde savant un grand retentissement, c'est la rencontre dans le foyer le plus profond et à sa partie inférieure d'un squelette humain.

Un coup de pioche, en abattant la voûte crânienne, amena cette découverte lundi dernier, 1^{er} octobre, à 10 heures du matin. Inutile de dire que l'attention la plus minutieuse présida au dégagement du crâne, puis du squelette, dont la présence à la base des foyers, et dans un terrain absolument en place et sans trace aucune de remaniement, fut constatée par plusieurs personnes mandées immédiatement à cet effet.

Le corps ramassé sur lui-même en flexion forcée, reposait sur le côté gauche. Les jambes et les bras étaient repliés brusquement ; les genoux arrivant au contact du nez et les mains appliquées sous la tête ; la colonne vertébrale fortement fléchie en avant.

La distance de la partie inférieure du bassin à l'occiput était de 0^m67 ; dans le sens transversal, celle du frontal à l'arc extérieur décrit par la colonne vertébrale, n'était que de 0^m40.

Pour réduire un cadavre à n'occuper qu'un aussi petit espace, ne faut-il pas supposer que les membres avaient été décharnés ou tout au moins ligaturés fortement à l'aide de cordes. Quoi qu'il en soit, on ne peut douter qu'on est ici en présence d'une sépulture et que cette sépulture est de même date que celles des grottes de Menton, c'est-à-dire de l'époque quaternaire.

M. le Président se propose de signaler très prochainement cette découverte à l'Académie des sciences.

L'assemblée félicite nos collègues MM. Hardy et Féaux de leur très importante découverte.

Notre confrère M. DE SAINT-SAUD nous mande qu'il s'est rendu personnellement acquéreur de la collection de silex taillés de l'abbé Cheyssac, qui ainsi ne sortira pas du département.

M. LE PRÉSIDENT a reçu pour le Musée départemental :

De M. Dujarric-Descombes, deux statuettes en bronze de saint Etienne et saint Front, patrons des deux églises de Périgueux, provenant de feu M. l'abbé Petit, curé de Tocane-St-Apre, et données au Musée par son légataire universel, M. Gay.

Ces deux figurines fondues, puis finement ciselées, sont du ^{xvii}^e siècle, et le petit socle cylindrique, en forme de douille qui leur sert de base, donne lieu de croire qu'elles surmontaient primitivement des bâtons de bedeaux. L'image de saint Etienne, un peu plus petite, a 80 millimètres de hauteur ; celle de saint Front, crossé et mitré, mesure 95 millimètres.

On peut supposer que ces deux gracieux objets faisaient autrefois partie du trésor de Saint-Front ;

De M. Eyraud, propriétaire à Chancelade :

1° Une clef en fer du ^{xiv}^e siècle, trouvée dans les démolitions d'un mur à Chancelade ;

2° La serrure et la garniture en fer forgé et repoussé d'un vieux coffre en bois de noyer du ^{xvi}^e siècle.

M. le Conservateur du Musée transmettra ses remerciements aux donateurs.

Notre confrère M. LAFARGUE veut bien offrir également à notre bibliothèque un certain nombre de brochure, affiches, proclamations, toutes assez rares ; un extrait imprimé en 1814 du *Livre-Vert* de l'Hôtel-de-Ville de Périgueux, et relatif à la remise de la ville sous l'autorité royale, en 1653, par le

procureur du roi, Joseph de Bodin, in-8°, de 21 pages, Bordeaux, chez Lavigne jeune, imprimeur du roi ; le *Procès-verbal de l'Assemblée électorale du département de la Dordogne*, pour l'an VII° de la République française, tenue au chœur de la ci-devant cathédrale de Saint-Front, in-8°, de 34 pages, à Périgueux, de l'imprimerie de la veuve Dubreuilh, imprimeur du département ; un placard imprimé chez Canler et contenant le programme, « dont l'envoi tiendra lieu d'invitation aux fonctionnaires, » des fêtes célébrées à Périgueux en l'honneur de la loi sur les cultes, arrêté préfectoral du 5 thermidor an X ; deux autres placards, l'un contenant un extrait de la délibération du conseil municipal de la commune de Périgueux, du 10 janvier 1806, dans laquelle il avait voté l'érection d'un monument triomphal à Napoléon le Grand ; l'autre, une proclamation du préfet, le colonel baron de Montureux, du 31 janvier 1816, aux habitants de la Dordogne, pour les engager à repousser loin d'eux les insinuations perfides des agitateurs qui voudraient les égarer, et à se rallier autour du monarque légitime ; un *Abrégé historique des opérations de la garde royale du Périgord et du Quercy*, commandée par M. Antoine-Nicolas de Laroche-Aymon, 1814, in-8°, de 6 pages, à Périgueux, chez B.-M. Faure, imprimeur ; le *Pacte de la Confédération périgourdine*, conclu le 24 mai 1815, pendant les Cent-Jours et approuvé par le préfet, baron Didelot, in-8°, de 4 pages, à Périgueux, chez F. Dupont, imprimeur de la préfecture ; une copie de l'époque du *Discours* prononcé par M. Vidal, maire de Périgueux, le 3 mars 1816, à l'occasion de l'inauguration du buste du roi dans le lieu des séances du conseil municipal et de l'anniversaire du passage du duc et de la duchesse d'Angoulême à Périgueux ; enfin, un tableau statistique manuscrit de la Chambre des députés en 1817, avec la classification des partis en côté droit, centre et côté gauche.

L'assemblée vote des remerciements à M. Lafargue.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie. Après trois votes par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres

titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} la marquise de Cumont, née de Damas, au château de la Roussière, par Coulonges sur l'Autize (Deux-Sèvres), présentée par M. de Froidefond et M. Hardy ;

M. Charles Aublant, dessinateur à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Clos-Chassaing, 17, présenté par M. Féaux et M. Hardy ;

Et M. l'abbé Siraudeau, vicaire à la cathédrale de Périgueux, présenté par M. l'abbé Brugière et M. l'abbé Combe.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Général ,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président ,
Michel HARDY.



Séance du jeudi 8 Novembre 1888.



Présidence de M. HARDY, président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Dujarric-Descombes, de Roumejoux, le marquis d'Abzac de La Douze, le comte d'Abzac de La Douze, Fernand de Bellussière, l'abbé Brugière, l'abbé Combe, le comte de Cumond, Antony Délugin, Lespinas, André de Marcillac, le comte de Saint-Saud, l'abbé Siraudeau et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce la mort de deux de nos confrères, M. Hippolyte Chaminade, ancien directeur d'une compagnie anglaise d'assurances sur la vie, à Paris, et M.

Amédée Chappier-Dalair, de Saint-Yrieix, maire de Sireuil, ancien secrétaire-général de la préfecture du Var, qui tous deux étaient des nôtres depuis longtemps et s'intéressaient à nos travaux. Suivant un pieux usage, une notice nécrologique leur sera consacrée dans le *Bulletin*.

L'assemblée témoigne d'unanimes regrets.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages qui ont été envoyés à notre bibliothèque dans le courant du mois dernier :

Le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1888, n° 1, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant une communication intéressante de M. Jules-Marie Richard sur les *Filigranes de papiers* de la première moitié du xiv^e siècle, conservés au Trésor des chartes d'Artois, à Arras ;

Le Compte-rendu du 28^e exercice de la Société de secours des Amis des sciences, séance publique annuelle tenue le 3 mars 1888 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, une brochure in-8°, Paris, Gauthier-Villars et fils, imprimeurs-libraires ;

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome IX, n° 136, deuxième trimestre de 1888, et la table des principaux articles contenus dans le 8^e volume 1883-1886, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur, où se trouve un appel du bibliothécaire de la ville d'Orléans à la protection de la Société archéologique pour qu'elle l'aide à ravoïr les manuscrits volés autrefois par Libri et rachetés récemment en Angleterre par la Bibliothèque nationale : l'Etat oppose aux réclamations des maires de Tours, Lyon et Orléans, une fin de non-recevoir tirée d'un décret de février 1809, qui le ferait propriétaire de tous les manuscrits des bibliothèques publiques de France ;

La Revue historique et archéologique du Maine, tome XXIII, année 1888, premier semestre, un volume broché in-8°, Mamers, Fleury et Dangin, imprimeurs ; Le Mans, Pellechat, libraire-éditeur ;

Les *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, troisième trimestre de 1888, in-8°, Poitiers, imprimerie Blais, Roy et C^{ie} ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, 1887-1888, XV^e volume, in-8° broché, Bourges, typographie Tardy-Pigelet, contenant deux articles intéressants, mais qui ne sauraient entraîner des conclusions définitives, sur les *Mardelles*, ces vastes et réguliers entonnoirs que l'on trouve dans diverses régions de la France et de l'étranger, et aussi à la surface des causses du Périgord ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome X, troisième livraison, juillet-septembre 1888, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur de la Société ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 3^e livraison 1888, juillet-août-septembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, administrative et commerciale, contenant la suite du mémoire de M. Edouard Decoux-Lagoutte sur le *Canton de Treignac, un coin du Limousin en 1888* ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome II, mai-juin 1888, in-8°, Montpellier et Paris, contenant la fin du *Parnasse provençal du P. Bougerel*, par M. Chabaneau ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 50, juillet-août-septembre 1888, in-8°, Lyon, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère) ;

Une brochure intitulée *Polémiques alpines, Une rectification*, in-8°, Gap, imprimerie Jouglard père et fils, 1888, que M. de Lavalette, président de la Société d'Études des Hautes-Alpes, vient de publier pour répondre à M. Joseph Roman dans une discussion sur l'emplacement de la *Civitas Rigomagensis*.

M. DE BELLUSSIÈRE veut bien offrir également à notre bibliothèque des mémoires imprimés d'avocat dans un procès *A juger en l'audience de la Cour des Aydes de Guienne*, pour M^e Arnaud de Lalande, sieur de Charcuza, avocat en la cour, bourgeois de la ville de Périgueux, intimé, et demandeur l'évocation du fonds et principal de la cause, contre Pierre Langlade, syndic général de la paroisse de Beauronne de

Chancellade, en cette qualité, représentant Jean Gintrat, appelant d'un appointement des Elus de Périgueux, du 6 septembre 1746, et Jean Marquet, dit Jeandounet, tous deux successivement nommés syndics généraux avant lui et défendeurs à l'évocation, plaquette in-4° ;

Un *factum* pour Jean-Elie de Fonvielle, écuyer, seigneur de Mensignac, intimé sur l'appel d'un appointement rendu par les Elus de Sarlat, le 30 août 1753, contre Jean Beaupoil aîné, Jean Lafite dit Février et François Choüet, syndics et collecteurs des tailles, de la paroisse de Lamonzie, pour les années 1752, 1753 et 1754, et contre Etienne Bonnegarde, soi-disant syndic de cette communauté, appellans de cet appointement, plaquette in-4° ;

Un *Arrest de la Cour de Parlement* qui supprime un imprimé latin et françois in-12, intitulé : *Bref de notre Saint-Père le Pape Clément XIII à Monseigneur l'évêque de Sarlat*, et renouvelle les défenses de recevoir, publier ou exécuter, imprimer, vendre ou distribuer, aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome, sans lettres patentes du Roi, registrées en ladite Cour, in-8° de sept pages, à Paris, chez Simon, imprimeur du Parlement, rue de la Harpe, à l'Hercule, 1765 ;

Et cinq *mémoires* d'un procès concernant un emplacement situé sur la rue qui va de la place du Coderc à la porte de l'Eguillerie et dont la ville de Périgueux revendique la propriété : le premier, pour messire Pierre de Roche, écuyer, seigneur de Puyroger, capitaine au régiment de Saintonge, appelant d'un appointement du sénéchal de Périgueux, du 9 août 1769, contre les sieurs maire et consuls de ladite ville, intimés ; et contre sieur Jean Magueuil et Marie Fourreau, assignés en garantie, plaquette in-4°, à Bordeaux, de l'imprimerie de Jean Chappuis ;

Le second, pour sieur Jean Magueuil, et demoiselle Marie Faurau, conjoints, appelés en garantie par le sieur de Roche de Puyroger, et autrement demandeurs en arrière-garantie, contre les maire et échevins de la ville de Périgueux, intimés ; ledit messire de Roche de Puyroger, demandeur en garantie, et l'héritière du sieur Dignac Duvignon, appelée en arrière-garantie, plaquette in-4°, à Bordeaux,

chez Michel Racle, imprimeur de l'Intendance, rue Saint-James;

Le troisième, pour les maire et échevins de la ville de Périgueux, intimés, contre sieur Pierre Roche, écuyer, seigneur de Puyroger, capitaine d'infanterie au régiment de Saintonge, appellant d'un appointement du sénéchal de la même ville, du 9 août 1769, plaquette in-4° sans nom d'imprimeur;

Le quatrième est la réponse pour messire Pierre de Roche, écuyer, seigneur de Puyroger, capitaine au régiment de Saintonge, appellant, contre les maire et échevins de Périgueux, intimés, et contre sieur Jean Magueur et Marie Faurau, assignés en garantie, plaquette in-4°, à Bordeaux, de l'imprimerie de Jean Chappuis, imprimeur de la Cour de Parlement, sur les Fossés de ville, 1771;

Et le cinquième contient les *Observations* pour les maire et échevins de la ville de Périgueux, intimés, contre M^e Roche, chanoine de la cathédrale de Périgueux, héritier de feu sieur Pierre Roche, capitaine d'infanterie, son frère, appellant, Jean Magueur et Marie Fauron, conjoints, appelés en garantie, et l'héritière du sieur Dignac de Vignon, appelée en arrière-garantie, plaquette in-4°, sans nom d'imprimeur.

Des remerciements sont votés aux donateurs et particulièrement à M. de Bellussière.

M. LE PRÉSIDENT prévient les membres de la commission chargée d'aller examiner le buste du regretté docteur Galy, que la maquette en est terminée et qu'ils pourront se rendre à Beaumont dès à présent pour y faire leurs observations, s'il y a lieu. M. de Roumejoux est prié de se concerter avec ses deux collègues pour fixer le jour de leur visite.

M. Charles AUBLANT, élu membre titulaire dans notre dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société.

M. DUJARRIC-DESCOMBES remet au secrétaire général une note complémentaire en réponse à M. l'abbé Granger sur la résignation, en 1590, de François de Bourdeille, évêque de Périgueux.

D'autre part, M. GRELLET-BALGUERIE croit avoir découvert un nouvel évêque de Périgueux, Ramnulf, qui vivait à la fin du x^e siècle et qu'il nous a déjà indiqué, il y a quelques années. Ce personnage, qui figure au premier rang des témoins dans la charte de donation du monastère de Sarlat par le comte de Périgord, Bernard Talleyrand, à saint Odon, le grand abbé, et à Aducius, son co-abbé, dut devenir bientôt après abbé de Brantôme. Postérieurement, dans une seconde charte de donation consentie par Bernard Talleyrand à Aducius seul, du monastère de Saint-Sour de Genouillac ou de Terrasson, il figure encore en première ligne, mais cette fois avec le titre d'*episcopus*. Suivant notre confrère, ce Ramnulf était sans aucun doute l'un des quatre évêques de Périgueux restés inconnus, dont les images et les noms devenus illisibles figuraient dans une chapelle de St-Front de Périgueux. (Voir le P. Dupuy, Mabillon et les *Annales bénédictines*.) — La lettre de M. Grellet-Balguerie, qui sera publiée dans le *Bulletin*, pourra provoquer un nouvel examen de la question et de nouvelles recherches.

M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE nous communique une pièce émanant d'un évêque beaucoup moins ancien : c'est une ordonnance prise en 1817, par M^{re} Dominique Lacombe, évêque d'Angoulême, sur le vu d'un procès-verbal de visite de l'église de St-Front de Périgueux. Il regrette qu'elle ne soit pas complète.

M. LE PRÉSIDENT rappelle ensuite que les journaux de Périgueux annonçaient ces jours derniers qu'en déracinant de vieux noyers, sur le bord du canal, près du premier pont que l'on rencontre en venant du Jardin-Public, on avait mis à jour quelques débris antiques. Aussitôt informé de cette découverte, M. le Président s'est empressé de se rendre à l'endroit désigné et a constaté, en effet, que sous le noyer le plus à l'Est, s'étendait un hypocauste dont un des piliers avait été démoli par la pioche des ouvriers. Des fragments de grands carreaux en terre cuite et de marbres de revêtement gisaient sur le bord de la fosse. L'un de ces débris en

marbre vert offre une moulure en retour d'angle et le jambage d'une lettre, un V ou un A ?

On sait que sur ce point de la vallée se trouvaient les thermes de Vésone, construits avec une certaine magnificence, mais dont l'établissement du canal qui les traversa par le milieu, a fait disparaître les restes les plus importants.

De son côté, M. le chanoine ARBELLOT, président de la Société archéologique du Limousin, veut bien signaler à notre attention une pièce en or qui a été trouvée récemment dans le département de la Dordogne (près de Chalucet, commune de Jumilhac-le-Grand) et dont il nous envoie l'empreinte en cire. C'est une médaille qu'il croit de Philippe II, père d'Alexandre-le-Grand (359-336 avant J.-C.) :

Tête imberbe et laurée à droite.

Revers : Bige au galop à droite, avec cette inscription grecque à l'exergue : ΦΙΛΙΠΠΟΥ.

M. LESPINAS fait observer que cette pièce, d'après la reproduction qu'il a sous les yeux, paraît être non une pièce de Philippe II de Macédoine, mais une imitation gauloise frappée chez les Arvernes, et qu'il a une pièce identique.

M. l'abbé ARBELLOT nous rappelle en même temps que dans notre dernier *Bulletin* nous avons parlé de la trouvaille faite cette année, aux environs de Nontron, de quarante-sept pièces d'or ; il nous mande qu'il les a vues presque toutes et voici les détails qu'il veut bien nous donner :

Pièces françaises.

(A) Il y en a trois ou quatre de Louis XII : *Ludovicus Francorum rex*, avec cette devise au revers : *Xps vincit, Xps regnat, Xps imperat*.

(B) 15 ou 16 de François I^{er} et de François II, avec cette inscription : *Franciscus Dei gratia Francorum rex*, et la même devise au revers : *Xps vincit, Xps regnat, Xps imperat*. L'une de ces médailles offre cette particularité : *Franciscus rex Francorum et dux Britannicæ*, et cette devise : *Deus in adiutorium meum intende*.

(C) 8 ou 9 de Charles IX : *Carolus VIII Francorum rex*, et la devise : *Xps vincit*, etc. L'une porte cette date MDLXVI ; l'autre, 1575.

Pièces espagnoles.

(D) Il y en a 9 de Ferdinand et d'Isabelle : *Fernandus et Elisabeth*, avec leurs bustes se regardant à droite et à gauche, et cette devise au revers : *Sub umbra alarum tuarum* [protege me]. Psaumes.

(E) Quatre de Philippe II avec effigie et cette inscription : *Ph. Dei gratia rex Hispan. comes Flandriæ*, avec cette devise au revers : *Dominus mihi adjutor*. (Psalm.)

(F) Une de Jeanne d'Espagne, surnommée la Folle (*loca*), fille de Ferdinand et d'Isabelle, mère de Charles-Quint, avec cette inscription : *Johanna*, et les armoiries d'Aragon, de Léon et de Castille.

Pièces anglaise et de Portugal.

Les deux pièces les plus curieuses de cette trouvaille sont :

1^o Une pièce d'Henri V, roi d'Angleterre. D'un côté : saint Georges terrassant un dragon, avec cette inscription en lettres gothiques : *Henric. Di gracia rex Angliæ et Franciæ*. De l'autre : un écusson écartelé de France et d'Angleterre, avec cette devise : *Xpe red[emptor] per crucem tuam salva nos*.

2^o Jean II de Portugal (1481-1495). — *Joannes II rex Portu. et Al.* avec écusson de Portugal ; de l'autre côté : un martyr tenant une palme avec cette devise : *Zelator fidei usque ad mortem*.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL sait gré à M. l'abbé Arbellot d'avoir bien voulu compléter ainsi son procès-verbal du 28 mai dernier.

M. Aymar d'ABZAC DE LA DOUZE nous communique également une belle empreinte en cire du sceau de la Chartreuse de Vaublanc, qui diffère un peu de celui qu'a publié M. Philippe de Bosredon dans son *Supplément à la Sigillographie du Périgord*, page 124, en ce qu'au-dessus de l'écu, en guise de cimier, il n'y a pas de Vierge tenant l'Enfant-Jésus, mais simplement deux fleurons ; les trois lionceaux couronnés et lampassés des armes des Talleyrand, fondateurs de l'abbaye de Vaublanc, sont passants et non debout comme dans l'Ar-

morial du Périgord, et la légende est aussi un peu différente : SIGILLUM . CHARTVSIÆ . VALLIS . CLÆ, au lieu de CARTVSIÆ. Ce sceau est plaqué sur une enveloppe de lettre écrite de Vaclaire, le 3 juillet 1730, par le F. Benoist Archaimbaud à M. le marquis de La Douze à Périgueux.

Puis, M. LE PRÉSIDENT veut bien nous fournir de nouveaux renseignements sur la sépulture quaternaire si précieuse qu'il a découverte à Chancelade, et entrer dans quelques détails sur les soins minutieux nécessités pour la conservation du squelette.

Nos confrères ont pu juger par eux-mêmes, à la dernière séance, du misérable état dans lequel le crâne particulièrement se trouvait au moment de la découverte. Par suite du tassement des terres et de l'humidité du sol, il était fissuré de toutes parts, et sa friabilité extrême pouvait inspirer de sérieuses inquiétudes.

Après avoir pris l'avis de notre confrère le docteur Testut, M. le Président, malgré son désir de conserver ce crâne tel qu'il était, avec les terres noires le recouvrant, dut se résigner à en séparer les fragments pour le reconstituer ensuite. Les ossements exposés à un air sec pendant quelques jours, puis lavés rapidement et ramenés à une dessiccation suffisante, furent ensuite silicatisés et enfin rapprochés et recollés avec une dissolution concentrée de gomme arabique. Dans ce travail qui exigeait à la fois une certaine délicatesse de main et beaucoup de patience, il a été secondé par le zélé compagnon de ses fouilles, M. Féaux.

Aujourd'hui, le crâne de Chancelade, comme toutes les parties conservées du squelette, peut braver de nouveau l'action du temps et se prêter à l'étude des anthropologistes.

Cette étude, M. le Président est heureux de l'annoncer, sera faite en vue de notre Société par M. le docteur Testut, lauréat de l'Institut et professeur d'anatomie à la Faculté de médecine de Lyon. Le travail de notre confrère sera publié dans le *Bulletin* à la suite du mémoire archéologique que M. le Président se propose lui-même de consacrer à la station et à la sépulture de Chancelade. Ces deux travaux compor-

teront nécessairement un assez grand nombre d'illustrations ; mais vu leur intérêt exceptionnel, la Société ne reculera pas devant le surcroît de dépense qui en résultera dans son budget.

M. LE PRÉSIDENT met ensuite sous les yeux de ses confrères la photographie d'un os gravé, sorte de spatule ou de lissoir, trouvé en 1885, dans la grotte de Gourdan (Haute-Garonne) et qui lui a été obligeamment communiquée par M. Edouard Harlé, ingénieur à Bordeaux.

Sur l'une des faces de cet os, sont représentés neuf petits personnages offrant beaucoup d'analogie avec ceux figurés sur la pendeloque provenant de Chancelade, qu'il nous a montrée à la dernière séance. Même attitude des figures, même imperfection du dessin, et l'on peut ajouter, même embarras dans l'esprit de l'observateur pour fixer la nature de l'objet figuré, homme ou poisson, têtard de grenouille ou oiseau ?

Quoi qu'il en soit, le rapprochement de ces deux ossements ne laisse pas d'offrir de l'intérêt.

Notre honoré vice-président M. le baron DE VERNEILH nous envoie gracieusement un certain nombre de dessins, tous relatifs au Périgord, reproduits soit par la lithographie, soit par l'héliogravure, pour nous aider à former nos albums : une vue au crayon du cloître de Cadouin ; une vue à la scépie du château de Lanquais ; une gravure à l'eau forte du pont de Terrasson ; une lithographie représentant la cheminée du château de Bannes ; une gravure du château de Beynac ; une gravure du château de Jumilhac ; une gravure du château de Frugie ; une gravure du château de Nanthiat ; enfin une gravure de l'extérieur de St-Front, épreuve avant la lettre, extraite du livre de l'*Architecture byzantine en France*.

Ceux de ces dessins qui n'ont pas été publiés dans le *Chroniqueur du Périgord* ou dans le *Bulletin monumental*, le seront dans notre *Bulletin*.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'il serait temps de prendre une décision au sujet des beaux dessins à la plume, si soignés, si artistiques de M. de Verneilh qu'il a en portefeuille. Les mettra-t-on dans de riches albums ou les exposera-t-on dans un meuble à volets tournants, comme il en avait été question ? Mais on ne peut pas laisser plus longtemps, cachés dans des cartons, des dessins aussi remarquables.

Après avoir examiné diverses combinaisons, l'assemblée, pour reconnaître la générosité de son vice-président, vote l'acquisition d'un meuble à volets tournants, et charge le bureau d'exécuter sa décision.

Notre confrère M. Georges BUSSIÈRE nous envoie aussi un très joli dessin que l'assemblée admire et que nous ferons reproduire dans le *Bulletin*. Il a été fait, en 1884, par M. Duplaix-Destouches, à son passage à Périgueux, et il représente la belle maison de Sallegourde, située au coin de la rue Aubergerie et de l'impasse de la Gaité. Le cliché en est mis à notre disposition pour que nous puissions l'utiliser prochainement.

M. l'abbé MONTET, empêché d'assister à la réunion, nous adresse le compte-rendu, dont il s'était chargé, de la brochure relative à l'ambassade en Turquie de Jean de Gontaut-Biron, baron de Salignac, de 1605 à 1610. Il nous fait justement remarquer que cette brochure intéresse à plus d'un titre le Périgord. Jean de Gontaut-Biron, en effet, est né au château de Salignac, où il dut passer une partie de son enfance, près de son père Armand de Gontaut, lieutenant-général du roi de Navarre en Périgord, qui fut un fier batailleur et se jeta avec ardeur dans les querelles religieuses de la fin du xvi^e siècle. A pareille école, Jean prit bientôt un caractère aventureux. Il fit partie de cette brillante jeunesse dont Jeanne d'Albret forma la compagnie habituelle d'Henri de Béarn, et il ressentit pour lui une vive et profonde amitié. Plus tard, sur la demande de Catherine de Médicis, qui voulait éloigner de Périgueux le sieur de Vivans,

dont elle redoutait l'intolérance, Jean de Gontaut fut nommé par le roi de Navarre gouverneur du Périgord et de la vicomté de Limoges, avec résidence à Périgueux, et il exerça, à la satisfaction de tous les partis, cette charge particulièrement difficile dans ces temps troublés. Enfin, lorsque la paix fut rétablie en France et que l'abjuration d'Henri IV eût désarmé la Ligue, le roi le chargea d'une mission délicate et importante pour le sultan. Il partit pour Constantinople en 1604 et y mourut le 11 octobre 1610. Le récit des événements qui marquèrent son ambassade nous a été transmis par un Périgourdin du nom de Bordier, originaire de Pluviers, lequel faisait partie de la suite du baron de Salignac. C'est un résumé des 1,500 pages in-folio laissées par Bordier sur ce voyage à Constantinople, que nous donne aujourd'hui M. Théodore de Gontaut-Biron et dont nous devons lui savoir gré.

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait remarquer que cette relation de l'ambassade de M. de Salignac, signalée à l'attention des chercheurs par M. Tamizey de Larroque dans la *Revue d'Aquitaine*, avait déjà fait l'objet d'une intéressante étude de notre collègue M. Elie de Biran, publiée en 1881 sous les auspices de la Société philotechnique : *Une ambassade de France en Turquie sous Henri IV*, Meulan, Masson, brochure in-8° de 28 pages.

Le manuscrit de cette relation avait été légué par le duc de Coislin à l'abbaye de St-Germain-des-Prés, d'où il a passé au fonds français de la Bibliothèque nationale.

M. de Biran, qui s'était surtout attaché à grouper les faits plus ou moins considérables auxquels avait été mêlé M. de Salignac pendant son séjour à Constantinople, n'avait pas lu ce manuscrit extrêmement étendu avec assez d'attention pour pouvoir nous en nommer l'auteur qui pourtant y révèle à la fois lui-même son nom et sa patrie. M. de Gontaut-Biron a découvert qu'il s'appelait Bordier.

Cet officier périgourdin était attaché à la personne du baron de Salignac. Il ne quitta la Turquie que deux ans après la mort du diplomate dont il a relaté la mission. « J'arrivai, — écrit-il dans sa *Chronique* (livre V, page 69), — à Plu-

viens, lieu de ma bonne et chère patrie, le 29 du même mois (janvier 1612), où je n'avois esté onze ans y avoit; là où ayant séjourné seulement huit jours avec mes parens et amis desquels je receu tout le plezir et contentement que l'on eut peu desirer; et fus voir et saluer M. de Javersy, seigneur d'Ascoulx, mon maistre et capitaine, où je demeuray peu de jours, parce que j'avois affaire à Paris, d'où j'estois parti avec feu M^{re} de Salignac en l'an 1604, pour faire le susdit voyage de Levant; et y arrivay le mercredy huit de février 1612, où je feu le bien venu de mes amis, ayant demeuré en tous ces voyages près de huit ans... »

M. Dujarric engage les érudits nontronnais à faire quelques recherches à l'effet d'éclairer davantage la personnalité de ce chroniqueur, qui devait revenir dans le Levant et y continuer ses pérégrinations. Une note mise à la fin de son manuscrit nous apprend qu'il acheva de transcrire son récit à Alep, le 10 de novembre 1626, veille de Saint-Martin.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL communique ensuite des *éclaircissemans à demander concernant le ban et arrière-ban*, rédigés sous forme de questionnaires et contenant les réponses en marge. Il s'agissait de connaître ceux qui étaient exempts de la convocation de 1693 et 1694 et leurs motifs d'exemption, de savoir si les pères et mères qui ont des enfants au service doivent être taxés; si les officiers des secondes milices doivent être exempts; si le service des compagnies bourgeoises exempte de l'arrière-ban; si on doit taxer les prêtres et ecclésiastiques à raison de leurs biens patrimoniaux sujets à l'arrière-ban; si un gentilhomme ou autre vivant noblement et faisant profession des armes, qui a un très petit fief et beaucoup de biens roturiers, doit être taxé simplement à raison de son fief ou bien sur le pied de tout son bien; si les maires et commissaires aux revues sont exempts de l'arrière-ban, etc.

M. DE SAINT-SAUD dit que dans ses études sur le ban et l'arrière-ban de la sénéchaussée de Périgord il pourra utiliser ces pièces.

Enfin, il est procédé à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie. — Après deux votes par acclamation, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le marquis de Bourdeille, rue de Grenelle, 174, à Paris, présenté par M. Aymar d'Abzac de La Douze et par M. de Saint-Saud ;

Et M. Genebrias de Boisse, rue Candillac, 33, à Bergerac, présenté par M. Elie Carvès et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
MICHEL HARDY.

PÉRIGUEUX ET CAHORS.

AVIS PRÉLIMINAIRE.

Une publication anglaise bien connue, la *Revue Contemporaine*, a fait paraître, il y a deux ans, une importante étude intitulée PÉRIGUEUX ET CAHORS, que notre bureau a jugée digne d'intérêt pour nos concitoyens en général et en particulier pour les membres de la Société historique et archéologique. Il s'agissait donc de trouver un traducteur : j'ai accepté ce rôle avec une bonne volonté qui m'a semblé plus tard, en présence de la tâche à remplir, voisine de la témérité. Il est difficile, en effet, de rendre en un français supportable un article purement didactique où l'auteur, abdiquant toute prétention littéraire, multiplie les longues parenthèses et s'inquiète fort peu des répétitions de mots. De plus, on rencontre dans ce travail une terminologie spéciale et des mots

techniques dont les équivalents en notre langue sont malaisés à trouver sans le secours d'un dictionnaire très complet toujours rare ou de notions étendues sur l'architecture. Or, de cette noble science, je possède à peine les premiers éléments.

Pour ces motifs et en raison de ces nombreuses difficultés, je prie les lecteurs du *Bulletin*, mes collègues, de vouloir bien accueillir avec indulgence la traduction ci-jointe, et d'en excuser les nombreux défauts. Malgré ses imperfections, elle reproduit assez exactement l'opinion d'un étranger sans préventions, d'un archéologue anglais distingué, sur notre ville et notre pays. J'ai dû me borner à traduire ce qui se rapporte au Périgord dans l'étude précitée.

M^{re} D'ABZAC DE LA DOUZE.

L'amateur d'études historiques, qui considère les monuments actuels non moins que les documents écrits des différentes nations comme une partie essentielle de leur histoire, ne peut jamais revenir d'un voyage en France, spécialement dans la région méridionale, sans en rapporter un élargissement marqué, une illumination notable du champ de ses idées. Ce qu'on n'avait jamais vu sera nouveau en toute vérité, ce qui a été vu déjà se présentera sous un aspect nouveau. Cette assertion est vraie pour tout pays qui a, dans un genre quelconque, quelque chose à montrer ; mais plus particulièrement pour une contrée telle que la Gaule du sud, laquelle peut être appelée, dans le sens le plus rigoureux, à la fois historique et monumentale. Qu'on étudie les documents de l'histoire dans sa bibliothèque, ou les monuments sur place, il est toujours nécessaire de se rappeler la distinction historique et monumentale existant entre les provinces du sud : Aquitaine, Provence et les autres, et les pays plus véritablement français du nord. Surtout, la plus large barrière sépare l'architecture ecclésiastique des deux régions. Nous trouverons de belles églises françaises dans la Gaule méridionale, parce que l'annexion politique à la France, effectuée plus tard, introduisit l'architecture française dans tous les pays soumis à la couronne de France ; mais elles s'y dressent comme des édifices étrangers n'ayant rien de commun avec l'art indigène. En revanche, nous ne rencontrerons certainement aucune église aquitanienne ou provençale dans le pays qui est plus strictement la France.

Après avoir visité ces contrées pendant deux années consécutives, après

avoir vu des choses nouvelles pour moi et en avoir revu d'autres que j'avais déjà étudiées, j'ai pensé qu'il ne serait pas sans intérêt et sans profit de comparer avec quelque détail deux remarquables cités de la Gaule méridionale, dont l'une m'était connue depuis un certain temps, et l'autre était, l'année dernière encore, tout à fait nouvelle pour moi. Ces villes sont : Périgueux, que j'avais déjà visité en 1857, et Cahors, que je vis pour la première fois en 1885. Je les choisis, parce qu'elles sont situées un peu en dehors de la route suivie par le commun des voyageurs, parce qu'elles n'occupent point du tout une place de premier ordre dans l'histoire générale de l'Europe, qu'elles ne renferment aucun de ces édifices connus du monde entier, et qu'elles ont néanmoins à montrer de grands monuments. En vérité, l'une d'elles peut en présenter un qui le cède à un petit nombre en importance réelle, au point de vue de l'histoire de l'art ; chacune de ces cités possède en outre une histoire locale, curieuse et caractéristique, qui surpasse encore en intérêt, malgré leur rare mérite, les objets particuliers qu'elles contiennent. Toutes deux s'élèvent, à une médiocre distance l'une de l'autre, dans le bassin de la Garonne ; elles appartiennent, par conséquent, à la même province historique et architecturale. Leurs monuments peuvent donc être facilement comparés, et leurs histoires locales ont assez de ressemblance pour être, sur quelques points, mises en contraste. Périgueux est probablement moins connu que Cahors, tant dans le monde en général que parmi les amateurs de l'histoire qui n'ont pas spécialement étudié ces contrées ; mais, sous le double rapport de ses édifices et de son histoire locale, c'est positivement lui qui offre le plus grand intérêt.

Nous commencerons donc par Périgueux, la cité des Pétracoriens, autrefois Vésone, sur l'Isle, la capitale du moderne département de la Dordogne, ville mémorable en ce qu'elle renferme les plus grands modèles de l'une des principales formes d'architecture dans la Gaule du sud. Pour l'homme qui se livre à une étude particulière de l'histoire des villes, celle-ci est plus intéressante encore, puisqu'il doit se proposer d'élucider les déplacements successifs des cités, le rétrécissement et la dilatation de leurs enceintes, tous les changements qui, racontés par les monuments demeurés debout pour les attester, composent une histoire locale d'un intérêt spécial issu de son propre fond. Mais le pays où s'élève cette cité a son intérêt, lui aussi, non moins attachant que n'importe quel aspect de la ville elle-même. Périgueux n'est pas simplement Périgueux avec son histoire particulière et ses antiquités ; il est, en deux ordres très distincts, le centre de l'histoire et des antiquités de tout le Périgord. Cette contrée a deux titres spéciaux à la notoriété : elle est intéressante aussi bien pour les investigateurs des âges primitifs que pour les archéologues. C'est en même temps le pays

des instruments de silex et celui des églises à coupoles, et la capitale de la province a beaucoup à montrer dans ces deux genres. Son Musée possède une collection presque infinie d'armes, ustensiles et autres restes de l'industrie primordiale, tandis que la plus célèbre des églises à coupoles de la Gaule, ou du moins tout ce qu'une restauration sans miséricorde en a laissé, s'élève sur son territoire et parle pour elle.

Mais cette église n'est point seule : une autre, également à coupoles, plus petite et moins imposante, a aussi son histoire à raconter ; et le récit qu'elles font à elles deux, c'est non seulement l'histoire religieuse, mais encore l'histoire séculière d'un si vif intérêt de la cité périgourde.

Que le voyageur, s'il le peut, prenne sa première vue de Périgueux d'un des ponts de l'Isle, là où la rivière coule presque immédiatement au dessous de la grande église de St-Front. De ce poste, il lui semblera voir un vrai type de cité gauloise. Le versant d'une colline basse dominant la rivière est couvert par les maisons d'une ville considérable, et supporte le merveilleux monastère qui emporte nos pensées vers les pays d'Orient. Ses cinq coupoles se présentent comme celles de Ste-Sophie et de St-Marc ; mais, à la différence de Ste-Sophie et de St-Marc, la grande tour de l'ouest se dresse pour nous rappeler que nous sommes encore dans l'Europe occidentale. Sauf le profil spécial de l'église, la situation est essentiellement la même que nous observons dans une foule d'autres cités gauloises. Quand on considère Périgueux des bords de l'Isle, son histoire paraît simple à la plupart des observateurs. Voilà bien, dit-on, ce qui a eu lieu partout : la forteresse capitale d'une tribu gauloise est devenue la cité romaine, la ville du moyen-âge, la cité moderne ; la grande église s'élève, comme à l'ordinaire, au centre de l'agglomération. Tout semble s'accorder parfaitement avec le type reçu des cités gauloises. Pourrait-il venir à la pensée de quelqu'un qu'il regarde un lieu dont l'histoire est entièrement différente, qu'il n'a point sous les yeux une station antique, que la merveilleuse église se dressant devant lui n'est point la cathédrale primitive de Périgueux, mais une église secondaire, comme St-Ouen à Rouen, ou St-Germain à Auxerre, qui a supplanté le siège plus ancien de l'évêché. Il est vrai qu'il pourrait explorer tous les coins et recoins de ce Périgueux, sur lequel il dirige ses regards sans y trouver nulle part un débris, une pierre ou une brique d'origine romaine ; mais cela ne semblera pas peut-être très surprenant : dans un bon nombre de stations indubitablement occupées autrefois par des villes romaines, les restes de l'âge impérial ont totalement disparu ou ne doivent plus être cherchés que dans les entrailles du sol. Nous ne pouvons concevoir qu'un observateur quelconque, qui ne connaîtrait de Périgueux rien de plus que ce qu'il voit des ponts ou même qu'il pourrait apprendre en parcourant chacune des rues de la ville, aperçue

de ces mêmes ponts, puisse jamais douter un seul instant que cette ville, objet de son attention, ait passé par les vicissitudes ordinaires de toute cité de France ou d'Aquitaine depuis l'époque anté-césarienne jusqu'à la nôtre.

Pour s'affranchir de cette erreur très naturelle, notre voyageur doit descendre, comme il le peut facilement, le cours de la rivière. A une faible distance de la ville agglomérée, étudiée par lui, et séparé d'elle par un espace en partie laissé libre, en partie couvert par des bâtiments de date très moderne, un groupe d'objets d'un tout autre genre attirera tôt ou tard son attention. De presque tous les points qu'il peut atteindre (quelques-uns des meilleurs sont tout à fait au sud, sur la chaussée, entre l'Isle et le canal qui la côtoie), deux, et de quelques endroits trois édifices diversement groupés, suivant les différents points d'où on les considère, vont le frapper. Comme St-Front et la ville qui l'entoure, ils sont situés sur la même rive, la droite, mais non comme eux, sur un sol nettement en relief.

Pourtant, de plusieurs points de ce quartier on pourrait douter que St-Front s'élevât sur un terrain de ce genre. Lorsqu'on se rend du quai à l'église par des marches ou des rues escarpées, on sent que le Puy de St-Front (ce nom familier en Auvergne et en Velay se retrouve également ici), est une vraie hauteur ; cependant l'élévation de l'église, depuis sa base jusqu'à la coupole, est évidemment plus grande que la hauteur de ses fondations au-dessus du quai. Le Puy est toujours une colline, une de ces collines qui comptent pour quelque chose quand elles sont couvertes de maisons, bien qu'elles puissent difficilement passer pour telles si elles étaient libres et à l'état de vertes pelouses. Mais, de notre poste d'occupation actuel, le terrain est presque uni, il offre naturellement une légère pente vers la rivière, mais rien qu'on puisse appeler une colline. Toutefois, ce sol bas est dominé par des coteaux qui ont vraiment une certaine élévation et forment une ligne de verdoyants mamelons aux sommets arrondis, situés de l'autre côté de l'Isle. Le souvenir de Dorchester sur la Tamise, du camp romain devenu par ses accroissements la ville romaine que domine la station bretonne de Sinodun, se présentera-t-il à l'esprit de quelqu'un ? S'il en est ainsi, il aura saisi la première clef de la véritable histoire. S'il n'existe aucun vestige de l'occupation romaine parmi les rues qui entourent St-Front, ici, nous trouvons des traces fort importantes des conquérants du monde. Un des édifices qui forment notre groupe est ou paraît être une puissante tour ronde sans toit et effondrée sur une partie de sa circonférence. Proclame-t-elle son âge à la première vue ? Chose étrange ! tandis qu'un monument du moyen-âge ne peut guère être pris jamais pour une construction moderne, ceux de date beaucoup plus ancienne le peuvent souvent.

Les murailles des premiers âges d'Alatri, à une faible distance, ressemblent à une prison moderne, et cette énorme masse ronde, il faut bien l'avouer, a fait naître dans l'esprit d'observateurs peu exercés l'idée d'une moderne usine à gaz. Mais approchez ou dirigez sur elle votre lunette, et le mode de construction impossible à méconnaître montrera que la tour, si elle est notablement plus jeune que les murs d'Alatri, est beaucoup plus ancienne que quoi que ce soit à St-Front. Notre attention est fixée sur ce qu'on appelle dans le pays la tour de Vésone. C'est dire que l'ancien nom de la Cité survit encore ici. L'histoire est la même qu'à Dorchester; seulement, Dorchester ne peut montrer debout un monument tel que la tour Pétracorienne (tour, nous l'appellerons provisoirement ainsi) pour attester son origine romaine. La forteresse gauloise, la place de sauvegarde pour la population du pays se trouvait sur une des hauteurs au-delà de la rivière; la nomenclature locale en a simplement interverti l'usage en l'appelant le camp de César. Il est bon de gravir cette colline, ne serait-ce que pour jouir de la belle et large vue sur la Cité et ses environs. Mais nous obtenons plus qu'un beau panorama; nous tenons la position de la plus ancienne Vésone. Le camp de César, facilement accessible au moyen d'un bac, s'élève presque à pic au-dessus de la rivière, situation bien appropriée pour un oppidum gaulois. Un point sur le coteau voisin connu sous le nom d'Ecornebœuf était aussi un poste fortifié. Quelques-uns des anciens archéologues, se basant sur des restes qu'on avait trouvés dans la vallée interposée, y plaçaient la Vésone primitive. Et cela est probablement vrai en ce sens que la vallée a pu être un centre d'habitation, tandis que la hauteur au-dessus, l'oppidum, était l'abri, le lieu de défense et d'assemblée.

Du haut de cette colline, nous apercevons tous les centres successifs du nom Pétracorien, mais plus immédiatement à nos pieds, le groupe d'édifices dont nous avons parlé, entièrement dominé par l'énorme tour. Ceux-ci désignent la situation de la ville romaine, la seconde Vésone, la ville qui s'éleva sur l'ordre des conquérants, au pied de la colline couronnée par la vieille forteresse des vaincus. Le nom de la Cité s'attache encore au plus remarquable de ses monuments romains qui ait survécu; mais il peut bien se faire que l'usage de ce nom soit seulement un exemple de ce genre de soi-disant tradition dont la source réelle est l'enseignement des archéologues. En vérité, *tour de Vésone* n'est point une désignation qui puisse avoir persévéré depuis l'époque où Vésone existait, et l'histoire réelle de l'édifice ainsi appelé rend cette survivance encore plus impossible. En conservant l'antique nom : *la Cité*, la nomenclature locale produit une pièce de conviction beaucoup plus authentique; car il a existé en fait deux villes de Périgueux, sans parler de la station oubliée sur la colline,

au-delà de la rivière : celle dont nous nous occupons maintenant, la *Cité*, la Vésone romaine, bâtie dans la plaine, et la ville, le *burg*, la colline ou puy dominant la rive droite de l'Isle, que nous fûmes tenté au premier coup d'œil de confondre avec la véritable Vésone, mais que nous découvrons maintenant être une ville à part. *Cité* et *burg* sont en effet bien distincts dans l'histoire de Périgueux.

Mais nous avons parlé d'un groupe d'édifices, et jusqu'ici nous n'en avons désigné qu'un, et celui-là n'est pas compris dans les limites actuelles de la *Cité*. La tour de Vésone se dresse bien, en réalité, sur le sol de la Vésone romaine; toutefois, la *Cité*, dans le sens actuel de ce nom, est bien loin de comprendre toute l'étendue de la ville antique; cette désignation est même spécialement appliquée à l'église de St-Etienne, l'*église de la Cité* qui, nous ne tardons pas à l'apprendre, a été le plus ancien siège de l'évêché Vésorien ou Pétracorien. Ce monument forme un autre élément de notre groupe d'objets, un élément remarquable vu de divers points, mais qu'il est difficile, à première vue, de prendre pour une église. Ce que nous apercevons maintenant à distance est une grosse masse carrée, flanquée d'une autre masse carrée un peu plus basse. Mais quand on sait que cet édifice est une église, l'église de la *Cité*, le véritable siège de l'évêché de Vésone, toute l'histoire des deux villes devient intelligible. Sans plus amples recherches, on voit que les choses ont changé de place à Périgueux. On comprend que St-Front est une grande église secondaire laquelle, par sa majesté imposante, non seulement a supplanté l'église-mère, mais encore est devenue le noyau d'une ville nouvelle.

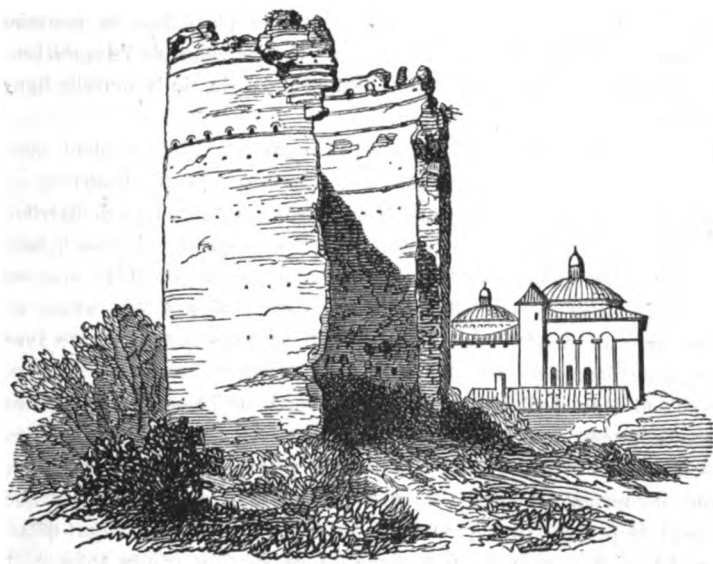
Ce n'est pas tout, un autre édifice encore vient, aperçu de certains points, s'associer au groupe qui raconte un des plus vieux chapitres de notre histoire. Nous avons déterminé la position de la *Cité* et de l'église de la *Cité*; notre troisième bâtiment va nous aider à en tracer le mur d'enceinte. C'est la maison appelée *château Barrière*, du nom de ses anciens possesseurs, une des grandes familles du Périgord. Et certes, il ne peut y avoir dans aucune partie du monde beaucoup de familles dont le logis ait pour fondement un mur de ville du cinquième siècle, et remonte lui-même en partie au onzième ou douzième.

Telle a été la bonne fortune de la maison de Barrière.

Nous avons à nous occuper présentement de l'œuvre la plus ancienne, mais c'est la partie relativement la plus récente du monument, la grande tour du château ruiné datant du xv^e ou du xvi^e siècle, qui contribue le plus à faire de cet édifice un des principaux traits dans notre vue générale de l'antique Vésone. Pour voir ce que ce monument est réellement et ce qu'il prouve, il est nécessaire de s'approcher assez pour étudier l'appareil des fondations, chose qui peut se faire, mais avec moins de facilité qu'autrefois,

maintenant que la voie ferrée côtoie de très près les murs du château, tandis qu'une affreuse baraque a surgi de l'autre côté. Nous reconnaissons qu'il y a ici une ligne de remparts d'âge plus ancien que les murailles du moyen-âge dont le *burg* de St-Front conserve encore quelques traces. L'église de la Cité est située en dedans, la tour de Vésone en dehors de cette ligne. Nous tenons ici la seconde clef de l'histoire.

Nous avons mis en lumière un mur romain de Vésone, mais non celui de Vésone à la plus ancienne époque romaine. La première Vésone, la forteresse gauloise sur la hauteur, disparut ; elle cessa d'être un lieu d'habitation et même de défense. Sous la paix romaine, dans ce pays auquel l'éloignement de toute frontière garantissait particulièrement la tranquillité, les hommes pouvaient habiter en parfaite assurance et se passer de murailles.



La nouvelle Vésone s'éleva dans la plaine, auprès de la rivière, ayant en face d'elle les collines, autrefois stations de guerre, situées au delà de l'Isle, et par derrière d'autres coteaux à pente plus douce. Tout cet espace est un champ très riche en reliques romaines. La construction appelée *tour de Vésone* et qui, en réalité, n'est point une tour, mais la *cella* cylindrique d'un grand temple, se dresse comme le fantôme d'un des principaux monuments de cette cité. Plus loin de la rivière, s'élevait l'amphithéâtre dont on voit encore debout des restes considérables. De la plus ancienne ville

romaine, celle, probablement dépourvue de murailles, qui s'étendait du pied des collines jusqu'à l'Isle, ces deux édifices, siège de la religion et des plaisirs romains, étaient les principaux monuments. Puis vint l'époque où la puissance de Rome s'affaiblit, où ses frontières furent chaque jour franchies par les envahisseurs germaines, où son nom et la renommée de ses princes devinrent incapables de défendre plus longtemps les sujets de l'empire, même au cœur de l'Aquitaine, et si loin des confins menacés du Rhin et du Danube. Alors, peut-être l'avertissement donné par quelque invasion actuelle de barbares, peut-être la crainte qu'une leçon de ce genre ne vint les surprendre dans leurs foyers, déterminâ les habitants de Vésone à se bâtir des remparts et des tours de défense. Ils réduisirent de beaucoup l'étendue de la ville, se bornant à enfermer dans l'enceinte fortifiée une petite partie de ce qui avait été Vésone en des temps plus prospères. Le temple, sanctuaire d'un culte à son déclin, sinon totalement oublié, fut laissé en dehors ; l'amphithéâtre eut place dans le nouveau périmètre ou plutôt ses murailles massives, comme celles de l'*Amphitheatrum Castrense* à Rome, servirent à former une partie de la nouvelle ligne de défense.

Les antiquaires périgourdins ont pu en relever le tracé complet ; mais une petite portion seulement est visible au-dessus du sol. Toutefois, ce qu'on en peut voir, les assises inférieures des murs du château de Barrière et la petite porte connue, il est malaisé de deviner pourquoi, sous le nom de *porte Normande*, est très remarquable et fort instructif. Le mur tel qu'il existe, s'est accru à différentes époques et offre divers genres de matériaux et des modes variés de construction ; mais la partie basse avec les deux bastions demeurés debout est manifestement une portion, un coin, le coin sud-ouest de l'enceinte romaine diminuée de Vésone. De puissantes pierres enlevées, sans nul doute, aux édifices des temps plus heureux et associées à des débris de divers genres, y sont grossièrement entassées, comme il convient à l'œuvre d'un de ces moments où une extrême urgence obligeait de préparer quelque moyen de défense dans le plus court délai. Ce ne fut point sous la pression d'une légère angoisse que se trouvèrent les hommes de Vésone lorsqu'ils furent contraints d'abandonner la plus grande partie de leur ville aux ravages de l'ennemi, d'en délaisser et même d'en détruire les monuments, afin de concentrer toutes leurs forces pour défendre cette portion si restreinte de son vaste territoire devenue maintenant leur cité de refuge. A quelle époque un tel sacrifice peut-il avoir été nécessaire ? Aucune ne se présente plus spontanément à l'esprit que les terribles années qui se succédèrent de 407 à 409, années si pathétiquement décrites par Jérôme et par le poète contemporain de la Divine Providence ; mais qui empruntent peut-être à l'austère simplicité des annalistes un ca-

ractère encore plus effrayant. Alors, tandis que tel ou tel empereur cherchait à retenir quelque lambeau de l'autorité demeurée aux mains de Rome dans le sud-est de la Gaule, les Vandales, les Suèves et les Alains, plus barbares encore, ravageaient à loisir le reste du pays.

Il peut bien se faire que l'enceinte rétrécie de Vésone ait été bâtie pour se défendre contre quelque étape des ennemis dévastateurs, s'avancant du Rhin vers les Pyrénées. Considéré à ce point de vue, le grossier entassement d'énormes pierres qui supporte les parties moins anciennes du château Barrière, à Périgueux, devient un monument vivant de cet acte mémorable dans le grand drame du *Voyage des Nations*.

Il est toujours agréable et instructif de comparer les différentes destinées de ces cités gauloises. Une histoire générale les énonce rapidement ; mais le récit des faits particuliers qui se rapportent à chacune d'elle présente un intérêt spécial. Dans la plupart des cas, l'accroissement continu de la ville a dépassé de beaucoup les limites de la muraille romaine ; le rempart a disparu ; mais son périmètre, indiqué souvent par de modernes boulevards, a laissé, comme à Rouen, sur le tracé général des rues une empreinte impossible à méconnaître. Quelquefois, comme à Autun, le contraire s'est produit ; la ville, ainsi que Rome elle-même, s'est bâti dans l'espace qu'elle occupait autrefois une enceinte plus étroite ; on n'en peut alors trouver les anciennes murailles en tout ou en partie que dans les champs et les jardins, à quelque distance des centres populeux. Ou bien comme à Sens, les murs peuvent encore contenir et entourer la ville proprement dite, mais sont débordés par des faubourgs. D'autres variations pourraient facilement être signalées ; le cas de Vésone est un des plus curieux. Ici, la plus ancienne cité s'est resserrée dans une nouvelle et étroite ligne de défense, et cette ligne, elle ne l'a que faiblement et graduellement dépassée. Comme d'ordinaire, outre l'église épiscopale située dans la Cité proprement dite, une grande église secondaire s'éleva en dehors du rempart et cette église, la célèbre abbaye de Saint-Front, devint le noyau d'une ville nouvelle. Celle-ci, le *burg* ou Puy-St-Front, la ville, bâtie sur la colline, habitée par une énergique bourgeoisie que fortifiaient encore de larges privilèges municipaux, supplanta complètement la vieille Cité abandonnée dès lors au clergé et à l'aristocratie. Un quartier de ce genre est assez commun dans les anciennes villes gauloises ; mais on le trouve plus ordinairement, comme au Puy, au sommet d'une colline dominant la ville moins qualifiée : ici, comme dans une certaine mesure à Limoges, l'ordre est interverti. La ville s'élève à part, sur la hauteur, avec la physionomie de la cité originelle, tandis que la vraie Cité se trouve au-dessous présentant quelque peu l'aspect d'un faubourg. Elles sont séparées par un espace assez vaste divisé en boulevards et en squares. Parmi

ces derniers, il en est un dont le nom pourrait aisément tromper le voyageur. La *place Francheville* suggère l'idée de libertés municipales ; nos pensées s'envolent vers tel *Villefranche* ou *Villafranca*, qu'on trouve en d'autres pays ; nous tressaillons à l'espoir et à la croyance que *Francheville* est un autre nom de la ville de St-Front. Malheureusement, la place Francheville de Périgueux ne consacre pas un tel souvenir ; elle est ainsi appelée simplement en l'honneur d'un évêque qui avait pour surnom *Francheville*.

Les espaces libres sont agréables, et on les respectera vraisemblablement dans l'accroissement de la Cité, car le Périgueux des temps modernes est une ville de progrès, et ses agrandissements prennent la direction de l'antique Vésone plutôt que celle du Puy-St-Front. Il semble qu'un mouvement en sens inverse aille s'accomplir et que le Périgueux actif veuille occuper de nouveau son ancien emplacement. Il serait étrange, en vérité, que St-Front et son *burg* fussent un jour abandonnés comme St-Nazaire et sa cité à Carcassonne. Une région plus éloignée nous fournirait un parallèle encore plus exact. St-Front peut quelque jour avoir le sort de la ville latine de Syra, bâtie comme lui sur une colline et dont les nouveaux quartiers s'avançoient peu à peu vers la plaine où s'élevait jadis l'antique Cité.

Combien furent distincts autrefois la *Cité* et le *burg* à Périgueux, nous en trouvons la meilleure preuve dans une vieille gravure, probablement du *xvi^e* siècle, qu'on peut voir au Musée. Saint-Front y apparaît comme le centre d'un épais massif de rues couvrant la colline et bien protégé par des remparts et des tours. Une de ces dernières, connue sous le nom de *tour Mataguerre*, attire encore les regards par son relief imposant. Une vaste étendue de terrain qui ne supporte aucun bâtiment sauf quelques monastères épars çà et là et disparus depuis, sépare cette ville à l'aspect actif et guerrier d'un groupe paraissant se composer uniquement de l'église de la Cité, du Château-Barrière, et d'un amphithéâtre alors entier en apparence ou presque tel. Ces édifices semblent entourés d'une plus grande étendue des anciens remparts qu'il n'en reste aujourd'hui, et naturellement la Tour de Vésone se voit en dehors de l'enceinte. Rien ne suggère l'idée de rues ou de maisons ; mais les légendes : *Eglise cathédrale*, *Maison épiscopale*, nous rappellent que ce lieu, presque oublié, fut la vraie Cité, le principal centre d'habitation du pays et de son peuple, la Vésone des Pétracoriens, la Cité des Pétracoriens, Périgueux, capitale du Périgord. Nous avons déjà pris un aperçu de l'église-mère de ce pays désignée sur la vieille gravure sous le nom d'*Eglise de la Cité*. Ce n'est plus maintenant qu'un débris qui a survécu aux ravages des Huguenots pendant les guerres de religion ; mais un débris qui pour nous

serait partout le bienvenu et que nulle part, assurément, nous ne prendrions pour une œuvre moderne. Mais jusqu'à un certain point ici, dans l'antique Vésone, le roman du *xⁱ* siècle semble presque moderne. En pareil milieu, on veut du romain, quelque chose comme les baptistères de Poitiers et du Puy, on demande au moins du roman du plus vieux type, comme les parties les plus anciennes de Jumièges. Le rempart, la porte, la tour, l'amphithéâtre, tout couvre de confusion l'église au point de vue de l'âge, sauf le logis actuellement occupé au château Barrière, qui est absolument de même date et de même style. Si nous recourons à l'histoire architecturale, nous trouvons que l'église de la Cité est simplement un des nombreux temples qui, après la construction de St-Front, s'élevèrent à l'imitation de son type. L'église qui fut la dernière fondée, l'église du second Périgueux, donna le ton à la basilique alors existante de l'antique cité, laquelle avait dû succéder à quelque édifice beaucoup plus ancien. Mais l'église épiscopale c'est, dans ses meilleurs jours, avoir été un humble bâtiment à côté de celle de l'Abbé. Telle que nous la voyons maintenant, elle a perdu sa grande tour de l'ouest qui, dans la gravure, se dresse fièrement comme une rivale de St-Front et, avec celle-ci, a disparu également une travée de l'édifice. Une seule travée du *xⁱ* siècle est restée debout; mais l'abside a fait place, chose assez étrange, à un chœur terminé en carré du *xii^e* un peu plus vaste seulement et plus riche. Chaque travée supporte sa coupole; toutefois, on ne saurait constater prétention d'aucune sorte à imiter le groupement particulier des coupoles de St-Front. Il nous faut de la même manière soumettre à un second examen les autres monuments de Vésone. L'amphithéâtre ne ressort pas dans la vue générale. Un voyageur grincheux a dit par boutade que tous les amphithéâtres sont pareils, et cela est vrai, moins les cas où ils ne se ressemblent pas. Celui de Pola a des détails originaux à lui propres; ceux d'Arles et de Nîmes offrent des traces de leur plus moderne histoire. Toutefois, sauf peut-être pour un œil exercé dans la science spéciale des amphithéâtres (car il y en a une) les restes discontinus mais importants de l'amphithéâtre de Périgueux ressemblent tout-à-fait aux autres amphithéâtres. Le rempart et le temple sont plus intéressants. Nous avons déjà décrit la *tour de Vésone*, le temple consacré à Vénus, à la Diane locale ou à quelque autre divinité, et dit son état actuel. On peut voir dans l'ouvrage du comte de Taillefer et en s'aidant d'un élégant modèle conservé au Musée quelle forme générale lui ont attribuée les archéologues lorsqu'il était entier, revêtu de marbre en son pourtour et orné de colonnes sur sa façade et dans le reste de son périmètre. Aucun genre de bâtiments ne change d'aspect au même degré (s'ils perdent toujours, c'est une autre question)



par le fait d'être, comme dit le touriste, quelque peu hors de pair en leur qualité de monuments romains, soit à Rome, soit ailleurs. *La tour de l'Esone*, telle qu'elle se dresse maintenant, ne suggérerait jamais à un observateur quelconque l'idée de ce qu'était réellement l'édifice dans sa perfection. Il est difficile d'imaginer un temple grec ou une église du moyen-âge, quel que soit son état de ruine, qui ne conserve pas des traces plus évidentes de sa forme parfaite que cette vaste *Cella*. Ceux dans l'esprit desquels elle ne ferait pas naître la pensée d'une usine à gaz, seraient tentés certainement, avant de s'être livrés à un très minutieux examen, de la noter, conformément à son nom traditionnel, comme tour militaire. Il n'est peut-être pas nécessaire d'aller chercher bien loin la raison de cette différence. Chaque genre d'édifice de la Grèce ou du moyen-âge a sa forme propre à laquelle il reste fidèle, ses ornements, son mode de construction. Aucun amoncellement de ruines ne peut effacer entièrement le souvenir du plan originel ; ici, au contraire, nous sommes en présence d'une *cella* qui à première vue ne proclame pas du tout assurément qu'elle fut jadis entourée d'une colonnade. Tel est, en vérité, le caractère général de l'architecture romaine où les procédés de construction et de décoration sont ordinairement dans une complète indépendance l'un de l'autre.

Mais la plus curieuse parmi beaucoup de choses curieuses dans le Périgueux antique est assurément le *Château Barrière*. L'association du rempart romain et des logis bâtis sur lui au *x^e* siècle, ainsi qu'au *xv^e* et au *xvi^e*, doit être unique. C'est la partie la plus moderne qui est la plus complètement ruinée et délaissée. Cette portion a dû être un bon spécimen du château français, sous la forme la meilleure et la plus riche du gothique français ; car, sise en la *Cité* et non dans le *burg* de Périgueux, elle a beaucoup plus de rapports avec un manoir rural qu'avec un hôtel situé dans une ville. Toutefois, on n'y remarque rien de local ; elle aurait pu se dresser en Normandie ou en Champagne aussi bien qu'en Périgord. Mais la partie romane de l'édifice est entièrement locale et proche parente en tout de l'église voisine. Soit en Normandie, soit en Champagne, nous aurions trouvé quelque chose de très différent. La cour d'honneur contient un bon nombre de colonnes lrisées avec chapiteaux de divers genres. Ils offrent principalement ces formes romaines de la dernière époque, dédaignées par la sévérité du goût classique, comme s'écartant des deux ou trois seuls types qu'il tolère, mais que l'histoire de l'art apprécie comme exemples de transition, comme intermédiaires entre le romain et ce qui n'est pas encore le roman, mais préparé sa venue.

Cependant, après tout, la merveille architecturale de Périgueux ne doit

pas être cherchée dans l'antique Cité, mais dans le *burg*, dans l'église même de St-Front. Le *burg*, comme nous l'avons dit, se forma et grandit autour de l'abbaye, avec ses rues étroites gravissant le *puy*, et ses maisons, jusqu'aux changements amenés par les derniers temps, se pressant autour de la grande église qui en occupait le centre. Mais l'église à l'ombre de laquelle la nouvelle ville commença d'abord à se grouper n'était pas le fameux St-Front, qui a rendu Périgueux célèbre dans l'histoire de l'art. Cette dernière église est plus ancienne qu'on ne saurait se l'imaginer, pourtant une autre l'avait précédée et de cette autre on peut voir encore quelques faibles traces. Ce reste est en ce moment (avril 1886) véritablement livré aux mains des destructeurs ; l'œuvre antique est en train de périr ; une œuvre nouvelle va prendre sa place. Toutefois, une fenêtre murée, mais intacte, peut encore être aperçue à l'extérieur, et à l'intérieur, un regard jeté au bon moment peut être récompensé par une vue rapide d'une ou deux travées de la basilique primitive de Saint-Front avec ses arcades massives entièrement dépourvues d'ornements et suggérant l'idée d'une crypte plutôt que celle d'une église censée bâtie au-dessus du sol.

Cette partie antique peut maintenant être étudiée, mieux même que sur les lieux, dans un livre où l'histoire architecturale de Périgueux a été racontée tout entière par un des chercheurs les plus ardents et les plus habiles. Le Périgord a droit d'être fier de posséder la description de ses monuments de la main d'un de ses propres enfants et d'un fils tel que M. de Verneilh. Lors de ma première visite à Périgueux, en 1857, j'eus l'avantage de visiter en sa compagnie quelques parties de la Cité ; je ne puis que recourir maintenant à l'admirable livre qu'il a laissé après lui. Nous y voyons à quel point l'édification de St-Front fait époque en Gaule dans l'histoire de l'art de bâtir. Sa construction, quelque étonnant que cela puisse paraître, est fixée, par les recherches de M. de Verneilh, à une période comprise entre 984 et 1047. Cette dernière année est la date mentionnée de la consécration de l'église de l'abbaye ; or, il n'existe aucune preuve d'une reconstruction ultérieure. L'église fut une imitation évidente de St-Marc de Venise, le résultat de rapports commerciaux actifs qui s'établirent vers ce temps, entre l'Aquitaine, Venise et les pays sur lesquels cette illustre cité avait toujours les yeux fixés. On vit alors s'élever un monument qui peut, indubitablement, prendre rang parmi les œuvres occupant la première place dans les diverses catégories auxquelles elles appartiennent. Lorsque notre pensée se porte sur les églises domicales du sud-ouest de la Gaule, nous songeons à St-Front comme à leur chef et à leur modèle incontesté. Il est le père d'une vaste classe d'édifices, classe qui a poussé de profondes racines dans cette région, y a pris de vigoureux développements originaux, a produit enfin

ce qu'on peut appeler dans tous les sens de l'expression un style caractéristique local. Cependant, St-Front à son début, dans les derniers jours du x^e siècle, a dû sembler quelque chose d'aussi complètement exotique en Périgord qu'aurait pu l'être au xiv^e ou au xv^e siècle n'importe quelle église gothique ou de type purement français. De même que Saint-Marc reproduit Sainte-Sophie, ainsi St-Front reproduit St-Marc. Le plan fondamental, le dessin général tout entier sont les mêmes. Les quatre coupes se groupant autour d'une coupole centrale sont pareilles en tout ; si St-Front ne renouvelle pas les somptueuses mosaïques de ses modèles, ce fait constitue une immense différence au point de vue de l'effet ornemental à l'intérieur, mais n'affecte pas son type architectural. De modifications strictement architectoniques, il n'y en a qu'une, mais c'en est une qui n'est pas de médiocre importance : tous les grands arcs de St-Front sont en tiers point ; les grandes coupes reposent sur des supports de cette forme. Mais un avertissement qu'on ne saurait trop répéter, c'est que les arcs en tiers point dans la Gaule du sud n'ont point la même signification qu'en Normandie et en Angleterre. Les arcs ogivaux à Périgueux n'annoncent pas plus l'avènement du gothique que ceux du même genre à Tiryns et à Tusculum. Cette forme a pu être employée simplement parce qu'on la trouvait plus commode pour les constructions, ou encore elle peut être en Aquitaine et en Provence, ce qu'elle est indubitablement en Sicile, un signe de l'influence des Sarrazins. C'est un trait constant là où chaque détail est roman ; elle a été spécialement choisie pour les toits, et, dans certains cas, pour un motif qui saute aux yeux. En Provence, la voûte en berceau est la règle ; or, il y avait un avantage évident à mettre en ogive la voûte en berceau : outre que ce procédé augmente la hauteur interne, il diminue la distance entre les toits intérieurs et les toits extérieurs. L'intérieur de St-Front peut donc être défini avec un laconisme un peu rude : celui de St-Marc sans mosaïques et avec des arcs en tiers point. On pourrait ajouter qu'il est aussi dépourvu de galeries ; mais c'est là une simple différence d'arrangement qui n'affecte ni le plan fondamental, ni les grandes lignes de construction. Le caractère distinctif de St-Front est de reproduire dans l'ouest la manière de bâtir et le plan byzantin, mais de les reproduire avec des arcs ogivaux au lieu d'arcs en plein cintre. Il ne devait pas d'ailleurs demeurer à l'état de monument unique et exceptionnel. Il donna le ton non seulement dans sa province même, mais encore dans plusieurs provinces voisines.

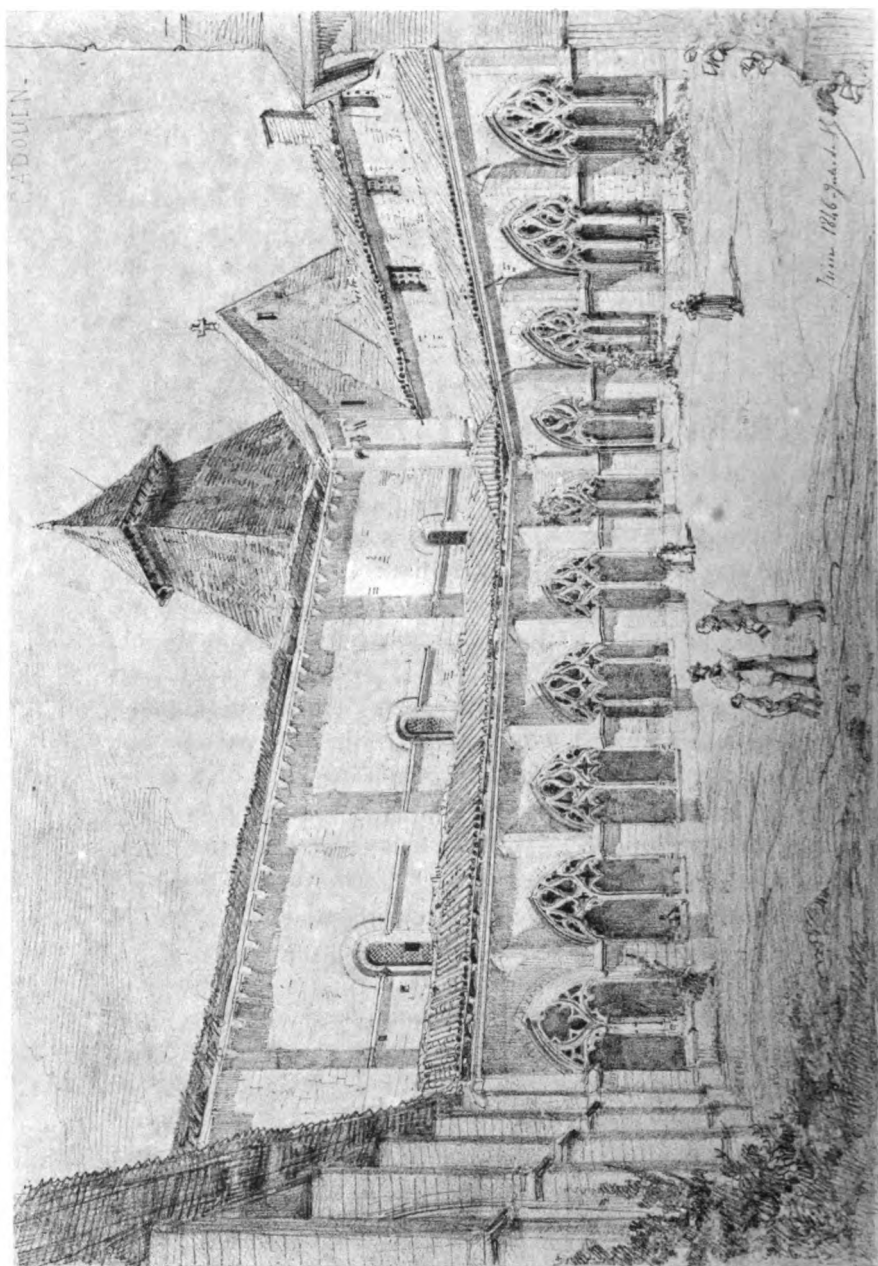
Le Périgord, le Quercy, l'Angoumois, la Saintonge se couvrirent d'églises domicales, et cette forme n'est pas entièrement inconnue dans d'autres contrées ; le style angevin lui-même, quoiqu'il ait un caractère à lui propre et bien distinct, a évidemment subi, dans une large mesure,

l'influence des idées de dôme. Il existe actuellement une coupole à la hauteur de Blois, vers le Nord ; de plus légères traces de l'influence domical ont pénétré jusqu'en Normandie. C'est la coupole reposant sur des arcs ogivaux qui en est le trait caractéristique ; mais nous ne saurions rencontrer nulle part le complet groupement byzantin, tel que nous le voyons à St-Front. Dans la région la plus rapprochée de cette église, parmi ses voisines et imitatrices, cette combinaison n'a jamais pu exister, même quand l'art de bâtir était plus parfait qu'aujourd'hui. Ce dut être un jour de triomphe pour la communauté de St-Front, lorsqu'elle eût conquis une écrasante supériorité dans tous les sens de ce mot sur l'église épiscopale située en bas, dans la vallée, de voir cette même église rebâtie, (ce qui a dû avoir lieu au cours du *xi^e* siècle) à l'imitation assez modeste de l'ambitieuse abbaye. Car Saint-Etienne de la Cité, même à l'époque où il possédait sa troisième coupole et sa tour, a toujours dû manquer du groupement caractéristique de Ste-Sophie, de St-Marc et de St-Front. Il en fut de même des autres églises du Périgord et d'ailleurs. M. de Verneilh en a dressé une longue liste ; pour moi, j'en ai vu assez pour établir que la coupole se rencontre en beaucoup d'églises de cette province, de différents plans et dimensions. Quelquefois, la coupole est simplement la voûte de la tour centrale dans une église qui a la forme en croix ordinaire. Il en est ainsi à l'abbaye de Chancelade, où le dôme central est joint à une nef dont la longueur s'éloigne beaucoup des règles byzantines, et dans l'église de Valeuil, exemple du style local sur la plus petite échelle. Dans d'autres cas, comme à St-Jean de Côle aux nombreuses absides et à Bourdeille, — (Bourdeille dominant la Dronne et célèbre par son remarquable château) une série de coupoles couvrent ou ont couvert tout l'édifice. Mais là où nous aurions dû le plus nous attendre à rencontrer la coutume locale, à Brantôme, l'abbaye située entre la rivière et le rocher, à Brantôme avec son *cortile* occidental, à l'instar de Parenzo et de St-Ambroise, avec sa tour dressée sur le roc et presque rivale de Saint-Front lui-même, chose étrange, coupoles et abside font défaut et les trois grandes travées sont voûtées à la manière de l'Anjou.

Si la tour de Brantôme repose sur le roc, celle de St-Front a des fondations à peine moins anciennes. J'ai déjà mentionné qu'à l'ouest de l'église à coupoles précitée quelques restes de la vieille basilique, sa devancière, survivent encore ou du moins survivaient, il y a un ou deux mois. Elle paraît avoir été conservée pour servir de base à la tour bâtie au-dessus qui offre, sous ce rapport, beaucoup d'analogie avec la tour de l'ouest à Limoges et celle de l'est au Puy, reposant toutes deux sur de plus anciennes constructions. La tour elle-même, œuvre du *xi^e* siè-

cle, remaniée au XII^e, est un des meilleurs spécimens du grave roman classique, toujours ami des demi-colonnes et des entablements. Sa terminaison conique est réputée avoir servi de modèle à tout le district. Un bâtiment voûté reliait la tour au portail de l'ouest où, au-dessus d'une arcade franchement ogivale, on voit deux rangées de sculptures romaines chrétiennes plutôt que romanes, qui, sans beaucoup de ressemblance, rappellent un peu l'œuvre de la *Journée de Charlemagne* à Lorchs. Elles doivent certainement avoir été refaites depuis la construction primitive. Au sud-ouest de l'église, est un cloître de style roman pur sur deux de ses côtés, tandis que les autres ont des arcades ogivales. Ici la forme est un vrai signe de transition ; on ne peut lui attribuer en effet aucun avantage de procédé comme pour les coupes et les voûtes en berceau.

J'ai parlé de destruction et de destructeurs à propos des travaux qui se sont continués à St-Front pendant ces trente dernières années. Nulle part assurément, l'œuvre dangereuse appelée *restauration* n'a mieux mérité cette qualification sévère. Nous pouvons dire avec douleur que le véritable St-Front n'existe plus aujourd'hui. A sa place, il y a un édifice qui en conserve les lignes principales et en reproduit quelques détails ; mais ce n'est plus St-Front lui-même, ce n'en est même pas la fidèle copie. L'appareil caractéristique est entièrement détruit. Je possède heureusement quelques dessins que je fis en 1857 ; ils me rappellent comment St-Front était alors ; mais St-Front lui-même a péri. Déjà, en 1857, de magnifiques chapiteaux gisaient çà et là négligés, accusant une complète incurie ; maintenant tout a été rebâti à neuf, conformément aux fantaisies modernes. Ce fut spécialement une folie de démolir le bâtiment ajouté qui terminait l'église à l'est, ouvrage probablement du XIV^e siècle, et qui méritait mieux, à tous les points de vue, d'être conservé qu'une œuvre du XIX^e. La seule amélioration dans l'ancien état de choses que je puisse apercevoir depuis ma première visite est la mise en relief des coupes qu'un toit dérobaient autrefois à la vue. Dans cette mesure, et, dans cette mesure seulement, les espérances caressées par M. de Verneilh, lorsqu'il écrivait son livre, ont été réalisées. Les rues étroites qui escaladent et couvrent la colline de St-Front doivent être riches en anciennes maisons, et, quoique plusieurs aient disparu, il en reste encore quelques unes de différentes époques. Dans les rues et sur les places situées au nord de l'église, un certain nombre de bons spécimens du dernier gothique et de la Renaissance ont été épargnés. Et dans les parties plus basses entre l'église et le quai, outre certaines maisons ornées de tours pittoresques et sans caractère bien défini, il se cache encore dans les rues des Farges et St-Roch, non loin de la *tour Malaguerre*, quelques débris mutilés de maisons romanes d'un excellent travail, selon les dernières formes



du style et faisant dignement suite aux restes plus anciens du Château-Barrière.

Voilà ce que nous apprend un rapide regard jeté sur une cité qui, si elle occupe une moindre place que d'autres dans l'histoire générale, pourrait peut-être, aux yeux de l'observateur, compenser ce défaut par l'intérêt particulier de son histoire locale.

(Extrait d'un article de M. Freeman, publié dans la *Contemporary Review*, de septembre 1896.)

CAUSERIES ARCHÉOLOGIQUES

LE CLOITRE DE CADOUIN. — LE PONT DE TERRASSON.

Il n'est pas en Périgord de monuments plus célèbres et plus souvent décrits que l'abbaye de Cadouin et son cloître. Mais, si les historiens se sont, à diverses reprises, occupés du Saint-Suaire, des péripéties dramatiques par lesquelles a passé cette précieuse relique, avant sa réintégration définitive parmi nous ; si les archéologues ont étudié avec soin l'antique église et le cloître intéressant qui est appliqué à son flanc méridional, il faut convenir que les artistes ont bien peu dessiné ces précieux spécimens de l'art du *xiii^e* siècle et de la Renaissance. Du moins je ne connais rien, ou à peu près rien, qui ait été publié à leur sujet. C'est pour suppléer à cette absence de dessins, que j'exhume, du fond de mes cartons, la vue du cloître, publiée aujourd'hui par le *Bulletin*.

Bien que ce dessin date de 1846 et n'ait pas été retouché depuis cette époque lointaine, j'ai eu l'occasion, il y a une dizaine d'années, de constater qu'il était encore exact. Par un heureux hasard, malgré sa célébrité, le cloître de Cadouin n'a jamais été « restauré », ce qui est pour la plupart des édifices du moyen-âge une bonne fortune singulièrement appréciée par les antiquaires. Peut-être l'a-t-il été, depuis

ma dernière visite, sans que j'en aie eu connaissance. Je me plais à espérer en ce cas, qu'il l'aura été discrètement.

C'est que, hélas! nous savons, par l'exemple de celui de Brantôme, ce qu'il advient des édifices de ce genre, quand les architectes, même les plus habiles, se mêlent d'y toucher. A Brantôme, malgré les gracieuses proportions du cloître, qui pouvait si facilement être conservé en avant de l'église et était pour elle un ornement, non un masque, M. Albadie le démolit sans vergogne, en dépit du cri d'indignation qui éclata d'un bout à l'autre du Périgord. Si, à cette époque, on eut lieu de regretter cet acte radical de vandalisme, quel sujet plus grave de plaintes n'aurait-on pas eu, s'il s'était agi de la destruction du cloître de Cadouin!

La différence est grande, en effet, entre ces deux monuments à peu près contemporains, et leur intérêt artistique. A Brantôme, le cloître, beaucoup moins grand, dépourvu de sculptures, n'avait pour lui que les heureuses proportions de ses arcades ogivales, et l'élégance de ses voûtes à moulures compliquées. Il faut même reconnaître, sans cesser pour cela de déplorer sa démolition, qu'il jouissait à Brantôme d'une réputation très surfaite. On n'allait à rien moins qu'à prétendre qu'il avait servi de modèle aux décorateurs de l'Opéra, pour le 3^e acte de *Robert le Diable*, alors qu'il n'avait aucun rapport avec ce cloître fameux, inspiré de celui de Palerme, dont les dimensions et le style roman différaient essentiellement du modeste promenoir des moines de Brantôme. Il est vrai qu'en ce temps là, tous les cloîtres du monde se flattaient d'avoir pareil honneur, et je m'étonne que celui de Cadouin, déjà célèbre, ait échappé à la tentation de le revendiquer. Il ne l'eût, au surplus, justifié que par sa grandeur, nullement par les caractères de son architecture.

Je n'ai pas la prétention de décrire ce riche spécimen de l'art du commencement du xvi^e siècle. Les hermines de Bretagne et les fleurs de lys, semées en divers endroits sur les murs, indiquent clairement le règne de Louis XII. C'est donc à cette brillante époque des débuts de la Renaissance, époque encore entièrement gothique pour les édifices reli-



gieux, que les moines de Cadouin l'élevèrent, avec un luxe d'ornementation inconnu jusque-là en Périgord. Il est probable qu'il en remplaçait un autre plus ancien, contemporain de l'église et communiquant avec elle par une belle porte cintrée, accompagnée de colonnettes, du roman le plus pur, qui existe encore. Le dessin, joint à cet article, fera comprendre la disposition des arcades du cloître ainsi que la richesse et la variété du *tracery* des meneaux qui en font autant de baies flamboyantes. Il ne manque que des vitraux à ces arcades, pour ressembler à des fenêtres de cathédrale ; mais je ne pense pas qu'elles en aient jamais eu, notre climat et l'usage des monastères ne comportant pas cet excès de confort. Ce que le dessin ne montre pas, c'est la belle ordonnance des voûtes des galeries, la variété des sujets sculptés sur leurs clés, celle non moins grande des piliers qui les supportent et dont aucun ne se ressemble, et enfin la profusion de niches et de dais merveilleusement fouillés, qui s'accrochent aux piliers et sont malheureusement privés des statues qu'ils abritaient jadis. Il faudrait un volume pour décrire minutieusement tous les détails de cette œuvre considérable, et il faudrait surtout des notes et des souvenirs plus présents que les miens, pour se livrer à ce travail qui, d'ailleurs, a été déjà fait, ce me semble.

Il est cependant deux sculptures, entre tant d'autres, qui, gravées en 1847 dans les *Annales archéologiques* de Didron, avec un savant et spirituel commentaire du baron de Guilhaemy, ont acquis en ce temps-là une notoriété qui mérite d'être rappelée à notre Société archéologique. Ces deux bas-reliefs sculptés, l'un sur une clé de voûte, l'autre sur un pilier, représentent deux fabliaux, fort étrangers à l'Ancien et au Nouveau-Testament ; mais qui n'en ont pas moins, du XIII^e au XV^e siècle, figuré assez souvent, parmi les sujets pieux sculptés dans les cathédrales ou les abbayes. Les docteurs du moyen-âge les appellent « le Lai d'Aristote et le Lai de Virgile ». L'un et l'autre ont pour objet de montrer les dangers des passions amoureuses et de prévenir contre les folies qu'elles font faire aux vieillards et aux sages les plus renommés.

J'aimerais à copier, dans l'article des *Annales*, le texte si intéressant et si instructif de M. de Guilhermy; ce serait tout bénéfice pour mes lecteurs. Mais ce serait trop long pour une causerie que je tâche de raccourcir le plus possible; je me bornerai donc à analyser cet article. Les savants théologiens du moyen-âge ne dédaignaient pas de s'occuper des grands hommes de l'antiquité païenne et d'emprunter à leurs écrits ou à l'histoire de leur vie, des enseignements dont pouvaient profiter les chrétiens. Voici donc quel était « le Lai d'Aristote » et de quelle façon les sculpteurs l'interprétaient : en attendant que le bon Lafontaine eût exprimé la même pensée avec plus de concision :

Amour ! amour ! quand tu nous tiens,
On peut bien dire adieu prudence !

On va voir comment Aristote en manqua.

Le grand philosophe grec avait été le précepteur d'Alexandre, et avait continué, son éducation terminée, de rester auprès de son élève comme conseiller et comme mentor. Il accompagnait le glorieux conquérant à la guerre, lui prêchant la modération, la sagesse et la continence, ce qui, paraît-il, n'était pas toujours inutile. Pendant qu'Alexandre, au cours de ses conquêtes, était dans l'Inde, une jeune beauté de ce pays des bayadères, avait pris sur son cœur un empire, inquiétant pour ses soldats et ses amis. Les affaires sérieuses étaient négligées ; l'amour seul absorbait toutes les pensées du prince. Aristote lui reprocha cet oubli de ses devoirs, et parvint à le détourner pour un temps, d'une passion funeste. Alexandre promit, mais ne tint pas mieux sa promesse que Louis XIV à l'endroit de M^{me} de Montespan. Nouveaux reproches d'Aristote, nouvelles promesses de son élève et nouvelle chute, hélas !... Cependant, l'amant de la belle manqua de discrétion et lui révéla le nom de l'importun barbon qui se piquait de mettre un terme à leurs amours. L'indienne jura de se venger d'Aristote, et elle s'y prit de manière à lui faire passer l'envie de recommencer.

Un beau matin, légèrement vêtue, parée surtout de ses

charmes naturels, elle alla dans le jardin sur lequel s'ouvraient, au rez-de-chaussée, les fenêtres du vieux philosophe. Elle se mit à chanter, à lancer des œillades assassines au vénérable bonhomme ; peut-être dansa-t-elle afin d'être irrésistible. Bref, elle fit si bien qu'Aristote interrompit ses savantes méditations et alla la rejoindre au jardin. Elle accepta de bonne grâce ses déclarations passionnées, ne se montra nullement farouche, mais exigea, comme un premier gage de son amour, qu'il se laissât mettre sur le dos une selle, une bride dans la bouche, et qu'ainsi harnaché, elle montât sur son dos, ce qui fut fait. On devine le dénouement de cette burlesque chevauchée. A peine était-elle commencée, qu'à un signal convenu, Alexandre parut suivi de ses courtisans riant aux éclats. Confusion du docte philosophe, qui ne s'en tira pourtant pas trop mal, en prenant texte de son propre exemple, pour sermonner encore une fois son glorieux élève : « Si l'amour, lui dit-il, fait commettre de pareilles folies aux vieillards, quelles folies plus grandes et plus dangereuses ne fait-il pas commettre aux jeunes gens ! »

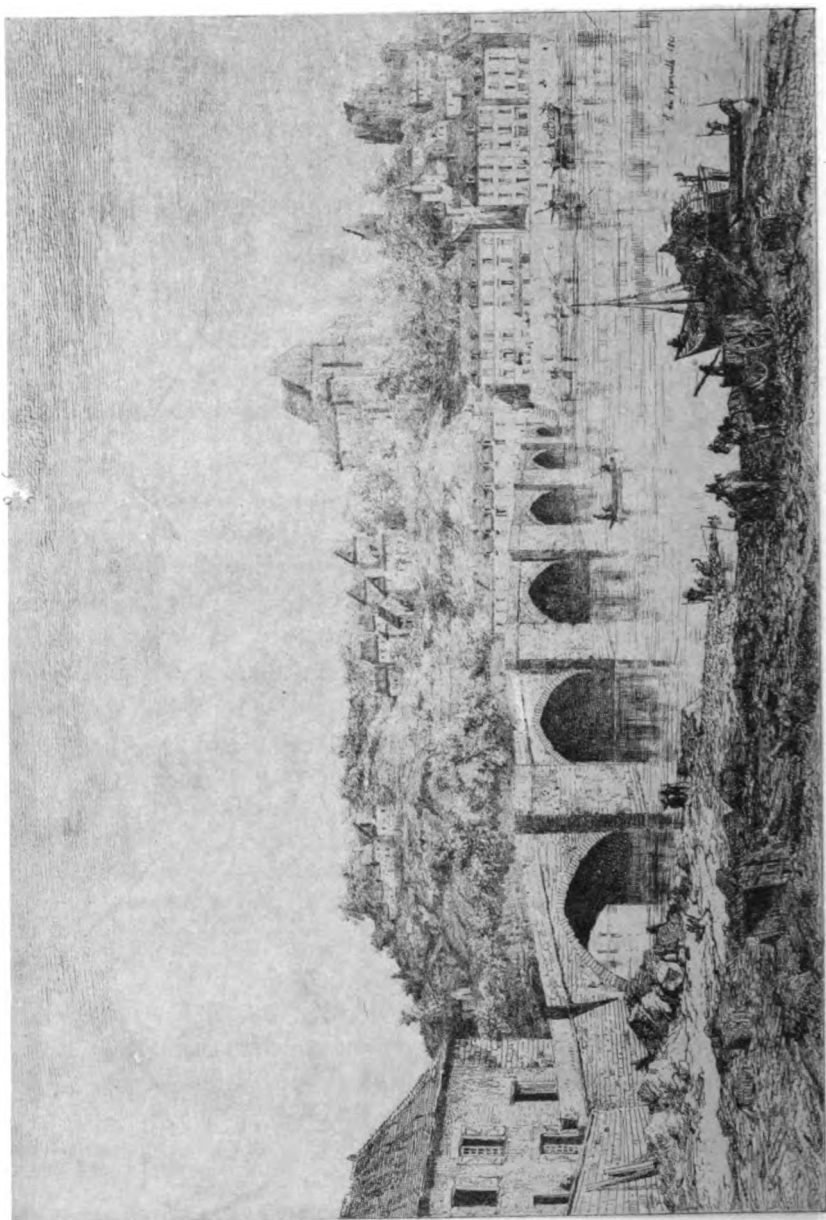
Tel est le sujet sculpté sur la clé de voûte de Cadouin ; on y voit, en demi-relief, un homme à longue barbe, sellé, bridé, à quatre pattes et portant sur son dos une femme, très chastement vêtue d'ailleurs, ainsi qu'il convenait de la représenter dans un monastère. La place occupée par ce médaillon, au sommet de la voûte, l'a préservé de toute détérioration. Il n'en est pas de même malheureusement pour le pilier où est représenté le Lai de Virgile.

Ce pilier, rond et crénelé comme une tour, montre, vers le milieu de sa hauteur, un panier d'osier accroché par une corde à une fenêtre de la tour, et dans lequel on reconnaît, malgré le martelage des sculptures, une silhouette d'homme. Cet homme, c'est Virgile, et voici sa piteuse aventure. C'est encore l'amour qui a mis ce roi des poètes en cette posture ridicule. La scène se passe à Rome. Une des dames de la Cour de l'empereur, d'autres disent la fille de l'empereur elle-même, feignant de céder aux instances du poète, qui s'était montré si chaste et si religieux dans son poème de l'*Enéide*, lui assigna un rendez-vous nocturne, au pied d'une

tour qu'elle habitait. Elle lui faisait espérer qu'elle ne le laisserait pas au pied du mur. Si Virgile fut exact, point ne faut le demander. Il vint donc. Un panier, dans lequel on devait le hisser, l'attendait ; il y monte, croyant déjà entrevoir les cieux, et l'ascension commence. Mais à peine est-il arrivé à une hauteur d'où, en sautant, il se fût infailliblement cassé le cou, que le panier s'arrête brusquement et est accroché avec sa corde à un piton de fer scellé à une fenêtre. On entend d'ici les rires de la dame et de ses suivantes qui, d'une fenêtre supérieure, avaient préparé la mystification et se délectaient à en voir la parfaite réussite. Le pis était que le jour étant venu, le peuple romain put jouir à son tour de l'humiliation du poète, en fit des gorges chaudes et le hua à qui mieux mieux. Tel est le thème du fabliau. Il convient d'ajouter qu'en raison de la réputation de sorcier, faite, on ne sait pourquoi, au Cygne de Mantoue par les savants du moyen-âge, un diable velu se montre à une fenêtre de la tour, juste au dessous de Virgile, et il n'est certes pas là en simple spectateur.

Mes lecteurs me pardonneront cette longue digression ; j'ai tenu à la faire pour donner idée de l'intérêt du cloître de Cadouin, qui, à chaque travée, offre des sculptures aussi curieuses, mais d'une explication plus facile en général.

L'église, attenante au cloître, de style roman, à triple nef voûtée en berceau, terminée par trois absides, est assurément, dans sa simplicité un peu austère, tout aussi digne de l'attention des archéologues sinon davantage, que le cloître lui-même. Elle rappelle, avec moins de sculptures, le plan de l'église de Bussière-Badil, sans appartenir aucunement au style de l'Angoumois. Sa décoration ne comporte guère que des moulures. Une chose à noter, c'est que tous les joints assez larges, qui séparent les assises de pierre de taille de la construction sont, à l'intérieur, saillants sur les murs. C'est avec du mortier que sont figurés ces joints, mais avec un mortier de qualité supérieure ; car ils sont, après huit siècles, complètement intacts sur les murailles, sur les colonnes engagées supportant les arcs-doubleaux des voûtes, sur les



claveaux des arcades, parlout en un mot. Ce n'est pas la première fois que j'ai constaté ce genre de décoration dans les églises du xii^e siècle. Il peut être original ; en tous cas, les architectes ont bien fait d'y renoncer. A noter également une grande fresque du xv^e siècle représentant le Christ, dans la demi-coupole de l'abside et une coupole toute entière sous le clocher. Du Saint-Suaire, qui fut le point de départ et la cause de la prospérité de l'abbaye, je n'ai rien à dire, sinon que je l'ai vénéré, sans songer à le dessiner et sans en avoir le temps ni les moyens.

LE PONT DE TERRASSON.

C'est quelques jours avant l'inauguration du chemin de fer de Périgueux à Brive, que nous eûmes, quelques amis et moi, la bonne fortune d'accompagner à Terrasson l'ingénieur de la voie, M. Krantz, qui a laissé en Périgord tant d'œuvres durables et de si bons souvenirs. Un seul wagon suffisait au transport de la petite caravane, qui parcourut la voie à peine achevée, en faisant des haltes aux endroits intéressants, au point de vue spécial de la construction bien entendu. Ce n'était pas le moins du monde une excursion archéologique, et hormis mon frère et moi, l'archéologie intéressait médiocrement nos compagnons de wagon.

Nous-mêmes, dans cette réunion d'ingénieurs, nous ne songions guère, profitant ainsi des bienfaits de la science moderne généreusement mis à notre service, à célébrer l'art du moyen-âge. Cependant, en arrivant au terme du voyage, gagnés par notre passion des choses anciennes, les ingénieurs ne dédaignèrent pas de donner quelque attention au pont de Terrasson que je m'empressai de dessiner. Tout en lui reconnaissant certains mérites, ils en critiquèrent à l'envi l'étroitesse, le peu d'élévation, le nombre exagéré des arches, les pentes en sens inverse du tablier et trouvèrent en un mot la construction vicieuse. La seule objection à ces critiques venant d'ingénieurs plus compétents que per-

personne en matière de ponts, c'est que celui de Terrasson date du ^{xiii}^e siècle, et que, économiquement construit, il fournit encore, après 600 ans, la seule communication qui existe de la rive gauche à la rive droite de la Vézère. C'est bien quelque chose, et mieux vaut un pont étroit que de n'en pas avoir du tout.

D'ailleurs, ces ponts du moyen-âge, qui ont résisté à tant d'inondations et d'épreuves de tout genre, dont les arches en ogives n'ont presque jamais eu besoin de réparations, répondaient parfaitement aux besoins de la circulation de l'ancien temps, bien moins considérables que de nos jours, puisque le plus souvent ils suffisent encore aux besoins actuels. Ils avaient en outre l'avantage d'être peu coûteux tout en étant très solides et d'être bien plus pittoresques que les ponts modernes dans leur monotone régularité. Leurs constructeurs, sans sortir de l'école des ponts-et-chaussées, n'étaient donc pas si maladroits que veulent bien le dire les ingénieurs de nos jours, et leurs œuvres pourraient être encore utilement consultées par eux.

Les vieux ponts du moyen-âge sont rares en Périgord. Celui de Terrasson nous paraît être le seul un peu important qui date du ^{xiii}^e siècle, et appartienne au style ogival. Celui de Périgueux, remplacé par un pont moderne, ne devait pas être antérieur aux hôtels de la Renaissance qui en défendaient les abords, peut-être même était-il plus récent, car ses arches étaient en plein cintre. A ma connaissance, mais je ne me flatte pas de connaître tout le Périgord, je ne vois de ponts en ogive que sur des rivières peu larges et encore y en a-t-il fort peu. A Javerlhac, sur le Bandial, le pont a ses arches ogivales; mais il lui manque des culées saillantes que les ingénieurs du moyen-âge avaient soin d'établir afin de ménager, sur le tablier, des garages pour les piétons, en cas d'encombrement. Et puis, ce pont de Javerlhac est une vraie miniature, trop petite pour être comptée. Le pont de Bourdeille, plus important sans l'être beaucoup, a des arches ogivales mélangées à des pleins cintres, ce qui semble indiquer des remaniements postérieurs à la construction primitive. Enfin, le vieux pont de Brantôme, à arcades cintrées,

n'est que du *xvi*^e siècle, comme le joli pavillon qui en commande l'entrée.

Le pont de Terrasson est de beaucoup le plus considérable, le plus ancien et le mieux conservé que je connaisse en Périgord. Il a, avec les ponts St-Etienne et St-Martial de Limoges, avec ceux d'Aixe et de St-Junien, tous sur la Vienne, de si frappantes analogies, que je rattacherais volontiers sa construction à une influence limousine.

« En 1101, dit M. Vauthier dans une notice sur l'église de Terrasson (1), l'abbaye de St-Sor releva de St-Martial-de-Limoges, et c'est environ 50 ans après que fut construite, toujours sur le même emplacement, une troisième église, dont il n'existe plus aujourd'hui qu'un seul fragment.... » Ce n'était pas seulement à Avignon, où un ordre monastique s'était fondé spécialement pour la construction des ponts, que les moines du *xii*^e et du *xiii*^e siècle s'entendaient à diriger les travaux de ce genre. Quand on sait tracer le plan d'une cathédrale, calculer les poussées des voûtes, creuser des fondations proportionnées au poids qu'elles doivent supporter, quand on possède, en un mot, l'art de bâtir, on n'est point embarrassé pour construire des ponts, surtout sur des rivières d'une médiocre profondeur. Je me persuade donc, sans entendre le garantir, que c'est un moine de l'abbaye de St-Martial de Limoges, dont nous venons de voir que relevait l'abbaye de St-Sor de Terrasson, qui fut l'architecte de notre pont périgourdin. Dans tous les cas, il est copié sur les ponts limousins.

L'attrait archéologique et pittoresque de Terrasson ne consiste pas seulement dans son vieux pont. La petite ville, située sur un coteau dominant le cours de la Vézère, avec ses quais bâtis de jolies maisons modernes, un certain nombre de logis à toits aigus étagés sur le coteau, son église du *xv*^e siècle, incomplète, mais d'un bon style d'architecture, tout cela encadré dans un riant paysage, constitue un ensemble

1.) *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, année 1853, page 62.

attrayant. Telles sont du moins, avec deux croquis, les impressions rapportées de ma courte visite à Terrasson. J'ignore si l'église a été restaurée depuis lors. Elle avait à cette époque une lézarde inquiétante à son chœur et demandait des travaux urgents de consolidation, sinon d'achèvement ; car en dehors du chœur et des transepts, il ne restait rien, ou à peu près, de la vaste église des moines, trois ou quatre fois ruinée et reconstruite du ^{vi}^e siècle au ^{xv}^e pour diverses causes, plus ou moins dramatiques, mais dont la meilleure est probablement le sol argileux de ses fondations.

BON DE VERNEILH.

RÉSIGNATION DE FRANÇOIS DE BOURDEILLE-MONTANCEY,

ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX.

(1599.)

Nous avons eu l'occasion d'expliquer dans le *Bulletin* (tome XV, page 164) comment, par un privilège exorbitant, la famille de Bourdeille avait obtenu du roi la faveur de disposer à sa guise du siège épiscopal de Périgueux.

Par brevet daté du 18 juillet 1575, en considération des services rendus par elle à la royauté, le roi Henri III donna aux deux frères, André de Bourdeille, qui fut son principal lieutenant contre les protestants et auquel il avait déjà conféré le titre de sénéchal du Périgord, et à Jean de Bourdeille, qui devait être tué au siège de Chartres, la nomination de l'évêché de Périgueux, pour en pourvoir telles personnes capables qu'ils choisiraient ; à la charge néanmoins de deux pensions sur le revenu de cet évêché ; savoir, mille livres pour M^{le} de Bourdeille, leur sœur, l'une des demoiselles de la reine-mère ; et huit cents livres pour Antoine de La Serre, chantre de la cathédrale de Périgueux, qui avait eu aussi sa part à cette négociation.

L'histoire a jugé très sévèrement cet abandon par la couronne de l'une de ses plus graves prérogatives. Un pareil abus ne peut avoir une excuse dans les services rendus à l'Etat par les familles qui en ont profité. Il se produisit par ce moyen des nominations d'évêques déplorables à tous les points de vue.

En Périgord, les choix faits par la maison de Bourdeille paraissent échapper à la critique. Le maréchal de St-André, moins bien inspiré, après la mort de son oncle Bouchard d'Aubeterre, de triste mémoire, avait fait nommer l'Auvergnat Pierre Fournier, qui fut assassiné à Château-l'Evêque.

En conséquence du brevet qui leur avait été accordé, MM. de Bourdeille appelèrent un de leurs parents pour succéder à ce prélat faible et sans autorité. Ils nommèrent leur cousin Jean de Bourdeille, protonotaire apostolique, un des fils du baron de Montancey : mais la mort ne lui donna pas le temps de recevoir ses bulles. Ils désignèrent alors pour occuper sa place le frère de ce dernier, âgé de 58 ans, moine de l'abbaye de St-Denis, qui consentit à leur relâcher la majeure partie des revenus de l'évêché. Ce fut sous ces dures conditions que François de Bourdeille accepta de devenir évêque de Périgueux.

La maison de Bourdeille jouit ainsi, pendant bien des années et sous plus de quatre évêques, de ce privilège de présentation et de presque tout le revenu de l'évêché. Le sénéchal André ne devait pas user longtemps d'une faveur si légèrement accordée. Car il mourut, en janvier 1582, des suites d'une blessure ancienne qu'il s'était faite quand son cheval s'abattit sous lui. Il désigna par son testament Pierre de Bourdeille, le fameux abbé de Brantôme, son frère, et l'évêque François, pour ses exécuteurs testamentaires, et se fit enterrer dans l'église St-Pierre de Bourdeille aux tombeaux de ses pères : l'évêque de Périgueux fit lui-même l'enterrement auquel assistèrent le chapitre et tous les corps de la ville, qui s'y étaient rendus avec l'élite de la noblesse.

De son mariage avec Jacqueline de Montbron, André de Bourdeille laissait un fils qui, né à Paris le 21 décembre 1570, avait été tenu sur les fonts du baptême par le duc

d'Anjou, plus tard Henri III. Cet enfant fut Henri de Bourdeille qui devait signaler son zèle dans les expéditions contre les Croquans. Il tint à faire confirmer sur sa tête le privilège concédé à son père par son royal parrain au sujet de l'évêché de Périgueux. Dès 1594, il se fit assurer par Henri IV le droit de pourvoir, le cas échéant, au remplacement de François de Bourdeille. Ce nouveau brevet est ainsi conçu :

« Aujourd'huy 25 octobre quinze cent quatre-vingt-quatorze, le Roi de France à Paris voulant reconnaître les grands et signalés services que ceux de la maison de Bourdeille ont fait aux Rois ses prédécesseurs et ceux que le vicomte de Bourdeille, à leur imitation, a ci-devant faits à Sa Majesté en toutes les occasions qui se sont présentées et qu'il continue chaque jour, a, en faveur et recommandation dudit sieur vicomte de Bourdeille, eu pour agréable la résignation que le sieur évesque de Périgueux a ci-devant faite ou qu'il pourra faire ci-après dudit évesché de Périgueux en faveur de personne suffisante et capable, pourvu les vingt jours portés par l'ordonnance ;

» M'ayant commandé à cette fin d'en expédier toutes... nécessaires, et cependant... le présent brevet qu'elle a voulu signer de sa main.

» HENRY. »

François de Bourdeille avait alors 77 ans. Le vicomte désirait voir le vieil évêque résigner son titre avant qu'il ne fût surpris par la mort. Il fallut négocier quelque temps, et ce fut Antoine de Montagnier, seigneur de Maroite, son ami, qui parvint à le faire céder. Afin d'assurer sa succession au titulaire imposé par sa famille, il dut signer le traité suivant, qui a jeté sur la fin de son épiscopat une ombre que le glorieux événement de l'ordination de St-Vincent-de-Paul n'a pas encore entièrement dissipée.

Cette transaction confirmait les droits de la maison de Bourdeille sur les revenus de l'évêché de St-Front. « Ce fait, écrivait le regretté chanoine Bernaret (1), prouve la situation lamentable de l'église, à moins d'excuser quelque peu cette

(1) *Souvenirs historiques de l'église collégiale de St-Front devenue église cathédrale en l'année 1669*, page 17.

« singulière » transaction par les grandes dépenses qui suivirent l'invasion protestante. Il fallut, en effet, réparer les églises, bâtir un palais épiscopal et remédier à beaucoup de maux, probablement au moyen d'emprunts. Jean Martin n'avait qu'une pension de 400 écus, la jouissance de la métairie dite de Chamier, et celle du pré épiscopal situé au Pont-Neuf. »

Notre collègue M. l'abbé Granger, dans une brochure où il a fait l'historique de l'*Ordination de Saint Vincent de Paul dans l'église de Château-l'Evêque* (1), a plus vivement encore désapprouvé cet acte, sans vouloir cependant en attribuer toute la responsabilité à François de Bourdeille.

« Ce n'est pas lui, observe-t-il, qui avait fait la situation de son évêché contraire aux lois de l'Eglise sur la simonie, comme on l'en a injustement accusé ; mais elle avait été créée par le roi Henri III en faveur de son cousin le vicomte André de Bourdeille... Nous connaissons trop le zèle et la piété de François de Bourdeille pour supposer qu'il n'ait pas tenté de secouer ce joug et faire cesser une situation si odieuse et simoniaque ; il dut la subir et non la vouloir. Laisse à lui-même, il n'eût jamais songé à priver son évêché et ses successeurs des revenus de la mense épiscopale. Nous avons, en effet, en notre possession la copie d'un échange de rentes fait par cet évêque avec le sieur Antoine de Montardit, seigneur du repaire de La Beylie, près de Preyssac-d'Agonac, dans lequel ce bon prélat témoigne de ses sentiments de justice et de générosité pour ses successeurs, dont il voudrait rendre la condition meilleure. »

Le document historique dont nous offrons le texte d'après l'abbé Lespine (2) viendra compléter la notice que notre collègue et ami M. Elie G. de Biran a publiée sur l'évêque Jean Martin (*Bulletin*, tome XI, page 157). Il est écrit sur papier non timbré et porte ce titre : *Confidence de l'évêché de Périgueux passée devant notaire le 15 novembre 1599.*

Aujourd'hui, 15 du mois de novembre 1599, avant midi, au Château-l'Evêque, paroisse de Preyssac, en Périgord, a été convenu et arrêté entre révérend Père en Dieu, messire François de Bourdeille, par permission

(1) Périgueux, Cassard, 1881, page 84.

(2) Bibliothèque Nationale : Mss, Fonds Périgord, volume XXXII, pages 157-8.

divine, évêque de Périgueux ; messire Henri de Bourdeille, seigneur vicomte baron dudit lieu, Latour-Blanche, Archiat, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roi, sénéchal et gouverneur en Périgord, et maître Jean Martin, official, chantre et chanoine des deux églises de St-Front et St-Etienne de Périgueux, habitants, savoir : ledit sieur évêque au présent château, et ledit Martin en la ville de Périgueux : Sçavoir que ledit sieur évêque passera procuration pour avoir coadjuteur en son évêché et résignation pour valoir après son décès, en faveur dudit sieur Martin, en condition, promis et juré par ledit sieur Martin qui l'a juré et promis entretenir sur le reproche d'honneur, et autrement sur les Evangiles, que pendant la vie dudit sieur évêque quelle qu'elle puisse être portée par ladite résignation, que ledit sieur évêque fera aud. Martin ne pourra avoir, ni prétendre aucune chose, part ni cotité aux fruits, profits, revenus et émoluments et autres droits et privilèges en dépendant de ladite évêché, au préjudice dudit sieur évêque, que ce ne soit de son consentement et volonté, et, qu'après la mort dudit sieur évêque ; en survivant audit sieur évêque, ledit sieur Martin déclarera, comme il déclare dès à présent, comme dès lors et de lors que dès à présent, *tenir la dite évêché pour et au profit dudit sieur vicomte de Bourdeille*, sans qu'il puisse prétendre, ni demander aucune chose en tous les fruits, profits et émolumens dépendant de la dite évêché, ains demeureront entièrement à la disposition dud. sieur vicomte de Bourdeille ; et à cet effet, promet led. sieur Martin en passer toutes fois et quand que besoin sera, afferme et cession, tout ainsi que le s^r de Bourdeille voudra, comme aussi aux collations et visa, ledit sieur Martin ne y pourvoira que sous le plaisir et volonté dud. s^r de Bourdeille ; promet aussi led. s^r Martin de *remettre et résigner* toutes fois et quand ladite évêché non seulement à un des enfants dudit s^r s'il en advient, mais aussi à un des enfants de Claude de Bourdeille, sieur et baron de Matha, son frère, et à quiconque sera leur héritier, et à tel autre qu'il leur plaira en leur faveur ; et ne pourra led. s^r Martin frustrer ledit sieur des fruits et revenus dudit évêché pour quelque manière que puisse être, soit des dettes qu'il n'a pas faites, ou qu'il puisse faire à l'avenir ; en ce que ledit s^r Martin *prendra de pension annuelle* la somme de 400 écus revenant à 1,200 livres, en la jouissance de la métairie dite de Chamiers, dépendant dud. évêché, ensemble de la jouissance d'un pred, appelé le Pré de l'Evêque, près de la ville de Périgueux.

Sur ce, sont intervenus, Louis de Lagut, écuyer, S^r de Montardit, habitant en son château d'Agonac ; Jean de Fayolle, écuyer, sieur de La Jarte, habitant en son château de La Jarte, paroisse de Coursac ; Jean Foucaud, écuyer, S^r de Cubjac, habitant en son château de

Cubjac ; Pierre de Fayard, sieur des Combes, habitant en son château des Combes, et Bertrand de Macanan, écuyer, sieur de Sallegourde, habitant en son château de Sallegourde, et Jean de Chillaud, écuyer, sieur des Fieux, habitant en lad. ville de Périgueux...

Lesquels tous unanimement répondans et plaiges dud. S^r Martin, ont aussi promis et juré, sur leur foi et honneur, bien entretenir et faire entretenir ce que dessus solidairement avec renonciation au bénéfice d'ordre, division et discussion, de façon que sera loisible et permis audit seigneur évêque et v^{te} de Bourdeille et successeurs, s'il en advient, de se pourvoir contre celui ou ceux qu'il verra être à faire, et contre tous, sans que pour élections d'aucuns, les autres puissent être exempts et déchargés. — Et pour plus grande assurance, ont requis en être fait instrument par le notaire royal, soussigné, qu'il leur a octroyé et condamné, par tant que besoin serait, les susdits à l'entretenement des présentes, — en présence de M^{re} Raymond Girard de Langlade, avocat en la cour de Parlement de Bordeaux, habitant en la présente ville, et Jean de Beauvais, licencié,, habitant au Château-l'Evêque.

Ainsi signé : BOURDEILLE, B. de MACANAN, CHILLAUD, de LANGLADE,
P^{nt}, de BEAUVAIS, P^{nt}, MARTIN. de FAYOLLE, CUJAC,
LESCOMBES et BARIZET, *notaire royal*.

Au bas de cet acte, il y a ces mots : Suit une lettre écrite par ledit sieur Martin du 5 avril 1600, à M. de Montardit, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi :

« Monsieur, j'ai eu commandement de M^{re} le V^{te} de vous suplier de mettre entre ses mains la convention qui a été faite entre nous, dont vous êtes demeuré dépositaire. Je vous supplie le faire pour le contenter, m'assurant qu'il le tiendra en secret pour ne préjudicier à personne. Je n'en fais aucun doute, même du tout résigne à lui, et je continuerai de m'avouer, M^r., votre humble et obéissant serviteur.

Signé : MARTIN.

La nouvelle de l'accord conclu entre le vicomte Henri de Bourdeille et l'évêque, et surtout celle de l'intervention du seigneur de Maroite eurent le don de mettre en grande colère Pierre de Bourdeille. Il n'a pu s'empêcher d'en laisser percer dans ses écrits le profond ressentiment qu'il avait gardé contre les auteurs d'une transaction à laquelle il n'a-

vait pas été appelé. Il sera intéressant de rapporter ici le passage du codicille de son testament, rédigé le 30 décembre 1609, où il parle de cette affaire. Il se vante qu'il a eu la moitié des revenus de l'évêché et que François de Bourdeille lui doit sa haute situation. Voici en quels termes légers et méprisants il s'est exprimé :

« ... Etant un jour à La Tourblanche, dans la salle, il (1) dit tout haut, devant force gentilshommes et autres, sur le sujet qu'il n'avait obligation à homme du monde, qu'au sieur de Marouate, qui lui avait fait avoir la résignation de Monsieur de Périgueux de l'évêché, pour l'y avoir poussé et persuadé, dont je pensai partir de colère contre lui. Mais je me commandai et m'arrêtai de peur de scandale ; lequel mon dit évêque j'avais fait et créé tel par la nomination et brevet du Roi. Car ce fut moy qui le lui demandai pour mon frère et pour moy, ayant vu ledit évêque un chétif petit moyne de Saint-Denis, et l'avais ainsi créé contre l'opinion de Madame de Dampierre, ma tante, qui ne le voulait, en me disant plusieurs fois, que je maudirais l'heure de le colloquer en si haut lieu ce vilain moyne, usant de ces propres mots, et que son père avait fait souvent pleurer ma mère. Croyez que cette honnête dame prophétisa bien ce coup. Car il fut aussi ingrat en mon endroit, que son cousin ledit monsieur le vicomte qui cette fois m'alla payer de cette sorte, pour n'avoir d'obligation qu'au dit sieur de Marouate, certes nullement comparable à moi, ni en obligation, ni en valeur et mérite, pour n'avoir jamais été autre, qu'un amasseur de deniers et que j'ai vu parmi les bonnes compagnies qu'on ne nommait que petit brodequin, nom à lui donné par Messieurs de Coutures et Laborie Saulnier, sobriquet bien contraire à mon nom, tant bien connu et estimé parmi la France, et ses grands, et autres pays étrangers pour avoir tant battu de terres et de mers, si que l'on faisait beaucoup de cas de moi.

Et pour parler de cette grande obligation susdite de Marouate, ne faut douter que si j'eusse voulu m'opposer à ladite résignation, pour emprès être faite, en demander la moitié de ladite évêché, je l'eusse pu faire aisément et en étais sur mes pieds pour en avoir la jouissance, suivant l'ordonnance de notre Roi grand et bon d'aujourd'hui, et de son conseil, par la mort du titulaire qui ne déroge en rien au droit du gentilhomme qui a sa part comme paraît par bon brevet du roi Henri III (2), et comme

(1) Le vicomte Henri de Bourdeille, son neveu.

(2) Le brevet royal est du 18 juillet 1575.

ladite majesté me donne la moitié de ladite évêché et à mon frère l'autre. Et si l'on voulait alléguer la transaction faite entre moi et l'évêque, c'est une chanson ; car qu'on la lise bien, elle ne fait rien contre mon droit, ni que je quitte ma moitié. Bien est vrai que par parole je promis que tant qu'il vivrait, je lui quittais ma part et ma dite moitié, et ne lui en demandais jamais rien en son vivant, n'étais-je donc pas, lui mort, toujours sur mes pieds d'en répéter ma dite moitié, et de m'opposer à la susdite résignation, et la demander par le secrétaire du Conseil privé, et selon l'édit et l'ordonnance du Roi pour pareille chose, d'autant que le titulaire mort, le gentilhomme qui a sur sa pièce la moitié ou sa part et pension ne la perd nullement. Cela est trop assuré. Voilà pourquoi on peut bien considérer la gratification que j'ai faite en cela à mon dit sieur de Bourdeille, sans l'avoir nullement inquiété sur cette dite moitié, comme j'ai trouvé fort bien par le conseil même du conseil privé. Laquelle dite évêché bien assemblée vaut fort bien quinze mille francs de revenu, comme je l'ai faite valoir cela, quand je la faisais ménager par mes mains par lesquelles tout se passait, comme l'ayant demandée et obtenue du roi et de la reine sa mère, et en fis faire toutes les dépêches tant de leur Majesté que de Rome, à mes dépens. Voilà donc si ledit seigneur de Bourdeille devait avoir si grande obligation au sieur de Marouate plus qu'à moi. Et quand ledit évêque eût fait de l'âne comme il était, je l'eusse bien fait tourner au bâton et jouir de son évêché, en lui donnant quelque part, comme j'avais d'autres fois fait selon le brevet du roi, que j'ai vers moi, et monsieur de Bourdeille mon frère ne l'eût jamais. Et si monsieur de Bourdeille se fut fié à moi et m'eût conféré de toute cette affaire, nous en eussions bien eu la raison et de l'évêque et de l'évêché. Car il me craignait comme la créature fait son créateur, que lui étais tel, dont il me fut fort ingrat, ingratissime. N'en parlons plus. »

Il devait en parler encore dans son histoire des grands capitaines étrangers, à l'occasion de l'évêque espagnol Zamorra, qui avait soulevé plusieurs provinces pour les soustraire à l'obéissance du jeune roi Charles-Quint et les ériger en république à l'instar de l'Italie. Il se laisse aveugler par sa passion, au point de tracer de son cousin l'évêque de Périgueux le portrait suivant, dont les lignes n'ont pas été suffisamment raturées dans le manuscrit pour pouvoir échapper à la publicité :

« Cet évêque Samorro, écrit-il, fut très dangereux pour la sédition, et telles gens ont grand'autorité parmi ce peuple là et ailleurs, ainsi que

nous avons vu force pareilz en nos guerres civiles et mesmes en ces dernières de la Ligue que je ne nommeroy point, (sinon un, qui estoit l'évesque de Périgueux, mon parent, de mesmes nom et armes que moy, qui estoit un vray asne mytré et caparaçonné quand il avoit sa chape, qui eust plustôt enduré la gesne que dire un seul mot de latin, osté celuy de son bréviaire, mais séditieux, mallicieux, sanguinaire à toute outrance .

Il ne faut point s'en rapporter aux appréciations si peu bienveillantes de Brantôme ; car François de Bourdeille fut loin de ressembler au double portrait que nous en a laissé le pseudo-abbé. Les huguenots qui occupaient Périgueux à son arrivée rendirent son épiscopat bien difficile ; mais il sut se faire admirer par sa sagesse, sa piété et ses grandes vertus, marchant toujours sur les traces de son grand oncle, le saint cardinal Hélié de Bourdeille, auquel Brantôme, qui faisait peu de cas des autres branches de sa famille, reprochait aussi amèrement de n'avoir laissé aux siens que son chapeau. On peut dire des deux prélats qu'ils furent l'un et l'autre, à un siècle d'intervalle, les restaurateurs de la foi et du culte catholique en Périgord, le premier après les guerres contre les Anglais, le second après les guerres contre les protestants. Les diatribes de l'auteur des *Dames galantes* ne feront point tort à leur mémoire.

Ceux qui étudient l'histoire ont pu remarquer l'abus que les bienfaiteurs ont souvent fait des services qu'ils avaient rendus pour soumettre leurs obligés à des exigences oppressives. La cession de l'évêché de Périgueux par le pape et le roi aux Bourdeille, en récompense des services importants qu'ils avaient de tout temps rendus à la religion et aux rois, en est un exemple. Il était réservé à l'illustre François de la Béraudière, successeur immédiat de Jean Martin, de faire cesser la tyrannie qui pesait si lourdement sur le siège de St-Front. A sa sollicitation, Louis XIII reprit le droit de nomination à l'évêché de Périgueux. Peut-être Saint Vincent-de-Paul ne fut-il pas étranger à ce résultat dont la religion n'eut qu'à s'applaudir.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

ESSAIS TOPOGRAPHIQUES,
HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR L'ARRONDISSEMENT
DE NONTRON.

CANTON DE NONTRON. (*Suite.*)

VIII. — *Commune de Hautefaye.*

Cette commune, bornée au nord et à l'est par celles de Javerlhac et de St-Martin-le-Peint, l'est, au sud, par celles de Lussas et de Connezac, à l'ouest par le département de la Charente.

Elle comprend les bourg, villages, hameaux et lieux ci-après :

Le Grand-Acots, Bélair, Le Jauberten, Bonneval, Le Grand-Augeaux, Hautefaye, Puycoureaux, Lage, Le Maine-Augeau. Le Haut-Fayemartreau, Le Bas-Fayemartreau, Les Farges, La Tuilerie, La Cigale, avec des altitudes de 184, 210 et 305 mètres.

Sa population a été successivement : de 523 habitants au ^{xvii}e siècle ; en 1804, pour 70 maisons, 388 habitants ; de 468 en 1852 ; de 449 en 1856 ; de 445 en 1861 et en 1866 ; de 409 en 1872 ; de 384 en 1876 ; de 405 en 1881.

Au ^{xiii}e siècle, le seigneur de l'ancienne paroisse était Arnaud Roux, chevalier, *Arnaudus Ruphi miles*, suivant un acte de partage du 20 juillet 1284 passé entre Jordan de Maulmont, damoiseau, *Jordan de Malomonte, domicellus, filius Helie de Malomonte*, agissant comme mari de Valérie, fille unique du dit Roux, et les deux frères de celui-ci, dans lequel acte figure la justice d'Hautefaye, *jurisdictione alta et bassa in burgo et parochie de Alta-Faya*.

Un Bernard de Maumont étant devenu, en 1430, seigneur

de Javerlhac, réunit les deux seigneuries dans la même juridiction et, à partir de cette époque, Hautefaye eut les mêmes seigneurs que ceux de Javerlhac, d'après les actes énoncés au chapitre de cette dernière commune et d'après les documents suivants :

Du 20 novembre 1415, les frères Bagoulards reconnaissent tenir à rente... à nobili domicello Johanne de Maumon, domino de Javerlhaco, quoddam meynamentum vulgariter appellatum des Bagoularts situm in parochia de Altafagia.

Du 10 novembre 1450, bail à cens d'emphytéose perpétuelle par le même, à Johanni de Medas quoddam villagium vocatum Lage, parochie de Altafagia...

Du 7 janvier 1458, bail à cens, consenti par le dit Jean de Maulmont, représenté par son fondé de pouvoir, discreto viro magistro Johanni de Veterimari (Vieillebard) habitatori loci de Nontronio a Matheo de Forestii quoddam villagium dictum lou Maine-Joubertini situm in parochia de Altafagia.

Du 5 septembre 1467, contrat de mariage reçu Robin d'Hélie de Conan, par lequel Agnès de Maumon, sa mère, femme de Thibaut Conan, lui donne sa terre d'Hautefaye (Nadaud).

Du 5 mars 1500, reconnaissance de rente en faveur de noble Dauphin Pastoureau, seigneur de Javerlhac, par François Chazeau, Pierre Bagoulard et Jean Faure, de la majeure partie du bourg d'Hautefaye... confrontant au chemin qui va du village de Lage au bourg de Minzac et à un ruat faisant devise des provinces d'Angoumois et de Périgord ; d'autre, au chemin qu'on va de Marton à l'oratoire de St-Léonard.

Du 3 juillet 1620, contrat de partage entre François Texier et Jacques de Conan, co-seigneurs de Javerlhac, par lequel il fut attribué à ce dernier toutes les rentes dans la paroisse d'Hautefaye, avec la justice haute, moyenne et basse, et tous droits honorifiques dans l'église.

En 1665, dans le catalogue des nobles du Périgord, figure Elie de La Croix, sieur d'Hautefaye (Lespine).

Du 20 mai 1697, reconnaissance de rentes consentie par divers à Claude de Conan, sur la moitié du bourg d'Hautefaye, l'autre moitié appartenant au seigneur de Saint-Martin-le-Peint, conseiller, Jean de La Chassaigne seignr en partie de Javerlhac, les Bagoulard et les tènements du Lac-Neuf et du Petit Bos joignant.... le chemin que l'on va de la chapelle St-Léonard à la grande église d'Hautefaye.

Foires et marchés concédés à Jacques de Conan en mai 1633.

LOUIS, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre,

A tous présens et à venir salut :

Notre très cher et amé Jacques de Conan, escuyer s^r de Connezac, la Chapelle, Maichinaud, la Bouchardière, Haute-Faye et autres lieux, nous a fait remonstrer que sa terre de Haute-Faye, située en nostre province de Périgord, est de grande estendue, consistant en plusieurs droicts, tenue en justice haulte, moyenne et basse, composée de bourgs et villages peuplés où les habitants des lieux circonvoisins et autres viennent frequenter et trafiquer, pour la commodité desquels décoration et augmentation de lad. terre d'Haute-Faye led. exposant nous a très humblement requis vouloir créer et establir au bourg dud. Haute-Faye une foire par chacun an et un marché chacune semaine, et sur ce lui pourvoir de nos lettres nécessaires. A ces causes, desirant favorablement traicter led. exposant en faveur des services qu'il nous a rendus et rend journellement aux occasions qui s'en présentent : Nous avons aud. bourg de Haute-Faye concédé, ordonné et establi, de nostre grâce spéciale, plaine puissance et autorité royale, concédons, ordonnons, instituons et établissons une foire pour y estre dorénavant annuellement et perpétuellement tenue le seiziesme jour d'aoust et un marché aud. bourg pour y estre aussy tenu le vendredy de chacune semaine, voulant et ordonnant que esd. jours tous les marchands y puissent aller, venir, séjourner, troquer, eschanger, vendre, et débiter toutes marchandises licites et qu'ils usent et jouissent de tous et tels droicts accoustumés es autres foires et marchez de nostre royaume, permettant aud. exposant faire bastir et édifier en lieu commode halles, loges, bancs et estaux nécessaires pour tenir en sûreté et à couvert lesd. marchands et leurs marchandises, et de percevoir les droicts ordinaires et pour ce deubz, tels qu'ont accoustumé les autres seigneurs de nostre province, pourveu qu'à quatre lieues à la ronde dud. bourg il n'y ay aux jours susd. aucunes foires et marchez auxquelles ces présentes puissent préjudicier, et que nos droicts ne soient par ce diminuez. Donnons mandement au senechal de Périgueux ou son lieutenant et autres nos justiciers et officiers qu'il appartiendra, ces présentes faire registrer, et si besoin est, publier à son de trompe en toutes les villes, bourgs, villages et bourgades voisines dud. bourg et terre de Haute-Faye, et icelles faire garder et observer perpétuellement et à tousjours, car tel est nostre plaisir. Et affin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesd. présentes, sauf en autres choses nostre droict et de l'aultruy en toutes.

Donné à Fontainebleau au mois de may, l'an de grâce mil six cent trente-trois et de nostre règne le vingt-troisiesme. . »

De par le Roy. — On fait assavoir à tous en général que Sa Majesté a créé et establi et ordonné nouvelles foyres au lieu et bourg d'Autefaye pour l'effaict dicelles y estre tenues, sçavoir : la première, le seiziesme du mois d'aoust et feste de monseigneur Saint-Roc, et la seconde le vingthuitiesme du mois de décembre, jour de Saint-Thoumas, et les marchés toutes les semaines et jour de vandreuy, le tout annuellement. La possession desquelles est fixée à aujourd'huy aud. lieu d'Autefaye par le réformateur général des marchandises, aulnes, poix, crochets et meures sur les dix heures du matin, et permis à tous marchands et autres personnes en quelles qualités qu'ils puissent estre de porter, vendre, acheter, trafiquer, eschanger toutes sortes de marchandizes quittes et non prohibées par les ordonnances.... aller et venir auxd. jours tant que besoingt sera. Et enjoint à tous les marchands d'y assister, apporter leurs lettres comme ils sont.... et presté le serment audit estat de marchandize dit de Gosliot, et nommer ung ou deux des plus notables marchands de chascune ville et baronnys ou chastellenys pour y assister à la taxe et debvoirs des dites foyres et marchez selon l'ordonnance. Fait par nous Bernard Fougeron, général et réformateur des poix, aulnes et meures... sous l'authorté du grand maistre viziteur et réformateur de France au bourg d'Autefaye le seiziesme jour du mois d'aoust mil six cens trente-troys.

FOUGERON, *général des marchez.*

« *Tableau* contenant l'estat des tribus et debvoirs deus à monseigneur de Connezac, Autefaye, Plambost, La Bouchardière, La Chapelle Masmoreau et autres places au sujet des foyres et marchetz, par les marchands et autres personnes pour toutes sortes de marchandises et bestailh, sur l'original et pancarte représentés par Bernard Fougeron » — Pour un chascun marchand mercier à une chascune foyre, pour chascun eytaud, pour passage et peage six deniers, pour chascun marchet deux deniers. — Pour chascun drapier..... huit deniers..... troys denyers. — Pour chascun courdonnyer, 4 et 2 deniers. — Pour chascun courroyer et tanneur, 4 et 2 deniers... — Pour.... pottier 2 et 1 deniers. — Pour.... pellier (1), 2 et 1 deniers. — Pour.... clostrier (2), 2 et 1 deniers. — Pour chascun grossier (3) et son eytaud, ung denier. — Pour.... pintier (4), 2 et 1 deniers. — Pour.... suchier (5), 2 et 1 deniers. — Pour.... tamizier (6), boycellier (7), peigneurs (8), pallerier (9), grelleurs (10), et autres petites

(1) Marchand de chiffons. — (2) Cloutier. — (3) Taillandier. — (4) Vendeur de pintes et vases d'étain. — (5) Fabricant de sabots. — (6) Fabricant de tamis. — (7) De boisseaux. — (8) De chanvre. — (9) Rempailleur. — (10) Fabricant de

menuyerie, 2 et 1 deniers. — Pour chascune charge de layne, 4 et 2 deniers. — Pour charge daux et dougnions, 2 deniers. — Pour chaque charge de frutage (11), 2 et 1 deniers. — Pour chascung panettier, ung denier. — Pour..... chapelier, 2 et 1 deniers. — Pour une paire d'oues (12) et de poulets, 2 et 1. — Pour chascung bœuf, vache ou veau ou autres hommallis (13), 4 et 2 deniers. — Pour chascung pollin (14) non ferré, 4 et 2. — Pour.... cheval non vendu, 2 et 1 deniers et, s'il est tout chargé, autant — Pour douzaine de moutons, 6 et 3. — Pour chascung bonc, 2 et 1 deniers. — Pour douzaine de chèvres, 4 et 2, et s'il y a bouc de la compagnie, 8 deniers. — Pour chascung pourceau, 2 et 1. — Pour boisseau de bled, une pognée tant de foyre que marchet, et aultres choses mesurées au boisseau et autant pour droict de myne. — Pour chascune charge de chanvre ou lin, 4 et 2 deniers. — Pour chascung pelletier, 2 et 1. — Pour chascung flutier (15), flusotier et jouheur, 2 et 1. — Pour chascung bouchier, 4 et 2. — Pour.... poysonnier par charge, 4 et 2. — Pour charge d'huitres ou muscles, 4 et 2. — Pour coustellier, 2 deniers. — Pour quartreau de gros vin, 2 et 1. — Pour comestier (16), 4 et 2. — Pour chaque charge de peaux et graisses, 4 et 2.

Signé : *FOUGERON, général des marchés.*

Du 6 août 1634, acquisition par M. de Conan du terrain où se tient la foire pour y construire une halle.

A partir de cette époque, la paroisse d'Autefaye eut sa juridiction particulière, et voici quelques noms de ses officiers de justice : en 1685, Basset, avocat et juge ; — en 1697, Martin, notaire.

Passant maintenant aux institutions religieuses, nous trouvons dans Nadaud ce qui suit :

Hautefaye, Alta-Fagia, cure, 330 communians, décimes 55" ; patron, Invention des reliques de St-Etienne et Ste-Valérie. — L'évêque de Limoges y nommait dès 1531. — En 1650, une chapelle à l'extrémité du bourg, oratoire dédié à saint Léonard. Depuis très longtemps, cette chapelle était en mauvais état et interdite ; en 1747, il fut ordonné de la détruire, ce qui ne fut exécuté qu'en 1767. »

cribles en bois. — (11) Fruits. — (12) Oies. — (13) Bétail. — (14) Poulain. — (15) Joueur de flûte, de flageolet. — (16) Marchand de comestibles.

Le P. Carles dit, de son côté :

Hautefaye. — Titulaire et patronne : Notre-Dame de l'Assomption, 15 août. (Statistique de l'évêché.) — On honore dans cette église saint Etienne et sainte Valérie. — A l'entrée du bourg, chapelle de St-Léonard, ruinée.

Si nous cherchons à nous fixer, en dehors de son style ogival de transition, sur la date de la fondation de l'église et sur celle de l'oratoire, il résulte pour nous qu'elle est antérieure à l'acte de partage de 1284, dans lequel figure Valérie Roux qui a dû y fonder une chapellenie dédiée à la sainte dont elle portait le nom, si, toutefois, ce nom ne vient de la chapellenie déjà existante.

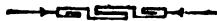
D'autre part et dans son testament du 20 mai 1505, Dauphin Pastoureau légua à *lesglise d'Altefaye une chappe de camelot noir*.

Quant à l'oratoire de saint Léonard, sa construction, moins ancienne, est, dans tous les cas, antérieure au xvr^e et même au xv^e siècle, puisqu'il en est fait mention dans la reconnaissance de rente ci-dessus du 5 mars 1500.

Enfin, la cure de l'église d'Hautefaye dépendait de l'archiprêtré de Peyrat de Villebois, et parmi ses curés ont été MM. Jean de La Bouys, en 1620 ; — Pierre Eyriaud, en 1670 ; — Thibaud Deyriaud, en 1697 ; — Pierre Combe, en 1713 ; — Pierre Bourinet, en 1751 ; — Helary, en 1885.

(A suivre.)

R. DE LAUGARDIÈRE.



VARIA.

BIBLIOGRAPHIE.

Ambassade en Turquie de Jean de Gontaut-Biron, baron de Salignac, 1605 à 1610. — *Voyage à Constantinople. — Séjour en Turquie. — Relation inédite, précédée de la vie du baron de Salignac, par le comte Théodore de Gontaut-Biron* ; Paris, H. Champion, 1888, in-8° de LXXVI et 168 pages, avec une eau forte représentant le château de Salignac (Dordogne).

Parmi les dernières publications offertes à la bibliothèque de notre Société, il en est une qui intéresse à plus d'un titre le Périgord ; c'est le récit de l'ambassade en Turquie de Jean de Gontaut-Biron, envoyé par Henri IV auprès du Grand Seigneur. Cette relation fait partie des documents que la Société des Archives historiques de la Gascogne publie chaque année, avec une abondance et une érudition, qui font le plus grand honneur aux savants et laborieux membres de cette Société de fondation encore assez récente.

Jean de Gontaut-Biron appartenait par sa naissance au Périgord. Son bisaïeul Gaston de Gontaut, baron de Biron, s'était allié, en 1456, à la maison de Salagnac ou Salignac. Le beau-frère de Gaston de Gontaut, Jean de Salignac, avait reçu en acte de partage, en 1463, la seigneurie de Fénélon et fut la souche des Salignac de La Mothe-Fénélon que devait immortaliser le grand archevêque de Cambrai.

Jean de Gontaut-Biron était né au château de Salignac, vieille forteresse féodale, qui avait soutenu plus d'un siège et qui a conservé jusqu'à nos jours ce caractère d'architecture sévère si bien approprié à ces temps belliqueux, où chaque jour pouvait finir dans la guerre, après avoir commencé dans la paix. Son père Armand de Gontaut, lieutenant-général du roi de Navarre en Périgord, avait été un fier batailleur et s'était jeté avec ardeur dans les querelles religieuses qui ensanglantèrent la fin du xvi^e siècle. Ses enfants reçurent de lui une éducation en harmonie avec ce caractère aventureux. Jean de Gontaut, à pareille école, devint bientôt un gentilhomme accompli, ardent et habile aux exercices violents, autant que sage, discipliné et bienveillant. Il fit partie de cette brillante jeunesse dont Jeanne d'Albret forma la compagnie habituelle d'Henri de Béarn, qui devait être plus tard Henri IV. Une vive et profonde amitié dont

l'ardeur n'excluait pas la déférence et le respect, réunit bientôt le jeune prince et le baron de Salignac. Fortifiée par la similitude des goûts et l'éclat des mêmes qualités, cette amitié se consolida encore avec la maturité de l'âge, et les vicissitudes des événements les plus mouvementés ; et lorsque, dans son ambassade lointaine, Jean de Gontaut apprit l'attentat de Ravillac, ce fut pour lui le coup mortel et il ne survécut pas longtemps à son royal ami.

Il n'entre pas dans notre dessein de suivre Jean de Gontaut dans cette période de son existence si tourmentée, où il ne reçut pas moins de dix-sept blessures au service d'Henri IV.

Il n'est pas une seule des nombreuses victoires de ce monarque vaillant entre tous, que le baron de Salignac n'ait cimentée de son sang ; c'était une âme de héros dans un corps de fer. Sur la demande de Catherine de Médicis qui voulait éloigner de Périgueux le sire de Vivans, dont elle redoutait l'intolérance, Jean de Gontaut fut nommé, par le roi de Navarre, gouverneur du Périgord et de la vicomté de Limoges, avec résidence à Périgueux, et exerça cette charge particulièrement difficile dans ces temps troublés à la satisfaction de tous les partis ; mais bientôt les événements ayant appelé le roi de Navarre dans le Nord de la France, il quitta le Périgord pour suivre la fortune de son illustre ami. Lorsque la paix fut rétablie en France et que l'abjuration d'Henri IV eût désarmé la Ligue, le roi jeta les yeux sur le baron de Salignac, pour remplir une des missions les plus délicates et les plus importantes. Depuis François I^{er}, surtout, des relations particulièrement amicales s'étaient établies entre la France et le Sultan. Alors, comme aujourd'hui, Constantinople était regardée comme un des plus puissants éléments de l'équilibre occidental et la sagacité politique d'Henri IV avait saisi toute l'importance du rôle que la France était appelée à remplir dans le Levant. C'est cette politique prévoyante qui nous a valu dans l'Asie-Mineure cette influence encore prépondérante qui fait le désespoir de tous les ennemis de notre prestige à l'extérieur.

Jean de Gontaut partit pour Constantinople en 1604, et y mourut le 11 octobre 1610. Le récit des événements qui marquèrent son ambassade, nous a été transmis par un Périgourdin du nom de Bordier, lequel faisait partie de la suite du baron de Salignac. Ce Bordier, originaire de Pluviers en Périgord, n'a pas laissé moins de 1,500 pages in-folio, sur ce voyage à Constantinople. C'est un récit piquant, pittoresque, semé de traits et de saillies qui décèlent l'origine gasconne de l'auteur et rappellent parfois l'humour de Montaigne, dans son voyage en Italie. Rien n'est plus intéressant que cette excursion dans le monde mahométan des premières années du XVII^e siècle, qui avait gardé en grande partie la puissance et les

splendeurs de Mahomet II. Jean de Salignac nous apparaît comme le type du grand diplomate français, sacrifiant sa fortune personnelle et son existence à la grandeur de sa patrie, et jetant les fondements de ses écoles françaises du Levant dont l'éclat et l'influence ont à peine diminué de nos jours.

Nous devons savoir gré à M. le comte de Gontaut-Biron, de nous avoir donné un abrégé judicieux du récit de Bordier et d'avoir remis en lumière cette grande physionomie de Jean de Gontaut, une des gloires de notre Périgord, et nous faisons des vœux ardents pour qu'il nous donne prochainement la correspondance diplomatique de l'illustre ambassadeur.

CH.-EM. MONTET.

NÉCROLOGIE.

M. HIPPOLYTE CHAMINADE.

Un des membres de la Société historique et archéologique du Périgord, M. Hippolyte Chaminade est décédé au commencement de l'année 1888, au Vésinet (Seine-et-Oise), où il demeurait avec sa famille. Il était né à Périgueux en 1826, du mariage de Thomas Chaminade, négociant, et de dame Marguerite Vacquand, et fit ses études au collège de Périgueux. Il ne quitta sa ville natale que pour accepter les fonctions d'inspecteur d'une Compagnie anglaise d'assurances sur la vie. Son aptitude pour ce genre d'opérations, sa loyauté à toute épreuve, son caractère conciliant le firent bientôt remarquer de ses chefs de service qui, dans plusieurs circonstances, lui confièrent des missions délicates. Il fut choisi, en dernier lieu, comme directeur général de la succursale de Paris, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite.

C'est après un travail opiniâtre de toute sa vie et au moment où il allait goûter un repos bien mérité, que la mort est venue l'enlever presque subitement à l'affection de sa famille et de ses nombreux amis. Obligé par ses fonctions de vivre loin de son pays, il n'a jamais cessé de l'aimer et de s'intéresser à toutes les œuvres qui pouvaient en relever l'éclat.

La Société archéologique, dont il faisait partie depuis sa création, perd en lui un de ses membres les plus dévoués et les plus sympathiques.

P.-E. D.

M. AMÉDÉE CHAPGIER-DALAIR.

La mort ne cesse de faire des victimes dans nos rangs.

Combien reste-t-il dans notre Société de membres lui appartenant depuis sa fondation ? Bien peu sans doute. Encore aujourd'hui nous avons le pénible devoir de consigner ici le décès de l'un d'entre eux, le décès de M. Amédée Chapgier-Dalair.

M. Chapgier a succombé le 3 novembre 1888. Il était âgé seulement de 52 ans.

Notre confrère avait deux résidences : l'une dans la Haute-Vienne, à St-Yrieix, où il partageait avec son frère aîné la direction d'une importante maison de banque ; l'autre, presque au fond du Périgord, dans la petite commune de Sireuil, où il jouissait d'une légitime popularité qui lui avait valu, depuis longtemps, l'écharpe municipale.

Ces résidences étaient toutes les deux trop distantes de Périgueux pour qu'il fût possible à M. Chapgier, d'assister à nos séances ; mais, de loin, il s'intéressait à nos travaux que même, à l'occasion, il se faisait un plaisir de seconder.

C'est ainsi que vers 1881, à la prière de notre regretté président d'alors, et avec le concours d'un habile dessinateur de St-Yrieix, il entreprit de lever l'estampage d'une curieuse inscription, en lettres entrelacées, qui se trouvait sur une balustrade placée au-dessous de l'orgue, dans la belle église de cette localité.

Ce travail, qu'il sut mener à bonne fin, et dont il supporta généreusement tous les frais, ne laissait pas que d'être important ; car l'inscription, qui, je crois, était du XII^e ou du XIII^e siècle, et qui sans doute, au jugement de M. le docteur Galy, offrait un réel intérêt pour la Dordogne, mesurait une dizaine de mètres de long.

Je n'ai pas eu le loisir de rechercher si notre *Bulletin* a mentionné, dans le temps, la précieuse collaboration que M. Chapgier mit tant d'empressement et de bonne grâce à nous prêter en cette circonstance. Il se peut qu'il ait été commis un oubli. Je me félicite, en ce cas, de le réparer.

Pourtant, M. Chapgier, s'il vivait encore, m'en voudrait d'avoir rappelé ce titre qu'il possédait à notre reconnaissance : car il était le désintéressement et la modestie mêmes. Pour lui, servir notre Société, c'était servir tout à la fois le Périgord et la science, qu'il aimait à un égal et profond degré. Or, toutes les fois qu'une cause lui était chère, il dépensait pour elle, sans compter, son temps, sa peine, son influence et son argent.

Un absolu dévouement au bien — au bien sous toutes les formes, — voilà ce qui l'a toujours distingué.

Ce n'est un mystère pour personne, à Saint-Yrieix, que plus d'une fois, par des largesses discrètes, déguisées ou non, en placements... à fonds perdus, il a prévenu des catastrophes diverses, sauvant de la faillite des maisons commerciales, du suicide quelquefois des désespérés, du déshonneur des familles entières. Il n'a pas dépendu de lui que ces libéralités ne demeurassent à jamais cachées. Quand elles ont été divulguées, c'est par les obligés eux-mêmes, mûs par la pensée fort honorable de rendre hommage à leur bienfaiteur.

Comme il était heureux aussi quand l'occasion lui était offerte de contribuer aux légitimes distractions de la jeunesse de son entourage ! Il estimait que les favorisés de la fortune doivent aider non seulement aux besoins, mais aux joies des déshérités de ce monde.

Certes, il était instruit, intelligent, spirituel ; mais ses qualités intellectuelles, si remarquables qu'elles fussent, étaient primées, chez lui, par des qualités, vraiment exceptionnelles, de caractère et de cœur.

Si bien que s'il est permis, en présence d'une telle valeur morale, d'éprouver quelque regret, c'est celui qu'elle n'ait pas eu, pour s'exercer, un plus vaste champ d'action.

En revanche, au dire de tous les témoins de son agonie si lente et si douloureuse, comme il a bien utilisé pour son âme toutes les richesses de sa nature !

Je ne peux résister à la tentation de placer sous les yeux des lecteurs du *Bulletin* ces quelques extraits d'une lettre touchante que m'écrivait l'un d'eux pour me retracer les derniers moments de notre regretté confrère :

« M. Chagrier fut pendant sa vie entière un chrétien pratiquant, convaincu à ce point d'entraîner les autres à sa suite, et notamment, il y a peu d'années, tout son conseil municipal à la Sainte-Table pour recevoir la communion des mains de Monseigneur ; mais, pendant sa maladie, son esprit de foi était allé grandissant jusqu'à l'édification de tous ceux qui l'approchaient.

» Jamais une plainte contre Dieu qui l'arrachait à la vie au moment de la réalisation de tous ses rêves. Souffrances physiques et souffrances morales, d'une égale intensité pour lui, n'ont amené sur ses lèvres que des appels à la miséricorde divine.

» Quand il reçut l'extrême-onction, il dit, avec beaucoup de calme, à voix haute et intelligible, après que le prêtre l'eût exhorté à la résignation en cas de mort : « J'entre dans tous les desseins de la Providence. » Et il ajouta : « Me voici prêt pour partir. »

» Pendant les deux mois qui suivirent, il acheva excellemment cette préparation. Humilité, pardon des injures, soins prévoyants pour le bonheur de sa famille, tout cela était le fond de sa pensée et de ses entretiens.

» Au sujet d'une très légitime indignation des siens envers des amis qui s'étaient froissés contre toute raison, et qui avaient manqué à tous les devoirs de l'amitié, il disait : « Il faut pardonner pour que Dieu nous pardonne... Ne disons-nous pas tous les jours dans le *Pater* : Mon Dieu, pardonnez-nous nos offenses, comme nous les pardonnons à ceux qui nous ont offensés ? Oubliez tout ! C'est un mourant qui vous le demande ! »

» Nous étions saisis d'admiration devant ce grand exemple... »

Ne jurerait-on pas que les lignes qui précèdent sont une page détachée de la vie de quelque saint ?

Disons seulement, pour ne point nous donner, non pas peut-être la réalité, mais l'apparence d'une exagération, disons que M. Chappier s'est montré, aux approches de la mort, ce qu'il avait été toute sa vie : essentiellement bon, indulgent, délicat, généreux, animé du véritable esprit chrétien.

Aussi quelle estime et quelle sympathie pour lui chez tous ceux qui l'ont connu !

Et, à ses funérailles, quelle imposante manifestation de regrets !

La Société historique et archéologique du Périgord ressent profondément, pour son compte, la perte qu'elle a faite en M. Chappier, d'un de ses membres les plus anciens et les meilleurs, et elle s'associe sincèrement au deuil de tous ceux qui le pleurent.

E. R.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Cloître de Cadoux ; — la 2^{me}, le Pont de Terrasson.

Le Gérant responsable, A. DELFOUR.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XV.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres de la Société.....	9
Séances mensuelles : du 1 ^{er} décembre 1887.....	29
— du 5 janvier 1888.....	43
Compte de gestion du trésorier; —exercice 1887.....	53
Séances mensuelles : du 2 février 1888.....	77
— du 1 ^{er} mars.....	85
— du 5 avril.....	129
— du 3 mai.....	143
Assemblée générale du 28 mai.....	205
Séances mensuelles : du 5 juillet.....	218
— du 5 août.....	281
— du 6 septembre.....	293
— du 4 octobre.....	341
— du 8 novembre.....	355
Notes sur l'église de Saint-Médard de Dronne (M. le marquis DE FAYOLLE).....	55
Prêt sur gage d'Hélie de Coulonges, abbé de Dalon et de Tourtoirac, à Jean de La Douze (M. le marquis D'ABZAC DE LA DOUZE).....	62
Lettre de Louis XIII à M ^{sr} de La Béraudière, évêque de Périgueux. (M. J. FRUT).....	63
Marché pour fondre la cloche des Récollets de Sarlat (M. Louis CARVÈS).....	65
Les seigneurs de Bergerac (<i>Suite</i>). (M. Elie DE BIRAN).....	94
Lettre de M ^{sr} Pierre Fournier, évêque de Périgueux. (M. le marquis D'ABZAC DE LA DOUZE).....	106
Causeries archéologiques. — Le château de Maroite. (M. le baron DE VERNEILH).....	107
Commission donnée à Pierre de Fayard, s ^r de La Dausse, par la reine Marie de Médicis (M. A. DE ROUMEJOUX).....	112

Nomination d'un maître de psalette à Périgueux, en 1652 (M. Michel HARDY).....	115
Bref d'indulgence <i>in mortis articulo</i> accordé par Grégoire XI à Guillemette de Boniface. (M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE).....	151
Raoul du Fou, évêque de Périgueux. (M. Joseph MALLAT).	152
Recherches historiques sur le château de Maroite. (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	155
Déclaration de noblesse pour M. de Boussier. (M. Louis CARVÈS)	195
La station néolithique de Taboury, commune de Sainte- Marie-de-Chignac. (M. M. FÉAUX).....	233
Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron (<i>Suite</i>). (M. R. DE LAU- GARDIÈRE).....	239 et 403
Lettre du seigneur de Pilles, chef huguenot, à Gabriel d'Abzac, seigneur de la Douze. (M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE).	274
Un « plan de Bragera » (1651-1654). (M. Ch. DURAND)....	275
Le souterrain-refuge du Peyonent, à St-Astier (Dordogne). (M. Michel HARDY).....	298
Hommage d'obéissance rendu à Audoin d'Abzac, abbé de la Grande-Sauve, par les prieurs absents lors de son installation, du 28 octobre 1485. (M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE).....	302
Prières contre la rage (M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE).	304
Anciens landiers du Périgord. (M. A. DE ROUMEJOUX).....	305
Les foires de La Latière. (M. le marquis DE FAYOLLE).....	306
Le péage de Baynac, tant par terre que par eau, sur la ri- vière de Dordogne. (M. Louis CARVÈS).....	310
Le chevalier Pierre Cerou (M. L. DE RAYNAL).....	312
Périgueux et Cahors, extrait d'un article de M. Freeman, traduit par M. le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE.....	368
Causeries archéologiques. — Le cloître de Cadouin. — Le pont de Terrasson. (M. le baron DE VERNEILH).....	385
Résignation de François de Bourdeille-Montancey, évêque de Périgueux (M. DUJARRIC-DESCOMBES).....	394

VARIA.

Rectifications à l'ouvrage de M. Dessalles intitulé <i>Histoire du Périgord</i> . (M. Ch. DURAND).....	66
Bibliographie. — <i>Les Chroniques de Jean Tarde</i> , chanoine théologal et vicaire général de Sarlat ; — <i>Faits d'armes de Geoffroy de Vivant, publiés d'après le manuscrit original</i> , par Adolphe Magen. (M. DUJARRIC-DESCOMBES).....	68 et 121
L'ancien collège de Périgord à Toulouse. (M. le commandant PERRUCHOT).....	118
Sceau inédit de la juridiction de Rochecorbon. (M. Elie CARVÈS).....	120
Souvenirs de jeunesse de l'abbé de Lespine. (M. Henri FORNERON).....	197
Lettre de l'abbé de Lespine à M. Pouyadou, curé de Valereuil	201
Lettre de M. Mahé à M. de Mourcin, secrétaire de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Dordogne.....	277
Chanson inédite du troubadour Peire del Vern (M. Camille CHABANEAU).....	329
Congrès de la Société française d'Archéologie, du 11 au 25 juin 1888. (M. A. DE ROUMEJOUX).....	331
Bibliographie. — <i>Ambassade en Turquie de Jean de Gontaut-Biron, baron de Salignac, 1605 à 1610, etc.</i> (M. l'abbé Ch. Em. MONTET).....	409

TABLE DES DESSINS DU TOME XV.

✓ L'église de Saint-Médard-de-Dronne.....	55
✓ Bas-reliefs et croix pectorale conservés à ladite église.....	60
✓ Le château de Maroite en 1844.....	~~108~~ 124
✓ Plan dudit château.....	~~108~~ 124
✓ Deux vues du château de Maroite en 1887.....	156
✓ Vase et silex de la station de Taboury.....	233
✓ Vieux plan de Bergerac du xviii ^e siècle.....	276
✓ Souterrain-refuge du Peyonent, à St-Astier (Dordogne)....	299
✓ Anciens landiers du Périgord.....	305
✓ Cloître de Cadouin.....	385
✓ Pont de Terrasson.....	391

NÉCROLOGIE.

Décès de : M. Pierre-Charles Robert. (M. Ferdinand DELAUNAY).....	75
Décès : de M. Paul d'Artensec. (M. M. H.).....	127
— M. le docteur Eugène Ussel. (M. C. V.).....	203
— M. Pontou. (M. R. DE B.).....	280
— M. l'abbé Cheyssac, curé de La Roche-Chalais. (M. DE ST-S.).....	339
Décès de : M. Hippolyte Chaminade. (M. P.-E. D.)..	411
— M. Amédée Chappier-Dalair. (M. E. R.).....	412

Le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD paraît tous les deux mois, par livraisons de 64 pages, et forme un volume à la fin de l'année. Chaque livraison est accompagnée de deux dessins.

Le Bulletin est envoyé gratuitement à MM. les membres de la Société.

Il ne contient que des documents inédits.

TIRAGES A PART.

La Société autorise le tirage à part des articles, mémoires et documents insérés dans le Bulletin, sous la condition expresse qu'au verso du titre figurera cette mention : « Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord.* »

MM. les membres de la Société qui désireront profiter de cette faculté devront prévenir le Secrétaire Général au moment de la remise de leur manuscrit, ou, au plus tard, en rendant les épreuves du *bon à tirer*.

Nous croyons devoir donner ici le tarif de l'imprimeur pour ces tirages à part :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à 50 exemplaires coûteront 7 fr. ;				
8	—	100	—	9
12 pages	—	50	—	11
12	—	100	—	13
16 pages	—	50	—	14
16	—	100	—	16

La couverture sera payée comme quatre pages.

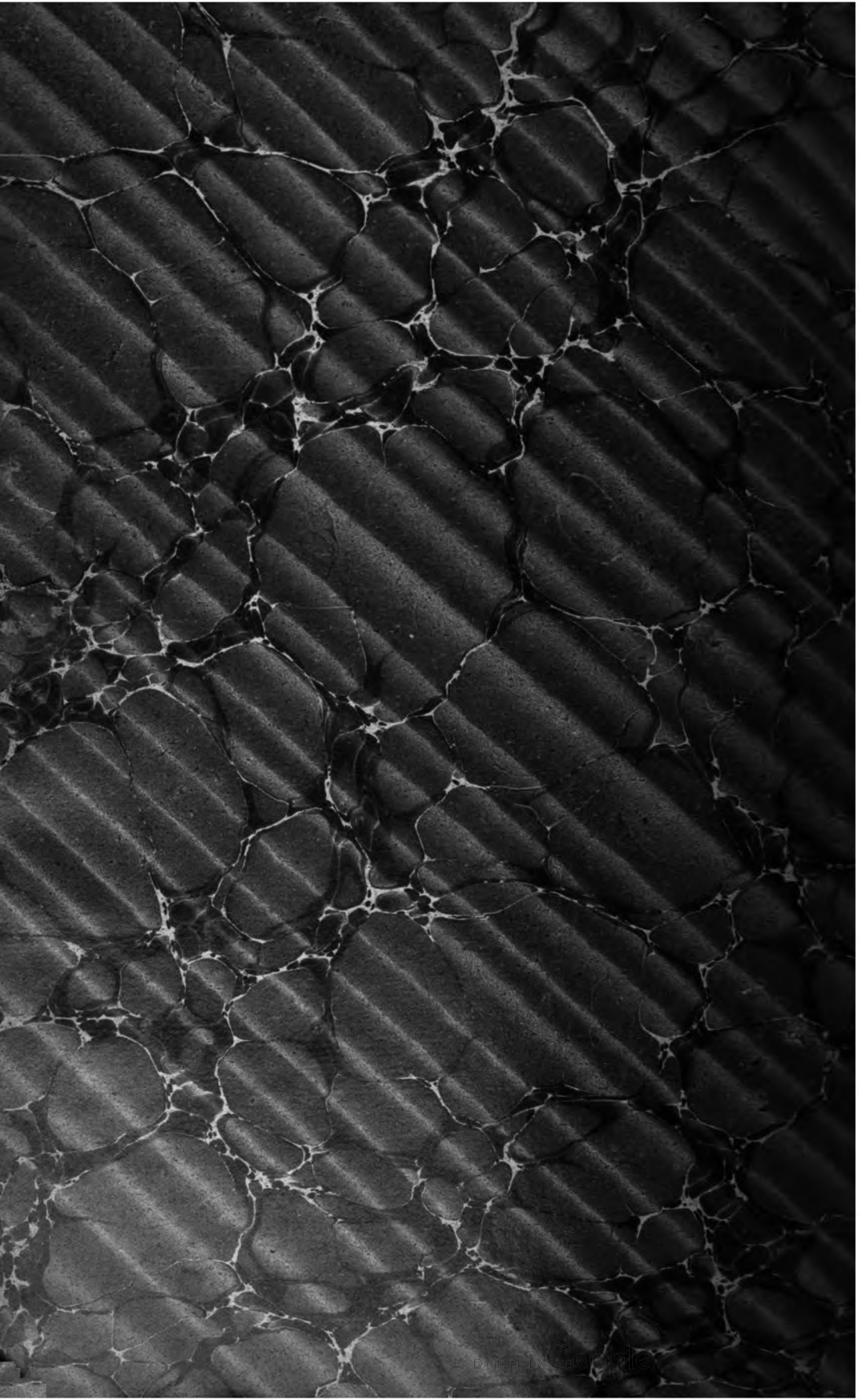
Il s'agit, bien entendu, d'extraits imprimés tels quels ; en cas de corrections et de changements, corrections et changements seraient payés en sus.

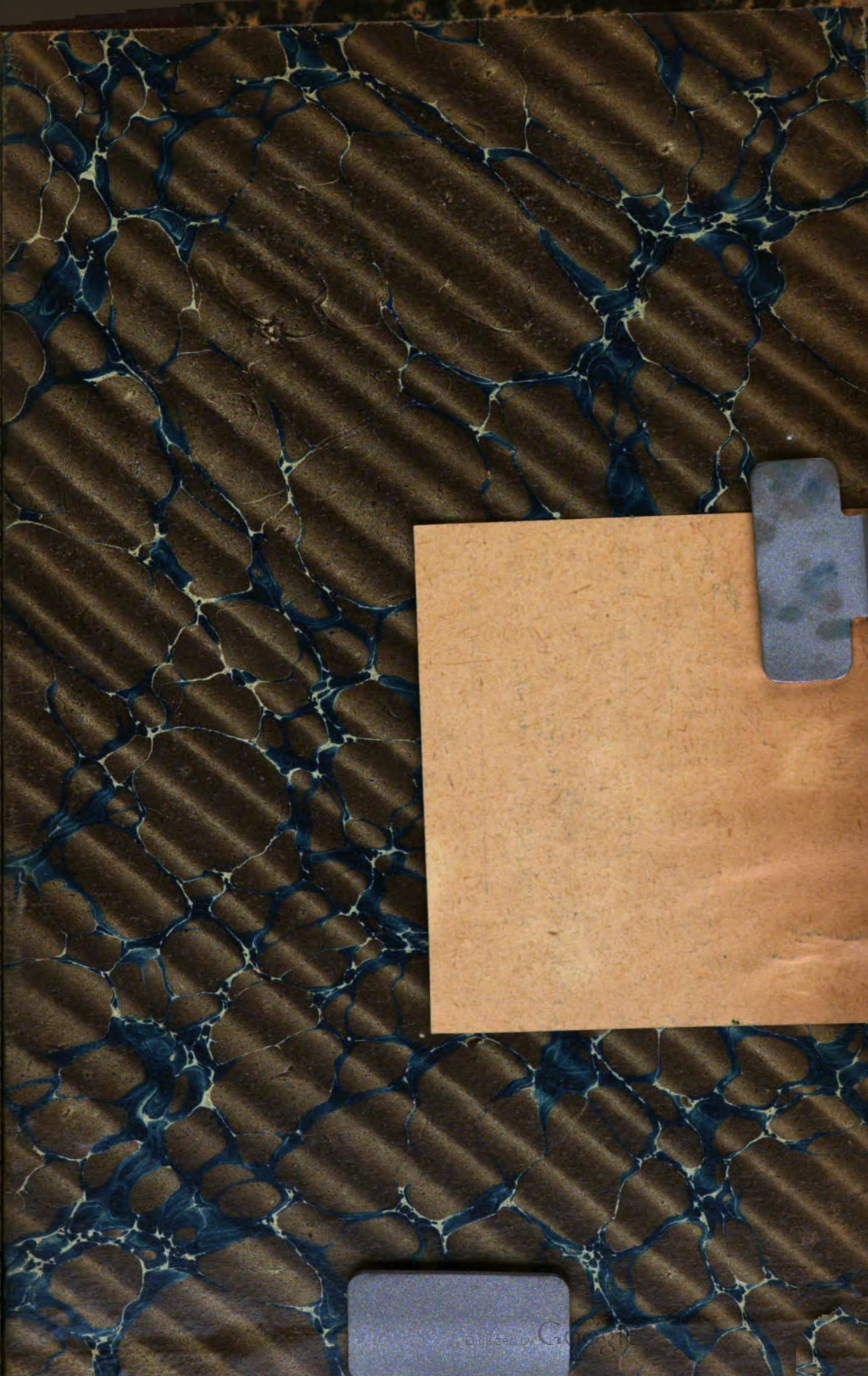
On ferait des concessions pour une réimpression arrivant à plusieurs feuilles.

L'ancienne Maison DUPONT et C^e se chargerait aussi de mettre en volume les livraisons du *Bulletin* aux prix suivants :

1/2 reliure basane.....	1 fr. 50 c.
— chagrin.....	2 »

Les Sociétés savantes auxquelles le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD est adressé sont priées de vouloir bien nous faire parvenir leurs publications en échange.





Widener Library



3 2044 100 874 668

